UNION DES OFFICIERS DE RESERVE DE l'OCÉAN INDIEN
BP 60669 — 97473 SAINT-DENIS CEDEX
(Membre de l'Entente Patriotique de la Réunion : http://www.epr974.re/)

Union Nationale des Officiers de Réserve
Fondée en 1922/Déclarée d'utilité publique par décret du 24 février 1967
Siège social : 12 rue Marie Laurencin 75012 Paris
http://www.unor-reserves.fr/

BULLETIN N°10 en date du 11 mars 2019

Je ne juge pas… je livre, sommairement triés et compilés, les médias tels qu'ils sont… à chacun de faire son Opinions, les articles n'engagent que leurs auteurs.

Planification des Thèmes & Sujets	
1 – Lois & Décrets	**e) - Service de Santé**
2 – Nécrologies & Mémoires	**f) – Renseignement**
3 – Décorations & Commémorations	**g) – Cybersécurité**
4 – Autorités, Etats-Majors	**h) – Service du commissariat des armées**
5 – Chroniques & Libres propos	**i) – Service des essences des armées**
6 – Actualités internationales	**j) – Forces Prépositionnées**
7 – OPEX	**k) – Réserves**
8 – MISSINT/OPINT	**l) - D.G.A.**
9 – Défense de par le Monde	**11 – France : Armements & Industries**
10 – Nos Forces Armées	**12 – Le Monde : Modernisations & Equipements**
a) – Armée de Terre	**13 – Rubriques divers (Conférences, Sports, etc)**
b) – Marine Nationale	**14 – Livres & Publications**
c) – Armée de l'Air	**15 – Société**
d) - Gendarmerie Nationale	**16 – Vie de l'UOROI**

Le mot du président de l'UOROI



Chers amis

Le colonel ® Dominique BERTRAND

Président de l'UOROI

Adresse courriel du COL ® Dominique BERTRAND : dfbtd974@orange.fr
GSM : 06 92 05 11 47

Table des matières

1 – Lois et décrets 15
LOIS 15
PREMIER MINISTRE 15
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR 16
MINISTÈRE DES ARMÉES 16
2 – Nécrologies & Mémoires 18
Bientôt un Mémorial aux "vétérans" US de la Première guerre du Golfe 18
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 03.03.2019 Par Philippe Chapleau 18
Il y a 70 ans, l'Ouragan, premier avion de chasse à réaction français, effectuait son premier vol 19
3 – Décorations & Commémorations 20
4 – Autorités, États-Majors 21
Président de la République 21
«Pour une renaissance européenne»: le texte intégral de la tribune d'Emmanuel Macron 21
Défendre notre liberté 22
Protéger notre continent 22
Retrouver l'esprit de progrès 22
Ministre 23
Mme Parly lance un « plan mixité » afin de « renforcer l'efficacité opérationnelle » des armées 23
CEMM/Marine Nationale 25
PA Charles de Gaulle : l'amiral Prazuck monte à bord 25
Le groupe aéronaval appareille aujourd'hui vers l'océan indien. Le chef d'état-major de la marine est à Toulon avec la ministre des armées. 25
DGA 25
Le DGA et le CEMA signent le guide d'application de la nouvelle version de l'instruction ministérielle de conduite des opérations d'armement 25
Autres autorités 26
CYBER. Général BONNET DE PAILLERETS : « Il faut démystifier l'arme cyber ! » 26
Vincent Lanata : « A Paris, l'armée de l'air est totalement absente des postes d'influence » 29
L'ancien chef d'état-major de l'armée de l'air pousse un coup de gueule dans l'Express 29
RDN : le colonel Legrier n'aura qu'une sanction légère 29
A la tête de la TF Wagram en Irak, il avait publié un article évoquant une « défaite stratégique » 29
Le général Vincent Lanata déplore le manque d'influence de l'armée de l'Air 29
5 – Chroniques & Libres propos 31
GÉOPOLITIQUE. « Il faut sauver le soldat Occident! » 31
EDITORIAL. Éducation, connaissance mutuelle et non-violence 32
Abd al Malik : « C'est un défi historique » 33
« L'avenir appartient à la non-violence » 33
EUROPE : La défense de l'Europe. LIBRE OPINION du général Jean COT 33
DÉFENSE EUROPÉENNE : A propos de la publication du général Jean COT 36
OPEX Turquoise (Rwanda) : Communiqué du général Jean Claude LAFOURCADE, ancien commandant. 37
6 – Actualités internationale 38
Voici les 25 pays les plus puissants du monde en 2019 38
25. Belgique 39
24. Qatar 39

23. Espagne 39
22. Pakistan 39
21. Suède 40
20. Singapour 40
19. Iraq 40
18. Italie 41
17. Inde 41
16. Turquie 41
15. L'Australie 41
14. Suisse 42
13. Iran 42
12. Canada 42
11. Émirats arabes unis 42
10. Corée du Sud 43
9. Arabie saoudite 43
8. Israël 43
7. Japon 44
6. France 44
5. Royaume-Uni 44
4. Allemagne 44
3. Chine 45
2. Russie 45
1. États-Unis 45
AFRIQUE 46
ALGÉRIE 46
POINT DE VUE. Algérie : quelle alternative au président Bouteflika ? 46
Se préserver d'islamistes qui sauraient rafler la mise 46
Bouteflika s'engage à céder le pouvoir s'il est élu président en avril 47
Spéculations sur sa santé 48
Présidentielle en Algérie: l'armée déterminée «à garantir la stabilité» 48
Algérie. Ces signes inquiétants sur l'état de santé d'Abdelaziz Bouteflika 50
Ses « examens » à Genève sont « en voie d'achèvement » 50
Ses réflexes corporels sont atteints 51
Il vit dans un bunker médical 51
Algérie: le gouvernement prépare la présidentielle, le camp Bouteflika se fissure 51
BURKINA FASO 54
Burkina Faso : 11 personnes inculpées pour les attaques de mars 2018 54
CENTRAFRIQUE 55
Accord de paix en Centrafrique : 5 des 14 groupes armés signataires désavouent le gouvernement 55

« On ne peut pas prendre tout le monde » 55
Un accord obsolète ? 56
LIBYE 56
Des migrants détenus en Libye, torturés pour s'être rebellés 56
Torture and shocking conditions: the human cost of keeping migrants out of Europe 57
MAURITANIE 58
Mauritanie : le parti présidentiel choisit Ould Ghazouani comme candidat pour la présidentielle de juin 58
Biram veut incarner l'opposition 58
MOZAMBIQUE 59
Au Mozambique, la disparition des grands carnivores bouleverse tout l'écosystème 59
L'écologie de la peur 59
Une peur qui n'a pas totalement disparu 60
RWANDA 61
Rwanda : Macron officiellement invité à Kigali pour les 25e commémorations du génocide des Tutsi 61
Pas encore de réponse de Paris 61
TCHAD 62
Tchad : sept rebelles tués dans une « dans une embuscade », selon leur groupe 62
La frontière tchado-libyenne fermée « jusqu'à nouvel ordre » 62
AMÉRIQUES 63
CANADA 63
Soupçons d'espionnage contre deux Canadiens en Chine: Ottawa "très préoccupé" 63
Le Canada lance le processus d'extradition d'une dirigeante de Huawei 64
Vols de secrets industriels 64
Crise diplomatique 65
ÉTATS-UNIS 65
US Navy : IOC du F-35C 65
Fin de carrière pour le Prowler 66
Premier vol du démonstrateur XQ-58A Valkyrie 67
Budget de la Défense : Trump sera-t-il pris la main dans le sac pour financer son mur ? 67
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 08.03.2019 Par Philippe Chapleau 67
Pouvant évoluer parmi des chasseurs-bombardiers, le drone XQ-58A Valkyrie a effectué son premier vol 68
"Cost plus 50": les 925 millions $ versés par Séoul donnent des idées à Trump 69
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 09.03.2019 Par Philippe Chapleau 69
Les alliés de Washington pourraient payer plus pour garder les bases américaines sur leur territoire 70
États-Unis: le déficit du commerce au plus haut depuis dix ans 71
La capsule de SpaceX s'est bien amarrée à l'ISS 72
Le mannequin «Ripley» à bord 72
Pour la première fois, un équipage 100 % féminin va aller dans l'espace 73
Paul Manafort condamné à près de 4 ans de prison pour fraudes 75
L'ancien directeur de campagne de Donald Trump avait été reconnu coupable de fraudes, lors du premier procès issu de l'enquête russe de Robert Mueller. 75
Fauteuil roulant et combinaison de prisonnier 75
Une seconde procédure en parallèle 76

Une grâce présidentielle ? 76
Le Congrès veut enquêter sur les échanges Trump-Poutine 77
Obstruction, collusion: les enquêtes lancées contre Trump par les démocrates 78
Le mur de Trump passera dans leur jardin 79
Au Texas, la construction d'une partie du mur avec la frontière mexicaine est sur le point de débuter. Les habitants de la vallée du Rio Grande se mobilisent. 79
Urgence du timing 80
L'environnement menacé 80
Une immigration pourtant en baisse 82
Une ville à deux vitesses? 82
VÉNÉZUELA 83
Venezuela: Moscou fera tout pour empêcher une intervention US 83
Venezuela: Maduro expulse l'ambassadeur d'Allemagne pour «ingérence» 83
Nicolas Maduro face aux Etats-Unis 84
De retour au Venezuela, Juan Guaido appelle à manifester 85
«Le défi est déjà allé très loin!» 85
Venezuela: la sortie de l'impasse peut-elle passer par Mexico? 86
Guaido est rentré à Caracas sans être inquiété, mais la situation reste bloquée. Le nouveau président mexicain, qui n'a pas rompu ses relations avec Maduro, propose, lui, une nouvelle médiation. 86
Le face-à-face des puissances internationales 86
Le spectre de l'enlisement 87
L'ambivalence du Mexique 88
Mexico ne croit pas à une intervention militaire américaine 88
Maduro tient bon 89
Quelles conditions pour une «solution pacifique»? 89
Panne électrique majeure au Venezuela, Maduro parle de "sabotage" 90
Venezuela. Panne de courant géante, coupures d'eau, hôpitaux paralysés : le pays en plein chaos 90
Ne plus « vivre dans ce chaos » 91
Téléphones et Internet coupés 91
Morgues et hôpitaux paralysés 91
Le Venezuela doit 8,7 milliards de dollars à un géant pétrolier 91
L'origine de la panne reste inconnue 91
Un « sabotage » selon l'État 92
ASIE 92
CHINE 92
Enfin, deux porte-avions chinois à la mer… 92
Avec une hausse annoncée de 7,5%, la progression du budget militaire chinois continue de… ralentir 94
Xi Jinping et Vladimir Poutine, chaleureux amis de la nouvelle guerre froide 96
L'entente entre les deux pays n'est sans doute pas qu'une parenthèse dans une longue histoire de conflits. 96
Collaboration plus étroite que jamais 97
Plus en paix qu'en guerre 97
La Chine revoit son objectif de croissance à la baisse pour 2019 99

Une ville chinoise veut lancer une lune artificielle en orbite d'ici 2020. Voici ce qu'il se passerait si la Terre avait une 2e Lune 99
Trump demande à Pékin de retirer toutes les taxes sur les produits agricoles US 100
Guerre commerciale: États-Unis et Chine sont proches d'un accord 101
CORÉES 102
La Corée du Nord a reconstruit (rapidement) un site majeur de lancement de fusées 102
Le site de Sohae (ou Tongchang-ri) est de nouveau "opérationnel". Son démantèlement était pourtant l'une des rares promesses de Kim Jong Un à Donald Trump. 102
"Un affront à la stratégie diplomatique" de Trump 103
Les États-Unis veulent rester optimistes 104
La Corée du Nord a remis en état le site de lancement fusées qu'elle avait démantelé en 2018 105
Etats-Unis et Corée du Sud mettent fin à leurs exercices militaires conjoints 106
INDE 107
L'Inde va louer un second sous-marin nucléaire d'attaque de type « Akula » à la Russie 107
MALAISIE 108
Disparition du vol MH370: réunion des familles de disparus en Malaisie 108
PAKISTAN 109
Le Pakistan assure avoir refoulé un sous-marin indien de sa zone économique exclusive 109
EUROPE 111
EUROPE (Union européenne) 111
Brexit: l'UE prête à fournir des garanties supplémentaires (Barnier) 111
Le président Macron propose un traité de défense et de sécurité pour l'Union européenne 112
Quand Emmanuel Macron joue au petit alchimiste avec les milliards du Fonds défense 114
CARTE. La différence de richesse entre régions de l'UE montre une Europe fracturée 115
Une seule région française parmi les plus riches 116
Les régions les plus pauvres à l'Est et au Sud de l'UE 116
La BCE dégaine des mesures de soutien à la zone euro 117
Risques multiples 118
La mission de l'observation de l'UE en Géorgie (EUMM) recrute 118
Révision des traités, banque du climat… Ce qu'il faut retenir de la lettre aux Européens d'Emmanuel Macron 119
Création d'une « banque européenne du climat » 119
Établir une « police des frontières commune » 119
Un « Conseil de sécurité européen associant le Royaume-Uni » 119
Instaurer « une préférence européenne » 120
Créer une « agence européenne de protection des démocraties » 120
Orbán divise la droite européenne pour mieux régner sur l'Europe 120
Heurté par la campagne contre Jean-Claude Juncker en Hongrie, le Parti populaire européen menace d'exclure le Fidesz de ses rangs tandis que Budapest accentue son impact idéologique sur le continent. 120
Chrétienté et compromis 121
Zéro plan B hors du PPE 122
Le terrorisme a tué 753 personnes en Europe et 1125 Européens hors du continent, depuis 2000 122
ALLEMAGNE 126
L'Allemagne prolonge son embargo sur les ventes d'armes à l'Arabie Saoudite 126
FRANCE 127

Un détenu radicalisé poignarde deux surveillants à la prison d'Alençon-Condé et se retranche 127
Il n'avait pas intégré le QPR 128
Un détenu radicalisé poignarde deux surveillants de prison dans l'Orne 129
Surveillants agressés à la prison d'Alençon : ce que l'on sait de cette « attaque terroriste » 129
Ce que l'on sait du détenu radicalisé qui a poignardé deux surveillants à Alençon 130
«Rejouer» l'attaque du Bataclan 131
Prison : pourquoi les surveillants pénitentiaires ne peuvent-ils pas fouiller les visiteurs de détenus ? 131
Des contrôles "trop laxistes" 132
Les stades plus sécurisés que les prisons ? 132
Macron invite les Italiens à «réinventer le rêve européen» 133
Bernard Bajolet, ex-DGSE, confirme un contact avec le régime de Bachar fin 2013 134
Réforme de la formation professionnelle : quels sont les principaux impacts et enjeux pour les DRH ? 135
1. Le CPF : des mesures phares pour renforcer l'attractivité et l'effectivité 135
2. Le Congé de Transition Professionnelle (CTP) 136
3. L'entretien professionnel et le bilan du parcours professionnel complété 137
4. Nouvelle information à mettre dans la BDES 137
5. Réduction du nombre de typologies de formation 137
6. Les actions de formation peuvent avoir quatre objets différents : 137
7. Le plan de développement des compétences 137
8. Elargissement du champ de la négociation en matière de formation 138
Macron s'entoure d'un «Planet lab» pour établir sa politique climatique 139
Voici la vie secrète qui se cache sous nos pieds 140
49 idées pour zéro plastique issu du pétrole en 2040 143
Une agence nationale comme outil de décision 143
Le premier pays à se fixer des objectifs de réduction 144
Cinq leviers 144
Le rendez-vous du projet de loi Économie circulaire 144
«Pensez-vous qu'on pourra acheter une nouvelle planète avec de l'argent ?» : Macron bousculé par un collégien . 145
Recentré sur l'écologie 145
Le Président prolonge sa tournée 145
Acte XVI des «gilets jaunes»: la mobilisation marque le pas 146
À Paris, une enquête de l'IGPN ouverte après la blessure d'un manifestant 146
16 interpellations à Toulouse 147
La gare de Bordeaux envahie 148
Une statue revêtue d'un gilet jaune à Colmar 149
La gilet jaune Priscillia Ludosky veut saisir la Cour pénale internationale 150
Elle dénonce les violences policières et s'en prend directement à Christophe Castaner. 150
Une saisie impossible 150
Gilets jaunes : Macron admet "des erreurs" dans la gestion du mouvement 151
Une participation moins élevée que la semaine dernière 151
Retisser les liens avec le voisin italien 151
Gilets jaunes : des excréments jetés sur la police à Marseille et Montpellier 152

Des responsables du syndicat policier Alliance ont déclaré ce dimanche soir que des fonctionnaires de police avaient été visés par des jets d'excréments samedi à Marseille et Montpellier lors de la seizième journée de mobilisation nationale des gilets jaunes. 152
Les policiers se sont sentis "humiliés" 152
Battes de baseball, "safe room" : quand grands patrons et élus se préparent à l'affrontement avec les gilets jaunes 153
Un sentiment d'insécurité grandissant 153
"Safe room" et "contre-filoche" 154
La tentation de l'auto-défense 154
Gilets jaunes. L'ONU réclame à Paris une enquête sur « l'usage excessif de la force » 154
La France suivra les recommandations 155
Élysée @Elysee 155
France, Soudan, Zimbabwe… 155
Pour un ancien patron de la DGSE, coopérer avec les services syriens contre l'EI ne peut pas donner de résultats 156
Ancien diplomate ayant dirigé la DGSE, M. Bajolet déplore le manque de suivi politique des OPEX 158
Consultation sur le changement d'heure : 59% des Français ont choisi l'heure d'été 159
Fin du changement d'heure pour 2021? 159
GRANDE-BRETAGNE 160
Londres: enquête ouverte après la découverte de trois engins explosifs 160
Un Brexit (très) dur promet une belle pagaille ferroviaire 161
File d'attente interminable 161
Brexit: Les Britanniques peinent à obtenir des concessions de Bruxelles 162
Grande-Bretagne : la croissance des entreprises au plus bas 163
Les investissements ralentissent 163
NORVÈGE 164
Quel avenir pour la défense norvégienne ? 164
MOYEN-ORIENT 164
Roger Federer ou l'art de rester au sommet 164
Rares trous dans son palmarès 166
ARABIE SAOUDITE 167
Hamza ben Laden, l'héritier 167
IRAN 168
Selon l'Iran, les monarchies sunnites risquent un « soulèvement de leurs citoyens humiliés » à cause de leurs liens avec les États-Unis 168
ISRAËL 169
Les États-Unis déploient le système anti-missile THAAD en Israël pour la première fois 169
UVision Air présente ses "munitions rôdeuses" en Asie 170
Le système THAAD déployé en Israël 171
PALESTINE 172
Raids israéliens contre le Hamas après des ballons "explosifs" lancés de Gaza 172
QATAR 173
Le Qatar semble déterminé à se procurer le système de défense aérienne russe S-400 173
SYRIE 174
Syrie: Israël et Moscou vont coopérer sur le retrait des forces 174
Le djihadiste Jean-Michel Clain, frère de Fabien Clain, aurait été tué en Syrie 174

ORGANISATIONS INTERNATIONALES 175
OTAN 175
Otan : Le commandant suprême des forces alliées en Europe appelle à renforcer la défense de l'Ukraine 175
Pentagone : L'achat de systèmes russes de défense aérienne exposera la Turquie à de « graves conséquences » ... 176
RUSSIE 178
Désarmement nucléaire: Moscou suspend sa participation au traité INF 178
La Russie a suspendu lundi 4 mars sa participation à l'accord de désarmement nucléaire INF. Washington et Moscou s'accusent mutuellement de violer ce traité signé à la fin de la Guerre froide, qui abolit l'usage des missiles terrestres de portée intermédiaire. 178
Accusations mutuelles 178
Crainte d'une nouvelle course aux armements 178
SANTÉ 179
Une vaste étude dément une nouvelle fois le lien entre vaccin et autisme 179
«Un désaveu total» 179
Le soutien de Donald Trump 180
L'incroyable regain de la rougeole dans le monde 180
Mourir des suites du papillomavirus, un scandale français qui pourrait être évité 181
Le cancer de l'utérus tue un tiers des femmes qui en sont atteintes. 181
Un vaccin prévient deux tiers des cancers du col de l'utérus 181
Treize millions de cancers évitables dans le monde 181
En France, la couverture vaccinale ne progresse pas 182
Le vaccin anti-papillomavirus évite d'autres cancers 182
Sauver 1,5 million de personnes et réduire les dépenses de santé 182
CANCER 183
L'acrylamide, ce cancérogène présent dans les chips, les frites, les biscuits ou le pain grillé. 183
Que risquons-nous ? 183
Que demande le Bureau européen des unions de consommateurs ? 183
DENGUE 184
Dengue : 221 cas confirmés en une semaine, l'épidémie s'intensifie encore 184
Le Sud de l'île plus concerné 184
Déjà 449 cas rien que sur Nouméa 186
Les bons réflexes pour se protéger 186
DIVERS 186
De quoi meurt-on à travers le monde? 186
Une étude révèle les causes de décès les plus répandues sur la planète, des cancers aux accidents de voiture. .. 186
La mortalité infantile en net recul 187
Cinq questions pour tout savoir sur l'endométriose 187
1. Qu'est-ce que c'est ? 187
2. Pourquoi ça fait mal? 188
3. Comment se fait le diagnostic ? 188

4. Comment cela se soigne ? 188
5. Est-ce que l'endométriose peut affecter la fertilité? 189
EBOLA 189
La riposte à Ebola en RDC ne parvient pas à maîtriser l'épidémie selon MSF 189
« Contradiction » 189
Ebola response failing to gain the upper hand on the epidemic | Democratic Republic of Congo | 190
Militarisation 190
SIDA 191
Deuxième cas mondial de rémission d'un patient atteint du VIH 191
Un donneur très particulier 191
7 – OPEX 192
POINT DE SITUATION DES OPÉRATIONS 192
Point de situation des opérations du 1er au 8 mars 192
BARKHANE (SAHEL) 197
Le Danemark envisage l'envoi de deux hélicoptères de transport lourd au Mali pour soutenir la force Barkhane 197
Barkhane va voler danois (suite) 199
http://lemamouth.blogspot.com/ dimanche 3 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 199
BARKHANE : Opération chirurgicale conjointe au profit d'un militaire des Forces armées maliennes 199
BARKHANE : Les équipes CIMIC lancent la rénovation d'un puits à Ménaka 200
BARKHANE : La brigade prévôtale forme les futurs prévôts tchadiens 200
BARKHANE : Ravitaillement par hélicoptère Chinook lors d'une opération dans le Liptako 201
BARKHANE : Formation au profit des infirmiers des Forces armées maliennes 202
BARKHANE : Création d'un poste de commandement de coordination et de sécurité (PCCS) à Ménaka 203
BARKHANE : Sécurisation des travaux de construction du camp malien d'Andéramboukan 204
CHAMMAL (IRAK) 204
CHAMMAL : Chancelier sur la base aérienne projetée 204
CHAMMAL : Exercice d'engagement du brin d'arrêt 205
CHAMMAL : Pompier de l'air sur la base aérienne projetée au Levant 206
MISSIONS MARITIMES 207
Mission Clémenceau 207
Une belle danoise et une portugaise généraliste 207
http://lemamouth.blogspot.com/ lundi 4 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 207
Ses défenses « cyber » renforcées, le porte-avions Charles de Gaulle a appareillé de Toulon pour la mission Clemenceau 208
Clemenceau tire ses premières GBU 209
http://lemamouth.blogspot.com/ jeudi 7 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 209
Mission Jeanne-d'Arc 210
Jeanne d'Arc 2019, "une mission mythique" 210
Autres missions 211
Une frégate et un avion Falcon 200 de la Marine pour surveiller le trafic maritime au large de la Corée du Nord 211
MISSIONS OTAN 212
Actualités OTAN 212
12 mines au tableau de chasse de l'Otan en Manche 212

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 07.03.2019 Par Philippe Chapleau 212
MISSIONS DE L'UNION EUROPÉENNE 213
Mali 213
Un drone survole le QG d'EUTM Mali, la force protection réagit 213
8 – MISSINT 213
SERVICE NATIONAL 213
Le SNU sera lancé le lundi 4 mars, à Évreux 213
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 03.03.2019 Par Philippe Chapleau 213
Les réservistes et les anciens de l'armée de terre sollicités pour encadrer le SNU 216
9 – Défense de par le Monde 217
Lettonie : le Ministère de la Défense commande des drones d'UAV Factory 217
La France et l'Inde ont signé un accord dans le domaine de la surveillance maritime par satellite 217
10 – Nos Forces Armées 219
Le ministère des Armées lance une procédure pour acquérir 75.000 pistolets semi-automatiques 219
Adieu MAC et MAS ? 75 000 pistolets semi-automatique pour le MinArm 220
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 05.03.2019 Par Philippe Chapleau 220
Le MinArm prolonge son effort d'éducation et de sensibilisation sur le nucléaire de défense 221
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 05.03.2019 Par Philippe Chapleau 221
Les hélicos du GIH transporte le RAID à Condé-sur-Sarthe 222
Les hélicos du COS en appui des policiers alors que le GIGN ne s'entraine plus avec eux pour des histoires de gros sous. 222
Régiments, foyers clos, je vous h..s 222
http://lemamouth.blogspot.com/ jeudi 7 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 222
Plan mixité H/F : réaction de AF1D2 223
http://lemamouth.blogspot.com/ jeudi 7 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 223
La convivialité a un coût: 5 268 700 euros. Et ses limites... 224
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 07.03.2019 Par Philippe Chapleau 224
a – Armée de Terre 224
Quand les plongeurs de combat du génie passent par la voie des airs 224
Expérimentation d'une nouvelle procédure aéromobile 225
Comment se loger en Ile-de-France ? 225
Une aide au profit des administrés 225
Armes de guerre et munitions saisis dans l'Aude: pourquoi la PJ va s'intéresser au 3e RPIMa de Carcassonne 226
Deux ex-paras du "3" impliqués dans un trafic d'armes en 2003 226
Atlas : simplification des démarches du combattant 227
Les avantages d'Atlas 227
Dans les coulisses de fabrication du Griffon 228
Un assemblage par étapes 228
Une ligne de montage connectée 228
Nouvelle enquête sur les conjoints de militaires 229
Pour répondre à l'enquête : 229
b – Marine Nationale 229

Pour la disponibilité de ses navires, la Marine nationale mise sur la maintenance prédictive 229
Cherbourg : cérémonie de fin de cours à l'École des matelots 231
Le Réseau Intranet des Forces Aéronavales va être amélioré pour 150 millions d'euros 231
Cérémonies commémoratives des 75 ans de la disparition de Charles Trépel aux Pays-Bas 232
3 questions à… Portrait du maître Caroline, chef de poste du sémaphore d'Alistro 233
c – Armée de l'Air 234

Première session 2019 de PMIP-DN à Évreux 234
France – Belgique, une équipe gagnante 235
Un stage de survie temps froid pour le personnel navigant 236
Challenge Mars@hack à Mont-de-Marsan 237
d – Gendarmerie Nationale 238

Interdiction des prises de vue au-dessus du fort de Brégançon (version actualisée) 238
Une zone interdite au-dessus de Brégançon 239

Gilets jaunes : le "cacatov" et le "pipitov", nouvelles armes contre les forces de l'ordre 239
Mineurs victimes : l'association « la mouette » et la gendarmerie nationale signent une convention de partenariat 240
La montée en puissance attendue de la Gendarmerie dans la lutte contre la délinquance financière 240
Effort de formation continue 241

Fidélisation 241

La commission des Lois valide la réforme du maintien de l'ordre 242
Une réforme attendue 242

Promotion sociale: les gendarmes peuvent croire aux étoiles 243
Escalier ou ascenseur social? 243

Des généraux qui ont commencé monogalon 243

Trafic d'armes entre les USA et la France et un atelier clandestin mis au jour par les gendarmes 244
450 armes écoulées 244

Info L'essor – Gilets jaunes : les gendarmes ont tiré seulement 35 balles de défense depuis le 1er février 245
35 tirs pour les gendarmes, 3.832 pour les policiers 245

Haute-Savoie : les gendarmes réalisent le rêve d'un jeune garçon atteint d'une maladie grave 246
e – Service de Santé 246

Imagerie d'urgence : un nouveau mannequin de simulation pour la formation BSPP/forces 246
Les AURORA sont arrivés au CTSA ! 247
f – Renseignement 248

La DGSE ne cherche pas qu'à pirater Fortnite 248
Des stages très, très qualifiés, à choisir parmi 153 offres: la DGSE ne s'intéresse pas qu'aux jeux vidéo, mais à tous les domaines de l'espionnage numérique et du hacking. 248

Le «Domain Fronting», surfez masqués 248

Le DGSE sur le «darknet» 249

Et l'IA ? L'IA aussi 249

Planquez vos m0ts d3 p4sse 250

Six mille abonnés sur LinkedIn 250

Le Collège du renseignement en Europe est désormais sur les rails 251
g – Cybersécurité 252

19 252
C'est, en minutes et en moyenne, le temps que mettent les hackers russes pour prendre le contrôle d'un système. Huit fois plus rapide que leurs challengers. 252

Huit fois plus rapides.....252
Créé pour tuer en masse, le virus Triton angoisse les experts en cybersécurité 253
Des hackers ciblent des installations industrielles sensibles, avec un sinistre objectif. Une catastrophe de très grande ampleur est envisageable. 253
Pire que Bophal ? 253
h – Service du commissariat des armées 254
Il faudrait 600 millions d'euros pour remettre en état les restaurants militaires 254
La « bascule » vers le nouveau logiciel de paiement de la solde attendue d'ici la fin du premier semestre 2019 255
Le Service du commissariat des armées s'attaque aux problèmes d'habillement des militaires 256
i - Service des essences des armées 258
Devenir agent technique au SEA 258
j - Forces Prépositionnées 260
Forces de Souveraineté 260
FAA : stage d'aguerrissement d'un détachement canadien au 33e RIMa 260
FAG : La Confiance en escale à Belém 261
Formation au profit des sauveteurs au combat des forces armées en Guyane 262
FAG : Les militaires mobilisés pour le 21e lancement Soyouz 263
FANC : Le Vendémiaire en Nouvelle-Zélande 264
FAZSOI : Coopération avec le Mozambique pour le Floréal 265
Forces de Présence 266
FFCI : « Mission de connaissance et d'accompagnement » avec les forces ivoiriennes dans le Bounkani 266
FFDJ : Première formation technique au profit de la marine soudanaise 267
FFEAU : Khunjar-Hadd, exercice de coopération navale majeur pour le Cassard au large des côtes omanaises 268
EFG : Bilan 2018 des partenariats militaires opérationnels des éléments français au Gabon 269
EFS : Formation « Moniteur de combat en zone urbaine » au profit de militaires togolais 270
EFS : Instruction sur le tir de combat au profit d'élèves officiers au Sénégal 271
EFS : Stage ONU de formateur des formateurs des officiers d'état-major 272
k - Réserves 273
Gendarmerie 273
Les réservistes militaires du rang vont prendre du galon 273
Haut niveau d'engagement 273
Mise en place d'Agorha 273
l - D.G.A. 274
Le ministère des Armées réceptionne son troisième bâtiment de soutien et d'assistance métropolitain 274
A télécharger: 274
La Direction générale de l'armement va se doter de deux radars de surveillance côtière auprès de Thales 275
11 – France : Armements & Industries 276
Finances 276
Pour Le Maire, la taxation des Gafa peut rapporter 500 millions d'euros par an 276
Les entreprises «classiques» payent 83 impôts différents 276
Industries 277
À La Hague, l'élimination des déchets radioactifs est un chantier titanesque 277
Industries d'armement 280
Le planeur hypersonique, arme du futur 280

La France va développer un engin volant autonome et non motorisé capable de déjouer les systèmes de défense antimissiles. Cet article est extrait du magazine Sciences et Avenir n°865 (mars 2019). 280
La course aux armements entre le glaive et l'armure 280
Technologie 281
Voile. Avec leur nouvel Ultime, Sodebo et Thomas Coville révolutionnent la catégorie 281
Bien centré 281
Plus d'efficacité 281
Solutions éprouvées 282
Développement en équipe 282
Technologie numérique 282
Ce que la 5G va changer pour vous: on récapitule 282
Des voitures connectées à la médecine, du gaming à l'industrie, la cinquième génération de réseaux mobiles promet de profonds bouleversements. 282
Applications diverses et variées 283
Le déploiement se précise 283
Impact à définir 284
Transports 284
La France et les Pays-Bas devront-ils lancer une OPA sur Air France-KLM ? 284
12 – Le Monde : Modernisations & Équipements 285
Finances 285
«Blanchisserie Troika»:plusieurs banques mondiales dans l'embarras 285
Plusieurs banques européennes pointées du doigt 285
Des yachts de luxe et des billets pour le Mondial de football 286
Des proches de Vladimir Poutine mis en cause 286
Industries 286
Huawei contre-attaque en justice face aux États-Unis 286
Industries d'armement 288
Boeing dévoile un avion de combat futuriste sans pilote 288
C'est en Australie que Boeing a dévoilé un projet de drone militaire destiné à former des escadrilles de six appareils pilotés par un humain. Le premier vol de cet appareil est prévu pour 2020. 288
Nouveau contrat pour Raytheon pour poursuivre le développement d'un planeur hypersonique 289
Technologie 289
De fascinantes images inédites d'avions franchissant le mur du son 289
Concevoir des avions qui ne font pas « bang » 290
Technologie numérique 291
L'annonce de Mark Zuckerberg qui va révolutionner Facebook 291
Le 6 mars 2019 restera-t-il comme une date historique dans l'ère des réseaux sociaux? 291
De la sphère publique à la sphère privée 291
Un virage à 180°, et beaucoup de questions 291
«Gangsters digitaux» 292

13 – Rubriques divers (Conférences, etc) 292
Salons 292
Deux salons en septembre autour du Mémorial de l'Otan 292
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 06.03.2019 Par Philippe Chapleau 292
14 – Livres & Publications 293
Livres 293
LIVRE "Entrer en stratégie". INTERVIEW du général (2s) Vincent DESPORTES. 293
Publications 296
Le CREC Saint-Cyr annonce la sortie de deux nouvelles publications 296
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 04.03.2019 Par Philippe Chapleau 296
15 – Société 297
Écologie, féminisme, éducation... Les nouvelles leaders d'opinion n'ont pas vingt ans 297
Des enfants aux côtés des puissants 297
Ces jeunes résistants de moins de 20 ans 298
Leur avenir est en jeu, et entre leurs mains 300
Tenir tête aux adultes 300
Patagonia Marshal Theatens to Arrest OSN Publisher SEE THE VIDEO 301
Le soutien sans faille de leurs parents 301
Sciences 302
Ces maladies que propage le dérèglement climatique 302
La question pas si bête : Les arbres sont-ils vraiment doués d'intelligence ? 303
On sait maintenant combien pèse la Voie Lactée 305
Notre galaxie serait l'une des plus lourdes de l'univers. 305
Étoiles, planètes et matière noire 305
16 – Vie de l'UOROI 306

1 – Lois et décrets

LOIS

LOI n° 2019-161 du 1er mars 2019 relative au délai d'intervention du juge des libertés et de la détention en rétention administrative à Mayotte (1)
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038196209&dateTexte=&categorieLien=id

PREMIER MINISTRE

Arrêté du 1er mars 2019 fixant la liste des zones interdites à la prise de vue aérienne par appareil photographique, cinématographique ou tout autre capteur
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038191339&dateTexte=&categorieLien=id

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décision du 27 février 2019 modifiant la décision du 30 mars 2017 portant délégation de signature en matière de prime de résultats exceptionnels des militaires de la gendarmerie nationale
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038191626&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 26 février 2019 portant habilitation du bataillon de commandement et de soutien de la brigade franco-allemande pour les formations aux premiers secours
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038196369&dateTexte=&categorieLien=id

Décret du 6 mars 2019 portant nomination du directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale - M. DE OLIVEIRA (Armando)
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038204295&dateTexte=&categorieLien=id

Décision du 21 février 2019 portant inscription sur la liste des candidats admis au deuxième concours d'admission dans le corps des sous-officiers de gendarmerie - session octobre 2018
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038204301&dateTexte=&categorieLien=id

MINISTÈRE DES ARMÉES

Arrêté du 26 février 2019 portant nomination au conseil d'administration de l'Ecole nationale supérieure de techniques avancées Bretagne
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038191663&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 27 février 2019 portant maintien dans la 1re section et admission dans la 2e section des officiers généraux de la gendarmerie nationale par limite d'âge
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038191665&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 1er mars 2019 fixant le nombre de places offertes en 2019 pour le concours d'accès à la formation au diplôme d'Etat d'infirmier à l'école du personnel paramédical des armées
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038196260&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 1er mars 2019 fixant le nombre de places offertes en 2019 pour le concours d'accès à la formation au diplôme d'Etat d'aides-soignants à l'école du personnel paramédical des armées
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038196262&dateTexte=&categorieLien=id

Décret du 4 mars 2019 portant nomination dans l'armée active
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038201203&dateTexte=&categorieLien=id

Décret du 4 mars 2019 portant nomination dans l'armée active
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038201205&dateTexte=&categorieLien=id

Décret du 4 mars 2019 portant affectation d'un officier général
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038201207&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 15 février 2019 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2018 portant pour les sous-officiers, officiers mariniers et militaires du rang de la réserve opérationnelle, application en 2018 de l'article R. 4221-21 du code de la défense
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038203717&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 25 février 2019 fixant le prix de la journée d'hospitalisation dans le centre médico-chirurgical de l'Institution nationale des invalides
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038203723&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 25 février 2019 fixant le prix de la journée d'hébergement, le taux journalier du « forfait soins » et le prix de la journée d'hospitalisation en médecine dans le centre des pensionnaires de l'Institution nationale des invalides
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038203730&dateTexte=&categorieLien=id

Décret du 5 mars 2019 portant nomination au conseil d'administration de l'Office national d'études et de recherches aérospatiales
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038204258&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 28 février 2019 portant nomination dans le corps des ingénieurs d'études et de fabrications du ministère de la défense à la suite du concours externe organisé au titre de l'année 2018
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038204262&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 14 février 2019 autorisant au titre de l'année 2019 l'ouverture d'un concours externe sur titres pour le recrutement d'aides-soignants civils du ministère de la défense
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038211551&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 1er mars 2019 fixant le taux d'avancement d'échelon au choix applicable aux personnels à statut ouvrier du ministère des armées au titre des années 2019 à 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038211557&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 4 mars 2019 modifiant l'arrêté du 14 février 2019 autorisant au titre de l'année 2019 l'ouverture d'un concours externe sur titres pour le recrutement d'aides-soignants civils du ministère de la défense
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038211560&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 5 mars 2019 fixant le nombre de places offertes en 2019 au concours de recrutement sur épreuves dans le corps des directeurs de soins relevant du statut des militaires infirmiers et techniciens des hôpitaux des armées
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038211562&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 26 février 2019 portant nomination au conseil d'administration de l'Ecole nationale supérieure de techniques avancées Bretagne
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038211752&dateTexte=&categorieLien=id

2 – Nécrologies & Mémoires

Bientôt un Mémorial aux "vétérans" US de la Première guerre du Golfe

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 03.03.2019 Par Philippe Chapleau



383 soldats américains ont perdu la vie lors de l'opération *Desert Shield/Desert Storm*, en janvier et février 1991. Pour honorer leur sacrifice, un projet de *Mémorial* a été lancé en 2010; l'idée initiale était l'ériger à Washington, près du National Mall ou le long de la rivière Potomac. En 2014, le président Obama avait autorisé le projet et, trois ans plus tard, Donald Trump avait approuvé le choix du site.

Mais, en juin 2018, la *Commission of Fine Arts*, la *National Capital Planning Commission* et le *National Park Service* ont finalement retenu un site le long de Constitution Avenue, en face du *Vietnam Veterans Memorial*:



La date pour le lancement des travaux n'a pas encore décidée mais l'idée est d'inaugurer ce *Mémorial* en 2021, lors du *Veterans Day* (le 11 novembre).

Le coût du chantier est estimé à 40 millions de $. Actuellement, l'association *National Desert Storm War Memorial* qui pilote le projet a réuni 8 millions de $.

Le 26 février, sur le site, a eu lieu une cérémonie de "*dedication*" à laquelle a pris part l'ancien vice-président Dick Cheney:



Il y a 70 ans, l'Ouragan, premier avion de chasse à réaction français, effectuait son premier vol

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 3 mars 2019



Au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, leurs usines ayant été bombardées et leurs bureaux d'études contraints à l'inactivité pendant cinq années marquées par des innovations technologiques majeures, les constructeurs aéronautiques français accusent un retard considérable par rapports à leurs homologues américains, britanniques et russes. Quant aux Allemands, après la capitulation du IIIe Reich, ils sont alors « hors-jeux ».

Cela étant, le gouvernement alors conduit par le général de Gaulle fait de la reconstruction de l'industrie aéronautique française une priorité nationale. Et c'est ainsi que, en novembre 1946, et malgré des moyens limités en raison des difficultés économiques de l'après-guerre, la France finit par intégrer le club très fermé des pays capables de concevoir un avion à réaction, avec le S.O 6000 « Triton ». Et cela grâce à l'opiniâtreté d'un ingénieur : Lucien Servanty.

Après le premier vol du « Triton », la Société nationale des constructions aéronautiques du Sud-Ouest [SNCASO] se voit attribuer un marché d'études pour mettre au point un avion de combat propulsé par un réacteur, le S.O 6020 « Espadon », avec la perspective d'une commande portant sur une centaine d'exemplaires. Seulement, les essais se révèlent décevants, l'appareil étant trop lourd par rapport à la puissance de son moteur.

Toutefois, en 1947, la SNCASO décroche un autre contrat pour mettre au point une version allégée de son Espadon. Seulement, réduire la masse de cet appareil de 600 à 700 kg n'est pas simple… Et Marcel Dassault, qui a eu vent de ces difficultés grâce à ses contacts à l'état-major de l'armée de l'Air dans le cadre du programme MD-315 Flamand, va sauter sur l'occasion. Il constitue une équipe d'ingénieurs [avec Jean Cabrière], qui ne mettra que quelques mois à établir les plans du futur chasseur, lequel doit être simple et efficace.

Le choix du réacteur – en l'occurrence le Rolls Royce « Nene », construit sous licence par Hispano Suiza – sera déterminant, comme le sera également celui d'une voilure basse en flèche, ce qui permet l'intégration en dessous d'un train d'atterrissage rétractable. Le fuselage, circulaire est dessiné à partir d'une entrée d'air située à l'avant.

Une fois les plans arrêtés, Marcel Dassault tente un coup de poker. Sans attendre une commande officielle, il lance, dès avril 1948, la construction du premier prototype. Et bien lui en a pris : le ministère des Armées lui notifie un contrat pour trois exemplaires en juillet de la même année.

Ce qui fait que, six mois plus tard, précisément le 28 février 1949, à Melun-Villaroche, le premier prototype du MD-450 « Ouragan » est fin prêt pour son vol inaugural, avec le colonel Constantin « Kostia » Rozanoff, KWR pour ses amis ou le « Cyrano des essais en vol » pour la légende, aux commandes.



Fils d'immigrés polonais, naturalisé français en 1927 et ingénieur diplômé de l'École centrale de Paris et de Sup Aéro, « Kostia » rejoint l'armée de l'Air dès sa création. D'abord affecté au Centre d'essais du matériel aérien [CEMA] de Villacoublay, il participe à la campagne de France de mai-juin 1940 en tant que commandant en second du groupe de chasse II/4, au sein duquel il obtient deux victoire aériennes. Après le débarquement allié en Afrique du Nord [novembre 1942], il alterne les affectations opérationnelles et les postes techniques. Premier Français à piloter un avion à réaction, il est promu colonel et devient directeur du centre d'essais de la base aérienne 118 Mont-de-Marsan. Puis il quitte l'uniforme pour rejoindre la société Dassault.

Ce premier vol du MD-450 « Ouragan » a dû être écourté au bout de 20 minutes, KWR ayant constaté une perte de puissance électrique, causée par un mauvais réglage de l'enclenchement des génératrices à un régime réacteur trop bas, ce qui a vidé la batterie [*].

Pour autant, l'avion dépasse les espérances qui avaient été placées en lui. « L'Ouragan 01 est l'avion français qui a entrouvert la porte de la compressibilité. J'ai effectué avec lui 16 vols. […] Brave Ouragan! […] Il nous a valu des histoires merveilleuses. […] Je l'abandonnai le 7 mai 1949, comme on conduit un gosse à l'école pour la première fois. Primitivement, il avait la voilure en pagode. Puis, ses ailes ont été rognées pour qu'on y adjoignît des réservoirs de bouts d'aile. La question se posait de savoir s'il se conduirait plus mal. En définitive, il allait mieux. Après 300 ou 400 heures de vol au Centre d'essai, l'Ouragan 01, devenu antédiluvien, transformé sans cesse, n'ayant guère du prototype initial que le bout du manche à balai, à fait tout seul le voyage jusqu'à Rochefort où il joue, pour l'école des mécaniciens [de l'armée de l'Air], le rôle d'un cadavre pour les étudiants en médecine », écrira plus tôt le colonel Rozanoff, dans ses souvenirs [Double bang, ma vie de pilote d'essai].

Par la suite, l'armée de l'Air commandera 350 MD-450 « Ouragan » [450 étaient initialement prévus mais la commande fut réduite avec l'arrivée du Mystère II]. Cet avion équipera l'Indian Air Force [sous l'appellation de « Toofani «] ainsi que l'aviation israélienne, avec laquelle il s'illustrera lors de la guerre des Six-Jours en menant des missions d'attaque au sol. La carrière de cet appareil se poursuivra jusqu'en 1985, au Salvador [18 exemplaires furent prélevés sur les stocks israéliens].

[*] Le Fana de l'Aviation n°471

Photos : Dassault Aviation

3 – Décorations & Commémorations

4 – Autorités, États-Majors

Président de la République

«Pour une renaissance européenne»: le texte intégral de la tribune d'Emmanuel Macron

Élections Européennes http://www.lefigaro.fr/ Par Emmanuel Macron Mis à jour le 05/03/2019 à 09:33 Publié le 04/03/2019 à 20:18

Europe : ce qu'il faut retenir de la tribune d'Emmanuel Macron



TRIBUNE - Le chef de l'État s'est adressé aux citoyens européens pour vanter sa vision et prôner une dizaine de mesures concrètes, dans la perspective des européennes. Voici l'intégralité de son texte.

Citoyens d'Europe,

Si je prends la liberté de m'adresser directement à vous, ce n'est pas seulement au nom de l'histoire et des valeurs qui nous rassemblent. C'est parce qu'il y a urgence. Dans quelques semaines, les élections européennes seront décisives pour l'avenir de notre continent.

Jamais depuis la Seconde Guerre mondiale, l'Europe n'a été aussi nécessaire. Et pourtant, jamais l'Europe n'a été autant en danger.

Le Brexit en est le symbole. Symbole de la crise de l'Europe, qui n'a pas su répondre aux besoins de protection des peuples face aux grands chocs du monde contemporain. Symbole, aussi, du piège européen. Le piège n'est pas l'appartenance à l'Union européenne ; ce sont le mensonge et l'irresponsabilité qui peuvent la détruire. Qui a dit aux Britanniques la vérité sur leur avenir après le Brexit ? Qui leur a parlé de perdre l'accès au marché européen ? Qui a évoqué les risques pour la paix en Irlande en revenant à la frontière du passé ? Le repli nationaliste ne propose rien ; c'est un rejet sans projet. Et ce piège menace toute l'Europe: les exploiteurs de colère, soutenus par les fausses informations, promettent tout et son contraire.

Face à ces manipulations, nous devons tenir debout. Fiers et lucides. Dire d'abord ce qu'est l'Europe. C'est un succès historique: la réconciliation d'un continent dévasté, dans un projet inédit de paix, de prospérité et de liberté. Ne l'oublions jamais. Et ce projet continue à nous protéger aujourd'hui: quel pays peut agir seul face aux stratégies agressives de grandes puissances? Qui peut prétendre être souverain, seul, face aux géants du numérique? Comment résisterions-nous aux crises du capitalisme financier sans l'euro, qui est une force pour toute l'Union? L'Europe, ce sont aussi ces milliers de projets du quotidien qui ont changé le visage de nos territoires, ce lycée rénové, cette route construite, l'accès rapide à Internet qui arrive, enfin. Ce combat est un engagement de chaque jour, car l'Europe comme la paix ne sont jamais acquises. Au nom de la France, je le mène sans relâche pour faire progresser l'Europe et défendre son modèle. Nous avons montré que ce qu'on nous disait inaccessible, la création d'une défense européenne ou la protection des droits sociaux, était possible.

Mais il faut faire plus, plus vite. Car il y a l'autre piège, celui du statu quo et de la résignation. Face aux grands chocs du monde, les citoyens nous disent bien souvent: «Où est l'Europe? Que fait l'Europe ?». Elle est devenue à leurs yeux un marché sans âme. Or l'Europe n'est pas qu'un marché, elle est un projet. Un marché est utile, mais il ne doit pas faire oublier la nécessité de frontières qui protègent et de valeurs qui unissent. Les nationalistes se trompent quand ils

prétendent défendre notre identité dans le retrait de l'Europe ; car c'est la civilisation européenne qui nous réunit, nous libère et nous protège. Mais ceux qui ne voudraient rien changer se trompent aussi, car ils nient les peurs qui traversent nos peuples, les doutes qui minent nos démocraties. Nous sommes à un moment décisif pour notre continent ; un moment où, collectivement, nous devons réinventer politiquement, culturellement, les formes de notre civilisation dans un monde qui se transforme. C'est le moment de la Renaissance européenne. Aussi, résistant aux tentations du repli et des divisions, je vous propose de bâtir ensemble cette Renaissance autour de trois ambitions: la liberté, la protection et le progrès.

Défendre notre liberté

Le modèle européen repose sur la liberté de l'homme, la diversité des opinions, de la création. Notre liberté première est la liberté démocratique, celle de choisir nos gouvernants là où, à chaque scrutin, des puissances étrangères cherchent à peser sur nos votes. Je propose que soit créée une Agence européenne de protection des démocraties qui fournira des experts européens à chaque État membre pour protéger son processus électoral contre les cyberattaques et les manipulations. Dans cet esprit d'indépendance, nous devons aussi interdire le financement des partis politiques européens par des puissances étrangères. Nous devrons bannir d'Internet, par des règles européennes, tous les discours de haine et de violence, car le respect de l'individu est le fondement de notre civilisation de dignité.

Protéger notre continent

Fondée sur la réconciliation interne, l'Union européenne a oublié de regarder les réalités du monde. Or aucune communauté ne crée de sentiment d'appartenance si elle n'a pas des limites qu'elle protège. La frontière, c'est la liberté en sécurité. Nous devons ainsi remettre à plat l'espace Schengen: tous ceux qui veulent y participer doivent remplir des obligations de responsabilité (contrôle rigoureux des frontières) et de solidarité (une même politique d'asile, avec les mêmes règles d'accueil et de refus). Une police des frontières commune et un office européen de l'asile, des obligations strictes de contrôle, une solidarité européenne à laquelle chaque pays contribue, sous l'autorité d'un Conseil européen de sécurité intérieure: je crois, face aux migrations, à une Europe qui protège à la fois ses valeurs et ses frontières.

Les mêmes exigences doivent s'appliquer à la défense. D'importants progrès ont été réalisés depuis deux ans, mais nous devons donner un cap clair: un traité de défense et de sécurité devra définir nos obligations indispensables, en lien avec l'OTAN et nos alliés européens: augmentation des dépenses militaires, clause de défense mutuelle rendue opérationnelle, Conseil de sécurité européen associant le Royaume-Uni pour préparer nos décisions collectives.

Nos frontières doivent aussi assurer une juste concurrence. Quelle puissance au monde accepte de poursuivre ses échanges avec ceux qui ne respectent aucune de ses règles? Nous ne pouvons pas subir sans rien dire. Nous devons réformer notre politique de concurrence, refonder notre politique commerciale: sanctionner ou interdire en Europe les entreprises qui portent atteinte à nos intérêts stratégiques et nos valeurs essentielles, comme les normes environnementales, la protection des données et le juste paiement de l'impôt ; et assumer, dans les industries stratégiques et nos marchés publics, une préférence européenne comme le font nos concurrents américains ou chinois.

Retrouver l'esprit de progrès

L'Europe n'est pas une puissance de second rang. L'Europe entière est une avant-garde: elle a toujours su définir les normes du progrès. Pour cela, elle doit porter un projet de convergence plus que de concurrence: l'Europe, où a été créée la sécurité sociale, doit instaurer pour chaque travailleur, d'Est en Ouest et du Nord au Sud, un bouclier social lui garantissant la même rémunération sur le même lieu de travail, et un salaire minimum européen, adapté à chaque pays et discuté chaque année collectivement.

Renouer avec le fil du progrès, c'est aussi prendre la tête du combat écologique. Regarderons-nous nos enfants en face, si nous ne résorbons pas aussi notre dette climatique ? L'Union européenne doit fixer son ambition - 0 carbone en 2050, division par deux des pesticides en 2025

- et adapter ses politiques à cette exigence: Banque européenne du climat pour financer la transition écologique ; force sanitaire européenne pour renforcer les contrôles de nos aliments ; contre la menace des lobbies, évaluation scientifique indépendante des substances dangereuses pour l'environnement et la santé... Cet impératif doit guider toute notre action: de la Banque centrale à la Commission européenne, du budget européen au plan d'investissement pour l'Europe, toutes nos institutions doivent avoir le climat pour mandat.

Le progrès et la liberté, c'est pouvoir vivre de son travail: pour créer des emplois, l'Europe doit anticiper. C'est pour cela qu'elle doit non seulement réguler les géants du numérique, en créant une supervision européenne des grandes plateformes (sanction accélérée des atteintes à la concurrence, transparence de leurs algorithmes…), mais aussi financer l'innovation en dotant le nouveau Conseil européen de l'innovation d'un budget comparable à celui des États-Unis, pour prendre la tête des nouvelles ruptures technologiques, comme l'intelligence artificielle.

Une Europe qui se projette dans le monde doit être tournée vers l'Afrique, avec laquelle nous devons nouer un pacte d'avenir. En assumant un destin commun, en soutenant son développement de manière ambitieuse et non défensive: investissement, partenariats universitaires, éducation des jeunes filles…

Liberté, protection, progrès. Nous devons bâtir sur ces piliers une Renaissance européenne. Nous ne pouvons pas laisser les nationalistes sans solution exploiter la colère des peuples. Nous ne pouvons pas être les somnambules d'une Europe amollie. Nous ne pouvons pas rester dans la routine et l'incantation. L'humanisme européen est une exigence d'action. Et partout les citoyens demandent à participer au changement. Alors d'ici la fin de l'année, avec les représentants des institutions européennes et des États, mettons en place une Conférence pour l'Europe afin de proposer tous les changements nécessaires à notre projet politique, sans tabou, pas même la révision des traités. Cette conférence devra associer des panels de citoyens, auditionner des universitaires, les partenaires sociaux, des représentants religieux et spirituels. Elle définira une feuille de route pour l'Union européenne traduisant en actions concrètes ces grandes priorités. Nous aurons des désaccords, mais vaut-il mieux une Europe figée ou une Europe qui progresse parfois à différents rythmes, en restant ouverte à tous ?

Dans cette Europe, les peuples auront vraiment repris le contrôle de leur destin ; dans cette Europe, le Royaume-Uni, j'en suis sûr, trouvera toute sa place.

Citoyens d'Europe, l'impasse du Brexit est une leçon pour tous. Sortons de ce piège, donnons un sens aux élections à venir et à notre projet. A vous de décider si l'Europe, les valeurs de progrès qu'elle porte, doivent être davantage qu'une parenthèse dans l'histoire. C'est le choix que je vous propose, pour tracer ensemble le chemin d'une Renaissance européenne.

Emmanuel Macron

Ministre

Mme Parly lance un « plan mixité » afin de « renforcer l'efficacité opérationnelle » des armées

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 7 mars 2019



Le ministère français des Armées est le quatrième plus féminisé au monde, avec plus de 20% de personnels féminins parmi ses effectifs. Cependant, ce taux varie selon les forces et les directions. Ainsi, le Service de santé des armées compte 58% de ses femmes contre seulement

10% pour l'armée de Terre. Et il y a des disparités entre les spécialités opérationnelles [4% de femmes], administratives [40%] et médicales [70%].

En outre, peu de femmes militaires occupent des postes à hautes responsabilités. D'où l'objectif de Florence Parly, la ministre des Armées, qu'il y ait 10% d'officiers généraux féminins d'ici 2022, contre 8% actuellement. Et la Loi de programmation militaire 2019-2025 a fixé l'objectif de doubler ce taux d'ici 6 ans.

Si des mesures ont été prises, par le passé, en faveur de la mixité au sein du ministère des Armées, Mme Parly estime qu'il faut aller encore plus loin afin de « renforcer l'efficacité opérationnelle de nos armées » car « nous ne pouvons plus nous priver de 50% des talents de la populations ». En outre, la « pugnacité n'a genre, ni sexe », a-t-elle fait valoir, en évoquant, sans la nommer, Jeanne d'Arc, cette « femme en armure » grâce à qui la France « n'est pas devenue une province de l'Angleterre. » La ministre aurait pu citer d'autres exemples, comme celui de Jeannette Guyot, une grande résistante dont le décès, en mai 2016, est passé quasiment inaperçu…

D'où le plan « Mixité » **[.pdf]** que la ministre a présenté ce 7 mars, à Balard. « Ce n'est pas le plan de la féminisation, mais celui d'une plus grande mixité. C'est un plan qui profitera à tous, dont les mesures profiteront à tous, hommes comme femmes, en veillant à ce que chacun trouve sa place au sein des armées. C'est un plan aussi qui profitera au Ministère puisque, en tous cas c'est son objectif, il lui permettra d'attirer les talents », a expliqué Mme Parly.

Ce plan, élaboré par Mme l'amiral Anne de Mazieux, compte 22 mesures réparties selon trois thèmes : recruter, fidéliser et valoriser.

Pour le premier axe, il s'agit « d'élargir le vivier » afin de permettre à un plus grand nombre de femmes d'accéder aux fonctions les plus importantes au sein des armées. Ce qui passe donc par un effort particulier en faveur du recrutement, tout en veillant à la diversité des profils recrutés.

Ainsi, par exemple, il est question d'élargir « le recrutement sous contrat et sur titre au sein des grandes écoles militaires, notamment vers des candidat(e)s non scientifiques, afin de leur ouvrir la perspective d'une carrière longue après la réussite du concours de l'École de Guerre. » Cette mesure s'adresserait autant aux femmes qu'aux hommes.

Sur ce point, la ministre a précisé que les limite d'âge pour les inscriptions aux concours et aux examens des écoles militaires allaient être relevées de « façon significative » parce que « le talent ne faiblit pas avec les années. » [à noter que le plan préconise de supprimer les limites d'âges, en particulier pour l'École de Guerre, ndlr].

Par ailleurs, la fidélisation suppose une meilleure gestion des carrières et surtout des opportunités d'évolution plus nombreuses. Ou du moins plus accessibles. Cela passera par des mesures visant à améliorer l'organisation du travail, à faciliter l'accès à des formations et à assouplir « les conditions d'accès aux examens et concours, notamment à l'École de Guerre », l'objectif étant que 10% de femmes fassent partie des lauréats du concours d'entrée d'ici 2025.

Enfin, le plan parle de « renforcer le lien avec les militaires en congés maternité et parentaux » ainsi que de « faciliter leur retour après ces mêmes congés. » Et Mme Parly d'expliquer : « Parce que s'absenter ne doit plus signifier reculer, chacune et chacun conservera toutes ses chances de monter en grade, même par exemple en cas de congé parental. »

Quant à la « valorisation », il s'agira de « développer la mixité de l'encadrement au sein des écoles de formation initiale. Le plan évoque, par exemple, l'idée d'affecter, dès 2019, « dans chaque école de formation initiale et/ou école et/ou grande école militaire au moins une femme en qualité de commandant de formation, de brigade », de créer des « référents mixité » ou encore de « mettre en valeur des 'héroïnes militaires' auxquelles les militaires pourront s'identifier », via les « parrainages de promotion, noms de cours ou de stages, etc. »

Cela étant, quelques points sont susceptibles de donner matière au débat. Ainsi, le plan « Mixité » prévoit de « rationaliser les épreuves d'évaluation de la condition physique au recrutement et en cours de carrière ». Et cela en revoyant les Contrôles de la Condition Physique du Militaire

[CCPM] pour « mieux faire correspondre les objectifs à atteindre et les épreuves physiques à passer. » Va-t-on vers des critères moins sélectifs?

Dans son discours, Mme Parly a assuré qu'il « n'y aura pas de discrimination positive » et qu'il « n'y aura pas de passe-droit » car la « sécurité des Français est en effet notre priorité absolue, l'outil militaire, c'est notre assurance-vie. » Et d'insister : « Chaque poste sera donc attribué au regard des compétences et des mérites. »

Photo : Ministère des Armées

CEMM/Marine Nationale

PA Charles de Gaulle : l'amiral Prazuck monte à bord

https://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/ 05 Mars 2019 à 09h31 Par Jean-Dominique Merchet

Le groupe aéronaval appareille aujourd'hui vers l'océan indien. Le chef d'état-major de la marine est à Toulon avec la ministre des armées.

(Extraits d'un article paru dans lopinion.fr)

Sifflet, l'amiral monte à bord. En compagnie de la ministre des armées Florence Parly, l'amiral Christophe Prazuck sera, ce mardi, sur le Charles-de-Gaulle à Toulon. Chef d'état-major de la Marine (CEMM, comme on dit dans les coursives), il assistera à l'appareillage du porte-avions qui part pour quatre mois vers l'océan indien. (...)

L'amiral Prazuck n'accompagnera pas son « groupe aéronaval » vers l'Océan Indien, des eaux qui lui sont pourtant très chères. Dès sa sortie de l'Ecole navale, il y a servi – à trois reprises – sur différents bateaux et a épousé Moune, une Mauricienne.

Fils d'un officier de marine issu d'une famille d'origine polonaise, Christophe Prazuck, 58 ans, est chef d'état-major de la marine depuis juillet 2016 et devrait conserver son poste au moins encore un an.

Paradoxalement, de tous les moyens de la Marine, le porte-avions est sans doute le moins familier à l'amiral, qui n'appartient pas – contrairement à son père – à la famille des « aéros ». Surfacier et sous-marinier, il a ensuite été à la tête des fusiliers marins et commandos (Alfusco). Passionné d'histoire navale, docteur en océanographie physique aux Etats-Unis, où vivent deux de ses quatre enfants, l'amiral Prazuck a également une expérience d'une dizaine d'années dans la communication de la marine et des armées.

DGA

Le DGA et le CEMA signent le guide d'application de la nouvelle version de l'instruction ministérielle de conduite des opérations d'armement

Mise à jour : 01/03/2019 https://www.defense.gouv.fr/dga/

Le délégué général pour l'armement, Joël Barre, et le chef d'état-major des armées, François Lecointre ont co-signé le 19 février 2019 le guide d'application de la nouvelle version de l'instruction ministérielle sur les opérations d'armement (IMOA), jusqu'à présent surnommée « 1516 NG ».



Cette instruction définit le déroulement des opérations d'armement. Son évolution, voulue par la ministre des armées, Florence Parly, est un des piliers de la transformation de la DGA. Elle permet de simplifier et d'accélérer le cycle d'acquisition des équipements. L'IMOA devient désormais la référence et la nouvelle méthode de travail plus simple et plus collaborative en matière de conduite des opérations d'armement.

Ce qui change

- L'instruction ministérielle n°1516 de 2008 sur la conduite des programmes d'armement, très détaillée, a été revue pour s'adapter désormais à toutes les opérations d'armement : elle est plus synthétique, quelques pages, avec des principes souples, applicables tant pour les grands programmes que les petites opérations.

- Le cycle d'acquisition est simplifié en passant de 6 stades à 3 phases (préparation, réalisation, utilisation) au long du cycle de vie des équipements, pour favoriser l'agilité et l'accélération des processus, tout en continuant à maitriser les coûts, délais et performances. La recherche systématique de coopération, en particulier au niveau européen, et la prise en compte de l'exportabilité et de la souveraineté sont également des principes mis en avant.

- L'expression du besoin militaire par les forces puis sa traduction par la DGA en spécifications techniques support des contrats vers l'industrie représentaient 2 étapes successives. Elles sont regroupées pour aboutir à un document unique élaboré conjointement par les opérationnels des armées, les ingénieurs de la DGA et les industriels dans le cadre de plateaux collaboratifs État-industrie. Cela réduira en amont les délais du développement des nouveaux équipements. En aval la logique sera la même avec un programme d'essais et d'expérimentations désormais commun à la DGA et aux forces.

- Les opérations d'armement prévoiront plus fréquemment des incréments pour incorporer les innovations arrivant entretemps à maturité, dans le domaine numérique en particulier. Elles se traduiront par des versions successives des équipements qui resteront ainsi au meilleur état de l'art pendant toute leur durée d'utilisation.

Autres autorités

CYBER. Général BONNET DE PAILLERETS : « Il faut démystifier l'arme cyber ! »

https://www.asafrance.fr/ Posté le vendredi 01 février 2019



Tromper un radar, couper des communications ou déstabiliser un pays : le commandant des cybersoldats français nous dévoile ses objectifs et ses cauchemars.

Le général Olivier Bonnet de Paillerets a été nommé commandant de la cyberdéfense en septembre 2017. © Ministère des Armées

Le patron de la cyberdéfense française se fait discret. Mais nous avons pu le rencontrer lors du Forum international de la cybersécurité à Lille, le 23 janvier. Nommé commandant de la cyberdéfense en septembre 2017, à la création du poste, le général Olivier Bonnet de Paillerets a grandement contribué à la nouvelle doctrine française dans le cyber, dévoilée par la ministre des Armées, Florence Parly, vendredi 18 janvier. Il ne peut évidemment pas donner de détails, mais nous fournit quelques pistes concrètes sur ce qu'est vraiment le cyber dans les armées aujourd'hui. Rencontre avec l'homme qui s'assure que la France peut utiliser ses armes informatiques à tout moment.

Le Point : L'arme cyber est-elle une solution miracle ?

Général Bonnet de Paillerets : Non, il faut démystifier l'arme cyber ! Elle doit être assumée. Toutefois, elle ne va pas se substituer aux autres : arrêtons les scénarios complètement fantasmagoriques. Le cyber est d'abord une arme de combinaison et de soutien des effets conventionnels. Son effet de levier est sa combinaison avec les autres.

Quel est votre cauchemar ?

La grande angoisse d'un commandant cyber, qui devrait l'empêcher de dormir tout le temps, c'est : *« Est-ce que je ne suis pas en train de rater quelque chose ? Est-ce que j'ai bien tout détecté ? »* La principale menace aujourd'hui vient des États qui vont placer de façon préventive des outils dans vos réseaux critiques et qui, le jour J, pourront les faire fonctionner. Il faut être modestes, je le répète tous les jours à mes équipes : questionnons-nous sur notre capacité à bien comprendre ce qui est en train de se passer.

Qu'est-ce qui a changé depuis un an ?

Je pense qu'il y a eu un vrai changement de mentalité sur l'approche de la cyberdéfense. Nous sommes passés d'une cyberdéfense où l'on détectait et réparait un réseau informatique à une cyberdéfense où on tente de mieux anticiper, détecter et caractériser l'attaque. Le cyber est une arme complexe, car il faut à la fois acculturer les officiers et les armées mais aussi la confiner, la maintenir dans un cadre d'emploi très maîtrisé.

La France vient de préciser sa doctrine de lutte informatique offensive que vous avez contribué à rédiger. Pourquoi ?

Une doctrine est nécessaire, car l'arme cyber a des caractéristiques d'emploi, une terminologie, des contraintes et des effets qui nécessitent un encadrement strict. Cette arme est conventionnelle, et assumée, car elle est aujourd'hui un élément de supériorité opérationnelle. Elle doit être mise en œuvre dans les unités combattantes, dans les unités engagées dans la manœuvre sur le terrain.

Faut-il se méfier aussi des alliés ?

Rien n'est binaire. À chaque fois que nous travaillons sur un partenariat, nous devons bien mesurer ce que nous allons faire. L'idée est de faire en sorte que le partenaire ne puisse plus se passer de nous : il prendrait alors beaucoup de risques à nous attaquer ou à nous mentir, car il perdrait comparativement trop en quittant le partenariat. C'est un travail très subtil, notamment pour les partenariats que je qualifierais de difficiles.

Mais nous créons aussi des partenariats de confiance : il y a des pays avec lesquels nous voulons aller dans une véritable intimité. Pour la sécurité collective, nous nous disons *« Ne perdons pas de temps, allons-y »* : il faut faire le pari de la confiance. L'Allemagne est le premier pays vers lequel je me suis tourné dans ce cadre il y a un an, lorsqu'elle a aussi décidé de monter en puissance. J'échange par ailleurs avec d'autres pays européens, car il est inimaginable que nous puissions nous défendre seuls. Cela ne se décrète pas : il faut prendre son bâton de pèlerin et aller voir de façon très personnalisée chaque partenaire.

Comment attribuer une attaque alors que tout le monde maquille ses traces ?

Il ne peut pas y avoir de réponse à une cyberattaque sans attribution, et je suis plus optimiste aujourd'hui sur le fait que nous soyons en capacité de le faire. Nous avons mis beaucoup de moyens sur la caractérisation et l'attribution, même si nous devons être encore meilleurs. Parfois, nous laissons une attaque continuer un peu pour mieux caractériser le mode d'action et voir qui se cache derrière. L'objectif est d'obtenir des faisceaux d'indices qui convergent afin de proposer au pouvoir politique plusieurs options pour entraîner une désescalade ou une escalade. L'attribution en France est une décision politique : décider que les faisceaux d'indices qui convergent sont dignes d'une confiance suffisante ou décider de rendre une attaque publique, tout cela relève du politique, tout comme l'escalade ou la désescalade avec un État.

Le domaine cyber peut-il revigorer les concepts d'opérations de déception (l'art de tromper l'ennemi) qui sont enseignés aux officiers ?

Que des États réutilisent les modes d'action d'autres États pour se cacher, tout le monde l'a bien compris. Cela rend encore plus complexe la notion d'attribution. Concernant les opérations de déception sur le terrain, oui, le cyber peut tout à fait être utilisé pour faire croire qu'une manœuvre va se passer à l'est d'une rivière alors qu'elle va se passer à l'ouest.

Par exemple, faire lire quelque chose de faux à un radar ?

Nous pouvons imaginer de nombreux scénarios, et les précisions doivent évidemment rester de nature secrète. Lorsque nous sommes sur un théâtre extérieur, nous devons gagner la bataille : ce n'est que cela, mon sujet !

En cas de coup dur cyber, faut-il imaginer des unités particulièrement spécialisées dans le combat rustique, c'est-à-dire dénumérisé ?

La numérisation combine célérité d'action et de décision et vous offre un avantage extrêmement important sur le terrain. La dénumérisation retire cet avantage, mais évite certaines vulnérabilités que la numérisation fait subir. Il faut ajuster cet équilibre en permanence. Les systèmes d'armes sont des systèmes résilients, les unités le sont aussi. Nous envisageons tous les cas de figure qui permettent de réagir, y compris si nous sommes soumis à une cyberattaque. Sur le terrain, c'est celui qui va employer le système d'armes qui va ajuster son curseur : s'il est victime d'une cyberattaque, il va décider de moins profiter de la numérisation pour retrouver des choses plus rustiques et continuer sa mission. En résumé, c'est le pilote de l'avion qui va décider, ce n'est pas moi !

La Syrie est-elle aujourd'hui une zone d'expérimentation cyber, comme le dénoncent les Américains ?

Que la Syrie soit une zone d'expérimentation opérationnelle et technique, cela n'échappe à personne. Certains plus que d'autres assument sur le terrain l'emploi de cette arme cyber, et nous pouvons donc imaginer que certains se jaugent.

Comment protéger les systèmes d'armes, qui sont de plus en plus connectés, sur le terrain ?

L'attaquant va toujours chercher le maillon le plus faible, et nos systèmes d'armes sont de plus en plus connectés. Travailler étroitement avec les industriels qui les développent s'avère donc incontournable pour mettre en place un cadre général, une convention pour nous assurer que l'industrie de défense, les sous-traitants, toutes nos PME, ait un niveau d'exigence suffisant. Nos systèmes d'armes doivent être sécurisés « by design » (lors de leur conception, NDLR), mais aussi tout au long de leur vie, y compris lors des maintenances ou lorsqu'ils sont engagés en opération, où l'industriel peut aussi avoir une action sur eux.

Avec des armes informatiques qui peuvent muter, se retourner contre nous ou toucher des cibles beaucoup plus larges que prévu, y compris à l'autre bout de la planète, est-il vraiment possible d'estimer la puissance d'une arme avant qu'elle ne soit utilisée ?

La mesure de l'effet n'est pas forcément évidente dans le cadre cyber. Néanmoins, nous nous demandons toujours : *« Est-ce que cela vaut le coup, et pour quel effet ? »* Puisque nous ciselons l'effet avec l'arme que nous allons employer, nous avons quand même une bonne appréhension de ce que cela va produire.

Propos du général Olivier BONNET de PAILLERETS recueillis par Guerric PONCET Le Point.fr

Rediffusé sur le site de l'ASAF : www.asafrance.fr

Vincent Lanata : « A Paris, l'armée de l'air est totalement absente des postes d'influence »

https://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/ 06 Mars 2019 à 12h25 Par Jean-Dominique Merchet

L'ancien chef d'état-major de l'armée de l'air pousse un coup de gueule dans l'Express

Le général Vincent Lanata, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air (1991-1994), pousse un coup de gueule dans l'Express, estimant que *« l'armée de l'air est totalement exclue des postes de décision et d'influence en France »* et insiste sur *« l'impérieux besoin de conserver un bon équilibre entre les armées dans la répartition des postes d'influence »*. Son constat est juste et nous faisions le même sur ce blog en 2017 : *« Il faut remonter à 1998 pour trouver un aviateur au poste de chef d'état-major des armées (Jean-Philippe Douin) et à 1987 pour celui de chef d'état-major particulier du président (Jean Fleury). Depuis lors, il y a eu cinq CEMA et huit CEMP : 13 nominations - aucun aviateur ! »*

L'armée de l'air joue pourtant un rôle essentiel dans la posture de défense et les opérations militaires. Structurellement et au-delà de la question des hommes, cette situation est incompréhensible.

Le seul lot de consolation des aviateurs est le poste prestigieux, mais sans réelle influence, de SACT, au sein de l'Otan. C'est d'ailleurs le fils du général Vincent Lanata, André - lui aussi ancien chef d'état-major de l'armée de l'air, qui l'occupe aujourd'hui à Norfolk.

Passionné d'histoire, Vincent Lanata a récemment publié un livre original sur le « récit national » : « Les jours de mai qui ont fait l'histoire de France » (Odile Jacob). Il ne s'agit pas d'une histoire militaire, mais le chapitre sur Mai 1940, vu par un général d'aviation, est à méditer tout particulièrement. Comme celui sur Dien Bien Phu.

RDN : le colonel Legrier n'aura qu'une sanction légère

https://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/ 06 Mars 2019 à 12h25 Par Jean-Dominique Merchet

A la tête de la TF Wagram en Irak, il avait publié un article évoquant une « défaite stratégique »

Selon des informations concordantes, le colonel François-Régis Legrier n'aura finalement qu'une sanction légère (sans doute quelques jours d'arrêts de rigueur) qui devrait être sans conséquence sur la suite de sa carrière. Chef de corps du 68e régiment d'artillerie d'Afrique, il commandait la TF Wagram quand il a publié un article dans la Revue Défense Nationale RDN), critiquant la stratégie de la coalition.

Après la sur-réaction initiale du niveau politique, qui craignait une réaction négative des Américains à la veille de la conférence de Munich, l'affaire devrait désormais s'apaiser de manière raisonnable.

Le retrait de l'article du site de la RDN a suscité de nombreuses réactions, y compris à l'étranger, et provoqué l'exact inverse de l'effet final recherché.

Le général Vincent Lanata déplore le manque d'influence de l'armée de l'Air

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 6 mars 2019



La dernière fois qu'un aviateur a été nommé chef d'état-major des armées [CEMA] remonte à 1995. Il s'agissait alors du général Jean-Philippe Douin. Et il faut remonter à 1987 pour trouver un chef d'état-major particulier du président de la République issu de l'armée de l'Air [le général Jean Fleury, en l'occurrence].

Et, actuellement, aucun poste d'influence n'est tenu par des aviateurs étant donné qu'ils sont tous occupés par des officiers issus de l'armée de Terre et de la Marine nationale [qui a connu des périodes de disette dans ce domaine].

« Le poste de chef d'état-major des armées a été confié à un officier de l'armée de Terre [général Lecointre, ndlr], celui de chef de l'état-major du Président de la République à un officier de marine [amiral Rogel, ndlr}. Le chef du cabinet militaire du Premier Ministre est un officier de l'armée de Terre et enfin le chef du cabinet militaire de la ministre des armées est encore un officier de marine », détaille le général Vincent Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'Air [CEMAA] entre 1991 et 1994, dans une tribune publiée par l'hebdomadaire L'Express. Et la liste n'est pas finie : « Le poste de major général des armées a été également confié à un officier de marine. C'est encore un officier de l'armée de terre qui occupe le poste d'adjoint à la secrétaire générale de la défense et de la sécurité nationale [SGDSN]. »

« Mais où est donc passée l'armée de l'Air ? » demande donc l'ex-CEMAA, alors qu'il est difficilement concevable, de nos jours, de mener des opérations sans le concours, parfois déterminant, de cette dernière.

Certes, admet le général Vincent Lanata, le poste de commandant suprême allié Transformation [SACT] revient systématiquement à un ancien chef d'état-major de l'armée de l'Air. Et il peut d'autant mieux en parler que son fils, le général André Lanata, en est actuellement le titulaire. Seulement, ajoute-t-il, « ce n'est pas à l'Otan que se décide l'avenir de la défense de la France » et « c'est à Paris que toutes les grandes options nationales ainsi que les grandes décisions en matière d'équipement des forces sont présentées au pouvoir politique à travers un réseau de responsables militaires placés auprès d'eux. »

Pour l'ex-CEMAA, une telle situation est susceptible de porter préjudice à l'armée de l'Air, à l'heure où « se posent des questions capitales comme la politique militaire spatiale, la défense contre les nouveaux systèmes de missiles russes, le développement du système de combat aérien du futur [SCAF] ou […] le renouvellement de la composante aéroportée de la dissuasion. »

Et toujours selon le général Vincent Lanata, qui feint d'oublier les officiers issus de l'aéronautique navale, les « terriens » et les « marins » ne seraient pas forcément les mieux placés pour appréhender des enjeux tels que la mise en service du F-35 américain ou de l'avenir du combat aérien. « Peut-on penser que ce sont les responsables des autres armées qui ont seuls l'entière compétence et qui doivent présenter les dossiers qui touchent à la troisième dimension? » demande-t-il. « J'ai une trop grande expérience pour affirmer le contraire », assène l'ancien CEMAA.

D'où, conclut-il, en se défendant de tout « corporatisme », « l'impérieux besoin de conserver un bon équilibre entre les armées dans la répartition des postes d'influence. »

Mais sans doute faudrait-il pousser la réflexion plus loin. Pour prétendre aux plus hautes responsabilités au sein de l'armée de l'Air, le mieux est d'être diplômé de l'École de l'Air après un recrutement « direct » et d'avoir été breveté pilote de chasse. Tous les anciens CEMAA ont suivi un tel cursus. Ce modèle prévaut aussi aux États-Unis… Or, une étude publié récemment par la Rand Corporation l'a remis en cause, expliquant que cette prédominance n'était plus forcément pertinente à l'heure où de nouveaux modes d'action s'imposent [drones, cyberguerre, espace, etc]. « L'US Air Force a besoin de grands leaders, quelle que soit leur spécialité », estime l'un de ses hauts responsables, cité dans ce rapport.

Photo : Le général Vincent Lanata [à gauche] et le général André Lanata (c) armée de l'Air

5 – Chroniques & Libres propos

GÉOPOLITIQUE. « Il faut sauver le soldat Occident! »

https://www.asafrance.fr/ Posté le vendredi 01 février 2019



Mais on s'y prend mal. Très. Ce n'est en effet pas en provoquant ouvertement le monde musulman qui la déteste déjà quasi unanimement (hors Arabie saoudite qui fait de nécessité vertu) par un discours tonitruant comme celui que vient de tenir le secrétaire d'État américain Mike Pompeo au Caire, que l'**Amérique** va s'affirmer autrement que comme un éléphant dans un magasin de porcelaine. Un éléphant aveugle et sourd qui pratique avec entêtement une méthode Coué qui a fait la preuve de ses limites partout depuis bientôt trente ans.

Expliquer tout de go, invité du **président Sissi**, devant une audience musulmane de haut rang, que l'on vit la main sur la Bible, que l'Amérique incarne la Vérité et est *«une force pour le Bien au Moyen-Orient»* ne dénote qu'une arrogance néo-coloniale. Cela manifeste aussi la fébrilité d'un empire dysfonctionnel, qui ne sait plus comment retrouver son autorité morale et son hégémonie normative en lambeaux autrement que par la violence de l'anathème et la manifestation d'un cynisme radical.

L'empire tremble, mais au lieu de se poser quelques questions de base sur les conditions d'une rémission morale qui supposerait celle de ses pêchés, il en remet une couche d'impérialisme brutal et arrogant. Ça passe ou ça casse?

Je ne crois pas qu'il faille partir ainsi en croisade pour la sauvegarde d'une Chrétienté effectivement en grand danger. Mais pas (seulement) du fait de l'Islam. Celui-ci, dans sa frange combattante et maléfique, ne fait que s'engouffrer dans les failles béantes ouvertes par notre hybris post-moderne, qui nous fait déconstruire avec jubilation comme si c'était là un progrès humain, tous les repères sociétaux, familiaux, éducatifs, culturels qui structuraient nos nations. Ces frontières mentales et symboliques imprégnaient et justifiaient l'appartenance des ensembles européen et américain à une civilisation dite occidentale, pleine de défauts et souvent arrogante certes, mais aussi héritière d'un humanisme précieux, entraînant et protecteur. Leur effacement provoque la dissolution lente des peuples européens dans le communautarisme ou leur crispation dans ce que l'on appelle un peu vite le populisme. Les limites, les tabous qui parcouraient nos existences n'étaient pas qu'inutiles et rétrogrades.

Ils servaient aussi de phares à notre jeunesse désormais complètement déboussolée, égarée entre théorie du genre militante et régressions racialistes. L'utopie transhumaniste n'irrigue pas que les GAFAS. Elle brade sans vergogne tous ces multiséculaires garde-fous. L'homme occidental sait tout, peut tout, croit n'importe quoi et presque n'importe qui. Il a oublié l'histoire, méprise tout ce qui n'est pas lui, confond le progrès et la nouveauté, l'information et la connaissance. Il nie les différences et dispense sa «moraline» désespérante comme un voile de lumière sur la terre ensauvagée. Son idéalisme moralisateur fait des tombereaux de cadavres. Mais c'est pour le bien du monde, nous dit-il.

Ce discours a vécu. Il nous perd aux yeux du monde et de plus en plus aux yeux de nos propres peuples. Il est grand temps d'en finir avec ce fuel pour la guerre et la terreur. L'Occident, s'il veut rebondir, retrouver son crédit, convaincre et entraîner, doit prendre conscience de lui-même sur un mode autre qu'agressif. Il doit se rassembler, redevenir tout ce qu'il est. Or, qu'est-ce que l'Occident? C'est un trépied stratégique et culturel composé de trois pôles: l'Amérique, l'Europe… et, n'en déplaise à quasiment tout l'establishment politico-militaire américain et aux réseaux néoconservateurs européens, la Russie. Ce sont là-aussi les trois piliers de la Chrétienté. Une

Russie qui n'est plus l'URSS, et dont il est chaque jour plus indispensable d'empêcher la bascule vers l'Est et la Chine. Peut-être que ce *shift towards east* de Moscou, qui choisirait à contrecœur sa part orientale contre son âme européenne, ne gênera pas l'Amérique, qui croira ainsi fragiliser encore davantage l'Europe et prendre pied en Eurasie. À voir néanmoins… Il est en revanche certain que pour l'Europe, ce serait la disparition de l'ultime et traditionnelle protection naturelle contre la Chine.

Et ce n'est pas l'oubli dans les bras allemands qui nous sauvera de la double dévoration qui s'annonce. De ce point de vue, certains éléments du Traité d'Aix-la-Chapelle signé par la France et l'Allemagne ne laissent pas d'inquiéter. Notre siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations-Unies semble sur le point d'être discrètement «pré» offert en partage à Berlin, pour remplir la corbeille de la mariée, concession présidentielle à un rapprochement politique. Cela rappelle furieusement le tragique calcul mitterrandien après la réunification allemande, qui finit par sacrifier la préservation de l'unité yougoslave et le traitement de la question minoritaire au sein de la RSFY à la nécessité d'une «Union économique et monétaire» avec Berlin (antichambre de l'Euro), voulue naïvement comme un barrage, alors déjà, à l'expression de la puissance allemande soudainement retrouvée. On sait ce qu'il est advenu. Si la relation franco-allemande (Berlin, elle, ne parle jamais de «couple») demeure centrale pour l'équilibre continental, nous devons aussi, comme l'Allemagne le fait *larga manu* en Europe centrale et orientale, restaurer et développer nos liens naturels avec les États du sud de l'Europe au lieu de les morigéner doctement…

Le siège permanent de la France au Conseil de Sécurité ne se partage pas. Il est lié à l'Histoire comme à notre statut de puissance nucléaire. Il emporte un droit de véto insécable lui aussi. Si l'Europe devait et pouvait un jour en disposer d'un, pourquoi pas? Et l'Inde aussi. Et une puissance africaine? Mais un fauteuil pour deux serait pure folie. Un tel renoncement sonnerait le glas de notre singularité stratégique et de notre influence résiduelle déjà mises à mal par une politique étrangère chaque jour moins lisible. L'amour du geste et de la posture ne saurait aller si loin.

Caroline GALACTEROS
Administratrice de l'ASAF
Geopragma
Article paru dans Figarovox
Rediffusé sur le site de l'ASAF : www.asafrance.fr

EDITORIAL. Éducation, connaissance mutuelle et non-violence

Accueil Réflexion Editorial Par Jeanne-Emmanuelle Hutin Modifié le 03/03/2019 à 08h33 Publié le 03/03/2019 à 08h30



Plus jamais : c'est le message renvoyé par cette manifestante lors du rassemblement organisé contre l'antisémitisme à Nantes, le 19 février 2019. | FRANCK DUBRAY/OUEST-FRANCE

La stèle de l'ancienne synagogue de Strasbourg a été vandalisée dans la nuit de vendredi à samedi. Pour notre éditorialiste Jeanne-Emmanuelle Hutin, il est plus que jamais nécessaire d'éveiller les consciences face à la montée de l'antisémitisme. Dévoiler cet horizon de vie et de concorde aux jeunes générations est nécessaire à l'heure où le nihilisme voudrait les entraîner dans la radicalité et la violence

« Il est temps que l'on prenne conscience. De parole en parole, 6 millions de Juifs ont été assassinés, déclarait, la voix emplie de larmes, Raphaël Esrail, un survivant d'Auschwitz âgé de

93 ans. **Je crains que cette jeunesse puisse comprendre que l'on peut obtenir quelque chose par la violence. Or, ce n'est pas ça la vie. Dès lors que le respect est parti, plus rien n'a de sens. »** Ses paroles sonnaient comme une alerte lors du rassemblement contre l'antisémitisme à Paris, en février dernier.

Témoin de la barbarie du siècle passé, inquiet, il s'adressait à la jeunesse de ce siècle troublé. Saurons-nous tirer les leçons du passé pour ne pas emprunter les chemins conduisant à la négation de l'autre ? Entre l'extrême pauvreté minant des pans entiers de la population mondiale et l'ivresse technologique donnant l'illusion que l'homme peut se fabriquer lui-même, les raisons de rester vigilant sont nombreuses. Entre révolte et mirage de toute puissance, quels chemins d'humanité trouveront les enfants de ce siècle ?

Abd al Malik : « C'est un défi historique »

Éveiller les consciences est nécessaire pour que jamais plus ne se reproduise cette élimination organisée d'une partie de la famille humaine. Mais cette prise de conscience individuelle doit être accompagnée d'une action collective déterminée : **« C'est un défi historique lancé à notre peuple, celui de briser les cercles vicieux de la haine, de la violence, de l'ignorance »**, déclarait le chanteur Abd al Malik.

L'éducation est fondamentale. Mais l'antisémitisme se développe malgré l'enseignement de la Shoah qui reste très difficile dans certains quartiers. La méconnaissance de l'autre sape l'éducation à la non-violence. Pour Jean-Claude Lescure, professeur d'histoire à l'université de Cergy-Pontoise : **« Entre Moïse et la Shoah, il y a une histoire et seule sa connaissance même superficielle permettrait de dépasser les fantasmes et préjugés qui font le lit de l'antisémitisme et des discours complotistes. »** ***(1)***

« L'avenir appartient à la non-violence »

Les religions ont aussi le devoir d'extraire l'antisémitisme des interprétations de leurs textes, comme le fit le catholicisme lors du Concile Vatican II. L'islam doit faire ce même travail. Cela, dans la ligne de la déclaration signée à Abou Dhabi par le grand imam de l'université d'Al-Azhar et le pape François : **« Les vrais enseignements des religions invitent à demeurer ancrés dans les valeurs de la paix, à soutenir les valeurs de la fraternité humaine et de la coexistence commune »** ***(2)*****.**

Former les intelligences et les esprits est le meilleur remède contre ce mal de l'intolérance qui ne cesse de renaître. Dévoiler cet horizon de vie et de concorde aux jeunes générations est nécessaire à l'heure où le nihilisme voudrait les entraîner dans la radicalité et la violence. **« L'avenir appartient à la non-violence, à la conciliation des cultures différentes. C'est par cette voie que l'humanité devra franchir sa nouvelle étape »,** écrivait Stéphane Hessel.

(1) Le Monde, 19 février 2019.

(2) « Document sur la fraternité humaine », www.vatican.org

EUROPE : La défense de l'Europe. LIBRE OPINION du général Jean COT

https://www.asafrance.fr/ Posté le lundi 04 février 2019



La défense de l'Europe, de son territoire et de ses populations, voilà le bien commun le plus évident pour les citoyens de l'Union européenne (UE). Ce devrait donc être un des thèmes porteurs de la campagne pour les élections européennes de mai 2019.

Problème : ce n'est pas l'UE en tant qu'institution qui a la responsabilité de sa propre défense mais l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) dans laquelle les Etats-Unis sont prépondérants.

Un peu d'histoire. Sortis exsangues de la Deuxième Guerre mondiale, les pays de l'Europe de l'Ouest ne pouvaient que se placer sous la protection des Etats-Unis, face à la formidable menace soviétique. Ils le firent au travers de l'OTAN créée en 1949. Nous devons être reconnaissants aux Etats-Unis pour avoir très largement contribué à gagner la Guerre froide, sans tirer un coup de canon.

Mais nous sommes en 2019. 70 ans après 1949, les risques et menaces se sont diversifiés, mondialisés. Les Etats-Unis en ont tiré les conséquences en retirant la presque totalité de leurs forces du sol européen, donnant la priorité stratégique à l'Asie, leur nouveau défi.

D'autre part, l'UE s'est relevée de ses ruines. Sa richesse globale -- son PIB – est aujourd'hui équivalente à celle des Etats-Unis. Il est donc invraisemblable que 500 millions d'Européens de l'UE – j'inclus encore nos amis britanniques ! – dépendent encore à ce point, pour leur défense, de 325 millions d'Américains.

Trump dit la même chose, brutalement : les Etats-Unis donnent trop pour la défense des Européens. L'OTAN est une organisation obsolète et, tout autant, l'article 5 de sa charte qui stipule un engagement militaire réciproque en cas d'agression.

Ce serait une grave erreur de penser qu'après Trump, tout rentrera dans l'ordre. Trump ne fait que dire tout haut ce que beaucoup, aux Etats-Unis, pensent tout bas. Je pourrais en donner maints témoignages. J'en retiendrai un, de M.M. Shapiro et Witney, membres éminents d'un important think tank américain, rapporté dans Le Monde du 5 novembre 2009 :

Les Européens entretiennent avec les Etats-Unis une relation infantile et fétichiste, nourrie d'illusions, dont :
- Celle que les intérêts des Américains et les intérêts des Européens sont fondamentalement les mêmes,
- Celle selon laquelle la Sécurité de l'Europe dépend encore de la protection américaine.

Faut-il que nous, Européens, soyons assez sourds et aveugles pour ne pas admettre cette vérité et en tirer les conséquences ? Il est vrai que, depuis le traité de Maastricht de 1992, s'édifie lentement une Politique de Sécurité et de Défense commune (PSDC) de l'UE dont les résultats ne sont pas négligeables :

- Document de Stratégie européenne de Sécurité et de Défense (SESD),
- Agence européenne de Défense (AED) pour l'armement,
- Embryon d'état-major pour les crises civiles et la génération des forces.
- Coopérations structurées permanentes (CSP).
- Fond européen de Défense (FED)

Pour me limiter à l'essentiel.

Le problème – il est capital – est que cette défense européenne en gestation n'a rien à voir avec la défense de l'Europe définie plus haut. Elle se limite en effet aux missions dites de Petersberg, sous l'égide de l'ONU :

- Maintien et imposition de la paix
- Evacuation des ressortissants de l'UE
- Aide humanitaire, désarmement, coopération.

Voici donc, en résumé, l'invraisemblable paradoxe :
- L'OTAN a l'exclusivité de la Défense de l'Europe alors que la crédibilité des Etats-Unis, qui la domine de la tête et des épaules, est toujours plus incertaine.
- L'UE est confinée aux interventions exotiques de Petersberg sans même s'être donné un état-major opérationnel permanent pour les conduire.

Ce paradoxe ne semble pas troubler les autorités politiques et militaires de l'UE, qui l'ont masqué derrière le concept commode de complémentarité, de partage des tâches entre OTAN et UE. En

réalité, personne n'est dupe : l'OTAN est un bon alibi pour limiter leur effort de défense. Pourquoi payer davantage pour notre défense, même si, via l'OTAN, nous sommes dépendants des Etats-Unis ? Cette culture de la soumission aux Etats-Unis est inacceptable.

Je le dis et l'écris depuis vingt-cinq ans, un peu moins seul aujourd'hui : l'OTAN est l'obstacle majeur pour l'édification d'une défense de l'Europe indépendante. C'est pourquoi il faut faire mourir l'OTAN. Le mieux serait que M. Trump en décide lui-même.

L'OTAN morte, les pouvoirs européens seront contraints d'assumer la première de leurs responsabilités régaliennes, la défense du territoire et des populations, et d'y mettre le prix.

La Défense de l'Europe

Dépendance ou Indépendance ?

L'OTAN ou l'armée européenne ?

Ce pourrait-être ma conclusion. J'y ajouterai deux observations :

1 – J'ai lu le livre du général de Villiers « Qu'est-ce qu'un chef ? » De ses propos souverainistes, j'en retiendrai deux :

- *« L'armée européenne fusionnée est un rêve. Elle pourrait se transformer en cauchemar. Je crois aux souverainetés nationales, pas à la souveraineté européenne »*
- *« Si l'armée européenne consiste à juxtaposer des forces, à les fusionner, à en faire des unités de combat aux ordres d'un hypothétique état-major à Bruxelles, je dis IMPOSSIBLE »* Les majuscules sont de lui.

Mais, mon général, qu'est-ce donc que l'OTAN sinon un quartier général – le SHAPE – à Bruxelles, des états-majors de corps d'armée multinationaux dont un corps germano-polonais, un corps germano-hollandais, un corps européen à Strasbourg comptant quatre nationalités, un corps de réaction rapide (CRR) français à Lille qui peut accueillir une demi-douzaine de contingents étrangers ?

Ce qui vous convient dans l'OTAN vous serait insupportable dans un cadre européen ? L'armée européenne, ne serait rien d'autre, pour commencer, que l'OTAN sans les Américains. Non pas que nous ne les aimions plus mais tout simplement parce qu'on ne peut plus, on ne doit plus compter sur eux. Eux-mêmes le disent. Dois-je rappeler que nous aurions une armée européenne depuis 1954 si de Gaulle, dans l'opposition, n'en avait sabordé le projet, porté par la France ? J'étais alors à Saint-Cyr- Coëtquidan. J'en fus très triste, comme beaucoup de mes camarades.

2 – Je vais, pour finir, élargir le débat au-delà de la question de la défense de l'Europe. Le choix, aux prochaines élections européennes, se fera entre deux visions inconciliables de l'Europe au mitan de ce siècle. Soit la vision exclusive, souverainiste, nationaliste, arc-boutée sur l'Etat-nation sacralisé : *America first - Deutschland über alles* – La France d'abord. Soit une vision inclusive, ouverte, humaniste, qui ne tient pas l'Etat-nation comme le grain ultime de l'organisation politique de l'Europe.

Je crois être un bon patriote mais je suis aussi un Européen ardent, un citoyen d'Europe. Aucune contradiction en cela ! Mon Europe est celle de sa devise : *« L'unité dans la diversité »*. Les Etats-Unis d'Europe, ce n'est pas un gros mot ! C'est la condition nécessaire pour que l'Europe compte demain dans le tiercé des grandes puissances de la planète.

S'UNIR ou S'EFFACER – Les Etats-Unis d'Europe ou les Balkans du monde. Pas besoin de passion pour souscrire à cela. Un peu de raison devrait y suffire.

Général Jean COT
Ancien commandant de la 1ère armée
Ancien commandant de la Forpronu
Rediffusé sur le site de l'ASAF : www.asafrance.fr

DÉFENSE EUROPÉENNE : A propos de la publication du général Jean COT.

https://www.asafrance.fr/ Posté le jeudi 28 février 2019



A PROPOS DE LA PUBLICATION DU GENERAL JEAN COT SUR LA DÉFENSE DE L'EUROPE

Le Général d'Armée (cr) Jean COT a publié récemment sur le site de l'ASAF un document très argumenté et tout à fait clair sur la défense de l'Europe, sujet qui est au cœur des réflexions d'un Groupe de Travail du Cercle de Réflexion Interarmées (CRI).

Cet article suscite notre réflexion et l'auteur ne se formalisera pas que nous ouvrions la discussion sur ce sujet vaste et complexe. Si l'argumentation du Général COT nous paraît d'une logique irréfutable, quelques points méritent discussion ou approfondissement.

LE DÉSENGAGEMENT AMÉRICAIN

Affirmer que les critiques de Donald Trump recouvrent une réalité politique et stratégique sur laquelle un futur président des États-Unis ne reviendrait pas, bref une tendance lourde de la politique américaine, nous paraît discutable.

Certes, sous les présidences précédentes, la priorité de l'effort de défense américain s'est progressivement réorientée vers la zone Pacifique et vers le Moyen-Orient et le Président Trump n'a fait qu'accentuer ce qui ressemble à un désintérêt pour l'Europe. Mais il faut tout de même remarquer qu'après les propos très négatifs prononcés par le Président américain sur l'OTAN très vite après son élection, le Secrétaire d'Etat et le Général Mathis se sont cru obligés de démentir le discours présidentiel dans les jours suivants. Or ces deux ministres, qui certes ont changé depuis, traduisent la pensée de la « deep administration » américaine bien davantage que celle du nouveau et fantasque président qui, en l'occurrence, s'adressait à son opinion publique davantage qu'à ses alliés européens.

Si les Américains souhaitent, à juste titre, que leurs alliés européens participent davantage à l'effort de défense de leur continent, cela ne signifie pas pour autant qu'ils accepteraient l'émergence d'une puissance militaire européenne indépendante de leur pouvoir et de leur influence.

La plupart des alliés européens restent d'ailleurs très attachés à l'engagement militaire américain au profit de la défense de l'Europe et la Pologne comme les Pays baltes sont devenus, au mépris de toute prudence, des positions avancées de l'OTAN sous la pression américaine.

En d'autres termes, la limitation des moyens militaires américains en Europe pour des motifs budgétaires et en raison d'un engagement important de leurs forces sur d'autres théâtres ne préjuge pas d'un regain d'intérêt en cas de crise en Europe et encore moins d'une renonciation au statut de puissance dominante et de grand décideur au sein de l'OTAN.

L'OTAN ET LA DÉFENSE EUROPÉENNE

Le Général COT souhaite « tuer l'OTAN » pour faire émerger une défense européenne. Ce souhait se heurte à deux écueils.

Le premier, c'est que le seul pays qui puisse « tuer l'OTAN », ce sont les États-Unis eux-mêmes, or pour les raisons développées ci-dessus, il n'y a, à notre sens, aucune raison pour qu'ils souhaitent le faire.

Le second réside dans le fait que l'Union Européenne ne serait pas en mesure, dans les circonstances actuelles, de créer ce que le Général COT, dans sa critique des propos du Général de Villiers, considère comme l'OTAN sans les États-Unis.

Non, l'OTAN, ce n'est pas simplement « un quartier général- le SHAPE-, des états-majors de corps d'armée… ». L'OTAN, c'est d'abord un organe politique et ensuite des états-majors intégrés. Or c'est justement ce qui manque à l'UE, qui ne dispose pas d'un tel organe politique ayant la légitimité pour diriger une armée européenne et engager des forces sur un théâtre d'opérations intérieur ou extérieur pour la bonne raison qu'il n'y a pas de consensus entre les États européens sur ce sujet. Dans toutes les négociations européennes en matière de défense, la France a toujours été très isolée dans sa volonté de progresser vers une puissance militaire européenne qu'elle avait elle-même condamnée dans le passé.

A cet égard, nous nous sentons plus proches des positions du Général de Villiers lorsqu'il écrit que l'armée européenne est un rêve dans les circonstances actuelles.

On peut d'ailleurs se demander si une coalition dotée d'un outil militaire intégré dès le temps de paix, comme l'OTAN qui constitue à cet égard, une première dans l'histoire, serait viable sans l'existence d'un pays dominant dans cette alliance.

S'il devait un jour exister un pouvoir politique à la tête d'une Europe fédérale ou confédérale, alors il pourrait y avoir une armée européenne, mais cela ne paraît pas inscrit dans les astres à horizon de dix ans.

En attendant, rien n'empêche que les pays de l'Union Européenne, ou du moins certains d'entre eux, décident d'une montée en puissance des moyens qu'ils consacrent à leur défense. Encore faut-il que ces moyens accrus soient coordonnés afin de dégager des synergies et des complémentarités. Dans le même temps, il serait nécessaire de mettre sur pieds un état-major et une structure de décision politique qui pourrait être le Conseil Européen dans sa formule actuelle, à condition que ses membres soient unanimes. Sinon, il faudrait en créer une autre.

Pour demeurer réalistes, disons qu'un embryon de défense européenne à 5 ou 6 pourrait constituer les prémices d'une défense européenne susceptible de compléter, voire à terme de suppléer l'OTAN, à condition d'être fondé sur un traité contraignant qui légitimerait l'instance politique chargée d'ordonner l'engagement des forces. Mais bien des obstacles resteraient à surmonter pour atteindre un tel objectif limité.

Le but de ces efforts de défense de l'Europe serait de se tenir prête à prendre le relais de l'OTAN si un jour les États-Unis décidaient de mettre un terme à son existence et sinon de reconquérir une part de son autonomie et de son poids politique face à Washington.

Georges d'HARCOURT
Groupe de travail Défense de l'Europe du CRI
Rediffusé sur le site de l'ASAF : www.asafrance.fr

OPEX Turquoise (Rwanda) : Communiqué du général Jean Claude LAFOURCADE, ancien commandant.

Posté le mardi 19 février 2019

Une exigence de vérité

La Force *Turquoise* est régulièrement accusée d'avoir protégé le gouvernement rwandais par intérim et d'avoir facilité sa fuite en juillet 1994, accusation systématiquement reprise par les médias. Je dénonce un amalgame et une contre vérité.

Alors que ce gouvernement était composé de 21 personnes, seuls deux membres ont transité par la zone *Turquoise* du 16 au 17 juillet avant de passer d'eux même au Zaïre. Il s'agit des :

- Docteur Theodore Sindikuwabo, président de l'assemblée nationale et président par intérim de la République rwandaise du 9 avril au 19 juillet 1994 (décédé en 1998 à Bukavu).
- Jérome Bicamumpaka ministre des affaires étrangères (arrêté en 99, transféré au TPIR, acquitté de tous les chefs d'accusation le 30 septembre 2011 et remis en liberté.

Deux personnes sur vingt et une, cela ne constitue pas un « gouvernement » mais ce sont de simples personnalités isolées et sans influence, une d'entre elles ayant été blanchie par le TPIR. Il est donc faux d'affirmer que le Gouvernement intérimaire rwandais est passé par la zone *Turquoise.*

En outre, la Force *Turquoise* ne pouvait arrêter des personnalités d'un gouvernement étranger qui était encore à l'époque membre du Conseil de sécurité de l'ONU. Elle n'en avait ni le mandat ni la capacité juridique.

Au moment où l'anniversaire du génocide s'annonce, Il importe que les journalistes français, dans le respect leur charte d'éthique professionnelle, mettent en œuvre les principes de cette charte en vérifiant les informations fournies par des groupes de pression avant de les relayer sans discernement ni recul. A défaut, ils participent à une entreprise de désinformation.

Général Jean Claude LAFOURCADE
Ancien commandant de l'Opération Turquoise (Rwanda)

L'ASAF exprime son soutien indéfectible aux militaires français qui ont été engagés dans l'opération Turquoise en 1994.
Elle dénonce les mensonges et manipulations de Paul Kagamé, tyran et génocidaire, président du Rwanda depuis un quart de siècle, qui bénéficie, hélas, de la complicité de certains médias français.

Rediffusé sur le site de l'ASAF : www.asafrance.fr

6 – Actualités internationale

Voici les 25 pays les plus puissants du monde en 2019

https://www.businessinsider.fr/ Business Insider 22 heures Économie, Politique



Le président russe Vladimir Putin et le prince héritier saoudien Mohammed Bin Salman pendant le sommet des dirigeants du G20 à Buenos Aires en Novembre 2018. LUDOVIC MARIN/Getty Images

La France réussit à se classer à la sixième place selon une liste qui classifie les pays les plus puissants du monde. Les États-Unis conservent leur place en tant que pays le plus puissant du monde en 2019, suivi de près par certains de leurs alliés proches et adversaires habituels. Les classements provenant des sources de US News et de World Report tiennent compte des influences politiques et financières d'un pays, ainsi que de ses alliances internationales, la puissance de son armée et la manière de se comporter en tant que leader international. Ces classements s'inscrivent dans le cadre de la liste "Meilleurs Pays de 2019" de US News et World Report en collaboration avec l'Université de Pennsylvanie, qui a interrogé plus de 20 000 personnes sur leurs opinions concernant 80 pays.

Voici les pays les plus puissants du monde, selon le classement de cette année.

25. Belgique



Greg Sandoval/Business Insider

La Belgique n'a pas réussi à entrer dans le classement des 80 pays les plus puissants du monde en 2018, mais il a obtenu la 25ème place en 2019. Ce petit pays très développé est l'un des six pays fondateurs de l'UE et accueille des organisations internationales comme l'OTAN et le Conseil européen.

24. Qatar



AP Photo/Saurabh Das

Le Qatar est riche en pétrole et en gaz, ce qui en fait l'un des pays les plus riches du monde. L'éducation et les soins de santé sont gratuits, et le pays doit accueillir la Coupe du monde 2022, bien qu'il ait été critiqué pour son traitement envers les travailleurs migrants.

Quatre des voisins des qataris ont instauré un embargo économique sur le Qatar et boycotté ses importations depuis 2017. Mais le pays affirme que le blocus n'a fait que stimuler son économie en lui ouvrant de nouveaux marchés. Le Qatar s'est classé 20ème en 2018.

23. Espagne



Séville. Henrique Ferreira/Unsplash

L'Espagne s'est remise de la crise financière grâce à la résilience de son marché d'exportation et à un effort de restructuration financé par l'Union européenne, constate US News. L'Espagne a une grande influence culturelle, notamment dans le domaine des arts et de la danse, bien que les mouvements séparatistes croissants au Pays basque et en Catalogne menacent son unité.

22. Pakistan



Syed Zargahm/Getty Images

Le Pakistan est l'un des pays les plus peuplés du monde et abrite l'une des populations les plus jeunes du monde, bien que les conflits avec des groupes extrémistes et les tensions croissantes avec l'Inde au sujet de la région convoitée du Cachemire aient entravé son développement.

21. Suède



Lukas/Unsplash

La Suède a perdu deux places au classement par rapport à 2018, où elle était classée 19ème. L'un des plus grands pays de l'UE est un acteur mondial respecté en matière de droits de l'homme. "Les soins de santé, ainsi que l'éducation universitaire, sont gratuits, et ses habitants ont l'une des espérances de vie les plus longues du monde. Presque tous les déchets de la Suède sont recyclés", a souligné US News.

20. Singapour



Annie Sprat/Unsplash

Singapour est l'une des nations les plus riches du monde, avec un taux d'emploi élevé. Le pays est confronté à des inquiétudes concernant l'augmentation du coût de la vie, mais US News souligne qu'en tant que "l'un des quatre tigres asiatiques, Singapour a connu une croissance impressionnante ces dernières années, alors que des pratiques efficaces de fabrication et de production ont fait place à l'innovation sur le marché libre dans les industries électroniques et pharmaceutiques en plein essor". Il progresse de quatre places par rapport au classement de 2018.

19. Iraq



SABAH ARAR/AFP/Getty Images

L'Irak ne faisait pas parti des 80 pays les plus puissants du monde en 2018, mais obtient la 19ème position en 2019. La Banque mondiale considère que l'économie du pays est instable, même s'il possède l'une des plus grandes réserves de pétrole brut au monde. L'Irak est membre d'organisations internationales et régionales comme le FMI, la Ligue arabe et l'Organisation de coopération islamique.

18. Italie



Tolga Killinc/Unsplash

L'économie italienne est l'une des plus importantes de la zone euro, bien qu'elle soit entrée en récession à la fin de 2018. L'Italie a une grande influence culturelle, de ses artistes célèbres à ses maisons de couture.

17. Inde



Flickr / Ming Tong

L'Inde est la plus grande démocratie du monde et joue un rôle important dans l'industrie technologique mondiale. L'Inde a aussi une influence culturelle énorme. "L'industrie cinématographique basée à Mumbai, surnommée Bollywood, produit plus de longs métrages que n'importe quel autre pays du monde", affirme US News. Le pays a été classé deux places plus bas en 2019 par rapport à 2018.

16. Turquie



Luciano Mortula / iStock

La Turquie est un pont entre l'Europe et le Moyen-Orient, ce qui signifie qu'elle a été confrontée à des combats régionaux et à des défis internes comme un coup d'État militaire raté en 2016. Mais l'OCDE prévoit qu'il devienne l'un de ses membres à la croissance la plus rapide au cours des prochaines années. Membre fondateur de l'ONU et de l'OCDE, la Turquie est active au sein de l'OTAN. Elle était classée 14e en 2018, soit deux places au dessus.

15. L'Australie



Hai Linh Truong/Flickr

L'Australie est un pays riche avec une qualité de vie élevée et est membre de nombreuses organisations internationales de premier plan. Le pays est monté d'une place par rapport à 2018. Il était alors classé 16ème.

14. Suisse



Joao Branco/Unsplash

La Suisse a gagné trois places par rapport à 2018, alors qu'elle occupait le 17ème rang. La Suisse est l'un des pays les plus riches et possède l'un des PIB les plus élevés du monde. Elle se distingue également par son secteur bancaire, qui privilégie la protection de la vie privée de ses clients, plus que bien d'autres pays. Certaines des plus grandes organisations internationales du monde, comme les Nations Unies, ont leur siège international à Genève.

13. Iran



Matjaz Krivic/Getty Images

Selon US News, l'Iran "intéresse depuis longtemps les puissances mondiales en raison de sa situation stratégique au Moyen-Orient et de son abondance de pétrole et d'autres ressources naturelles".

12. Canada



Claus Andersen/Getty Images

Le Canada est le deuxième plus grand pays au monde et possède les cinquièmes plus grandes réserves de pétrole au monde.

11. Émirats arabes unis



Arsalan Cheema/Unsplash

Les Émirats arabes unis ont perdu une place au classement par rapport à l'année dernière. Le Forum économique mondial l'a qualifiée comme l'économie la plus compétitive du monde arabe, tandis que le World Factbook de la CIA a déclaré que son PIB par habitant "est comparable à celui des principales nations d'Europe occidentale" grâce à ses réserves de pétrole. C'est l'un des pays les plus libéraux de la région, et un des seuls à avoir évité les perturbations auxquels nombre de ses voisins ont été confrontés pendant le Printemps arabe en 2011.

10. Corée du Sud



Brady Bellini/Unsplash

La Corée du Sud est entrée dans le top 10 des pays les plus puissants du monde, après avoir été classée 11ème en 2018. Septième exportateur mondial et onzième économie mondiale, selon US News, c'est aussi un exportateur majeur de technologies et d'automobiles, et membre de nombreuses organisations internationales comme le G20 et l'OMC.

9. Arabie saoudite



Thomson Reuters

L'Arabie saoudite est un pays vaste et riche, que US News décrit comme "le géant du Moyen-Orient". L'Arabie saoudite est aussi le pays de La Mecque, où des millions de musulmans se rendent chaque année, et possède de vastes réserves de pétrole qu'elle exporte dans le monde entier. Le royaume fait l'objet d'une surveillance internationale accrue à la suite de l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, ainsi que ses limites à la liberté d'expression.

8. Israël



Getty Images

US News note que "pour sa taille relativement petite, le pays a joué un rôle important dans les affaires mondiales." Israël a une économie forte, mais ses frontières sont sérieusement contestées et il est confronté à un conflit permanent avec la Palestine.

7. Japon



Vues du Mont Fuji depuis Chureito Pagoda, à l'extérieur de Tokyo. Flickr / Giuseppe Milo

Le Japon est "l'un des pays les plus instruits et les plus techniquement avancés au monde", constate US News. Elle possède la troisième plus grande économie du monde.

6. France



orpheus26/iStock

La France est l'un des pays les plus anciens du monde, et son rayonnement "s'étend dans le monde entier à travers la science, la politique, l'économie et surtout la culture", fait remarquer US News. L'économie française est l'une des plus importantes au monde, bien que US News ait relevé les défis nationaux auxquels elle doit faire face, notamment la manière dont elle traite le terrorisme et les attitudes à l'égard de l'Islam.

5. Royaume-Uni



Jeff J Mitchell/Getty Images

US News souligne que le Royaume-Uni "exerce une influence économique, politique, scientifique et culturelle internationale considérable" sur le monde malgré "les nouvelles interrogations et inquiétudes sur le rôle du pays sur la scène mondiale" après avoir voté pour sortir de l'UE. Le passé colonial du Royaume-Uni continue de servir l'influence du pays, et Londres reste toujours l'une des villes les plus visitées au monde.

4. Allemagne



Sebastian Widmann/Getty Images

L'Allemagne a la plus grande population de tous les pays de l'UE et dispose d'une main-d'œuvre hautement qualifiée. La chancelière Angela Merkel a dû faire face à des défis pendant ses années au pouvoir, et a fini par démissionner de son poste de chef de son parti, mais l'Allemagne continue de jouer un rôle de leader au sein de l'UE et d'autres organisations internationales.

3. Chine



Reuters

La Chine a la plus grande population du monde et la deuxième plus grande économie du monde. Elle a connu un développement économique rapide, mais des millions de personnes vivent encore en dessous du seuil de pauvreté du pays, rappelle la Banque mondiale.

2. Russie



Vladimir Putin. Sean Gallup/Getty Images

La Russie est le plus grand pays du monde de par sa surface continentale et partage une frontière avec plus d'une douzaine de pays. L'influence permanente de l'Union soviétique, l'essor économique que lui confèrent ses réserves de pétrole et de charbon, et l'importance qu'elle accorde à l'armée pourraient expliquer le statut du pays.

1. États-Unis



Alex Wong/Getty Images

US News décrit les Etats-Unis comme "la puissance économique et militaire la plus dominante du monde". Le pays a également un grand impact culturel sur le monde en raison de la façon dont sa culture populaire se reflète dans les livres, les films, la musique et les émissions de télévision. US News indique également que les décisions politiques du président Donald Trump ont "soulevé des questions dans le monde entier, y compris chez les plus proches alliés du pays, sur l'orientation future de la nation sur la scène mondiale".

Version originale : Sinéad Baker / Business Insider

AFRIQUE

ALGÉRIE

Opinions

POINT DE VUE. Algérie : quelle alternative au président Bouteflika ?

Accueil Réflexion Point de vue https://www.ouest-france.fr/ Jean-Claude ESCAFFIT Publié le 06/03/2019 à 08h08



Des étudiants dans les rues d'Alger mardi | MOHAMED MESSARA / EPA/MAXPPP

À Alger, les étudiants ont encore manifesté mardi contre le président Abdelaziz Bouteflika qui brigue un cinquième mandat en Algérie. Le journaliste Jean-Claude Escaffit se pose la question de savoir quelle alternative pourrait émerger du système actuellement au pouvoir.

Il y a quelque chose de pathétique dans les protestations algériennes contre le cinquième mandat présidentiel d'Abdelaziz Bouteflika. La coupe est décidément pleine. Majoritaire dans la population, la jeunesse se réveille. N'ayant connu que l'image momifiée d'un président fantôme, des milliers de manifestants ont décidé de conjurer la peur du régime policier et ce sentiment de lassitude qui se muait en rêve d'ailleurs.

Avec une grinçante lucidité, Dilem, le célèbre dessinateur du journal algérois *Liberté,* avait résumé ainsi les vœux de nouvelle année de ses concitoyens : **« Santé, bonheur, réussite, joie, succès**... **Un visa, quoi ! »** Cette supplique lancinante résonne si souvent à nos oreilles d'Européens, lors de séjours outre-Méditerranée. Comme si la jeunesse algérienne ne semblait chercher une issue à une démoralisante impasse que dans l'exil. Il faut dire que l'horizon est diablement bouché.

Faire renoncer « Boutef » le 18 avril ou dans plusieurs mois, comme il l'a concédé dans sa retraite médicale de Genève ? Certes. Mais pour déboucher sur quoi ?

Se préserver d'islamistes qui sauraient rafler la mise

L'opposition démocratique est laminée. Les militaires qui tirent les ficelles de l'État depuis des années se neutralisent dans une lutte larvée. Et les islamistes, très présents dans les quartiers populaires, sont en embuscade. En toile de fond de cette étonnante mobilisation, les deux grands piliers de la société algérienne semblent se défier. Il suffit de parcourir le pays pour jauger leur influence : des militaires omniprésents dans l'espace public et des mosquées qui prolifèrent comme fleurs au printemps.

Symbole de cette montée en puissance de l'islam, la grande mosquée d'Alger, en passe d'être inaugurée, arbore les 265 m de son impressionnant minaret. Avec une capacité d'accueil de 120 000 fidèles, elle devient la troisième plus grande mosquée de l'histoire ! Une manière de sceller la réconciliation nationale, après une décennie noire qui a traumatisé le pays. Et un gage donné aux religieux par un pouvoir à bout de souffle.

Quant à l'économie, elle s'enfonce tous les jours un peu plus dans un dangereux marasme. La manne pétrolière, qui a permis d'acheter la paix sociale, se tarit. Sans alternatives ou presque à cette mono industrie pétrole gaz. Pourtant, la société algérienne recèle des ressources insoupçonnées. Les jeunes sont capables de créativité. J'ai pu le constater lors de l'encadrement

d'un stage d'écriture journalistique à Alger, où il s'agissait de débusquer les créations économiques et culturelles d'une jeunesse inventive.

Forte de deux millions d'étudiants, dont beaucoup ne trouvent pas de débouchés, la société algérienne semble ne plus vouloir baisser les bras, en défiant le mur de la peur. Traumatisée par une guerre civile qui a fait près de 200 000 victimes dans la décennie 1990, elle s'était tenue à distance jusqu'à présent de tous ces « printemps arabes » qui ont agité ses voisins.

La jeunesse, qui n'a pas vécu cette période, n'a plus les appréhensions de ses aînés. Pour l'heure, il s'agit de sauver la face d'un pays sans timonier depuis des années. Mais tous les scénarios sont encore possibles. Avec quelle perspective cependant et quels projets alternatifs ? Quels candidats crédibles pour d'hypothétiques élections libres ? Enfin et surtout, comment se préserver d'islamistes, organisés et tapis dans l'ombre, qui sauraient, comme souvent, rafler la mise ?

Politique

Bouteflika s'engage à céder le pouvoir s'il est élu président en avril

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Notre dossier / Crise politique en Algérie : la candidature de Bouteflika embrase le pays Par Adam Arroudj Mis à jour le 04/03/2019 à 07:16 Publié le 03/03/2019 à 12:19

Bouteflika officialise sa candidature à un mandat qu'il promet d'écourter



Le président sortant algérien, Abdelaziz Bouteflika, a confirmé dimanche 3 mars sa candidature à un cinquième mandat présidentiel. En réponse aux mouvements de contestation nés de cette candidature, il a annoncé une élection anticipée sans lui.

Malgré plusieurs manifestations appelant à son renoncement, le président Abdelaziz Bouteflika a déposé dimanche soir sa candidature. Il s'est toutefois engagé, s'il est élu le 18 avril, à ne pas aller au bout de son mandat et à se retirer à l'issue d'une présidentielle anticipée.

Alger

Un cinquième mandat et une élection présidentielle anticipée. Voilà le package proposé par Abdelaziz Bouteflika pour calmer la révolte des Algériens qui réclament son départ. Dimanche, dernier jour de dépôt des dossiers pour les candidats à la présidentielle du 18 avril, le chef de l'État a missionné son nouveau directeur de campagne, Abdelghani Zaalane, de lire une lettre dans laquelle il se dit «déterminé», s'il était réélu, à «assumer la responsabilité historique de la concrétisation de l'exigence fondamentale du peuple, c'est-à-dire le changement du système». Dans cette lettre, il dit aussi vouloir organiser «une élection présidentielle anticipée» et s'engage à ne «pas être candidat à cette élection qui assurera [sa] succession». Qu'Abdelaziz Bouteflika se présente à un cinquième mandat, personne n'en doutait vraiment. Surtout après sa décision, samedi, de sacrifier son directeur de campagne, Abdelmalek Sellal, lue comme une confirmation. Mais dimanche, plusieurs centaines d'étudiants scandant «Bouteflika dégage!» ou «Pas de cinquième mandat pour Bouteflika!» ont manifesté dans plusieurs villes du pays, à Oran, Constantine ou Annaba, et à Alger, où ils ont convergé vers le palais présidentiel d'el-Mouradia et vers le Conseil constitutionnel.

Dimanche soir, le président n'était pas encore revenu de Genève, où, selon le communiqué officiel, il suit depuis le 24 février des «contrôles médicaux». Mais son directeur de campagne, Abdelghani Zaalane, a déposé en fin d'après-midi son dossier de candidature. En promettant de ne pas se représenter, le président tente de calmer la rue et se donne un an pour préparer la succession. L'annonce de sa candidature a été accueillie par des marches de protestation nocturnes un peu partout dans le pays.

Plusieurs fourgons censés transporter les cartons de parrainage de la candidature du chef de l'État sont arrivés dans la journée au Conseil constitutionnel. Une procédure qui étonne Fatiha Benabbou, professeur de droit public et spécialiste de la Constitution. «Selon le règlement du Conseil constitutionnel, les déclarations de candidature à la présidence de la République doivent être déposées par le candidat en personne, et c'est compréhensible pour une fonction aussi sensible. Quant aux procurations, l'article 53 de la loi électorale de 2016 stipule bien que seuls les électeurs peuvent y avoir recours.»

Spéculations sur sa santé

En raison du black-out autour de son état de santé, son retour prévu samedi et reporté a alimenté les spéculations. «La durée du séjour fait penser à autre chose: une aggravation de l'état de santé ou alors une hésitation à regagner le pays pendant que la rue bouillonne», relève le quotidien Liberté. «Ces hypothèses sont toutes les deux valables. Car il n'est pas normal qu'un chef de l'État, dont la candidature à sa propre succession se trouve aussi contestée, n'entreprenne rien pour éviter que son ambition s'érode.»

Parmi les nombreux postulants: le général à la retraite Ali Ghediri, le président du front al-Moustakbel (l'avenir), Abdelaziz Belaïd (déjà en lice en 2014, il avait recueilli 3,06 % des voix), ou encore l'homme d'affaires accro aux réseaux sociaux Rachid Nekkaz. Abderrezak Makri, le leader du MSP (islamistes, tendance Frères musulmans), a annoncé qu'il boycotterait l'élection si Abdelaziz Bouteflika se présentait. Louisa Hanoune (Parti des travailleurs) a annoncé samedi qu'elle ne participerait pas. Cette journée de dimanche a surtout été marquée par la défection d'Ali Benflis, présenté comme le traditionnel challenger du chef de l'État. «Le peuple a pris la parole, et je l'ai entendu. L'élection présidentielle, dans les circonstances actuelles, n'a ni sens ni raison d'être», a déclaré Ali Benflis.

«Ils ont compris qu'il était risqué de se lancer dans cette aventure tant l'élection est délégitimée», commente pour *Le Figaro* Soufiane Djilali, coordinateur du mouvement d'opposition Mouwatana, qui appelle au boycott du scrutin. «La mobilisation est un référendum à ciel ouvert au cours duquel les Algériens ont décidé qu'il n'y aurait pas de cinquième mandat. Il est temps de passer à une solution plus sage, qui respecte la souveraineté du peuple.» Un appel à une grève générale a été lancé pour lundi. «Un million et demi», de personnes sont à également invitées par un nouvel appel anonyme à manifester vendredi 8 mars dans tout le pays.

Présidentielle en Algérie: l'armée déterminée «à garantir la stabilité»

RFI 5 mars 2019



En Algérie, l'armée brandit la menace d'une guerre civile face aux manifestants qui continuent de se mobiliser en masse contre un cinquième mandat d'Abdelaziz Bouteflika. Des manifestations ont eu lieu à Alger, Tizi Ouzou, Tlemcen, ce mardi 5 mars. Des milliers de personnes, majoritairement des jeunes, sont descendues dans la rue. Le chef d'état-major était en visite ce même jour à l'académie militaire de Cherchell et il a accusé ce qu'il appelle « certaines parties » de vouloir ramener l'Algérie aux années de « braise et de douleur », estimant que « certains étaient dérangés par la stabilité » du pays. Une référence aux années 1990 et au terrorisme que les autorités lient

souvent aux grandes manifestations d'octobre 1988 et aux demandes de changement de cette époque. Et il a assuré que l'armée était déterminée « à garantir la stabilité acquise ». C'est la deuxième fois qu'Ahmed Gaïd Salah s'exprime sur ces manifestations et il avait eu un discours similaire le 26 février dernier. Il s'agit d'un argument récurrent dans les discours depuis le début du mouvement, les autorités soulignant que les appels à manifester sont anonymes. Le Premier ministre avait ainsi fait la comparaison avec la situation en Syrie, en estimant qu'un mouvement qui commençait avec des fleurs pouvait se terminer de façon dramatique. Et, à l'inverse, l'un des arguments des défenseurs du cinquième mandat, c'est aussi qu'Abdelaziz Bouteflika est celui qui a ramené la stabilité. Et Ahmed Gaïd Salah, 79 ans, fait partie du premier cercle de proches du président algérien. Un discours dénoncé par les manifestants. Pourtant, c'est bien ce discours lié au risque pour la stabilité que dénoncent les étudiants qui ont manifesté ce mardi dans tout le pays contre un cinquième mandat du président Bouteflika. A Alger, les étudiants que RFI a pu rencontrer affirmaient qu'ils ne laisseraient pas faire. « Nous ne sommes pas la Syrie, nous savons ce que nos parents ont vécu », expliquaient-ils. Dans la capitale, la manifestation qui a réuni des milliers d'étudiants de différentes facultés a duré près de sept heures, le tout dans le calme et la bonne humeur. Et comme dans chaque manifestation, des étudiants s'étaient organisés pour nettoyer les rues après le passage des manifestants.« Nous observons ces manifestations en Algérie et nous allons continuer à le faire », a déclaré à la presse mardi le porte-parole de la diplomatie américaine Robert Palladino. « Les Etats-Unis soutiennent le peuple algérien et leur droit à manifester pacifiquement », a-t-il ajouté. C'est la première fois, depuis le début du mouvement, que les Etats-Unis réagissent.* * *■ Première démission au FLN Alors que les manifestations se poursuivent contre la candidature du président Abdelaziz Bouteflika à un 5e mandat, un député, ancien ministre de l'Agriculture, Sid Ahmed Ferroukhi, a annoncé sa démission en soutien aux manifestants. Evoquant son adhésion au mouvement populaire, Ferroukhi a annoncé sa démission de son poste à l'Assemblée nationale, ainsi que du parti présidentiel, le FLN. « Notre devoir est d'entendre », a-t-il indiqué dans un communiqué, évoquant le décalage important entre les évolutions sociales du pays et les institutions. Pour le politologue Brahim Oumansour, cette démission est importante symboliquement, mais reste marginale.

En Algérie, l'armée brandit la menace d'une guerre civile face aux manifestants qui continuent de se mobiliser en masse contre un cinquième mandat d'Abdelaziz Bouteflika.

Des manifestations ont eu lieu à Alger, Tizi Ouzou, Tlemcen, ce mardi 5 mars. Des milliers de personnes, majoritairement des jeunes, sont descendues dans la rue.

Le chef d'état-major était en visite ce même jour à l'académie militaire de Cherchell et il a accusé ce qu'il appelle « *certaines parties* » de vouloir ramener l'Algérie aux années de « *braise et de douleur* », estimant que « *certains étaient dérangés par la stabilité* » du pays.

Une référence aux années 1990 et au terrorisme que les autorités lient souvent aux grandes manifestations d'octobre 1988 et aux demandes de changement de cette époque. Et il a assuré que l'armée était déterminée « *à garantir la stabilité acquise* ». C'est la deuxième fois qu'Ahmed Gaïd Salah s'exprime sur ces manifestations et il avait eu un discours similaire le 26 février dernier. Il s'agit d'un argument récurrent dans les discours depuis le début du mouvement, les autorités soulignant que les appels à manifester sont anonymes.

Le Premier ministre avait ainsi fait la comparaison avec la situation en Syrie, en estimant qu'un mouvement qui commençait avec des fleurs pouvait se terminer de façon dramatique. Et, à l'inverse, l'un des arguments des défenseurs du cinquième mandat, c'est aussi qu'Abdelaziz Bouteflika est celui qui a ramené la stabilité. Et Ahmed Gaïd Salah, 79 ans, fait partie du premier cercle de proches du président algérien.

Un discours dénoncé par les manifestants

Pourtant, c'est bien ce discours lié au risque pour la stabilité que dénoncent les étudiants qui ont manifesté ce mardi dans tout le pays **contre un cinquième mandat du président Bouteflika.**

A Alger, les étudiants que RFI a pu rencontrer affirmaient qu'ils ne laisseraient pas faire. « *Nous ne sommes pas la Syrie, nous savons ce que nos parents ont vécu* », expliquaient-ils.

Dans la capitale, la manifestation qui a réuni des milliers d'étudiants de différentes facultés a duré près de sept heures, le tout dans le calme et la bonne humeur. Et comme dans chaque manifestation, des étudiants s'étaient organisés pour nettoyer les rues après le passage des manifestants.

« *Nous observons ces manifestations en Algérie et nous allons continuer à le faire* », a déclaré à la presse mardi le porte-parole de la diplomatie américaine Robert Palladino. « *Les Etats-Unis*

soutiennent le peuple algérien et leur droit à manifester pacifiquement », a-t-il ajouté. C'est la première fois, depuis le début du mouvement, que les Etats-Unis réagissent.

■ Première démission au FLN

Alors que les manifestations se poursuivent contre la candidature du président Abdelaziz Bouteflika à un 5e mandat, un député, ancien ministre de l'Agriculture, Sid Ahmed Ferroukhi, a annoncé sa démission en soutien aux manifestants. Evoquant son adhésion au mouvement populaire, Ferroukhi a annoncé sa démission de son poste à l'Assemblée nationale, ainsi que du parti présidentiel, le FLN. « *Notre devoir est d'entendre* », a-t-il indiqué dans un communiqué, évoquant le décalage important entre les évolutions sociales du pays et les institutions. Pour le politologue Brahim Oumansour, cette démission est importante symboliquement, mais reste marginale.

Algérie. Ces signes inquiétants sur l'état de santé d'Abdelaziz Bouteflika

Accueil Monde Algérie https://www.ouest-france.fr/ avec AFP Modifié le 07/03/2019 à 17h42 Publié le 07/03/2019 à 17h35



L'une des dernières apparitions publiques d'Abdelaziz Bouteflika, lors d'élections locales à Alger, le 23 novembre 2017. | RYAD KRAMDI - ARCHIVES AFP

Sa candidature à un cinquième mandat successif suscite une vague de contestation massive en Algérie. Abdelaziz Bouteflika, 82 ans, en fauteuil roulant depuis un accident vasculaire cérébral en 2013, s'accroche au pouvoir malgré sa santé chancelante. Il est si fragile qu'il n'apparaît quasiment plus en public. Son invisibilité et ses multiples séjours en hôpital entretiennent le mystère sur la gravité de son état. Actuellement hospitalisé en Suisse, il serait « sous menace vitale permanente ».

Son état ne lui a même pas permis de venir déposer lui-même son dossier de candidature, à Alger. Abdelaziz Bouteflika, 82 ans, brigue un cinquième mandat présidentiel consécutif en Algérie, malgré une santé fragile au centre de toutes les interrogations. En fauteuil roulant depuis un accident vasculaire cérébral en 2013, il n'apparaît quasiment en public et semble incapable de s'adresser de vive voix à ses concitoyens. Est-il encore en mesure de gouverner le pays ?

Beaucoup d'Algériens en doutent fortement et veulent tourner la page à l'occasion du scrutin. Si bien qu'une vague de contestation massive s'est formée contre la candidature de ce président fantôme, actuellement hospitalisé en Suisse. Qu'en est-il réellement de son état de santé ? *Ouest-France* fait le point sur ce que l'on sait.

Ses « examens » à Genève sont « en voie d'achèvement »

Abdelaziz Bouteflika est hospitalisé depuis dimanche 24 février dans le centre des Hôpitaux universitaires de Genève, en Suisse. Un pays où il a passé six années en exil politique entre 1981 et 1987 et dont il a habitude de fréquenter les hôpitaux depuis. Officiellement, il y a été admis pour des **« examens médicaux périodiques »**, selon les mots de la présidence algérienne. Ces examens **« sont en voie d'achèvement »**, a assuré, ce jeudi 7 mars, son directeur de campagne Abdelghani Zaalane, au quotidien algérien arabophone *El Khabar*.

Impossible d'en savoir plus officiellement sur ces examens, notamment car le séjour suisse d'Abdelaziz Bouteflika est très encadré. D'après *La Tribune de Genève*, le dirigeant a été admis au sein du service de médecine interne général, au 8e étage de l'hôpital. **« Plusieurs chambres ont été réservées au bout du couloir, gardé par la police. L'entrée de la division privée de**

l'hôpital est surveillée par un vigile armé. L'extrémité du couloir où se trouve le président est inaccessible et placée elle aussi sous bonne garde », écrit le journal helvétique.

Hospitalisé 80 jours à Paris en 2013 après un AVC qui l'a considérablement affaibli, le chef d'État a déjà effectué plusieurs **« contrôles médicaux périodiques »** à Paris, Grenoble ou Genève ces dernières années. Le plus récent remontait à l'été 2018.

Ses réflexes corporels sont atteints

Toujours d'après *La Tribune de Genève*, Abdelaziz Bouteflika ne souffre d'aucun mal mortel, mais vit **« sous menace vitale permanente »** à cause de la dégradation de son état physique et neurologique depuis son AVC. **« Il présente de hauts risques de faire des fausses routes, c'est-à-dire que des aliments peuvent être dirigés vers ses voies respiratoires, ce qui peut entraîner une infection pulmonaire grave. En langage médical, on parle de 'broncho-aspiration' »**, avancent les journalistes suisses.

« Il est à bout de souffle. Il ne parle plus. Il est en permanence sous perfusion », avaient déclaré fin février Ali Benouari, ancien ministre algérien du Trésor. Il **« est atteint d'aphasie, soit de perte partielle du langage. Il semble réceptif à ce qu'on lui dit, mais on le comprend à peine. Il faut pratiquement lire sur ses lèvres »**, ajoute *La Tribune de Genève*.

De son côté, le pouvoir algérien martèle que l'état de santé du président **« n'inspire aucune inquiétude »**. Les informations de presse relatant une dégradation de ses capacités **« sont sans fondement »**, a assuré, ce jeudi, son directeur de campagne. **« Bien entendu il n'a pas sa santé de 20 ans mais il a toute sa tête de 20 ans,** a assuré l'ambassadeur algérien en France, Abdelkader Mesdoua, interrogé sur *CNews*, lundi 4 mars. **Personne ne peut lui imposer quoi que ce soit. Il estime qu'il a encore quelque chose à faire pour ce pays et il veut mener le paquebot algérien jusqu'à bon port. »**

Il vit dans un bunker médical

Quand il ne séjourne pas discrètement dans les hôpitaux européens, Abdelaziz Bouteflika vit entouré de sa famille dans sa résidence de Zeralda, à une trentaine de kilomètres de la capitale. **« Un véritable bunker médicalisé »**, **« un hôpital miniaturisé, comprenant même un laboratoire d'analyses intégré, afin d'éviter toute fuite »**, décrit une enquête du *Point* parue le 28 février. **« Des praticiens chinois assurent la rééducation. Parfois, des spécialistes français ou anglais sont de passage pour certains examens, mais ce sont essentiellement et en permanence des médecins algériens, civils ou militaires – pour des raisons de secret défense »**, rapporte le magazine.

Algérie: le gouvernement prépare la présidentielle, le camp Bouteflika se fissure

AFP 7 mars 2019



Le ministre algérien des Affaires étrangères Abdelkader Messahel, en marge d'un conseil ministériel de la Ligue arabe au Caire le 5 mars 2019



Alger (AFP) - Les conditions sont réunies pour organiser le 18 avril la présidentielle, ont assuré mercredi les autorités algériennes, malgré la contestation sans précédent suscitée par la candidature à un 5e mandat du président Abdelaziz Bouteflika, dont le camp commence néanmoins à se fissurer.

La présidentielle se tiendra "conformément à la Constitution, dans les conditions requises de transparence, de sérénité et de quiétude", a affirmé le ministre algérien des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, en marge d'un conseil ministériel de la Ligue arabe au Caire.

L'armée et les forces de sécurité sont "résolument engagées à garantir" la sécurité de la présidentielle, afin de permettre aux Algériens de voter "dans un climat de sérénité, de quiétude et de stabilité", a de son côté déclaré mercredi le chef d'état-major de l'armée algérienne, le général Ahmed Gaïd Salah.

Egalement vice-ministre de la Défense, il a souligné la "solidité" des "liens nobles et sincères" de l'armée avec le peuple.

A aucun moment le général n'a évoqué la candidature --contestée dans la rue-- du président dont il est un fidèle.

- "Garant de la stabilité" -

Mardi, il avait, sans nommer l'actuel mouvement de contestation, dénoncé ceux qui "veulent ramener" l'Algérie aux années de guerre civile (1992-2002) et rappelé que l'armée restait le "garant de la stabilité et la sécurité" du pays.

Une partie de la presse algérienne se félicitait mercredi de ce discours, sans référence explicite aux manifestations mais sans menace claire contre les manifestants.

Le général Gaïd Salah "semble abandonner le ton belliqueux qu'il usait jusque-là pour parler de la situation politique en Algérie", a noté le quotidien francophone El Watan, son homologue Liberté évoquant "un discours d'apaisement".

Fin février le général Gaïd Salah avait dénoncé dans un discours "ceux qui veulent pousser les Algériens vers l'inconnu à travers des appels anonymes douteux, prétendument en faveur de la démocratie", en référence aux appels à manifester relayés sur les réseaux sociaux.

L'armée "considère que celui qui appelle à la violence par n'importe quel moyen et sous quelque prétexte que ce soit, à l'ombre de la conjoncture, est un homme qui ignore le désir du peuple de vivre dans la stabilité et la sécurité", avait-il prévenu.

Cette partie du discours avait été diffusée au cours du journal de la télévision publique à la mi-journée, avant de disparaître des extraits diffusés le soir et de la retranscription officielle.

- Homogénéité de façade -

L'homogénéité de façade du camp des soutiens de M. Bouteflika face à la contestation semblait néanmoins commencer à se fissurer doucement ces derniers jours.

Dans un communiqué, la puissante Organisation nationale des Moudjahidine (ONM, qui regroupe les anciens combattants de la guerre d'indépendance), traditionnel soutien de son compagnon d'armes M. Bouteflika, a apporté un soutien inattendu à la contestation.

L'ONM dénonce dans un communiqué des institutions "pas à la hauteur des aspirations du peuple" et "une alliance contre nature entre des membres influents du pouvoir" et des personnes "à qui ont été ouvertes les portes pour faire main basse sur l'argent public".

Plusieurs branches locales ou syndicats affiliés à l'UGTA (Union générale des travailleurs algériens), ont également apporté leur soutien aux manifestants, se démarquant du patron de la centrale syndicale, Abdelmadjid Sidi-Saïd, soutien du chef de l'Etat.

Lundi, Sid Ahmed Ferroukhi, ancien ministre et député du Front de libération nationale (FLN) avait annoncé sa démission de son mandat et son départ du parti présidé par M. Bouteflika.

Des démissions ont été également annoncées par divers médias au sein du Forum des chefs d'entreprise (FCE), organisation patronale dirigée par Ali Haddad, réputé proche du clan Bouteflika.

- "Déontologie médicale" -

Aucune manifestation n'était prévue mercredi, mais un important dispositif policier restait déployé à Alger, alors que la journée de mobilisation s'annonce forte vendredi, coïncidant avec la célébration de la Journée internationale des droits des femmes.

Alors que n'est toujours pas annoncé le retour en Algérie d'Abdelaziz Bouteflika, hospitalisé en Suisse il y a plus de dix jours pour, officiellement, des "examens médicaux périodiques", l'ordre des médecins a mis la pression sur le Conseil constitutionnel mercredi.

Il a rappelé que les certificats médicaux délivrés aux candidats à la présidence de la République doivent répondre aux "règles de déontologie médicale" et que les médecins les rédigeant doivent être "inscrits au tableau de l'ordre des médecins".

M. Bouteflika, 82 ans, est handicapé par les séquelles d'un AVC depuis 2013, qui l'ont empêché depuis de s'adresser de vive voix aux Algériens et ont rendu rares ses apparitions publiques.

Sur le plan international, le Premier ministre français Edouard Philippe a affirmé mercredi que son son pays n'a "aucune indifférence" envers la situation en Algérie, mais ne veut se "livrer à aucune ingérence".

"L'Algérie est un pays souverain, c'est donc aux Algériens et aux Algériens seuls qu'il revient de prendre les décisions en matière de leur avenir", a-t-il souligné sur la chaîne d'information continue BFMTV.

BURKINA FASO

Justice

Burkina Faso : 11 personnes inculpées pour les attaques de mars 2018

Justice https://www.jeuneafrique.com/ 02 mars 2019 à 18h02 | Par Jeune Afrique avec AFP



Des soldats se protègent des tirs, pendant l'attaque de ce vendredi 2 mars à l'état-major de Ouagadougou. © Hippolyte Sama pour Jeune Afrique

Onze personnes ont été inculpées et écrouées pour les attaques jihadistes contre l'ambassade de France et l'état-major des armées, qui avaient fait 8 morts le 2 mars 2018 à Ouagadougou, a annoncé vendredi la procureure du Faso, Maïza Sérémé.

Ces deux attaques simultanées avaient fait huit morts parmi les forces de défense, 85 blessés et d'énormes dégâts matériels, selon un bilan officiel. Elles avaient été revendiquées par la coalition jihadiste Nusrat al-Islam Wal Muslimin (« Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans »), dirigée par Iyad Ag Ghaly.

Une information judiciaire avait été ouverte pour des faits « d'association de malfaiteurs, d'assassinats, de tentative d'assassinats, de détention illégale d'armes à feu et de munitions, de dégradation volontaire aggravé de biens mobiliers et immobiliers, le tout en lien avec une entreprise terroriste ».

« À ce jour, onze personnes ont été interpellées, inculpées par le juge d'instruction et sont actuellement en détention préventive », a écrit la procureure du Faso près le tribunal de grande instance de Ouagadougou, Maïza Sérémé, dans un communiqué.

« Ces personnes sont soit des membres du groupe qui a perpétré les attaques, soit ont été en contact avec l'organisateur en chef présumé desdites attaques », a-t-elle précisé.

Elle a précisé que deux autres Burkinabè, « Sawadogo Abdoulaye alias Abdallah et l'un de ses fidèles lieutenants, Ouédraogo Youssouf, ont été abattus » lors d'une opération de police dans la nuit du 21 au 22 mai 2018 dans le quartier Rayongo de Ouagadougou.

« L'enquête a permis d'identifier certains des terroristes abattus et d'établir que deux des moyens roulants utilisés pour attaquer les deux sites sont des fruits de vols à mains armées commis dans la ville de Ouagadougou », a ajouté la procureure. Les investigations ont également permis d'établir que « des connexions existent entre l'attaque du 2 mars 2018 et celle du Café Aziz Istanbul à Ouagadougou le 13 août 2017″.

Ce jour-là, deux assaillants avaient ouvert le feu sur le café-restaurant Aziz Istanbul, situé sur la principale avenue de la capitale, faisant 19 morts et 21 blessés. L'attaque n'avait pas été revendiquée.

CENTRAFRIQUE

Politique

Accord de paix en Centrafrique : 5 des 14 groupes armés signataires désavouent le gouvernement

Politique https://www.jeuneafrique.com/ 04 mars 2019 à 11h58 | Par Jeune Afrique avec AFP Mis à jour le 05 mars 2019 à 08h27



Des combattants anti-balaka à Gambo, dans le sud-est de la Centrafrique, le 16 août 2017. © AFP

L'accord de paix en Centrafrique, signé début février, est dans la tourmente depuis la formation d'un nouveau gouvernement dimanche: cinq des quatorze groupes armés signataires, dont trois des principaux, ont marqué leur désaccord avec la nouvelle équipe gouvernementale.

Les uns après les autres depuis l'annonce par la radio nationale du nouveau gouvernement, cinq groupes armés l'ont désavoué, dont trois considèrent caduque leur signature de l'accord.

Lundi, le groupe armé Unité pour la paix en Centrafrique (UPC), emmené par Ali Darassa et à l'origine d'une vague de violences début 2018 dans le centre du pays, a affirmé que l'accord de paix était « menacé si le gouvernement ne montre pas très clairement un changement d'attitude ». Un de ses représentants a été nommé ministre de l'Elevage.

Auparavant, le Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC), allié de l'UPC et un des groupes armés issus de l'ex-Séléka (coalition venue du Nord) qui avait pris Bangui en 2013, a estimé l'accord « caduc ». Bien qu'un de ses membres fondateurs ait été nommé ministre de la Modernisation, le MPC estime que le gouvernement n'est « en aucun cas (le) gouvernement inclusif » prévu.

Un autre groupe issu de l'ex-Séléka, le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC), a fait pareille annonce dimanche, en annonçant ne pas vouloir participer à ce « gouvernement de mascarade » bien qu'ayant deux titulaires de ministères. Le FPRC n'a pas spécifié s'il se retirait de l'accord. L'UPC, le MPC et le FPRC sont alliés et ont la main sur une majorité du centre et du nord du pays.

Lundi, deux autres groupes armés, mineurs sur la scène centrafricaine, ont dénoncé l'accord. Le Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC) a annoncé « se retirer purement et simplement du processus de paix ». N'ayant pas eu de maroquin ministériel, le groupe estime que le gouvernement « ne prend pas en compte les attentes des signataires ».

« On ne peut pas prendre tout le monde »

Le Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ), petit groupe implanté dans le nord, a demandé aux autorités de « revoir leur copie et rester dans l'esprit de l'accord ». Il n'a pas obtenu de portefeuille.

« En jouant au « on reprend les mêmes et on recommence », le président de la République (…) vient d'étouffer dans l'œuf l'espoir » mis par le peuple centrafricain dans l'accord de paix de Khartoum, selon le FPRC.

Dimanche, en application de l'accord signé le 6 février à Bangui et négocié à Khartoum, un « gouvernement inclusif » a été formé.

Mais dans la nouvelle équipe gouvernementale, aucun ministère régalien n'a changé de titulaire. Six des quatorze groupes armés ont obtenu des ministères.

« On ne peux pas prendre tout le monde au gouvernement, sinon on serait plus de 70, ce n'est pas possible! », a déclaré à l'AFP une source proche du gouvernement.

Le poste de Premier ministre, que réclamaient les groupes armés, a été attribué à un proche du président Faustin-Archange Touadéra, son ancien directeur de cabinet, Firmin Ngrebada.

Depuis la signature de l'accord, quelques incidents armés ont eu lieu en Centrafrique. Lundi, des barricades ont été montées par le FDPC aux alentours de Zoukombo (nord-ouest), à une centaine de km de Bouar.

Un accord obsolète ?

« Madame la préfète et la Minusca (mission de l'ONU en Centrafrique) sont en route pour Zoukombo pour passer un message du Premier ministre au FDPC », a indiqué lundi une source préfectorale. « Le Premier ministre veut leur faire comprendre qu'ils auront des places dans le gouvernement ».

« Il y aura peut-être des incidents, des difficultés, des tentatives de recul, mais est-ce que cela voudra dire que l'accord est obsolète ? Non !« , avait martelé fin février le ministre de la Communication, Ange-Maxime Kazagui, face à des journalistes sceptiques.

Cet accord de paix, soutenu par tous les partenaires de Bangui et préparé depuis 2017 par l'Union africaine, est le huitième signé depuis le début de la crise en 2013. Aucun des précédents accords de paix n'a abouti à un retour de la stabilité, pas plus que la Minusca, déployée en 2014 et forte de 11 000 Casques bleus.

LIBYE

Immigration

Des migrants détenus en Libye, torturés pour s'être rebellés

L'affaire est révélée par la télévision al-Jazeera. Le sort des migrants et des réfugiés bloqués en Libye ne cesse de se dégrader. Le 26 février 2019, plus d'une centaine se sont révoltés dans le centre de Triq al-Sikka à Tripoli, pour dénoncer leurs conditions de détention. La répression a été terrible. Une trentaine de ces détenus auraient été torturés.



Des migrants rassemblés dans le camp libyen de Ganzour le 5 septembre 2018. (MAHMUD TURKIA / AFP)

https://www.francetvinfo.fr/ Jacques Deveaux Rédaction Afrique France Télévisions Mis à jour le 04/03/2019 | 16:33 publié le 04/03/2019 | 16:33

Ils protestaient contre leurs conditions de détention et demandaient une visite de contrôle de la part du Haut-commissariat aux réfugiés (UNHCR). Certains d'entre eux sont détenus depuis plus d'un an. La majorité a été renvoyée ici après avoir tenté de traverser la Méditerranée pour rejoindre l'Europe. Officiellement, ils attendent de rentrer dans leur pays d'origine.

Si ces migrants sont là, c'est en vertu de l'accord qui lie l'Union européenne et la Libye. Fin 2018, l'ONG Amnesty International estimait à 8000 le nombre de migrants et réfugiés incarcérés. Déjà l'ONG réclamait que l'on veille aux droits fondamentaux de ces personnes.

Cette fois à Trik al-Sikka, c'est une visite de diplomates néerlandais qui a tout déclenché. A leur départ, les coups ont commencé à pleuvoir, selon les témoignages recueillis par al-Jazeera. Des renforts policiers sont arrivés, environ une centaine d'hommes. Quatre des détenus ont perdu

connaissance suite aux coups et deux ont été transportés dans un hôpital, confirme International Rescue Committee, qui travaille dans la région.

Selon des témoins, des dizaines de détenus ont été transportés dans des bus vers d'autres centres de rétention. Les meneurs, deux hommes au moins, ont été descendus dans une cellule souterraine et torturés.

Channel 4 News

✔ @Channel4News

Torture and shocking conditions: the human cost of keeping migrants out of Europe. Produced by @dariusbazargan with @sallyhaydhttps://www.channel4.com/news/torture-and-shocking-conditions-the-human-cost-of-keeping-migrants-out-of-europe …

110

01:09 - 26 févr. 2019



Torture and shocking conditions: the human cost of keeping migrants out of Europe

Footage obtained by Channel 4 News from inside camps in Libya shows migrants living in shocking conditions. And there are disturbing signs that some migrants are being tortured by people traffickers.

channel4.com

("Torture et conditions choquantes : le coût humain pour maintenir les migrants hors d'Europe".)

Le centre de Triq al-Sikka traîne une sinistre réputation. Des migrants y sont retenus dans le noir toute la journée, ne reçoivent aucun soin et très peu de nourriture, témoignent des migrants qui ont séjourné dans ces lieux. L'horreur a franchi un nouveau cap en octobre 2018. Un jeune réfugié somalien de 28 ans a mis fin à ses jours en s'immolant. Il ne voyait plus d'issue à sa détention, a-t-il dit à d'autres détenus. Trois semaines plus tard, c'est un jeune Erythréen qui tentait, à son tour, de mettre fin à ses jours.

Selon Sally Hayden, la journaliste d'al-Jazeera qui a mené l'enquête à l'issue de ce dernier mouvement de révolte, il y aurait trente réfugiés détenus dans les sous-sols du camp, dont quatre à six mineurs. Ils auraient été torturés.

"Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants sont coincés en Libye et doivent faire face aux pires abus sans aucune issue pour sortir", dénonce Amnesty. Une situation que ne nie pas l'Union européenne dans un courrier adressé à la journaliste. *"La situation dans ces centres est inacceptable",* reconnaît l'interlocuteur, rappelant que depuis 2017, 37 000 migrants ont été rapatriés dans leur pays d'origine.

En fait, réfugiés et demandeurs d'asile ne croient plus trop en leur chance d'être évacués vers un pays sûr. En novembre 2018, des centaines de migrants détenus avaient même forcé les clôtures de leur camp pour se lancer dans une marche improvisée dans les rues de Tripoli. Une fois encore, il s'agissait d'attirer l'attention internationale sur leur situation.

MAURITANIE

Politique

Mauritanie : le parti présidentiel choisit Ould Ghazouani comme candidat pour la présidentielle de juin

Politique https://www.jeuneafrique.com/ 04 mars 2019 à 08h47 | Par Jeune Afrique avec AFP



Le président mauritanien Mohamed Ould Abdelaziz à Nouakchott, le 2 juillet 2018. © Ludovic Marin/AP/SIPA

L'Union pour la République (UPR) a choisi d'investir l'ancien général Ould Ghazouani pour la candidature à la présidentielle de juin. L'opposition, de son côté, a bien du mal à s'entendre sur une candidature unique.

La candidature pour la présidentielle de juin en Mauritanie du « dauphin » de l'actuel président Mohamed Ould Abdel Aziz, l'ancien général Ould Ghazouani, a été plébiscitée samedi 2 par le parti majoritaire, réuni en congrès.

Le président Aziz, interdit de troisième mandat par la Constitution mais qui n'entend pas arrêter la politique, pourrait reprendre la direction de son parti, l'Union pour la République (UPR), après la présidentielle prévue mi-juin mais dont la date précise n'a pas encore été fixée.

« Les instances du parti ayant démissionné comme le veut la tradition, une commission provisoire sera chargée de conduire le fonctionnement du parti en attendant l'élection de son nouveau directoire, dont la présidence pourrait revenir à l'actuel président » de la république au terme de son mandat, a déclaré samedi à l'AFP un dirigeant de l'UPR s'exprimant sous le couvert de l'anonymat.

Lors des législatives du 1er et 15 septembre, l'UPR avait remporté une large victoire (environ 120 sièges à l'Assemblée, en comptant les formations alliées), face à une opposition dite « radicale » comptant une trentaine de députés, dont 14 issus du parti islamiste Tewassoul, bête noire du régime.

Une résolution approuvant la candidature du ministre de la Défense Mohamed Ould Cheikh Mohamed Ahmed, dit « Ould Ghazouani », qu'il a officialisée vendredi soir dans un stade de 8.000 personnes à Nouakchott, a été adoptée samedi par le congrès ordinaire de l'UPR.

Biram veut incarner l'opposition

Alors que le député et militant antiesclavagiste Biram Ould Dah Abeid a affiché sa volonté d'être candidat, les pourparlers en cours au sein du reste de l'opposition pour dégager une candidature « unique » semblent dans l'impasse.

« Nous continuons à travailler sur cette option, même si l'on sait combien ce sera difficile », a confié un des dirigeants de la plateforme de l'opposition, Moussa Fall. « Il sera pratiquement impossible de désigner un candidat interne aux partis qui la constituent, tant les divergences d'ordre idéologique sont profondes. On peut dans le meilleurs des cas s'entendre sur le soutien d'un candidat indépendant, ou bien chacun fera cavalier seul » a-t-il regretté.

Entré à l'armée en 1978, compagnon de toujours de Mohamed Ould Abdel Aziz, avec lequel il a participé à deux putschs, en 2005 et 2008, et dont il est très proche, Ould Ghazouani a été chef d'état-major de 2008 à son entrée au gouvernement en novembre.

Ancien général arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en 2008 puis élu en 2009 et réélu en 2014, Ould Abdel Aziz achèvera son second mandat de cinq ans en août.

MOZAMBIQUE

Environnement

Au Mozambique, la disparition des grands carnivores bouleverse tout l'écosystème

Actualité Sciences & Environnement http://www.lefigaro.fr/ Par Vincent Bordenave Mis à jour le 08/03/2019 à 07:08 Publié le 07/03/2019 à 20:00



Les imbalalas du Mozambique changent leur comportement quand les prédateurs sont absents. Matthew C. Hutchinson

Au Mozambique les grands carnivores ont quasiment tous disparu. Un trou au sommet de la chaîne alimentaire qui a des répercussions à plusieurs niveaux.

Quand le chat n'est pas là, les souris dansent. Apparemment, ce proverbe n'est pas seulement vrai pour nos greniers mais à tous les étages de la chaîne alimentaire. Libérées de la peur d'être dévorées, les proies modifient leur comportement. Des changements qui ont des conséquences bien au-delà des espèces concernées. Dans un article publié dans la revue Science une équipe internationale de chercheurs montre comment la disparition des prédateurs a eu des conséquences à long terme pour l'ensemble des populations animales et végétales au Mozambique.

La guerre civile du Mozambique a déchiré le pays pendant 25 ans entre 1977 et 1992. Plus de 900.000 personnes y ont trouvé la mort. La faune, incroyablement riche de ce pays, a, elle aussi, payé un lourd tribut. Dans le Parc national de Gorongosa, quasiment toute la population animale a été décimée. Près de trente ans après la fin du conflit, suite à un gros projet de restauration écologique les animaux reviennent peu à peu. Les populations de certains herbivores récupèrent même leurs effectifs d'avant-guerre. Mais la vie sauvage est désormais différente. Si quelques lions sont revenus, les autres carnivores tels que les hyènes ne sont plus là et c'est tout un écosystème qui est chamboulé. Justine Atkins, première auteure de la publication et doctorante à l'université de Princeton, a mis en place un dispositif expérimental pour décrypter le comportement des mammifères troublés par ce déficit de prédateurs.

L'écologie de la peur

Les grands carnivores ont un impact très important sur leur milieu. Non seulement ils régulent les populations d'herbivores en chassant mais ils influencent aussi le comportement de leurs proies. C'est ce qu'on appelle l'écologie de la peur. Libérés du stress de se faire dévorer les animaux agissent différemment quand les prédateurs sont absents. «Nous avons remarqué que certains spécimens d'une espèce bien particulière d'antilopes, les guibs harnachés (ou imbabalas) occupent désormais la plaine centrale du Parc national de Gorongosa», raconte Johan Pansu co-auteur de la publication et chercheur au CSIRO (CNRS australien) et au CNRS.

«Habituellement, ces animaux vivent dans un environnement boisé.» Un changement d'habitude non sans conséquences. Ayant un accès aux plantes sans la moindre pression prédatrice, les animaux des plaines sont en meilleure condition physique que ceux restés en forêt. Ils occupent des niches écologiques d'autres espèces qui elles aussi doivent modifier leurs habitudes. Les chercheurs parlent ici de «cascade trophique». Un changement en haut de la chaîne alimentaire se répercute sur tous les étages inférieursy compris sur la flore.



Matthews C. Hutchinson



La guerre civile du Mozambique a déchiré le pays pendant 25 ans entre 1977 et 1992. La faune incroyablement riche de ce pays an elle aussi, payé un lourd tribut. Dans le Parc National de Gorongosa quasiment toute la population animale a été décimée.
Matthew C. Hutchinson



Si quelques lions sont revenus, les autres carnivores ne sont plus là et c'est tout un écosystème qui est chamboulé.
Matthews C. Hutchinson



Les imbalalas qui en temps normal vivent dans un environnement boisé se sont déplacés vers les plaines.
Matthews C. Hutchinson



Les chercheurs parlent ici de «cascade trophique». Un changement en haut de la chaîne alimentaire se répercute sur tous les étages inférieurs.
Matthews C. Hutchinson

«Les prédateurs ont un effet en deux temps sur l'ensemble des niveaux inférieurs de la chaîne alimentaire», analyse Marion Valeix chargée de recherche au Laboratoire de Biométrie et Biologie Évolutive et au CNRS. «Dans un premier temps ils dévorent les herbivores. Dans un second temps, effet indirect, leur simple présence modifie le comportement des proies qui cherchent à réduire le risque de prédation.» Dans le parc de Yellowstone (aux Etats-Unis) le retour des loups il y a quelques années a permis à la flore jusque-là broutée par certains herbivores, de se développer à nouveau. «C'est un phénomène qu'on peut retrouver en ce moment en Europe avec le retour des loups et des lynx», continue la chercheuse. «Les grands herbivores sont obligés de changer leur comportement face au danger d'être chassés, et la végétation est donc moins consommée.»

Une peur qui n'a pas totalement disparu

Les imbalalas ne sont pas des animaux très rapides. Quand ils sont chassés, que ce soit par des lions ou des hyènes, ils ne fuient pas mais profitent de la couverture végétale pour se cacher. Pour vérifier si ce comportement existait toujours, l'équipe de Justine Atkins a décidé de simuler le retour des carnivores dans la réserve. Ils ont utilisé des enregistrements sonores et répandu de l'urine de carnivores indifférenciés. Les souvenirs, pourtant lointains, d'une époque ou gambader dans les herbes était puni de mort se sont tout de suite ravivés.

«Les imbalalas ont recommencé à se cacher», explique Johan Pansu. «Les animaux ont à nouveau eu peur bien que les carnivores ne soient plus présents depuis plus de trente ans. Il s'agit d'une réaction immédiate, nous avons étudié le comportement des individus pendant 48h après la simulation. On ne peut toutefois pas généraliser sur le long terme.» D'où vient ce comportement protecteur? Est-on face à un comportement transmis en cas de danger ou bien face à un réflexe plus instinctif? «Les recherches sont extrêmement partagées sur la question», raconte Marion Valeix. «On sait cependant que des comportements de protection peuvent revenir à l'identique chez des mammifères même après plus de 100 ans passés sans la présence de carnivores.»

Dans le Parc national de Gorongosa, les lycaons viennent d'être réintroduits. Sans doute la fin de la récréation pour les imbalalas qui devront reprendre une activité normale.

RWANDA

Diplomatie

Rwanda : Macron officiellement invité à Kigali pour les 25e commémorations du génocide des Tutsi

Diplomatie https://www.jeuneafrique.com/ 07 mars 2019 à 18h58 | Par Romain Gras Mis à jour le 07 mars 2019 à 19h04



Les présidents Paul Kagame et Emmanuel Macron à New York, lundi 18 septembre. © Twitter - Présidence rwandaise

Selon nos informations, Emmanuel Macron a été officiellement convié aux 25e commémorations du génocide des Tutsi, le 7 avril à Kigali. Paris n'a pas encore communiqué sa réponse mais cette invitation marque une étape décisive dans le rapprochement amorcé entre la France et le Rwanda après l'élection d'Emmanuel Macron.

Ce n'est pas la première invitation que le Rwanda adresse à la France depuis le début du réchauffement des relations entre les deux pays, mais c'est assurément la plus symbolique tant le rôle de la France dans le génocide alimente la polémique et les tensions entre Paris et Kigali depuis plus de vingt ans. Selon les informations de *Jeune Afrique*, Emmanuel Macron a été convié aux 25èmes commémorations du génocide des Tutsi qui se tiendront à Kigali le 7 avril. Les invitations ont été adressées en début de semaine.

Selon nos informations, l'Élysée n'a pas encore communiqué sa réponse aux autorités rwandaises. Quoi qu'il en soit, si le président devait ne pas s'y rendre, Paris serait représentée à un haut niveau.

Depuis l'élection d'Emmanuel Macron, la France et le Rwanda ont entamé un rapprochement diplomatique qui fait suite à une longue période de crise entre les deux pays. Des tensions qui se sont souvent cristallisées autour de l'enquête sur l'attentat du 6 avril 1994 pour laquelle les juges français ont rendu une ordonnance de non-lieu fin décembre. La poursuite de cette enquête, dans laquelle certains proches de Paul Kagame étaient visés, a longtemps perturbé les relations entre les deux pays. La France n'a plus d'ambassadeur à Kigali.

Pas encore de réponse de Paris

Après une première visite officielle de Paul Kagame en mai 2018 au cours de laquelle la France avait annoncé son soutien à la candidature de Louise Mushikiwabo à la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), et un second déplacement pour la cérémonie du 11 novembre, c'est désormais Emmanuel Macron qui est attendu du côté de Kigali.

Les deux présidents pourraient se rencontrer lors du One Planet Summit de Nairobi, le 14 mars. Paul Kagame n'a pas encore confirmé sa présence à la nouvelle édition de ce sommet sur le climat, la première en Afrique, mais en coulisse on précise qu'il pourrait s'y entretenir avec Emmanuel Macron qui coorganise l'événement avec le président kényan Uhuru Kenyatta.

TCHAD

Sécurité

Tchad : sept rebelles tués dans une « dans une embuscade », selon leur groupe

Sécurité https://www.jeuneafrique.com/ 05 mars 2019 à 08h42 | Par AFP



Soldats tchadiens formés au contre-terrorisme, à N'Djamena, le 15 mars 2017. © BRYAN DENTON/NYT-REDUX-REA

Des déserteurs de l'Union des forces pour la démocratie et le développement (UFDD), groupe rebelle tchadien basé en Libye, qui s'apprêtaient à se rendre à l'armée tchadienne et déposer les armes, ont été victimes samedi à la frontière tchado-libyenne d'une « embuscade » qui a fait sept morts, a affirmé lundi leur groupe.

Les déserteurs de l'Union des forces pour la démocratie et le développement (UFDD) ont été attaqués au point de rendez-vous fixé avec les forces du régime tchadien, à Sossal, du côté tchadien de la frontière tchado-libyenne, selon un communiqué de l'UFDD.

Mais selon le groupe armé, en lieu et place de l'armée tchadienne « qui devait venir à leur rencontre, ce sont des Toro-Boros », des rebelles soudanais, « qui ont ouvert le feu ». Des combats ont été confirmés à l'AFP par des orpailleurs de la zone, mais il n'était pas possible lundi de déterminer de source indépendante l'identité des assaillants.

La frontière tchado-libyenne fermée « jusqu'à nouvel ordre »

N'Djamena n'a pas communiqué sur l'événement. « Il ne s'agit pas d'un incident isolé mais d'une opération bien ficelée par le régime de concert avec leur allié de Toroboro pour décimer les ralliés », a accusé de son côté le président de l'UFDD, Mahamat Nouri, joint par l'AFP lundi. Plusieurs groupes rebelles tchadiens, dont l'UFDD, sont installés dans le sud libyen, région du Sahel désertique.

Dimanche, la frontière tchado-libyenne a été fermée par N'Djamena « jusqu'à nouvel ordre ». En 2008, le groupe UFDD avait, avec d'autres groupes rebelles, mené une offensive sur N'Djamena pour s'emparer du pouvoir, mais avait été stoppé aux portes du palais présidentiel par l'armée avec l'appui de l'allié français.

Fin janvier, d'autres rebelles tchadiens, membres de l'Union des forces de la résistance (UFR) sont entrés depuis la Libye dans le nord-est du Tchad. Des frappes françaises ont stoppé l'avancée de la colonne, suscitant la critique des détracteurs de N'Djamena.

AMÉRIQUES

CANADA

Diplomatie

Soupçons d'espionnage contre deux Canadiens en Chine: Ottawa "très préoccupé"

Jacques LEMIEUX AFP 4 mars 2019

Montréal (AFP) - Le Canada s'est dit "très préoccupé" lundi par les soupçons d'espionnage visant désormais deux Canadiens détenus en Chine, quelques jours après le feu vert d'Ottawa au processus d'extradition vers les Etats-Unis de la dirigeante du géant chinois Huawei.

"Nous sommes très préoccupés par la position que la Chine a adoptée", a dit à la presse le Premier ministre Justin Trudeau, interrogé sur des informations des médias d'Etat chinois affirmant que Pékin soupçonne l'ex-diplomate canadien Michael Kovrig d'espionnage et de vol de secrets d'Etat.

Le dirigeant canadien a dénoncé à nouveau la "détention arbitraire" de M. Kovrig et de son compatriote Michael Spavor, un consultant considéré par Pékin comme l'une des principales sources d'information de l'ex-diplomate canadien, selon l'agence Chine nouvelle.

Les deux hommes ont été arrêtés en décembre, quelques jours après l'arrestation au Canada, à la demande des Etats-Unis, de la directrice financière du géant des télécommunications Huawei, Meng Wanzhou.

Jusqu'ici, la Chine les soupçonnait d'avoir mis en danger sa sûreté nationale. Une inculpation pour espionnage les exposerait à de lourdes peines de prison.

Selon Chine nouvelle, M. Kovrig, qui travaille désormais pour l'institut de recherche International Crisis Group, s'est souvent rendu en Chine avec un passeport non diplomatique et des visas d'affaires, et recueille des informations depuis 2017.

Ottawa a accusé Pékin d'avoir violé l'immunité diplomatique de M. Kovrig, diplomate canadien en congé sabbatique au moment de son arrestation.

Les nouvelles accusations chinoises font suite au lancement vendredi par le Canada de la procédure d'extradition contre Mme Meng, une décision que la Chine a qualifié "d'incident politique grave".

Mme Meng doit comparaître mercredi devant un juge de Vancouver, qui fixera "une date pour l'audience en matière d'extradition", a expliqué la justice canadienne.

Le ministère américain de la Justice veut juger Huawei et sa directrice financière pour avoir selon lui contourné les sanctions américaines contre l'Iran, mais aussi avoir, via deux filiales, volé des secrets industriels du groupe de télécoms américain T-Mobile.

- Procédure judiciaire contre le Canada -

Ottawa soutient de son côté que l'interrogatoire de M. Kovrig par les autorités chinoises viole la convention de Vienne sur les relations diplomatiques, un argument que Pékin rejette.

MM. Kovrig et Spavor subissent "quasi quotidiennement des interrogatoires" des autorités chinoises, a confié à l'AFP une source officielle canadienne.

Un groupe de parlementaires canadiens avait auparavant dénoncé les conditions de détention "totalement inacceptables" des deux Canadiens.

"L'approche de la Chine dans de tels cas impliquant la sécurité nationale n'est pas différente d'ailleurs dans le monde", a indiqué lundi Lu Kang, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, lors d'une conférence de presse.

Entre-temps, Mme Meng, 47 ans, a elle-même entamé vendredi une procédure judiciaire contre les autorités canadiennes, qu'elle accuse d'avoir violé "ses droits constitutionnels" lors de son arrestation à Vancouver le 1er décembre.

Ses avocats contestent notamment les conditions dans lesquelles Mme Meng aurait été interrogée pendant trois heures par les douaniers, officiellement dans le cadre d'une inspection de routine, avant de se voir signifier son arrestation officielle. Pendant ces trois heures, les douaniers auraient fouillé ses téléphones et ordinateurs ainsi que ses bagages, en violation de ses droits selon ses avocats.

Ses avocats tentent ainsi d'obtenir des dommages intérêts, selon la plainte consultée par l'AFP.

Fille du fondateur de Huawei, Mme Meng a été remise en liberté conditionnelle à la mi-décembre à Vancouver, où elle possède deux résidences, moyennant le dépôt d'une caution de 10 millions de dollars canadiens (6,6 millions euros), le port d'un bracelet électronique et la remise de ses passeports.

Son arrestation a créé une crise diplomatique sans précédent entre Ottawa et Pékin.

Huawei, numéro 2 mondial des smartphones, a démenti à plusieurs reprises avoir commis la moindre faute.

La procédure d'extradition peut durer des mois, voire des années, en raison des nombreuses possibilités d'appel.

Justice

Le Canada lance le processus d'extradition d'une dirigeante de Huawei



Fille du fondateur de Huawei, Mme Meng a été remise en liberté conditionnelle à la mi-décembre à Vancouver. | CTV / AFP

https://www.ouest-france.fr/ Modifié le 02/03/2019 à 08h47 Publié le 02/03/2019 à 02h43

La justice canadienne a enclenché la procédure d'extradition vers les Etats-Unis de la directrice financière des télécoms Huawei, Meng Wanzhou.

La justice canadienne a lancé vendredi le processus d'extradition vers les Etats-Unis de la directrice financière du géant chinois des télécoms Huawei, Meng Wanzhou, dont l'arrestation au Canada début décembre a créé une crise inédite entre Ottawa et Pékin.

Un mois après la publication par la justice américaine d'une longue liste de chefs d'inculpation contre ce fleuron chinois et contre Mme Meng, **« les fonctionnaires du ministère de la Justice du Canada ont délivré un arrêté introductif d'instance, commençant officiellement le processus d'extradition »**, a annoncé le gouvernement canadien dans un communiqué.

Vols de secrets industriels

Le ministère américain de la Justice accuse Huawei et sa directrice financière d'avoir contourné les sanctions américaines contre l'Iran, mais aussi d'avoir, via deux filiales, volé des secrets industriels du groupe de télécoms américain T-Mobile. Huawei a démenti à plusieurs reprises

avoir commis le moindre méfait. Le numéro 2 mondial des smartphones affirme n'avoir **« pas connaissance d'actes répréhensibles de la part de Mme Meng »** et être **« persuadé que les tribunaux américains aboutiront à la même conclusion »**.

La décision de lancer le processus d'extradition **« fait suite à un examen approfondi et diligent de la preuve pour cette affaire »**, a expliqué la justice canadienne. **« Il existe suffisamment de preuves à présenter devant un juge d'extradition pour une décision »**, a ajouté le parquet canadien qui insiste que **« l'audition de la demande d'extradition n'est pas un procès »**.

Fille du fondateur de Huawei, Mme Meng a été remise en liberté conditionnelle à la mi-décembre à Vancouver, où elle possède deux résidences, moyennant le dépôt d'une caution de 10 millions de dollars canadiens (6,6 millions euros), le port d'un bracelet électronique et la remise de ses passeports. Elle doit comparaître mercredi prochain devant un juge de cette ville **« pour confirmer qu'un arrêté introductif d'instance a été délivré et prévoir une date pour l'audience en matière d'extradition »**, a expliqué la justice canadienne.

Crise diplomatique

L'arrestation de Mme Meng a créé une crise diplomatique sans précédent entre Ottawa et Pékin. La Chine y voit une tentative de miner son fleuron des télécoms, bien que depuis le début, le Premier ministre Justin Trudeau n'a eu de cesse d'affirmer qu'il n'y avait jamais eu **« d'intervention politique »** et que le Canada était **« un Etat de droit »**.

La décision de vendredi **« a été prise par les fonctionnaires du ministère de la Justice du Canada, qui font partie d'un service public non partisan »**, a souligné le parquet canadien, répétant que **« le Canada est un pays régi par la primauté du droit »**. Les autorités chinoises ont, depuis l'arrestation de Mme Meng, arrêté deux Canadiens tandis qu'un tribunal chinois en a condamné à mort un troisième, mais Pékin assure que ces mesures sont sans lien avec l'affaire Huawei.

La décision finale sur l'extradition ou non de Meng Wanzhou reviendra au nouveau ministre canadien de la Justice, David Lametti. Il y a un mois, le gouvernement chinois, accusant les Etats-Unis de **« visées politiques »** et de **« manipulations politiques »**, avait pressé Ottawa de libérer rapidement la directrice financière de Huawei. Mais David Lametti avait immédiatement averti: la procédure pourrait **« durer longtemps »**.

« Je ne sais pas si on parle de mois ou d'années », avait abondé dans la foulée le juge William Ehrcke, de la Cour suprême de Colombie-Britannique, lors d'une brève audience demandée par Mme Meng. Cette affaire intervient alors que le gouvernement de Justin Trudeau traverse sa pire crise politique depuis son arrivée au pouvoir en 2015. M. Trudeau et son entourage sont accusés par l'ex-ministre de la Justice d'avoir exercé sur elle des pressions **« inappropriées afin de parvenir à un accord à l'amiable »** avec un géant canadien du BTP poursuivi pour corruption en

ÉTATS-UNIS

Défense

US Navy : IOC du F-35C

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Avions de combat Actualité Défense 6 mars 2019 | Par Emmanuel Huberdeau



Le F-35C devient opérationnel au sein de l'US Navy © US Navy

La Marine américaine a déclaré la capacité opérationnelle initiale du F-35C. Un premier escadron s'entraine avec 10 appareils.

Après le **F-35B** en juin 2015 et le **F-35A** en août 2016, c'est au tour du **F-35C** de franchir le jalon de l'IOC (Capacité opérationnelle initiale). Celle-ci a été déclarée par le commandement de l'aéronavale de l'**US Navy** et le commandement de l'aviation des **Marines** le 28 février 2019.

Le F-35C est la version embarquée du Joint Strike Fighter de **Lockheed Martin**. Cette variante peut être catapultée et dispose d'une crosse d'appontage pour saisir les brins d'arrêt. Elle est destinée à l'US Navy principalement mais aussi aux Marines qui emploient aussi la version à décollage court et appontage vertical du JSF, le F-35B.

Pour déclarer cette capacité opérationnelle initiale, l'US Navy explique avoir attendu qu'un premier escadron soit transformé avec 10 appareils disponibles, des F-35C Block 3F, le stock de pièces détachées correspondant, les outils, la documentation et le système gestion de la logistique ALIS (Autonomic Logistic Information System) opérationnel.

Le premier escadron apte au déploiement et le VFA-147 opérant à bord du porte-avions USS *Carl Vinson*. L'US Navy rappelle qu'avant que l'IOC ne soit prononcée il a fallu valider les installations et les procédures du bâtiment. La montée en puissance du F-35C au sein de l'US Navy se fait sur la base de Lemoore en Californie. L'escadron VFA-125 est chargé de la transformation et de l'entrainement des pilotes et des techniciens.

Le F-35C est le premier chasseur dit de cinquième génération a entrer en service au sein de l'US Navy. Contrairement à l'US Air Force, la marine américaine a fait le choix de continuer à commander un chasseur dit de quatrième génération, le **F/A-18E/F Super Hornet** de **Boeing**, en parallèle du F-35C. Le Super Hornet va faire l'objet d'un important programme de modernisation pour être porté au standard Block III.

Fin de carrière pour le Prowler

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Avions de mission Actualité Défense 7 mars 2019 | Par Emmanuel Huberdeau



L'un des derniers vols de Prowler des Marines © Marines / Lance Cpl. Liam Higgins

Le dernier escadron d'avion de guerre électronique EA-6B Prowler des Marines va être désactivé le 8 mars, mettant ainsi fin à la carrière opérationnel de cet appareil.

Le **Marine Tactical Electronic Warfare Squadron 2 (VMAQ-2)**, la dernière unité américaine à opérer l'**EA-6B Prowler** vit ses dernières heures. Vendredi 8 mars cette unité sera désactivée, mettant ainsi fin à la carrière du Prowler.

L'EA-6B Prowler et la version destinée à la guerre électronique du chasseur-bombardier embarqué Grumman A-6 Intruder. Entré en service en 1971, le Prowler embarquait un équipage de quatre personnes. Equipé de systèmes de détection et de brouillage des signaux électromagnétiques, il pouvait aussi emporter le missile anti radar HARM. Le Prowler était employé par l'US Navy, où il a été remplacé par l'**EA-18G Growler** de Boeing, et donc aussi par les Marines.

Le VMAQ-2 est resté opérationnel jusqu'au bout puisqu'il est rentré fin 2018 d'un déploiement au Moyen-Orient. Les Prowler ont participé aux missions aériennes contre Daesh. Ils étaient chargés de brouiller les communications du groupe terroriste, de perturber le déclenchement à distance des mines artisanales et de brouiller les systèmes sol-air du régime syrien.

Le Prowler n'est pas remplacé par une nouvelle plateforme au sein des Marines, seule l'US Navy conservera cette capacité de guerre électronique avec ses Growler.

Les Marines mettent en œuvre leur propre aviation qui comprend une grande variété d'appareils dont le MV-22 Osprey, le F-35B et C, le F/A-18A-D Hornet, l'AV-8B Harrier, le KC-130J/T et les hélicoptères UH-1, AH-1 ou encore le CH-53.

Premier vol du démonstrateur XQ-58A Valkyrie

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Défense Actualité Drones militaires 8 mars 2019 | Par Emmanuel Huberdeau



Le XQ-58A a volé pour la première fois. © US Air Force

Le démonstrateur de drone XQ-58A a volé pour la première fois le 5 mars 2019.

L'**US Air Force** a annoncé le vol inaugural du **XQ-58A Valkyrie**, un démonstrateur de drone de combat à bas coût. L'appareil est développé par le **Air Force Research Laboratory** et **Kratos Unmanned Aerial Systems.**

Le XQ-58A a volé pendant 76 min et s'est comporté comme attendu annonce l'US Air Force. Cinq vols d'essais sont prévus en deux phases.

Le Valkyrie a été conçu dans le cadre d'un programme visant à développer un véhicule à bas coût rapidement disponible. L'US Air Force pourrait ainsi disposer de véhicules pouvant être rapidement développés en fonction de l'évolution des contextes opérationnels. Le bas coût limiterai l'impact de la perte du drone au combat et permettrai d'en produire des quantités importantes. Le contrat de développement du Valkyrie avait été attribué il y a moins de trois ans.

Kratos est une société spécialisée dans les systèmes autonomes proposant notamment une gamme de cibles aériennes utilisées pour rendre l'entrainement des pilotes plus réaliste.

Budget de la Défense : Trump sera-t-il pris la main dans le sac pour financer son mur ?

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 08.03.2019 Par Philippe Chapleau

On devrait en savoir un peu plus, très bientôt, sur le budget de la Défense pour l'année fiscale 2020 (qui commence le 1er octobre 2019). Il sera possible de consulter ce budget **ici** https://comptroller.defense.gov/Budget-Materials/#linkstoBM

Parmi les incertitudes, on relève celle qui pèse sur les budgets d'infrastructures, là où le président américain entend piocher pour financer son mur anti-migrants à la frontière mexicaine.

Trump a décidé de recourir au *National Emergencies Act* de 1976 pour trouver des financements supplémentaires. Cette mesure va lui permettre de reprogrammer des ressources du ministère de la Défense. Des ressources affectées par la Défense à des missions de lutte contre les trafics de drogues (2,5 milliards $) et à des chantiers de rénovation ou construction d'infrastructures (3,6 milliards $). C'est le cas, par exemple, des travaux que le Corps du Génie effectue sur les voies fluviales ; pour l'année fiscale 2019, l'enveloppe disponible s'élève à 4,7 milliards de dollars.

Au total, la Maison-Blanche a identifié quelque 6,7 milliards de dollars de financements existants qui pourraient être réorientés sur le projet de mur dans le cadre de cette urgence nationale. Ajoutés au 1,37 milliard voté par le Congrès, ces fonds portent l'enveloppe globale à "8 milliards". En outre, le DoD disposerait d'un fonds de 21 milliards qui n'ont pas été attribués spécifiquement.

On attend donc de voir quels travaux vont être ajournés et quels montants affectés à la construction du fameux mur.

En ce qui concerne le budget global de la Défense, il devrait s'élever à 750 milliards de dollars dont 175 milliards seront affectés aux opex ("*Overseas Contingency Operations*").

Pouvant évoluer parmi des chasseurs-bombardiers, le drone XQ-58A Valkyrie a effectué son premier vol

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 8 mars 2019



L'utilisation de drones de combat capables de voler au sein d'une formation de chasseur-bombardiers « classiques » sera-t-elle l'une des caractéristiques des opérations aériennes à l'avenir ?

En effet, devant le coût sans cesse plus élevé du développement et de possession des avions de chasse de nouvelle génération [voir la loi dite d'Augustine], l'idée est de disposer d'appareils pilotés à distance et/ou autonomes que l'on pourrait d'autant plus utiliser pour contrer des défenses d'interdiction et de déni d'accès [A2/AD] qu'ils seraient peu onéreux. En outre, cela éviterait d'exposer la vie des pilotes et des navigateurs.

D'où le concept de « Loyal Wingman », que Boeing a illustré en présentant son drone de combat « Airpower Teaming System » à l'occasion du salon aéronautique d'Avalon, en Australie, en février dernier. Mais d'autres projets de ce type sont en cours.

Ainsi, en juillet 2016, l'Air Force Research Laboratory [AFRL] a confié à Kratos Defense, spécaliste des drones utilisés pour servir de cibles, un contrat de 40 millions de dollars pour construire le démonstrateur XQ-58A Valkyrie, dans le cadre du programme « Low-Cost Attritable Strike Unmanned Aerial System Demonstration » [LCASD].

Selon les spécifications données à l'époque par l'AFRL, ce drone devait avoir une autonomie de 1.500 nautiques [environ 2.800 km], être capable d'évoluer aux côtés d'avions « habités », à basse comme à haute altitude, tout en étant « extrêmement agile » pour éviter les missiles adverses », de voler à Mach 0,9 pendant de courtes périodes et d'emporter deux bombes GBU-39. Et le tout pour 3 millions de dollars l'unité [pour les 99 premiers, 2 millions dans le cas où plus de 100 seraient commandés].

Les drones cibles de Kratos étant lancés par une sorte de catapulte pneumatique montée sur des rails avant d'être récupérés grâce à des des parachutes, le choix de cet industriel par l'AFRL laissait supposer que le même mode de décollage serait adopté pour le XQ-58A Valkyrie. Et pouvoir se passer de pistes d'aviation présente plusieurs avantage : ces appareils seraient plus difficiles à repérer tout en étant plus facilement mis en œuvre depuis d'autres plateformes [comme un navire, par exemple].



Moins de trois ans après l'attribution du contrat LCASD, le XQ-58A Valkyrie a effectué son premier vol, le 5 mars, depuis le site d'essai de Yuma, en Arizona [Yuma Proving Ground, YPG]. L'appareil s'est « comporté comme prévu et a effectué 76 minutes de temps de vol », a indiqué l'US Air Force, via un communiqué.

Au total, cinq vols d'essais ont été planifiés en deux phases par l'AFRL, afin d'évaluer la « fonctionnalité du système, les performances aérodynamiques et les systèmes de lancement et de récupération ». L'objectif, rappelle l'US Air Force, est de « briser » la trajectoire de « coûts croissants » pour les avions de combat tactique et de concevoir des drones « plus rapidement en développant de meilleurs outils en tirant parti des processus de fabrication commerciaux. »

« Le XQ-58A est le premier exemple d'un type de drones ayant de faibles coûts d'achat et d'exploitation tout en offrant une capacité de combat révolutionnaire », a fait valoir Doug Szczublewski, le responsable de ce programme au sein de l'AFRL.

D'une longueur de 8,8 mètres pour une envergure de 6,7 mètres, ce drone « ailier » devrait finalement avoir une autonomie impressionnante de plus de 4.800 km. Sa charge utile serait de 272 kg.

"Cost plus 50": les 925 millions $ versés par Séoul donnent des idées à Trump

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 09.03.2019 Par Philippe Chapleau



"*Cost Plus 50*", c'est la dernière trouvaille de Donald Trump. Il s'agit de faire payer par les pays qui accueillent des troupes US (la Corée du Sud, le Japon, l'Allemagne, les pays du Golfe etc) le coût des frais de stationnement, lui-même majoré de 50% en signe de reconnaissance et d'appréciation!

Les Sud-Coréens ont bien failli faire les frais de cette dernière marotte de Trump puisque Séoul et Washington ont négocié pendant un an le montant de l'enveloppe coréenne versée aux Etats-Unis en contrepartie de la présence de 28 500 soldats US. La hausse de 8% négociée âprement porte la facture à 925 millions de dollars. L'agence AP précise que le Parlement sud-coréen ne devrait pas faire de difficultés pour payer...

Trump, dans le même ordre d'idée, a expliqué que l'arrêt des exercices conjoints était lié à l'absence de remboursement des coûts par Séoul:



Séoul a donc échappé à la nouvelle formule défendu par le Président US: faire régler l'addition dans sa totalité par les pays alliés qui accueillent des soldats américains et leur faire laisser un très généreux pourboire. Dans le viseur de Trump et de John Bolton: les pays membres de l'Otan d'abord mais tous n'ont pas de troupes US en garnison en permanence.

Dans le cas de l'Allemagne (photo du haut, US Army Europe), par exemple, sa contribution actuelle couvre 28% des frais de stationnement des troupes US sur son territoire. Si la méthode Trump est appliquée, la facture pourrait atteindre 5 milliards de dollars.

Discount

Si l'on en croit l'agence Bloomberg, les bons élèves (ceux qui s'alignent sur la position US) pourraient bénéficier de petits cadeaux sous la forme de ristourne.

L'idée de Trump a abasourdi certains miliaires US dont le général Ben Hodges, ancien patron de l'US Army en Europe, qui estime que la Maison-Blanche méconnaît totalement la situation et n'a aucun respect pour ses alliés.

Les alliés de Washington pourraient payer plus pour garder les bases américaines sur leur territoire

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 9 mars 2019



En février, dans le cadre du renouvellement de son « Accord des mesures spéciales » conclu avec les États-Unis, la Corée du Sud a accepté d'augmenter de près de 10% sa contribution financière au maintien des 28.500 soldats américains sur son territoire. Ce qui signifie que cette présence militaire coûtera dorénavant à Séoul la bagatelle de 920 millions de dollars par an.

Et encore, les diplomates sud-coréens estimèrent avoir bien manœuvré car, initialement, Washington avait demandé une hausse de 41% de cette contribution… Alors que le temps des manœuvres de grande ampleur, effectuées chaque année par les forces sud-coréennes et américaines semble désormais révolu [pour le moment, du moins].

Par ailleurs, la Pologne s'est dit prête à mettre deux milliards de dollars sur la table pour l'implantation d'une base militaire américaine sur son sol. Un argument auquel le président Trump ne pouvait qu'être sensible. Et, visiblement, celui lui a donné des idées…

En effet, puisque Séoul a accepté de payer plus et que Varsovie pourrait consentir un effort financier important pour maintenir ou obtenir une présence militaire américaine, pourquoi pas demander plus aux autres alliés de Washington?

Ainsi, selon des confidences faites par deux responsables militaires américains à l'agence Bloomberg, la Maison Blanche a demandé au Pentagone d'évaluer les sommes qu'il serait possible d'obtenir auprès des alliés. Et il serait ainsi question que l'Allemagne, le Japon et d'autres [comme le Qatar?] « paient le prix coûtant pour les soldats américains déployés sur leur sol, plus au moins 50%, pour le privilège de les héberger. » C'est la formule dite « Cost Plus 50 ».

Selon Bloomberg, pour certains alliés, la note pourrait être multipliée par cinq, voire par six. En réalité, cela se ferait en fonction des dépenses militaires effectuées par certains pays. Ainsi, l'Allemagne se verrait appliquer le tarif maximum tandis que ceux qui font un effort conséquent en matière de défense obtiendraient un « rabais », lequel pourrait être plus important si leur politique est alignée « plus étroitement » sur celle des États-Unis.

Cette « démarche serait un moyen d'inciter les partenaires de l'Otan à accélérer l'augmentation de leurs dépenses militaires », écrit l'agence de presse.

Interrogé sur ce sujet, le porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche, Garrett Marquis, n'a ni démenti, ni confirmé l'intention prêtée au président Trump. Selon lui, les autorités américaines sont « déterminées à obtenir les meilleures conditions possibles pour le

peuple américain ailleurs, mais nous ne ferons aucun commentaire sur les délibérations en cours concernant des idées spécifiques. »

Economie

États-Unis: le déficit du commerce au plus haut depuis dix ans

Économie Conjoncture http://www.lefigaro.fr/ Par Pierre-Yves Dugua Publié le 06/03/2019 à 18:28



Le président américain rencontre le vice-premier ministre chinois Liu He, à Washington le 22 février. Carlos Barria / REUTERS

Le pays connaît des records d'importations, notamment en provenance de la Chine, contre qui Donald Trump a lancé une guerre commerciale pour réduire les déséquilibres des échanges.

La hausse des droits de douane imposés par Donald Trump à 31 pays dont la Chine n'empêche pas les États-Unis d'afficher leur déficit commercial le plus élevé depuis dix ans. Depuis la publication mercredi par le département du Commerce des chiffres de décembre, on sait désormais que l'Amérique affiche pour 2018 un déséquilibre de ses échanges de biens et services de 621 milliards de dollars.

Le surplus de 270,2 milliards enregistré sur les services ne grimpe pas suffisamment pour empêcher une nouvelle détérioration du déficit sur les échanges de biens qui atteint 891,3 milliards de dollars. Les exportations américaines ont certes progressé de 6,3%, portées notamment par des produits pétroliers et des moteurs d'avions. Les importations ont toutefois augmenté de 7,5%, sous l'effet par exemple d'achats d'équipements informatiques et de produits pharmaceutiques.

Des changements radicaux dans les relations commerciales des États-Unis sont urgents

Le déficit commercial avec la Chine s'est aggravé l'an dernier de 11,6% pour atteindre 419,2 milliards de dollars. L'Amérique, qui connaît une croissance plus forte que celle de nombre de ses partenaires, enregistre des records d'importations en provenance de 60 pays. Outre la Chine, on trouve parmi eux le Mexique et l'Allemagne. La nouvelle va renforcer la Maison-Blanche dans sa conviction que des changements radicaux dans les relations commerciales des États-Unis sont urgents. Paradoxalement, il est possible que les droits de douane de 10% appliqués à 250 milliards de dollars d'importations chinoises aient contribué à faire grimper le déficit. Pour éviter le risque d'augmentation des surtaxes de 10% en 2018 à 25% cette année, certains importateurs américains ont probablement délibérément avancé certaines commandes. À l'inverse, les exportations américaines, notamment de denrées agricoles à destination de la Chine, ont été pénalisées par des mesures chinoises de rétorsion.

Espace

La capsule de SpaceX s'est bien amarrée à l'ISS

Actualité Sciences & Environnement http://www.lefigaro.fr/ Par Cyrille Vanlerberghe Mis à jour le 03/03/2019 à 13:14 Publié le 01/03/2019 à 18:59

Décollage réussi pour la fusée SpaceX en route vers l'ISS



La capsule Crew Dragon s'est séparée avec succès de la fusée ce samedi 2 mars. Dragon doit s'amarrer à la Station spatiale internationale (ISS) le 3 mars, et retomber sur Terre le vendredi 8 mars.

Le contact s'est fait à 10h51 au nord de la Nouvelle Zélande. La capsule Crew Dragon s'était séparée avec succès de la fusée samedi. Dragon doit retomber sur Terre vendredi prochain.

Depuis la mise à la retraite des navettes spatiales en 2011, les astronautes américains étaient dépendants des fusées russes pour s'envoler vers la Station spatiale internationale (ISS). Le premier vol d'essai d'une nouvelle capsule habitable, appelée Crew Dragon, a été eu lieu samedi matin à Cap Canaveral en Floride. Et cette fois, ce n'est pas l'Agence spatiale américaine, la Nasa, qui a développé l'engin, mais la firme privée SpaceX, dirigée par le milliardaire Elon Musk.

Sous la présidence d'Obama, la Nasa avait en effet passé un appel d'offres au secteur privé avec deux objectifs: envoyer du ravitaillement mais aussi des astronautes vers l'ISS, en orbite à 400 km d'altitude. L'objectif était autant de stimuler l'industrie américaine que de gagner du temps pour combler la fin des navettes, mises au hangar car trop coûteuses et trop dangereuses.

Et SpaceX est la seule entreprise à avoir remporté des contrats pour les deux missions, avec sa capsule cargo Dragon, qui ravitaille l'ISS depuis 2012, et c'est cette nouvelle capsule habitée qui a fait son premier vol ce week-end, avec seulement un mannequin à bord. L'autre contrat pour un cargo a été décroché par Orbital Sciences, avec son ravitailleur automatique Cygnus. Pour les missions habitées, après une sélection initiale qui comptait au départ une dizaine de projets concurrents, seules les capsules de SpaceX et de Boeing (CST-100 Starliner) devraient faire leurs premiers vols d'essai cette année.

Le mannequin «Ripley» à bord

Comme cela a été très souvent le cas dans la jeune histoire de SpaceX, Elon Musk avait promis un calendrier beaucoup trop optimiste, et la nouvelle capsule Dragon a décollé avec trois ans de retard. Une grande partie de ce délai vient des exigences de sûreté draconiennes imposées par la Nasa, qui ne veut surtout pas revivre les drames que furent les accidents des navettes Challenger et Columbia en 1986 et 2003, qui provoquèrent la mort de 14 astronautes.

Pour ce premier vol, les ingénieurs ont seulement installé un mannequin dans l'un des sièges de la vaste capsule, qui peut accueillir sept passagers. Un mannequin surnommé «Ripley» par Elon Musk, une référence évidente à l'héroïne du film *Alien*.

La nouvelle capsule Crew Dragon a réussi à s'attacher automatiquement à la Station spatiale internationale (ISS) dimanche. «Capture douce confirmée», a confirmé la Nasa lors d'une retransmission en direct des opérations. Le contact s'est fait à 10H51 GMT à plus de 400 km au-dessus de la surface terrestre, au nord de la Nouvelle Zélande au bout de 27 heures. Samedi, la capsule s'est séparée sans incident de la fusée qui l'a placée en orbite. Le lancement s'est déroulé comme prévu depuis le centre spatial Kennedy en Floride aux Etats-Unis. Dragon doit retomber sur Terre vendredi prochain. Le premier étage de la fusée a également réussi à revenir

sur Terre, amerrissant sur une plateforme autonome à 500 km de la côte de Cap Canaveral, dans l'Atlantique.

Si l'essai est un succès, les deux premiers astronautes de la Nasa pourraient décoller dès le mois de juillet, mais ce calendrier idéal annoncé par SpaceX peut encore glisser.

En cas de retard, les Américains risquent de devoir acheter des places supplémentaires à la Russie, pour décoller une nouvelle fois à bord d'une capsule Soyouz, qui est encore pour quelques mois le seul moyen d'envoyer des hommes et des femmes en orbite. Le coût par place payée par la Nasa est de 82 millions de dollars, pour un aller-retour. Mais plus que le prix, le choix par la Nasa de financer ces missions privées vers l'ISS est surtout motivé par un besoin d'indépendance, même si les partenaires russes ont toujours tenu leurs engagements, même aux moments où les relations diplomatiques étaient très tendues entre les deux pays.

Pour la première fois, un équipage 100 % féminin va aller dans l'espace

https://www.ouest-france.fr/ L'édition du soir Espace vendredi 8 mars 2019 Par Hélaine Lefrançois



À la fin du mois, les astronautes américaines Anne McClain et Christina Koch effectueront une sortie extra-véhiculaire dans l'espace. C'est la première fois qu'un équipage uniquement féminin s'aventure en dehors de la Station spatiale internationale.

La révolution féministe dépasse les frontières de la Terre. Pour la première fois, un équipage d'astronautes exclusivement féminin va effectuer une sortie dans l'espace. Le 29 mars prochain, les Américaines Anne McClain et Christina Koch s'échapperont de la Station spatiale internationale (ISS) pendant sept heures afin de remplacer des batteries.

Comme le souligne le journal britannique *The Guardian*, sur les 500 astronautes ayant réalisé une sortie extra-véhiculaire, moins de 11 % sont des femmes. Jusque-là, les équipages étaient masculins ou mixtes, jamais uniquement féminins. C'est un petit pas vers l'égalité femmes hommes.



La Soviète Svetlana Savitskaya, au centre sur ce timbre, est la première femme à avoir effectué une sortie extra-véhiculaire. (Photo : Wikimedia Commons)

Pour rappel, la première femme à être allée dans l'espace est la cosmonaute soviétique Valentina Tereshkova. Elle s'est envolée le 16 juin 1963, deux ans après son homologue masculin, Iouri Gagarine, parti le 12 avril 1961. C'est également une cosmonaute soviétique qui est devenue la première femme à effectuer une sortie extra-véhiculaire. Svetlana Savitskaya, le 25 juillet 1984, s'est aventurée en dehors de sa base, plusieurs années après Alexei Leonov, le premier homme à l'avoir fait, le 18 mars 1965.

Un équipage épaulé par des femmes

Les deux astronautes réaliseront cette mission dans le cadre de l'Expédition 59. Anne McClain est déjà sur la Station spatiale internationale. Elle y a été envoyée en décembre 2018 dans le cadre de l'Expédition 58. Christina Koch, elle, décollera le 14 mars, d'après le média américain CNN.

Elles seront épaulées par deux autres femmes au sol : la directrice de vol Mary Lawrence et la contrôleuse de l'Agence spatiale canadienne Kristen Facciol qui sera au Centre spatial de la Nasa à Houston. **« Je suis tellement enthousiaste »,** s'est exclamée cette dernière sur le réseau social Twitter en apprenant la nouvelle.



Le Groupe 21, recruté en 2013, respecte la parité. C'est une première. (Photo : Wikipedia)

Anne McClain et Christina Koch ont commencé à travailler pour la Nasa en 2013. Elles ont été sélectionnées parmi les plus de 6 000 candidats et ont intégré le Groupe 21. Cette promo est composée de quatre femmes et quatre hommes. Là encore, c'est une première : les groupes précédents comprenaient un pourcentage de femmes moins élevé.

Une joueuse de rugby…

Les astronautes, toutes deux nées en 1979, ont un parcours très différent.



Anne McClain. (Photo : Nasa)

Anne McClain a toujours jonglé entre sa carrière militaire, sa passion pour le rugby et son envie de conquérir l'espace. Elle a joué pour le meilleur championnat de rugby d'Angleterre, le Women Premiership, puis elle a rejoint la meilleure équipe américaine, les Women's Eagles. En 2006, elle a failli participer à la Coupe du Monde, mais l'armée l'a envoyée en Irak pendant 15 mois.

Quelques années plus tard, l'opportunité s'est à nouveau présentée, au moment où la Nasa l'a sélectionnée. Elle a dû quitter son équipe de rugby. Mais elle ne regrette rien. **« Je me suis rendu compte que ma carrière de rugby a développé le caractère dont j'avais besoin pour devenir astronaute »,** explique-t-elle à USA Rugby, le site officiel de la fédération de rugby américaine.

L'ancienne joueuse professionnelle estime avoir beaucoup appris sur l'esprit d'équipe et être devenue plus résiliente. Par exemple, elle explique que les entraînements avec une combinaison d'astronautes sont très fatigants. **« C'est comme la soixantième minute d'un match de rugby,** dit-elle. **À ce moment-là, tu as mal, tu es exténuée, et tu as l'impression de ne plus avoir d'énergie. Mais au fur et à mesure, tu comprends que tu as toujours des réserves au fond de toi »,** conclut-elle.

… et une exploratrice en Antarctique



Christina Koch. (Photo : Nasa)

Christina Koch, elle, a toujours eu un pied dans l'espace et un autre sur l'Antarctique. Fascinée par les grands espaces, elle a appris à naviguer avec son père. Admirer l'océan l'a beaucoup fait **« réfléchir à l'immensité de l'univers »,** apprend-t-on sur le site de la fac de sciences et de mathématiques de la Caroline du Nord, où elle a fait une partie de ses études.

Cette ingénieure a contribué au développement d'instruments nécessaires à la conquête spatiale. Elle a également travaillé pour l'United States Antarctic Program, l'organisation gouvernementale américaine présente en Antarctique. Elle est allée à plusieurs reprises sur le terrain : elle a notamment fait des séjours à la base de recherche américaine Palmer et au Summit Camp, une station américaine située au sommet de la calotte glaciaire du Groenland.

Bientôt, ces deux femmes vont réaliser un rêve d'enfance. Et leur nom restera dans l'Histoire.

Justice

Paul Manafort condamné à près de 4 ans de prison pour fraudes

https://www.huffingtonpost.fr/ INTERNATIONAL 08/03/2019 01:31 CET | Actualisé il y a 9 heures Le HuffPost avec AFP

L'ancien directeur de campagne de Donald Trump avait été reconnu coupable de fraudes, lors du premier procès issu de l'enquête russe de Robert Mueller.



Rick Wilking / Reuters Paul Manafort (ici avec Donald Trump à Cleveland le 21 juillet 2016), a été condamné à près de 4 ans de prison pour fraudes.

ÉTATS-UNIS - Paul Manafort conserve des chances d'éviter la prison à vie. L'ancien directeur de campagne de Donald Trump a été condamné ce jeudi 7 mars à près de quatre ans de prison, après avoir été reconnu coupable de fraudes lors du premier procès né de la tentaculaire enquête russe.

Paul Manafort, bientôt 70 ans, écope d'une peine nettement inférieure aux recommandations du ministère américain de la Justice, qui avait suggéré au juge d'imposer entre 19 et 24 ans de prison à l'ancien lobbyiste, qu'un jury populaire a déclaré coupable de fraudes bancaire et fiscale à l'issue d'un procès très médiatisé l'été dernier à Alexandria, en Virginie.

Fauteuil roulant et combinaison de prisonnier

Cet homme dont les goûts de luxe ont pimenté des audiences plutôt arides -il a un jour déboursé 15.000 dollars pour une veste en peau d'autruche et fait tailler un bosquet en forme de son initiale "M"- a perdu de sa superbe depuis son arrestation en juin 2018.

Lors d'une audience procédurale, il était apparu en fauteuil roulant et combinaison de prisonnier. Ses avocats, arguant qu'il souffre de la goutte et qu'il est empli de "remords", ont demandé une certaine clémence pour leur client.

Le procureur spécial Robert Mueller, qui enquête sur une possible collusion entre Moscou et l'équipe de campagne de Donald Trump lors de la présidentielle de 2016, a contré leurs arguments dans un document transmis mardi au juge T.S. Ellis chargé de fixer la sentence. Paul Manafort "cherche à faire porter la faute sur les autres", n'a pas prouvé qu'il ne pourrait pas recevoir les soins adaptés en prison et présente un "risque de récidive", a écrit le procureur Mueller. Pour lui, il n'y a "aucune raison de ne pas appliquer une peine proportionnée à sa conduite criminelle".

Une seconde procédure en parallèle

En enquêtant sur les ingérences russes dans l'élection américaine de 2016, Robert Mueller s'est naturellement intéressé à Paul Manafort, qui a dirigé pendant deux mois la campagne de Donald Trump, mais a aussi entretenu des relations d'affaires avec des Ukrainiens proches de Moscou.

Dans ce cadre, l'ancien chef du FBI a débusqué les preuves de malversations financières antérieures à 2016, notamment la dissimulation au fisc de plus de 55 millions de dollars sur une trentaine de comptes à l'étranger. Il a également établi que Paul Manafort avait trompé des banques sur ses finances pour obtenir des prêts. Ce sont ces fraudes qui ont été jugées en août dernier à Alexandria.

Le procureur Mueller a aussi démontré que Paul Manafort avait dissimulé ses activités de conseil pour l'ancien président ukrainien Viktor Ianoukovitch, soutenu par Moscou, en infraction des règles encadrant les activités de lobbying. Ce volet fait l'objet d'une procédure distincte devant un tribunal fédéral de Washington. Dans ce dossier, Paul Manafort a accepté en septembre de plaider coupable et de coopérer avec Robert Mueller dans l'espoir d'une peine amoindrie.

Mais, selon la justice, il n'a pas tenu ses engagements et a continué à mentir aux enquêteurs, notamment sur ses liens avec un ancien associé, Konstantin Kilimnik, soupçonné par les États-Unis d'être lié aux services de renseignement russes. Il lui aurait notamment transmis des sondages électoraux pendant la campagne présidentielle.

Sa peine, dans cette seconde procédure, devrait être prononcée le 13 mars. Celle-ci pourra être cumulée ou non avec celle de Virginie, selon l'avis du juge.

Une grâce présidentielle ?

Seule lueur d'espoir pour Paul Manafort: Donald Trump a fait savoir qu'il n'excluait pas de lui accorder une grâce présidentielle. En novembre, le milliardaire républicain avait loué le "courage" de son ancien directeur de campagne, l'un des rares selon lui à résister aux pressions de Robert Mueller, qu'il accuse de mener une injuste "chasse aux sorcières".

"Je me sens très mal pour Paul Manafort et sa merveilleuse famille. La 'justice' a ressorti une affaire d'impôts vieille de 12 ans, entre autres, a mis une énorme pression sur lui et, contrairement à Michael Cohen, il n'a pas 'craqué' - c'est-à-dire qu'il n'a pas inventé d'histoires pour obtenir un 'compromis'. Tellement de respect pour cet homme courageux !"

Rien à voir avec son ancien homme de confiance Michael Cohen, qui s'est retourné contre Donald Trump une fois le procureur à ses trousses. Poursuivi pour parjure, infraction au code électoral et fraude, l'ancien avocat personnel du magnat de l'immobilier a accepté de plaider coupable et a été condamné en décembre à trois ans de prison, une peine relativement clémente liée à sa collaboration avec les enquêteurs.

Outre Paul Manafort et Michael Cohen, quatre autres anciens collaborateurs de Donald Trump ont été mis en cause par le procureur Mueller, dont son ex-conseiller à la sécurité nationale Michael Flynn qui attend sa peine pour avoir menti au FBI sur des contacts avec l'ambassadeur russe.

Politique

Le Congrès veut enquêter sur les échanges Trump-Poutine

Reuters 5 mars 2019



Une commission du Congrès des Etats-Unis a lancé lundi une offensive tous azimuts contre Donald Trump, demandant à pas moins de 81 personnes et institutions de lui fournir des documents dans le cadre d'une enquête sur de possibles obstructions à la justice et abus de pouvoir. /Photo prise le 2 mars 2019/REUTERS/Joshua Roberts

WASHINGTON (Reuters) - Les démocrates du Congrès américain ont lancé lundi une offensive contre le président Donald Trump, demandant des informations sur ses échanges avec son homologue russe Vladimir Poutine et à pas moins de 81 sources des documents dans le cadre d'une enquête sur de possibles obstructions à la justice.

Trois commissions parlementaires de la Chambre des représentants, contrôlée par les démocrates, ont écrit lundi à la Maison blanche et au département d'Etat pour obtenir des détails sur les échanges entre Trump et Poutine, demandant à pouvoir interroger les traducteurs et les autres représentants impliqués dans les discussions entre les deux dirigeants.

Les parlementaires ont fait part de leur inquiétude à la suite de la parution d'articles de presse relatant comment Donald Trump a tenté de détruire les notes qu'il avait prises lors d'au moins l'un de ses entretiens avec Vladimir Poutine.

Cette demande a été rejetée par la Maison blanche, une porte-parole estimant que le président des Etats-Unis, dans le cadre de ses prérogatives constitutionnelles, était autorisé à avoir "des conversations franches en tête-à-tête avec des chefs d'Etat étrangers".

"Il peut choisir de partager ou non publiquement le contenu de ces discussions, celles-ci étant de nature sensible - comme toutes les discussions diplomatiques", a ajouté cette porte-parole, s'exprimant sous couvert d'anonymat.

La requête des parlementaires intervient alors que la puissante commission judiciaire de la Chambre des représentants a demandé à pas moins de 81 personnes et institutions de lui fournir des documents dans le cadre d'une enquête sur de possibles obstructions à la justice et abus de pouvoir.

Des membres de la famille du président américain, dont son fils, Eric Trump, et son gendre, Jared Kushner, font partie des personnes sollicitées par la puissante commission judiciaire de la Chambre des représentants, contrôlée par les démocrates.

Les élus ont aussi réclamé des documents à des membres actuels ou passés de l'administration Trump, comme l'ancien ministre de la Justice Jeff Sessions, ainsi qu'à des responsables de la Maison blanche, du FBI, de la Trump Organization et même de WikiLeaks.

"Nous avons constaté les dégâts causés à nos institutions démocratiques pendant les deux années où le Congrès a refusé d'exercer son autorité de contrôle", a déclaré le président de la commission, Jerrold Nadler. "Le Congrès doit contrôler les abus de pouvoir."

Aux correspondants à la Maison blanche qui lui demandaient s'il entendait coopérer avec la commission, Donald Trump a répondu: "Je coopère tout le temps avec tout le monde."

Trump est la cible d'enquête de plusieurs commissions du Congrès, en plus de celle du procureur spécial Robert Mueller sur les ingérences de la Russie dans la campagne présidentielle de 2016 et l'éventuelle collusion entre Moscou et son équipe de campagne.

Les élus vont notamment chercher à déterminer si Trump s'est rendu coupable d'obstruction à la justice en écartant de leurs fonctions des responsables du département de la Justice, comme l'ancien chef du FBI James Comey, ou d'abus de pouvoir en promettant la grâce présidentielle à d'anciens proches poursuivis en justice ou en se livrant à une subornation de témoins.

(David Morgan et Sarah N. Lynch, avec Roberta Rampton et Steve Holland; Tangi Salaün et Jean Terzian pour le service français)

Obstruction, collusion: les enquêtes lancées contre Trump par les démocrates

Paul HANDLEY AFP 5 mars 2019



Le président américain Donald Trump (G) s'entretient avec son homologue russe Vladimir Poutine le 16 juillet 2018 à Helsinki

Washington (AFP) - Les différentes enquêtes parlementaires annoncées lundi par les démocrates américains montrent que les soupçons pesant sur Donald Trump concernent plusieurs dossiers, de la collusion avec la Russie jusqu'aux activités de son entreprise familiale.

- Entrave à la justice -

Les parlementaires soupçonnent le président d'entrave à la justice dans l'enquête sur une éventuelle collusion entre son équipe de campagne et la Russie en 2016.

Selon eux, plusieurs décisions de M. Trump renforcent ses soupçons: le départ de Michael Flynn - éphémère conseiller à la sécurité nationale - à cause de contacts non déclarés avec des officiels russes, le limogeage du directeur du FBI James Comey qui a lancé l'enquête, et les pressions sur l'ancien ministre de la Justice Jeff Sessions ainsi que sur plusieurs responsables du ministère et du FBI considérés comme hostiles à M. Trump.

Ils s'intéressent aussi à une réunion à New York en juin 2016 entre les proches collaborateurs du candidat républicain et une avocate russe proche du Kremlin, ainsi qu'aux négociations autour d'un projet de Tour Trump à Moscou en pleine campagne électorale. En ligne de mire: les efforts fait pour dissimuler la tenue de ces réunions.

Les élus tentent aussi de déterminer si M. Trump a offert illégalement à ses anciens collaborateurs menacés par la justice de les gracier s'ils ne l'impliquaient pas dans ces affaires.

- Collusion -

Y a-t-il eu des contacts entre Moscou et l'équipe du candidat républicain pour favoriser son élection et la Russie a-t-elle donc un moyen de pression sur le président?

Les démocrates veulent déterminer si les Russes ont prêté ou investi de l'argent dans des sociétés appartenant à l'empire immobilier de M. Trump, l'Organisation Trump, et si celle-ci a servi pour blanchir l'argent sale de clients russes.

Ils veulent aussi savoir si des discussions ont eu lieu en vue d'une levée des sanctions économiques pesant sur Moscou une fois M. Trump élu.

Il est aussi question des contacts de la campagne Trump avec WikiLeaks, et l'éventuel partage de données, comme des sondages, avec des Russes.

- Accords de confidentialité -

M. Trump a-t-il payé pour empêcher des révélations de la presse sur sa vie privée?

Michael Cohen, l'ex-avocat personnel du président, affirme avoir organisé des paiements à l'actrice de films X Stormy Daniels et à l'ex-Playmate Karen McDougal, qui menaçaient en 2016 de révéler leurs liaisons supposées avec le milliardaire.

Pour la justice américaine, ces versements constituent une fraude au financement électoral.

Les élus veulent aussi les détails des relations entre le magnat de l'immobilier et le tabloïd National Enquirer, soutien historique de M. Trump et qui n'a jamais diffusé l'interview de Karen McDougal alors qu'elle aurait pu avoir une influence sur l'élection.

- Abus de pouvoirs -

Selon la presse, des délégations étrangères désireuses de s'attirer les bonnes grâces de M. Trump ont privilégié ses propriétés, notamment le Trump International Hotel, près de la Maison Blanche à Washington.

L'hôtel a ainsi accueilli des événements organisés par les ambassades du Koweït, du Bahreïn et des Philippines. Il aurait également reçu de nombreux dignitaires saoudiens.

Ces séjours revenus pourraient violer la Constitution américaine.

- Relations avec Poutine -

Dans une enquête séparée, les parlementaires demandent à la présidence les rapports sur les rencontres et échanges entre Donald Trump et son homologue russe Vladimir Poutine, ce que la Maison Blanche refuse jusqu'ici.

Société

Le mur de Trump passera dans leur jardin

Monde https://www.slate.fr/ Corentin Pennarguear — 8 mars 2019 à 8h35

Au Texas, la construction d'une partie du mur avec la frontière mexicaine est sur le point de débuter. Les habitants de la vallée du Rio Grande se mobilisent.



Les Indiens Carrizo Comecrudo en tête de la marche contre le mur voulu par Donald Trump à la frontière, le 16 février 2019 près de la ville de Mission, au Texas. | Corentin Pennarguear

Les bulldozers ne sont pas encore là, mais les Indiens de la tribu Carrizo Comecrudo se tiennent prêts. Depuis un mois, ils sont une trentaine à camper près des tombes de leurs ancêtres, dans le cimetière Jackson, à quelques dizaines de mètres de la frontière avec le Mexique. L'État fédéral a décidé que le mur voulu par Donald Trump passera en plein milieu des sépultures, et tous les recours légaux ont échoué.

Assise au coin du feu, Annette Garcia passe la main dans les cheveux de son fils tout en parlant des bougies qui ornent les sépultures. «*La nuit, chaque flamme dans le cimetière est une âme que l'on doit protéger.*» Fatiguée et inquiète, le regard de la jeune maman ne peut s'empêcher de surveiller les environs. Elle cherche des signes de la Border Patrol, la police des frontières américaine. «*Ils passent très souvent dans le coin et même toutes les nuits avec des projecteurs qu'ils braquent sur les tentes*», raconte-t-elle, encouragée par ses voisins de veillée.



Le cimetière Jackson, entre Mission et le Rio Grande, le 17 février 2019. | Corentin Pennarguear

Cette section du mur a été approuvée par le Congrès américain en mars dernier, bien avant la bataille budgétaire menée par Donald Trump contre les Démocrates et le plus long «*shutdown*» de l'histoire américaine. Les parlementaires avaient accordé à l'époque 641 millions de dollars pour cinquante kilomètres de mur dans la vallée du Rio Grande, tout au sud du Texas. Une palissade de dix mètres de haut –4,5 mètres de mur en dur et 5,5 mètres de barrière en pointes– dont la prochaine étape est la ville de Mission, 80.000 âmes, et le cimetière Jackson.

«*Comment peut-on leur manquer de respect à ce point-là, vouloir les déterrer?*» Wolf Ramirez perd son calme naturel quand il évoque le destin de ceux qui reposent ici: des vétérans amérindiens des deux guerres mondiales et de la guerre de Corée. «*Ce sont des gens qui se sont battus et sont morts pour les États-Unis. Tout ça pour un mur…*» À 60 ans, ce grand-père a planté sa tente à quelques mètres des tombes. Sa longue tresse noire dans le dos, il sort du cercle formé autour du feu pour faire découvrir les lieux. En boucle, il souligne l'injustice de la situation et le manque d'informations données par les autorités.



Wolf Ramirez devant le cimetière Jackson, le 17 février 2019. | Corentin Pennarguear

Urgence du timing

En mars, l'entreprise mandatée par l'État américain, SLSCO Ltd., enverra ses hommes creuser les lieux pour préparer le mur et la route qui permettra aux patrouilles de le longer. Les terres indiennes se retrouveront dans une sorte de *no man's land* contrôlé par l'omniprésente Border Patrol. Wolf, bottes de cow-boy et lunettes noires, a travaillé toute sa jeunesse dans les champs et les ranchs alentour. «*Ils disent qu'ils vont prendre soin des gens qui habitent ici, mais on sait ce que ça veut dire nous, les natifs*, enrage-t-il. *On nous l'a déjà faite cette promesse, et on sait qu'on n'aura rien.*» «*Ce sera une guerre de patience*», prédit Rose, sa compagne.

Mais cette «*guerre de patience*» ne devrait pas durer bien longtemps. Pour Donald Trump, le temps presse. Cerné par les affaires, le président mise beaucoup sur «*son*» mur. Mi-janvier, il est venu à quelques centaines de mètres du cimetière Jackson, dans la ville voisine de McAllen, pour poser aux pieds des grilles. Déterminé et prêt à tous les excès pour tenir sa promesse de campagne, le chef de l'État américain a déclaré l'urgence nationale à la frontière le 15 février.

L'environnement menacé

«*C'est des conneries tout ça*», lâche Ernie Tietz au début d'un rassemblement anti-mur des habitants de Mission. Fraîchement retraité, il est venu vivre dans cette ville à l'extrême sud du Texas il y a deux ans et demi. «*Avec ma femme Deb, on a déménagé pour le soleil et on ne s'est jamais senti autant en sécurité qu'ici*», raconte-t-il avec sa casquette lui décernant le prix de «meilleur grand-père de tous les temps» sur la tête. «*Ce mur nous rend malades, Trump va dévaster la vie sauvage juste pour nous distraire de ses affaires russes*», grimace Ernie.

Alors, au lendemain de la déclaration d'état d'urgence nationale, le meilleur des grands-pères est allé manifester. Avec plus de 200 habitants de Mission, il se dirige vers le Centre national des papillons, une réserve naturelle dont les deux tiers pourraient se retrouver isolés par le mur. Un

désastre environnemental dans cette vallée qui détient la plus grande concentration de papillons des États-Unis.



Les Indiens Carrizo Comecrudo en tête de la marche contre le mur voulu par Donald Trump à la frontière, le 16 février 2019 près de la ville de Mission, au Texas. | Corentin Pennarguear

Sous les 30°C de l'hiver texan, les Carrizo Comecrudo ouvrent la marche, suivis par les écologistes et les résidents impactés. Ernie et Deb traînent la jambe à l'arrière de ce cortège qui enchaîne les slogans anti-Trump, en anglais et en espagnol, avec des chants indiens ancestraux. Après une heure de manifestation, Brendon Tucker, 24 ans, transpire abondamment. Depuis cinq mois, ce militant mène des actions des deux côtés de la frontière pour protester contre le mur. Il explique que Mission est un des derniers endroits de la vallée du Rio Grande à ne pas être traversé par une séparation en dur. «*La vallée est déjà complètement militarisée, nous avons perdu notre liberté de mouvement*», déplore le jeune homme. Pour lui, ce dispositif ne fait que renforcer l'idée que la zone frontalière est dangereuse, que celui qui se trouve de l'autre côté constitue une menace. «*Alors que nos communautés vivent connectées depuis tellement longtemps*», pointe Brendon.

«*J'ai juste reçu plusieurs courriers, dont un avec le tracé du mur et celui de la route qui le longera pour le surveiller*» Fred Cavazos

À quelques kilomètres de la marche, dans sa petite maison de briques en bord de route, Fred Cavazos partage ce sentiment de révolte. Il aurait sans doute participé à la marche s'il avait été en mesure de le faire. Mais son vieux fauteuil roulant électrique fait régulièrement des siennes et la batterie n'aurait de toute façon pas tenu. En arrivant chez ce Texan de 69 ans, une légère vibration se fait sentir au fond de la poche. «*Bienvenue au Mexique*», informe l'opérateur téléphonique. Pourtant, Fred vit du côté américain de la frontière, si proche du voisin mexicain qu'il peut le voir depuis ses terres. Pour rejoindre le Mexique, à une centaine de mètres, il suffit de traverser le Rio Grande.

Fred est handicapé moteur. Peu avant ses 50 ans, il a commencé à ressentir des douleurs dans les jambes, qui n'ont cessé de s'accentuer. Cheveux blancs et regard triste, il vit entouré de ses vaches, de ses chèvres et loue ses terres en bord de fleuve. Son cousin et sa soeur vivent tout proche, lui donnent un coup de main quand c'est nécessaire, et surtout viennent passer des après-midi les pieds dans l'eau à engloutir des pâtisseries mexicaines et enchaîner les limonades.



Rey Anzaldua et Fred Cavazos au bord du Rio Grande, sur les terres de leur famille, le 16 février 2019. | Corentin Pennarguear

Mais Fred risque de perdre son petit paradis: Donald Trump a décidé que le mur allait passer sur les terres de la famille Cavazos. Le Texan n'a pas eu son mot à dire. «*J'ai juste reçu plusieurs courriers, dont un avec le tracé du mur et celui de la route qui le longera pour le surveiller*», détaille-t-il, carte en main. Il sait juste qu'il devrait avoir accès à ses terres grâce à un portail électronique. «*Je crois que le code aura dix ou douze chiffres, il faudra que je les note quelque part parce que je ne pourrai jamais m'en souvenir. Et s'il ne fonctionne pas, il faudra appeler les agents à chaque fois pour entrer sur ma propriété*», angoisse-t-il.

Ces terrains ont été rachetés par sa grand-mère en 1952, mais la famille Cavazos y travaillait déjà auparavant. «*Petit, c'est ici que mon père m'a appris à chasser, à pêcher*», retrace Fred en pesant chaque mot. La location de ses terres lui rapporte environ 30.000 dollars par an, suffisant pour compléter les aides au handicap et vivre décemment. «*Mais avec ce mur, les locataires vont vouloir partir*», souffle Fred en longeant ses terres, avant de retrouver le sourire en constatant que les grincements de son fauteuil font fuir les canards du Rio Grande.

Une immigration pourtant en baisse

Alors, comme tous les autres habitants de Mission qui craignent de voir le mur de Donald Trump traverser leur jardin, Fred Cavazos espère que les ennuis actuels du président repousseront les travaux. En décrétant l'urgence nationale, le chef de la première puissance mondiale a déclenché une guerre juridique avec la Chambre des représentants. «*L'urgence, elle est plutôt à Washington*», fulmine Rey Anzaldua. Le cousin de Fred Cavazos, vétéran de la guerre du Vietnam, a lui aussi vécu toute sa vie à Mission. «*On ne s'est jamais sentis en danger*», explique-t-il, casquette militaire vissée sur le crâne.

Si l'immigration a toujours été présente dans les environs, le nombre de passages a largement diminué aujourd'hui, constate ce retraité de 74 ans. «*Avant, un train venait jusqu'à la frontière côté mexicain. On l'entendait siffler et une demi-heure plus tard des groupes de clandestins débarquaient par ici. Mais ça n'existe plus.*» Les cousins racontent qu'en un an, ils n'ont compté que trois bateaux transportant des migrants, à chaque fois des familles. «*Ils essaient de nous faire croire que des gens traversent la frontière avec des mauvaises intentions, alors que ce n'est pas vrai du tout*, soupire Fred. *Ils cherchent du travail, ils ne veulent pas nous faire du mal*.»

Une ville à deux vitesses?

Un avis que partage le maire de Mission, Armando O'Cana. Attablé Chez Rosy's, au coeur de sa ville, avant d'aller à l'église le dimanche matin, il boit son café en dégustant un petit-déjeuner mexicain. «*Vous savez, il y a seulement une rivière qui nous sépare, ce n'est pas ce qui va empêcher la culture de traverser*», dit-il entre deux gorgées. Comme la majorité de sa population, le maire O'Cana rejette le mur. Il l'a expliqué en personne à Donald Trump quand ce dernier est venu visiter la palissade de la ville voisine McAllen, mi-janvier. «*Je lui ai expliqué qu'il était le bienvenue dans notre ville humble et en sécurité. Car nous nous sentons très en sécurité ici, et nous allons faire en sorte de le rester, mais par nous-mêmes.*»

Le maire craint que sa ville se retrouve coupée en deux par le mur, ce qui causerait du tort au boom économique qu'elle est en train de vivre. M. O'Cana s'inquiète aussi des conséquences sur la sécurité de ses administrés qui se retrouveront de l'autre côté du mur, notamment de leur accès aux soins: «*Quand vous êtes en danger, la moindre minute compte, alors comment faire avec ces portails?*»

L'édile prêche pour davantage de connexions avec le si proche voisin mexicain. «*Plus de liens, ça signifie davantage de maîtrise et de postes de contrôle.*» En fait, Armando O'Cana a son propre projet pour la frontière: construire un nouveau pont au-dessus du Rio Grande. Et repousser les pelleteuses de Trump le plus longtemps possible.

VÉNÉZUELA

Diplomatie

Venezuela: Moscou fera tout pour empêcher une intervention US

REUTERS Reuters 3 mars 2019



Moscou fera tout pour empêcher une intervention militaire américaine au Venezuela, a déclaré dimanche la présidente du Conseil de la fédération (chambre haute du parlement russe), Valentina Matvienko, citée par l'agence Tass. /Photo d'archives/REUTERS/Grigory Dukor

MOSCOU (Reuters) - Moscou fera tout pour empêcher une intervention militaire américaine au Venezuela, a déclaré dimanche la présidente du Conseil de la fédération (chambre haute du parlement russe), Valentina Matvienko, citée par l'agence Tass.

"Nous craignons fortement que les Etats-Unis ne se livrent à des provocations et que le sang coule, pour trouver quelque prétexte d'intervenir au Venezuela", a-t-elle dit à Moscou à la vice-présidente vénézuélienne Delcy Rodriguez.

"Mais nous ferons tout notre possible pour que cela n'arrive pas", a dit cette proche alliée politique du président russe Vladimir Poutine.

Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a dit de son côté samedi soir à son homologue américain Mike Pompeo que Moscou était prêt à engager des discussions avec Washington sur la question du Venezuela.

La situation au Venezuela a été le principal dossier évoqué lors de la conversation téléphonique qu'ont eue samedi les deux hommes, a indiqué le ministère russe des Affaires étrangères sur son site internet.

(Eric Faye pour le service français)

Venezuela: Maduro expulse l'ambassadeur d'Allemagne pour «ingérence»

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Par AFP agence Coline Vazquez Mis à jour le 07/03/2019 à 11:01 Publié le 06/03/2019 à 22:42



Le président par intérim Juan Guaido est reconnu comme tel par plus de 50 pays. FEDERICO PARRA/AFP

Le président vénézuelien contre-attaque face à la communauté internationale qui soutient son opposant Juan Guaido. Mercredi, les États-Unis ont accentué la pression sur Maduro en révoquant les visas de 77 membres de son entourage.

L'ambassadeur d'Allemagne à Caracas est prié de quitter le pays «dans les 48 heures», a annoncé ce mercredi la vice-présidence du Venezuela dans un communiqué. Une expulsion qui

fait suite à la décision du diplomate allemand, Daniel Kriener, d'accueillir Juan Guaido, l'opposant de Nicolas Maduro, à sa sortie de l'avion lundi dernier alors que le président autoproclamé était de retour de Colombie. «Le Venezuela juge inacceptable qu'un diplomate étranger exerce un rôle public proche de celui d'un responsable politique aligné sur le complot de secteurs extrémistes de l'opposition vénézuélienne», a déclaré la vice-présidence.

Pour Juan Guaido, qui présidait mercredi une réunion de l'Assemblée nationale, l'expulsion de Daniel Kriener, accusé «d'ingérence dans les affaires intérieures» du pays, est «une menace contre le monde libre». «Il semble que le régime de (Nicolas) Maduro ne pardonne pas à ceux qui souhaitent aider le Venezuela», a-t-il déclaré. Le ministre allemand des Affaires étrangères allemand a, lui aussi, condamné la décision du Venezuela, qui selon lui «aggrave la situation». «Il s'agit d'une décision incompréhensible, qui aggrave la situation et ne contribue pas à la détente», a déclaré Heiko Maas dans un bref communiqué. «Notre soutien, le soutien de l'Europe, pour Juan Guaido reste intact. L'ambassadeur Kriener a fait un excellent travail à Caracas, en particulier ces derniers jours», a ajouté le ministre.

À ce stade, seul l'ambassadeur allemand a fait l'objet d'une mesure d'expulsion. Mais la sanction assénée par Nicolas Maduro pourrait bien s'étendre aux douze autres représentants occidentaux et latino-américains venus accueillir Juan Guaido à l'aéroport «comme témoins de la démocratie et de la liberté, afin que le président Guaido puisse rentrer», selon les mots de l'ambassadeur de France à Caracas, Romain Nadal. Dans un message posté le soir même sur Twitter, le président par intérim avait «remercié» les représentants «qui ont accompagné notre retour au Venezuela, témoignant du ferme engagement du monde envers notre démocratie». Outre l'Allemagne, il avait cité les ambassadeurs de France, d'Espagne, du Portugal, des Pays-Bas, de Roumanie, du Canada, du Chili, d'Argentine, du Brésil, du Pérou et des représentants de l'Equateur et des Etats-unis.

Nicolas Maduro face aux Etats-Unis

Cette décision vient durcir un peu plus les relations entre Nicolas Maduro et le reste de la communauté internationale dont plus de 50 pays reconnaissent son opposant comme président par intérim. En particulier avec les États-Unis qui ont une nouvelle fois manifesté leur volonté de pousser le président à quitter le pouvoir. «Aujourd'hui, le département d'État annonce que les États-Unis vont révoquer 77 visas, dont ceux de nombreux responsables du régime Maduro et des membres de leurs familles», a déclaré le vice-président américain Mike Pence.

De telles mesures avaient déjà visé plusieurs dizaines de Vénézuéliens depuis plus d'un mois, dont 49 la semaine dernière, alors que Washington tente d'augmenter la pression sur le dirigeant socialiste. «Nous allons continuer à demander des comptes à l'ensemble du régime Maduro jusqu'à ce que la «libertad» soit rétablie au Venezuela», a martelé le vice-président américain, en première ligne des efforts de l'administration de Donald Trump en faveur de l'opposant Juan Guaido. «Maduro s'accroche au pouvoir uniquement grâce à la brutalité de ses soutiens et à l'aide qu'il reçoit du régime communiste de Cuba», a-t-il insisté.

Alors que les options américaines semblent limitées tant que le dirigeant socialiste conserve l'appui de l'état-major des forces armées de son pays, la Maison Blanche avait auparavant annoncé qu'elle sanctionnerait les «institutions financières étrangères» qui apporteraient un soutien au camp Maduro. «Les États-Unis avertissent les institutions financières étrangères qu'elles encourront des sanctions si elles sont impliquées dans une aide à des transactions illégales bénéficiant à Nicolas Maduro et à son réseau corrompu», a écrit le conseiller présidentiel à la sécurité nationale, John Bolton, dans un communiqué. «Nous ne laisserons pas Maduro voler les richesses du peuple vénézuélien», a-t-il ajouté.

Autre événement qui pourrait détériorer les relations entre le Venezuela et les États-Unis, l'arrestation de Cody Weddle un journaliste américain. Mercredi matin, ce correspondant de divers médias basés aux États-Unis, dont la chaîne ABC et le quotidien *The Miami Herald*, a été interpellé à son domicile à Caracas et emmené en un lieu inconnu. «La Direction des renseignements militaires s'est présentée à son domicile pour lui poser des questions sur sa

couverture à la frontière» le 23 février, a rapporté à l'AFP Caros Corres de l'ONG Espacio Público. Personne n'avait pu localiser le journaliste, résidant à Caracas depuis plusieurs années, en fin d'après-midi. La secrétaire d'Etat américaine adjointe chargée des Amériques, Kimberly Breier, a fait état dans un tweet de sa «profonde inquiétude» et demandé «la libération immédiate du journaliste, sain et sauf». Elle a accusé Nicolas Maduro de «préférer étouffer la vérité plutôt que de lui faire face».

Politique

De retour au Venezuela, Juan Guaido appelle à manifester

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ avec AFP Notre dossier / Crise au Venezuela, l'affrontement entre Maduro et Guaido Mis à jour le 04/03/2019 à 09:00 Publié le 04/03/2019 à 08:25

Venezuela : Juan Guaido confirme son retour à Caracas



Le chef de l'opposition vénézuélienne a confirmé sur les réseaux sociaux son retour au pays. Il avait effectué une tournée en Amérique Latine malgré les interdictions de sortie du territoire. Il a mis en garde Nicolas Maduro contre tout enlèvement

L'opposant vénézuélien Juan Guaido a prévenu dimanche soir, après une mini-tournée en Amérique du Sud, que si le régime de Nicolas Maduro tentait de l'enlever, «ce serait l'une de ses dernières erreurs».

Après une tournée en Amérique du Sud, Juan Guaido a annoncé son retour à Caracas lundi. L'opposant vénézuélien a appelé ses partisans à manifester et mis en garde le régime de Nicolas Maduro contre la tentation de «l'enlever» à son arrivée. «Essayer de m'enlever serait sans aucun doute une des dernières erreurs qu'il commettrait», a lancé celui qu'une cinquantaine de pays reconnaît président par intérim par, dans une adresse à ses partisans via les réseaux sociaux dimanche soir. L'opposant de 35 ans, qui a bravé une interdiction de sortie du territoire pour une mini-tournée dans la Colombie voisine, au Brésil, au Paraguay, en Argentine et en Équateur, s'est exprimé au côté de son épouse Fabiana, devant un drapeau vénézuélien. Il n'a pas précisé où il se trouvait.

Plus tôt dans la journée, le chef de l'opposition avait annoncé sur Twitter son retour lundi à Caracas et appelé la population à manifester «dans tout le pays demain à 11 heures». «Ça va bien, parce que nous sommes ensemble. Allez le Venezuela!», avait par ailleurs écrit Juan Guaido à ses partisans. Dimanche à la mi-journée, il était toujours en Équateur, alors que son agenda officiel avait annoncé son départ dans la matinée. Très peu de liaisons desservent désormais Caracas et les détails de son voyage ne sont pas connus. Il s'était rendu clandestinement en Colombie il y a une dizaine de jours en traversant la frontière terrestre grâce à l'aide, a-t-il affirmé, de militaires complices.

«Le défi est déjà allé très loin!»

Le retour de l'opposant représente un défi pour le président socialiste Nicolas Maduro, qui doit décider s'il l'arrête, au risque de provoquer une forte réaction internationale, ou s'il le laisse rentrer sans encombre et braver son autorité. «Le défi est déjà allé très loin! S'il rentre et qu'ils l'arrêtent, ça risque de provoquer de fortes réactions au plan national et international. C'est un risque permanent pour Maduro», a expliqué à l'AFP l'analyste politique Luis Salamanca. Le Venezuela traverse depuis une quarantaine de jours une série de turbulences politiques, en plus d'une

violente crise économique et d'une hyperinflation estimée à 10 millions de pour cent par le FMI sur l'année, provoquant des pénuries de produits de base et de médicaments.

Juan Guaido s'est rendu en Colombie avec son épouse pour assister à un méga concert le 22 février à Cucuta, à la frontière, et soutenir le passage d'une aide humanitaire, finalement restée bloquée, avant d'entreprendre sa tournée où il a été à chaque fois reçu en chef d'État. Nicolas Maduro a répété cette semaine qu'en tant que chef du Parlement, son rival se devait de «respecter la loi» et que s'il rentrait au pays, il devrait «rendre des comptes à la justice». Juan Guaido fait l'objet d'une enquête de la Cour suprême pour «usurpation» de pouvoir. Il est à ce titre interdit de sortie du territoire et a vu ses avoirs gelés, même s'il n'a pas jusqu'à présent été formellement mis en accusation.

Les États-Unis et les treize pays du Groupe de Lima, qui soutiennent pour la plupart Juan Guaido, ont exprimé leurs préoccupations concernant la sécurité de l'opposant. Ce week-end, l'Union européenne a de nouveau mis en garde contre toute intervention sur la personne de l'opposant: «Toute atteinte à la liberté, la sécurité ou l'intégrité personnelle de Juan Guaido constituerait une escalade des tensions et serait fortement condamnée». Le gouvernement américain, qui n'écarte pas une intervention militaire dans le pays, a aussi prévenu que s'il arrivait quelque chose à Juan Guaido, «il y aurait des conséquences». Président du Parlement, que domine l'opposition, Juan Guaido s'est proclamé président par intérim le 23 janvier et a déclaré Nicolas Maduro «usurpateur» en raison des soupçons de fraudes qui pèsent sur sa réélection.

Venezuela: la sortie de l’impasse peut-elle passer par Mexico?

Monde https://www.slate.fr/ Anne Denis — 7 mars 2019 à 8h35

Guaido est rentré à Caracas sans être inquiété, mais la situation reste bloquée. Le nouveau président mexicain, qui n’a pas rompu ses relations avec Maduro, propose, lui, une nouvelle médiation.



Juan Guaido, le 4 mars 2019 à Caracas (Venezuela) Andres Manuel Lopez Obrador, le 20 février 2019 à Monterrey (Mexique) et Nicola Maduro, le 26 septembre 2018 aux Nations Unies (États-Unis) | Federico Parra, Julio Cesar Aguilar, Angela Weiss / AFP

Depuis la journée paroxystique du samedi 23 février, émaillée de heurts violents, la situation au Venezuela paraît plus inextricable que jamais. L’aide alimentaire et médicale massée aux frontières du Venezuela n’a pu rentrer dans le pays, malgré les grands moyens déployés par le charismatique chef de l’opposition Juan Guaido qui avait réussi à mobiliser un million de volontaires pour acheminer cette aide.

L’unité de l’armée est sans doute profondément fissurée malgré des purges incessantes. Mais, malgré un certain nombre de défections, elle ne s’est pas, jusqu’à présent, retournée contre le président en place Nicolas Maduro.

Le face-à-face des puissances internationales

L'activisme diplomatique semble tourner dans le vide. Le 28 février dernier, lors d’une réunion du Conseil de sécurité de l’Onu on a vu, sans aucune surprise, s’affronter vainement d’une part les États-Unis, la France et le Royaume Uni et, d’autre part, la Russie et la Chine. Moscou a d’ailleurs réaffirmé ostensiblement, vendredi, son soutien au régime de Nicolas Maduro. En recevant la vice-présidente vénézuélienne Delcy Rodriguez, le ministre des Affaires étrangères russe Serguei Lavrov a ainsi promis d’envoyer de nouveaux médicaments après un premier lot de 7,5 tonnes. «*Par ailleurs, je pense que les livraisons massives de blé russe contribuent à la normalisation de*

la situation et aident grandement le gouvernement vénézuélien à relever les défis actuels», a-t-il déclaré.

Pour sa part, Juan Guaido, passé le 23 février en Colombie malgré une interdiction de quitter le territoire, a effectué la semaine dernière une tournée improvisée dans la région. Le président de l'Assemblée nationale –qui s'est déclaré *«président par interim»* le 23 janvier dernier– a été reçu avec les honneurs par les présidents colombien, brésilien, paraguayen, argentin et équatorien, avant de rentrer lundi 4 mars à Caracas, malgré les risques. *«J'ai reçu des menaces personnelles, contre ma famille, mais je suis également menacé d'être incarcéré par le régime»,* avait-il prévenu peu avant son retour. Il a cependant atterri lundi à l'aéroport international de Caracas sans être inquiété et a été accueilli triomphalement par ses soutiens descendus en masse dans la rue, qu'il a appelés à une nouvelle marche samedi prochain.



Reporte Ya @ReporteYa

#4Mar @jguaido llega a Maiquetía 12::21pm #4Mar pic.twitter.com/D1BROHSqKi - @GabyGabyGG

240

20:42 - 4 mars 2019

Depuis, il a déjà reçu les syndicats de fonctionnaires pour tenter de les rallier et a annoncé préparer une tournée en Europe pour y conforter, là aussi, ses soutiens.

Le spectre de l'enlisement

Pendant ce temps, le président Nicolas Maduro commémorait le sixième anniversaire de la mort de son prédécesseur et mentor Hugo Chavez. Tout en promettant de venir à bout de cette *«minorité folle»,* il s'est borné à appeler ses soutiens à une manifestation samedi, en riposte à celle de l'opposition. Difficile de savoir si cette quasi-absence de réaction correspond à un aveu d'impuissance face à une situation qu'il ne maîtrise plus et à son isolement international croissant, ou bien à l'espoir de voir ce mouvement populaire s'essouffler et s'enliser une fois de plus.

Peut-être a-t-il décidé de ne pas s'en prendre –pour l'instant– à Juan Guaido pour ne pas courir le risque d'un nouvel embrasement, pouvant dégénérer en guerre civile. Les États-Unis l'avaient en outre menacé de riposter rapidement si Guaido était arrêté. Pas sûr néanmoins que cette nouvelle menace l'ait intimidé, d'autant qu'on peut se demander en quoi aurait consisté cette riposte américaine (à part une intervention militaire dont Washington continue de brandir la menace, mais qui ne semble guère crédible aux yeux de beaucoup). Car le président Donald Trump a déjà beaucoup durci ses sanctions contre le gouvernement Maduro: gel des avoirs à l'étranger, suspension fin janvier du paiement des exportations de pétrole vénézuélien aux États-Unis (qui représentaient la quasi-totalité des sources de devises de Caracas), confiscation au profit de l'opposition de Citgo (23 milliards de dollars de chiffre d'affaires), filiale texane de raffinage de la compagnie pétrolière vénézuélienne PDVSA, dont elle est le seul actif rentable…

Caracas a riposté en annonçant ces jours-ci le transfert à Moscou du bureau de Lisbonne de PDVSA. Selon l'agence Reuters, 8 tonnes d'or auraient par ailleurs été discrètement retirées de la Banque centrale pour tenter de les vendre à l'étranger. Une initiative qui témoigne autant du besoin désespéré en devises du régime Maduro que de sa volonté de ne pas céder.

L'ambivalence du Mexique

Dans ce contexte de blocage, le président mexicain Andrés Manuel López Obrador (Amlo), qui a pris ses fonctions il y a trois mois, a proposé il y a une semaine d'accueillir une rencontre entre les parties adverses pour tenter de trouver *«une sortie pacifique»*. *«Les portes de notre territoire sont ouvertes au dialogue et à ce rôle d'intermédiation,* a-t-il déclaré lors d'une de ses conférences de presse quotidiennes, évoquant un dialogue qui pourrait être également encadré par *«l'Uruguay, des diplomates de haut niveau, l'Onu ou le Pape François»* (le très centriste Uruguay n'a pas, lui non plus, reconnu Juan Guaido). Depuis le début de l'année, le Mexique suit une ligne de crête originale concernant le Venezuela.

Du temps du prédécesseur d'Amlo –Enrique Peña Nieto–, la deuxième puissance latino-américaine a joué un rôle très actif au sein du groupe de Lima, créé en août 2017 par une douzaine de pays de la région pour dénoncer la dérive autoritaire du régime bolivarien et trouver une solution de transition. Mais depuis son arrivée au pouvoir, Amlo se démarque de cette ligne, sans pour autant quitter le groupe. Il est le seul des membres à ne pas avoir signé la déclaration de non reconnaissance de la légitimité de Nicolas Maduro et à ne pas avoir adoubé le président par interim Juan Guaido.



Pour se justifier face à l'insistance de ses partenaires du groupe de Lima, mais aussi à celle de son grand voisin américain et de son partenaire canadien , il invoque les principes de *«non intervention, d'autodétermination des peuples et de solution pacifique des différends internationaux»* de la Constitution mexicaine. Beaucoup trouvent ambigüe cette prudence extrême, voire l'interprètent comme un souhait non-dit d'Amlo de voir le régime chaviste survivre. Après tout, le nouveau président mexicain a un passé de leader de gauche assez radical et a souvent été comparé par ses détracteurs à Hugo Chavez, pour le diaboliser.

En fait, Amlo a toujours été un électron libre, plus pragmatique qu'idéologue, incarnant un leadership nationaliste et social très latino-américain. *«Mais il n'a aucune sympathie pour le chavisme»,* affirme un proche de son gouvernement joint à Mexico, qui rappelle que le président mexicain n'a pas assisté à l'investiture de Nicolas Maduro en janvier dernier, et n'a pas envoyé de ministres pour le représenter.

Mexico ne croit pas à une intervention militaire américaine

Si sa position est ambivalente, c'est qu'il n'est pas question pour lui de *«faire le jeu»* des États-Unis, certes partenaire incontournable du Mexique mais face auquel Amlo tente de réaffirmer une certaine indépendance. En outre, selon ce proche, Mexico *«est convaincu que Donald Trump ne se soucie nullement du Venezuela, c'est pour lui un sujet vendeur et facile vis-à-vis de ses électeurs. Maduro ne représente aucun défi sécuritaire pour les États-Unis et les menaces d'intervention militaire n'ont aucun sens en année préélectorale»*. Une intervention que d'ailleurs personne dans la région, même les plus anti-maduristes, ne semble souhaiter.

Pour autant, Amlo ne peut se désintéresser du dossier vénézuélien –malgré ses propres défis intérieurs en matière de sécurité et de corruption– car l'exode migratoire ne cesse de s'amplifier. Chassées par les pénuries de produits de base et surtout de médicaments, par une hyperinflation de plus d'1,3 million de pourcents et une violence croissante, plus de 3,4 millions de personnes ont déjà fui le pays, selon le HCR. Vers la Colombie, qui en a reçu le plus grand nombre (1,1 à 2 millions selon les chiffres) et ne peut faire plus, mais aussi vers le Brésil, le Pérou, l'Équateur et l'Espagne. Ils sont désormais arrivés à la porte du Mexique, devenant donc également *«le problème d'Amlo*».

On peut dire que, jusqu'à présent, toutes les phases de dialogue n'ont profité qu'au régime de Nicolas Maduro en lui faisant gagner du temps.

Que peut-il faire? Le bilan des tentatives de médiation de ces dernières années est un fiasco total, qu'il s'agisse de celle du groupe de Lima, de celle initiée par Saint Domingue en 2016, de celle de l'ancien président espagnol Jose Luis Rodriguez Zapatero, mais aussi des initiatives de l'Église. On peut dire que, jusqu'à présent, toutes les phases de dialogue n'ont profité qu'au régime de Nicolas Maduro en lui faisant gagner du temps.

Mais le président mexicain reste dans son couloir: pas d'ingérence, priorité à la diplomatie. Son ministre des Affaires étrangères Marcelo Ebrard a dirigé la délégation mexicaine au sein d'un groupe de contact réunissant il y a un mois à Montevideo huit pays européens (dont la France) et cinq pays latino-américains. Avec l'Uruguay et plusieurs pays des Caraïbes, il a aussi proposé le *«mécanisme de Montevideo»,* destiné à *«rapprocher les parties en conflit»* et à créer les conditions d'un *«contact direct entre ls acteurs concernés»,* puis d'une négociation, et enfin de la mise en œuvre d'éventuels accords. Efforts restés vains pour le moment, mais l'idée serait de se tenir prêt lorsque la situation sera *«mûre»*. Autrement dit, quand Maduro sera vraiment acculé.

Maduro tient bon

Pour le moment, celui-ci tient bon, en partie grâce à Cuba: non seulement via les quelque 60.000 médecins cubains présents dans le pays, mais aussi via la mainmise idéologique des experts de La Havane sur les services secrets et sur l'armée. C'est sans doute en bonne partie grâce à l'efficacité de la surveillance cubaine que les forces armées restent globalement loyales au régime. Les *colectivos*, bandes civiles armées pro chavistes qui «tiennent» la population des quartiers, sont directement inspirées du modèle cubain. L'île castriste a grand intérêt à garder son emprise sur le Venezuela car même si la production de brut vénézuélien s'est effondrée, Caracas lui enverrait encore, selon certains experts, quelque 40.000 barils par jour.

D'autre part, la Russie et la Chine (outre l'Iran et la Turquie) soutiennent toujours le régime maduriste, mais avant tout pour récupérer les dizaines de milliards de dollars qu'ils lui ont prêtés, et que Caracas rembourse tant bien que mal en pétrole.

Quelles conditions pour une «solution pacifique»?

Beaucoup d'observateurs estiment néanmoins que la dureté des sanctions américaines va étrangler rapidement le pouvoir. Mais les mêmes pensent aussi que Maduro ne composera jamais –*«sinon il l'aurait déjà fait».* En revanche, il n'en est pas forcément de même de tout son entourage, et notamment des responsables bolivariens peu désireux de sombrer (ou de s'enfuir) avec lui.

Pour que la solution pacifique souhaitée par Amlo soit possible, il faut donc faire émerger de nouveaux éléments. Les tentatives de Juan Guaido de faire basculer l'armée en sa faveur ont échoué, sans doute parce que sa promesse d'amnistie pour tout militaire *«rejoignant le camp de la démocratie»* n'a pas convaincu (et de fait, elle parait difficile à faire accepter, au moins en ce qui concerne les hauts gradés).

Pour le moment, les offres mexicaines ne semblent guère intéresser les deux camps à Caracas et l'heure est davantage à la confrontation qu'au dialogue.

En revanche, il parait clair que, dans l'hypothèse d'un dialogue, Guaido devra faire des concessions au camp adverse pour lui laisser une porte de sortie. Par exemple en acceptant d'inclure, dans la future conduite du pays, des chavistes déçus par Maduro. Ce qui aurait le mérite de faire retomber la température de ce pays polarisé à l'extrême. Mais risquerait aussi de faire voler en éclat la très fragile unité de l'opposition. C'est peut-être dans une configuration de ce type que le président du Mexique, dont la couleur politique n'est pas incompatible avec l'opposition vénézuélienne majoritairement de centre gauche, et qui, d'autre part, n'a pas coupé les ponts avec Maduro et ne peut enfin être suspecté d'alignement sur Washington, pourrait jouer un rôle précieux. Mais pour le moment, les offres mexicaines ne semblent guère intéresser les deux camps à Caracas et l'heure est davantage à la confrontation qu'au dialogue.

Technologie

Panne électrique majeure au Venezuela, Maduro parle de "sabotage"

https://www.latribune.fr/ reuters.com | 08/03/2019, 7:10



(Crédits : Stringer .)

CARACAS (Reuters) - Une importante panne électrique s'est déclarée jeudi dans plusieurs provinces du Venezuela et la capitale Caracas, ont constaté des journalistes de Reuters, un problème que le président en exercice Nicolas Maduro a rapidement attribué au "sabotage" de la plus importante centrale hydraulique.

Les coupures de courant sont fréquentes au Venezuela, touché par la crise, une hyperinflation et une pénurie de matières premières.

Pour les détracteurs du gouvernement de Maduro, la corruption et le manque d'investissement dans les infrastructures ont provoqué la vétusté du réseau électrique du pays. Le dirigeant socialiste estime lui que ces pannes résultent d'actions menées par ses opposants politiques.

Une foule s'est amassée dans la principale avenue de Caracas, de nombreuses personnes déclarant devoir marcher jusqu'à leur domicile du fait de l'arrêt des rames de métro.

(Brian Ellsworth; Jean Terzian pour le service français)

Venezuela. Panne de courant géante, coupures d'eau, hôpitaux paralysés : le pays en plein chaos

Accueil Monde Venezuela https://www.ouest-france.fr/ avec l'AFP Modifié le 09/03/2019 à 07h10 Publié le 09/03/2019 à 01h45



Les habitants de la capitale vénézuélienne ne peuvent pas retirer d'argent aux distributeurs et les banques sont restées fermées vendredi 8 mars. | YURI CORTEZ / AFP

La coupure géante d'électricité qui touche 23 des 24 États du Venezuela se poursuit. Frontières fermées, rues désertes, coupures d'eau, hôpitaux paralysés, le Venezuela est en grande partie paralysé depuis 24 heures.

Journée de travail et cours suspendus, vols annulés, hôpitaux au ralenti, rues désertes, coupures d'eau, pillages : le Venezuela est plongé depuis vendredi 8 mars dans le chaos à cause d'une panne de courant générale qui met le gouvernement de Nicolás Maduro sous pression, le camp du pouvoir dénonçant un acte de **« sabotage »**.

La journée de travail et les cours ont été suspendus **« afin de faciliter la remise en service de (la distribution de) l'électricité dans le pays, victime de la guerre impérialiste sur l'électricité »**, a écrit sur Twitter la vice-présidente vénézuélienne Delcy Rodriguez.

Frontières fermées, rues désertes, coupures d'eau : depuis jeudi 16 h 50 (21 h 50 à Paris), soit plus de 24 heures, le Venezuela est en grande partie paralysé.

Selon la presse locale, 22 des 23 États du pays ainsi que la capitale sont affectés. Le courant est revenu partiellement vendredi après-midi dans certains quartiers de Caracas avant d'être coupé à nouveau.

Ne plus « vivre dans ce chaos »

Margarita Jardin a le regard rougi par les larmes versées en découvrant son petit magasin d'impression sens dessus dessous à Bello Campo, dans l'est de Caracas.

« J'ai dit à mon mari que j'avais décidé de partir, j'y pensais depuis des années », confie-t-elle, alors que la panne a permis jeudi soir aux voleurs de piller tranquillement son commerce, faute de caméras allumées. Cette quadragénaire ne veut plus **« vivre dans ce chaos »**.

L'économie du Venezuela, déjà très fragile, est également touchée : les habitants ne peuvent pas retirer d'argent aux distributeurs et les banques sont restées fermées vendredi. Dans ce pays où l'inflation est hors de contrôle, les transactions électroniques – suspendues vendredi — sont indispensables, y compris pour les achats courants comme le pain.

Téléphones et Internet coupés

Le ministre de la Défense Vladimir Padrino a qualifié cette panne d'**« agression délibérée »** des États-Unis et a annoncé un **« déploiement »** de l'armée sans plus de détails, lors d'une déclaration sur la télévision d'État *VTV*.

À l'aéroport de Maiquetia, qui dessert Caracas, des dizaines de personnes, dont beaucoup accompagnées de jeunes enfants, attendaient la reprise des vols dans le noir, vendredi après-midi. Deux gros projecteurs dans le hall principal étaient allumés par intermittence.

« On est là depuis hier, sans manger et sans toilettes car elles sont fermées », raconte Maria, accompagnée de ses deux enfants de 8 et 13 ans.

Les lignes téléphoniques et internet ont été interrompues, ainsi que la distribution de l'eau dans les immeubles, assurée par des pompes électriques. Les coupures de courant sont habituelles au Venezuela, voire chroniques dans l'ouest du pays. Mais elles sont plus rares à Caracas, surtout de cette ampleur.

Morgues et hôpitaux paralysés

Devant l'hôpital Juan Manuel de los Rios, José Lugo vient de perdre sa nièce à cause de la panne, assure-t-il. **« Son fiancé et des amis ont dû la descendre sur la civière par les escaliers. Évidemment, les ascenseurs ne marchaient pas. On l'a placée au rez-de-chaussée (où il y avait du courant grâce aux générateurs, ndlr) et rebranchée, mais entre le transfert et le temps d'attente […] elle est morte »**, explique-t-il à l'AFP.

À l'extérieur de la principale morgue de la capitale, également paralysée par le manque de courant, des familles attendent qu'on leur remette la dépouille de leur proche.

« C'est le deuxième jour que j'attends ici », raconte Luis Moises Guerra, 64 ans, dont le fils, Johan Miguel, a été tué par balles il y a trois jours. **« Si on ne me le remet par aujourd'hui, je le laisse là et je ne reviens plus. Il pourrira de la même façon qu'au cimetière »**.

Le Venezuela doit 8,7 milliards de dollars à un géant pétrolier

Pendant la panne, l'horizon s'est également assombri pour le gouvernement de Nicolás Maduro.

D'une part, le Venezuela devra rembourser quelque 8,7 milliards de dollars au géant pétrolier américain ConocoPhillips en guise de compensation pour son expropriation en juin 2007, a jugé vendredi un panel d'arbitrage de la Banque mondiale.

D'autre part, le ministre vénézuélien de l'Industrie, Tareck El Aissami, a été inculpé peu avant à New York pour avoir contourné des sanctions du Trésor américain liées au trafic de drogue, a indiqué le procureur fédéral de Manhattan.

L'origine de la panne reste inconnue

De son côté, Juan Guaido, l'opposant autoproclamé président par intérim et reconnu par une cinquantaine de pays, a attribué la panne à l'incurie du gouvernement en place et a de nouveau appelé les Vénézuéliens à défiler samedi.

« Nous devons mettre fin à l'usurpation, c'est pourquoi nous appelons demain à descendre dans la rue », a déclaré le président de l'Assemblée nationale vendredi dans une vidéo sur Twitter, pendant une tournée dans les rues de Caracas.

Un « sabotage » selon l'État

Si l'origine de la panne n'est pas encore connue, des experts accusent le gouvernement socialiste de ne pas avoir investi pour entretenir les infrastructures alors que la crise économique fait rage.

De son côté, la compagnie vénézuélienne d'électricité Corpoelec a dénoncé, sans plus de précision, un **« sabotage »** de la centrale hydroélectrique vénézuélienne de Guri, l'une des principales d'Amérique latine.

Au-delà du Venezuela, cette coupure de courant gigantesque affecte aussi l'État frontalier brésilien de Roraima (nord) et ses plus de 500 000 habitants, également alimentés par la centrale vénézuélienne.

ASIE

CHINE

Défense

Enfin, deux porte-avions chinois à la mer…

http://www.eastpendulum.com/ Mer By Henri KENHMANN 2019-03-03



Il y a 30 ans presque jour pour jour, quand la Chine a lancé son premier programme de porte-avions à catapultes (CATOBAR) connu sous le nom du Programme 891, personne n'aurait imaginé qu'un jour le pays sera doté de deux, voir plusieurs, porte-avions. D'autant plus que le même programme a été annulé sous ordre politique 6 ans plus tard, en 1995, et que le mot « porte-avions » est devenu dès lors un tabou et banni dans tous les documents internes durant plusieurs années.

Mais le temps change, et les considérations aussi. C'est donc 30 ans après, plus exactement au jour du 27 Février 2019, que deux porte-avions chinois sont à la mer au même temps. Et pourtant, cet événement presque symbolique sinon historique est passé quasi inaperçu en Chine, comme si quelque chose insignifiante, ou faisant partie intégrante de la normalité, vient d'avoir lieu.

Retour au chantier naval de Dalian depuis Mai 2018, le porte-avions *Liaoning*, ex-*Varyag* et sistership du porte-avions russe *Amiral Kouznetsov*, a subi d'importantes modifications notamment pour sa passerelle navigation. Le navire, remis en fonctionnement et adapté aux besoins de la marine chinoise, connait donc son premier arrêt technique majeur (?) depuis l'admission au service actif du bâtiment en Septembre 2012.

Après plusieurs mois de travaux, le premier porte-avions chinois a repris la mer fin Janvier pour une campagne d'essais de 8 jours, avant d'entamer une deuxième, dimanche dernière, qui devrait durer à priori jusqu'au 5 Mars.



East Pendulum @HenriKenhmann

L'un des deux porte-avions chinois va partir en essais mer durant 10 jours, du 24 Février au 5 Mars.

19

14:00 - 22 févr. 2019

Ce départ du Liaoning est rapidement suivi par sa quasi-jumelle chinoise, le Type 002 ou H/JRZ-002 (?). Le 26 Février, les journalistes de la presse Hong Kongaise *Ta Kung Wen Wei* (大公文匯) ont filmé l'équipage du deuxième et nouveau porte-avions chinois en train d'inspecter, à plusieurs reprises, le pont d'envol et tester le tracteur de pont d'envol avec une maquette grandeur nature du chasseur J-15 version guerre électronique.

Et c'est sous une épaisse brume de mer, le lendemain après-midi, que le bâtiment de classe 60 000 tonnes a quitté à son tour le port de Dalian où il était en construction depuis Mars 2015.

On ne sait pas encore s'il va rejoindre le *Liaoning* dans la zone affectée aux essais de ce dernier, ce qui semble être peu probable et sans intérêt pour le moment, ou s'il va mener seul ses propres essais dans une autre zone comme celle suggérée par la notification de navigation LN-0033 (辽航警0033) des autorités chinoises.

Quoiqu'il en soit, selon une source proche de la marine chinoise, cette 5ème sortie à la mer du nouveau porte-avions aurait pour l'objectif de tester individuellement des systèmes à bord, alors que tous les essais liés à la navigation auraient d'ores et déjà terminés.



L'équipage du Type 002 se prépare sur le pont d'envol (Vidéo©大公文匯)

East Pendulum @HenriKenhmann

· 28 févr. 2019

C'est probablement la toute 1ère fois dans l'histoire que 2 porte-avions chinois sont à la mer au même temps. Ce matin le nouveau porte-avions Type 002 a pris le large pour entamer sa 5e sortie en mer, alors que le Liaoning avait déjà quitté le même port de Dalian il y a 4 jours.



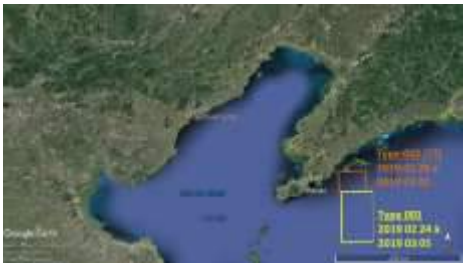
East Pendulum @HenriKenhmann

On ignore encore où précisément le Type 002 ira faire ses essais mer, mais il est probable que ce ne soit pas la même zone que le Liaoning. A confirmer. pic.twitter.com/x13vULtuWU

13

18:19 - 28 févr. 2019

Informations sur les Publicités Twitter et confidentialité



Maintenant que deux porte-avions chinois sont à la mer, la question est, à quand trois, quatre ou plus se trouvent ensemble ?

Avec une hausse annoncée de 7,5%, la progression du budget militaire chinois continue de… ralentir

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 5 mars 2019



Jusqu'en 2015, les dépenses militaires chinoises ont connu une progression impressionnante, avec des hausses annuelles supérieures ou égales à 10%. Ce qui a permis à l'Armée populaire de libération [APL] de disposer du second budget le plus important au monde, derrière celui du Pentagone.

Cela étant, et pour la quatrième année consécutive, l'augmentation du budget militaire chinois sera moindre que par le passé, notamment en raison du ralentissement de la croissance économique du pays. Cette dernière a atteint 6,5% en 2018, soit son plus bas niveau depuis 28 ans.

En effet, le 5 mars, lors de la session annuelle du Parlement, le Premier ministre chinois, Li Keqiang, a annoncé une augmentation de « seulement » 7,5% du budget de l'APL [contre 8,1% l'an passé], ce qui portera son montant officiel à 1.190 milliards de yuans [177,6 milliards de dollars ou 156 milliards d'euros].

Le ralentissement de l'économie chinoise, provoqué par une baisse de la demande mondiale sur fond de guerre commerciale avec les États-Unis a contraint Pékin à certains arbitrages. Ainsi, si la progression des dépenses militaires est moindre par rapport aux années passées, c'est pour financer des mesures de relance, dont une baisse de 260 milliards d'euros des impôts et des charges sociales des entreprises, une hausse de 30% des prêts accordés par les banques publiques aux PME et une baisse de la TVA de 3% pour les produits industriels.

Ce qui se traduira par un déficit budgétaire, porté à 2,8% du PIB [+0,2%], afin de « répondre au besoin de ménager une marge de manœuvre politique suffisante pour maîtriser les risques susceptibles de surgir dans les temps à venir », a souligné M. Li. Car, a expliqué ce dernier, la « conjoncture tant nationale qu'internationale a fait basculer notre développement dans un environnement d'une grande dureté et complexité, marqué par une aggravation des risques et des défis. » Aussi, a-t-il ajouté, « nous devons nous armer pour livrer une bataille des plus âpres. »

Quoi qu'il en soit, la hausse du budget militaire chinois reste conséquente. Et même son montant est très largement inférieur à celui du Pentagone, il permet de faire beaucoup de choses étant donné que les coûts de production des armements et les soldes militaires de l'APL sont nettement moins élevés qu'aux États-Unis.

Ainsi, lors d'une audition à l'Assemblée nationale, en octobre 2017, l'amiral Christophe Prazuck, le chef d'état-major de la Marine [CEMM] avait souligné la « phase d'expansion impressionnante » des forces navales chinoises.

« En quatre ans, ils [les Chinois] ont lancé l'équivalent en volume de la marine française. D'ailleurs, en juillet dernier, il y avait davantage de navires de combat chinois que de navires français en Méditerranée », avait avancé le CEMM. Toutefois, avait-il ajouté, « ils n'ont pas encore atteint le même niveau de performance technologique que les Américains ou les Français. » Et tout est dans le « encore ». Car Pékin s'y emploie, en cherchant, notamment, des points de rupture technologiques.

Ainsi, tout porte à croire que la marine chinoise a entamé les essais d'un canon électromagnétique, qui permet d'envoyer un projectile sur une cible située à une distance d'environ 200 km à la vitesse de Mach 5. Qui plus est, début janvier, l'équivalent chinois de la « mère de toutes les bombes » [MOAB] américaine a été testée. Il s'agit de la munition conventionnelle la plus puissante figurant désormais dans son arsenal.

La Chine a également testé un planeur hypersonique, le Wu-14. À cela, il faut ajouter le développement de chars autonomes et d' avions « furtifs », comme les J-20 et FC-31 Gyrfalcon, lesquels devraient être bientôt rejoint par un bombardier de nouvelle génération [Hong-20] ainsi que, à en croire le renseignement américain, par un nouveau chasseur-bombardier.

La Chine aurait lancé la construction d'une troisième porte-avions, lequel serait doté de catapultes électromagnétiques… comme ceux de la classe Gerald Ford aux États-Unis. Enfin, elle développe également des capacités militaires visant l'espace [une arme antisatellite a été testée en 2007] tout en étant très active dans le cyberespace.



Par ailleurs, le budget de l'APL lui aussi permis de mettre le grappin sur les archipels Spratleys et Parcels, où elle déploie des capacités d'interdiction et de déni d'accès [A2/AD] en mer de Chine méridionale, zone stratégique à plus d'un titre. Cette militarisation place les pays riverains ayant des revendications territoriales dans cette région devant le fait accompli.

« Les dépenses limitées de la Chine en matière de défense visent uniquement à préserver la souveraineté, la sécurité et l'intégrité territoriale du pays. Elles ne constitueront pas une menace pour les autres pays », a fait valoir Zhang Yesui, le porte-parole du Parlement chinois. Sauf pour Taïwan… que Pékin considère comme une « province rebelle ».

Mais ce qu'oublie de dire M. Zhang est que, dans le cadre des « nouvelles routes de la soie » [et hormis ses contributions aux missions de l'ONU], l'APL se déploie désormais loin de ses frontières, comme à Djibouti, où elle a inauguré, en 2017, une importante base navale.

« Les dépenses militaires chinoises sont coordonnées avec la croissance annuelle du PIB, plus le taux d'inflation », explique James Char, expert militaire à l'Université de technologie de Nanyang [Singapour]. « La Chine a d'autres priorités nationales. Si son économie nationale était surmilitarisée, cela pourrait priver le gouvernement de ressources dont il a grand besoin. On se rappelle de ce qui est arrivé à l'ex-URSS », a-t-il ajouté, dans un entretien donné à l'AFP.

Reste qu'une autre priorité du budget de l'APL vise à améliorer la préparation opérationnelle de ses troupes, moins nombreuses que par le passé mais plus « professionnelles », conformément à l'un des trois objectifs fixés dans le cadre d'une réforme lancée par le président Xi Jiping, peu après son accession au pouvoir. Les deux autres étant la loyauté totale des forces chinoises [via un contrôle politique serré] et la réduction de l'écart capacitaire avec les États-Unis.

Diplomatie

Xi Jinping et Vladimir Poutine, chaleureux amis de la nouvelle guerre froide

Monde https://www.slate.fr/ Chris Miller — Traduit par Jean-Clément Nau — 6 mars 2019 à 8h32 — mis à jour le 6 mars 2019 à 10h49

L'entente entre les deux pays n'est sans doute pas qu'une parenthèse dans une longue histoire de conflits.



Vladimir Poutine et Xi Jinping lors de la cérémonie d'ouverture de «L'année du tourisme chinois en Russie» à Moscou, le 22 mars 2013 | Sergei Ilnitsky / AFP / Pool

Le 2 mars 1969, les troupes chinoises ouvraient le feu sur des gardes-frontières soviétiques sur l'île Zhenbao. C'est là un territoire disputé (mais dénué de toute valeur stratégique) situé sur la rivière Oussouri, partie de la frontière extrême orientale qui sépare les deux pays. L'assaut chinois fit alors plusieurs dizaines de morts. Ce fut le point de départ d'une crise de plusieurs mois, faite d'alertes constantes et de violentes escarmouches le long de la frontière sino-soviétique.

L'ampleur du conflit sino-soviétique de 1969 fut heureusement limitée; il ne fit «que» quelques centaines de morts. Cette confrontation mineure eut néanmoins pour effet de transformer la Guerre froide. Au lendemain de la crise, les deux géants communistes firent le même constat: s'ils souhaitaient faire barrage à leur voisin gênant, ils devaient tout d'abord renforcer leurs liens avec les États-Unis. Lors d'un déjeuner à Washington, un diplomate soviétique demanda à un représentant américain comment la Maison-Blanche réagirait si Moscou décidait d'attaquer et de détruire le petit arsenal nucléaire chinois. Et la Chine, qui se remettait à peine du chaos engendré par la Révolution culturelle, commença à envisager le meilleur moyen de se rapprocher des États-Unis –et d'en faire un bouclier contre le pouvoir soviétique.

Cinquante ans ont passé et la situation s'est inversée. La Chine et la Russie ont résolu leurs différends frontaliers et sont devenues les meilleures amies du monde. Leur principal terrain d'entente ? L'opposition aux États-Unis, qu'elles considèrent toutes deux comme une menace

géopolitique et idéologique. L'anniversaire du conflit fait figure d'avertissement: la dernière période d'alliance entre la Chine et l'Union soviétique n'a duré qu'une petite dizaine d'années avant de s'achever avec la guerre de 1969. L'entente sino-russe d'aujourd'hui pourrait toutefois s'avérer plus solide.

Collaboration plus étroite que jamais

Depuis la toute première négociation sino-russe majeure de l'histoire, en 1689, les deux pays ont souvent été à couteaux tirés. La Russie a annexé une large portion de la Chine du nord à la fin des années 1850. Puis elle a envahi le Xinjiang (région frontalière) en 1871, et a annexé la Mandchourie chinoise en 1900. Le XX^{e} siècle n'a pas été plus paisible: dans les années 1920 et 1930, l'Union soviétique a armé et financé des révolutionnaires en Chine et envahi à nouveau la Mandchourie et le Xinjiang. En d'autres termes, l'attaque chinoise contre les gardes-frontières soviétiques n'était qu'une étape de la (très) longue histoire des guerres sino-russes.

Depuis la guerre de Corée, la Russie et la Chine collaborent toutefois plus étroitement que jamais. Elles coopèrent dans le cadre des Nations unies en cherchant à écarter les priorités occidentales. La Russie vend de l'équipement militaire à la Chine, notamment des missiles sol-air S-400. Elles soutiennent les régimes autoritaires d'Asie centrale (et d'ailleurs). Elles mènent des entraînements militaires conjoints depuis la mer Baltique jusqu'en mer de Chine méridionale. En 2018, 3.200 Chinois ont participé à l'exercice militaire russe de Vostok, sur la frontière sud du pays –l'armée russe ne considère donc clairement pas la Chine comme une menace à court terme. Et la Russie a récemment converti une large part de ses réserves de change en yuans pour se prémunir contre les sanctions américaines.

L'Union soviétique et la Chine sont passées d'alliées privilégiées à ennemies acharnées

Cette amitié est-elle faite pour durer? À Washington, beaucoup en doutent. De fait, on peut aisément identifier plusieurs pommes de discorde potentielles entre Moscou et Pékin. La Russie a toujours considéré l'Asie centrale comme faisant partie de sa sphère d'influence, mais la Chine se déploie: de nombreux projets d'investissements liés aux nouvelles routes de la soie fleurissent dans la région. La question du statut va également jouer. Jadis, Moscou avait l'ascendant sur son partenaire chinois; aujourd'hui, la puissance de Pékin devance celle de la Russie, même si les Russes refusent de l'admettre. On comprend donc pourquoi James Mattis, ancien secrétaire américain à la Défense, affirmait l'an dernier qu'il ne voyait que *«peu d'adéquation à long terme entre les projets de la Russie et de la Chine»*.

Mais le «long terme» pourrait s'avérer relativement court. Au fil de la décennie qui a suivi le milieu des années 1950, l'Union soviétique et la Chine sont passées d'alliées privilégiées à ennemies acharnées lorsque Pékin a accusé Moscou d'impérialisme et de trahison des principes socialistes. Ce revirement était pour le moins inattendu: l'Union soviétique avait facilité l'ascension de Mao Zedong et de son gouvernement communiste en 1949. Les Soviétiques soutenaient l'économie chinoise depuis le début des années 1950, période d'industrialisation à marche forcée. Et ils avaient accompagné les premiers pas du nucléaire chinois, quinze avant de caresser l'idée de détruire les installations atomiques de Pékin avec l'aide des États-Unis. L'Union soviétique entraînait encore l'armée chinoise en 1960; et neuf années plus tard, elle essuyait ses coups de feu.

Plus en paix qu'en guerre

Pourtant, en dépit de ce parcours émaillé de conflits surprises, les exemples de rapprochements éclair et de stabilisations (visiblement) réussies ne manquent pas. La Chine et la Russie se sont certes souvent fait la guerre, mais les périodes de paix prédominent. Celles et ceux qui prédisent une rupture pure et simple entre Pékin et Moscou devront expliquer quels éléments seraient à même de renverser cette dynamique. Les analyses les plus citées ne reposent parfois sur aucun fait concret. Certaines font valoir que des millions de Chinois originaires du nord du pays (région densément peuplée) seraient sur le point d'affluer en Sibérie. Les Russes désertent la Sibérie; des centaines de millions de Chinois vivent au sud de la frontière; Moscou serait-elle en passe de perdre son ascendant sur ce territoire? Or rien ne permet d'affirmer qu'un grand nombre

d'immigrés chinois serait bel et bien sur le point d'affluer en Russie; par ailleurs, un tel exode serait quelque peu surprenant, car les salaires sont souvent plus élevés sur le territoire chinois.

Il en va de même pour l'analyse selon laquelle l'appétit vorace de Chine en matière de ressources naturelles pourrait compliquer sa relation avec sa riche voisine –et l'inviter à grignoter le territoire russe pour garantir son accès aux ressources. Or la Chine peut déjà acquérir les richesses minérales de la Russie à des prix avantageux. En échange, la Russie accède à l'un des marchés les plus importants (et affichant l'une des plus fortes croissances) au monde. Pour quelle raison voudraient-ils modifier cet arrangement?

En outre, rien n'indique que la coopération sino-russe en Asie centrale se transformera en conflit. Certes, les deux pays se sont investis depuis longtemps dans la région, et nombre de leurs intérêts sont contradictoires. Mais Pékin et Moscou ont trouvé des moyens de ménager la chèvre et le chou –sagesse en partie motivée par le fait que les deux pays partagent les mêmes priorités: la stabilité politique et le maintien au pouvoir des élites. Une crise inattendue –une succession contestée au Kazakhstan après le départ de son président âgé, par exemple– pourrait certes brouiller la Russie et la Chine. Mais ni l'une, ni l'autre n'appelle de ses vœux un changement radical; elles ont donc tout intérêt à coopérer.

Les systèmes politiques russe et chinois se ressemblent de plus en plus; c'est un terreau propice à l'amitié

C'est la politique intérieure, plus que la politique étrangère, qui a engendré nombre des coups de théâtre de l'histoire diplomatique sino-russe. C'est un bouleversement idéologique national qui fut l'un des éléments déclencheur du conflit sino-russe de la fin des années 1960; Mao était en train d'accélérer le rythme de la Révolution culturelle, et il avait besoin d'un ennemi extérieur. C'est souvent le renvoi d'un Premier ministre ou la mort d'un tsar qui, au XIX^{e} siècle, motivait le début ou la fin des incursions russes sur le territoire chinois.

Les choses n'ont guère changé depuis: l'amitié sino-russe dépend toujours de la politique intérieure des deux pays. Leurs dirigeants poursuivent le même objectif avec détermination: garantir la stabilité autoritaire à domicile, rechercher l'affrontement diplomatique avec Washington à l'étranger. Les systèmes politiques russe et chinois se ressemblent de plus en plus; c'est un terreau propice à l'amitié. Et leur compétition commune avec la superpuissance mondiale américaine fait de cette amitié une nécessité.

Les États-Unis doivent-ils s'en inquiéter? Une chose est sûre: cette situation complique leur politique étrangère. La Chine et la Russie forment un duo de poids lorsqu'elles lui font barrage au sein des organisations internationales ou dans le cadre de crises telles que celle du Venezuela. Il serait difficile de parasiter l'amitié entre Pékin et Moscou; face à une confrontation américaine, les deux pays seraient toutefois moins incités à harmoniser leurs efforts. Les États-Unis préféreront sans doute attendre, en espérant que le duo se fissurera avant qu'ils n'aient à agir.

L'attente sera sans doute longue. Les présidents Xi Jinping et Vladimir Poutine ont investi sans compter dans leur relation. Il est certes toujours possible d'imaginer un coup de théâtre de politique intérieure comparable à ceux qui ont altéré l'amitié sino-russe par le passé. Les deux pays semblent toutefois bien partis pour octroyer des «mandats à vie» à leurs présidents; il pourrait donc être malavisé de parier sur un bouleversement politique à court terme. Xi et Poutine sont les garants de l'amitié mutuelle sino-russe. Ils ne semblent pas vouloir changer d'avis… et ils semblent tous deux bien décidés à conserver le pouvoir.

Economie

La Chine revoit son objectif de croissance à la baisse pour 2019

Économie Flash Eco Par Le Figaro avec Reuters Publié le 05/03/2019 à 07:34

La Chine va accorder cette année des réductions d'impôts de plusieurs milliards de dollars, augmenter les dépenses publiques d'investissement dans les infrastructures et favoriser les prêts aux petites et moyennes entreprises, a déclaré mardi le premier ministre Li Keqiang. S'exprimant à l'ouverture de la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire (ANP), le Parlement chinois, il a ajouté que le gouvernement visait une croissance économique de 6% à 6,5% pour cette année, en baisse par rapport à celui pour 2018.

Plusieurs sources avaient confié à Reuters en janvier que le gouvernement pensait définir un objectif de croissance de 6% à 6,5% pour 2019. La croissance du produit intérieur brut (PIB) chinois a progressé l'an dernier à son rythme le plus faible depuis 1990, dans un contexte de tensions commerciales avec les Etats-Unis et de tassement de la demande intérieure. Afin de relancer la croissance économique, la politique budgétaire de la Chine va être "plus vigoureuse", a déclaré Li Keqiang, avec des allègements d'impôts et de taxes pour les entreprises représentant un total de près de 2.000 milliards de yuans (259 milliards d'euros).

Le gouvernement a fixé un objectif budgétaire de 2,8% du PIB, en légère hausse par rapport à celui de 2,6% fixé pour 2018, objectif qui reflète l'accélération des dépenses en matière d'infrastructures et les baisses d'impôts. Pékin s'est également fixé un objectif d'inflation d'environ 3%, comme l'an dernier, a dit Li Keqiang, malgré le ralentissement de la hausse des prix à la consommation. D'après le rapport publié à l'ouverture de la session de l'ANP, les dépenses militaires de la Chine pour 2019 augmenteront de 7,5% par rapport à 2018.

Espace

Une ville chinoise veut lancer une lune artificielle en orbite d'ici 2020. Voici ce qu'il se passerait si la Terre avait une 2e Lune

https://www.businessinsider.fr/ Naomi Barki, Business Insider 5 Mar 2019, 18:11 Tech



Une ville chinoise veut lancer une lune artificielle en orbite d'ici 2020. Celle-ci serait beaucoup moins massive que notre Lune actuelle, mais nous nous sommes demandés ce qui se passerait si la Terre avait une deuxième lune ayant la même masse que notre Lune. Si cela se produisait, le niveau de la mer s'élèverait, inondant des villes côtières comme New York et Singapour. L'attraction supplémentaire des lunes ralentirait également la rotation de la Terre, ce qui allongerait les jours. **Voici la transcription de la vidéo :**

Une ville chinoise veut mettre en orbite une lune artificielle d'ici 2020 pour réduire ses besoins énergétiques en remplaçant l'éclairage public par une lune artificielle. Qu'ils réussissent ou non, leur idée ambitieuse nous a vraiment fait nous poser des questions... Que se passerait-il si la Terre avait deux lunes ? Eh bien, ce ne serait pas joli. Imaginez le jumeau identique de la Lune qui passe à toute allure et qui est piégé par la gravité de la Terre.

Alors qu'il s'installe en orbite, à mi-chemin entre la Terre et notre lune originelle, il fait violemment tanguer sur les océans. Dans le monde réel, c'est ainsi que notre Lune originelle influence les marées. Ainsi, la deuxième lune amplifierait l'effet. Provoquant des marées de pointe qui seraient six fois plus hautes, érodant les rivages et inondant plusieurs des plus grandes villes du monde, y compris la nôtre : New York, Singapour et Londres — disparus.

Mais toutes les destructions n'auraient pas lieu sur Terre. L'attraction combinée de la planète et de notre Lune d'origine tirerait également sur la deuxième lune. La deuxième lune serait prise dans une lutte acharnée entre la Terre et la lune d'origine. L'attraction gravitationnelle des deux extrémités déformerait la surface de la deuxième lune, ce qui déclencherait une activité volcanique énorme, inondant la surface de la deuxième lune avec des rivières de lave rouge vif. Comme des centaines de volcans que vous voyez aujourd'hui sur la lune infernale de Jupiter, Io.

Mais ce n'est pas la fin du spectacle. En ce moment, notre Lune actuelle s'éloigne de la Terre à raison de 3,8 cm par an. C'est à peu près la vitesse à laquelle vos ongles poussent. En même temps, elle attire la Terre et ralentit la rotation de la planète. Ce qui rallonge nos journées d'environ 1 seconde tous les 40 000 ans. Ce n'est peut-être pas grand-chose, mais avec deux lunes en place, cela accélérerait encore plus ce processus.

Dans des millions d'années, la journée aura augmenté de 16% ! La journée durerait plus de 28 heures ! Maintenant, un peu plus de temps dans la journée peut sembler assez agréable, mais voici le problème : la lune supplémentaire dériverait vers la Lune actuelle.

Et c'est là qu'intervient le vrai danger.

Après des millions d'années, les deux lunes entreraient en collision ! L'impact serait si massif qu'il déchiquetterait le noyau même des lunes. La lave jaillirait de leur centre — comme un œuf qui coule dans l'espace, lançant une lumière rouge vif dans le ciel de la Terre. Pendant ce temps, les débris se répandraient dans toutes les directions, et certains frapperaient inévitablement la Terre, formant d'énormes cratères de plusieurs kilomètres de large.

Ce serait une apocalypse pour toute vie sur Terre.

Et ce qui n'aurait pas frappé la planète serait plutôt piégé par la gravité de la Terre, les débris formant un anneau autour de l'équateur semblable aux anneaux autour de Saturne — mais pas pour longtemps. En l'espace de quelques années seulement, ces morceaux s'agglutineraient pour former un grand corps unique.

Peut-être que toute vie ayant survécu l'appellera la Lune, ou peut-être quelque chose d'encore mieux.

Produit par Gina Echevarria et Shira Polan

Politique

Trump demande à Pékin de retirer toutes les taxes sur les produits agricoles US

REUTERS Reuters 2 mars 2019



Donald Trump a demandé à la Chine de retirer immédiatement tous les droits de douane sur les produits agricoles américains en raison des progrès dans les négociations commerciales mais aussi car il a reporté le relèvement des droits de douane sur les importations chinoises, fixé initialement ce vendredi. /Photo d'archives/REUTERS/Grigory Dukor

WASHINGTON (Reuters) - Donald Trump a demandé à la Chine de retirer immédiatement tous les droits de douane sur les produits agricoles américains en raison des progrès dans les négociations commerciales mais aussi car il a reporté le relèvement des droits de douane sur les importations chinoises, fixé initialement ce vendredi.

"J'ai demandé à la Chine de retirer immédiatement tous les droits de douane sur les produits agricoles (dont le boeuf, le porc, etc.) en raison des progrès dans les négociations commerciales", écrit le président américain sur Twitter.

"Et je n'ai pas relevé leur seconde tranche de droits de douane à 25% le 1er mars. C'est très important pour nos grands agriculteurs - et pour moi!", ajoute-t-il.

Donald Trump a annoncé dimanche le report de la date butoir du 1er mars, après laquelle il menaçait de porter de 10% à 25% les droits de douane sur 200 milliards de dollars (176 milliards d'euros) d'importations chinoises si aucun accord n'était conclu entre les Etats-Unis et la Chine sur plusieurs de ses exigences.

(David Alexander; Arthur Connan pour le service français)

Guerre commerciale: États-Unis et Chine sont proches d'un accord

Économie Flash Eco Par Le Figaro avec AFP Publié le 04/03/2019 à 06:56



Un accord pourrait être annoncé lors d'une rencontre aux alentours du 27 mars. AFP

Les négociations entre les États-Unis et la Chine ont nettement progressé et un accord est en train de se dessiner, rapporte dimanche le Wall Street Journal.

Pékin serait disposé à abaisser les taxes douanières et à lever d'autres restrictions imposées aux importations agricoles, automobiles et chimiques américaines, détaille le Wall Street Journal. Le gouvernement chinois pourrait par exemple lever le seuil de participation maximum imposé à un groupe étranger dans une co-entreprise automobile, et abaisser les tarifs douaniers dans l'automobile sous le seuil actuel de 15%. La Chine pourrait également augmenter ses achats de produits américains, notamment de gaz naturel auprès du groupe Cheniere Energy.

Washington est aussi prêt à faire des concessions. Les autorités américaines ne seraient pas opposées à supprimer la plupart des sanctions infligées aux produits chinois l'an dernier, assure le Wall Street Journal. Le quotidien prévient toutefois que des obstacles subsistent encore, même s'il n'est pas exclu qu'un accord puisse être annoncé lors d'une rencontre aux alentours du 27 mars entre Donald Trump et Xi Jinping, dans la foulée d'une tournée en Italie et en France du président chinois.

CORÉES

Corée du Nord

Défense

La Corée du Nord a reconstruit (rapidement) un site majeur de lancement de fusées

https://www.huffingtonpost.fr/ INTERNATIONAL 08/03/2019 02:18 CET | Actualisé il y a 4 heures
Le HuffPost avec AFP

Le site de Sohae (ou Tongchang-ri) est de nouveau "opérationnel". Son démantèlement était pourtant l'une des rares promesses de Kim Jong Un à Donald Trump.

INTERNATIONAL - La paix tant souhaitée par Donald Trump est encore loin. Le site de lancement de fusées que la Corée du Nord avait commencé à démanteler dans le cadre de son rapprochement avec les États-Unis est à nouveau "opérationnel" après avoir été rapidement reconstruit par Pyongyang, ont rapporté ce jeudi 7 mars des experts américains.

S'appuyant sur de nouvelles images prises mercredi par satellite, deux cercles de réflexion de Washington, le Center for Strategic and International Studies (CSIS) et 38 North, affirment que le site de Sohae (ou Tongchang-ri), dont le démantèlement était pourtant l'une des rares promesses concrètes faites ces derniers mois aux États-Unis par le dirigeant nord-coréen, est "revenu à son statut opérationnel normal".



CSIS

✔ @CSIS

Satellite imagery acquired by @BeyondParallel on March 2, 2019, shows that North Korea is pursuing a rapid rebuilding of the long-range rocket site at Sohae (Tongchang-ri) in the aftermath of the Trump-Kim summit in Hanoi.

Read the full report: http://cs.is/2IYlcWT

61

21:48 - 6 mars 2019

"Des images satellite obtenues par @BeyondParallel le 2 mars montrent que la Corée du Nord poursuit une reconstruction rapide de son site de lancement de fusées à longue portée de Sohae (Tongchang-ri) au lendemain du sommet Trump-Kim à Hanoï"



CSIS

✔ @CSIS

North Korea appears to be rebuilding major long-range rocket site at Sohae.

This facility had been dormant since August 2018, indicating the current activity is deliberate and purposeful.

Read the @BeyondParallel report: http://cs.is/2IYlcWT

10

02:50 - 8 mars 2019

"La Corée du Nord semble reconstruire son important site de lancement de fusée à longue portée de Sohae. Cette base était inactive depuis août 2018, ce qui indique que l'activité actuelle est délibérée et intentionnelle"

"Un affront à la stratégie diplomatique" de Trump

La veille, sur la base d'images prises tout début mars, ils avaient fait état d'un début de reconstruction entamé juste avant ou juste après le sommet de Hanoï, où Donald Trump et Kim Jong Un avaient échoué fin février à conclure un accord même partiel sur le désarmement nucléaire nord-coréen. Le président des États-Unis avait prévenu mercredi qu'il serait "très, très déçu" par le dirigeant de la Corée du Nord si ces informations devaient se confirmer.



ABC News

✔ @ABC

Pres. Trump tells @karentravers he would be "very disappointed" if North Korea was rebuilding a key missile launch site: "I would be very very disappointed in Chairman Kim and I don't think I will be, but we'll see what happens." https://abcn.ws/2TxXCnR

87

14:48 - 7 mars 2019

Selon les experts de 38 North, la reconstruction de ces installations, qui comprennent un pas de tir et un site d'essais de moteurs de fusées, a continué "à un rythme rapide".

Cela "démontre que la Corée du Nord peut rapidement, et sans trop hésiter, rendre réversibles toutes les actions prises pour démanteler son programme d'armes de destruction massive", estime le CSIS. "Il s'agit d'un défi pour l'objectif américain d'une dénucléarisation définitive, irréversible et vérifiable", ajoute-t-il. Pour ses experts, "les actions de la Corée du Nord sont un affront à la stratégie diplomatique du président et manifestent le dépit nord-coréen après le refus de Trump de lever les sanctions économiques lors des entretiens de Hanoï".

Les États-Unis veulent rester optimistes

Malgré cette nouvelle, les États-Unis ont affiché jeudi un optimisme à toute épreuve, assurant pouvoir toujours obtenir la dénucléarisation de la Corée du Nord d'ici début 2021. Semblant vouloir temporiser, Donald Trump a répondu de manière évasive: "On verra", "on vous dira dans environ un an".

Sans démentir le regain d'activité à Sohae, un haut responsable du département d'État américain a ensuite assuré à la presse que l'administration Trump n'était "parvenue à aucune conclusion précise sur ce qui se passe là-bas". "Nous regardons en temps réel les développements à Sohae", a-t-il expliqué, mais "nous ne savons pas pourquoi ils font cela" et "nous allons clairement réclamer des clarifications sur les raisons" de la reconstruction.

Pour autant, ce diplomate a dressé un tableau optimiste de la situation, alors qu'à Hanoï, fin février, Donald Trump et Kim Jong Un, qui se rencontraient pour la deuxième fois, ont échoué à parvenir à un accord, même partiel, de dénucléarisation de la Corée du Nord, butant notamment sur la question des sanctions économiques dont le jeune homme fort de Pyongyang réclamait la levée en bloc.



"Nous pensons toujours" que "la dénucléarisation définitive et entièrement vérifiée de la Corée du Nord", selon une définition très exhaustive, "peut être atteinte au cours du premier mandat du président", qui s'achèvera en janvier 2021, a assuré le responsable, sous couvert de l'anonymat.

Prié de dire quel serait le dernier délai pour parvenir à un accord afin que cet objectif puisse être tenu, il a seulement répondu: "Le plus vite possible, car nous savons que chaque jour qui passe le défi est plus grand, et la menace que représente la Corée du Nord ne se dissipe pas". Il a confirmé au passage que Washington voulait toujours un "grand accord" global, plutôt qu'une approche progressive défendue par de nombreux observateurs, *a fortiori* après le fiasco vietnamien.

Si Pyongyang n'a pas publiquement évoqué ses activités à Sohae, le régime reclus a dénoncé, par le biais de son agence de presse officielle KCNA, les manoeuvres militaires conjointes en cours entre la Corée du Sud et les États-Unis, pourtant nettement réduites depuis que Donald Trump a décidé de mettre fin aux exercices de grande envergure pour conforter le réchauffement des relations avec le Nord.

La Corée du Nord a remis en état le site de lancement fusées qu'elle avait démantelé en 2018

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 7 mars 2019



Les rapports du renseignement américain, de l'Agence internationale de l'énergie atomique [AIEA] et du groupe d'experts des Nations unies sur l'application des sanctions prises à l'égard de la Corée du Nord disent tous la même chose : Pyongyang continue de développer son arsenal nucléaire et ses missiles balistiques, malgré son engagement en faveur d'une dénucléarisation de la péninsule coréenne, lequel a contribué au réchauffement de ses relations avec Séoul et à un premier sommet avec les États-Unis, en juin 2018.

Certes, la Corée du Nord a annoncé le démantèlement de son site d'essais nucléaires de Puggye-ri lancé celui de Sohae, d'où furent lancées les fusées Unha et conçus des moteurs à combustion liquide, désormais passés de mode. Seulement, cela se serait fait sans la présence d'inspecteurs internationaux…

Aussi, le second sommet entre le maître de Pyongyang, Kim Jung-un, et le président américain, Donald Trump, était très attendu [après avoir été incertain]. Ayant eu lieu à Hanoï, la semaine passée, il s'est soldé par un échec. En effet, les Nord-Coréens ont exigé une levée « partielle » des sanctions économiques [qu'ils contournent allègrement] en échange du démantèlement « complet » de ses infrastructures nucléaires à Yongbyon. « Il n'y aura pas de meilleure offre », a même prévenu Ri Yong Ho, le chef de la diplomatie nord-coréenne.

Pour la partie américaine, un tel « deal » n'est pas acceptable car la Corée du Nord dispose d'autres sites à vocation nucléaire, notamment à Kangson, où les capacités d'enrichissement de l'uranium seraient deux fois plus importantes qu'à Yongbyon.

Aussi, la rencontre entre MM. Trump et Kim aura donc tourné court. Pour Washington, a expliqué un diplomate américain à l'AFP, lever les sanctions « nous aurait de facto placé dans la situation de subventionner le développement en cours des armes de destruction massive en Corée du Nord. » Et d'ajouter : « Les armes elles-mêmes doivent être sur la table ».

Seulement, pour Pyongyang, l'arsenal nucléaire est l'assurance-vie du régime ainsi que sa seule monnaie d'échange. Ce qui fait que l'issue du sommet de Hanoï était assez prévisible.

Quoi qu'il en soit, les dirigeants nord-coréens n'ont visiblement pas tardé à prendre acte de cet échec diplomatique. En effet, d'après des images satellitaires publiées le 6 mars par le Center for Strategic and International Studies [CSIS] et 38 North, des travaux auraient lancés afin de remettre la base de Sohae en état, alors que, en septembre, Kim Jung-un avait assuré à son homologue sud-coréen, Moon Jae-in, que la fermeture de ce site serait « permanente »…

Cela étant, il n'est pas possible de savoir quand les travaux pour réhabiliter la base de Sohae ont commencé, soit un peu avant ou après le sommet de Hanoï. Mais une chose est certaine, à en croire l'examen des dernières photos satellites par le CSIS et 38 North : ils sont désormais terminés. Ce qui signifie que le démantèlement de ce site n'avait rien d'irréversible…

Cela « démontre que la Corée du Nord peut rapidement, et sans trop hésiter, rendre réversibles toutes les actions prises pour démanteler son programme d'armes de destruction massive », estiment en effet les experts du CSIS. « Il s'agit d'un défi pour l'objectif américain d'une dénucléarisation définitive, irréversible et vérifiable », ajoutent-ils.

Toujours selon le CSIS, « les actions de la Corée du Nord sont un affront à la stratégie diplomatique du président et manifestent le dépit nord-coréen après le refus de Trump de lever les sanctions économiques lors des entretiens de Hanoï. »

Corée du Sud

Défense

Etats-Unis et Corée du Sud mettent fin à leurs exercices militaires conjoints

Actualité Flash Actu Par Le Figaro.fr avec AFP Mis à jour le 03/03/2019 à 11:09 Publié le 03/03/2019 à 08:05



Les Etats-Unis et la Corée du Sud vont mettre fin à leurs exercices militaires annuels conjoints de grande envergure, qui déclenchent régulièrement la colère de la Corée du Nord, a annoncé dimanche le ministère sud-coréen de la Défense.

Ces deux exercices, baptisés "Key Resolve" et "Foal Eagle", seront remplacés par des manœuvres plus restreintes "afin de préserver une solide préparation militaire" des forces stationnées en Corée du Sud, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Cette décision a été prise lors d'une conversation téléphonique entre les ministres de la Défense sud-coréen et américain, Jeong Kyeong-doo et Patrick Shanahan, trois jours après un sommet entre le leader nord-coréen Kim Jong Un et le président américain Donald Trump à Hanoï. Ce sommet s'est conclu sans accord, mais les deux dirigeants ont souhaité garder la porte du dialogue ouverte.

Les manœuvres "Foal Eagle", qui ont lieu généralement au printemps, déclenchent chaque année la colère de Pyongyang qui y voit une répétition générale d'une invasion de la Corée du Nord.

Dans le passé, 200.000 soldats sud-coréens et quelque 30.000 soldats américains ont participé à "Foal Eagle" et "Key Resolve".

Depuis le premier sommet entre Trump et Kim à Singapour en juin, les Etats-Unis et la Corée du Sud ont réduit ou supprimé plusieurs exercices militaires conjoints, et les bombardiers américains ne survolent plus la Corée du Sud. Trump s'est plaint à plusieurs reprises de l'aspect coûteux de ces exercices. Il a cependant exclu le retrait des quelque 28.500 soldats américains déployés en Corée du Sud pour la protéger de son voisin du Nord armé de la bombe atomique.

INDE

Défense

L'Inde va louer un second sous-marin nucléaire d'attaque de type « Akula » à la Russie

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 8 mars 2019



Certes, l'Inde a été en mesure de construire un sous-marin nucléaire lanceur d'engins [SNLE], en l'occurrence l'INS Arihant, lequel vient d'achever sa première patrouille de dissuasion [en novembre 2018, ndlr]. Toutefois, pour ce qui concerne les sous-marins nucléaires d'attaque [SNA], New Delhi se tourne vers la Russie afin d'en doter sa marine.

En effet, en 1986, l'Union soviétique accepta de transférer un SNA de la classe Charlie [le K-43] à l'Indian Navy à des fins d'entraînement. Ce navire resta en service pendant trois ans sous le pavillon indien, sous le nom de « INS Chakra ». Rendu à la Russie, il fut désarmé en juillet 1992.

Puis, à la fin des années 2000, New Delhi demanda à Moscou de lui louer, pendant 10 ans, un autre SNA, afin de préparer l'entrée en service de l'INS Arihant. Et, en 2012, le Nerpa, un sous-marin de la classe Akula, fut ainsi remis à la marine indienne, qui le baptisa « INS Chakra II ». Le montant du contrat était alors de 920 millions de dollars.

À l'époque, les autorités indiennes avaient émis le souhait de pouvoir doter l'Indian Navy de deux SNA de type Akula. Mais, pour diverses raisons, cela ne put se faire. Cela étant, comme la location de l'INS Chakra II arrivera à échéance dans trois ans, New Delhi a anticipé en négociant avec Moscou le prêt d'un autre sous-marin du même type.

D'où l'accord annoncé ce 8 mars par la presse indienne. Selon plusieurs médias, l'Inde a signé un accord pour la location d'un autre SNA de type Akula 1. Ce dernier serait remis à l'Indian Navy en 2025. Le montant du contrat serait de 3 milliards de dollars, soit trois fois plus, environ, que celui conclu pour louer l'INS Chakra II.

Par ailleurs, le bail de ce dernier serait prolongé d'au moins trois ans de plus, afin que l'Indian Navy puisse conserver un SNA jusqu'à l'arrivée de son successeur.

« La location de l'INS Chakra sera étendue jusqu'en 2025, au moins, c'est à dire jusqu'à ce que le nouveau sous-marin, qui sera plus grand et plus avancé soit opérationnel », a confié une source militaire au quotidien Times of India.

A priori, le SNA qu'entend louer l'Inde serait le K-322 Kashalot qui, mis en service en 1988, doit faire l'objet d'une mise à niveau. L'accord conclu avec Moscou, à en croire les journaux indiens, comprend le soutien technique, la formation et les infrastructures nécessaires pour accueillir ce navire.

Ce nouveau contrat passé par l'Inde auprès de la Russie survient après celui portant sur l'acquisition de systèmes de défense aérienne S-400 « Triumph » pour 5,2 milliards de dollars. Théoriquement, New Delhi s'expose à des sanctions américaines, en vertu de la loi dite CAATSA, qui vise à empêcher toute transaction avec des entreprises du secteur russe de l'armement.

MALAISIE

Société

Disparition du vol MH370: réunion des familles de disparus en Malaisie

RFI 3 mars 2019



À Kuala Lumpur, les familles des passagers du vol Malaysia Airlines MH370 commémorent ce dimanche 3 mars 2019 la disparition de l'avion, cinq ans après les faits. Grace Subathiran Nathan était étudiante au moment de la disparition de l'avion au bord duquel sa mère voyageait. Elle est maintenant avocate, et représente les familles malaisiennes touchées par la tragédie aérienne. Elle est satisfaite du dialogue mis en place par le nouveau gouvernement depuis neuf mois, mais aimerait qu'il se mette en action, rapporte notre correspondante à Kuala Lumpur, Carrie Nooten. « Le nouveau gouvernement est plus ouvert pour nous rencontrer et nous parler, mais c'est tout ce qu'ils ont fait, nous explique Grace Subathiran Nathan jointe au téléphone. Ils n'ont pris aucune décision importante dans la recherche de l'avion. Il n'y a eu aucun effort non plus pour aller récupérer les débris qui ont été retrouvés à Madagascar. »Et d'ajouter : « Nous allons leur suggérer un nouvel appel pour relancer les recherches, du type "pas de résultat, pas de paiement", et mettre de côté 70 millions de dollars qui seront déboursés uniquement si l'avion est retrouvé. Ocean Infinity est d'accord pour revenir et continuer les recherches si le gouvernement les laisse faire, sur la même base qu'avant.» Quelques dizaines de pièces de l'avion ont été repérées sur les rivages de l'île Maurice et de Madagascar, mais l'épave elle-même est toujours introuvable. L'entreprise américaine Ocean Infinity est la dernière à avoir sondé les fonds marins l'an dernier, sans avoir pu confirmer aucune piste. En tout la Malaisie a déjà dépensé 116 millions de dollars en recherches - la Chine et l'Australie 45 millions. Le Boeing 777 de la Malaysian Airlines s'était volatilisé le 8 mars 2014 avec 239 personnes à son bord, peu après son décollage de Kuala Lumpur à destination de Pékin. Il s'agit de l'un des plus grands mystères de l'histoire de l'aviation civile

À Kuala Lumpur, les familles des passagers du vol Malaysia Airlines MH370 commémorent ce dimanche 3 mars 2019 la disparition de l'avion, cinq ans après les faits.

Grace Subathiran Nathan était étudiante au moment de la disparition de l'avion au bord duquel sa mère voyageait. Elle est maintenant avocate, et représente les familles malaisiennes touchées par la tragédie aérienne. Elle est satisfaite du dialogue mis en place par le nouveau gouvernement depuis neuf mois, mais aimerait qu'il se mette en action, rapporte notre correspondante à Kuala Lumpur, **Carrie Nooten**.

« *Le nouveau gouvernement est plus ouvert pour nous rencontrer et nous parler, mais c'est tout ce qu'ils ont fait,* nous explique Grace Subathiran Nathan jointe au téléphone. *Ils n'ont pris aucune décision importante dans la recherche de l'avion. Il n'y a eu aucun effort non plus pour aller récupérer les débris qui ont été retrouvés à Madagascar.* »

Et d'ajouter : « *Nous allons leur suggérer un nouvel appel pour relancer les recherches, du type "pas de résultat, pas de paiement", et mettre de côté 70 millions de dollars qui seront déboursés uniquement si l'avion est retrouvé. Ocean Infinity est d'accord pour revenir et continuer les recherches si le gouvernement les laisse faire, sur la même base qu'avant.»*

Quelques dizaines de pièces de l'avion ont été repérées sur les rivages de l'île Maurice et de Madagascar, mais l'épave elle-même est toujours introuvable. L'entreprise américaine Ocean Infinity est la dernière à avoir sondé les fonds marins l'an dernier, sans avoir pu confirmer aucune piste. En tout la Malaisie a déjà dépensé 116 millions de dollars en recherches - la Chine et l'Australie 45 millions.

Le Boeing 777 de la Malaysian Airlines s'était volatilisé le 8 mars 2014 avec 239 personnes à son bord, peu après son décollage de Kuala Lumpur à destination de Pékin. Il s'agit de l'un des plus grands mystères de l'histoire de l'aviation civile.

PAKISTAN

Opérations

Le Pakistan assure avoir refoulé un sous-marin indien de sa zone économique exclusive

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 6 mars 2019



Trois semaines après l'attentat qui, commis à Pulwama, dans l'État de Jammu-et-Cachemire, a fait 41 tués parmi des paramilitaires indiens [41 tués], l'Inde et le Pakistan sont toujours à couteaux tirés, New Delhi accusant Islamabad d'abriter, voire de soutenir, le Jaish-e-Mohammad [JeM], le groupe jihadiste ayant revendiqué cet acte terroriste.

La semaine passée, des Mirage 2000H de l'Indian Air Force [IAF] ont visé un camp d'entraînement de cette organisation terroriste situé au Pakistan. Ce qui a donné lieu à des représailles de la part d'Islamabad… et à plusieurs incidents aériens. Au cours de l'un d'eux, un MiG-21 « Bison » indien a été abattu en territoire pakistanais. Capturé, son pilote a finalement été remis à New Delhi, en « signe d'apaisement », non sans avoir préalablement enregistré une vidéo dans laquelle, probablement sous la contrainte, il a critiqué « l'hystérie guerrière » en Inde.

Puis, au lendemain de la libération de ce pilote, présentée comme un « geste de paix » par Islamabad, les unités indiennes et pakistanaises déployées de part et d'autre de la Ligne de contrôle [LoC], qui traverse le cachemire, ont échangé des tirs d'artillerie qui ont fait au moins 7 tués dans les deux camps.

Cela étant, le 5 mars, Islamabad a continué à vouloir montrer leur bonne foi en annonçant l'arrestation de 44 « extrémistes » en lien avec l'attentat de Pulwama, dont Abdul Rauf, qui serait un frère de Masood Azhar, le chef de Jaish-e-Mohammad. Seulement, dans le même temps, la marine pakistanaise a affirmé avoir « repoussé » un sous-marin indien qui approchait de sa zone maritime.



En effet, via un communiqué, la marine pakistanaise a expliqué avoir détecté le sous-marin indien dans sa zone économique exclusive, soit à 200 nautiques des côtes dont elle assure la surveillance et la protection.

Et à l'appui de ses affirmations, la marine pakistanaise a diffusé une vidéo en noir et blanc de mauvaise qualité, sur laquelle elle assure que l'on peut y distinguer un périscope. Et de suggérer

que le sous-marin en question serait l'INS Kalvari, un bâtiment de type Scorpène [de Naval Group, ndlr], mis en service au sein de l'Indian Navy. en décembre 2017.

Selon la date figurant sur cette vidéo, le sous-marin indien aurait été filmé le 4 mars, aux environs de 20H30. « Il aurait pu être facilement engagé et détruit s'il n'y avait pas eu la politique de maintien de la paix voulue par le Pakistan », a affirmé la marine pakistanaise.

 **Cdre Arshid Javed DGPR Navy @dgprPaknavy**

Sequel to Indian Air Force intrusion into Pakistani air space, India continues to embark upon a series of provocative actions against Pakistan. Indian Navy has deviously deployed its submarines against Pakistan...see more...http://bit.do/eKfB8



0:41

03:17 - 5 mars 2019

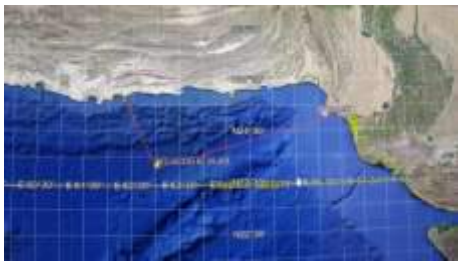
« C'est le deuxième incident de ce type depuis novembre 2016, quand la marine pakistanaise avait détecté un sous-marin indien dans les eaux du Pakistan », a-t-elle ajouté.

À New Delhi, on a rejeté ces allégations et dénoncé la « désinformation » du Pakistan. « La marine indienne ignore cette propagande et reste déployée au besoin pour protéger les intérêts maritimes nationaux. Nos déploiements ne sont nullement découragés », a fait valoir un porte-parole. « Pourquoi un sous-marin dans les eaux pakistanaises aurait-il sorti son périscope? », a ironisé une source gouvernementale indienne, citée par l'AFP.

Selon le droit maritime international, la limite des eaux territoriales sont fixées à 12 nautiques des côtes, tandis que celle d'une zone économique exclusive s'étend jusqu'à 200 nautiques. Et, selon l'interprétation de la majorité des pays signataires, la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer indique que les État côtiers ont le droit de réglementer les activités économiques dans leur ZEE mais pas celles des navires militaires amenés à y transiter.

 **Vishnu Som**Compte certifié **@VishnuNDTV**

A look at the on-screen display of the submarine imagery released by the Pak Navy indicates it was 415 kms from Karachi, 158 kms from Gwadar, NO WHERE near Pak territorial limits.



00:46 - 5 mars 2019

Le texte permet même aux bâtiments de guerre de traverser les eaux territoriales « de manière continue et rapide » [.pdf] à la condition d'avoir un comportement exempt de toute menace [droit de passage inoffensif, ndlr]. Ce qui signifie que les sous-marins doivent faire surface s'ils sont amenés à naviguer à moins de 12 nautiques des côtes d'un pays étranger.

Seulement, comme l'explique Nicolas Péné, doctorant en géographie à l'Université de Reims, dans le Bulletin de l'association des géographes français, « depuis 1999, la Pakistan Navy semble se concentrer sur une mission de déni d'accès des eaux de sa ZEE, principalement grâce à ses

sous-marins. » Et d'ajouter : « Certes plus faible que l'Indian Navy, cette marine constitue une menace particulièrement surveillée sur les côtes du nord-ouest de l'Inde, au Gujarat, et bénéficie d'un allié de poids, la Chine qui lui vend de l'armement et lui a permis d'accéder à l'arme nucléaire par le passé. »

EUROPE

EUROPE (Union européenne)

BREXIT

Brexit: l'UE prête à fournir des garanties supplémentaires (Barnier)

AFP 2 mars 2019







Des militants pro-Brexit manifestent devant le Parlement à Londres le 27 février 2019

Paris (AFP) - L'Union européenne est prête à fournir des garanties supplémentaires au Royaume-Uni en vue de faciliter l'approbation par le Parlement britannique de l'accord sur le Brexit, déclare le négociateur européen Michel Barnier dans une interview publiée samedi par plusieurs journaux européens.

"Nous pouvons trouver des garanties pour confirmer, clarifier, garantir la bonne volonté et la bonne foi des Européens, avec des engagements qui auront une vraie force juridique car ils seront conjoints. Nous y travaillons jour et nuit", a déclaré M. Barnier lors d'un entretien avec Les Echos, Die Welt, La Stampa et El Mundo.

"Ces assurances peuvent être donnée dans un "document interprétatif", dont la forme reste à définir, qui viendrait en plus du traité de sortie et de la déclaration politique", ajoute le négociateur européen.

Selon lui, "il y a une incompréhension liée au "backstop"" ("filet de sécurité" en français), une disposition censée éviter le retour d'une frontière physique entre la République d'Irlande et la province britannique voisine d'Irlande du Nord après le Brexit, prévu officiellement le 29 mars.

"Certains au Royaume-Uni affirment craindre que les Européens ne l'utilise pour les maintenir indéfiniment dans un territoire douanier commun. Cela n'est pas et n'a jamais été notre volonté", assure M. Barnier.

La Parlement britannique a rejeté en début d'année l'accord de sortie de l'UE négocié pendant deux ans par Bruxelles et Londres, en raison notamment du "filet de sécurité", et la Première ministre Theresa May réclame en conséquence des changements.

Londres veut que le "backstop" soit limité dans le temps, ou bien veut être autorisé à y mettre fin de façon unilatérale.

Dans l'entretien, M. Barnier estime toutefois que "le limiter dans le temps ou introduire une clause unilatérale de sortie remettrait en cause sa crédibilité. (...) Il s'arrêtera quand nous aurons soit un accord global sur la relation future, soit un accord spécifique avec l'Irlande".

M. Barnier indique qu'il rencontrera la semaine prochaine le secrétaire d'État britannique chargé du Brexit Stephen Barclay et l'Attorney General Geoffrey Cox, chargé de conseiller juridiquement le gouvernement britannique.

De source bruxelloise, cette rencontre pourrait avoir lieu mardi à Bruxelles.

"Si les Britanniques veulent beaucoup plus qu'un accord de libre-échange, nous pouvons modifier en profondeur la déclaration politique qui pose les bases de la relation future. S'ils veulent une union douanière, nous sommes prêts et cela peut donner une autre dimension à la question de l'Irlande", assure M. Barnier.

"Il y a un chemin pour que les Britanniques puissent voter d'ici au 12 mars avec des garanties de notre bonne volonté. Ce sera alors à eux de prendre leurs responsabilités", dit-il, sans toutefois exclure que les discussions se prolongent au-delà du 29 mars.

"Les institutions européennes feront le nécessaire de leur côté mais les Britanniques nous ont dit par le passé qu'il leur fallait deux mois pour ratifier. Il faudrait alors toutefois une simple extension technique et parfaitement motivée. Il serait légitime que les Européens répondent oui", indique le négociateur européen.

"La question n'est pas posée aujourd'hui. C'est au Royaume-Uni d'en faire la demande puis aux 27 de l'accepter éventuellement, à l'unanimité", précise-t-il.

Dans un tel scénario, "je ne crois pas qu'il y aura d'objections de principe mais la question qui se posera, c'est: pour quoi faire? Quels seront les nouveaux choix alors des Britanniques? La durée de l'éventuelle extension dépendra de la réponse qu'obtiendront alors les chefs d'Etats des 27. Il faudra des éléments nouveaux. L'extension doit servir à régler un problème, pas à juste le reporter à plus tard en restant dans l'impasse", a-t-il mis en garde.

Défense

Le président Macron propose un traité de défense et de sécurité pour l'Union européenne

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 5 mars 2019



Dans une tribune diffusée en 28 langues, ce 5 mars, le président Macron a précisé le projet qu'il entend porter à l'occasion des prochaines élections européennes, qui se tiendront le 29 mai. Dans ce texte, intitulé « Pour une renaissance européenne« , il définit ainsi trois priorités : « retrouver l'esprit de progrès », « défendre notre liberté » et « protéger notre continent ».

S'agissant du progrès, Emmanuel Macron propose de doter le « nouveau Conseil européen de l'innovation d'un budget comparable à celui des États-Unis, pour prendre la tête des nouvelles ruptures technologiques, comme l'intelligence artificielle », ce qui ne peut qu'intéresser le monde de la Défense.

Toujours dans le même chapitre, le président français estime qu'une « Europe qui se projette dans le monde doit être tournée vers l'Afrique, avec laquelle nous devons nouer un pacte d'avenir ». Il s'agirait ainsi de soutenir le développement de ce continent, via des investissements, des partenariats universitaires ou encore « l'éducation des jeunes filles ». Là encore, de telles mesures pourraient faire reculer l'influence jihadiste. Dans ce domaine, l'Union européenne soutient par exemple un Programme d'Investissements Prioritaires [PIP], au profit des pays du G5 Sahel.

Le second sujet évoqué par M. Macron concerne essentiellement les influences extérieures qui, via les cyberattaques et autres « infox », visent à manipuler les élections. « Nous ne pouvons pas nous permettre d'être naïfs. […] Il y a des gens qui veulent perturber les élections européennes, et qui disposent d'outils très sophistiqués », avait ainsi prévenu Frans Timmermans, le vice-président de la Commission, en décembre dernier. La campagne sur le Brexit, au Royaume-Uni, aurait donné lieu à de telles ingérences, des chercheurs de l'Université d'Édimbourg ayant identifié pas moins de 400 faux comptes créés sur les réseaux sociaux pour diffuser des messages hostiles à l'Union européenne.

« Notre liberté première est la liberté démocratique, celle de choisir nos gouvernants là où, à chaque scrutin, des puissances étrangères cherchent à peser sur nos votes », a résumé M. Macron, avant de proposer la création d'une « Agence européenne de protection des démocraties qui fournira des experts européens à chaque État membre pour protéger son processus électoral contre les cyberattaques et les manipulations. » Et, pour faire bonne mesure, il estime également qu'il faudrait « interdire le financement des partis politiques européens par des puissances étrangères » et « bannir d'Internet, par des règles européennes, tous les discours de haine et de violence, car le respect de l'individu est le fondement de notre civilisation de dignité. »

Enfin, au chapitre « protéger notre continent », Emmanuel Macron estime que l'UE a « oublié de regarder les réalités du monde ». Et, selon lui, « aucune communauté ne crée de sentiment d'appartenance si elle n'a pas des limites qu'elle protège ». D'où la nécessité de veiller sur les frontières européennes. « La frontière, c'est la liberté en sécurité », insiste-t-il.

Aussi, le président français propose de « remettre à plat l'espace Schengen » et de mettre en place une « police des frontières commune et un office européen de l'asile », avec des obligations strictes de contrôle et une solidarité européenne à laquelle chaque pays contribue. Et le tout sous l'autorité d'une « Conseil européen de sécurité intérieure. »

Cela étant, M. Macron n'a pas oublié la défense européenne. Et si d'importants progrès ont été accompli ces dernières années avec le Fonds européen de défense et la coopération structurée permanente, il s'agit d'aller encore plus loin puisqu'il propose un « traité de défense et de sécurité » pour l'UE.

Ce texte « devra définir nos obligations indispensables, en lien avec l'Otan et nos alliés européens : augmentation des dépenses militaires et clause de défense mutuelle rendue opérationnelle », explique-t-il.

En clair, et comme il l'avait déjà annoncé en août 2018 lors de la Conférence des ambassadeurs, l'idée est de renforcer la portée de l'article 42-7 du Traité sur l'Union européenne, lequel prévoit que les États membres doivent « aide et porte assistance par tous les moyens en leur pouvoir » à l'un d'entre-eux s'il fait l'objet d'une « agression armée sur son territoire. » Mais il s'agit aussi de renforcer le pilier européen de l'Otan en doter l'UE d'une autonomie stratégique par rapport aux États-Unis.

En outre, ce nouveau traité instituerait un « Conseil de sécurité européen », comme l'avait déjà proposé Angela Merkel, la chancelière allemande, en novembre dernier. Et, à l'époque, elle avait estimé qu'il ne fallait « plus appliquer la règle de l'unanimité » dans ce domaine afin de permettre à l'UE d'agir plus facilement sur la scène internationale ».

Dans sa tribune, M. Macron reprend donc à son compte l'idée de ce Conseil de sécurité européen en voulant y associer le Royaume-Uni « pour préparer nos décisions collectives. » Pour rappel, Londres a rejoint l'Initiative européenne d'intervention [IEI] lancée par Paris en dehors du cadre de l'UE afin de développer une culture stratégique européenne et à renforcer la capacité des pays européens à agir ensemble.

Photo : Ministère des Armées

Quand Emmanuel Macron joue au petit alchimiste avec les milliards du Fonds défense

http://www.bruxelles2.eu/ 6 Mar 2019 désinformation, Emmanuel Macron, Fonds européen de défense, MFF

(B2) La présidence de la république française s'est livrée à un petit bilan du discours de la Sorbonne prononcé en septembre dernier. Bilan somme toute intéressant et normal… s'il ne comportait pas de grossières erreurs, voire des tentatives de manipulations de faits

Dans le « *point d'étape de l'initiative de la Sorbonne* », diffusé ce mardi (5 mars) sur le site de l'Elysée, on retrouve sous l'intitulé : budget de défense commun… ceci :



— UNE EUROPE QUI PROTÈGE

Budget de défense commun

Avec le lancement d'un **Fonds européen de défense**, qui est désormais opérationnel, l'Union investit **1,5 milliard d'euros** en 2019 et 2020, puis **13 milliards** sur la période 2021-2027, dans des projets de recherche dans le domaine de la défense et dans le développement industriel de technologies de défense.

Ceux qui connaissent le sujet, comme B2 le suit depuis des années, ont eu une étrange sensation : aurais-je perdu une étape, oublié un chiffre quelque part…

Reprenons les éléments un par un …

1. « *Le Fonds européen de défense […] est désormais opérationnel* **»**

C'est une illusion. Le fonds européen de défense (FEDef) n'est pas encore opérationnel. Les négociateurs européens viennent juste de tomber d'accord sur une bonne partie du règlement. Mais celui-ci n'est pas encore approuvé définitivement, et ne le sera pas avant plusieurs mois. Et les appels à propositions sont loin d'être lancés. Tout simplement, car il reste un détail important à régler : le montant du fonds (13 milliards), qui ne fait l'objet d'aucun accord (cf. point 3). Le FEDef est donc virtuel et non opérationnel.

2. *« L'Union investit 1,5 milliard d'euros en 2019 et 2020 […] dans des projets de recherche dans le domaine de la défense et dans le développement industriel de technologies de défense. »*

C'est vrai sur le fond, faux sur le chiffre. Pour 2019-2020 il y a en effet deux programmes préliminaires au Fonds européen de défense, l'un pour le développement industriel (PEDID / EDIDP) doté de 500 millions € pour les deux ans (2019-2020) (1), l'autre pour l'action préparatoire doté de 90 millions € pour trois ans (2017-2020). Même en additionnant le tout, on n'arrive pas à 1,5 milliard. Il manque un milliard d'euros. Un véritable tour de prestidigitateur !

3. « *… 13 milliards sur la période 2021-2027 »*

C'est un chiffre putatif. Pour 2021-2027, il y a effectivement un montant proposé par la Commission européenne de 13 milliards d'euros sur les sept ans du Fonds européen de défense (FEDEF). Mais ce chiffre n'a pas été agréé, par personne. Et il est loin de l'être. Il fait partie en effet d'une vaste négociation sur ce qu'on appelle le MFF, le futur cadre budgétaire multiannuel pour les sept années à venir. Les chefs d'État et de gouvernement vont devoir arbitrer entre les différentes priorités, pour arriver à un accord… avec le Parlement européen, une négociation toujours rude, qui est aggravée par le départ du Royaume-Uni (qu'il va falloir remplacer). Cette négociation n'a pas encore vraiment commencé, elle ne devrait l'être qu'au second semestre 2019. Emmanuel Macron le sait bien. La France — comme plusieurs autres États membres — ne sont d'ailleurs pas très pressés, estimant qu'il y a encore du temps. Un accord devrait intervenir, au bas mot, que fin 2019 ou début 2020 (dans l'hypothèse optimiste…). Et il est très rare qu'une proposition soit acceptée sans voir son montant diminuer. Concrètement, si le FEDef sort de la

bataille en étant doté de 10 milliards, cela sera considéré comme bien. Et si on atteint 12 milliards cela sera considéré comme une 'grande victoire'.

De la désinformation pure

Annoncer l'opérationnel là où il y a putatif, faire une erreur (volontaire) sur les chiffres, prendre une prévision pour une réalité… Tout cela en une seule phrase, c'est un exploit ! On peut avoir un désir d'Europe, être volontaire, poser des ambitions. A un moment, il faut parler vrai et être réel. Sinon on passe pour un alchimiste, qui transforme le plomb en or. Ce n'est pas digne d'un président de la République, d'un responsable européen, surtout quand il affirme vouloir combattre la désinformation. On combat bien la désinformation quand on donne les bonnes informations.

(Nicolas Gros-Verheyde)

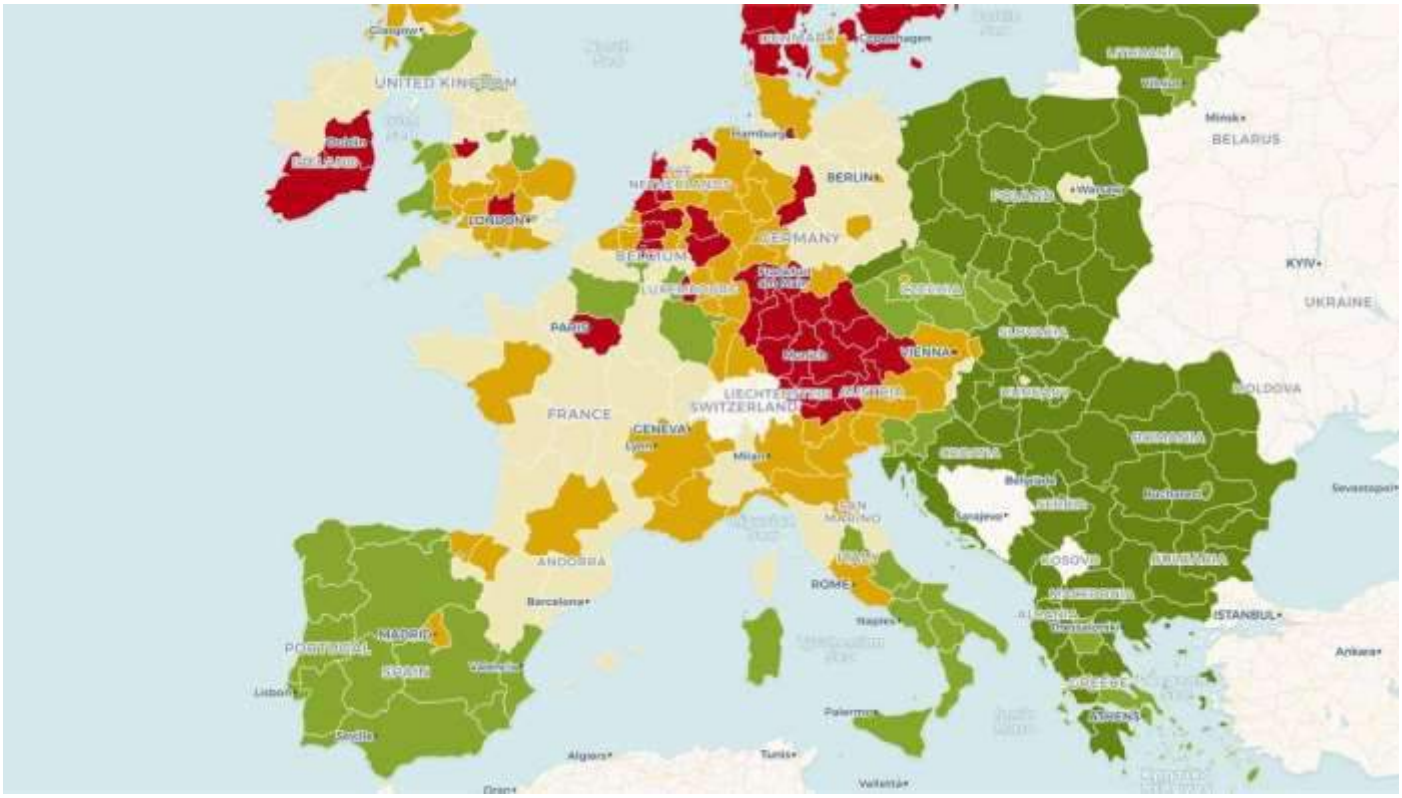
1. « *L'enveloppe financière pour l'exécution du programme pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2020 est établie à 500 000 000 EUR en prix courants* » (article 4 du règlement (UE) 2018/1092 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018, JOUE L 200 du 7.8.2018 établissant le programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense visant à soutenir la compétitivité et la capacité d'innovation de l'industrie de la défense de l'Union).

Nicolas Gros-Verheyde

Economie

CARTE. La différence de richesse entre régions de l'UE montre une Europe fracturée

Accueil Europe Union Européenne https://www.ouest-france.fr/ Fabien CAZENAVE et Erwan ALIX Modifié le 07/03/2019 à 14h53 Publié le 07/03/2019 à 14h18

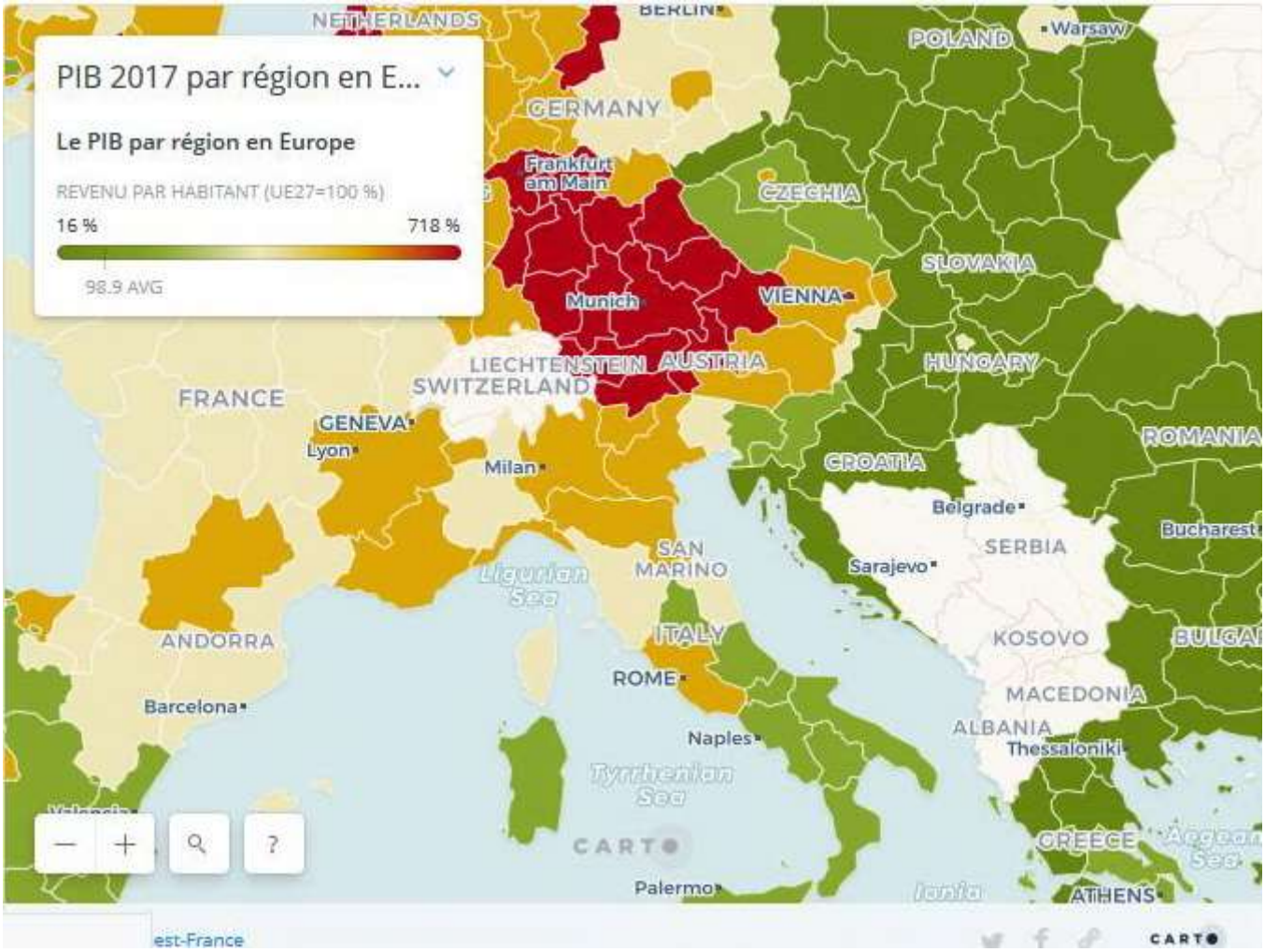


La carte du PIB des régions en Europe montre une division Est/Ouest et Nord/Sud | OUEST-FRANCE

Les régions les plus pauvres de l'Union européenne sont situées à l'Est et au Sud, selon des chiffres d'Eurostat publiés en février. La carte de la richesse de ces régions montrent que les plus prospèrent sont celles qui accueillent la capitale d'un pays. D'autre part, une division apparaît entre les pays qui ont adhéré avant ou après 2004.

Les trois quarts de la population de l'Union européenne (UE) habitent dans des régions avec un PIB par résident en 2017 au-dessus de 75 % de la moyenne en Europe, selon les derniers chiffres fournis par l'office européen des statistiques (Eurostat) le 26 février 2019. La région la plus riche est celle de Londres, la plus pauvre est située en Bulgarie.

En fait, la capitale britannique est très loin devant toutes les autres. Elle est estimée par Eurostat à un niveau de 626 % au-dessus de la moyenne européenne. La suivante est le Luxembourg avec **« seulement »** un score de 252 % au-dessus, suivi du sud de l'Irlande (220 %).



Une seule région française parmi les plus riches

L'Île-de-France arrive en dixième position (176 %), juste derrière la région de Bavière (177 %) et la région de la capitale slovaque, Bratislava (179 %). Dans ce classement, les capitales des États membres occupent sept des dix premières places, à l'exception des régions de Hambourg (Allemagne), de Cork (Irlande) et de Munich. Il n'y a pas d'autre région française dans les 20 premières places.

En 2017, 21 régions disposaient d'un PIB par habitant situé à 50 % ou plus au-dessus de la moyenne de l'UE : cinq en Allemagne, deux respectivement en Irlande, en Autriche, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. La population vivant dans ces régions représente 52,3 millions d'habitants.

Les régions les plus pauvres à l'Est et au Sud de l'UE

À l'opposé, dans les régions au PIB par habitant le plus faible, le podium est occupé par deux régions bulgares (à 31 et 34 % de la moyenne européenne), devançant la région française de Mayotte (34 %). La population résidant dans les vingt régions les plus pauvres est de 22,9 millions d'habitants.

La carte montre qu'il y a une césure entre les États membres entrés dans l'Union européenne avant et après la grande vague d'adhésion de 2004. Les pays du sud de l'Europe sont aussi parmi les régions les moins riches : le Portugal, l'Espagne, la Grèce et l'Italie du Sud.

Ces données sont importantes pour les régions. La politique de cohésion de l'Union européenne s'appuie en partie dessus pour savoir combien d'argent le budget européen reverse aux pays pour assurer le développement des régions qui en ont le plus besoin et permettre ainsi un développement territorial équilibré.

La Commission européenne estime qu'entre 2007 et 2012 la politique de cohésion a permis la création de 600 000 emplois.

La BCE dégaine des mesures de soutien à la zone euro

Économie Conjoncture http://www.lefigaro.fr/ Par Armelle Bohineust Mis à jour le 08/03/2019 à 09:28 Publié le 07/03/2019 à 20:12

La BCE annonce une vague de prêts géants aux banques



Mario Draghi, le président de la BCE (Banque Centrale Européenne) annonce le lancement dès septembre 2019 jusqu'a 2021 de prêts géants aux banques.

La banque centrale repousse la hausse des taux d'intérêt pour contrer le ralentissement économique.

Un ton dramatique et une batterie de mesures loin d'être toutes attendues. Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne, qui distille en général suffisamment de petites phrases pour éviter les surprises lors de ses conférences, a étonné les marchés jeudi.

La BCE a carrément repoussé à «au moins la fin de cette année» la remontée de ses taux d'intérêt. Une décision surprenante pour les observateurs, qui prévoyaient plutôt le statu quo -sur l'évolution des taux, dont l'horizon avait auparavant été fixé à «l'été 2019». «Quand vous êtes dans le noir, vous faites de petits pas. Vous ne courez pas, mais vous bougez», a expliqué Mario Draghi, lors de la conférence de presse à l'issue du conseil des gouverneurs.

La situation économique de la zone euro est nettement moins brillante que l'institut de Francfort voulait encore le croire fin 2018. Les décisions de la BCE s'inscrivent «dans le contexte de la forte révision à la baisse de ses perspectives de croissance réelle et d'inflation», résume Eric Dor, directeur des études économiques de l'IESEG. Même si elle est un peu moins pessimiste que l'OCDE, la BCE a assombri son pronostic pour la zone euro. Elle n'attend plus que 1,1 % de croissance en 2019 et 1,6 % en 2020, alors qu'elle prévoyait 1,7 % pour chacune de ces années en décembre.

«En repoussant la hausse des taux aux calendes grecques, la BCE force sans doute un peu le trait pour montrer qu'elle a aujourd'hui compris la situation» Éric Bourguignon, directeur général délégué de Swiss Life Asset Management

Côté inflation, Mario Draghi se dit convaincu que «l'on atteindra, avec le temps», l'objectif officiel d'une hausse des prix proche de 2%. Pas à court terme en tout cas. L'inflation ne dépassera pas 1,2% en 2019 et 1,5% puis 1,6% les deux années suivantes, prévoit désormais la Banque centrale, qui tablait auparavant sur une pente aboutissant à 1,8% en 2021.

La BCE, qui a stoppé fin décembre son programme de rachats nets massifs de dette publique et privée (la politique dite de «QE», quantitative easing), a annoncé jeudi une nouvelle vague de prêts géants et bon marché aux banques. Elle entend ainsi «préserver des conditions de crédit

favorables» et une «bonne transmission de la politique monétaire» à l'économie. Ce plan d'aide, déployé entre septembre prochain et mars 2021, soit plus tôt que prévu, facilite la redistribution des liquidités sous forme de crédits aux entreprises et aux ménages. En 2016 et 2017, les banques, en particulier les établissements italiens les plus fragiles, s'étaient précipitées sur ce programme baptisé TLTRO.

Autre mesure annoncée hier, pour maintenir des conditions de financement favorables, la BCE continuera à réinvestir son stock d'obligations à échéance «bien au-delà» de la date à laquelle elle aura commencé à relever les taux d'intérêt. «Cela va beaucoup plus loin que la plupart d'entre nous ne l'imaginaient», analyse Paul Diggle, économiste chez Aberdeen Standard Investments.

Risques multiples

«Il y a toutefois une contradiction entre le ton adopté par Mario Draghi, beaucoup plus inquiet que prévu sur la conjoncture, et son discours émaillé de messages positifs», relève de son côté Éric Bourguignon, directeur général délégué de Swiss Life Asset Management. Le patron sur le départ de la BCE - son mandat prend fin le 31 octobre - a en effet souligné que la probabilité d'une récession était «faible» et que l'économie de la zone euro «ne manquait pas de peps».

Mario Draghi a brossé jeudi le tableau des «risques multiples» qui pèsent sur la conjoncture. Ces dangers vont des tensions protectionnistes aux incertitudes géopolitiques, en passant par les soubresauts des marchés émergents. Le «ralentissement de la demande externe», ainsi que des «facteurs» spécifiques à certains secteurs ou pays, tels que les difficultés de l'industrie automobile allemande, «suggèrent des perspectives plus faibles qu'attendu à moyen terme», a-t-il déclaré.

En parallèle, le patron de la BCE a insisté, comme il l'avait fait lors des réunions précédentes, sur le soutien économique lié «aux conditions favorables de financement», au recul du chômage et à la hausse des salaires, ainsi qu'à «l'expansion actuelle de l'activité mondiale, même ralentie».

«En repoussant la hausse des taux aux calendes grecques, la BCE force sans doute un peu le trait pour montrer qu'elle a aujourd'hui compris la situation, ce qui est aussi une façon de reconnaître qu'elle s'est trompée en décembre par excès d'optimisme», résume Éric Bourguignon. L'impact est en tout cas net sur l'euro, qui a plongé à son niveau le plus bas face au dollar en quatre mois.

Opérations

La mission de l'observation de l'UE en Géorgie (EUMM) recrute

http://www.bruxelles2.eu/ 2 Mar 2019 EUMM Georgia, jobs

(B2) La mission d'observation de l'UE en Géorgie (EUMM Georgia) recrute actuellement quelques personnels par voie de contrat (ou de détachement) :

- responsable de la logistique
- chef de l'unité de gestion des installations,
- responsable des marchés publics
- responsable des transports
- officier de sécurité de la mission et son adjoint.

D'autres sont recrutés uniquement par voie de détachement des États membres, notamment le chef des opérations, le chef adjoint du département des rapports analytiques et de la sensibilisation, un personnel chargé de la planification et de l'évaluation, un officier de liaison avec le service de sécurité de Géorgie, et plusieurs observateurs ou analystes de situation, situés dans les 'Fields office' de Mtskheta, Gori et Zugdidi.

Date limite d'inscription: 11 mars 2019 17h (Bruxelles).

Informations détaillées ici https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/58302/call-contributions-european-union-monitoring-mission-georgia-eumm-georgia_en

PS : pour parfaire vos connaissances sur la politique européenne, le manuel sur la politique européenne de sécurité et de défense est le complément indispensable à votre préparation

Nicolas Gros-Verheyde

Politique

Révision des traités, banque du climat… Ce qu'il faut retenir de la lettre aux Européens d'Emmanuel Macron

Accueil Elections Européennes https://www.ouest-france.fr/ avec AFP Modifié le 04/03/2019 à 22h05 Publié le 04/03/2019 à 20h36



Emmanuel Macron, le 18 octobre dernier lors d'un sommet européen à Bruxelles | FRANCOIS LENOIR / REUTERS

Dans une tribune publiée ce lundi 4 mars dans plusieurs médias européens, Emmanuel Macron détaille sa vision de l'Union européenne. Le président de la République y fait des propositions pour réformer l'Europe.

Dans sa lettre **« pour une Renaissance européenne »**, Emmanuel Macron s'adresse aux citoyens européens. Publiée sur plusieurs sites de presse quotidienne régionale en France et en Europe, la tribune du président de la République aborde une batterie de propositions pour l'Union européenne allant de la remise à plat de Schengen à la création d'une banque pour le climat.

Ce n'est pas encore une entrée en campagne mais une **« impulsion »** ou une façon de **« planter le décor »** avant les élections européenes du 26 mai, assure-t-on à l'Elysée. Néanmoins, en publiant largement un texte aux allures de programme, Emmanuel Macron, dont le parti La République en marche est au coude-à-coude avec le Rassemblement national dans les intentions de vote, entre de plain pied dans la bataille électorale européenne.

Tour d'horizon des propositions principales faites par le président de la République.

Création d'une « banque européenne du climat »

Emmanuel Macron appelle l'UE à prendre **« la tête du combat écologique »**, proposant la création d'une **« Banque européenne du climat »** pour financer la transition écologique, et d'une force sanitaire européenne pour **« renforcer les contrôles »** des aliments.

Le président de la République, pour qui l'UE doit **« diviser par deux »** sa consommation de pesticides d'ici 2025, souhaite également une **« évaluation scientifique indépendante des substances dangereuses pour l'environnement »**, alors que plusieurs agences sanitaires ont été soupçonnées de reprendre trop complaisamment les arguments de la firme Monsanto.

Établir une « police des frontières commune »

Il propose de **« remettre à plat l'espace Schengen »** afin de rétablir **« la liberté en sécurité ».** Le chef de l'État préconise en outre **« une police des frontières commune et un office européen de l'asile, des obligations strictes de contrôle, une solidarité européenne à laquelle chaque pays contribue, sous l'autorité d'un Conseil européen de sécurité intérieure »**.

Un « Conseil de sécurité européen associant le Royaume-Uni »

Emmanuel Macron souhaite la mise en place d'un **« Conseil de sécurité européen associant le Royaume-Uni »**, pour préparer les **« décisions collectives »** de l'Union européenne dans le domaine de la défense.

Selon le président de la République, l'UE doit se doter d'un **« traité de défense et de sécurité »** qui définira les obligations des pays de l'UE, en lien avec l'OTAN et les alliés européens de l'UE : **« augmentation des dépenses militaires, clause de défense mutuelle rendue opérationnelle, Conseil de sécurité européen associant le Royaume-Uni »**.

Instaurer « une préférence européenne »

Emmanuel Macron appelle à **« réformer »** la politique de concurrence en vigueur dans l'UE et souhaite instaurer **« une préférence européenne »**.

« Nos frontières doivent aussi assurer une juste concurrence », estime Emmanuel Macron, appelant à **« sanctionner ou interdire en Europe les entreprises qui portent atteinte à nos intérêts stratégiques et nos valeurs essentielles »**.

Le chef de l'État cite notamment les **« normes environnementales, la protection des données et le juste paiement de l'impôt »** comme critère commercial.

Créer une « agence européenne de protection des démocraties »

Le président français Emmanuel Macron a appelé à l'interdiction du **« financement des partis politiques européens par des puissances étrangères ».**

Il propose la création d'une **« agence européenne de protection des démocraties »**, chargée de protéger les élections dans chaque Etat-membre des **« cyberattaques »** et **« manipulations »**. **« Nous devons bannir d'internet, par des règles européennes, tous les discours de haine et de violence »**, plaide le chef de l'État dans une tribune publiée à deux mois du scrutin européen.

Orbán divise la droite européenne pour mieux régner sur l'Europe

Monde http://www.slate.fr/ Joël Le Pavous — 7 mars 2019 à 14h52

Heurté par la campagne contre Jean-Claude Juncker en Hongrie, le Parti populaire européen menace d'exclure le Fidesz de ses rangs tandis que Budapest accentue son impact idéologique sur le continent.



Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán à Budapest le 10 février dernier. | Attila Kisbenedek / AFP

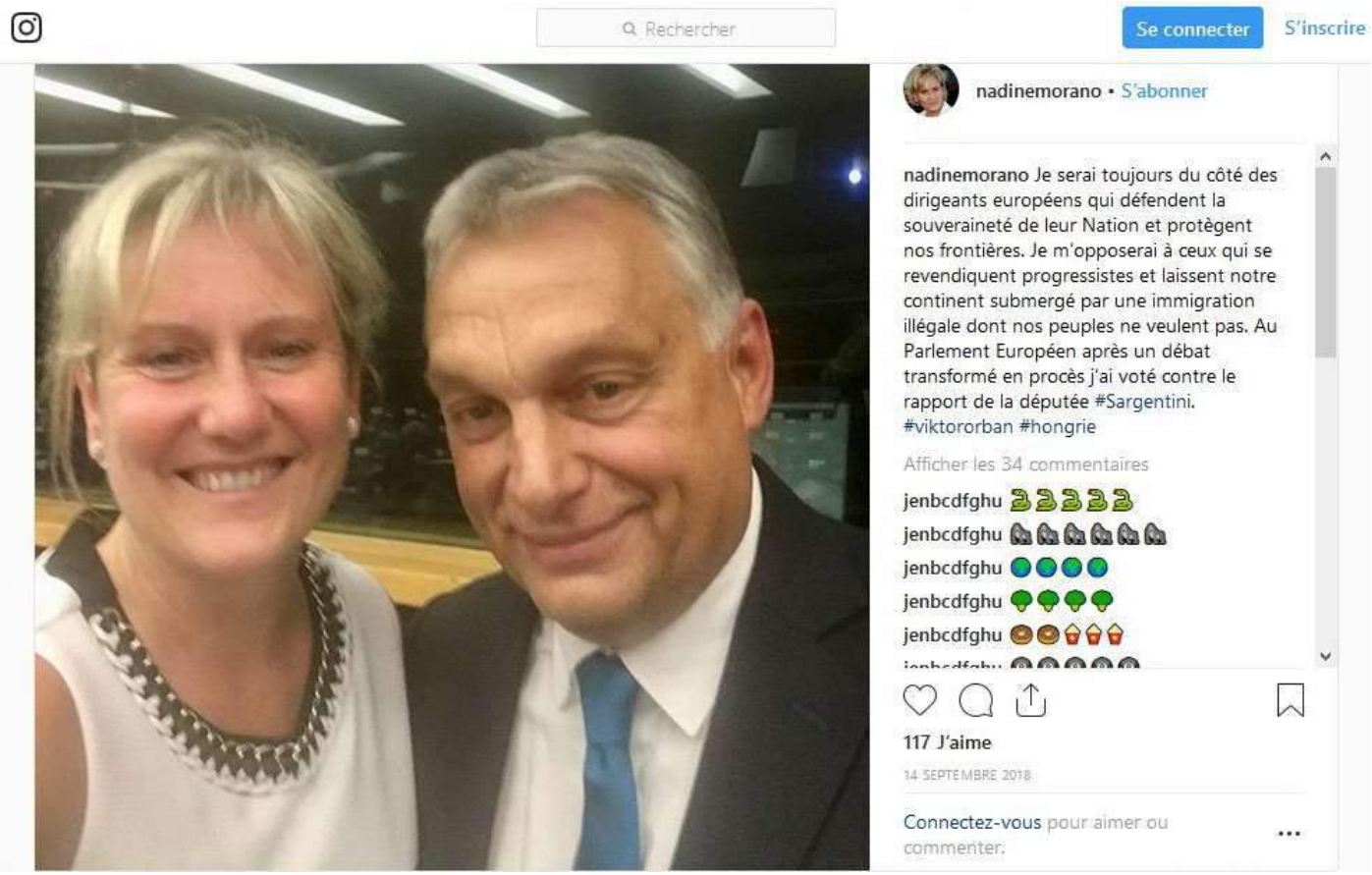
En janvier 2000, plusieurs formations de la droite européenne dont l'UDF époque Bayrou réclamaient l'exclusion du Parti populaire autrichien (ÖVP) ayant pactisé avec le tribun pronazi Jörg Haider. Un mois plus tard, l'Union adopta des sanctions drastiques contre Vienne et sa coalition bleue-noire redevenue d'actualité avec le tandem Sebastian Kurz-Heinz Christian Sträche aujourd'hui aux manettes du pouvoir. L'ÖVP appartient toujours au Parti populaire européen (PPE) mais le Fidesz d'Orbán risque d'en être chassé si la CDU et la CSU allemandes lâchent leur allié magyar ulcérant douze partis du groupe chrétien-démocrate continental. La rupture n'arrangerait ni Budapest ni les entreprises germaniques largement implantées en Hongrie.

Le PPE s'est montré jusqu'ici conciliant avec les nombreuses entorses d'Orbán aux fondements de l'état de droit, de l'indépendance de la justice, du pluralisme des médias ou de la liberté académique. Mieux valait canaliser le frondeur eurocritique dans la famille où Helmut Kohl l'avait

invité plutôt que de le précipiter vers l'extrême droite admirant sa fermeté anti-migrants et son discours anti-Bruxelles. La campagne hongroise du moment visant Jean-Claude Juncker et George Soros, accusés d'encourager l'immigration illégale, aura été la bravade de trop conduisant le PPE à envisager l'expulsion du Fidesz. Son destin sera arbitré le 20 mars lors d'une réunion de l'assemblée politique programmée à Bruxelles.

Chrétienté et compromis

Le concile chargé d'écouter la défense orbániste et de décider du sort du parti régnant sans partage ni alternative suffisamment solide, unie et sérieuse sur la Hongrie depuis le printemps 2010 réunira la présidence du PPE, la direction du groupe parlementaire et un représentant de chaque parti-membre. Les Républicains (LR) de Laurent Wauquiez soutenant mordicus le dirigeant magyar et de Nadine Morano adepte des selfies avec le leader danubien insoumis refusent de s'associer au flot de critiques internes. La tête de liste LR François-Xavier Bellamy tacle lui aussi la procédure d'exclusion bien qu'il juge la campagne anti-Juncker «*pas à la hauteur*» et regrette la «*stratégie de tension*» employée par Orbán.



«Les forces politiques anti-immigration prennent de l'ampleur partout en Europe et le nombre d'alliés de la Hongrie pourrait croître à l'avenir. La question des rapports de force au sein du Parti populaire européen est tout aussi cruciale car l'un des objectifs-clés de Viktor Orbán est de ramener le PPE vers ses racines chrétiennes d'origine», dixit le politologue Dániel Deák proche de l'exécutif conservateur. *«Si le Fidesz confirme sa popularité nationale de ces dix dernières années consolidée ces derniers mois et obtient les quatorze sièges sur vingt-et-un prédits par certains sondages aux élections de fin-mai, Orbán aurait une très bonne chance d'influer sur la ligne du PPE après le scrutin»,* poursuit l'analyste.

«Berlin plombe Athènes en six mois tout en appuyant la Hongrie depuis plus de huit ans.»
Péter Techet

Les récents mouvements contre la loi travail «esclavagiste» et la reprise en main politique de l'Académie des sciences n'ont en rien affaibli Orbán capitalisant sur son rôle de rempart contre l'Ouest décadent, la crise démographique européenne et la «submersion» migratoire chère à Marine Le Pen. Roi de l'équilibrisme diplomatique, le chef de file des «*illibéraux*» courtise Poutine,

Salvini, Bolsonaro et Erdogan tout en saluant la lettre d'Emmanuel Macron appelant à une réforme de l'UE ou en arrondissant adroitement les angles avec l'Allemagne d'Angela Merkel afin d'éviter la correctionnelle. Audi, Opel, Bosch et les autres paquebots germaniques en Hongrie méritent bien quelques compromis.

«Lorsque que Syriza est arrivé aux responsabilités en Grèce début-2015, la CDU et Berlin n'ont pas tergiversé ou tracé de lignes rouges constamment franchies mais bel et bien mis au tapis en un semestre un gouvernement démocratiquement élu», pointe le chroniqueur Péter Techet sur le portail Azonnali. *«Le crime d'Athènes n'était pas d'avoir déconstruit l'état de droit ou la démocratie libérale mais blessé l'orgueil de leurs créanciers allemands et français. Orbán, Salvini ou le président serbe Alexander Vucic représentent des piliers utiles déplaçant la colère anti-système vers les migrants et les plus fragiles. Berlin plombe Athènes en six mois tout en appuyant la Hongrie depuis plus de huit ans»*, insiste Téchet.

Zéro plan B hors du PPE

Les récriminations du président du PPE (Joseph Daul) et l'ultimatum du meneur des parlementaires (Manfred Weber) candidat à la présidence de la Commission assumée par Juncker ne bousculent guère Budapest. Orbán s'est néanmoins assuré d'envoyer deux émissaires éteindre l'incendie provoqué par la campagne anti-Juncker auprès de la nouvelle patronne de la CDU (Annegret Kramp-Karrenbauer) et de réaffirmer son appui envers Manfred Weber dans une interview accordée au quotidien Die Welt. Exiler le Fidesz coûterait douze sièges au PPE susceptibles de peser dans la course aux eurodéputés et la droite continentale amputée des troupes orbánistes perdrait son troisième contingent à Bruxelles.

«Arrêter la campagne comme Manfred Weber le demande en guise de condition du maintien du Fidesz serait un suicide politique alors qu'Orbán s'est démené pour convaincre ses concitoyens que Juncker menace la sécurité de la Hongrie», remarque Politico. *«Les divergences sur les quotas de migrants avec Salvini compliquent une entrée au groupe Europe des Nations et des Libertés et celles sur la Russie une éventuelle alliance avec les polonais de Droit et Justice dominant la fraction des Conservateurs et Réformistes. La proximité du scrutin complexifie la création d'une nouvelle coalition eurosceptique et le Fidesz perdrait énormément d'argent et d'influence sur la législature hors du PPE»,* décrypte l'article.

Vu le contexte, logique qu'Orbán et les figures du Fidesz réfutent l'existence d'un supposé plan B. L'appartenance au PPE offre une tribune de choix au Fidesz pour droitiser la ligne du groupe en crise. Les affiches anti-Juncker seront retirées le 15 mars mais Budapest s'est déjà choisi une prochaine cible nommée Frans Timmermans, numéro deux du président luxembourgeois de la Commission et aspirant social-démocrate à sa succession labellisé «candidat officiel de Soros» selon le camp Orbán. Si le PPE épargne Orbán, la droite européenne risque la fracture. S'il l'écarte, la Hongrie hurlera au complot de Bruxelles et aimantera les populistes radicaux. Dans les deux cas, le chaos en perspective.

Terrorisme

Le terrorisme a tué 753 personnes en Europe et 1125 Européens hors du continent, depuis 2000

http://www.bruxelles2.eu/ 9 Mar 2019 Maite Pagazaurtundua, Terrorisme, Victimes

(B2) Chacun d'entre nous se souvient des attaques terroristes les plus récentes, celle visant le Bataclan en 2015 ou de celle de Bruxelles en 2016. Mais que reste-t-il des autres attaques et attentats terroristes qui se sont succédé depuis. Le nombre de victimes du terrorisme est pourtant interpellant : 753 personnes ont été tuées dans 36 attaques sur le sol européen depuis 2000, et 1125 Européens



Maite Pagazaurtundua pendant la présentation (Crédit : LH)

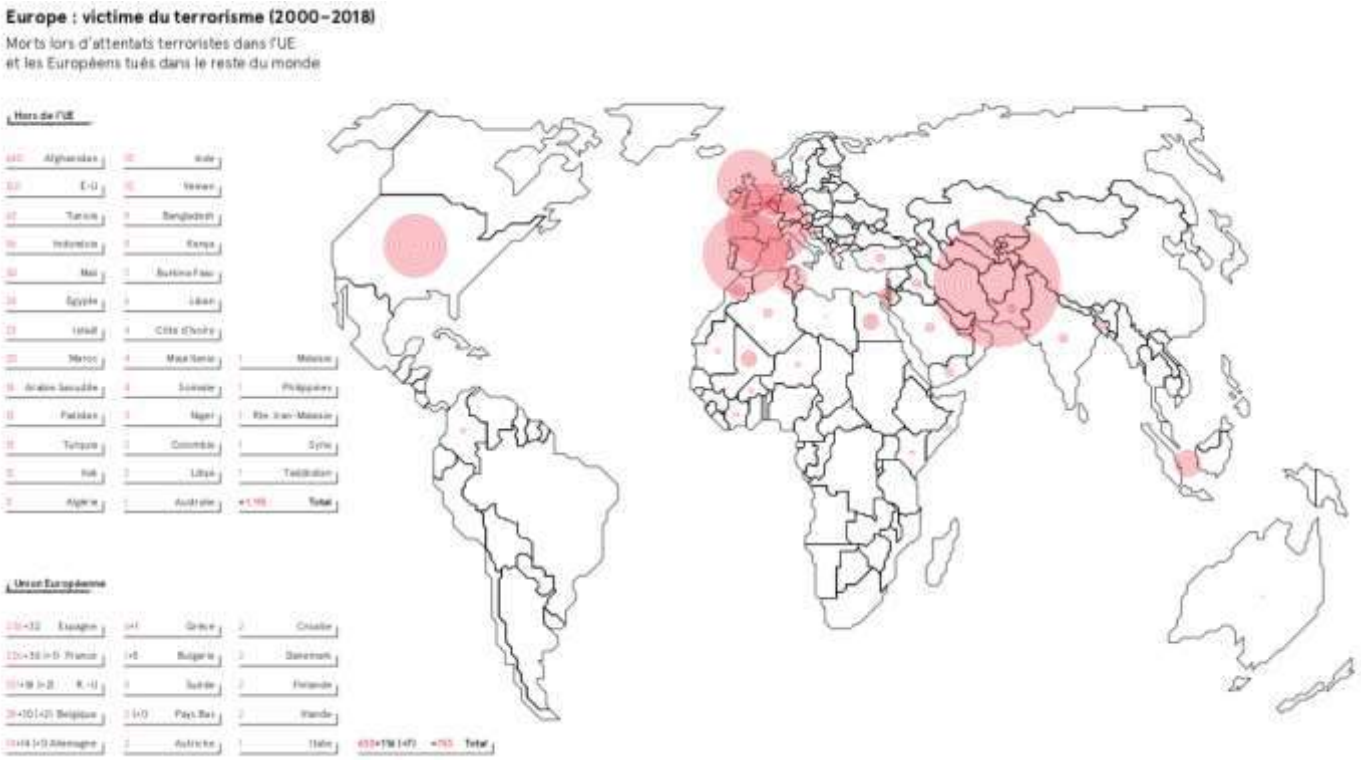
Ces chiffres sont tirés du « *Livre noir et blanc du terrorisme en Europe* » présenté, ce mercredi (6 mars), à Bruxelles, au Parlement européen. Une étude précieuse, car elle établit la première cartographie complète du terrorisme dans l'Union européenne, du point de vue des victimes. Elle permet aussi de ne pas oublier que les attentats de Madrid dans les transports en commun, il y a 15 ans, le jeudi 11 mars 2004, ont été les plus meurtriers (Lire : L'attentat de Madrid, il y a quinze ans déjà)

Un recensement point par point

Lancée à l'initiative de l'eurodéputée espagnole Maite Pagazaurtundua*, et réalisée avec le soutien des associations de soutien aux victimes, ce 'Livre noir' utilise différentes variables pour créer une base de données exhaustive, que ce soit sur les types d'attaques (djihadiste, nationaliste, suicidaire, …), les armes utilisées (pistolets d'assaut, bombes, véhicules, …), mais aussi le profil des victimes (profession, âge, nationalités…) et le lieu de l'attentat. Au total, plus de 28.000 données sont ainsi mises dans un tableur unique

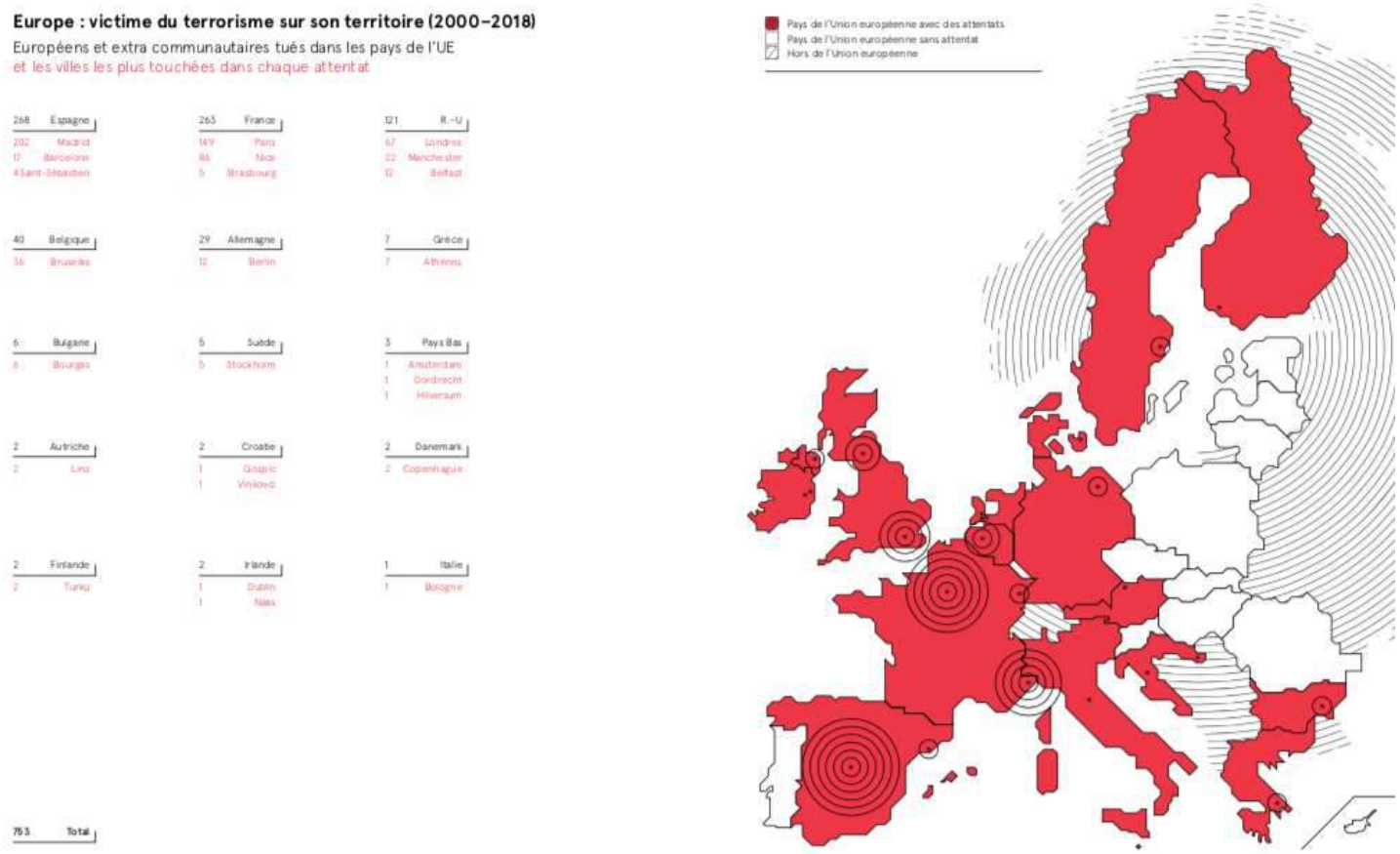
630 Européens tués en Europe depuis 2000

Au final, l'étude dresse une liste des 753 personnes tuées lors d'attentats terroristes entre 2000 et 2018 sur le territoire de l'Union européenne. 630 d'entre elles sont Européennes et 116 n'avaient pas de passeport européen. Parmi ces derniers, des Américains, des Turcs, des Israéliens, des Tunisiens, des Algériens, etc.



Quid des victimes transfrontalières

Parmi les victimes européennes, 97 (soit 12,9%) ont été tuées alors qu'elles ne se trouvaient pas dans leur pays. Ce qui rend la situation souvent très difficile pour les familles qui doivent affronter une administration (et une bureaucratie) qu'ils ne connaissent pas. Un problème d'autant plus important que cette « *tendance augmente depuis 2015* » souligne l'eurodéputée, avec des attentats dans des lieux très touristiques.



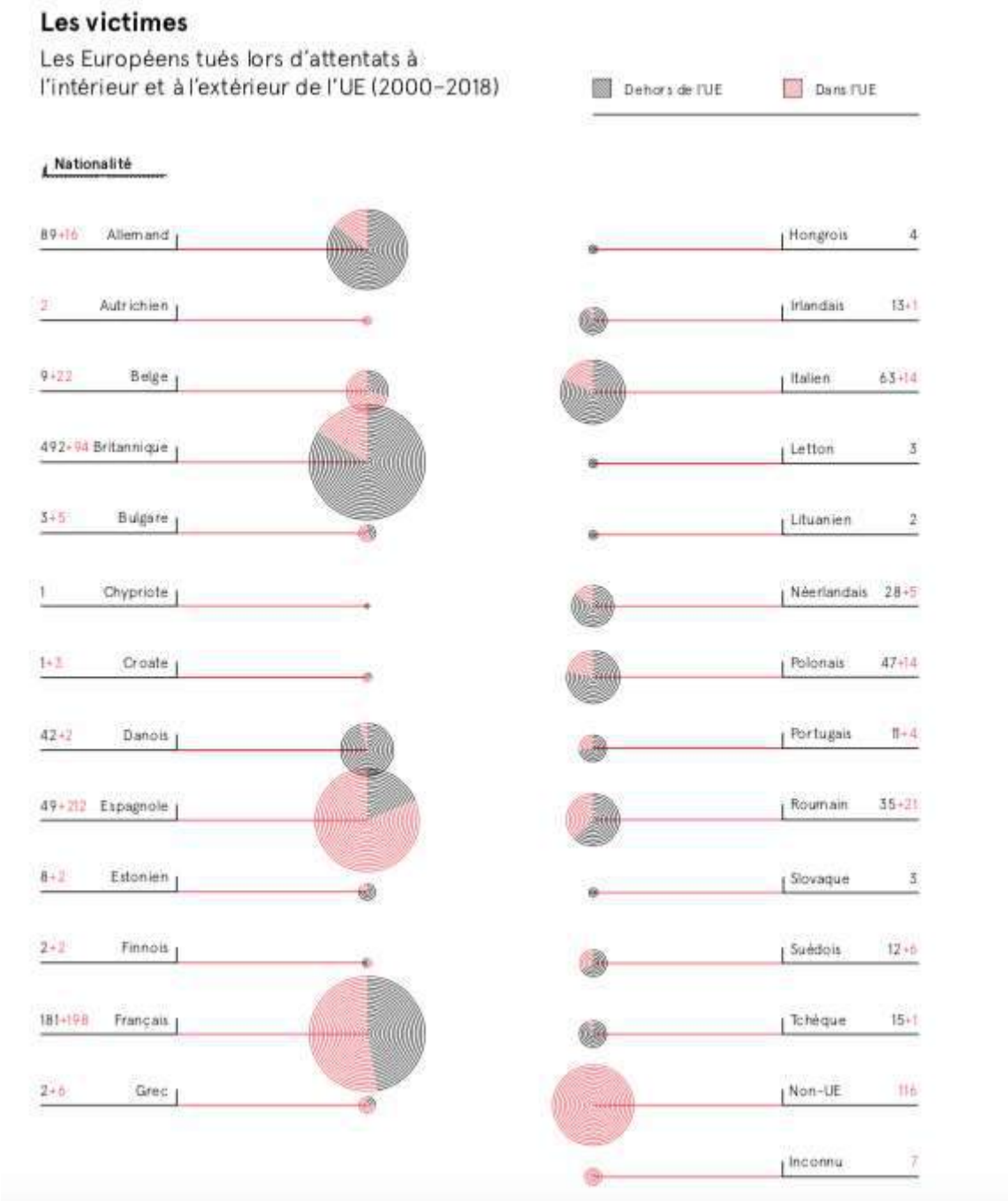
Les États européens n'ont pas encore pris la mesure de ce phénomène, dénonce-t-elle. Aujourd'hui, seuls trois pays européens ont déjà inclus dans leur législation des dispositions pour ce genre de cas.

1115 tués en dehors des frontières européennes

Le point intéressant de ce « livre noir » est qu'il ne contente pas des victimes sur le sol européen, mais recense également des Européens « *victimes du terrorisme en dehors des frontières* ». On arrive ainsi à un chiffre de 1115 personnes de diverses professions : touristes, travailleurs expatriés, personnel humanitaire, journalistes, agents des forces armées. Ce qui est notable.

120 Européens ont ainsi été tués lors des attaques du 11 septembre 2001, à New York. C'est l'Afghanistan, cependant, qui demeure le pays où il y a eu le plus grand nombre d'Européens tués : 632 exactement.

Côté français, la base de données recense 142 nationaux morts dans le monde. L'essentiel étant décédé en Afghanistan (75), 20 au Mali, 11 au Maroc et 11 au Pakistan, etc...



Le terrorisme, ce n'est pas uniquement Daech

Le djihadisme est le terrorisme le plus meurtrier causant 84% des victimes, loin devant le nationalisme (12%). Le terrorisme séparatiste de l'ETA a durement frappé l'Espagne, en commettant 26 assassinats en 2000. Au total, depuis 2000, 111 personnes ont été tués dans des attaques de terrorisme dit 'nationalistes', 14 l'ont été par des actes terroristes de groupes d'extrême droite et 13 par des groupes d'extrême gauche.

L'Espagne et la France : les plus touchés

C'est l'Espagne qui a été la plus touchée par les attentats terroristes, avec un total de 268 vies perdues depuis 2000. On peut l'avoir oublié. Mais l'attentat le plus meurtrier jusqu'ici est celui de Madrid, le 11 mars 2004, les dix explosions coordonnées contre quatre trains de banlieue à Madrid font 192 morts. C'est le premier attentat terroriste islamique en Europe. C'est aussi la plus grande attaque, encore aujourd'hui. Pour la France, le décompte est de 263 personnes.

Derrière l'Espagne et la France, on retrouve le Royaume-Uni (129 victimes), la Belgique (40) et l'Allemagne (29) ont aussi souffert d'actes de grande ampleur. Sur les 28 États membres, seuls dix n'ont (jusqu'ici) pas été touchés par le terrorisme.

Soutien aux survivants : encore beaucoup à faire

Partout en Europe, il y a des monuments en mémoire aux morts pendant les guerres mondiales. « *Cela n'existe pas pour nos morts* » regrette Philippe Vansteekiste, fondateur de l'association pour les victimes du terrorisme V-Europe **. Pour lui, qui a perdu une sœur lors des attentats de Bruxelles, « *l'oubli est la pire des choses* ». Ce livre est « *la manière de leur faire mémoire. C'est la première fois que les noms de toutes les victimes sont écrits sur une même page.* » Le document fait également le point sur le soutien apporté à ceux qui survivent, et aux familles. Car « *les victimes décédées sont la partie émergée. N'oublions pas les blessés physiquement ou psychiquement, soit environ 10 à 20 personnes pour un décès* » insiste Maite Pagazaurtundua. Ces victimes restent peu ou pas assez accompagnées. L'eurodéputée appelle à la création d'une directive européenne sur la gestion des victimes du terrorisme. Vaincre les terroristes, c'est aussi cela…

(Leonor Hubaut)

Télécharger l'étude FR http://www.bruxelles2.eu/wp-content/uploads/2019/03/livreblancnoirterrorismefr.pdf

* Maite Pagazaurtundua est membre de UPyD, 'Union, progrès et démocratie'. Militante pour la liberté au pays basque, sa vie bascule quand un de ses frères, Joseba Pagazaurtundúa, est tué par l'organisation indépendantiste ETA en 2003. Elle est une des fondatrices de ¡Basta Ya !, (Ca suffit) et préside la Fondation des victimes du terrorisme.

** Un monument aux victimes du terrorisme a été inauguré à Bruxelles le 22 mars 2017 dans la 'petite' rue de la Loi, au pied des bâtiments de la Commission européenne et du Service européen pour l'action extérieure (SEAE). Mais à la différence des monuments aux morts militaires, il ne porte pas de nom

Lire aussi : Les douze tendances du terrorisme actuel selon Europol

Et nos dossiers :

- N°45. L'Europe face au terrorisme après le 11 septembre 2001
- N°32. L'Europe face à une nouvelle vague de terrorisme (V17)

Leonor Hubaut

ALLEMAGNE

Diplomatie

L'Allemagne prolonge son embargo sur les ventes d'armes à l'Arabie Saoudite

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 6 mars 2019



La décision de Berlin de ne plus vendre de matériels militaires à l'Arabie Saoudite et de suspendre les accords déjà signés avec Riyad après l'affaire Khashoggi [du nom d'un journaliste saoudien assassiné à Istanbul en octobre dernier] a plongé plusieurs industriels européens dans l'embarras.

Ainsi, le Royaume-Uni n'est actuellement pas en mesure d'honorer une commande saoudienne portant sur la livraison de 48 avions de combat Eurofighter Typhoon, étant donné qu'un tiers des composants sont fabriqués en Allemagne. Même chose pour les missiles Meteor. D'où la réaction

courroucée de Jeremy Hunt, le ministre britannique des Affaires étrangères, lequel a critiqué le « manque de loyauté » de l'Allemagne.

En France, l'attitude allemande pose aussi problème. Au point que l'on s'inquiète des conséquences que pourrait avoir l'intransigeance de Berlin en matière de vente d'armes sur les programme d'armement menés conjointement avec l'Allemagne, comme le Système de combat aérien futur [SCAF] et le char de combat de nouvelle génération [MGCS].

« Il est évident que si nous voulons vraiment lancer un programme d'avion de chasse franco-allemand, les règles d'exportation doivent être définies le plus rapidement possible », a d'ailleurs récemment affirmé Éric Trappier, le Pdg de Dassault Aviation.

Le souci est que la coalition au pouvoir à Berlin peine à s'entendre sur cette question. Les conservateurs de la CDU seraient en effet beaucoup plus souples que leurs homologues sociaux-démocrates du SPD. Seulement, un compromis paraît hors d'atteinte pour le moment.

En effet, malgré les critiques britanniques et françaises, Berlin garde le cap. « Notre gouvernement a décidé de prolonger l'interdiction d'exporter [vers l'Arabie Saoudite] jusqu'à la fin du mois de mars. Nous l'avons fait en gardant un oeil sur l'évolution de la situation au Yémen », a en effet déclaré Heiko Maas, le chef de la diplomatie allemande, ce 6 mars. « Non seulement aucun permis ne sera délivré avant la fin du mois, mais les produits pour lesquels des permis ont déjà été accordés ne seront pas livrés non plus », a-t-il ajouté.

Reste que, en maintenant cette position, Berlin s'expose à voir certains industriels européens chercher des composants ailleurs qu'en Allemagne.

Le groupe Arquus a déjà franchi le pas, en s'adressant à l'américain Caterpillar afin de se procurer des moteurs destinés à ses véhicules devant être exportés au Moyen-Orient. Le constructeur Airbus a l'intention d'adopter une démarche identique en se passant des composants allemands entrant dans la fabrication de ses avions C-295. Et il serait question d'en faire de même pour l'A330 MRTT [15% de ses composants sont produits outre-Rhin, ndlr].

« La crédibilité et l'autonomie de l'Allemagne sont en jeu », a estimé Thomas Kleine-Brockhoff, le directeur German Marshall Fund [GMF], cité par l'agence Reuters. « La politique d'exportation actuelle pourrait avoir pour conséquence à long terme la disparition de l'industrie de la défense en Allemagne », s'est-il inquiété.

FRANCE

Attentats

Un détenu radicalisé poignarde deux surveillants à la prison d'Alençon-Condé et se retranche

Accueil Normandie https://www.ouest-france.fr/ Delphine LE NORMAND, François BOSCHER et Nathalie HOUDAYER Modifié le 05/03/2019 à 14h36 Publié le 05/03/2019 à 11h06



Le centre pénitentiaire d'Alençon-Condé-sur-Sarthe. | ARCHIVES OUEST-FRANCE

Deux surveillants du centre pénitentiaire d'Alençon-Condé (Orne) ont reçu de multiples coups de couteau de la part d'un détenu radicalisé, mardi 5 mars. L'agression s'est déroulée dans une unité de vie familiale (UVF). Le Raid est attendu sur place pour déloger l'homme de 28 ans, retranché dans l'UVF avec sa compagne.

L'unité de vie familiale (UVF) du centre pénitentiaire d'Alençon-Condé-sur-Sarthe (Orne) a été le théâtre d'une agression ce mardi 5 mars. Un détenu radicalisé, Michaël C., a poignardé deux surveillants **« en criant Allahou Akbar »,** selon des sources syndicales. Ces mêmes sources indiquent que l'état des surveillants est **« préoccupant ».** Mais leur pronostic vital ne serait pas engagé.

Le détenu est retranché dans l'UVF avec sa compagne, le Raid est attendu sur place, de même qu'une équipe régionale d'intervention et de sécurité (Eris).



Alassane Sall, responsable Force Ouvrière du centre pénitentiaire d'Alençon-Condé. | OUEST-FRANCE

Le détenu venait de passer un week-end avec sa compagne dans cette UVF et les surveillants venaient de lui en signifier la fin, quand l'homme de 28 ans s'est jeté sur un surveillant avec un couteau de cuisine faisant partie du mobilier de l'UVF, en criant Allahou Akbar. Le surveillant a été sérieusement touché à l'abdomen, ainsi qu'à la tête. Son collègue, qui est intervenu pour le dégager a également reçu plusieurs coups de couteau au visage et dans le dos. **« Il y avait du sang partout, c'était une scène de boucherie »,** témoigne Alassane Sall, secrétaire local Force Ouvrière. **« Nous avons dû les maintenir éveillés pour qu'ils ne perdent pas connaissance. »** Le personnel du centre pénitentiaire se dit **« extrêmement choqué »** par cette agression.

Il n'avait pas intégré le QPR

Détenu à Condé-sur-Sarthe depuis deux ans, Mickaël C. n'avait pas intégré le Quartier de prise en charge pour la radicalisation (QPR), ouvert dans cet établissement depuis septembre 2018. **« C'était un détenu particulièrement surveillé, mais il ne faisait pas parler de lui »,** souligne Alassane Sall.



Converti à l'islam en 2010, Mickaël C. purge une peine de vingt-huit ans de prison, assortis de dix-huit ans de sûreté, prononcée en juillet 2014 par la cour d'assises de la Moselle pour avoir, en 2012, séquestré, torturé et tué, avec deux complices, un octogénaire, ancien cheminot rescapé des camps nazis, dans le but de le voler.



La prison d'Alençon-Condé-sur-Sarthe est ouverte depuis 2013. | VISACTU

En novembre 2015, il a été condamné à un an de prison à Mulhouse pour apologie d'actes terroristes après avoir mimé les attaques qui ont fait 129 morts à Paris et Saint-Denis en scandant **« Bataclan ! »** dans la cour de la maison d'arrêt.



Nathalie Goulet

✔ @senateur61

Un détenu radicalisé poignarde deux surveillants de prison dans l'Orne https://www.huffingtonpost.fr/2019/03/05/un-detenu-radicalise-poignarde-deux-surveillants-de-prison-dans-lorne_a_23684549/?ncid=other_twitter_cooo9wqtham&utm_campaign=share_twitter …

1

14:58 - 5 mars 2019



Un détenu radicalisé poignarde deux surveillants de prison dans l'Orne

Le centre pénitentiaire d'Alençon-Condé-sur-Sarthe, qui est considéré comme "la prison la plus sécurisée de France", a déjà vécu plusieurs agressions ces dernières années.

huffingtonpost.fr

Surveillants agressés à la prison d'Alençon : ce que l'on sait de cette « attaque terroriste »

Accueil Normandie Alençon https://www.ouest-france.fr/ Modifié le 05/03/2019 à 23h19 Publié le 05/03/2019 à 17h25



Un large dispositif de sécurité a été installé. | MARC OLLIVIER / OUEST-FRANCE

Un détenu radicalisé du centre pénitentiaire d'Alençon - Condé-sur-Sarthe (Orne) a donné plusieurs coups de couteau à deux surveillants, mardi 5 mars en début de matinée. Il y est resté retranché jusqu'à 19 h 30 environ avant l'assaut du Raid dans lequel il a été blessé et sa compagne tuée.

Deux surveillants de la prison d'Alençon - Condé-sur-Sarthe ont reçu plusieurs coups de couteau, ce mardi 5 mars. L'auteur de ces coups s'est barricadé dans l'unité de vie familiale, où il venait de passer le week-end avec sa compagne. Il y a passé plus de sept heures retranché avant l'assaut du Raid qui a eu lieu aux environs de 19 h 30. Il a été blessé et sa compagne est décédée. L'homme affirmait porter une ceinture d'explosifs. Le patron du Raid a affirmé lors d'une conférence de presse qu'elle était en réalité factice.

L'agresseur : il a été identifié

Il s'agit de Mickaël Chiolo, condamné à vingt-huit ans de prison en juillet 2014 par la cour d'assises de la Moselle pour avoir, en 2012, séquestré, torturé et tué, avec deux complices, un octogénaire, ancien cheminot rescapé des camps nazis, pour lui voler de l'argent. Le jeune homme s'est converti à l'islam en 2010. Il s'est ensuite radicalisé en prison. Il est détenu à Condé-sur-Sarthe depuis deux ans. Il y était **« particulièrement surveillé »** mais n'avait pas intégré le Quartier de prise en charge pour la radicalisation (QPR), ouvert en septembre 2018.

Lors de l'attaque, il aurait crié « Allahou Akbar » et se revendiquerait du groupe l'État islamique. Selon le procureur de la République, Rémy Heitz, Mickaël Chiolo aurait agi pour « venger Chérif Chekatt », l'auteur de l'attentat de Strasbourg en décembre dernier.

L'arme : un couteau en céramique

Mickaël Chiolo a passé le week-end avec sa compagne en unité de vie familiale. C'est elle qui lui aurait apporté le couteau en céramique utilisé contre deux surveillants, au moment où ces derniers venaient signifier au détenu que son week-end était terminé. La céramique ne sonne pas au portique et la compagne du détenu n'aurait pas été fouillée car enceinte.



Un détenu a agressé deux surveillants dans la prison de Condé-sur-Sarthe dans l'Orne près d'Alençon. | OUEST-FRANCE/MARC OLLIVIER

Les victimes : deux surveillants grièvement blessés

Le pronostic vital de l'un des deux surveillants blessés était engagé ce matin. Ses poumons ont été touchés. Il a été opéré dans l'après-midi. Son état se serait amélioré. L'autre surveillant a été touché au visage et dans le dos. Nicole Belloubet, ministre de la Justice, doit leur rendre visite, à l'hôpital d'Alençon, dans la soirée.

Ce que l'on sait du détenu radicalisé qui a poignardé deux surveillants à Alençon

Actualité Société http://www.lefigaro.fr/ Par Yohan Blavignat AFP agence Mis à jour le 05/03/2019 à 23:00 Publié le 05/03/2019 à 18:45

Nicole Belloubet : «Le détenu avait été condamné à 30 ans de réclusion criminelle»



Selon la ministre de la Justice, le détenu radicalisé qui a poignardé deux surveillants est «encore retranché» avec sa femme dans l'unité de vie familiale de la prison ultra sécurisée d'Alençon/Condé-sur-Sarthe.

Détenu de droit commun, Michaël Chiolo, 27 ans, qui purgeait une peine de 30 ans, se serait radicalisé en prison. Selon le procureur de la République de Paris, il a dit vouloir «venger» Cherif Chekatt, auteur de l'attentat de Strasbourg en décembre dernier.

Le caractère «terroriste» de l'attaque ne semble faire «aucun doute», selon les mots de la ministre de la Justice Nicole Belloubet. Détenu de droit commun, Michaël Chiolo, 27 ans, qui purgeait une peine de 30 ans, a poignardé deux surveillants ce mardi matin, les blessant grièvement avant de se retrancher avec sa compagne au sein de l'unité familiale de la prison ultra sécurisée d'Alençon/Condé-sur-Sarthe. Le détenu et sa compagne ont finalement été interpellés à l'issue d'un assaut du Raid aux alentours de 19h45, a annoncé le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner. Chiolo a été blessé, mais sa compagne n'a pas survécu.

Le jeune homme, qui était «particulièrement surveillé» en raison de son comportement, est considéré comme «radicalisé en prison», selon une source policière. Il n'était cependant pas détenu dans le quartier pour radicalisés ouvert en septembre, d'après le syndicat Force ouvrière (FO). «Je crois savoir que c'est un individu qui était fiché», a précisé la ministre de la Justice. Les

faits se sont déroulés vers 9h45, quand le détenu a attaqué les deux surveillants avec un couteau en céramique en criant «Allah Akbar». Cette arme «aurait pu lui être apportée par sa femme», a ajouté la ministre. Mardi soir, le procureur de la République de Paris, Rémy Heitz, a indiqué que l'assaillant a dit vouloir «venger» Cherif Chekatt, auteur de l'attentat de Strasbourg en décembre dernier. Les deux hommes avaient été codétenus dans le passé.

Mais selon Emmanuel Baudin, secrétaire général de FO pénitentiaire, ce genre de couteau «est fourni par la pénitentiaire» dans les unités de vie familiale (UVF). La compagne aurait aussi «agressé les collègues avec un couteau fourni par l'établissement», selon le syndicaliste. Selon Me Pauline Brion, l'ancienne avocate du détenu, il a rencontré sa compagne «en prison et ils projetaient de se marier». «Il avait écrit à quelqu'un après sa conversion pour qu'on lui trouve une épouse», a-elle indiqué.

«Rejouer» l'attaque du Bataclan

Converti à l'islam en 2010, le détenu, qui avait un temps songé à devenir prêtre, purge une peine de réclusion criminelle pour «arrestation», «enlèvement», «séquestration suivie de mort» et «vol avec arme», et d'un an d'emprisonnement pour «apologie publique d'acte de terrorisme». Il est libérable en 2038. Avec un complice, originaire comme lui de Saint-Avold (Moselle), il avait été condamné en décembre 2015 en appel à Nancy pour avoir étouffé un homme de 89 ans, après l'avoir séquestré et «momifié» à son domicile près de Metz en 2012.

En novembre 2015, alors qu'il était déjà incarcéré à Mulhouse dans l'attente de son jugement en appel, Michaël Chiolo avait été condamné à un an de prison ferme pour avoir demandé à ses codétenus de «rejouer» l'attaque du Bataclan dans la cour de la maison d'arrêt. «Il était jeune et très seul à la maison d'arrêt, raconte au *Républicain Lorrain* son avocat, Me Cédric Demagny. Les milieux radicalisés lui ont tendu la main». Sa compagne, quant à elle, ne serait pas connue des services de police.

Sur RTL, le père de Michaël Chiolo a indiqué qu'il ne reconnaissait pas son fils. «Michaël s'est radicalisé uniquement dans sa tête, mais pas dans son cœur. Mon fils a été baptisé, il était catholique. C'est un garçon très malin depuis qu'il est tout petit. Il était extrêmement gentil». Selon lui, son fils n'a rien à perdre et souhaite désormais «se faire un nom parce qu'il sait qu'il est condamné».

Prison : pourquoi les surveillants pénitentiaires ne peuvent-ils pas fouiller les visiteurs de détenus ?

Société Prison https://www.marianne.net/ Par Anthony Cortes Publié le 07/03/2019 à 07:30



Ce mardi 5 mars, deux surveillants pénitentiaires ont été agressés par un détenu et sa femme à l'aide d'un couteau importé de l'extérieur. - JEAN-FRANCOIS MONIER / AFP

Au lendemain de l'agression de deux surveillants pénitentiaires de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) par un détenu radicalisé, Michaël Chiolo, et sa compagne qui a réussi à introduire un couteau en céramique, la question de la fouille des visiteurs se repose.

Sur toutes les lèvres, cette même question : comment l'arme ayant servi à l'agression de surveillants de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), ce mardi 5 mars, a-t-elle pu passer les contrôles de sécurité ? C'est pourtant l'un des centres pénitentiaires les plus sécurisés de France qui a été touché par une attaque que le gouvernement a qualifiée de *"terroriste"*.

Ce matin-là, Michaël Chiolo, détenu de droit commun, radicalisé et libérable en 2038, rejoint sa compagne à l'unité de vie familiale (UVF) de l'établissement, lieu dans lequel un détenu est

autorisé à passer jusqu'à 72 heures avec sa famille. Mais quelques heures plus tard, le couple se jette sur deux surveillants au cri d'*"Allahou Akbar"*. Armés d'un couteau en céramique importé de l'extérieur, ils blessent grièvement l'un d'eux avant de se retrancher pendant près de dix heures. Il faudra une intervention du Raid, qui mettra un long moment à se dessiner en raison de la crainte que des explosifs n'aient également été introduits dans l'UVF, pour mettre fin à cette attaque et interpeller Michaël Chiolo. Sa femme, elle, a succombé à ses blessures.

Des contrôles "trop laxistes"

Comme sonnée, la ministre de la Justice, Nicole Belloubet, a fait part de ses interrogations, mercredi sur BFMTV, sur la possibilité de cette attaque, notamment sur *"le fait que sa compagne ait pu entrer en détention et qu'elle n'ait pas fait l'objet d'une fouille"*. Un étonnement *"feint"* selon les syndicats représentatifs, qui ont bloqué dans la journée 18 prisons dans toute la France, jugeant insuffisants les moyens sécuritaires à leur disposition pour éviter que de tels actes se produisent.

"Aujourd'hui, nous n'avons pas les moyens d'empêcher l'introduction d'objets dangereux dans les prisons", se désespère Wilfried Fonck, secrétaire national de l'Ufap-Unsa Justice, syndicat majoritaire de l'administration pénitentiaire, auprès de *Marianne*. Une impuissance avec laquelle il dit avoir appris à vivre, comme l'ensemble du personnel : *"Nous savions que quelque chose pouvait arriver... On avait prévenu qu'un jour, un grave incident se produirait dans une UVF ou dans un parloir. C'est malheureusement arrivé hier"*. La faute, pointe-t-il, aux contrôles de sécurité *"trop laxistes"* à l'entrée des centres pénitentiaires. Des lacunes qui sont apparues aux yeux du grand public avec cette attaque, avec l'introduction d'un couteau en céramique dans l'établissement par la compagne du détenu, mais que les syndicats dénoncent de longue date.

Dans toutes les prisons de France, les visiteurs de détenus, que ce soit au parloir ou en UVF, n'ont en effet à se soumettre qu'à un seul contrôle de sécurité : un simple passage sous un portique à ondes millimétriques (POM). Autrement dit, un détecteur de masse métallique. Un outil qui ne détecte pas les objets en céramique ou les explosifs, ni même ceux cachés dans les cavités corporelles. Des portiques jugés *"inefficaces"* mais qui coûtent tout de même près de 162.000 euros l'unité, selon le rapport d'information parlementaire relatif au régime des fouilles en détention présenté par Xavier Breton (LR) et Dimitri Houbron (LREM) le 8 octobre 2018.

Les stades plus sécurisés que les prisons ?

Et même si ces portiques détectent la présence d'un objet suspect, les surveillants peuvent alors effectuer une palpation dite *"de sécurité"* uniquement si la personne les y autorise. Au-delà de ces palpations, aucune fouille plus approfondie n'est autorisée. *"Si l'alerte se déclenche, deux options sont possibles,* développe le syndicaliste*. Soit la personne se débarrasse de l'objet problématique et peut alors accéder à l'établissement si le portique reste inactif à son passage. Soit elle refuse et dans ce cas-là, nous ne pouvons que lui barrer la route en attendant l'arrivée de forces de l'ordre qui pourront, elles, procéder à des fouilles, avant d'éventuellement l'autoriser à gagner l'établissement. Mais nous, surveillants, sommes réduits au rang de spectateurs"*.

Car selon le code de procédure pénale, seul un officier de police judiciaire peut fouiller dans les affaires personnelles d'une personne, une telle action étant assimilée, dans la loi, à une perquisition. *"Si vous allez voir un match de foot ou assister à un concert, les mesures de sécurité seront beaucoup plus importantes que dans un établissement pénitentiaire"*, peste Wilfried Fonck.

Difficile de donner tort au surveillant pénitentiaire. D'après la circulaire du 3 juin 2011 relative à l'exercice des activités privées de sécurité, les agents chargés de la sécurité d'événements peuvent effectivement être autorisés à effectuer des palpations de sécurité et à inspecter visuellement les bagages à main, à la condition d'en avoir informé au préalable un officier de police judiciaire territorialement compétent dont la présence sur les lieux n'est pas requise. Le but étant de parer d'éventuels risques terroristes. Même chose dans les aéroports. Et si un élément jugé suspect est repéré, les douaniers appelés à prendre le relai des agents privés sont de leur côté autorisés à effectuer une fouille approfondie s'ils sont *"à la recherche d'une fraude"*.

"Une inspection pour voir où sont les failles de notre système"

Face à la rigidité du règlement imposé aux surveillants pénitentiaires, les syndicats s'activent pour espérer obtenir une modification législative qui leur permettrait enfin d'effectuer les *"gestes de sécurité qui pourraient garantir l'intégrité des personnels de l'établissement"*. *"Aujourd'hui, la sécurité des prisons est soumise au bon vouloir des visiteurs. Ce qu'il faut, c'est inverser la tendance. Remettre au centre du dispositif le personnel pénitentiaire"*, plaide le représentant de l'Ufap-Unsa justice. Et si la ministre s'obstine à le leur refuser, celui-ci espère *"au moins des moyens pour acquérir du matériel adapté"* tels que des *"scanners corporels"*. *"Aujourd'hui, nous ne sommes pas en position de faire la police chez nous,* déplore-t-il. *Mais si l'on veut empêcher les détenus de se procurer des téléphones, des stupéfiants, des armes ou des explosifs, il faut bouger !".*

Nicole Belloubet entendra-t-elle cet appel ? *"Comment pouvez-vous penser que je vais laisser ça comme ça ?*, a-t-elle interrogé sur l'antenne de BFMTV. *Si j'ai demandé une mission de l'inspection générale de la justice, c'est justement pour voir où sont les failles de notre système. Il ne me semble pas pensable que l'on puisse entrer en détention avec des objets qui ne puissent pas être détectés"*. Selon les derniers chiffres communiqués, 4.314 agressions de surveillants ont été recensées par l'administration pénitentiaire pour l'année 2017. Le taux le plus élevé depuis 2012.

Diplomatie

Macron invite les Italiens à «réinventer le rêve européen»

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Par Valérie Segond Mis à jour le 04/03/2019 à 08:58 Publié le 03/03/2019 à 23:56



Emmanuel Macron et le présentateur de *Che Tempo Che Fa*, Fabio Fazio. capture Rai1

Le chef de l'État, invité dimanche soir de la télévision italienne, a dédramatisé les tensions entre Paris et Rome. Il a appelé à «une Europe plus unie, tout en respectant l'identité des peuples».

Rome

«Je crois qu'entre nos deux pays, il y a le cœur, l'amitié, l'amour... Tout ce qui nous permet d'aller au-delà des malentendus, pour l'Europe et pour nous». C'est par ces mots qu'Emmanuel Macron a terminé hier soir le grand numéro de charme auquel il s'est livré lors de l'entretien en tête à tête avec le présentateur vedette de *Che Tempo Che Fa*, Fabio Fazio. Regardée par 3 à 4 millions de téléspectateurs, cette émission culturelle et populaire diffusée sur la première chaine généraliste italienne, Rai 1, mêle personnalités et thèmes les plus divers, de la politique à la culture. Une occasion pour le président français d'ouvrir un dialogue direct avec les Italiens, de livrer sa vision de l'histoire et des grands enjeux politiques du moment tout en leur révélant une partie de sa construction intime.

Interrogé d'entrée de jeu sur son rapport personnel à l'Italie, Emmanuel Macron a fait quelques confidences sur ses premiers voyages en Italie: évoquant Rome, La Toscane et Naples, il a montré son goût pour l'Italie dans sa diversité. Et laissé entrevoir comment ses lectures de grands auteurs italiens avaient nourri sa formation intellectuelle. D'ailleurs a-t-il dit, «c'est à travers l'Italie que de nombreux Français découvrent l'histoire et comprennent notre civilisation ».

Commentant les incidents diplomatiques qui ont conduit au rappel de l'ambassadeur de France, il a évoqué des «péripéties sans gravité». Ajoutant: «Nous devons à nos peuples d'aller de l'avant». Car «il n'y a pas d'aventure européenne, s'il n'y a pas d'amitié entre nos deux pays.» Ainsi, c'est le 2 mai prochain que le président Serge Matarella fera sa visite d'État en France, à Amboise le Clos

Lucé, à l'occasion des 500 ans de la mort de Leonard de Vinci. Une visite durant laquelle les deux présidents entendent parler de l'Europe ensemble à la jeunesse.

«L'Europe est responsable, car elle a fait preuve d'un manque de solidarité à l'égard de l'Italie» Emmanuel Macron

Car l'heure est grave: l'Europe vit aujourd'hui une des plus fortes crises qui la menace dans son unité. «On a cru, dit-il, que la chute du mur de Berlin annonçait la fin de l'histoire et du tragique. Or, avec les flux migratoires, des tensions sont réapparues de façon très violente. Et cela, l'Europe n'a pas su l'entendre. Elle est responsable, car elle a fait preuve d'un manque de solidarité à l'égard de l'Italie. Mais la réponse ne peut être celle des nationalismes et de la simplification: aucun pays, ni l'Italie ni la France, ne pourra résoudre ses problèmes en se repliant sur soi, mais seulement avec les autres. Nous réglerons nos problèmes en coopérant, avec une stratégie commune.»

Aussi propose-t-il aux Italiens de «refaire l'histoire ensemble»: «Il faut réinventer le rêve européen, dit-il, comme ce fut le cas à la Renaissance. Face aux peurs qui traversent nos pays, la seule solution est de repenser notre souveraineté, notre relation avec l'Afrique pour ne pas laisser la jeunesse africaine aux mains des trafiquants qui exploitent les faiblesses de l'Europe. Nous avons besoin d'une Europe plus forte, souveraine sur le plan de la défense et de la politique, pour parler aux Américains comme aux Chinois. Mais aussi plus unie, tout en respectant l'identité des peuples. Le retour des haines de l'autre, racisme et antisémitisme en tête, est, dit-il, le symptôme du malaise de notre civilisation.» Ainsi, tout en reconnaissant les peurs qui ont poussé les Italiens vers le nationalisme, il choisit aujourd'hui de leur tendre la main pour réinventer ensemble l'avenir de l'Europe.

Bernard Bajolet, ex-DGSE, confirme un contact avec le régime de Bachar fin 2013

https://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/ 08 Mars 2019 à 11h06 Par Jean-Dominique Merchet



Bernard Bajolet © Sipa Press

Lors de son audition au Sénat mercredi 6 mars (à 9m52' de la video), l'ancien directeur de la DGSE Bernard Bajolet a confirmé un contact entre les services secrets français et le régime de Bachar al-Assad fin 2013. Il n' s'agit pas d'une révélation, comme on peut le constater en lisant notre article de 2015, mais c'est la première confirmation publique par un responsable français, sauf erreur de notre part.

« Fin 2013, il y a eu un contact à un niveau intermédiaire », raconte Bernard Bajolet, par les *« services intérieur et extérieur »*, c'est-à-dire la DCRI et la DGSE. *« On a été piégés. Alors que la réunion devait avoir lieu au Liban, les agents ont quasiment été enlevés et ils se sont retrouvés dans le bureau d'Ali Mamlouk, le chef du bureau de la sécurité nationale de Bachar al-Assad qui leur a dit : si vous voulez coopérer avec nous en matière de terrorisme et autres, eh bien, rouvrez votre ambassade et après on verra »*. Puis *« Bachar a rendu public ce contact dans une interview à France 2 »* en 2015 alors que *« ces contacts doivent rester secrets ».*

L'ancien directeur de la DGSE explique que *« le rôle »* des services secrets est de *« traiter avec tout type de régimes dans la mesure où cela reste secret »*, car *« il faut avoir des canaux »* que la diplomatie officielle ne peut assumer.

La date de cette rencontre infructueuse est intéressante, car elle est intervenue quelques mois après que les Occidentaux ont renoncé à frapper le régime après les attaques chimiques contre la

Ghouta, en aout 2013. Manifestement, la France de François Hollande cherchait alors - secrètement - une autre stratégie. En vain.

Economie

Réforme de la formation professionnelle : quels sont les principaux impacts et enjeux pour les DRH ?

Opinions Tribunes https://www.latribune.fr/ Par Virginie Devos et Marie-Hélène Taboureau | 03/03/2019, 10:05



(Crédits : Jose Manuel Ribeiro)

Enfin ! Les décrets de la loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » ont été publiés permettant ainsi d'appliquer pleinement les dispositions entrées en vigueur depuis le 1er janvier 2019 (1). Par Virginie Devos et Marie-Hélène Taboureau, August & Debouzy

Dans un contexte où 50% des emplois seront profondément transformés dans les 10 années à venir, la formation professionnelle des actifs devient un véritable enjeu national. La loi « avenir » donne les clefs pour y faire face.

L'entreprise en tant qu'employeur est érigée en cheville ouvrière de cette réforme. La formation doit être repensée, au-delà des diverses obligations qui pèsent sur elle.

Il convient donc plus que jamais de penser à négocier sur la formation pour construire et optimiser son plan de développement des compétences.

Retour sur les principales mesures de cette réforme.

1. Le CPF : des mesures phares pour renforcer l'attractivité et l'effectivité

Depuis la mise en place du CPF en 2014, le constat était sans appel : Seul 1 actif sur 4 avait ouvert un compte personnel de formation. Moins de 3,6 % avait bénéficié d'une formation dans ce cadre.

Les conséquences sont tirées - le CPF nouveau est arrivé :

● **Alimentation en euros** : 500 € par an pour un salarié ayant effectué une durée de travail supérieure ou égale à la moitié de la durée légale ou conventionnelle de travail sur l'ensemble de l'année. Le montant du CPF sera en tout état de cause plafonné à 5 000 € (2) hors abondements divers.

Les heures acquises au 31 décembre 2018 sont converties à hauteur de 15 euros de l'heure. *Exemple : un salarié en CDI à temps plein n'ayant jamais utilisé ses droits (DIF et CPF) bénéficie d'un compteur de 3 240 € au 1er janvier 2019 (3).*

● **Application numérique** : plus de fluidité d'utilisation du salarié « consommateur » (suppression des intermédiaires et des documents administratifs, guide pour choisir l'action de formation, paiement de l'organisme de formation directement par l'application, etc.).

● **Une liste unique des actions éligibles au titre du CPF :** établie par le nouvel organisme « France compétences » accessible depuis l'application numérique. Cette liste intègre notamment les actions inscrites au Registre National des Certifications Professionnelles (RNCP).

● **Information obligatoire sur le CPF durant l'entretien professionnel** : il s'agit là d'une véritable campagne de communication visant à promouvoir le CPF et reposant sur l'employeur.

● **Abondements :** élargissement des acteurs pouvant abonder le CPF : Outre le titulaire du compte, 13 acteurs peuvent abonder le CPF : les Opérateurs de compétences (OPCO), l'Unedic, les collectivités territoriales, etc.

Maintien de la possibilité de conclure un accord collectif prévoyant les conditions dans lesquelles des abondements complémentaires sont accordés aux salariés, sous réserve d'en prévoir les modalités de financements correspondantes. Abondement de 3 000 € minimum pour les salariés licenciés dans le cadre d'un accord de performance collective.

● **Allègement des obligations de l'employeur** : il n'a plus à se prononcer sur le choix de l'action de formation envisagée par le salarié. Depuis le 1er janvier 2019, son accord est uniquement requis sur le planning de l'action de formation qui se déroule sur le temps de travail.

Il est à noter que la loi ne fixe toujours pas les conditions dans lesquelles l'employeur peut refuser ou différer une demande de CPF sur le temps de travail. Si le CPF remporte le succès escompté, les employeurs pourraient en pratique être confrontés à des demandes simultanées trop nombreuses susceptibles de désorganisation. Un accord collectif s'avérerait alors être un outil précieux permettant d'arbitrer les demandes *-par exemple en fonction de catégories prioritaires identifiées dans l'entreprise-* et ainsi d'organiser les différentes périodes d'absences sans que cela ne nuise à l'organisation de l'entreprise.

2. Le Congé de Transition Professionnelle (CTP)

Anciennement le congé individuel de formation revisité.

● *Objet et durée du CTP* : le CTP concerne les formations visant à changer de métier ou de profession. Le salarié qui envisage un CTP mobilise son CPF. La durée du CTP est calée sur la durée de l'action de formation sans limitation de durée.

● *Ancienneté requise* : mêmes conditions que pour le CIF :- 24 mois d'activité consécutifs ou non dont 12 mois dans la même entreprise quelle que soit la nature des contrats ;- 24 mois d'activité consécutifs ou non au cours des 5 dernières années dont 4 mois consécutifs ou non sous CDD au cours des 12 derniers mois.

Ces conditions d'ancienneté ne sont pas applicables aux salariés handicapés/ licenciés pour motif économique ou pour inaptitude n'ayant pas bénéficié de formation entre le licenciement et leur réemploi.

● *Accompagnement et validation du CTP* : accompagnement par un Conseil en Evolution Professionnelle (4). Son projet doit être présenté et validé par la Commission Paritaire Interprofessionnelle Régionale (CPIR) (4).

● *La rémunération du CTP réalisé sur le temps de travail :* une rémunération minimale qui varie entre 100% et 60% du salaire de référence selon le salaire moyen et la durée de formation. Elle est prise en charge par la CPIR (4) dans des conditions différentes selon l'effectif de l'entreprise :- Dans les entreprises de 50 salariés et plus : l'employeur verse la rémunération au salarié et est remboursé par la CPIR ;- Dans les entreprises de moins de 50 salariés : la rémunération est versée directement au salarié par la CPIR.

● *Autorisation d'absence et délais de l'employeur pour y répondre* **:** la demande doit être formalisée :- 60 jours au plus tard avant le début de la formation d'une durée inférieure à 6 mois ou à temps partiel ;- 120 jours au plus tard avant le début de la formation d'une durée de 6 mois et plus.

L'employeur dispose d'un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande pour répondre. L'absence de réponse ou la réponse hors délai vaut acceptation.

● *Assouplissement des conditions permettant à l'employeur de différer une demande de CTP par rapport à l'ancien CIF **:***

L'employeur peut, après consultation du CSE, différer le bénéfice du congé dans la limite de 9 mois si l'absence du salarié a des conséquences préjudiciables à la production et à la marche de

l'entreprise afin que :- le pourcentage de salariés simultanément absents au titre du CTP ne dépasse pas 2 % de l'effectif total pour les établissements de 100 salariés et plus ;- le CTP ne bénéficie qu'à un salarié à la fois, pour les autres établissements.

Maintien du refus pour non-respect des délais de demande de CTP ou dossier incomplet. La décision de refus ou de différé doit être motivée.

3. L'entretien professionnel et le bilan du parcours professionnel complété

● *Nouvelles obligations d'informations* : maintien de l'information relative à la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE), mais nouvelles informations sur :

- l'activation du CPF ;- les abondements que l'employeur est susceptible de financer ;- le Conseil en Evolution Professionnel (CEP).

Attention : applicable depuis le 7 septembre 2018.

● *Possibilité d'anticiper l'entretien professionnel :* l'entretien professionnel peut être anticipé à la seule initiative du salarié sans attendre le retour du salarié de son congé maternité ou de sa longue absence.

● *Conversion en euro de l'abondement sanction CPF*: le salarié n'ayant pas bénéficié sur les 6 dernières années des entretiens professionnels et d'une « autre » action de formation que celle visée à l'article L.6321-2 bénéficie d'un abondement « sanction » de 3 000 € financé par l'employeur.

4. Nouvelle information à mettre dans la BDES

Dans le cadre de la consultation annuelle sur la politique sociale de l'entreprise, les conditions de travail et l'emploi, doivent être mises à la disposition du CSE « les informations sur la mise en œuvre des entretiens professionnels et de l'état des lieux récapitulatifs » dans la BDES

Attention : applicable depuis le 7 septembre 2018.

5. Réduction du nombre de typologies de formation

La réduction du nombre de typologies de formation qui se résume dorénavant aux actions de formation, bilan de compétence, actions de VAE et formations par l'apprentissage en lieu et place de la liste précédente qui distinguait 14 types d'actions de formation.

6. Les actions de formation peuvent avoir quatre objets différents :

● Permettre à des personnes sans qualification ou sans contrat de travail d'accéder dans les meilleures conditions à un emploi ;

● Favoriser l'adaptation des salariés à leur poste de travail, évolution des emplois ainsi que leur maintien dans l'emploi et de participer au développement des compétences en lien ou non avec le poste de travail ;

● Réduire les risques pour les travailleurs dont l'emploi est menacé résultant d'une qualification inadaptée en raison de l'évolution des techniques et des structures de l'entreprise en les préparant à une mutation d'activité ;

● Favoriser la mobilité professionnelle.

7. Le plan de développement des compétences

Anciennement le plan de formation.

● Maintien des actions participant à l'adaptation de ses salariés à leur emploi, de veiller au maintien de leur capacité à occuper un emploi et des actions de formation participant au développement des compétences. Il s'agit ici de répondre à un des 4 objets des actions de formation rappelées ci-dessus.

● Refonte complète du traitement des heures de formation. Il n'est plus effectué de distinction entre « formation d'adaptation » nécessairement réalisée pendant le temps de travail et « les

actions de développement des compétences » qui pouvaient être pour partie accomplie en dehors du temps de travail.

Désormais, le code du travail distingue les actions de formation :

- qui conditionnent l'exercice d'une activité ou d'une fonction en application de dispositions légales ou règlementaire ou de convention internationale. Ces formations constituent du temps de travail effectif laissant à penser qu'elles doivent être effectuées nécessairement pendant le temps de travail sans dérogation possible ;- des autres actions de formation qui constituent également du temps de travail effectif donc accomplies pendant le temps de travail sauf en cas de conclusion d'un accord collectif d'entreprise ou accord individuel du salarié d'effectuer tout ou partie de sa formation en dehors du temps de travail, dans les limites prévues par la loi.

8. Elargissement du champ de la négociation en matière de formation

La formation professionnelle dans l'entreprise relève déjà d'un des thèmes de la négociation obligatoire au travers de la négociation sur la gestion des emplois et des parcours professionnels à engager tous les trois ans.

La loi Avenir va au-delà : un accord collectif peut :

● **Prévoir des objectifs et des critères collectifs d'abondement du CPF** permettant à l'employeur de :- déterminer les actions de formations s'inscrivant dans le projet de développement de son entreprise ;- éligibles à un abondement du CPF ;- permettant aussi de répondre à l'obligation de formation « tous les 6 ans ».

● **Fixer d'autres modalités d'appréciation du parcours professionnel au terme des 6 ans** - A défaut d'accord, il convient de s'assurer que le salarié a suivi au moins une action de formation, acquis des éléments de certification ou VAE et bénéficié d'une progression salariale ou professionnelle

● **Prévoir une périodicité différente des entretiens professionnels** sans pour autant pouvoir déroger au « bilan » au terme des 6 ans.

Exemple : plus le salarié est qualifié, moins la fréquence des entretiens est élevée et inversement.

● **Définir les actions de formation pouvant être effectuées en tout ou partie en dehors du temps de travail**

Exemple :

- Définir les actions de formation hors temps de travail ;

- Définir des actions de développement des compétences utiles tant à la société et au salarié, ouvrant droit à un abondement en cas d'utilisation du CPF ;

- Introduire des clauses de dédit formation tenant compte des récentes évolutions légales et jurisprudentielles./.

- (1) *NB : certaines dispositions de la loi sont entrées en vigueur dès le 7 septembre 2018*
- (2) *Art. R.6323-1 et suivants du code du travail / 800 € par an plafonné à 8 000 € pour les salariés non qualifiés*
- (3) *Rappel : les sommes correspondant aux heures de DIF acquises au 31 décembre 2014 doivent impérativement être utilisées avant le 1er janvier 2021. Passé cette date, ces droits de maximum 1 800 € ne pourront plus être mobilisés.*
- *(4) Missions assurées par les OPACIF jusqu'au 31 décembre 2019*

Environnement

Macron s'entoure d'un «Planet lab» pour établir sa politique climatique

Économie Conjoncture http://www.lefigaro.fr/ Par Mathilde Golla Mis à jour le 04/03/2019 à 08:49 Publié le 04/03/2019 à 06:00



MANDEL NGAN/AFP

FIGARO DEMAIN - Le «One Planet Lab», composé de 30 personnalités influentes comme Emmanuel Faber, Joseph Stiglitz ou Ellen MacArthur, sera chargé d'identifier et défendre des objectifs clairs et accessibles pour préserver la planète.

Emmanuel Macron rassemble des experts triés sur le volet pour l'aider à identifier et défendre des objectifs clairs et accessibles en matière de politique climatique. Le One Planet Lab, créé lors du One Planet Summit - sommet visant à la mise en œuvre de l'Accord de Paris - se réunit ainsi pour la première fois ce lundi. Les 30 personnalités de ce «lab», issues de grandes entreprises, de fondations, d'instituts internationaux, plancheront tout au long de la journée pour faire émerger les grandes lignes de la prochaine politique environnementale du gouvernement sur la scène internationale.

Parmi ces 30 experts figurent Emmanuel Faber, PDG de Danone, Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, Bertrand Piccard, président de la fondation Solar impulse, Ellen MacArthur, navigatrice et présidente de la fondation Ellen MacArthur ou encore Luis Alberto Moreno, président de la Banque interaméricaine de développement. Le comité est encadré par trois parrains: Bertrand Badré, PDG et fondateur du fonds d'investissement Blue Like an Orange Sustainable Capital, Paul Polman, ex PDG d'Unilever et Nicholas Stern, ex vice-président de la banque mondiale auteur du célèbre rapport sur l'«économie du changement climatique». «Le président est heureux de recevoir ces personnalités de haut niveau qui vont à la fois impulser de nouvelles idées concrètes mais aussi les défendre auprès de leurs réseaux», indique-t-on à l'Elysée.

Les spécialistes se diviseront en quatre grands thèmes identifiés: la lutte contre le changement climatique, la protection des océans, la préservation de la biodiversité et la finance climatique. À l'issue des échanges, les experts soumettront un maximum de deux propositions par thème au président. «On espère converger vers des propositions claires et précises», indique Morgane Nicole, directrice des programmes du think-tank Institute for Climate Economics (I4CE) impliquée dans la restitution de ces débats. Emmanuel Macron se mobilisera ensuite pour défendre les objectifs retenus lors des prochains sommets et rencontres diplomatiques.

Voici la vie secrète qui se cache sous nos pieds

https://www.ouest-france.fr/ L'édition du soir Environnement Par Battle Karimi, post-doctorante en agroécologie, Inra et Sébastien Terrat, maître de conférence, Inra



C’est un monde invisible qui abrite pourtant, en France, plus de 115 000 espèces de bactéries. Les sols sont indispensables pour l’homme et pour le bon fonctionnement de la planète. Des chercheurs ont mis la tête dedans pour voir ce qu’il s’y passe.

Les sols représentent une des ressources indispensables pour l’homme à l’échelle de la planète.

Sans les sols, aucune source de matières premières (comme les matériaux, les aliments, les fibres ou les combustibles), ni support de construction pour les infrastructures.

Sans les sols, pas de purification de l’eau, pas de réduction des contaminants présents dans l’environnement, pas de régulation du climat et des crues.

Sans les sols, pas de recyclage des éléments nutritifs qui permettent le bon fonctionnement des écosystèmes ni de séquestration du carbone.

Enfin, sans les sols, une multitude d’organismes n’existeraient pas, ceux-là même qui sont à l’origine de notre survie et du bon fonctionnement de la planète.

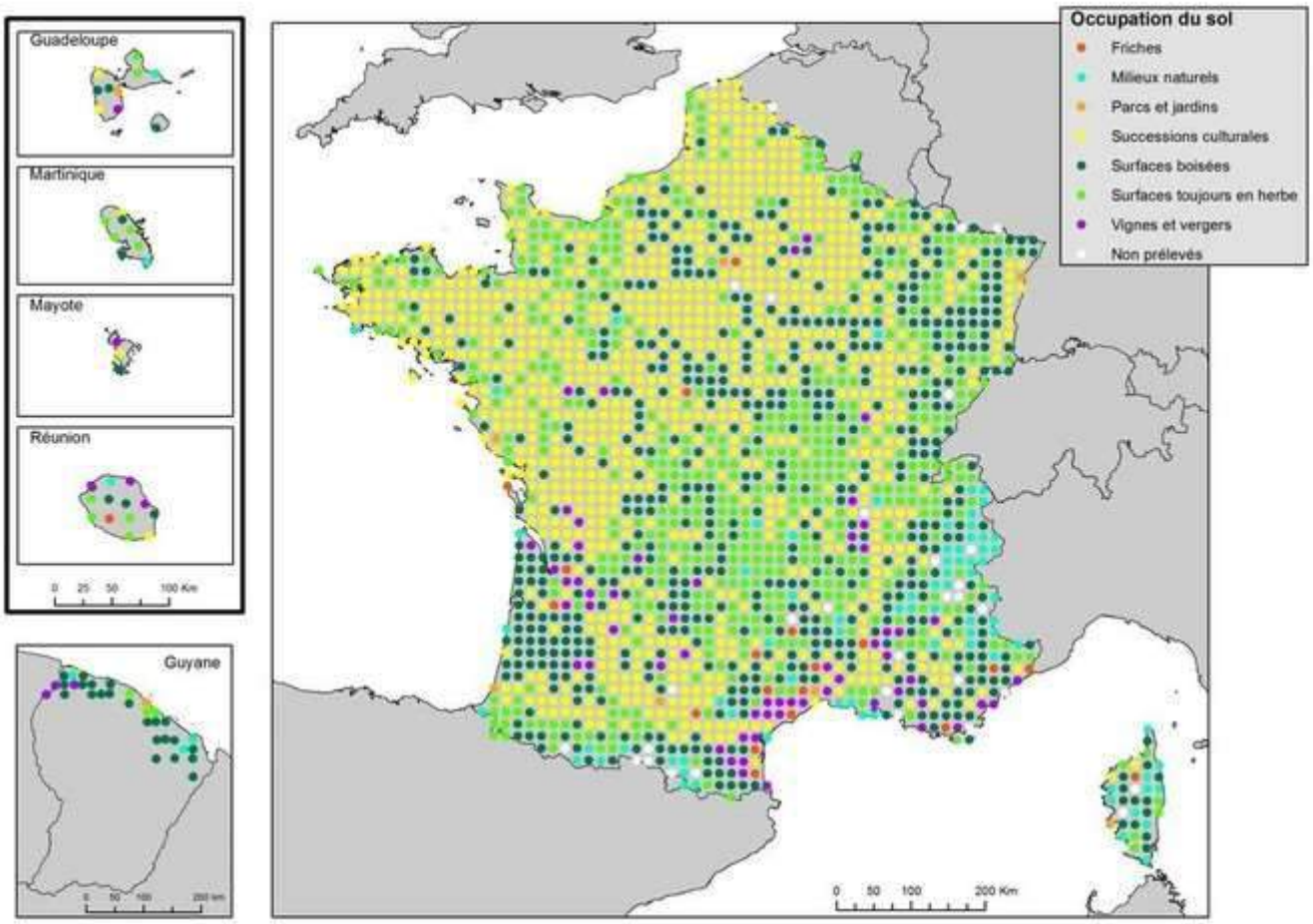
Voilà tout l’intérêt de faire l’autruche (à bon escient pour une fois), et de mettre la tête dans le sol, pour voir de plus près ce qu’il s’y passe.

C’est ce que se sont engagés à faire un ensemble de chercheurs français au travers du Groupement d’intérêt scientifique sol, créé en 2001.

2 200 échantillons de sols à travers toute la France

Leur objectif : inventorier les sols et les étudier sous toutes les coutures. L’inventaire a commencé en 2002 avec la mise en place du Réseau de mesure de la qualité des sols (RMQS) : 1 échantillon prélevé systématiquement tous les 16 km, en métropole, en Corse et en Outre-Mer.

Avec un total de 2 200 sites prélevés, ce dispositif d’échantillonnage de sol est le plus intensif connu à ce jour à travers le monde. Grâce à de nombreuses analyses physiques et chimiques, les sols de France ont été décrits et cartographiés : constitution physique, pH, stock de carbone, teneurs en argiles, limons et sables, teneurs en contaminants, utilisation du sol… autant d’informations référencées à l’échelle de notre territoire.



Grille d'échantillonnage du Réseau de mesure de la qualité des sols (RMQS) en France métropolitaine et à travers le monde.

Depuis 2006, des chercheurs de l'INRA de Dijon se sont lancé le pari fou de sonder la vie microbienne des sols en analysant les 2 200 échantillons de sols du RMQS.

Un milliard d'organismes par gramme de sol !

Mais pourquoi les microorganismes des sols ? Parmi toute la biodiversité présente à la surface et dans les sols, les bactéries et les champignons représentent l'immense partie cachée de l'iceberg, tant en quantité (plusieurs milliards d'individus dans 1 gramme de sol), qu'en diversité (jusqu'à 1 milliard d'espèces) mais également au travers le rôle essentiel et inquantifiable qu'ils jouent dans le fonctionnement et la santé des sols.

Ce projet ambitieux a pu voir le jour grâce aux technologies de séquençage de l'ADN qui ont émergé dans les laboratoires de recherche depuis les années 2000.

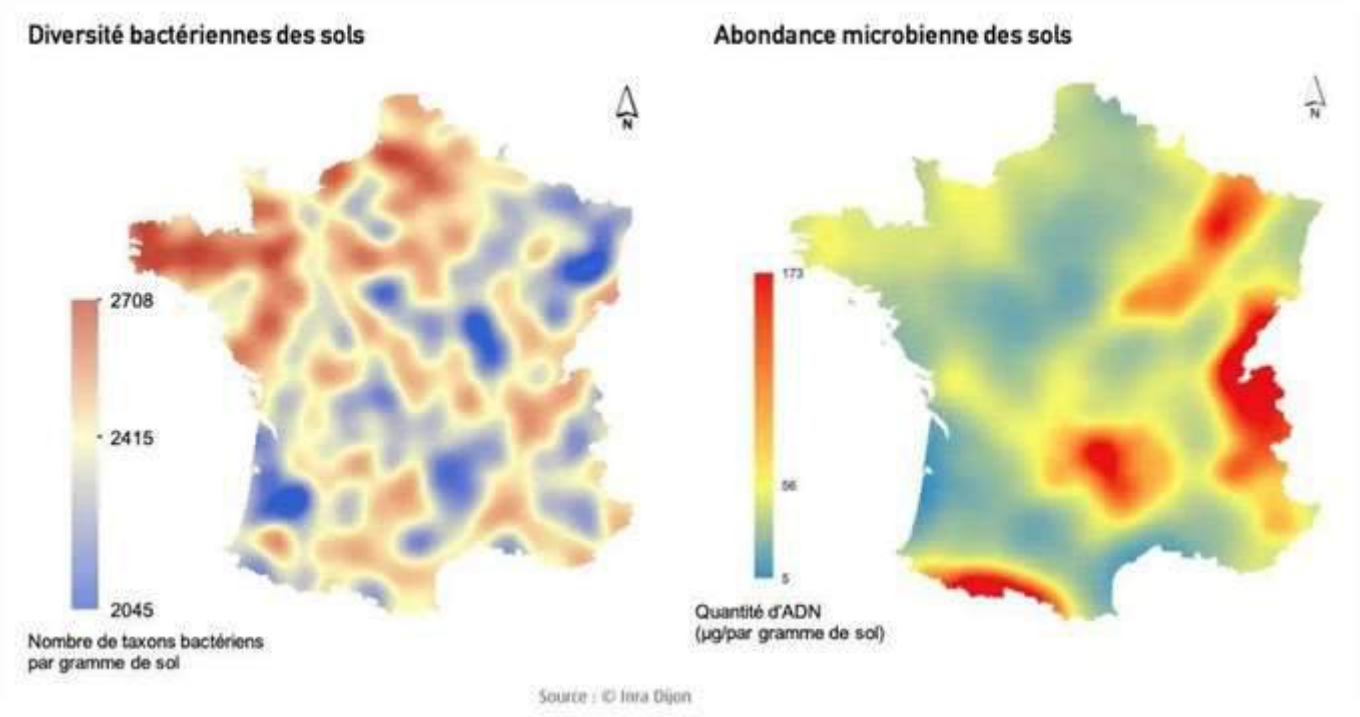
Tout comme le séquençage du génome humain a beaucoup apporté aux sciences médicales, le séquençage du métagénome bactérien du sol (ensemble des génomes de toutes les bactéries présentes) constitue une mine d'or, pleine de renseignements pour comprendre le rôle de ces organismes dans les services que les sols rendent aux sociétés humaines (fertilité, dépollution, structure, maintien d'un bon état sanitaire, etc.).

Un « atlas du sol »

Après dix ans d'investigation, cette équipe de recherche livre le fruit de son travail au grand public au travers d'un atlas, pour sensibiliser les Français au patrimoine vivant que contiennent les sols de leur territoire. Cet ouvrage livre les clés de ce monde invisible à tous ceux qui travaillent avec, sur et pour le sol, qu'ils soient agriculteurs, industriels, décideurs et politiques mais aussi les chercheurs, les enseignants et les étudiants.

Cet atlas vous apprendra par exemple que les sols de France comptent plus de 115 000 espèces de bactéries qui se répartissent en 35 grands groupes (qu'on appelle phylum).

Comme les cartes l'illustrent, toutes les espèces ne sont pas partout. Leur distribution géographique dépend des conditions de vie que chacune tolère, c'est-à-dire des caractéristiques du sol, mais aussi de l'utilisation du sol faite par l'homme. Par exemple, on ne trouve pas exactement les mêmes communautés de bactéries dans les sols de forêts et dans les sols de grandes cultures. Grâce à cet atlas, vous pouvez savoir quelles bactéries se trouvent sous vos pieds où que vous soyez en France.



Cartes de France de la diversité bactérienne et de l'abondance microbienne. (Inra Dijon)

Le type de sol et son usage déterminent aussi l'abondance de microorganismes et la diversité des espèces qu'on trouve dans le sol. L'abondance et la diversité des microorganismes sont deux facteurs primordiaux du bon fonctionnement d'un sol.

Une forte abondance indique généralement une bonne activité microbienne, c'est-à-dire que la matière organique est bien dégradée et les éléments nutritifs sont mis à disposition des plantes par les microorganismes. En parallèle, une plus forte diversité est assimilée à un plus fort potentiel, en termes de fonction, de résistance aux perturbations et de défense contre les pathogènes.

Ces deux paramètres microbiens sont fortement influencés par le type de sol (acidité, teneur en argiles, matière organique, etc.) mais pas de façon identique. Ainsi leur cartographie montre que certaines régions de France sont des hotspots (c'est-à-dire très riches) en termes d'abondance sans être caractérisées par une diversité particulièrement élevée. C'est par exemple le cas du nord des Alpes, des Vosges et de la Lorraine.

Au contraire, les microorganismes sont très diversifiés dans les sols de Bretagne sans y être particulièrement abondants. La région des Landes mérite qu'on s'y attarde puisqu'abondance et diversité y sont toutes deux parmi les plus faibles de France. Ceci s'explique par l'acidité et la texture sableuse des sols de cette région, plus propice à l'installation de forêts de pins qu'à des fins agricoles.

Au total, 16 habitats microbiens différents ont été mis en évidence dans les sols de France métropolitaine. Chaque habitat est particulier en termes de milieu de vie et accueille une communauté qui lui est spécifique. Certains de ces habitats sont spécifiques à certaines régions alors que d'autres sont plus largement distribués. Par exemple, la région des Landes, citée précédemment, représente un habitat à elle toute seule.

À l'autre extrême, l'habitat microbien le plus répandu se répartit dans les plaines du sud-ouest, sur le pourtour méditerranéen et dans le centre. Cet habitat dont les sols sont les plus alcalins de

France, a la particularité d'héberger 94 genres bactériens que l'on ne retrouve nulle par ailleurs sur le territoire. Cette spécificité en fait donc un habitat à protéger, en limitant la dégradation des sols.

La plus grande partie de ces sols est occupée par l'agriculture (grandes cultures et viticultures) ou par des prairies permanentes ou naturelles et la préservation de cette biodiversité est une condition *sine qua non* à la fertilité physique et biologique des terres ainsi qu'au maintien d'un bon état sanitaire.

L'atlas français des bactéries du sol, riche d'une soixantaine de cartes, nous fait découvrir le territoire français sous un nouveau jour et nous amène à explorer le trésor qui se cache sous nos pieds. Le livre a été édité conjointement par les éditions Biotope et les publications du Muséum.

La version originale de cet article a été publiée dans *The Conversation*.

49 idées pour zéro plastique issu du pétrole en 2040

Entreprises & Finance Industrie Energie & Environnement https://www.latribune.fr/ Par Giulietta Gamberini | 07/03/2019, 17:10



Aujourd'hui 91% du plastique produit en France est d'origine fossile. (Crédits : Carlos Jasso)

Dans un rapport présenté lundi, le député François-Michel Lambert propose notamment la création d'une Agence nationale du plastique, réunissant l'ensemble des parties prenantes et ayant pour mission d'accompagner les politiques publiques et les entreprises.

Après avoir été à l'origine d'une disposition de la loi Egalim qui interdit en France dès le 1er janvier 2020 une nouvelle dizaine d'objets jetables en plastique d'origine fossile, le député François-Michel Lambert (écologiste - UDE) hausse la barre. Dans un rapport présenté lundi 4 mars, issu de six mois de consultations, il fixe un cap plus qu'ambitieux afin de faire face au fléau de la pollution due au plastique: celui de zéro plastique pétro-sourcé à l'horizon 2040.

"2040, c'est la date fixée par le gouvernement actuel pour la fin de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures en France, ainsi que pour l'interdiction des voitures thermiques. C'est aussi un horizon réaliste pour la maturation des technologies de la chimie du végétal et du recyclage, notamment chimique", explique-t-il, rappelant qu'aujourd'hui 91% du plastique produit en France est d'origine fossile.

Une agence nationale comme outil de décision

Afin d'atteindre l'objectif, le député propose dans son rapport 49 mesures. La principale, qui constitue la clé de voûte de nombre d'autres, consiste dans la création d'une Agence nationale du plastique (ANP), inspirée de l'Agence française de la biodiversité ainsi que d'un récent exemple au Danemark. Elle réunirait l'ensemble des parties prenantes sous la forme d'un établissement public à caractère administratif (EPA).

"*Cette Agence nationale du plastique a vocation à être un lieu de concertation, doté d'un Conseil d'administration large, d'un comité scientifique et de fonds d'intervention conséquents, pour faire bouger la société et les industriels afin de se sortir de ce piège mortel qu'est la pollution plastique. Cette agence a vocation à devenir internationale, car la pollution plastique est planétaire*», déclare François-Michel Lambert dans un communiqué.

Elle aurait pour mission d'informer, mais surtout d'accompagner les politiques publiques comme les entreprises, explique le député. Elle permettrait également de rapatrier les nombreux fonds de financement existants, aujourd'hui trop dispersés.

"Face à un enjeu global comme celui du plastique, les réponses ne peuvent pas être uniques et uniformes: il est donc fondamental de créer les bons outils de décision", souligne François-Michel Lambert, qui se dit plutôt déçu par le récent Pacte national sur l'emballage plastique, dont il critique le caractère purement volontaire, la prise en compte du seul emballage, l'absence d'une structure dédiée et la gouvernance indéfinie.

Le premier pays à se fixer des objectifs de réduction

Les autres 48 propositions sont donc des mesures dont pourrait se saisir cette ANP, comme d'ailleurs tout autre décideur politique. Selon le rapport, il serait surtout fondamental de raisonner dans la durée, en fixant une stratégie quinquennale des nouvelles interdictions de produits polluants, qui permettrait de répondre aux exigences environnementales tout en laissant aux industriels le temps de se préparer.

François-Michel Lambert voudrait également que la France soit le premier pays à se fixer des objectifs de réduction de la consommation du plastique non compostable, en limitant la quantité de plastique émise sur le marché, en interdisant tout plastique superflu avant 2022, voire en établissant une obligation de comptabilité de la matière pour les entreprises ou en taxant la distribution gratuite d'objets en plastique.

"Distribuer gratuitement du plastique à usage unique non compostable n'a aucun sens dans notre société", estime-t-il.

Cinq leviers

Le député propose en outre de renforcer la place de la consigne, tout en évitant de *"heurter des équilibres économiques déjà en place" ;* de créer un GIEC dédié à la pollution plastique et chimique, afin d'une part de cartographier les pollutions, d'autre part d'inciter à la conclusion d'accords internationaux; de mettre en place des États généraux de l'emballage, puis de les étendre à l'ensemble des filières concernées par le plastique avant 2024, pour questionner l'utilisation de l'ensemble des matériaux; d'instaurer un crédit d'impôt pour les entreprises produisant de la matière première recyclée.

"Nous devons agir sur les cinq leviers de l'action politique : fiscalité, réglementation, incitations et soutiens économiques, formation et information au changement de comportement", ainsi que *"action diplomatique",* résume-t-il, tout en reconnaissant que *"sans plastique, notre société ne serait pas la même".*

"La question est celle de sa juste place, et de son utilisation à bon escient", conclut celui qui a longtemps travaillé chez Pernod Ricard.

Le rendez-vous du projet de loi Économie circulaire

Le député compte proposer l'inscription de l'objectif de zéro plastique pétro-sourcé en 2040 et la création de l'Agence nationale du plastique dans le projet de loi économie circulaire en cours de préparation, qui selon lui est attendu en juin-juillet, et qui vise à atteindre un autre objectif fixé par Emmanuel Macron: 100% de plastique recyclé en 2025.

"Plus on repousse, plus c'est une perte, en termes de pollution, mais aussi d'innovations, dont certaines sont déjà prêtes, mais ont besoin d'un terrain favorable", souligne le député, qui invite l'ensemble des acteurs à "retrouver le sens de la trajectoire partagée".

Avant le projet de loi économie circulaire, un autre rendez-vous l'attend toutefois: la discussion en deuxième lecture à l'Assemblée nationale de la loi Pacte. En première lecture, le Sénat a en effet voté un amendement qui repousse d'une année (au 1er janvier 2021, l'interdiction des pailles, couverts et bâtonnets mélangeurs en plastique contenue dans la loi Egalim. S'il ne devait pas parvenir à faire supprimer cette nouvelle disposition, le député à une deuxième stratégie: élargir la liste des produits interdits en 2021.*"Mon imagination n'a pas de limites",* prévient-il.

«Pensez-vous qu'on pourra acheter une nouvelle planète avec de l'argent ?» : Macron bousculé par un collégien

Accueil France - Monde Politique Grand débat Environnement, Politique https://www.ladepeche.fr/
Publié le 08/03/2019 à 08:07



Discussion animée hier entre le président et des collégiens férus d'environnement./ Photo AFP

L'essentiel

Accompagné entre autres par son ministre de la Transition écologique, Emmanuel Macron a mis l'accent sur l'écologie lors d'une réunion dans les Alpes- de Haute-Provence.

«Qu'est-ce que vous entendez par écologie, alors qu'encore aujourd'hui des usines peuvent déverser leurs déchets dans la mer, les pesticides polluent nos sols et donc notre alimentation ?»

La question que vient de poser Charlie, collégien de Saint-André des Alpes au président de la République, a le mérite d'être franche. Applaudi par l'assistance – des collégiens mais aussi des maires, des agriculteurs et des responsables d'associations réunis à la salle des fêtes de Gréoux-les-Bains dans les Alpes-de-Haute-Provence pour débattre avec le chef de l'Etat, le jeune homme renchérit : «Quand est-ce que vous allez réagir, puisque vous en avez le pouvoir ?»

La transition écologique vise à «passer d'un modèle à l'autre», lui a alors répondu M. Macron. «Notre défi, c'est de le faire le plus vite possible. Je crois qu'on peut faire plus vite, plus fort, plus loin, en donnant plus de pouvoirs au local et en changeant de méthodes».

Le collégien ne s'arrête plus : «Puisque c'est l'argent qui nous a poussés à négliger l'écologie, pensez-vous qu'on pourra acheter une nouvelle planète avec de l'argent ?»

Pour le président, «le modèle du tout argent est terminé».

Recentré sur l'écologie

«Mais il faut produire. Il y aura toujours de l'argent, mais l'argent, il ne faut ni le détester ni l'adorer, il faut le voir comme un moyen de faire les choses», a assuré celui qui est souvent présenté par ses opposants comme «le président des riches».

Accusé par une partie de l'opposition de délaisser les enjeux environnementaux, Emmanuel Macron a tenu à afficher de nouvelles ambitions cette semaine.

Dans sa tribune sur l'Europe, il a appelé l'Union européenne à créer une «Banque européenne du climat pour financer la transition écologique» afin d'atteindre le «0 carbone en 2050» et une «division par deux des pesticides en 2025».

Lundi, il a réuni à l'Elysée les membres du «One Planet Lab», le laboratoire d'idées lancé pour faire avancer la transition écologique.

Mais la pression a été renforcée le lendemain par l'appel lancé par son ancien ministre Nicolas Hulot, le secrétaire général de la CFDT Laurent Berger et 19 organisations pour «rendre définitivement indissociables l'enjeu écologique et l'enjeu social.

Le Président prolonge sa tournée

Le chef de l'État avait promis de rencontrer les maires de toutes les régions. Mais il lui sera impossible de tenir cette promesse d'ici la fin de la semaine prochaine, notamment en raison de son voyage en Afrique pendant quatre jours. Emmanuel Macron va continuer ses débats en

région jusqu'à «fin mars, début avril». Le chef de l'Etat va donc se rendre en Corse, en Pays de la Loire, en Bretagne et va recevoir les élus des Hauts-de-France à Paris.

Gilets jaunes

Acte XVI des «gilets jaunes»: la mobilisation marque le pas

Actualité Société Par Le figaro.fr Mis à jour le 02/03/2019 à 23:03 Publié le 02/03/2019 à 12:21



Les «gilets jaunes» lyonnais se sont habillés de noir, symbole du «deuil» du mouvement qui pourrait potentiellement s'achever. JEAN-PHILIPPE KSIAZEK/AFP

Ce samedi, 39.300 «gilets jaunes» ont défilé pour leur 16e samedi de mobilisation. Des heurts ont eu lieu dans certaines villes de province telles que Lyon, Nantes et Toulouse.

Après le regain de la semaine dernière, les «gilets jaunes» espéraient que cet acte XVI serait le prélude à un «gros mois» de mobilisation le 9 et surtout le 16 mars, date correspondant à la fin du grand débat ainsi qu'aux quatre mois du mouvement de contestation.

Les chiffres communiqués par le ministère de l'Intérieur ce samedi en début de soirée montrent cependant une baisse sensible de la mobilisation. Le ministère a comptabilisé 39.300 manifestants dans toute la France, dont 4000 à Paris. La semaine dernière à la même heure, 46.600 personnes dont 5800 dans la capitale avaient été recensées.

Alors que les «gilets jaunes» avaient appelé à la fin du «pacifisme» pour ce nouvel acte, le ministre de l'Intérieur a prévenu au micro de BFMTV vendredi: «Si certains pensent qu'ils auront les forces de l'ordre à l'usure, ils se trompent (...) Chaque brute sera punie».

À Paris, une enquête de l'IGPN ouverte après la blessure d'un manifestant

À **Paris**, la journée a été plutôt calme. Les cortèges sont partis des Champs-Élysées vers 12h30. «Ric, pouvoir au peuple», «La France est pillée par l'oligarchie. Résistance», pouvait-on notamment lire sur des banderoles brandies par des manifestants. En tête de cortège, des CRS, des gendarmes mobiles ainsi que des membres du dispositif d'action rapide (DAR) ont été déployés. Les CRS ont remonté les Champs-Élysées en utilisant des canons à eau pour disperser certains manifestants.

«Gilets jaunes» Acte XVI: le cortège s'est mis en marche sur les Champs-Élysées



Quelques centaines de «gilets jaunes» commencent à manifester à Paris à la mi-journée du 2 mars dans un climat calme, pour la 16e journée de mobilisation en France contre la politique d'Emmanuel Macron.

Pour cet acte XVI, deux manifestations étaient déclarées à la Préfecture de police de Paris. Les manifestants avaient prévu un parcours d'environ 12 kilomètres allant de la place de l'Étoile jusqu'à la place Denfert-Rochereau. Les «gilets jaunes» sont donc passés par les Champs-Élysées, l'avenue Montaigne, la place de l'Alma, l'avenue du président Wilson, la place du Trocadéro et du 11 Novembre, le boulevard Suchet, le Pont de Grenelle, le rond-point du Pont Mirabeau, la rue de la Convention, la place Charles Vallin et enfin la place Denfert-Rochereau. Le second cortège devait partir à la même heure et s'arrêter place Clément Ader.

Quatre autres rassemblements avaient été organisés. Le premier était prévu avenue des Champs-Élysées entre 10 heures et 17 heures, le second place du Maréchal Juin de 10 heures à 19 heures et le troisième place de la République entre 14 heures et 22 heures. Le dernier rassemblement prenait la forme d'une opération escargot sur le périphérique. Il aurait dû débuter à 11 heures.

Le parquet de Paris a ouvert une enquête en «recherche des causes de blessures», confiée à l'inspection générale de la police nationale (IGPN), à la suite de la prise en charge par les secours d'un homme blessé au visage, «probablement» par un tir de LBD selon des sources concordantes. Des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux montrent l'évacuation par les pompiers de la victime sur un brancard, le bas du visage pansé et protégé par une minerve, au carrefour de l'avenue de Wagram et de la rue de Tilsitt, à proximité de l'Arc de Triomphe.

16 interpellations à Toulouse

Des échauffourées et des dégradations ont eu lieu lors de la manifestation des «gilets jaunes» à **Nantes.** Selon une source policière, 1800 manifestants ont été dénombrés. Il y a eu 15 interpellations, a annoncé la direction départementale de la sécurité publique, et trois ou quatre blessés légers, d'après la préfecture de Loire-Atlantique.

«Gilets jaunes» Acte XVI : mobilisation et échauffourées à Nantes



Les journalistes sur place rapportent que la BAC a eu recours à une «charge violente» et a récupéré la banderole noire que transportaient les «gilets jaunes» en tête de cortège à Nantes ce 2 mars.

Aux cris de «On lâche rien», quelques milliers de «gilets jaunes» ont défilé dans le centre de **Toulouse**, une ville en pointe du mouvement, avant que le rendez-vous ne dégénère en heurts avec la police, comme lors de toutes les précédentes manifestations des «gilets jaunes» dans la ville. Sur le grand boulevard longeant le centre historique, les forces de l'ordre ont mobilisé un canon à eau, après de premières salves de bombes lacrymogènes, pour disperser les manifestants. Certains les bombardaient de divers projectiles. La préfecture a fait état de 16 interpellations et de quatre blessés légers parmi les forces de l'ordre.

En Rhône-Alpes, les «gilets jaunes» du département ont été appelés à converger vers **Lyon** vêtus de noir, «symbole du deuil» de la mort du mouvement «si nous n'agissons pas ensemble». Après le départ du cortège, la situation s'est rapidement tendue aux abords de la place Bellecour, en plein centre-ville, quand des manifestants ont tenté de forcer un barrage de gendarmes mobiles pour accéder à une artère commerçante. Des tirs de gaz lacrymogènes ont dispersé la foule, repartie ensuite défiler sur les quais du Rhône en direction de l'autoroute A7, comme lors des dernières manifestations.



Les «gilets jaunes» habillés en noir. JEAN-PHILIPPE KSIAZEK/AFP

La gare de Bordeaux envahie

À **Lille**, une dizaine de Marianne étaient présentes en tête du cortège. Ruban adhésif noir en forme de croix sur la bouche et sweat-shirt rouge ouvert sur la poitrine, les femmes ont défilé avec pour messages notamment: «En mauvais état», «urgence humaine», «urgence sociale».



Des manifestantes portant une cocarde tricolore (invisible sur la photo) sur leur capuchon, emblème de la Révolution française, se tiennent debout la bouche bandée. PHILIPPE HUGUEN/AFP





Katerina Ryzhakova @KatyushaRyzh

Marianne à l'#ActeXVI à #Lille #GiletsJaunes

301

17:16 - 2 mars 2019

La capitale des Hauts-de-France avait appelé les «gilets jaunes» de la région mais aussi des pays limitrophes à se joindre à la manifestation. «La lutte est internationale», est-il écrit dans le message de l'événement Facebook que les auteurs ont pris soin de traduire en anglais et en allemand. Finalement, 1000 à 2000 «gilets jaunes» étaient présents, selon une source policière. De leur côté, les organisateurs ont comptabilisé plus de 2500 personnes à l'aide d'autocollants distribués aux manifestants.

Quelques échauffourées ont éclaté au cours de la manifestation lorsque «des petits groupes de personnes», selon la préfecture, ont lancé des projectiles sur les forces de l'ordre, qui ont répliqué à l'aide de gaz lacrymogènes.

À **Bordeaux**, 4000 personnes ont manifesté contre 3500 samedi dernier. Des centaines d'entre elles ont notamment envahi la gare de Saint-Jean. Certains «gilets jaunes» n'ont pas hésité à descendre sur les voies et à lancer des pétards. Le trafic des trains a été interrompu, des comptoirs de vente ont fermé avant que le cortège ne reparte environ 15 minutes plus tard, sans incidents.

«Gilets jaunes» Acte XVI : les manifestants investissent la gare de Bordeaux



À Bordeaux, les «gilets jaunes» ont envahi la garde Saint-Jean le 2 mars lors de l'Acte XVI des «gilets jaunes».

En début d'après-midi, place de la Bourse, où se rassemblent les «gilets jaunes», une grande banderole a été déployée sur un échafaudage, portant l'inscription «16 mars l'Aquitaine envahit Paris, ultimatum saison 2», référence à une manifestation nationale dans la capitale pour marquer la fin du «grand débat» voulu par Emmanuel Macron.



Yahoo Actualités

✔ @YahooActuFR

Une banderole "#16mars l'Aquitaine envahit Paris" déployée à #Bordeaux #GiletsJaunes #ActeXVI

87

17:19 - 2 mars 2019

Sur Twitter, le député La France Insoumise Loïc Prud'homme a accusé la police de l'avoir «matraqué» alors qu'il quittait la manifestation et affirmé qu'il avait déposé plainte devant l'IGPN. Le préfet de Gironde a répliqué que les forces de l'ordre avaient «correctement fait leur travail», lors d'une «manifestation non déclarée, sur un axe interdit par arrêté préfectoral et après sommations». La préfecture a par ailleurs annoncé que 15 personnes avaient été interpellées pour «détention de matériels offensifs, dégradations de biens publics et outrages»

Une statue revêtue d'un gilet jaune à Colmar

Dans la Meuse, à **Bar-le-Duc**, la préfecture qui craint des débordements, a pris un arrêté interdisant la vente et le transport «de produits combustibles et/ou corrosifs, carburants et gaz inflammable», de «pétards, pièces d'artifices et fusées de détresse» et «d'aérosols de peinture».

À **Colmar** (Haut-Rhin), des manifestants ont revêtu la réplique de la célèbre statue de la Liberté, structure de douze mètres installée en 2004 à l'entrée nord de la ville, d'un immense gilet jaune.

Colmar : la Statue de la liberté enfile un «gilet jaune»



Des «gilets jaunes» ont enfilé une veste fluo géante lors de l'Acte XVI le 2 mars, sur la réplique de la Statue de la Liberté installée à l'entrée de Colmar.

À **Montpellier**, la manifestation des «gilets jaunes» a réuni environ 1000 personnes selon la préfecture, au moins 2000 selon les organisateurs. Plusieurs centaines de personnes ont également défilé dans les rues du centre de **Marseille**.

À **Alès**, dans le Gard, des heurts ont éclaté en fin de manifestation. Aux jets de projectiles divers depuis les rangs des manifestants, les forces de l'ordre ont notamment répondu par des tirs de gaz lacrymogène de longue portée qui ne faisaient pas cesser les chants hostiles à Emmanuel Macron. «En Algérie, en France comme partout, le capitalisme tue», pouvait-on lire sur une

grande banderole tenue face aux forces de l'ordre. Le défilé a rassemblé plusieurs centaines de personnes - 600 selon la préfecture, 1500 selon les organisateurs - dans les petites rues commerçantes du centre.

La gilet jaune Priscillia Ludosky veut saisir la Cour pénale internationale

https://www.huffingtonpost.fr/ JUSTICE 02/03/2019 12:02 CET | Actualisé 02/03/2019 12:28 CET
Par Anthony Berthelier

Elle dénonce les violences policières et s'en prend directement à Christophe Castaner.



Getty Images Gilets jaunes: Ludosky va "saisir" la Cour pénale internationale (photo prise le 20 janvier à Paris)

GILETS JAUNES - "Je ne sais pas comment il peut être encore en poste." Dans une interview publiée ce samedi 2 mars par le site *reporterre.net,* Priscillia Ludosky s'en prend directement à Christophe Castaner et annonce qu'elle compte saisir la Cour pénale internationale (CPI) sur les faits de violences policières constatés depuis le début de la fronde des gilets jaunes.

L'une des porte-voix du mouvement prévient: "Nous réunissons des vidéos, des photos ou tout autre témoignage à propos des violences subies par les manifestants." Derrière ce "nous" se trouve le collectif "article 35", en référence à l'article de la Constitution de 1793 selon lequel "quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs" et dont Priscillia Ludosky fait partie.

Alors que de nombreuses voix nationales et internationales s'élèvent pour demander à l'État de stopper l'usage des lanceurs de balles de défense (LBD), qui ont déjà fait de nombreuses victimes au cours de manifestations, Priscillia Ludosky vise personnellement le ministre de l'Intérieur: "Christophe Castaner a quand même une liberté incroyable. Je ne sais pas comment il peut être encore en poste", lance-t-elle. Mais elle n'épargne pas non plus les forces de l'ordre.

"J'en veux aux personnes qui donnent des ordres, et quand même un peu aux personnes qui les exécutent. On a quand même un peu de libre arbitre, à un moment donné! On peut dire '*merde'*, y compris au travail."

Une saisie impossible

Seulement, les gilets jaunes ont beau dénoncer les violences policières depuis le début du mouvement, ils ne pourront pas saisir eux-mêmes la Cour pénale internationale. Seuls les États parties (ceux qui ont ratifié le statut de Rome), un procureur ou le Conseil de sécurité des Nations unies peuvent le faire.

Et dans le même temps, l'exécutif se montre particulièrement ferme sur l'encadrement des manifestations et l'emploi, notamment, des lanceurs de balles de défense. Alors que le Conseil de l'Europe a appelé le 26 février la France à "suspendre l'usage du LBD dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre" afin de "mieux respecter les droits de l'homme", Emmanuel Macron n'a pas hésité, le lendemain, à vanter la "politique de très grande limitation et de transparence de ces matériels."

"Je le dis très simplement, je ne laisserai pas les forces de l'ordre sans aucun moyen, ni d'assurer l'ordre public, ni de se défendre face à des gens qui arrivent aujourd'hui armés et avec les pires intentions", a-t-il martelé lors d'une conférence de presse commune avec Angela Merkel le 27 février.

Gilets jaunes : Macron admet "des erreurs" dans la gestion du mouvement

Économie France https://www.latribune.fr/ Par Reuters et AFP | 04/03/2019, 8:54



Le président français Emmanuel Macron. (Crédits : Max Rossi)

En déplacement en Italie, Emmanuel Macron a reconnu, dans une interview diffusée dimanche 3 mars à la télévision locale, avoir fait, par le passé, des "erreurs" qui expliquent "en partie" la crise des "Gilets jaunes" qui manifestent depuis seize samedis consécutifs en France.

Un début de mea culpa... Tancé par ses détracteurs pour sa propension à ne pas reconnaître ses torts, Emmanuel Macron, en voyage en Italie dimanche 3 mars, a pourtant esquissé un début d'introspection et reconnu "*des erreurs"* notamment dans la gestion de la crise des "Gilets jaunes". *"Quand on va trop vite, qu'on est trop rapides ou trop caricaturaux, on fait des erreurs"*, a estimé le chef de l'Etat dans une interview accordée à la chaîne de télévision italienne RAI Uno. *"Moi, j'en ai fait d'ailleurs par le passé, c'est une partie de l'explication de la crise",* a-t-il admis.

"On ne peut pas laisser les gens qui ont besoin de travailler, de vivre, de bouger, face à une impossibilité de mobilité pour quelque raison que ce soit", a-t-il ajouté. "Il faut les réconcilier. C'est par l'expertise scientifique, par le dialogue, la concertation et par l'innovation."

Une participation moins élevée que la semaine dernière

L'exécutif a été pris de court à l'automne par l'incendie allumé par l'annonce de la hausse de la taxe carbone - abandonnée depuis - dénoncée par les "Gilets jaunes" qui réclament également plus de démocratie participative et de justice sociale.

Face à l'ampleur de ce mouvement hétéroclite, le chef de l'Etat a annoncé début décembre des mesures en faveur du pouvoir d'achat chiffrées à plus de 10 milliards d'euros et lancé un "Grand débat national" en ligne et sur le terrain qui devra déboucher en avril sur des mesures "concrètes". A deux semaines de la fin du débat, la mobilisation des "Gilets jaunes" dans la rue était en léger repli, samedi 2 mars, avec quelque 39.300 manifestants en France contre 46.600 la semaine précédente, selon le ministère de l'Intérieur.

Retisser les liens avec le voisin italien

A l'occasion de cet entretien, le président français a également lancé un vibrant appel à la réconciliation entre la France et l'Italie en annonçant que son homologue italien Sergio Mattarella viendrait célébrer, le 2 mai à Amboise (centre de la France), les 500 ans de la mort de Léonard de Vinci. *"Il y a eu des propos excessifs. Il y a des péripéties aujourd'hui. Moi, je pense que ce que nous devons à nos peuples, à notre histoire et à l'Europe, c'est d'aller au-delà"*, a plaidé M. Macron à propos des tensions entre Rome et Paris qui ont culminé le mois dernier avec le rappel provisoire de l'ambassadeur de France en Italie.

Pour illustrer cela, M. Macron a annoncé qu'il recevrait M. Mattarella le 2 mai à Amboise et à Chambord, deux célèbres châteaux de la Loire, *"avec la jeunesse française et italienne". "On parlera d'avenir et d'Europe"*, a-t-il ajouté. Les deux présidents entendent aller "au-delà des malentendus qui peuvent parfois s'installer dans la vie politique ou économique et qui sont, pour moi, secondaires", a assuré M. Macron, sans jamais mentionner le chef du gouvernement Giuseppe Conte ou aucun autre dirigeant italien. A l'exception d'une question sur la liaison ferroviaire Lyon-Turin - dont il a souligné l'importance -, le président français s'est gardé d'évoquer les sujets qui fâchent comme le soutien des dirigeants populistes italiens au mouvement de

protestation des "gilets jaunes" ou la fusion entre les Chantiers de l'Atlantique (ex-STX France) et Fincantieri.

En Italie, l'interview a provoqué la polémique avant même sa diffusion : M. Macron a choisi de répondre à Fabio Fazio, l'une des bêtes noire du vice-Premier ministre Matteo Salvini (extrême droite) et des souverainistes qui le considèrent comme l'archétype du journaliste *"bobo*". Pendant l'entretien, le président français a aussi cité l'écrivain Roberto Saviano, l'un des critiques les plus virulents de M. Salvini, et fustigé *"la simplification du message de certains nationalistes"*. *"Aucun pays, aucun en Europe, ni l'Italie, ni la France, ne règlera les problèmes qui sont les siens en s'opposant aux autres pays européens et en se repliant juste sur le plan national"*, a-t-il insisté. Il a aussi estimé que l'Europe était comme *"sur un volcan": "Il y a des gens qui pensent qu'on peut continuer comme des somnambules, comme si de rien n'était, ils seront ensevelis. Moi, j'ai la conscience du tragique (...). Nous avons besoin d'une vraie pensée philosophique complexe et de réinspirer nos peuples"*.

Gilets jaunes : des excréments jetés sur la police à Marseille et Montpellier

https://www.bfmtv.com/ BFMTV Police Justice 03/03/2019 à 21h56 Robin Verner avec AFP



Fred Tanneau - AFP

Des responsables du syndicat policier Alliance ont déclaré ce dimanche soir que des fonctionnaires de police avaient été visés par des jets d'excréments samedi à Marseille et Montpellier lors de la seizième journée de mobilisation nationale des gilets jaunes.

Des policiers ont essuyé des jets d'excréments à Marseille et Montpellier samedi lors de manifestations de **gilets jaunes,** ont rapporté dimanche des responsables du syndicat policier Alliance. A Marseille, "il y a eu un fonctionnaire de la BAC blessé au coude par un projectile rempli d'excréments", a confirmé la préfecture de police. Quelques appels à la confection de tels projectiles avaient circulé sur les réseaux sociaux avant la nouvelle mobilisation 16 du mouvement samedi.

Les policiers se sont sentis "humiliés"

"Des sacs remplis de merde ont été jetés sur des policiers de la BAC (brigade anti-criminalité) et ont explosé. Trois fonctionnaires ont été souillés à un point inimaginable !", a relaté de son côté Rudy Manna, responsable local d'Alliance, confirmant une information de *La Provence*. "Les policiers se sont sentis profondément humiliés", et les auteurs du jet n'ont pas pu être identifiés, a-t-il ajouté.

Au total, un millier de manifestants avait défilé pour le seizième samedi consécutif à Marseille, sans incident majeur, selon la préfecture de police.

A Montpellier, des manifestants "ont rempli des ballons d'excréments" avant de les lancer sur la police, "qui recevait jusque-là parfois de la peinture mélangée avec de l'acide", a déclaré Rémy Alonso, secrétaire départemental d'Alliance dans l'Hérault. Les faits se seraient produits aux alentours de la préfecture, où des incidents ont éclaté après une manifestation qui a réuni environ 1.000 gilets jaunes selon la police.

Battes de baseball, "safe room" : quand grands patrons et élus se préparent à l'affrontement avec les gilets jaunes

Société Violence https://www.marianne.net/ ParBruno Rieth Publié le 05/03/2019 à 16:58



Début février, un incendie "volontaire" visait le domicile breton de Richard Ferrand, le président de l'Assemblée nationale. Le procureur en charge de l'enquête, précisait qu'il n'y avait "rien qui permette de relier ces faits à un groupe quelconque" à ce stade. - Fred TANNEAU / AFP

Face aux violences perpétrées par certains membres du mouvement des gilets jaunes, des patrons mais également des élus de LREM sont gagnés par la peur de l'agression physique. Jusqu'à demander l'aide de spécialistes de la sécurité privée pour se protéger.

La colère est mauvaise conseillère. Elle peut même pousser à l'irréparable, surtout lorsqu'elle n'est pas entendue. Certains patrons français et élus de La République en Marche (LREM), depuis le début du mouvement des gilets Jaunes, le redoutent particulièrement. Jusqu'à demander l'aide de spécialistes de la sécurité privée pour se protéger. Source de leur inquiétude, les lettres anonymes de menace, les insultes récurrentes lors de déplacements ou sur les réseaux sociaux, voire même, dans les cas les plus extrêmes, des tentatives d'agression physique. Comme le 15 décembre dernier, à Grand Bourgtheroulde, dans l'Eure.

Selon le récit de Bruno Questel, député LREM et ancien maire de la commune, des gilets jaunes avaient organisé ce jour-là *"une opération à 1 km"* de chez lui, sur le rond-point menant à son domicile. Ils avaient installé une vingtaine de panneaux sur la route pour *"guider"* vers son habitation. Dans la soirée, alors qu'il ouvre la porte de son domicile en raison de bruits suspects, *"six coups de feu"* sont tirés devant chez lui, avant que leurs auteurs ne prennent la fuite. Puis, toujours selon lui, quelques minutes après, *"20 voitures en cortège"* auraient défilé devant sa maison en klaxonnant, agitant des fumigènes et lançant des pétards. Une affaire tout à fait exceptionnelle selon une source judiciaire : *"Une enquête préliminaire est en cours mais aucune identification n'a été faite à ce stade, il n'y a pas eu d'affaires similaires dans la région".*

Un sentiment d'insécurité grandissant

Et pourtant, s'il semble isolé, cet épisode a déclenché un véritable vent de panique dans certains milieux. "*L'histoire du député Questel, particulièrement violente, a inquiété beaucoup de monde, des gens qui gagnent bien leur vie, ont de belles voitures et de belles maisons"*, explique à *Marianne* Arnaud Villadère, ancien militaire passé dans les rangs de la DGSE et dirigeant de Aegis Civis. Son entreprise de sécurité privée délivre des formations aux institutions et aux particuliers, effectue des audits de sécurité et propose des dispositifs de sécurisation de bâtiments.

A la mi-décembre, le patron d'Aegis Civis est sollicité à de nombreuses reprises pour délivrer ses conseils avisés. Sur l'identité de ses clients, l'ancien de la DGSE - formation professionnelle oblige - préfère rester discret. Tout juste souffle-t-il que *"ce sont des personnes qui sont potentiellement amenées à croiser le chemin de gilets jaunes qui occupent des ronds-points, notamment par leur activité dans la grande distribution…".* Reste qu'après l'affaire Questel, l'expert en sécurité se retrouve à gérer *"des personnes en détresse, qui ont peur pour eux, mais aussi pour leurs enfants".* Notamment parce qu'ils estiment la réaction des autorités insuffisante : *"Dans au moins trois cas que j'ai eu à traiter, le déclic s'est fait quand ces personnalités, après avoir reçu des menaces, ont contacté la gendarmerie et n'ont reçu comme seule réponse que de déposer une main-courante".*

"Safe room" et "contre-filoche"

Peu à peu submergés par un sentiment d'insécurité, ils se tournent alors vers Aegis Civis pour sécuriser leur quotidien. Notamment en créant à leur domicile des "*safe room"* - un concept très répandu aux Etats-Unis - en cas d'attaque : *"C'est une pièce sécurisée qui permet de se replier avec sa famille en cas d'invasion, avec une porte renforcée pour résister à des assauts, de quoi boire et manger mais surtout de quoi prévenir l'extérieur"*. Mais la formation ne s'arrête pas là. *"On leur apprend également à maîtriser les réseaux sociaux, pour éviter de délivrer trop d'informations personnelles, de casser leur routine pour empêcher que leurs trajets ne soient trop facilement repérés et, pour les plus inquiets, on a même fait des initiations à de la contre-filoche qui permet de déjouer des éventuelles filatures",* précise notre homme.

La tentation de l'auto-défense

Une autre partie du travail a également été de ramener à la raison certains clients qui, sous le coup de la peur, étaient à deux doigts d'opter pour des solutions extrêmes. *"LA question que l'on nous pose fréquemment c'est : 'Qu'est-ce que je peux avoir pour me défendre ?' À chaque fois, je leur apporte la même réponse. Qu'en France, il y a un cadre très strict de la légitime défense basé sur la proportionnalité de la riposte en fonction de l'agression. Que manier des armes de défense est une énorme responsabilité et comporte des risques pour soi et son entourage, surtout quand on n'a aucune expérience des métiers d'armes, et qu'il vaut bien mieux avoir un système d'alarme, ou un canon à brouillard, qui laisse le temps de se barricader dans une pièce sécurisée et appeler la police que de tenter une riposte personnelle qui n'est même pas sûre d'être efficace",* confie l'ex-militaire.

Pourtant, malgré ses nombreux avertissements, le dirigeant d'Aegis Civis, a été surpris, lors de visites de routine, de constater que certains de ses clients s'étaient équipés en conséquence : *"Des battes de baseball, des flash-ball voire des systèmes type gomme-cogne".* Et à chaque fois le même réflexe. *"On essaye de les dissuader en leur rappelant que si ils en arrivent à une situation aussi critique, ils risquent de faire des erreurs à cause du stress avec toutes les conséquences juridiques que ça pourrait entraîner",* poursuit-il.

Le rythme des formations d'Aegis Civis ne risque en tout cas pas de fléchir. Avec la persistance du mouvement des gilets jaunes, l'inquiétude a également gagné les rangs des parlementaires de la majorité comme le souligne un article de l'*Express*. "*Plusieurs collègues ont demandé une protection rapprochée. Mais celles et ceux qui en ont fait la demande ont compris que ce n'était pas possible"*, a confié un député LREM à l'hebdomadaire. Des demandes systématiquement refusées par le ministère de l'Intérieur jusqu'à présent, toujours selon l'*Express* qui précise, qu'en réaction, *"beaucoup de parlementaires sont passés à l'option du gardiennage privé".* Voire plus. Selon nos informations, au moins un des membres du groupe LREM au Palais Bourbon emploie un garde du corps privé payé avec ses propres deniers pour ses déplacements.

Gilets jaunes. L'ONU réclame à Paris une enquête sur « l'usage excessif de la force »

Accueil Société Gilets jaunes https://www.ouest-france.fr/ avec AFP Modifié le 06/03/2019 à 18h48 Publié le 06/03/2019 à 12h03



Des membres des forces de l'ordre lors d'une manifestation de Gilets jaunes à Caen, le 12 janvier. | ARCHIVES OUEST-FRANCE/THOMAS BREGARDIS

La Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU demande, ce mercredi, que la France mène une enquête sur les violences policières qui se seraient produites pendant les manifestations des Gilets jaunes.

La Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU a réclamé, mercredi 6 mars, à la France une enquête sur les violences policières pendant les manifestations des Gilets jaunes depuis la mi-novembre.

Dans un discours prononcé devant le Conseil des droits de l'Homme à Genève, Michelle Bachelet a déclaré que les Gilets jaunes manifestent contre **« ce qu'ils considèrent comme (leur) exclusion des droits économiques et de (leur) participation aux affaires publiques »**.

« Nous encourageons le gouvernement (français) à poursuivre le dialogue et demandons urgemment une enquête approfondie sur tous les cas rapportés d'usage excessif de la force », a déclaré Michelle Bachelet dans un discours prononcé devant le Conseil des droits de l'Homme, à Genève.

La France suivra les recommandations

La France a assuré mercredi qu'elle suivrait les recommandations de l'ONU, tout en s'**« étonnant »** de se retrouver sur la même liste que le Venezuela ou Haïti. **« Évidemment nous suivrons les recommandations avec la diligence nécessaire »**, a déclaré le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux lors du compte rendu du conseil des ministres à l'Élysée (voir la vidéo à partir de 30'00).



Benjamin Griveaux

✔ @BGriveaux

🔴EN DIRECT | Compte-rendu du #ConseildesMinistres du mercredi 6 mars 2019 en présence de @MarleneSchiappa.https://www.pscp.tv/w/b0-z8TFwempNdmVXREd5RWR8MWdxR3ZuYU55b2pHQlDoAwX5xREY0kaWigIGilO5IFz64px-zW2MIvb68lGm …

62

16:27 - 6 mars 2019 · Paris, France



Élysée @Elysee

Compte-rendu du Conseil des Ministres du mercredi 6 mars 2019

pscp.tv

« Parce que lorsque les Nations unies s'expriment, - le président de la République a eu l'occasion de dire à maintes reprises son attachement au multilatéralisme - la moindre chose, c'est de les écouter et de les prendre en considération ».

« On a toujours été extrêmement clairs […], à chaque fois que cela est nécessaire, des enquêtes ont été lancées notamment par l'Inspection générale de la police nationale », a-t-il poursuivi, faisant état de **« 162 enquêtes ouvertes à la date du 1er mars »**.

« Il faut, je le dis néanmoins, s'étonner tout de même de se retrouver cité dans une liste entre le Venezuela et Haïti où il y a eu des morts, je le rappelle, des morts nombreux, suite à des manifestations », a-t-il ajouté.

France, Soudan, Zimbabwe…

Michelle Bachelet a rappelé que **« les inégalités touchent tous les pays »** et que **« même dans des États prospères, des gens se sentent exclus des bénéfices du développement et privés de droits économiques et sociaux »**. Elle n'a toutefois cité que la France comme pays prospère, mais a dénoncé les répressions violentes des manifestations qui se sont produites récemment au Soudan, au Zimbabwe et en Haïti.



Les manifestants **« réclament un dialogue respectueux et de vraies réformes. Et pourtant, dans plusieurs cas, ils sont accueillis par un usage violent et excessif de la force, par des détentions arbitraires, des tortures et même selon certaines informations des exécutions extrajudiciaires »**, a-t-elle déploré.

Depuis le début en France du mouvement de contestation des Gilets jaunes à la mi-novembre, l'Inspection générale de la Police nationale (IGPN) a été saisie d'une centaine de cas d'accusations de violences policières. Plusieurs manifestants affirment avoir été blessés par des tirs de lanceur de balle de défense (LBD), une arme qui suscite de vives controverses en France.

Opinions

Pour un ancien patron de la DGSE, coopérer avec les services syriens contre l'EI ne peut pas donner de résultats

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 9 mars 2019

Il y a deux ans, la campagne pour l'Élysée battait son plein. Et certains candidats estimèrent qu'il fallait renouer les liens avec le régime syrien afin de combattre les organisations jihadistes telle que l'État islamique [EI ou Daesh] ou l'ex-Front al-Nosra.

Ainsi, Marine Le Pen proposait alors d' »ouvrir un dialogue avec l'ensemble des Etats qui combattent le fondamentalisme islamiste, à commencer par les gouvernements russe et syrien, engagés tous deux dans la lutte contre l'État islamique. » Et, lors d'un déplacement au Liban, elle avait estimé que Bachar el-Assad représentait une solution bien plus rassurante pour la France que l'État islamique. »

Autre candidat à l'Élysée, Jean Lassalle joignit la parole aux actes en se rendant à Damas pour y rencontrer M. Assad. Il ne fit pas le voyage tout seul puisqu'il était accompagné par les députés Thierry Mariani et Nicolas Dhuicq, soutiens affichés de François Fillon à l'époque [non réélus en juin 2017, ils ont quitté LR depuis]. Deux ans plus tôt, Jean-Luc Mélenchon, de La France insoumise [LFI], avait jugé « nécessaire » de renouer avec le président syrien.

Fin connaisseur du monde arabo-musulman pour avoir été ambassadeur de France en Jordanie, en Algérie, Irak et en Afghanistan, Bernard Bajolet, a été le directeur général de la sécurité extérieure [DGSE] entre 2013 et 2017. Ce qui fait qu'il a été aux premières loges quand l'EI a pris son essor au Levant… Et lors d'une audition devant la commission sénatoriale des Affaires étrangères et des Forces armées, le 4 mars, il est longuement revenu sur les relations franco-syriennes, en particulier sous le prisme du renseignement.

Interrogé pour savoir s'il fallait rouvrir l'ambassade de France en Syrie, M. Bajolet a donné son sentiment personnel. « Je ne le crois pas. […] On ne peut fermer les yeux sur la réalité du régime d'el-Assad », a-t-il répondu.

« La France, comme d'autres grands pays démocratiques, ne répugne pas à traiter avec des dictateurs, elle l'a déjà fait, si c'est dans son intérêt. Mais il s'agit là d'un régime qui est accusé de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité avérés. […] La realpolitik a ses limites, il y a une balance à opérer entre nos valeurs et nos intérêts. Dans ce cas, je pense qu'elle penche en faveur de nos valeurs », a ensuite développé M. Bajolet. Et de rappeler que le régime syrien a « tout de même trahi trois présidents français! »

En revanche, au niveau du renseignement, M. Bajolet a expliqué que les « services secrets peuvent avec tous types de régimes, si cela reste secret », car il « faut tout de même avoir des canaux de communication. » Or, a-t-il dit, cela « n'a pas été possible en Syrie. »

« Nous avons eu, fin 2013, des contacts, mais des agents des services extérieurs et intérieurs français, censés participer à une réunion au Liban, s'étaient retrouvés en quelque sorte 'piégés' dans le bureau du chef de la sécurité intérieure de Bachar el-Assad, qui conditionnait la coopération avec les services syriens à la réouverture de l'ambassade. Ce contact avait ensuite été rendu public par Bachar! On ne pouvait donc pas maintenir des relations dans ces conditions-là », a raconté l'ex-patron de la DGSE.

Cela étant, à en croire M. Bajolet, de tels contacts n'auraient très vraisemblablement pas été concluants. « La coopération avec les services de renseignement syriens n'a d'ailleurs, de mon expérience, jamais rien donné, car ce qui les intéresse, c'est de suivre leur opposition intérieure et non la lutte anti-terroriste », a-t-il dit aux sénateurs.

Et de rappeler que, en mars et en juin 2011, « Bachar el-Assad a fait libérer des centaines de djihadistes dont certains sont devenus des cadres d'Al-Qaïda et de Daesh. » En outre, a continué M. Bajolet, « nos partenaires européens qui ont gardé des liens avec le régime, notamment par le biais des services de renseignement syriens, n'ont pas de résultats en matière de coopération dans la lutte anti-terroriste. »

Alors que faire? Pour M. Bajolet, la France ne manque pas d'atouts. « Nous avons soutenu un certain nombre de groupes d'opposition. En particulier les Kurdes, pas pour des raisons idéologiques mais parce qu'il s'agit des partenaires les plus fiables dans la lutte contre Daesh que nous n'aurions pas pu vaincre sans eux », a-t-il dit, avant d'affirmer que « les Russes et les Iraniens, contrairement à ce qu'ils prétendaient, ne s'intéressaient pas du tout à la lutte anti-terroriste », leur but étant de « soutenir le régime ».

« C'est grâce aux Kurdes, aux Forces démocratiques syriennes aussi, que Daesh a été chassé du nord de la Syrie. Nous les avons beaucoup aidés, la France était à Kobané bien avant les Américains », a encore insisté l'ex-DGSE.

Aussi, la situation des Kurdes syriens pose des « des questions presque existentielles […] pour notre politique étrangère », a estimé M. Bajolet. « Allons-nous, après le retrait américain, continuer à protéger les Kurdes? Allons-nous les abandonner? En avons-nous les moyens militaires, diplomatiques, et comment justifier l'effort de défense sinon? », a-t-il demandé. Finalement, a-t-il résumé, la « question est de savoir si la France est une grande puissance ou non. »

Par ailleurs, s'agissant du sort des jihadistes français capturés en Syrie, M. Bajolet a estimé que l'on ne peut pas imaginer de les remettre au gouvernement syrien, « non seulement parce que n'avons pas de relations avec lui, mais aussi parce qu'il risque de les relâcher très vite, comme il a relâché des centaines de terroristes en 2011. »

Ancien diplomate ayant dirigé la DGSE, M. Bajolet déplore le manque de suivi politique des OPEX

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 9 mars 2019



Lors de l'audition de Bernard Bajolet par la commission sénatoriale des Affaires étrangères et de la Défense, la sénatrice Gisèle Jourda a évoqué un passage du livre « Le Soleil ne se lève plus à l'Est« , que cet ancien diplomate et ex-directeur général de la sécurité extérieure [DGSE] a publié en septembre dernier.

« Nos politiques dans le monde souffrent d'une approche excessivement à court terme. On manque de vision et de souffle, de continuité dans l'effort. La politique de nos gouvernements est de plus en plus dictée par l'actualité, les émotions de l'opinion publique et on s'en tient à un traitement symptomatique des crises. La Libye, l'Afghanistan en sont de parfaits exemples », a ainsi cité la parlementaire. D'où sa question sur la façon de gérer « l'après », une fois l'intervention des forces françaises terminées.

Ce sujet est récurrent. Dans un rapport rendu en juin 2015, les députés Michel Chauveau et Hervé Gaymard avaient souligné le bilan « positif » des opérations extérieures [OPEX] françaises sur le plan militaire. En revanche, leur constat était beaucoup plus réservé quant aux « bénéfices » tirés par la France en terme d'image et d'influence diplomatique.

Six ans plus tôt, un autre rapport parlementaire, émanant de la commission des Finances, avait déploré les faibles bénéfices économiques de ces interventions alors que des pays comme les États-Unis, le Royaume-Uni ou encore la Turquie n'hésitaient pas à envoyer sur des théatres extérieurs des réservistes employés par des entreprises cherhant des débouchés dans des pays en voie de stabilisaition, lorgnant ainsi des marchés souvent financés par les Nations unies et l'Union européenne.

Quoi qu'il en soit, MM. Gaymard et Chauveau avaient proposé d'assortir chaque intervention d'une « stratégie de sortie pérenne », étant donné que la planification de « l'après-crise » était alors le « point faible » des opérations extérieures. « C'est pourtant un enjeu essentiel aujourd'hui, où la difficulté n'est pas tant de gagner la guerre que de gagner la paix », firent valoir les députés.

Ce constat est donc partagé par Bernard Bajolet, qui fut notamment ambassadeur en Bosnie Herzégovine et en Afghanistan, deux pays où les forces françaises payèrent un lourd tribut.

« S'agissant du manque de continuité dans l'effort, en Afghanistan par exemple la France a beaucoup mis de moyens et des soldats français ont sacrifié leur vie […] J'ai assisté moi-même à vingt cérémonies de levée de corps, pour 54 soldats », a rappelé directeur de la DGSE. Or, a-t-il poursuivi, « la France s'est effacée aujourd'hui d'Afghanistan même si nous avons un traité d'amitié et de coopération avec ce pays, qui nous engage. »

Et cela vaut aussi pour les Balkans, qui « se réveillent » et où « nous avons perdu 112 hommes depuis 1992 », a continué M. Bajolet. « J'avais inauguré un monument aux morts à Sarajevo, en plein cœur de la ville, pour montrer aux Sarajéviens qu'en dépit de ce qu'on leur racontait, la France avait aussi combattu pour leur liberté. Il y avait plus de 80 noms sur ce seul monument! Pourtant à partir de 1999, seulement quatre ans après la fin de la guerre, lorsque j'étais à l'ambassade de Bosnie, nous avions déjà un peu désarmé », a-t-il déploré. Et là encore, cette posture est dommageable car « cette région reste extrêmement sensible, en dépit de la candidature de la Serbie et de la Bosnie-Herzégovine à l'entrée dans l'Union européenne. »

Aussi, dénonce M. Bajolet, « on ne fait pas, sur les grandes opérations extérieures, ce que les forces armées pratiquent avec beaucoup d'efficacité, c'est-à-dire le retour d'expérience, le RETEX. » Et d'ajouter : « Ce retour d'expérience politique est très délicat et très difficile à faire car il peut susciter des oppositions, mais il me paraît nécessaire. » Et, a-t-il insisté, il « faudrait le faire pour la Libye, l'Afghanistan, les Balkans, la République Centrafricaine dont je trouve que nous nous sommes retirés un petit peu trop tôt alors que sans nous le pays serait devenu une zone grise où se seraient engouffrés les terroristes. »

Société

Consultation sur le changement d'heure : 59% des Français ont choisi l'heure d'été

Accueil France - Monde Société https://www.ladepeche.fr/ Publié le 06/03/2019 à 15:19 , mis à jour à 17:00



L'heure d'été plébiscitée par les Français gldburger / IStock.com

L'essentiel Plus de deux millions de Français ont réclamé la fin du changement d'heure et ont plébiscité l'heure d'été au cours de la consultation citoyenne organisée par l'Assemblée nationale.

Un record. Près de 2 103 999 réponses ont été enregistrées pour la consultation citoyenne en ligne organisée par l'Assemblée nationale entre le 4 février et le dimanche 3 mars, un record pour ce type de consultation : les précédentes avaient recueilli quelques dizaines de milliers de réponses. Celle-ci donnait l'occasion aux Français de s'exprimer sur le maintien ou la fin du changement d'heure. Et le résultat est sans appel : « 83,71% des répondants sont pour mettre fin au changement d'heure deux fois par an », a indiqué la commission. Ainsi, 61,16% des participants ont indiqué avoir une expérience négative ou très négative du changement d'heure. Et entre heure d'été et heure d'hiver, les participants ont fait leur choix : 59,17% des répondants ont préféré rester à l'heure d'été. L'heure d'hiver, qui menait la course une semaine avant la fin de la consultation, a recueilli 36,97% des suffrages. Les derniers résultats seront détaillés en commission le 12 mars.

Fin du changement d'heure pour 2021?

Les chiffres obtenus à l'issue de cette consultation sont en adéquation avec la consultation lancée l'été dernier par la Commission européenne, où 56% des votants souhaitaient conserver l'heure d'été.

Néanmoins, la consultation française n'a pas de valeur contraignante et ne signifie pas que la France va abolir le changement d'heure. Mais les résultats seront transmis aux institutions européennes. En septembre 2018, la Commission européenne a proposé une nouvelle directive pour mettre fin au changement d'heure saisonnier et permettre à chaque Etat membre de choisir son fuseau horaire. En décembre dernier, les ministres des transports européens ont avancé la date de 2021 pour abandonner ce système. Chaque Etat membre devra alors décider de son heure légale.

GRANDE-BRETAGNE

Attentats

Londres: enquête ouverte après la découverte de trois engins explosifs

Actualité International Par Le figaro.fr AFP agence Publié le 05/03/2019 à 20:28



Un cordon de sécurité a été mis en place mardi autour de la gare de Waterloo, dans le centre de Londres, après la découverte d'un engin explosif. TOLGA AKMEN/AFP

Selon Sky News, des timbres irlandais étaient collés sur les enveloppes qui contenaient les dispositifs explosifs de petite taille découverts dans deux aéroports et une gare de Londres.

La police antiterroriste britannique a lancé mardi une enquête après la découverte de trois «petits engins explosifs» dans des immeubles des aéroports de Londres City et Heathrow, ainsi qu'à la gare de Waterloo. Ces engins explosifs se trouvaient à l'intérieur d'enveloppes matelassées de taille A4, a précisé la police dans un communiqué. Ils «semblent susceptibles de provoquer un petit feu lors de leur ouverture», a-t-elle ajouté.

La police irlandaise a annoncé «assister la police londonienne dans ses enquêtes». Selon la chaîne Sky News, des timbres irlandais étaient collés sur les enveloppes.



Stephen Murphy @SMurphyTV

Breaking: at least two of the #London explosive devices were posted with Irish stamps. Gardaí confirm they are assisting the @metpoliceuk with enquiries

12

22:07 - 5 mars 2019

Un des trois paquets avait été adressé à l'immeuble qui abrite les bureaux d'Heathrow Airport Limited, l'entreprise qui gère, entre autres, l'aéroport d'Heathrow. Ouvert par un membre du personnel, le paquet a «partiellement» brûlé, a précisé Scotland Yard. L'immeuble, situé à quelques centaines de mètres des pistes, a été évacué par précaution, mais le trafic aérien du premier aéroport européen en termes de passagers n'a pas été perturbé.

La police des transports a elle été alertée en fin de matinée, à 11h40 temps universel (13h40 à Paris), au sujet de la découverte d'un colis similaire à la gare de Waterloo, l'un des nœuds

ferroviaires de la capitale. Le paquet a été désamorcé sans être ouvert. Un cordon de sécurité a été mis en place mais le trafic ferroviaire n'a pas été perturbé.

Les autorités ont été contactées une troisième fois à 12h10 au sujet d'un colis suspect reçu dans les bureaux de London City Airport, situé à proximité du quartier financier de Canary Warf et principalement utilisé par une clientèle d'affaires. Là encore, le personnel a été évacué et le paquet désamorcé. Le trafic vers l'aéroport sur le Docklands Light Rail (DLR), réseau de métro automatique, a été brièvement suspendu. Le trafic aérien, lui, n'a pas été affecté.

BREXIT

Un Brexit (très) dur promet une belle pagaille ferroviaire

Économie Conjoncture http://www.lefigaro.fr/ Par Charles Gautier Publié le 05/03/2019 à 19:42



Un Brexit dur ou le risque d'une incroyable cohue. Jean-Christophe MARMARA/Le Figaro

La perspective d'un Brexit sans accord, entraînant des contrôles très tatillons aux frontières à partir du 30 mars, risque de provoquer une belle pagaille . Une association estime à 90 secondes le temps supplémentaire de contrôle par passager britannique. Une éternité.

22 heures de plus de contrôle total par Eurostar! Ce chiffre (un peu) artificiel donne une idée de la cohue à l'embarquement qui pourrait résulter d'un Brexit dur. Un vrai cauchemar des deux côtés de la Manche où les autorités s'inquiètent de ce grand pas dans l'inconnu en cas d'une sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne sans accord. En effet, selon l'Association européenne du tourisme (ETOA) les vérifications supplémentaires requises en cas de «hard Brexit» pourraient ajouter 90 secondes pour le contrôle de chaque titulaire de passeport britannique.

Donc en imaginant qu'un jour de match de rugby, par exemple, les 900 passagers d'un Eurostar arrivant Garde du Nord soient absolument tous britanniques, Il faudrait en théorie plus de 81.000 secondes supplémentaires, soit plus de 22 heures, pour qu'ils entrent sur le territoire français. Un coup à louper le match, et même le train du retour.

File d'attente interminable

De son côté le *Financial Times* a publié un rapport du gouvernement de sa gracieuse majesté guère plus optimiste. Celui-ci estime que des files d'attente de 15.000 personnes sur plus d'un kilomètre et demi pourraient se former à Saint-Pancras au cas où les douaniers français (évidemment) ne seraient pas très rapides pour réaliser leurs contrôles. Les contrôles d'identité renforcés se feront à l'embarquement. Conséquence directe: la moitié des trains pourrait être annulée. Les trains Eurostar ayant transporté près de 11 millions de personnes sous la Manche l'année dernière, on mesure l'enjeu.

D'ailleurs, précise l'AFP, les opérateurs ferroviaires qui ne détiennent qu'une licence britannique, comme c'était le cas auparavant d'Eurostar, ne pourront en effet plus circuler automatiquement sur les voies ferrées européennes après le Brexit. Pour contourner cet obstacle, une structure basée à Paris a donc été créée, Eurostar France (EFR), qui pourra utiliser la licence de la SNCF.

Brexit: Les Britanniques peinent à obtenir des concessions de Bruxelles

Reuters 6 mars 2019



La Première ministre britannique Theresa May. Les discussions sur le Brexit entre les représentants britanniques, qui cherchaient à obtenir des concessions de Bruxelles, et le négociateur en chef de l'Union européenne, Michel Barnier, ont pris fin sans qu'un accord soit trouvé mardi soir. /Photo d'archives/REUTERS/François Lenoir

BRUXELLES (Reuters) - Les discussions sur le Brexit entre les représentants britanniques, qui cherchaient à obtenir des concessions de Bruxelles, et le négociateur en chef de l'Union européenne, Michel Barnier, ont pris fin sans qu'un accord soit trouvé mardi soir.

La Première ministre britannique Theresa May avait chargé son ministre du Brexit, Stephen Barclay, et le procureur général britannique, Geoffrey Cox, de se rendre à Bruxelles afin d'obtenir des retouches au plan de sortie massivement rejeté en janvier par le Parlement britannique.

Des sources proches des deux délégations ont déclaré que les discussions avaient pris fin au bout de plus de trois heures sans aucun accord, mais qu'elles reprendraient mercredi entre des subalternes.

Selon un représentant européen, les discussions de mardi ne se sont pas bien déroulées.

Le Royaume-Uni doit quitter l'UE dans un peu plus de trois semaines, mais le rejet massif par la Chambre des communes de l'accord négocié par Theresa May avec Bruxelles a jeté le trouble sur les contours du Brexit - et sur l'éventualité même d'un Brexit.

Theresa May tente de renégocier avec les Européens le "backstop" nord-irlandais, ce mécanisme de dernier recours qui doit éviter le rétablissement de contrôles douaniers le long des 500 km de frontière entre la République d'Irlande et la province britannique d'Irlande du Nord.

Un peu plus tôt mardi, le secrétaire au Foreign Office a déclaré que le gouvernement britannique voulait toujours "quitter (l'UE) à la fin du mois".

Jeremy Hunt a aussi souligné que l'avis juridique de Geoffrey Cox sur les modifications négociées entre Bruxelles et Londres serait déterminant pour les députés. En décembre, l'Attorney General avait estimé que l'accord de retrait négocié par Theresa May risquait de piéger "indéfiniment" le Royaume-Uni dans une union douanière avec l'UE.

Les partisans du Brexit réclament une clause juridiquement contraignante garantissant le caractère temporaire de ce "backstop".

(Gabriela Baczynska; Eric Faye, Jean-Stéphane Brosse et Jean Terzian pour le service français)

Economie

Grande-Bretagne : la croissance des entreprises au plus bas

Économie International https://www.latribune.fr/ Par Reuters | 03/03/2019, 16:16



La Banque d'Angleterre estime que la croissance britannique devrait plafonner à 0,2% sur les trois premiers mois de l'année et que la croissance de 2019 sera la plus faible depuis 2009, y compris dans l'éventualité d'un Brexit sans accroc. (Crédits : HANNAH MCKAY)

Les entreprises britanniques ont enregistré leur plus faible croissance en près de six ans au cours des trois derniers mois, pénalisées par les inquiétudes sur l'absence d'un accord sur le Brexit et par la montée des barrières commerciales, a indiqué dimanche la Confédération de l'industrie britannique (CBI).

Elles souffrent. Les entreprises britanniques ont enregistré leur plus faible croissance en près de six ans au cours des trois derniers mois, pénalisées par les inquiétudes sur l'absence d'un accord sur le Brexit et par la montée des barrières commerciales, a indiqué dimanche la Confédération de l'industrie britannique (CBI). L'indice de la CBI mesurant l'activité dans le secteur privé au cours des trois mois précédents est tombé à -3 en février alors qu'il se situait à zéro en janvier.

Il s'agit de son niveau le plus bas depuis avril 2013, époque à laquelle la Grande-Bretagne était en convalescence après la crise financière mondiale. Les entreprises s'attendent à un nouveau point bas lors des trois prochains mois lors desquels la Grande-Bretagne est censée quitter l'Union européenne dont elle a été membre pendant plus de 40 ans.

Les investissements ralentissent

La Première ministre Theresa May doit encore obtenir le feu vert du parlement à un accord de transition même si elle a ouvert la possibilité à un report du Brexit au-delà de la date initiale fixée au 29 mars. *"De plus en plus d'entreprises freinent sur les investissements et les décisions du quotidien deviennent de plus en plus problématiques"*, a expliqué l'économiste en chef de la CBI Rain Newton-Smith.

Une étude diffusée la semaine dernière a montré que les fabricants avaient constitué des stocks à un niveau sans précédent pour une économie avancée, afin de se préparer à de possibles retards aux frontières après le Brexit. La Banque d'Angleterre estime que la croissance britannique devrait plafonner à 0,2% sur les trois premiers mois de l'année et que la croissance de 2019 sera la plus faible depuis 2009, y compris dans l'éventualité d'un Brexit sans accroc.

Les partenaires commerciaux de la Grande-Bretagne en Europe sont également confrontés à un ralentissement de leur croissance en raison des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine. L'étude de la CBI est basée sur les réponses de 650 entreprises implantées dans la distribution, l'industrie et les services.

NORVÈGE

Défense

Quel avenir pour la défense norvégienne ?

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Avions de combat Actualité Défense 5 mars 2019 | Par Justine BOQUET



La Norvège a passé une commande pour 52 F-35. © Norway Ministry of Defence

La Norvège a publié son livre blanc de défense pour la période 2019-2026. Le F-35 reste une priorité pour le pays.

La Norvège a publié le 28 février son livre blanc de défense, détaillant la liste des projets pour la période 2019-2026. De nombreux programmes d'acquisitions et de modernisations y figurent, lesquels doivent encore être approuvés par le Parlement. Parmi les priorités citées par le Ministère de la Défense norvégien, on trouve l'acquisition de F-35, de sous-marins et d'avions de patrouille maritime.

Le programme F-35 devrait ainsi hériter d'un budget compris entre 700 000 et 900 000 euros. L'avion de combat de cinquième génération de Lockheed Martin remplacera les F-16 en service. La Norvège entend également conduire un programme de modernisation de ses F-35 d'ici à 2026. Les forces aériennes norvégiennes devraient également bénéficier d'un programme de modernisation à mi-vie des C-130J, pour un montant compris entre 153 000 et 255 000 euros. Les hélicoptères Bell 412 seront eux aussi modernisés de façon à étendre leur durée de vie et soutenir les opérations conduites par les forces spéciales et les forces terrestres. Sur le plan des aéronefs, la Norvège souhaiterait également se doter de nouveaux avions d'entraînement afin de remplacer les appareils en service, soit seize MFI 15. Des nano drones pourraient également être acquis, cependant le nombre de systèmes pouvant être commandé n'a pas été précisé.

De nouveaux radars devraient par ailleurs être commandés par la Norvège, de même que des moyens de surveillance. Enfin, le système NASAMS (Norwegian Advanced surface to air missile system) devrait être renforcé par l'acquisition de nouveaux missiles venant remplacer les actuels MSAM.

MOYEN-ORIENT

Sport

Roger Federer ou l’art de rester au sommet

Accueil Tennis ATP http://sport24.lefigaro.fr/ Par Jean-Julien Ezvan Publié le 03/03/2019 à 17h26



Le Suisse, qui a remporté à Dubaï le 100e titre d’une fabuleuse carrière, livre un magistral défi au temps. A 37 ans, la légende est bien vivante.

L’histoire sans fin. 5 février 2001, à Milan, Roger Federer lève (après deux finales malheureuses) la première coupe de sa carrière. Stefanos Tsitsipas avait 2 ans. 3 mars 2019, le Suisse, les joues

un peu moins pleines, les cheveux moins longs, épingle un 100e titre à son majestueux palmarès après avoir dominé 6-4, 6-4 à Dubaï le jeune Grec. Le légendaire Suisse (numéro 4 mondial) se retrouve posé à neuf unités du recordman Jimmy Connors, l'éternel combattant. Il rejoint l'Américain dans le cercle fermé des « centenaires » comprenant Steffi Graf (107), Chris Evert (157) et Martina Navratilova (167).

À 26 ans, Björn Borg, usé, rangeait ses raquettes. À 37 ans, Roger Federer, inusable, insatiable, court toujours. Son style de jeu fait de fulgurances et d'improvisations, sa constance au sommet, son attitude exemplaire (les colères et les raquettes cassées de la jeunesse ont été sagement rangées sous un masque impassible) semblent ne pas avoir pris une ride. Certains se sont brûlé les ailes au soleil de la célébrité. Roger Federer a construit un monstre de régularité et d'efficacité sans jamais oublier, tel un chef étoilé, de glisser un peu de légèreté.

Lui qui, pour des spots publicitaires, fut James Bond ou Guillaume Tell, fut surnommé Peter Pan par Reuters, Harry Potter par le New York Times ou Benjamin Button dans ces colonnes, traverse les années, défie avec envie la nouvelle génération, sculpte sa légende. À une époque, au début des années 2000, où la force semblait devoir prendre le dessus, le subtil Suisse a rappelé qu'il restait une place de choix pour le jeu quand la course aux centimètres et aux gros bras battait son plein. Il a ensuite vu les joueurs de sa génération prendre leur retraite les uns après les autres quand lui, animé de la même flamme, jamais rassasié, trouvait la force de se relever après les blessures et des saisons moins abouties.

Roger Federer n'a pas été le plus précoce et ne s'inscrit pas (encore) comme le lauréat le plus âgé sur le circuit. Et si certains des records qu'il détient, comme les 20 couronnes en Grand Chelem, pourraient un jour être battus par Novak Djokovic ou Rafael Nadal, joueurs avec lesquels il a dû apprendre à partager la lumière (l'Espagnol mène 23-15 dans leur face-à-face et le Serbe domine leur duel 25-22), il demeurera un joueur unique. Comme le rappellent ses coups de raquette magiques (en contournant le filet, entre les jambes, passing-shots lasers, volées réflexes, effets diaboliques…) qui enflamment régulièrement la Toile.

« Tout ce qu'il fait est beau. Son jeu est une partition, c'est magnifique » Stan Wawrinka

Federer promène une grâce, une faculté rare à faire oublier l'effort. Porté par des semelles de vent, faciès rarement détruit par l'effort ou la fatigue quand d'autres ponctuent chaque coup de ahanements assourdissants. Un style toujours tiré à quatre épingles. Quelle que soit la tension ou les conditions collées à la rencontre. Le relâchement sublime, symbole de l'élégance ultime, celle qui accompagnait les athlètes Wilma Rudolph, Tommie Smith, Bob Beamon, Edwin Moses et Carl Lewis, le skieur Jean-Claude Killy, le cycliste Jacques Anquetil, le footballeur Johan Cruyff, la gymnaste Nadia Comaneci, la joueuse Chris Evert, le boxeur Sugar Ray Leonard, le basketteur Michael Jordan, le pilote Ayrton Senna ou le nageur Alexander Popov. Pour la fluidité des lignes.

Federer a également une façon unique de faire le lien entre les générations dans le monde du tennis. Il a partagé des séances d'entraînement avec Pete Sampras ou Rod Laver (en l'honneur de qui il a créé une épreuve, la Laver Cup, opposant les équipes d'Europe et du reste du monde, dont les capitaines sont Björn Borg et John McEnroe). Et en compétition, il promène l'élégance de Ken Rosewall, la polyvalence de Rod Laver, la distinction d'Arthur Ashe, le sang-froid de Björn Borg, le génie (sans la folie) de John McEnroe, la constance d'Ivan Lendl, la longévité de Jimmy Connors, la stratégie de Mats Wilander, la légèreté de Stefan Edberg, la facilité de Pete Sampras.

Coups de fouet ou coups soyeux, rien ne paraît forcé, violent. « Tout ce qu'il fait est beau. Son jeu est une partition, c'est magnifique », résume Stan Wawrinka. Andy Roddick a, lui, un jour, avoué : « Je pense qu'il est le joueur que nous essayons tous d'être. Peut-être avons-nous besoin d'unir nos forces, comme les Power Rangers (une équipe de super-héros) pour y parvenir. Roger donne l'impression que ce qu'il pense se produit. C'est un talent fou. La raquette semble être le prolongement de sa main. »

« Dans tous les domaines. Il a su gérer sa longévité, il a su progresser encore dans sa créativité » Pierre Paganini

Son moteur : le travail et la victoire. Sa passion : le jeu. Sa force, elle, repose sur son socle : son entourage. Mirka, son épouse, joueuse de tennis rencontrée aux Jeux olympiques de Sydney en 2000; Severin Lüthi, son entraîneur depuis onze ans (un rôle partagé avec Paul Annacone, puis Stefan Edberg, avant Ivan Ljubicic aujourd'hui) ; Tony Godsick, son manager; Pierre Paganini, enfin, son préparateur physique depuis près de vingt ans, qui a un jour résumé dans la Tribune de Genève : «Quand vous allez voir un ballet, vous ne voyez pas l'effort physique. Mais il y a un incroyable entraînement derrière. Donc si "Rodge" arrive, avec son potentiel, à faire en sorte qu'on oublie l'effort, cela prouve à quel point il a transpiré avant. Parce qu'on sait très bien que le talent sans effort ne suffit pas. Et "Rodge" l'a compris avant d'avoir 20 ans. […] Il a une coordination d'athlète qui est phénoménale. Cela ne veut pas dire qu'il a moins besoin de travailler. Au contraire, comme c'est un point fort, il doit le travailler plus encore pour faire la différence. Dans tous les domaines. Il a su gérer sa longévité, il a su progresser encore dans sa créativité. Sa forme athlétique est toujours là et son état d'esprit est celui d'un joueur qui commencerait sa carrière. Il incarne sa propre réussite. […] Son secret ? La passion. C'est un mot tout simple, que beaucoup utilisent. Sauf que lui fait ce qui va en rapport avec. La passion, c'est une philosophie de vie, tous les jours, qui lui permet de vivre le tennis tout en respirant la vie. Il a trouvé une harmonie entre les deux. C'est la même personne qui vit, c'est la même personne qui joue, c'est la même personne qui s'entraîne. Donc il n'a jamais besoin de s'adapter. Chez lui, c'est naturel.»

«Ceux qui tentent vont réussir. C'est vrai dans la vie, pas que dans le tennis. Alors, j'essaie de rester jeune» Roger Federer

Polyglotte, Roger Federer a touché tous les publics, fait rougir toutes les paumes et battre tous les cœurs. Il est partout chez lui. En toutes circonstances, il a pu s'appuyer sur un fervent soutien. Une fascination qu'il a su entretenir en se renouvelant (par le biais d'un changement de raquette ou de tactique) pour rester compétitif, continuer à surprendre. Son acuité visuelle, ses réflexes, sa vélocité et sa puissance n'ont pas décliné. Lors d'une récente interview à la chaîne suisse RTS, il a raconté : «Les jeunes m'apprennent à prendre des risques. J'essaie, même dans les moments clés, de tenter des coups audacieux. Ceux qui tentent vont réussir. C'est vrai dans la vie, pas que dans le tennis. Alors, j'essaie de rester jeune. Mes enfants (des jumelles et des jumeaux) me gardent jeune.»

Et pour qu'aucune tâche ne vienne gâcher un tableau idyllique, fortune faite (plus de 120 millions de dollars de gains sur le circuit), Roger Federer accompagne depuis 2003 une fondation qui finance des projets d'éducation en Afrique et en Suisse. Lors d'une opération caritative, il avait partagé un match avec Bill Gates.

Rares trous dans son palmarès

Roger Federer n'en a pas fini avec une carrière professionnelle lancée en 1998, mais il ne sera pas le joueur qui a révolutionné le tennis. Avant lui est passé Björn Borg, qui a profondément changé le jeu, son environnement et contribué par son aura à l'explosion de son exposition. Le Suisse brille, lui, à une époque à la densité extrême au cœur de laquelle la discipline souffre sur ces piliers traditionnels d'une érosion des audiences, du nombre de licenciés, et s'inquiète de la menace que représentent les paris.

En ces temps complexes, le tennis a la chance de pouvoir s'appuyer sur un tel ambassadeur, de disposer d'un tel phare. Son déclin a été maintes fois annoncé. Il conserve force et éclat. Les trous dans son fabuleux palmarès sont rares. Tout juste peut-il déplorer de ne pas compter (en dépit de finales) de titres à Monte-Carlo ou Rome et de ne pas posséder de titre olympique en simple (il a été sacré en double en compagnie de Stan Wawrinka, à Pékin en 2008, et a dû se contenter de la médaille d'argent en simple, en 2012 à Londres).

Après la nouvelle page d'histoire tournée à Dubaï, il lui faudra un jour savoir s'arrêter. Avoir la sagesse d'éteindre la lumière sans être tenté par le combat de trop. En attendant, il est célébré partout comme s'il s'agissait de la dernière fois. Rock star en tournée face à des fans en pâmoison, spectateurs saisis de la peur de ne pas avoir suffisamment profité du ballet…

ARABIE SAOUDITE

Terrorisme

Hamza ben Laden, l'héritier

RFI 2 mars 2019



L'Arabie saoudite a retiré sa nationalité au fils d'Oussama ben Laden. Jeudi 28 février, le département d'Etat américain avait promis une récompense pouvant atteindre un million de dollars contre toute information permettant de localiser celui qui est pressenti pour devenir le nouveau chef du jihad mondial anti-occidental. Hamza ben Laden n'est plus un citoyen saoudien. C'est ce que rapportait vendredi 1er mars le journal officiel en Arabie saoudite, suite à un décret royal en date du 22 février. Une information à mettre en perspective avec l'annonce, jeudi 28 février, du département d'Etat américain qui promet une récompense d'un million de dollars en échange de renseignements sur le fils d'Oussama ben Laden. Le jeune homme, âgé d'une trentaine d'années, inquiète de plus en plus Washington. Il est présenté comme un « dirigeant-clé » d'al-Qaïda, organisation terroriste fondée en 1988 et dirigée par son père, ayant notamment revendiqué les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis.« Depuis au moins août 2015, il a publié des messages audio et vidéo sur internet appelant à lancer des attaques contre les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux, et il a menacé de lancer des attaques contre les Etats-Unis pour se venger de la mort de son père », écrit la diplomatie américaine dans un communiqué. Le « fils préféré » d'Oussama Ben Laden Les suspicions de Washington s'appuient également sur des documents saisis en 2011, lors du raid à Abbottabad au Pakistan, au cours duquel Oussama ben Laden avait été tué. L'ex-leader d'al-Qaïda parlait d'Hamza ben Laden comme étant son « fils préféré ». Il plaçait beaucoup d'espoir en lui.Selon des spécialistes des groupes islamistes, Hamza ben Laden est actuellement à la tête du groupe Ansar al-Fourqan, qui attire depuis quelques mois en Syrie les combattants les plus endoctrinés d'al-Qaïda mais aussi de l'organisation jihadiste rivale Etat islamique. Considéré comme un terroriste par les Etats-Unis Face aux leaders vieillissants d'al-Qaïda, la jeunesse d'Hamza ben Laden est perçue comme un réel danger. Il pourrait insuffler une nouvelle dynamique au réseau terroriste, toujours influent dans différentes parties du globe. Son nom figure d'ailleurs sur la liste noire de ceux que les Etats-Unis considèrent comme des terroristes internationaux. Pour l'heure, impossible de savoir où se trouve Hamza ben Laden. Il pourrait être en Syrie, en Afghanistan ou en Iran, là où il s'est marié en 2007. Les extraits vidéo de cette cérémonie restent les seules images de lui à l'âge adulte. Il aurait épousé la fille de l'un des pilotes de l'air des attentats du 11-Septembre, qui ont fait plus de 3 000 victimes.

L'Arabie saoudite a retiré sa nationalité au fils d'Oussama ben Laden. Jeudi 28 février, le département d'Etat américain avait promis une récompense pouvant atteindre un million de dollars contre toute information permettant de localiser celui qui est pressenti pour devenir le nouveau chef du jihad mondial anti-occidental.

Hamza ben Laden n'est plus un citoyen saoudien. C'est ce que rapportait vendredi 1er mars le journal officiel en Arabie saoudite, suite à un décret royal en date du 22 février. Une information à mettre en perspective avec l'annonce, jeudi 28 février, du département d'Etat américain qui promet une récompense d'un million de dollars en échange de renseignements sur le fils d'Oussama ben Laden.

Le jeune homme, âgé d'une trentaine d'années, inquiète de plus en plus Washington. Il est présenté comme un « *dirigeant-clé* » d'al-Qaïda, organisation terroriste fondée en 1988 et dirigée par son père, ayant notamment revendiqué les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis.

« *Depuis au moins août 2015, il a publié des messages audio et vidéo sur internet appelant à lancer des attaques contre les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux, et il a menacé de lancer des attaques contre les Etats-Unis pour se venger de la mort de son père* », écrit la diplomatie américaine dans un communiqué.

Le « fils préféré » d'Oussama Ben Laden

Les suspicions de Washington s'appuient également sur des documents saisis en 2011, lors du raid à Abbottabad au Pakistan, au cours duquel Oussama ben Laden avait été tué. L'ex-leader d'al-Qaïda parlait d'Hamza ben Laden comme étant son « *fils préféré* ». Il plaçait beaucoup d'espoir en lui.

Selon des spécialistes des groupes islamistes, Hamza ben Laden est actuellement à la tête du groupe Ansar al-Fourqan, qui attire depuis quelques mois en Syrie les combattants les plus endoctrinés d'al-Qaïda mais aussi de l'organisation jihadiste rivale Etat islamique.

Considéré comme un terroriste par les Etats-Unis

Face aux leaders vieillissants d'al-Qaïda, la jeunesse d'Hamza ben Laden est perçue comme un réel danger. Il pourrait insuffler une nouvelle dynamique au réseau terroriste, toujours influent dans différentes parties du globe. **Son nom figure d'ailleurs sur la liste noire de ceux que les Etats-Unis considèrent comme des terroristes internationaux.**

Pour l'heure, impossible de savoir où se trouve Hamza ben Laden. Il pourrait être en Syrie, en Afghanistan ou en Iran, là où il s'est marié en 2007. Les extraits vidéo de cette cérémonie restent les seules images de lui à l'âge adulte. Il aurait épousé la fille de l'un des pilotes de l'air des attentats du 11-Septembre, qui ont fait plus de 3 000 victimes.

IRAN

Opinions

Selon l'Iran, les monarchies sunnites risquent un « soulèvement de leurs citoyens humiliés » à cause de leurs liens avec les États-Unis

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 4 mars 2019



Sur le plan des capacités militaires conventionnelles, l'Iran ne fait pas le poids par rapport à ses adversaires au Moyen-Orient. Certes, le pays a investi pour se doter d'une industrie de l'armement et il ne manque jamais de communiquer sur ses nouveaux équipements, dont certains suscitent parfois un certain scepticisme, comme l'avion « furtif » Qaher 313.

D'où le recours à la guerre « non-conventionnelle » [ou irrégulière, ndlr], comme le soulignent Marjorie Bordes et Olivier Hanne dans leur « Géopolitique du golfe Persique: Menaces réelles et menaces perçues« . Les liens régionaux de l'Iran avec « les minorités chiites, ses fournitures d'armes, de conseils et d'argent au Hamas palestinien, au Hezbollah libanais et à la dictature syrienne de Bachar al-Assad font de l'armée iranienne, et surtout des Pasdarans [Gardiens de la révolution, nldr], une puissante force opérationnelle de déstabilisation et de harcèlement. C'est par l'intimidation et la guerre asymétrique que le pays peut mieux employer ses forces à l'égard de ses voisins et jusqu'en Méditerranée », écrivent-ils.

Et d'ajouter : « La guerre non-conventionnelle [irregular Warfare] avec ses multiples dérivés et donc une nécessité stratégique ».

Les propos tenus le 3 mars par le secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale en Iran, l'amiral Ali Shamkhani, entrent dans le cadre de cette stratégie.

« Trump et même ses vassaux ridiculisent et humilient jour et nuit l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, en disant 'vous n'êtes rien sans nous et ne tiendriez pas un seul jour sans le soutien des États-Unis' », a d'abord affirmé l'amiral Shamkhani, selon l'agence Irna. Or, a-t-il continué, « si les alliés des États-Unis dans la région poursuivent leur politique de dépendance aux ennemis de l'islam, ils seront confrontés au soulèvement de leurs citoyens humiliés. »

Ce qui peut être pris comme un avertissement lancé aux monarchies sunnites du golfe arabo-persiques, voires à l'Irak. En effet, quand le responsable iranien parle de « citoyens humiliés », on se doute qu'il pense aux minorités chiites établies dans ces pays.

Par exemple, s'agissant de l'Arabie Saoudite, la communauté chiite [20% de la population] est principalement implantée dans la région pétrolière du Hasa. Une déstabilisation de cette dernière aurait donc des conséquences économiques fâcheuse pour Riyad, qui n'hésita pas à exécuter le cheikh Nimr Baqer al-Nimr, qui y était la figure de proue d'un mouvement de contestation chiite.

Quant à Bahreïn, qui abrite le quartier général de la Ve Flotte de l'US Navy, les chiites y sont majoritaires. Et la monarchie sunnite en place accuse régulièrement l'Iran de chercher à la déstabiliser. D'ailleurs, par le passé, Téhéran, qui considère l'île comme sa « 14e province », y aurait tenu un rôle dans la tentative de coup d'État de 1981 et les manifestations anti-américaines de 1987.

Quoi qu'il en soit, les tensions entre l'Iran et ses rivaux du Golfe se sont encore accentuées ces derniers jours, après l'attentat qui a fait 27 tués parmi les Pasdaran dans le Sistan-Balouchistan, le 13 février. Si le groupe jihadiste qui en est à l'origine, le Jaïch al-Adl, est basé au Pakistan, les Gardiens de la révolution ont critiqué les « gouvernements perfides de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis » en les accusant de soutenir les « complots » fomentés par « les Israéliens et les Américains » contre l'Iran.

ISRAËL

Défense

Les États-Unis déploient le système anti-missile THAAD en Israël pour la première fois

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 4 mars 2019



Un mois après les manœuvres israélo-américaines Juniper Falcon, les États-Unis ont indiqué, ce 4 mars, avoir déployé pour la première fois une batterie du système antimissile THAAD [Terminal High Altitude Area Defense] sur une base aérienne située dans le désert du Néguev, dans le sud d'Israël. Il s'agit probablement du site de Nevatim, où un radar en bande X AN/TPY-2, conçu par Raytheon, avait été installé en 2008.

« Le déploiement a commencé en mars et doit permettre de tester la capacité des militaires américains à déployer rapidement ce type d'armement à travers le monde », a confié, à l'agence Reuters, une porte-parole de l'US EUCOM [commandement militaire américain pour l'Europe].

Pour des « raisons de sécurité », cette dernière n'a pas souhaité préciser le temps qu'il avait fallu pour acheminer cette batterie THAAD de Fort Bliss [Texas] en Israël.

Le « THAAD est le système de défense aérienne et antimissile intégré le plus avancé au monde. Cet exercice de déploiement montre que les forces américaines sont agiles et peuvent réagir rapidement et de manière imprévisible à toute menace, où que ce soit et à tout moment », a ensuite fait valoir l'US EUCOM, via un communiqué.

Et de préciser que l'enjeu de ce déploiement est de « renforcer l'architecture de la défense aérienne et antimissile israélienne » en menant des « des activités multinationales de formation et de coopération en matière de sécurité avec nos alliés afin d'améliorer l'interopérabilité et de renforcer la préparation. »

Pour rappel, Israël dispose d'une défense antimissile multi-couches qui repose sur les systèmes Iron Dome, « Fronde de David et Arrow-3, ce dernier étant en mesure d'intercepter et de détruire des missiles balistiques lors de leur phase exo-atmosphérique.

Quant au système THAAD, il a été conçu pour intercepter, entre 20 et 80 km d'altitude, des missiles balistiques d'une portée inférieure à 800 km ayant des trajectoires dites à énergie minimale ou bien des missiles d'une portée d'au plus 1.500 km ayant des trajectoires dites « tendues ».

Le porte-parole de Tsahal, le lieutenant-colonel Conricus a en outre souligné que, « du point de vue israélien, l'avantage est que nous avons l'occasion de l'intégrer à nos systèmes et de simuler différents scénarios. »

D'après le quotidien Haaretz, l'envoi d'une batterie THAAD en Israël a été fait dans le cadre d'un exercice conjoint israélo-américain devant durer pendant un mois.

L'arrivée de ce système américain en Israël a été annoncée au peu de temps après un déplacement en Russie de Benjamin Netanyahu, le Premier ministre de l'État hébreu. Lors d'une rencontre avec le chef du Kremlin, Vladimir Poutine, ce dernier a réaffirmé « très clairement » qu'il n'était pas question de mettre un terme aux opérations militaires israéliennes contre les positions iraniennes et celles du Hezbollah en Syrie.

« Le président Poutine et moi partageons aussi le même objectif: le retrait de Syrie des forces étrangères qui sont arrivées après le début de la guerre civile [en mars 2011]. […] Nous avons décidé de créer un groupe de travail conjoint qui, avec d'autres, s'emploiera à atteindre cet objectif », a expliqué, le 3 mars, M. Netanyahu.

Quant au déploiement du système antimissile américain dans le désert du Néguev, le chef du gouvernement israélien y voit, « encore une fois », le « témoignage de l'engagement des États-Unis envers la sécurité d'Israël. » Et d'ajouter : Le système THAAD est considéré comme « l'un des plus avancés au monde, et, avec les nôtres, nous sommes encore plus forts [et pouvons] gérer les menaces, proches et lointaines, de tout le Moyen-Orient. »

UVision Air présente ses "munitions rôdeuses" en Asie

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Défense Actualité Drones militaires 6 mars 2019 | Par Emmanuel Huberdeau



Le Hero-30 est propulsé comme un missile. © UVision

La société israélienne UVision Air a annoncé avoir réalisé des essais de démonstration de deux de ses "munition rôdeuses" en Asie.

Décidément, les industriels israéliens sont très actifs dans le domaine des "munitions rôdeuses" parfois aussi qualifiées de "drones kamikazes". IAI et Elbit présentent régulièrement leurs systèmes sur les salons internationaux. Des systèmes de ce type auraient déjà été employés en opération par l'armée israélienne. **UVision** est une société moins connue mais qui s'est spécialisée dans ces systèmes et présente une game complète.

Une partie de cette game a été présentée à un client potentiel en Asie a annoncé UVision. Il s'agit du **Hero-400EC** et du **Hero-30**. Ces munitions sont conçues pour évoluer au-dessus d'une zone de combat à la recherche d'un objectif. Elles évoluent alors comme un drone, un système électro-optique permet à l'opérateur d'observer le sol. Lorsqu'une cible est identifiée le véhicule peut être propulsé contre son objectif comme une bombe ou un missile. Selon UVision, ces véhicules ont l'avantage d'avoir une très faible signature thermique et d'être très silencieux. Le système peut aussi être récupéré grâce à un système de parachute.

Le Hero-30 est qualifié de système tactique par son producteur. Il s'agit d'un véhicule de 3 kg, emportant une charge militaire de 500 grammes. C'est le plus léger système proposé par UVision. Il est mis en œuvre depuis un système s'apparentant à un lance-missile. Une fois en vol, la munition est propulsée par un moteur électrique lui permettant d'atteindre la vitesse maximale de 100 nœuds. Le Hero-30 peut rester 30 min en l'air et peut parcourir jusqu'à 40 km annonce UVision. Le système peut être employé pour des missions de reconnaissance ou des attaques de précision anti personnel.

Le Hero-400 est un système opératif. Le véhicule fait 40 kg et sa charge militaire est de 8 kg. Le moteur emploie cette fois ci du carburant. Il peut voler pendant 4 heures et peut parcourir 150 km. Le plus gros appareil de la gamme est le Hero-1250 emportant une charge militaire de 30 kg et pouvant parcourir 200 km.

Le système THAAD déployé en Israël

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Défense Actualité Systèmes 7 mars 2019 | Par Justine BOQUET



Le système Thaad a été transporté à bord d'un C-17. © Capt. Aaron Smith / EUCOM

Le système de défense THAAD (Terminal High Altitude Area Defense System) a été déployé en Israël par les Etats-Unis.

Selon l'Israeli Air Force (IAF), le système de défense anti-missile américain THAAD a été déployé en Israel. L'IAF a annoncé l'arrivée des batteries de défense le 4 mars dernier, en spécifiant qu'il s'agissait du premier déploiement du THAAD en Israël. L'arrivée du système de défense anti-missiles a été coordonnée par l'United States European Command depuis le Texas et a été transporté à un bord d'un C-17 Globe Master III.

Le déploiement du système de défense anti-missile THAAD sur le sol israélien est réalisé afin de renforcer l'interopérabilité des forces israéliennes et américaines. « Le déploiement vise à améliorer notre réactivité pour le jour où nous serons amenés à opérer ensemble au combat », rapporte ainsi l'Israeli Air Force. L'ajout du système THAAD aux technologies de défense israéliennes permet dès lors de renforcer la protection du territoire et d'accroître la capacité de détection des menaces pouvant se trouver dans l'espace aérien. Le THAAD sera employé en parallèle des systèmes de défense israéliens, notamment articulés autour de l'Arrow, système de

missiles anti-balistiques développé par IAI. Cette technologie permet de détecter, suivre et neutraliser les menaces aériennes grâce aux intercepteurs Arrow II et Arrow III.

PALESTINE

Hamas

Raids israéliens contre le Hamas après des ballons "explosifs" lancés de Gaza

AFP 3 mars 2019



Une photo prise le 19 octobre 2018 à Nahal Oz en Israël, à la frontière avec la bande de Gaza, montre un drone de l'armée israélienne approchant de ballons avec un dispositif incendiaire présumé lancés par des manifestants depuis l'enclave palestinienne

Gaza (Territoires palestiniens) (AFP) - Des raids israéliens ont visé deux positions du Hamas dans la bande de Gaza, a indiqué dimanche une source de sécurité, après le lancement selon l'armée de ballons transportant un "engin explosif" vers Israël depuis l'enclave palestinienne.

Les raids ont ciblé tard samedi soir des positions à l'est de Bureij et à l'est de la ville de Rafah, et n'ont pas de fait de victime, selon cette source du mouvement islamiste palestinien Hamas qui gouverne la bande de Gaza.

Ils ont été menés après "le lancement depuis la bande de Gaza en direction d'Israël d'un ensemble de ballons transportant un engin explosif", a indiqué l'armée dans un communiqué. Il n'y a eu ni victime ni dégât.

Mercredi, l'aviation israélienne avait ciblé plusieurs sites dans la bande de Gaza en riposte à un "ballon explosif" lancé depuis l'enclave palestinienne et qui a touché une maison en Israël.

Depuis des mois, des ballons avec des dispositifs incendiaires et explosifs sont lancés sporadiquement depuis la bande de Gaza vers le sud d'Israël, parallèlement à des manifestations et des heurts à proximité de la barrière séparant le territoire palestinien d'Israël.

La bande de Gaza, coincée entre Israël, l'Egypte et la Méditerranée et éprouvée par les guerres, la pauvreté et les blocus israélien et égyptien, est le théâtre depuis mars 2018 de protestations hebdomadaires, généralement accompagnées de violences, le long de la barrière frontalière lourdement gardée par l'armée israélienne.

Au moins 251 Palestiniens ont été tués par des tirs israéliens depuis cette date, la grande majorité le long de la frontière, et les autres dans des frappes israéliennes en représailles à des actes hostiles en provenance de l'enclave. Deux soldats israéliens ont été tués depuis cette date.

Israël et la bande de Gaza se sont livré trois guerres depuis 2008.

QATAR

Défense

Le Qatar semble déterminé à se procurer le système de défense aérienne russe S-400

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 4 mars 2019



En janvier 2018, on apprenait que le Qatar négociait l'acquisition de plusieurs batteries de défense aérienne S-400 « Triumph » auprès de la Russie. Cette annonce n'a évidemment pas été très bien accueillie aux États-Unis dans la mesure où l'émirat est déjà doté des systèmes américains Patriot PAC-3 et THAAD [Terminal High Altitude Area Defense], ce qui pourrait poser des problèmes de compatibilité [sauf à livrer à Moscou des informations clés sur ces matériels].

En outre, en se procurant des systèmes russes, le Qatar pourrait faire l'objet de sanctions de la part de Washington, étant donné que la loi américaine dite CAATSA [Countering America's Adversaries Through Sanctions Act] vise à empêcher tout commerce avec des entreprises russes du secteur de l'armement.

Cela étant, comme le Qatar accueille une importante base américaine [qui abrite le quartier général de la composante aérienne de l'US CENTCOM] et que l'émirat vient de commander 36 avions F-15 à Boeing, le risque de sanctions à son égard paraît improbable.

En revanche, l'Arabie Saoudite n'est pas disposée à voir l'émirat se doter de systèmes russes. Surtout dans le contexte actuel : Riyad et Doha ayant rompu leurs relations diplomatiques. Selon le quotidien Le Monde, dans un courrier adressé à l'Élysée, le roi Salman aurait exprimé sa « profonde préoccupation » à l'égard des négociations entre le Qatar et la Russie ainsi que ses inquiétudes au sujet des conséquences que pourraient avoir l'installation de S-400 chez son voisin sur la sécurité de l'espace aérien saoudien.

« Le royaume serait prêt à prendre toutes les mesures nécessaires pour éliminer ce système de défense, y compris une action militaire », aurait écrit le roi Salman, avant de demander, toujours d'après Le Monde, au président Macron « son aide pour empêcher la vente et préserver la stabilité de la région. »

Cela étant, le Qatar n'est pas disposé à céder à la moindre pression. « En ce qui concerne les achats d'armes de la Russie […] Nous pensons que ce n'est ni l'affaire de l'Arabie saoudite ni celle d'aucun autre pays », a lancé, ce 4 mars, cheikh Mohammed ben Abdelrrahmane Al-Thani, le ministre qatari des Affaires étrangères, lors d'une conférence de presse donnée au côté de Sergueï Lavrov, son homologue russe. Et d'insister : « C'est une décision souveraine du Qatar. »

Quoi qu'il en soit, rien n'est encore fait pour le moment. « Il y a des discussion sur l'achat de divers équipements russes, mais il n'y a pas encore d'accord sur cet équipement en particulier », a ensuite précisé Cheikh Mohammed, au sujet des S-400. Ce qu'a confirmé M. Lavrov. « Nous avons signé un accord de coopération militaro-technique il y a un an et demi et nous avons confirmé aujourd'hui ce document », a-t-il dit.

SYRIE

Opérations

Syrie: Israël et Moscou vont coopérer sur le retrait des forces

Reuters 3 mars 2019



Israël et la Russie vont coopérer pour assurer le départ des troupes étrangères de Syrie, a affirmé dimanche le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu (gauche) en commentant le résultat d'une récente visite à Moscou. /Photo prise le 27 février 2019/REUTERS/Maxim Shemetov

JERUSALEM (Reuters) - Israël et la Russie vont coopérer pour assurer le départ des troupes étrangères de Syrie, a affirmé dimanche le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu en commentant le résultat d'une récente visite à Moscou.

L'Etat hébreu redoute que l'Iran et le Hezbollah, alliés du régime de Bachar al Assad, s'enracinent en territoire syrien et forment un nouveau front contre lui.

Reçu mercredi par Vladimir Poutine, Benjamin Netanyahu a réaffirmé "très clairement" à son hôte qu'il ne comptait pas mettre un terme aux frappes aériennes israéliennes contre des positions du Hezbollah en Syrie.

"Le président (Vladimir) Poutine et moi partageons aussi le même objectif: le retrait de Syrie des forces étrangères qui sont arrivées après le début de la guerre civile (en 2011)", a ajouté le chef du gouvernement israélien à l'issue du conseil des ministres. "Nous avons décidé de créer un groupe de travail conjoint qui, avec d'autres, s'emploiera à atteindre cet objectif."

Benjamin Netanyahu n'a donné aucune précision. Moscou n'a pas fait de commentaire dans l'immédiat. La Russie s'est déjà exprimée en faveur du départ des forces étrangères de Syrie, tout en prévoyant d'y maintenir à long terme une garnison.

(Dan Williams, Andrey Ostroukh; Jean-Stéphane Brosse pour le service français)

Terrorisme

Le djihadiste Jean-Michel Clain, frère de Fabien Clain, aurait été tué en Syrie

Actualité Société http://www.lefigaro.fr/ Par Etienne Jacob Mis à jour le 05/03/2019 à 18:32 Publié le 05/03/2019 à 14:36

Le djihadiste français Jean-Michel Clain aurait été tué en Syrie



Le djihadiste a été tué en Syrie en février, deux jours après la mort de son frère Fabien dans une frappe de la coalition, selon sa femme, Dorothée Maquere.

Le vétéran du djihad de 38 ans avait été identifié comme étant le psalmodieur des chants religieux qui émaillaient l'enregistrement de l'État islamique revendiquant les attentats du 13 novembre 2015. Il aurait été tué à Baghouz, dernière poche de Daech en Syrie.

Deux semaines après l'annonce de la mort de Fabien Clain dans une frappe de la coalition en Syrie, la femme de son frère, Jean-Michel, a annoncé mardi que son mari avait également été tué. Le djihadiste de 38 ans aurait été éliminé deux jours après Fabien Clain. «Le drone a tué mon beau-frère, et l'obus de mortier a tué mon mari», a déclaré Dorothée Maquere à l'AFP. Elle se trouvait dans une zone de rassemblement sous contrôle des forces antidjihadistes, après avoir quitté avec des centaines de personnes la dernière poche du groupe État islamique dans le village de Baghouz, aux confins orientaux de la Syrie. Contacté par *Le Figaro*, le Quai d'Orsay a assuré n'avoir «aucune information» à ce stade.

Moins connu que son frère Fabien, auteur du message audio de l'État islamique revendiquant les attentats du 13 novembre 2015 à Paris, Jean-Michel Clain avait été identifié par les enquêteurs français comme le psalmodieur des Anasheeds - chants religieux - qui émaillaient cet enregistrement. Ces vétérans du djihad étaient des piliers de la mouvance de Mohammed Merah. Les deux hommes étaient visés depuis le 28 juin 2018 par un mandat d'arrêt pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste criminelle et complicité d'assassinat.

Sur son profil «Copain d'avant», le djihadiste Jean-Michel Clain, originaire de Toulouse, se définit comme un «commerçant» vivant au Caire, en Égypte. Marié, père de trois enfants, il se décrit ainsi: «Qu'Allah accorde le bonheur aux sincères qui sont les flambeaux de la bonne direction par qui les ténèbres sont dissipées». Fin mai, une source informée affirmait au *Figaro* que lui et son frère étaient toujours retranchés en zone syro-irakienne et ne manifestaient pas leur envie de revenir en Turquie ni en France. Jean-Michel y était installé avec sa femme et ses enfants.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

OTAN

Otan : Le commandant suprême des forces alliées en Europe appelle à renforcer la défense de l'Ukraine

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 6 mars 2019



Élu dans la foulée de l'annexion de la Crimée par la Russie et alors que la guerre du Donbass venait de commencer, le président ukrainien, Petro Porochenko, sera-t-il encore en exercice d'ici quelques semaines, alors qu'il doit remettre son mandat en jeu le 31 mars prochains? Rien n'est moins sûr…

Actuellement, le comédien Volodymyr Zelensky, proche de l'oligarque Igor Kolomoïsky, le propriétaire de la chaîne de télévision 1+1, fait la course en tête dans les sondages. Une place qu'occupait il y a encore peu Ioulia Timochenko, l'ancienne égérie de la Révolution orange [en 2004]. Quant à M. Porochenko, la révélation d'une affaire de contrebande d'équipements militaires en provenance de Russie dans laquelle est impliqué l'un de ses proches, à savoir Oleg Gladkovski, le secrétaire adjoint du Conseil national de sécurité et de défense, n'est évidemment pas faite pour favoriser sa candidature.

Même si M. Porocheko n'est pas directement impliqué, cette affaire ne peut donner que des munitions à ses adversaires. Selon les journalistes d'investigation « Nachi Grochi », M. Gladkovski et son fils auraient organisé, dès 2015, un trafic de pièces détachées et de matériels militaires acquis illégalement en Russie afin de les revendre trois à quatre fois leur prix aux forces armées ukrainiennes.

Certes, même si M. Gladkovski a depuis été limogé et que son fils a lancé une procédure en justice contre les journalistes qui ont révélé ce [nouveau] scandale de corruption, l'image de Petro Porochenko s'en est trouvée dégradée. « Ces gens sont arrivés au pouvoir grâce au sang et ils gagnent de l'argent grâce au sang », a ainsi taclé M. Zelensky, qualifié de « Coluche ukrainien ». Quant à Mme Timochenko, elle a appelé les députés à destituer M. Porochenko pour « haute trahison, l'accusant de « collaboration avec l'ennemi. »

Cela étant, malgré les accords de Minsk 2, la Mission d'observation spéciale de l'OSCE [Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe] déployée en Ukraine fait état de violations quotidiennes du cessez-le-feu dans le Donbass, où les forces ukrainiennes sont aux prises avec des séparatistes pro-russes. Ces derniers bénéficieraient d'ailleurs d'un soutien de Moscou.

En outre, la situation en mer d'Azov, dont l'accès, via le détroit de Kertch, est contrôlé par la Russie n'a pas évolué d'un iota depuis l'arraisonnement, par les gardes-côtes russes [qui relèvent du FSB, ndlr] de trois navires militaires ukrainiens. Ce qui laisse craindre, à l'avenir, une opération militaire russe vers le port de Marioupol.

Dans ce contexte, le général américain Curtis Scaparrotti, commandant suprême des forces alliées en Europe [SACEUR], c'est à dire le chef militaire de l'Otan, a plaidé en faveur d'un renforcement de la défense ukrainienne « face aux activités agressives » de la Russie dans le Donbass et en mer d'Azov.

« Le conflit dans l'est de l'Ukraine reste brûlant, avec plusieurs violations du cessez-le-feu signalées chaque semaine », a ainsi relevé le général Scaparrotti, qui s'est exprimé devant le comité sénatorial des Forces armées, le 4 mars.

L'an passé, les États-Unis ont livré des missiles antichars Javelin aux forces ukrainiennes. Mais pour le SACEUR, « il y a d'autres systèmes, des fusils de précision, des munitions » qui pourraient être fournis à Kiev par Washington. « Il faudra peut-être aussi penser au détroit de Kerch et envisager peut-être aussi la défense navale à l'avenir », a-t-il ajouté.

Justement, en novembre, et alors que les tensions avec la Russie étaient à leur paroxysme, le président Porochenko avait demandé à l'Otan d'envoyer des navires en mer d'Azov afin d'assurer la sécurité de son pays.

Pour rappel, l'Ukraine ne fait pas partie de l'Otan. Cependant, le Parlement ukrainien a récemment adopté un projet de loi visant à inscrire dans la Constitution l'aspiration de Kiev à rejoindre l'Alliance atlantique et l'Union européenne. Ce qui fait que le successeur éventuel de M. Porochenko devra se conformer à cette « orientation stratégique ».

Pentagone : L'achat de systèmes russes de défense aérienne exposera la Turquie à de « graves conséquences »

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 9 mars 2019



En juin 2018, la force aérienne turque recevait ses premiers F-35A à Fort Worth [Texas], ce qui lui permettait de commencer la formation de ses pilotes sur ce nouvel avion sur la base aérienne de Luke [Arizona]. Seulement, ces appareils ne sont actuellement pas autorisés à quitter le territoire américain. En cause? L'achat par la Turquie du système de défense aérienne russe S-400, incompatible avec ceux mis en œuvre par l'Otan.

« C'est une préoccupation importante, non seulement pour les États-Unis, car nous devons protéger cette technologie de pointe mais aussi pour tous nos partenaires et alliés qui ont déjà acheté le F-35 », avait ainsi prévenu Heidi Grant, alors sous-secrétaire adjointe de l'US Air Force pour les affaires internationales, dès novembre 2017.

En effet, le risque est que, via ce contrat relatif aux batteries S-400, la Russie puisse obtenir des informations confidentielles non seulement sur le F-35, justement conçu pour contrer les défense aériennes adverses, mais aussi sur les autres systèmes utilisés par l'Otan

Pour convaincre la Turquie de renoncer aux S-400 russes, les États-Unis lui ont proposé des systèmes Patriot PAC-3 pour 3,5 milliards de dollars, avec, à la clé, des transferts de technologie et une co-production. Mais pour le président turc, Recep Tayyip Erdogan, le dossier est clos.

« Au sujet des S-400, nous avons finalisé l'affaire, il ne peut y avoir un retour en arrière. Nous nous sommes entendus avec les Russes sur la production en commun, et peut-être qu'après les S-400, on discutera des S-500 », a en effet affirmé M. Erdogan, lors d'une émission télévisée diffusée le 6 mars.

Deux jours plus tôt, lors d'une audition au sénat américain, le général Curtiss Scaparrotti, le commandant suprême des forces alliées en Europe [SACEUR], avait déclaré que la livraison de systèmes S-400 à la Turquie [membre de l'Otan depuis 1952, ndlr] bloquerait celle des F-35A à la force aérienne turque, qui en attend 100 exemplaires.

« Le meilleur avis militaire que je puisse donner est que dans ce cas, nous ne pouvons pas permettre au F-35 de voler […] avec un système anti-missile russe », a ainsi fait valoir le général américain. D'ailleurs, a-t-il aussi affirmé, « c'est un problème pour tous nos avions, pas seulement pour le F-35. »

« Si la Turquie prend les S-400, il y aura de graves conséquences en ce qui concerne nos relations, nos relations militaires », a renchéri Charles Summers, un porte-parole du Pentagone, lors d'un point de presse, le 8 mars. « Ils [les Turcs] ne pourront pas avoir les F-35 et les (systèmes) Patriot », a-t-il insisté.

Seulement, la Turquie est un partenaire de niveau 3 du programme F-35, avec l'implication d'une dizaine d'industriels turcs et des retombées évaluées à 12 milliards de dollars. Pour autant, le Pentagone estime qu'un retrait turc aurait des conséquences limitées.

« Bien que cela aura un impact sur le programme F-35, je ne pense pas qu'il sera dévastateur si… il est décidé politiquement qu'ils [les Turcs] ne seront plus partenaires », a en effet affirmé Heidi Grant, en décembre 2018, soit avant de prendre la direction de Defense Technology Security Administration.

Cela étant, Washington a d'autres leviers pour convaincre Ankara, qui semble s'éloigner de l'Alliance atlantique pour mieux se rapprocher avec Moscou. Ce qui pose, par ailleurs, la question de l'accès aux détroits menant à la mer Noire. « La Turquie est un allié important de l'Otan, mais elle doit également agir comme tel », avait toutefois estimé le sénateur républicain James Inhofe, président de la commission sénatoriale des Forces armées.

Quoi qu'il en soit, le 4 mars, l'administration Trump a décidé de mettre un terme aux accords commerciaux préférentiels passés avec la Turquie [programme SGP]. Ces derniers permettaient aux industriels turcs d'avoir un accès privilégié au marché américain, grâce à des dispenses de taxes douanières. L'Inde, qui a également commandé des systèmes S-400 à la Russie [et qui s'apprête à louer un autre sous-marin nucléaire d'attaque] a aussi fait l'objet d'une telle mesure.

« Durant les quatre décennies et demi où la Turquie a bénéficié du statut de SGP pour les pays développés, l'économie turque s'est développée et s'est diversifiée », a fait valoir la Maison Blanche, pour justifier sa décision.

RUSSIE

Diplomatie

Désarmement nucléaire: Moscou suspend sa participation au traité INF

Challenges Monde https://www.challenges.fr/ Avec AFP le 04.03.2019 à 16h10

La Russie a suspendu lundi 4 mars sa participation à l'accord de désarmement nucléaire INF. Washington et Moscou s'accusent mutuellement de violer ce traité signé à la fin de la Guerre froide, qui abolit l'usage des missiles terrestres de portée intermédiaire.



Vladimir Poutine a officiellement suspendu lundi 4 mars la participation de la Russie au traité de désarmement nucléaire INF signé avec les Etats-Unis. POOL/AFP - Sergei CHIRIKOV

Le président Vladimir Poutine a officiellement suspendu lundi 4 mars la participation de la Russie au traité de désarmement nucléaire INF signé avec les Etats-Unis pendant la Guerre froide et dénoncé début février par Washington.

Accusations mutuelles

Selon un décret rendu public par le Kremlin et qui entre en vigueur dès sa signature, la participation de Moscou est suspendue "jusqu'à ce que les Etats-Unis cessent les manquements à leurs obligations découlant du traité ou jusqu'à l'arrêt de sa validité". Washington se verra prochainement notifier cette décision, ajoute le décret. Les deux puissances s'accusent mutuellement de violer le traité sur les armes nucléaires de portée intermédiaire (INF) signé à la fin de la Guerre froide, en 1987. Ce texte crucial abolit l'usage - par elles seules - des missiles terrestres d'une portée de 500 à 5.500 km.

La suspension de la participation au traité INF avait été annoncée par Donald Trump le 1er février, puis par Moscou le lendemain. Vladimir Poutine avait immédiatement donné l'ordre de mettre au point de nouveaux types de missiles terrestres dans les deux ans, notamment en adaptant des engins de portée intermédiaire déjà existants mais déployés en mer ou dans les airs uniquement. Le système Kalibr, utilisé pour la première fois en opération par la Russie à l'automne 2015 contre les rebelles syriens, devrait ainsi être adapté pour en faire une variante terrestre. Un nouveau système de missiles terrestres de longue portée sera également créé.

Crainte d'une nouvelle course aux armements

M. Poutine a également menacé fin février dans un discours devant le Parlement russe de déployer les nouvelles armes mises au point par son pays pour viser les "centres de décision" dans les pays occidentaux. La Russie assure que les Etats-Unis travaillent eux-mêmes "activement" à la fabrication de nouveaux missiles et critique la nouvelle posture nucléaire américaine, qui prévoit notamment la mise au point d'un missile nucléaire de faible puissance.

La signature du traité INF avait mis un terme à la crise des euromissiles déclenchée par le déploiement en Europe des SS-20 soviétiques à têtes nucléaires. Sa suspension fait craindre une

nouvelle course aux armements entre Moscou et Washington. L'avenir du traité START de réduction des arsenaux nucléaires, qui arrive à échéance en février 2021, est désormais également en question.

SANTÉ

Une vaste étude dément une nouvelle fois le lien entre vaccin et autisme

Actualités Santé Santé publique http://sante.lefigaro.fr/ Par Cécile Thibert Marielle Court Mis à jour le 06/03/2019 à 22:03 Publié le 06/03/2019 à 19:18



L'étude de grande ampleur publiée cette semaine dans la revue *Annals of Internal Medicine* confirme que le ROR ne déclenche pas l'autisme. 107014820/sonar512 - stock.adobe.com

Une étude publiée en 1998 dans une grande revue scientifique avait semé le doute. Elle a été retirée depuis.

C'est peut-être le point final de l'une des manipulations scientifiques ayant eu le plus de retentissement sur la santé publique ces dernières années. En 1998, une étude menée sur 12 enfants, publiée dans la prestigieuse revue *The Lancet*, suggérait l'existence d'un lien entre le vaccin ROR (rougeole, oreillons, rubéole) et l'autisme. Depuis, une dizaine d'études bien plus solides ont été réalisées. Aucune n'a confirmé cette hypothèse. En 2010, sous la pression de la communauté scientifique, *The Lancet* a d'ailleurs fini par retirer l'article. Pourtant, il est encore régulièrement brandi par les anti-vaccins.

Une étude de grande ampleur publiée cette semaine dans la revue *Annals of Internal Medicine* lui tord une nouvelle fois le cou et confirme que le ROR ne déclenche pas l'autisme. Les auteurs, quatre universitaires danois, ont passé en revue les dossiers médicaux de 650.000 enfants nés au Danemark entre 1999 et 2010. Au cours de cette période, 6 500 enfants ont développé des troubles du spectre autistique. Les chercheurs ont alors comparé le nombre d'enfants autistes parmi les vaccinés et les non-vaccinés (au Danemark, la vaccination n'est pas obligatoire) et n'ont trouvé aucune différence.

«Un désaveu total»

Comment expliquer qu'une petite étude britannique publiée il y a vingt ans ait encore une telle répercussion aujourd'hui ? «Ses auteurs ont été très habiles, la publication a été faite dans les règles de l'art, estime Françoise Salvadori, maître de conférences en immunologie à Dijon et coauteure de *Antivax, la résistance aux vaccins du XVIII^{e} siècle à nos jours* (Éd. Vendémiaire). Ce qu'il faut savoir, c'est que cette étude n'avait absolument pas pour objet de faire le lien entre le vaccin ROR et l'autisme. Ils ont décrit un nouveau syndrome, l'entérocolite autistique, et ce n'est qu'en conclusion qu'ils ont suggéré cette hypothèse.»

«Ses auteurs ont été très habiles, la publication a été faite dans les règles de l'art.»
Françoise Salvadori, maître de conférences en immunologie à Dijon

Les auteurs, dont le chef de file était Andrew Wakefield, un chirurgien digestif, ne se sont toutefois pas embarrassés de telles précautions une fois l'étude publiée. «Wakefield s'est empressé d'organiser des conférences de presse où il annonçait clairement l'existence de ce lien», raconte Françoise Salvadori. Mais le médecin n'était pas tout blanc dans l'affaire. En 2011, une enquête réalisée par Brian Deer, un journaliste britannique au *Sunday Times*, a révélé que des données avaient été trafiquées et que le scientifique avait un intérêt personnel dans l'affaire. «Non

seulement il a été rémunéré par un cabinet d'avocats mandaté par des familles d'enfants autistes pour faire un recours contre le fabricant du vaccin, mais il avait aussi constitué une société dans le but de commercialiser des tests diagnostic», rapporte Françoise Salvadori.

Le soutien de Donald Trump

L'année précédant ces révélations, *The Lancet* avait décidé de retirer l'étude, douze ans après sa publication. «C'est un acte très rare, un désaveu total de la part de la communauté scientifique», commente l'immunologiste. Mais alors que l'étude avait bénéficié d'une forte couverture médiatique au moment de sa publication - le plus souvent favorable à la thèse de Wakefield -, l'annonce de la rétraction n'a été que faiblement relayée par les médias. Par la suite, Andrew Wakefield, répudié par ses pairs, privé de l'exercice de la médecine au Royaume-Uni, a émigré aux États-Unis où il a obtenu le soutien de Donald Trump en personne !

«C'est un acte très rare, un désaveu total de la part de la communauté scientifique»
Françoise Salvadori, maître de conférences en immunologie à Dijon

Malgré cette marche arrière, le mal était fait. «Au Royaume-Uni, l'affaire a eu un retentissement immédiat», souligne Françoise Salvadori. Dans les années qui ont suivi la publication, la couverture vaccinale a considérablement chuté en Angleterre, jusqu'à 50% dans certains quartiers de Londres, avant de remonter dix ans plus tard.

En France, ce n'est que récemment que cette affaire a fait parler d'elle. «L'information a été diffusée de façon souterraine dans les milieux opposés à la vaccination, notamment sur les blogs et les réseaux sociaux, explique Jocelyn Raude, chercheur en psychologie sociale à l'École des hautes études en santé publique. Cette controverse a pénétré les représentations collectives sur les vaccins, mais pas autant que celle sur la présence d'aluminium qui est, elle, franco-française.»

De son côté, Andrew Wakefield continue de défendre sa théorie. En 2016, il a réalisé un film (*Vaxxed*) que l'eurodéputée Michèle Rivasi a tenté de faire diffuser au Parlement européen en 2017. «Malgré le poids des preuves scientifiques, il y aura toujours des gens qui estiment qu'il n'y a pas de fumée sans feu. Cette fraude a encore de beaux jours devant elle», déplore Françoise Salvadori.

L'incroyable regain de la rougeole dans le monde

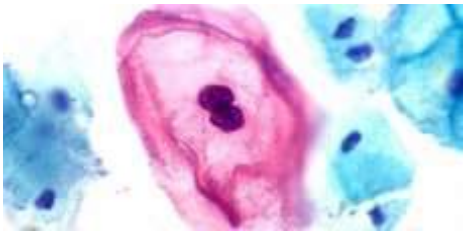
Depuis le début de l'année, 288 cas de rougeole ont été déclarés en France. Soit moins que l'an dernier à la même époque quand Santé publique France comptait 745 cas. La situation s'améliorerait-elle ? La France fait en effet figure de mauvais élève sur le front de cette maladie puisque, l'an dernier, elle a fait partie des dix pays qui ont le plus largement participé à l'augmentation du nombre de cas en 2018 par rapport à 2017 (2 269 cas supplémentaires).

Au niveau mondial, il y a eu 229.000 cas (136.000 morts) en 2018 contre 170.000 l'année précédente. Si l'Ukraine ou le Brésil sont également montrés du doigt, aux États-Unis, les experts ont tiré la sonnette d'alarme la semaine dernière pour dénoncer le retour de la maladie dans le pays, alors qu'elle a été déclarée éradiquée au début du siècle. «Après des années d'avancées, plusieurs phénomènes se conjuguent pour entraîner une résurgence mondiale de la rougeole.» En Europe notamment, on constate «un relâchement de la vigilance à l'égard de la maladie et la diffusion de fausses informations sur le vaccin», regrette l'Organisation mondiale de la santé.

Mourir des suites du papillomavirus, un scandale français qui pourrait être évité

Santé https://www.slate.fr/ Michel Cogné — 7 mars 2019 à 17h14 — mis à jour le 7 mars 2019 à 18h17

Le cancer de l'utérus tue un tiers des femmes qui en sont atteintes.



Moins de 20% des femmes de 15 ans sont vaccinées en France, là où 71% à 87% des Européennes du même âge le sont. Une cellule infectée par le PVH | Ed Uthman via Flickr

Chaque année, 3.000 Françaises apprennent qu'elles sont atteintes d'un cancer du col de l'utérus. Et chaque année, 1.100 de leurs concitoyennes meurent de cette maladie, ce qui en fait la dixième cause de mortalité par cancer chez la femme en France.

Au cours des vingt dernières années, le dépistage des lésions précancéreuses du col de l'utérus a permis de diminuer de moitié le nombre de nouveaux cas, ainsi que le nombre des décès. C'est bien. Mais ce pourrait être beaucoup mieux.

En effet, le cancer du col de l'utérus est attribuable, dans près de 100% des cas, à une infection par un ou plusieurs papillomavirus humains (PVH ou HPV –*Human PapillomaVirus*). Ces virus, dont il existe divers sérotypes, se transmettent par contact sexuel. Ils comptent parmi les inducteurs de cancer (ou «oncogènes») les plus meurtriers qui soient. Les tumeurs du col de l'utérus qu'ils engendrent se développent en moyenne dix à quinze ans après une infection persistante. Elles conduisent au décès dans plus d'un tiers des cas, et ont donc un coût majeur tant en termes de vies humaines que de soins et dépenses de santé.

Un vaccin prévient deux tiers des cancers du col de l'utérus

Or, il existe un vaccin préventif qui protège contre la plupart d'entre eux, permettant d'empêcher deux cancers du col de l'utérus sur trois. Peut-on imaginer avoir à disposition un vaccin assurant une protection, même imparfaite, contre un cancer qui tue plus d'une patiente sur trois, et refuser de l'utiliser? C'est pourtant ce qui se passe en France.

Entre les communications mortifères des anti-vaccins qui désinforment la population, à coup d'arguments scientifiquement faux, et la frilosité des autorités sur ce sujet, la couverture vaccinale n'augmente pas. Une politique volontariste associant vaccination et dépistage pourrait pourtant permettre d'épargner des millions de vies au niveau mondial, comme le confirme une nouvelle étude parue le 19 février 2019 dans la prestigieuse revue médicale The Lancet.

Treize millions de cancers évitables dans le monde

Kate Simms et ses collègues ont modélisé les effets cumulés de l'élargissement mondial de la couverture vaccinale et du dépistage (qui reste encore hors de portée de nombreux pays) sur le nombre de cas de cancer du col de l'utérus. Leurs travaux se sont en particulier focalisés sur les fréquences de ces cancers dans les pays à revenus faibles ou intermédiaires.

Leur conclusion est sans équivoque: si, d'ici à 2020, une rapide augmentation de la vaccination permettait d'atteindre 80 à 100% de couverture vaccinale (via un vaccin anti-papillomavirus à large spectre), près de sept à huit millions de cas de cancer du col de l'utérus pourraient être évités au niveau mondial. Dans les pays industrialisés les plus en pointe, tels que le Royaume-Uni ou l'Australie, la couverture est supérieure à 85%, ce qui laisse anticiper une disparition des cancers induits par les papillomavirus à l'horizon 2030.

Si, en plus de cette vaccination, 70% des femmes des pays à revenus faibles ou intermédiaires se faisaient dépister deux fois dans leur vie, à 35 et 45 ans, ce sont entre douze et quatorze millions de cancers du col de l'utérus qui pourraient être évités au cours des cinquante prochaines années.

En France, la couverture vaccinale ne progresse pas

Malheureusement, en France le déficit d'information scientifique et médicale solide et l'audience des *fake news* diffusées sur le sujet *via* les réseaux sociaux aboutit notamment à réduire la couverture vaccinale contre le papillomavirus en dessous de 20% pour les jeunes femmes. Ce niveau est dramatiquement inférieur à l'objectif de 70% théoriquement fixé par les autorités de santé et ne montre aucun progrès.

Fin 2015, moins de 20% des jeunes filles avaient reçu au moins une dose vaccinale à 15 ans, (contre 86% au Royaume-Uni, 76% au Danemark, 71% en Italie, 73% en Espagne et 87% au Portugal). Après une timide augmentation (en 2017, 26% des jeunes filles de 15 ans avaient commencé une vaccinatio et 21% avaient reçu le schéma complet des deux doses recommandées), le taux est reparti à la baisse en 2018, et a rechuté à un lamentable 19%.

Le maintien de vaccins obsolètes moins protecteurs vient donc encore aggraver le taux absurdement bas de la couverture vaccinale globale en France, qui est au niveau de celle des pays à revenus faibles et intermédiaires de l'étude du Lancet.

En termes de politique publique, on peut regretter aussi que la commercialisation récente du vaccin anti-HPV à neuf valences en France (Gardasil 9, protégeant contre neuf HPV différents) n'ait pas été assortie d'un retrait des antiques vaccins moins protecteurs (Gardasil à quatre valences, voire Cervarix ne protégeant que contre deux virus).

Ce déficit d'action prophylactique des pouvoirs publics, combiné au manque d'information de la population et des praticiens, aboutit à ce que moins de la moitié des jeunes femmes vaccinées en 2019 bénéficient du vaccin le plus protecteur à neuf valences!

Le maintien de vaccins obsolètes moins protecteurs vient donc encore aggraver le taux absurdement bas de la couverture vaccinale globale en France, qui est au niveau de celle des pays à revenus faibles et intermédiaires de l'étude du Lancet.

Le vaccin anti-papillomavirus évite d'autres cancers

Il est par ailleurs essentiel de souligner que les papillomavirus humains n'entraînent pas que des cancers du col de l'utérus. Ils sont aussi à l'origine de nombreux autres fléaux: cancers du vagin, de la vulve, de la sphère ORL ou de l'anus (chez les hommes comme chez les femmes), ainsi que le cancer du pénis.

La logique veut donc que la couverture vaccinale soit aussi étendue aux garçons. Agnès Buzyn a questionné à ce sujet la Haute autorité de santé, dont la recommandation est vivement attendue. Dans ce contexte, le Grand-Est et Auvergne-Rhône-Alpes méritent un coup de chapeau: à l'avant-garde, ces deux régions françaises tentent de promouvoir la vaccination des garçons et des filles. Fin janvier, le Centre fédéral d'expertise des soins de santé belge a donné son feu vert à la vaccination contre le papillomavirus pour les garçons. Selon certaines estimations, en Europe la vaccination par le vaccin à neuf valences pourrait notamment prévenir chaque année chez les hommes plus de 350.000 condylomes (verrues génitales), près de 5.500 cancers oropharyngés, plus 2.300 cancers anaux ou plus de 1.100 cancers du pénis.

Les effets positifs d'une politique de santé bien affirmée, à l'instar de celle de certains de nos voisins européens, sont pourtant visibles. Ainsi, l'obligation légale de faire vacciner les jeunes enfants avec des vaccins associant onze valences produit déjà des effets bénéfiques.

Sauver 1,5 million de personnes et réduire les dépenses de santé

On peut désormais espérer mieux protéger la population contre les maladies infectieuses les plus fréquentes et, incidemment, contre les cancers qui peuvent en résulter, parfois des années plus tard, comme dans le cas de l'hépatite B ou des papillomavirus. L'OMS estime à ce titre qu'une

amélioration de la couverture vaccinale mondiale, tous vaccins confondus, pourrait éviter 1,5 million de décès chaque année.

Beaucoup reste à faire, en particulier en France où des incohérences demeurent en termes de politique vaccinale. À l'heure où maladies infectieuses et cancers restent des fléaux majeurs et où l'efficience des dépenses de santé est recherchée, une politique de prévention active aujourd'hui ne peut que réduire les dépenses de santé de demain et contribuer au bien-être de tous les citoyens.

Cet article est republié à partir de The Conversation sous licence Creative Commons. Lire l'article original.

CANCER

L'acrylamide, ce cancérogène présent dans les chips, les frites, les biscuits ou le pain grillé...

Accueil Santé Nutrition https://www.ouest-france.fr/ Fanette BON Modifié le 06/03/2019 à 07h37 Publié le 06/03/2019 à 06h01



Les biscuits et les gaufrettes posent particulièrement problème selon les derniers tests dévoilés par le Bureau

Les consommateurs, en particulier les enfants, doivent être mieux protégés de l'acrylamide, une substance cancérigène se formant sur les aliments, alerte le Bureau européen des unions de consommateurs (Beuc) ce mercredi 6 février 2019.

L'acrylamide est une substance chimique qui se forme naturellement lorsqu'un aliment riche en amidon, comme les pommes de terre ou les céréales, est cuit, frit ou rôti à plus de 120 °C. Sauf qu'il est cancérogène. Les Européens sont exposés à l'acrylamide par la consommation de denrées industrielles (chips, café, céréales…). Mais aussi par des aliments fait maison, quand nous cuisons des frites à plus de 175 °C par exemple, ou si nous laissons griller une tranche de pain trop longtemps.

Que risquons-nous ?

Il se forme lors de la cuisson des aliments riches en glucides (amidon, sucres) et en protéines. Cette substance augmenterait le risque de cancer. L'acrylamide dans l'alimentation **« est un problème de santé publique »**, a déclaré l'Autorité européenne de sécurité des aliments (Efsa) en 2015.

Depuis avril 2018, les fabricants de l'agroalimentaire, les chaînes de restauration rapide et les restaurants doivent s'assurer que son niveau reste inférieur à des seuils indicatifs.

Que demande le Bureau européen des unions de consommateurs ?

Le Beuc dévoile aujourd'hui les résultats d'un nouveau test, mené par dix associations européennes sur plus de 500 denrées alimentaires. **« Les consommateurs doivent être mieux protégés, en particulier les enfants »**, pointe l'organisme, car **« ce sont les biscuits et les gaufrettes qui posent particulièrement problème. Dans un échantillon sur trois, les teneurs en acrylamide atteignent ou dépassent les valeurs indicatives. »**

Autre aliment critique : les chips de légumes. **« Elles sont souvent perçues comme des alternatives plus saines, mais contiennent deux fois plus d'acrylamide que les versions à base de pommes de terre. »**

Le Beuc demande à la Commission européenne de baisser les taux autorisés et de les rendre obligatoires pour les fabricants.

DENGUE

Dengue : 221 cas confirmés en une semaine, l'épidémie s'intensifie encore

actu Réunion par www.ipreunion.com le 5 mars 2019 à 17:06

Le Sud de l'île plus concerné



photo RB imaz Press Réunion

Des cas toujours plus nombreux. Cette fois, dans la semaine du 18 au 24 février, ce sont 221 cas de dengue qui ont été comptabilisés par l'Agence régionale de santé. 42 cas de plus que la semaine précédente. L'épidémie continue et pire, elle s'intensifie. Parmi les 1 189 cas signalés depuis le 1er janvier 2019, 30 ont conduit à une hospitalisation et 71 passages aux urgences ont été enregistrés. Actuellement, le sud de l'île reste le plus affecté malgré la dispersion des cas. A ce stade, le risque réside dans l'extension des zones de circulation virale à des zones relativement épargnées jusqu'à présent.

Les autorités rappellent que la dengue est une maladie, qui peut évoluer vers une forme sévère et être fatale, selon l'état de santé du patient. Pour protéger les populations vulnérables, le service de lutte anti-vectorielle de l'ARS Océan Indien poursuit la distribution gratuite de répulsifs dans les zones de circulation de la dengue, autour des personnes malades. Par ailleurs, afin d'inciter la population à adopter les bons gestes de prévention, les actions de sensibilisation se poursuivent, accompagnée de la campagne de communication : " La dengue, STOP aux idées reçues ".

Interventions des équipes de la lutte anti-vectorielle autour des cas signalés

Au vu de l'augmentation du nombre de cas en ce début d'année, les agents de la lutte anti-vectorielle de l'ARS Océan Indien (ARS OI), renforcés par les équipes d'interventions du RSMA et du SDIS, interviennent jour et nuit sur l'ensemble des habitations où, un, ou plusieurs cas de dengue ont été signalés. Les opérations de démoustication sont réalisées, uniquement autour du domicile des personnes malades signalées par les médecins ou laboratoires dans les zones de circulation du virus. Actuellement, 160 agents sont coordonnés pour conduire ces opérations de traitement autour des cas (équipes de l'ARS OI, du SDIS et du RSMA).

D'autres opérations sont menées en porte à porte, de façon préventive, dans les zones où les foyers sont encore peu actifs. Grâce à cette mobilisation, depuis le début de l'année 2019 :
• près de 17 500 contrôles de cours et de jardins chez des particuliers.
• près de 4 000 gîtes larvaires éliminés
• des opérations de traitements insecticides de nuit ont couvert près de 20 000 maisons ces 4 dernières semaines

En complément, les équipes de lutte anti-vectorielle de l'ARS OI distribuent des produits répulsifs aux personnes les plus fragiles, dans les zones de circulation du virus où un cas de dengue a été signalé. Sont concernés :
• les personnes présentant les signes de la maladie au moment de la visite,
• les enfants de 6 mois à 6 ans,
• les femmes enceintes,

• les personnes âgées de plus de 75 ans Depuis le démarrage de ce dispositif en août 2018, près de 11 500 flacons de répulsifs ont été distribués gratuitement (soit une moyenne de 405 flacons distribués par semaine).

Les bénévoles de la Croix rouge/PIROI mobilisés

Dans le cadre de l'épidémie de dengue à La Réunion, la Croix Rouge Française est fortement mobilisée. Afin de limiter la propagation de l'épidémie, la préfecture a sollicité la Croix-Rouge française/PIROI pour informer la population sur la maladie. Les bénévoles organisent des activités de sensibilisation dans les zones les plus touchées par l'épidémie. Des activités ludiques et pédagogiques sont proposées, afin que les Réunionnais comprennent les vecteurs de la maladie et les moyens de s'en protéger.

Du 18 au 24 février 2019, 221 cas de dengue ont été confirmés. Les cas ont été identifiés dans 18 communes, dont les foyers les plus actifs sont situés à :
• La Rivière Saint-Louis (56 cas)
• Saint-Louis (48 cas)
• Les Avirons (20 cas)
• Saint-Pierre (15 cas)
• L'Etang-Salé (13 cas)
• Ravine des Cabris (11 cas)

Au total, depuis le début de l'épidémie, on enregistre :
• 8 064 cas autochtones (dont 1 189 cas depuis le 1er janvier 2019)
• 186 hospitalisations pour dengue (dont 30 hospitalisations depuis le 1er janvier 2019)
• 546 passages aux urgences (dont 71 passages depuis le 1er janvier 2019)
• 6 décès dont 3 ont été considérés, après investigations, comme directement liés à la dengue

L'épidémie de dengue monte en puissance

https://www.lnc.nc/ Accueil > Nouvelle Calédonie J.-F.G. | Crée le 08.03.2019 à 04h25 | Mis à jour le 08.03.2019 à 06h47



Le virus de type 2 est d'autant plus dangereux que les Calédoniens ne sont pas immunisés. Les équipes de la Dass poursuivent leur travail de conseil au porte-à-porte. Photo Archives Gilles Caprais

SANTÉ. Avec plus de 600 cas recensés au mois de février, l'arbovirus gagne du terrain de façon inquiétante. De quoi mettre les autorités en alerte.

« Le véritable problème, c'est qu'en comparant aux dernières épidémies, on peut constater que la progression de celle-ci a un mois d'avance. On sait que cela va être plus important dans les mois à venir. »

Déjà au mois de janvier, le docteur Jean-Paul Grangeon, directeur adjoint de la Direction des affaires sanitaires et sociales (Dass), se montrait très inquiet face à l'évolution de l'épidémie de dengue. N'excluant pas une situation de crise dans les semaines à venir. Et les chiffres semblent lui donner raison. Avec la prolifération des gîtes larvaires depuis le passage de la dépression Oma, la Calédonie subit un pic de cas recensés ces derniers jours.

La semaine dernière, 233 personnes ont été diagnostiquées comme ayant contracté la dengue. Elles étaient 194 la semaine précédente.

Déjà 449 cas rien que sur Nouméa

Rien que pour le mois de février, 692 malades ont été comptabilisés contre 437 au mois de janvier et 141 en décembre, le mois où a été déclarée l'épidémie. Les autorités confirment que ce chiffre est bien en deçà de la réalité. A l'heure actuelle, plus de cinq personnes sont hospitalisées chaque jour pour combattre la maladie.

Si, évidemment, le Grand Nouméa est la zone où le virus se propage le plus vite (449 cas déclarés à Nouméa depuis le début de l'année, 175 à Dumbéa, 121 au Mont-Dore et 108 à Païta), l'ensemble du Caillou est concerné. Sur les Loyauté, 102 personnes ont été touchées par la dengue (35 à Lifou, 63 à Maré et un cas à Ouvéa).

A l'heure actuelle, une personne a succombé à la maladie depuis le début de cette épidémie qui, au vu des récents chiffres, est d'ores et déjà plus importante que la précédente, en 2018.

« Cette année, nous avons affaire principalement à des cas du sérotype 2, expliquait déjà en début d'année Jean-Paul Grangeon. La dernière épidémie de ce type de dengue en Nouvelle-Calédonie remonte à 1998, ce qui signifie que la population calédonienne n'est pas immunisée contre ce virus. »

Les équipes de la Dass poursuivent leur travail de porte-à-porte. Chaque jour, la Direction reçoit les chiffres des cas déclarés de la veille et décide d'aller tenter de sensibiliser les personnes vivant à proximité.

Elles offrent un dépistage gratuit aux habitants et tentent de sensibiliser le plus grand nombre.

Les bons réflexes pour se protéger

Commencez par détruire les gîtes larvaires et vider tous les récipients pouvant contenir de l'eau, au moins une fois par semaine. Ensuite, protégez-vous des piqûres pendant la journée : répulsifs cutanés sur les parties découvertes, port de vêtements de couleur claire qui couvrent les bras et les jambes le soir, moustiquaires, diffuseurs électriques en intérieur, climatisation ou ventilateur, tortillons en extérieur… Enfin, n'hésitez pas à consulter un médecin dès l'apparition des signes cliniques (fièvre, éruption cutanée, asthénie, douleur aux niveaux des yeux, etc.)

DIVERS

De quoi meurt-on à travers le monde?

Santé / Monde http://www.slate.fr/ Repéré par Audrey Renault — 6 mars 2019 à 16h51 — mis à jour le 6 mars 2019 à 17h54 Repéré sur BBC News

Une étude révèle les causes de décès les plus répandues sur la planète, des cancers aux accidents de voiture.



Les maladies cardiovasculaires sont responsables de 32,3% des décès dans le monde. | Guillaume Piron via Unsplash

Tout le monde meurt un jour. Mais de quoi? Selon une étude portant sur les causes de décès à travers le monde, menée par une équipe de recherche anglaise conduite par Hannah Ritchie et Max Roser, ce sont les maladies cardiovasculaires qui font le plus de victimes avec 17,65 millions de morts par an. Suivent les cancers avec 8,93 millions et les maladies respiratoires avec 3,54 millions de morts. Les accidents de voiture n'arrivent qu'en neuvième position du classement, devancés par les morts des suites d'une diarrhée –près de 1,66 million de personnes chaque année. Le terrorisme et les catastrophes naturelles ferment la marche avec respectivement environ 35.000 et 7.000 morts par an.

Au-delà d'un simple classement, l'étude révèle surtout des disparités géographiques qui reflètent les inégalités sanitaires et économiques. Ainsi, l'épidémie de sida dans les années 1990 impacta massivement les pays subsahariens tels que la Namibie, le Kenya ou le Zimbabwe, l'espérance de vie y passant en moyenne de 62 ans à 50 ans. Dans les pays occidentaux, plus équipés et moins sévèrement touchés, le VIH fit de nombreuses victimes mais n'eut aucune incidence sur l'espérance de vie dont la courbe augmente sans discontinuer depuis les années 1950.

La mortalité infantile en net recul

Ces inégalités se reflètent également du côté de la mortalité infantile, en particulier chez les nouveau-nés de moins de 28 jours. Si au Japon moins d'un bébé sur mille décède avant l'âge de un mois, dans les pays les plus sinistrés le chiffre bondit à un sur vingt.

Pourtant, à l'échelle mondiale, la mortalité infantile ne cesse de chuter: moins 50% ces dernières décennies. De quoi se réjouir du développement des installations sanitaires à l'international, comme le relèvent les auteurs et autrices de l'étude qui notent que la manière dont nous mourrons va de pair avec l'évolution des pays.

Enfin, l'étude passe aussi en revue des causes moins impactantes de décès, mais non moins intéressantes, comme les morts liées au tabagisme, les décès par exécutions ou ceux causés par des animaux. Une dernière liste qui met d'ailleurs à mal de nombreux clichés puisque le si redouté requin est bon dernier du classement avec quatre morts par an en moyenne, bien loin derrière les 780.000 décès attribués aux moustiques.

Cinq questions pour tout savoir sur l’endométriose

Actualités Santé Médecine http://sante.lefigaro.fr/ Par Cécile Thibert Mis à jour le 07/03/2019 à 19:30 Publié le 07/03/2019 à 19:30



Les douleurs sont surtout localisées dans le bas-ventre, pendant les règles. Mais au bout d’un certain temps, ces douleurs deviennent chroniques et sont parfois ponctuées de crises violentes. 190198086/dusanpetkovic1 - stock.adobe.com

À quoi est-elle due ? Pourquoi fait-elle mal ? Comment se soigne-t-elle ? À l’occasion de la Semaine européenne de prévention et d’information sur l’endométriose, Le Figaro fait le point sur cette maladie.

L’endométriose est une maladie fréquente, qui touche environ une femme en âge de procréer sur dix. Si cette maladie est bénigne, les douleurs qu’elle peut entraîner au quotidien dégradent particulièrement la qualité de vie. Longtemps restée dans l’ombre, elle fait de plus en plus parler d’elle. Toutefois, le diagnostic reste encore tardif: il faut en moyenne 7 à 9 ans pour qu’une femme souffrant d’endométriose soit dépistée. Du 4 au 10 mars a lieu la Semaine européenne de prévention et d’information sur l’endométriose. L’occasion de revenir en détail sur cette maladie.

1. Qu’est-ce que c’est ?

Comme son nom l’indique, l’endométriose est une maladie de l’endomètre, la couche de cellules qui tapisse l’intérieur de l’utérus. En temps normal, l’endomètre s’épaissit tous les mois sous l’action d’hormones et, si aucune grossesse ne survient, elle se désagrège et est évacuée au moment des règles. Parfois, il arrive que des fragments d’endomètre migrent dans la cavité pelvienne via les trompes au lieu de s’écouler par le vagin. Ce phénomène très courant est régulé par le système immunitaire qui détruit les éléments indésirables.

Mais en cas d’endométriose, ces fragments ne vont pas être éliminés pour de multiples raisons encore mal identifiées (atteinte du système immunitaire, prédispositions génétiques, exposition à des perturbateurs endocriniens...). Ils peuvent alors se retrouver dans les couches profondes de

l'utérus ou se fixer à la surface des organes de la cavité pelvienne (l'utérus, la vessie, les ovaires, le côlon...).

2. Pourquoi ça fait mal?

Les femmes touchées par l'endométriose souffrent dans un premier temps de douleurs dans le bas-ventre pendant les règles. Mais au bout d'un certain temps, ces douleurs deviennent chroniques et sont parfois ponctuées de crises violentes le plus souvent décrites comme des coups de poignard, ou d'aiguilles qui transpercent. Ces douleurs peuvent diffuser vers les jambes, le dos, et s'accompagnent parfois de contractions et de décharges électriques qui traversent tout le corps. À ces douleurs pelviennes s'ajoutent très fréquemment des douleurs digestives (douleurs à la défécation, constipation, nausées, diarrhées), des douleurs musculo-squelettiques et, plus rarement, des douleurs de vessie.

Là où se localise l'endométriose, l'organe concerné va donc s'arrêter naturellement de bouger. Or tout tissu, quand il s'arrête de bouger, se rétracte et devient à son tour douloureux» Dr Delphine Lhuillery, le Dr Erick Petit et le Dr Éric Sauvanet dans «Tout sur l'endométriose» (Ed. Odile Jacob)

Quels sont les mécanismes à l'œuvre? Lorsque des fragments d'endomètre se trouvent à des endroits où ils ne devraient pas être, cela entraîne une réaction inflammatoire et une irritation de la zone concernée. Les terminaisons nerveuses à proximité de la lésion sont sollicitées et envoient un message douloureux au cerveau. La douleur ne vient donc pas de la réaction inflammatoire, ce qui explique au passage que les anti-inflammatoires soient peu efficaces dans l'endométriose, sauf pendant les règles.

Cette douleur neuropathique est le point de départ d'un cercle vicieux, dont le fonctionnement est parfaitement expliqué dans «Tout sur l'endométriose» (Ed. Odile Jacob, février 2019). «Un nerf irrité entraîne une réaction immédiate, automatique et réflexe du tissu qu'il innerve: son immobilisation. Là où se localise l'endométriose, l'organe concerné va donc s'arrêter naturellement de bouger. Or tout tissu, en particulier élastique (muscles, tendons, ligaments), quand il s'arrête de bouger, se rétracte et devient à son tour douloureux», indiquent les auteurs, trois médecins français. Cette paralysie va entraîner une dysfonction de l'organe touché, ce qui explique par exemple les problèmes intestinaux que connaissent certaines femmes atteintes d'endométriose.

3. Comment se fait le diagnostic ?

S'il y a bien un symptôme qui doit faire suspecter systématiquement une endométriose, ce sont des règles anormalement douloureuses.

S'il y a bien un symptôme qui doit faire suspecter systématiquement une endométriose, ce sont des règles anormalement douloureuses. Mais étant entendu que les règles sont douloureuses par nature et que tout le monde n'a pas les mêmes seuils de tolérance à la douleur, ce symptôme n'est pas toujours facile à identifier. On considère que la douleur des règles est normale si elle est calmée par un simple antalgique. Le diagnostic est complété par la recherche d'autres symptômes: règles abondantes, rapports sexuels douloureux (en particulier au fond du vagin), douleurs à la défécation, présence de sang dans les selles.

Si certains de ces symptômes se manifestent, un examen par imagerie médicale s'impose pour confirmer le diagnostic. L'échographie pelvienne endovaginale est l'examen de référence. Par l'introduction d'une sonde dans le vagin, le radiologue est capable de détecter des lésions de l'ordre de 1 millimètre. Il faut éviter de faire cet examen pendant les règles, au cours desquelles les douleurs sont accentuées. L'imagerie par résonance magnétique (IRM) pelvienne peut également être effectuée, mais elle est moins précise que l'échographie pelvienne.

4. Comment cela se soigne ?

Un traitement hormonal est indispensable. La prise de pilule en continu permet en effet de réduire la cause initiale de la douleur, à savoir la survenue des règles. En revanche, elle n'a que peu d'effets sur les douleurs chroniques, qui ne sont pas liées au cycle hormonal.

En ce qui concerne les antidouleurs, les anti-inflammatoires sont très peu efficaces car les douleurs chroniques caractéristiques de l'endométriose ne sont pas d'origine inflammatoire mais névralgique. Les traitements de fond indiqués dans les douleurs endométriosiques sont des médicaments antiépileptiques et certains antidépresseurs.

Lorsque ces médicaments ne suffisent pas à soulager les douleurs, une opération chirurgicale peut être envisagée. Cela concerne 30 à 40% des femmes souffrant d'endométriose. L'opération s'effectue par cœlioscopie et consiste à retirer tous les fragments d'endomètre indésirables. Attention, cette opération n'est pas sans risque. Le choix d'opérer doit donc être discuté avec le médecin.

Ces traitements doivent être complétés par une bonne hygiène de vie: un sommeil de qualité, de l'activité physique, une alimentation équilibrée...

«Le risque d'être infertile est multiplié par deux par rapport à une femme qui n'a pas d'endométriose»

5. Est-ce que l'endométriose peut affecter la fertilité?

Une endométriose n'entraîne pas forcément une infertilité, mais elle peut rendre plus difficile la conception. On estime que le risque d'être infertile est multiplié par deux par rapport à une femme qui n'a pas d'endométriose. Plus la maladie est étendue, plus le risque d'infertilité est important. Cela s'explique de plusieurs façons. L'endométriose peut par exemple induire un blocage physique qui empêche les trompes de capter l'ovule. Autre mécanisme: l'inflammation générée par la maladie peut être délétère pour la fécondation.

Pour en savoir plus: «Tout sur l'endométriose» par le Dr Delphine Lhuillery, le Dr Erick Petit et le Dr Éric Sauvanet (Ed. Odile Jacob)

EBOLA

La riposte à Ebola en RDC ne parvient pas à maîtriser l'épidémie selon MSF

Santé https://www.jeuneafrique.com/ 08 mars 2019 à 08h07 | Par Jeune Afrique avec AFP Mis à jour le 08 mars 2019 à 08h34



Un agent de l'Organisation mondiale de la Santé se prépare à administrer un vaccin Ebola à un travailleur humanitaire à Mangina, en RDC, le 8 août 2018. © Al-hadji Kudra Maliro/AP/SIPA

L'ONG Médecins sans frontières impute cet échec à la militarisation de la réponse et au manque de confiance des communautés affectées, dans un communiqué, jeudi 7 mars.

« Sept mois après le début de la plus importante épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo, et dans un climat de méfiance croissante de la part de la communauté, la riposte ne parvient pas à prendre le dessus » et à « maitriser l'épidémie », a indiqué MSF dans un communiqué le 7 mars.

Près de 900 cas ont été enregistrés, dont 563 décès, selon les autorités. Depuis le début de l'année, plus de 40% des nouveaux cas sont des personnes décédées d'Ebola chez elles, dans les communautés.

« Cela signifie que nous ne pouvons pas les atteindre et qu'elles n'ont pas cherché des soins », a déclaré la présidente de MSF, Joanne Liu, lors d'une conférence de presse à Genève.

« Contradiction »

« Nous sommes face à une contradiction frappante : d'un côté, une réponse rapide et importante grâce à de nouveaux outils médicaux comme les vaccins et les traitements qui donnent des résultats prometteurs quand les patients arrivent tôt, de l'autre, des personnes infectées par Ebola qui meurent dans leurs communautés et qui n'ont pas suffisamment confiance en la réponse pour venir se faire soigner », a-t-elle relevé, dans le communiqué.

MSF International

✔ @MSF

#DRCongo | Seven months into the largest ever Ebola outbreak in the country, the #Ebola response is failing to bring the epidemic under control in a climate of deepening community mistrust.

Read our latest: http://bit.ly/2UpadqP

26

15:40 - 7 mars 2019



Ebola response failing to gain the upper hand on the epidemic | Democratic Republic of Congo |...

MSF International President Dr Joanne Liu highlights contradictions, shortcomings and the need to restore patients' and communities' faith in the response to the largest ever Ebola outbreak in the...

msf.org

La dixième épidémie d'Ebola a été déclarée le 1er août 2018 dans la province du Nord-Kivu avant de toucher quelques jours plus tard la province voisine de l'Ituri (nord-est).

Les activités de riposte contre l'épidémie ont, à plusieurs reprises, été perturbées par des attaques dans cette région de la RDC, en proie à des conflits. La semaine dernière, MSF a suspendu ses activités de lutte contre Ebola à Katwa et Butembo, dans la province du Nord-Kivu, à la suite d'attaques successives sur deux centres de traitement.

Militarisation

Durant le mois de février, des dizaines d'incidents sécuritaires ont eu lieu à l'encontre de l'ensemble des activités contre Ebola, selon MSF.

« Une série de problèmes a conduit à ces tensions », dont « le déploiement massif de ressources financières centré seulement sur Ebola », ainsi que « le report officiel des élections en raison de l'épidémie, exacerbant les soupçons selon lesquels Ebola serait une manigance politique », a-t-elle poursuivi.

L'ONG déplore aussi l'utilisation de la police et des forces armées pour « imposer aux gens des mesures sanitaires », car cela conduit les communautés locales « à se mettre davantage à l'écart », ce qui est « contreproductif ».

« La force ne doit pas être utilisée comme un outil pour tracer et traiter les patients, contraindre à des enterrements sécurisés ou décontaminer les maisons », a insisté MSF.

SIDA

Deuxième cas mondial de rémission d’un patient atteint du VIH

Actualités Santé Par Le figaro.fr AFP agence Mis à jour le 05/03/2019 à 19:23 Publié le 05/03/2019 à 08:21

Deuxième cas mondial de rémission d'un patient atteint du VIH



Dix ans après le premier cas confirmé d'un patient souffrant du VIH s'étant remis de cette maladie mortelle, un deuxième cas, connu comme "le patient de Londres", n'a pas montré de signe d'être atteint virus depuis près de 19 mois.

VIDÉOS - Le patient, traité par une greffe de moelle osseuse pour un cancer du sang, ne présente plus aucune charge virale. Si cette intervention très risquée n’est pas généralisable, elle ouvre des perspectives pour la recherche.

Douze ans après la guérison inédite d’un patient infecté par le VIH, un second cas de rémission a été annoncé mardi par une publication de la revue scientifique britannique *Nature*. Le virus est «indétectable» dans l’organisme du malade malgré l’arrêt de son traitement antirétroviral depuis 18 mois, indique l’auteur principal de l’étude, le Pr Ravindra Gupta. Le cas doit être présenté lors de la Conférence annuelle sur les rétrovirus et les infections opportunistes, qui se tient cette semaine à Seattle. «S’il se confirme dans le temps, ce nouveau succès nous laisse penser que la perspective d’un traitement visant à éradiquer le VIH est atteignable», se réjouit un spécialiste.

«Les patients ont reçu, dans le cadre d’une autre maladie, un traitement dangereux et potentiellement toxique» Pr Jean- François Delfraissy, immunologue

La technique mise en œuvre n’est toutefois pas reproductible pour le plus grand nombre, précise le Pr Jean- François Delfraissy, immunologue, ancien directeur de l’Agence nationale de recherche sur le sida. «Dans les deux cas, les patients ont reçu, dans le cadre d’une autre maladie, un traitement dangereux et potentiellement toxique - une chimiothérapie suivie d’une greffe de moelle osseuse - qui ne peut être proposé à toutes les personnes diagnostiquées positives au VIH», dit-il.

Après de nombreuses tentatives infructueuses, les chercheurs ont donc réussi à réitérer l’exploit enregistré en 2007 sur Timothy Ray Brown, hospitalisé à Berlin pour une leucémie, qui est aujourd’hui considéré comme le seul patient séropositif guéri, sans guillemets. Le nouveau cas, désigné par ses médecins comme «le patient de Londres» car il souhaite rester anonyme, a reçu une greffe de moelle osseuse en mai 2016 pour soigner un lymphome hodgkinien à un stade avancé.

Un donneur très particulier

«Pour cette transplantation, les médecins ont sélectionné un donneur dont les cellules portent une mutation très particulière qui empêche l’intrusion du VIH», explique Michaela Muller-Trutwin, chercheur à l’Institut Pasteur et coordinatrice pour l’Agence nationale de recherche sur le sida (ANRS). Pour pénétrer dans l’organisme, le virus a en effet besoin du récepteur dit CCR5, une sorte de «serrure» qui lui permet d’infecter la cellule. Environ 0,3 % de la population mondiale n’exprime pas ce récepteur, ce qui lui confère une immunité naturelle contre le VIH.

Rémission d’un patient atteint du VIH: pourquoi cela ne s'applique pas à tout le monde



Une deuxième personne a connu une rémission durable du VIH-1, le virus à l'origine du sida après avoir subi des transplantations de moelle osseuse pour traiter des cancers du sang.

Trois ans après, le protocole mis en œuvre est un succès: l'allogreffe a éliminé le cancer du sang, sans effets secondaires majeurs, et les cellules résistantes au VIH injectées semblent avoir remplacé les cellules originelles vulnérables. La compréhension du mécanisme est encore incomplète. «Il est en partie explicable par l'action des cellules greffées qui se retournent contre les cellules hôtes et les combattent», analyse le Pr Delfraissy.

Michaela Muller-Trutwin invite toutefois à la prudence: «Il est trop tôt pour parler de guérison, dit-elle. Il est encore à craindre que le virus se cache quelque part et ressurgisse plus tard.» C'est ce qui s'est produit chez un patient de Boston, un séropositif ayant bénéficié d'une greffe de moelle, dont le parcours avait été rendu public lors d'un congrès en 2013. Mais le virus est finalement réapparu au bout de neuf mois. Même si la moelle osseuse est un réservoir majeur, on sait en effet que le VIH peut se loger ailleurs dans l'organisme.

«Ce deuxième succès nous indique que l'objectif d'éradiquer le virus n'est pas une voie sans issue» Pr Jean- François Delfraissy, immunologue

Quoi qu'il en soit, la greffe est beaucoup trop risquée pour représenter une option thérapeutique courante. D'autant que les antirétroviraux sont bien tolérés par les patients et permettent, s'ils sont bien pris, une espérance de vie similaire à celle du reste de la population. «Mais ce deuxième succès nous indique que l'objectif d'éradiquer le virus n'est pas une voie sans issue», souligne le Pr Delfraissy. Un autre espoir pourrait venir de certains patients séropositifs, qui parviennent à «contrôler» naturellement l'infection alors qu'ils ont arrêté leur traitement. Dans ce cas, les médecins ne parlent pas de guérison: le virus n'a pas totalement disparu de leur organisme, mais est sous le contrôle du système immunitaire.

7 – OPEX

Le suivi des OPEX peut se faire sur le site de l'état-major des armées : http://www.defense.gouv.fr/operations

POINT DE SITUATION DES OPÉRATIONS

Point de situation des opérations du 1er au 8 mars

Mise à jour : 07/03/2019

Point de situation des opérations du 1er au 8 mars.

GUYANE

LANCEMENT D'UNE FUSÉE SOYOUZ

- *Opération Titan*



Le 27 février, plus de 400 militaires des forces armées en Guyane (FAG) étaient déployés pour sécuriser le décollage d'un lanceur Soyouz, le 21e depuis Kourou, qui allait mettre sur orbite les six premiers satellites de la constellation « OneWeb ».

Pour assurer une protection hermétique du centre spatial guyanais, les militaires des FAG étaient déployés en mer, dans les airs et sur terre.

Au large de la Guyane, la vedette côtière de surveillance maritime « La Mahury » assurait avec le patrouilleur Antilles Guyane « La Confiance » la surveillance des approches maritimes.

Dans les airs, les moyens rapides d'intervention de l'escadron de transport 68, composés de deux hélicoptères Fennec embarquant des tireurs d'élite, assuraient la sécurité de cette zone d'environ 700 km², composée essentiellement de forêts et de savanes.

Ce lancement Soyouz a également mobilisé sur terre le 9e régiment d'infanterie de marine. Depuis octobre 2011, date de la création de la zone du lanceur russe sur le terrain de la ville de Sinnamary, le centre spatial guyanais a étendu la zone de protection terrestre ; ainsi, les deux régiments d'infanterie des FAG participent au dispositif Soyouz.

Le lanceur russe avait à son bord six satellites d'une masse de 148 kg chacun. Ils ont été mis en orbite basse à 1 000 kilomètres de la surface terrestre, précise Arianespace.

ASIE PACIFIQUE

PARTICIPATION A LA LUTTE CONTRE LE CONTOURNEMENT DES SANCTIONS DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES PAR LA COREE DU NORD

La France déploiera au printemps un Falcon 200 Guardian, puis la frégate Vendémiaire, dans le cadre de sa participation à la coopération interalliée dont l'objectif est de lutter contre le contournement des sanctions du Conseil de Sécurité des Nations Unies par la Corée du Nord.

Cet engagement aérien et maritime permet, grâce aux capacités d'observation et de détection des moyens français déployés, de contribuer à la lutte contre les transbordements illicites réalisés par la Corée du Nord. Il témoigne de la volonté française de faire appliquer le droit international en lien avec ses autres partenaires impliqués, dont le Japon, et les USA. Dans ce cadre un officier de liaison français embarquera d'ailleurs à bord du navire américain Blue Ridge.

La ministre des Armées, Florence Parly, et son homologue japonais avaient d'ailleurs affirmé à l'occasion de la réunion du « 2+2 ministériel » qui s'était tenue à Brest le 11 janvier 2019, leur volonté de renforcer la coopération militaire franco-japonaise en rappelant que la France et le Japon entendaient « agir en faveur de la paix, de la stabilité et de la prospérité de la région Indo-Pacifique, en se fondant sur leurs valeurs communes et le respect du droit international et le multilatéralisme ».



GROUPE AÉRONAVAL

- *Départ de la mission « Clemenceau »*

Le groupe aéronaval, constitué autour du porte-avions « Charles de Gaulle », a appareillé de la base navale de Toulon mardi 5 mars pour un déploiement opérationnel de plusieurs mois baptisé « Clemenceau », un nom qui « illustre à la fois



la mémoire de la victoire, l'effort de coopération et de partenariat vers l'orient sur un chemin que Clemenceau lui-même avait emprunté en 1920 et enfin, le rayonnement de la France » a déclaré Florence Parly, ministre des Armées, qui a présidé la cérémonie d'appareillage.

La ministre a rappelé à cette occasion les trois missions : protéger les Français, coopérer et rayonner.

Des moyens français, européens et internationaux (Australie, Danemark, États-Unis, Portugal et Royaume-Uni) seront déployés autour du porte-avions français qui accueillera à son bord le groupe aérien embarqué composé de 20 Rafale Marine, 2 avions de guet aérien E-2C Hawkeye, 2 hélicoptères Dauphin et un Caïman Marine.

Le groupe aéronaval ainsi constitué, baptisé TF 473, et commandé par le contre-amiral Olivier Lebas, offre à la France et ses alliés de multiples capacités, adaptables en fonction du contexte. Bénéficiant des atouts liés à la liberté de navigation, la TF 473 est un outil politico-militaire, qui se déploiera dans des zones d'intérêt stratégique, allant de la Méditerranée à la zone Indo-Pacifique en passant par l'océan Indien.

Le groupe aéronaval sera intégré pour un mois à l'opération Chammal, lors de sa présence en Méditerranée orientale ; il complètera le dispositif militaire français et apportera à la coalition sa capacité aéronavale de surveillance, d'intervention et d'appréciation de situation pour lutter contre Daesh.

De plus, ce déploiement permettra à la France de renforcer ses partenariats stratégiques. Des échanges et exercices seront menés tout au long de la navigation, notamment avec l'Australie, l'Égypte et l'Inde, afin de coopérer avec nos alliés et partenaires et de faire rayonner la France.

CHAMMAL

SITUATION MILITAIRE DU THÉÂTRE

- *Offensive contre les dernières poches de Daech en Syrie*

En moyenne vallée de l'Euphrate, les combats menés par les Forces démocratiques syriennes, appuyées par la coalition, se poursuivent autour de la ville de Baghouz.

- *Poursuite des actions en Irak*

La situation sécuritaire reste stable. Les Forces de sécurité intérieures poursuivent leur effort dans la lutte contre Daech.

ACTIVITÉ DE LA FORCE

Le dispositif français déployé au Levant n'a pas évolué.

- *La Task Force Wagram en appui de l'offensive contre les dernières poches de Daech présentes dans la vallée de l'Euphrate*



La Task Force (TF) Wagram continue d'appuyer les forces démocratiques syriennes contre Daech au sud de la ville d'Hajin.

La TF Wagram a réalisé, depuis le territoire irakien 4 missions de tir (soit 1 mission d'aveuglement et 3 missions de certification – bilan du 27 février au 05 mars inclus).

- *Les bases aériennes en Jordanie et aux EAU en appui des opérations*

Les aéronefs français basés en Jordanie et aux Émirats arabes unis poursuivent leurs actions contre Daech, au sein de la coalition.

Cette semaine, les aéronefs de l'opération Chammal ont réalisé 18 sorties aériennes (bilan du 27 février au 05 mars inclus). Les Rafale français ont conduit une frappe cette semaine.

BANDE SAHELO-SAHARIENNE

FIN DU DEPLOIEMENT TEMPORAIRE D'UN DETACHEMENT RAFALE

Le détachement de trois Rafale déployé sur la base aérienne projetée de N'Djamena dans le cadre d'un renfort temporaire planifié de capacités, notamment dans le domaine du renseignement d'origine image « champ large », a quitté la bande sahélo-saharienne le jeudi 07 mars pour rentrer en métropole.

ACTIVITÉ DE LA FORCE BARKHANE

- *Situation sécuritaire*

La situation sécuritaire de la bande sahélo-saharienne est stable. La force Barkhane et les forces partenaires poursuivent leur effort conjoint dans le Liptako.

- *Réunion des commandeurs de l'Instance de Coordination au Mali*

Le général de division Frédéric Blachon, commandant la force Barkhane, a profité de sa participation à la réunion des commandeurs de l'Instance de Coordination au Mali (ICM) pour dresser un état des lieux de la situation dans le Liptako.

Cette réunion de travail trimestrielle, organisée au sein des locaux de l'EUTM, a réuni autour du général de division M'Bemba Moussa Keita, chef d'état-major général des armées maliennes, les différents partenaires des Forces armées maliennes (FAMa) au Sahel.

A cette occasion, le général Blachon a rencontré le général de brigade Cottereau, chef d'état-major de la Mission Intégrée des Nations Unies au Mali (MINUSMA) représentant le général de corps d'armée Dennis Gyllenspore, le général de division Hanana commandant la Force Conjointe du G5 Sahel (FCG5S) et le général de brigade Peter Mirow commandant la mission d'entraînement de l'Union européenne au Mali (EUTM).

- *Réception du général Blachon par le gouverneur de Ménaka.*

Le lundi 25 février 2019, le général de division Frédéric Blachon, commandant la force Barkhane (COMANFOR) s'est rendu à Ménaka, dans le Liptako.

Reçu au gouvernorat de la région de Ménaka, le COMANFOR a tout d'abord participé à une réunion rassemblant les principaux acteurs de la sécurité agissant dans cette ville du Liptako. Outre le gouverneur, étaient notamment présents les colonels Sanogo et Konaté des Forces armées maliennes (FAMa), mais également le général Jean-Luc Djene, commandant du secteur Est de la MINUSMA ainsi que le vice-président de l'autorité intérimaire et des représentants de la police et de la gendarmerie de la ville.



Le COMANFOR et le gouverneur M. Maïga ont ensuite participé à un point presse en présence des principaux médias maliens. Le gouverneur a témoigné de sa vision encourageante de la sécurité dans la ville et ses alentours, dont l'évolution positive est le fruit du travail conjoint de l'ensemble des forces régaliennes et de leurs partenaires, et de la création d'un cadre de concertation efficace. M. Maïga a notamment insisté sur le retour de l'administration, des autorités locales et des FAMa, et sur la baisse de la criminalité ainsi observée dans la ville.

Le général Blachon a salué lors de son intervention le rôle du gouverneur dont l'action aura permis aux habitants de sa région de retrouver peu à peu une vie normale. Répondant aux différentes questions des journalistes, il a à plusieurs reprises mis en avant l'engagement des FAMa, soulignant l'importance de leur présence dans la région aux côtés de la force Barkhane.

Le point presse terminé, le général Blachon, le général Djene et le colonel Sanogo sont allés à la rencontre des habitants du quartier des abattoirs, au sein duquel, au cours de l'été dernier, un château d'eau et des panneaux solaires ont été mis en place par la force Barkhane.

- *Sécurisation des travaux de construction du camp malien d'Anderamboukan*

En février, les soldats de la force Barkhane ont lancé une opération visant à sécuriser les travaux de construction d'une base opérationnelle avancée temporaire (BOAT) des forces armées maliennes (FAMa) à Anderamboukan, au cœur du Liptako, à la frontière avec le Niger.

La zone d'implantation de cette base avait été identifiée conjointement par une unité du groupement tactique désert (GTD) Griffon et la section d'infanterie des forces armées maliennes (FAMa) qu'elle avait accompagnée courant janvier.

Au départ de Ménaka, une soixantaine de véhicules se sont élancés le long de la Route Nationale 20 qui relie Ménaka à Anderamboukan. Sur près de 100 km de piste, les transporteurs de la MINUSMa en charge de l'acheminement des matériaux de construction étaient escortés par des éléments FAMa et un détachement du groupement tactique Bir-Hakeim.

Sur place, les chefs de détachements français et maliens ont été reçus par les autorités locales. À cette occasion, les responsables du chantier ont présenté le projet de construction du camp et ses bénéfices sécuritaires. Accompagnés par les militaires de Barkhane, les sapeurs maliens ont pris

camp, proposé par les sapeurs français. Les différents véhicules de chantier ont enfin chargé du sable afin d'ériger les premiers murs d'enceinte et permettre la construction des postes de combat et de surveillance.

Le chantier se poursuit et la base d'Anderamboukan devrait être opérationnelle à moyen terme pour accueillir une garnison FAMa, marquant de manière significative le retour des forces de sécurité dans le Liptako malien.

- *Création d'un poste de commandement de coordination et de sécurité à Ménaka*

Le 13 février 2019, à l'initiative du chef de corps du groupement tactique désert Bir-Hakeim, tous les acteurs de la sécurité de Ménaka se sont réunis au Gouvernorat afin d'entériner la création d'un poste de commandement de coordination et de sécurité (PCCS). Outre les représentants de la force Barkhane et des forces armées maliennes (FAMa), ce PCCS, qui a vocation à se réunir sur un rythme hebdomadaire, rassemble les autorités des forces de police et de gendarmerie, ainsi que celles de la garde nationale malienne et du bataillon nigérien de la MINUSMa.

Chaque acteur contribue à cette initiative à la hauteur de ses moyens et la force Barkhane aura la charge de la coordination des efforts.

- *Sorties air hebdomadaires (bilan du 27 février au 05 mars inclus)*

Les avions de la force Barkhane ont réalisé 87 sorties, parmi lesquelles 44 sorties de chasse, 23 sorties de ravitaillement/ISR, et 20 missions de transport. 76 sorties avaient été réalisées la semaine dernière.

- *Formation au profit des infirmiers des Forces armées maliennes*

Le 19 février 2019, les militaires français du service de santé des armées (SSA) engagés au sein de l'opération Barkhane ont conduit à Gao une action de formation à destination de cinq infirmiers des Forces armées maliennes (FAMa).

Cette formation visait à perfectionner les savoir-faire des jeunes sous-officiers et militaires du rang des services de santé militaires maliens, notamment sur des procédures radio à mettre en œuvre dans le cadre d'une demande d'évacuation médicale.

Cette formation, complémentaire aux instructions au secourisme de combat, permet aux infirmiers d'expliquer avec précision les premiers soins qu'ils ont effectués sur le blessé afin d'en faciliter la prise en charge.

Formés sur ces procédures, les infirmiers pourront à leur tour transmettre ce savoir-faire au sein de leurs propres unités.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE (SAHEL)

Le Danemark envisage l'envoi de deux hélicoptères de transport lourd au Mali pour soutenir la force Barkhane

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 3 mars 2019



Certains y verront sans doute une conséquence de l'Initiative européenne d'intervention [IEI], lancée par la France en juin dernier. Visant à favoriser une culture stratégique européenne et à renforcer la capacité des pays européens à agir ensemble, ce dispositif ne s'inscrit pas dans le cadre de la politique de défense et de sécurité commune de l'Union européenne, ce qui permet au Royaume-Uni [qui prépare sa sortie de l'UE] et au Danemark [qui bénéficie d'une clause d'exemption] d'y participer.

Ainsi, et comme l'avait indiqué la ministre des Armées, Florence Parly, lors d'une audition au Sénat, Paris cherche à maintenir une capacité dans le domaine des hélicoptères de transport lourd pour l'opération Barkhane, laquelle est actuellement fourni par 3 CH-47D Chinook de la Royal Air Force [RAF]. Et de citer deux pays pouvant remplacer les Britanniques : le Danemark et l'Espagne.

Et, le 28 février, le gouvernement danois a confirmé son intention de déployer deux hélicoptères AgustaWestland AW101 « Merlin » au Mali. Restera sans doute à trouver un autre pays contributeur pour que Barkhane puisse disposer d'au moins trois, voire quatre appareils de ce type.

« Il est crucial pour la sécurité du Danemark et de l'Europe que nous contribuions à la stabilité dans la région. Les groupes terroristes au Sahel représentent une menace contre notre sécurité.

Dans le même temps, j'espère que les efforts déployés contribueront à stabiliser la région et à prévenir ainsi la migration irrégulière vers l'Europe. C'est dans notre intérêt commun », a fait valoir Anders Samuelsen, le ministre danois des Affaires étrangères.

Son homologue à la Défense, Claus Hjort Frederiksen, n'a pas dit autre chose. « La situation sécuritaire au Mali et dans toute la région du Sahel est préoccupante. Le Danemark devrait donc renforcer son implication et contribuer à ce que les groupes terroristes n'aient pas de liberté de mouvement. Nous considérons la région du Sahel comme faisant partie du voisinage méridional de l'Europe et il est important d'aider à combattre le terrorisme et à empêcher les flux de réfugiés », a-t-il affirmé.

 **Florence Parly**Compte certifié @**florence_parly**

Nos partenaires danois nous rejoignent dans Barkhane : en décembre, deux hélicoptères de transport viendront prêter main forte aux militaires français. Merci au Danemark pour son engagement.

00:10 - 1 mars 2019

Via Twitter, Mme Parly a salué cette annonce en la tenant pour acquise. « Nos partenaires danois nous rejoignent dans Barkhane : en décembre, deux hélicoptères de transport viendront prêter main forte aux militaires français. Merci au Danemark pour son engagement », a-t-elle écrit.

Mais le ministère des Affaires étrangères se veut plus prudent. « La France salue le lancement, à l'initiative du gouvernement danois, de consultations avec le parlement en vue d'une décision au second semestre 2019 sur une possible participation de l'armée danoise à l'opération Barkhane au Mali, à hauteur de deux hélicoptères de transport », a-t-il indiqué, via un communiqué.

En effet, cet envoi de deux hélicoptères de transport lourd au Mali est soumis à un feu vert du Parlement danois. Ce n'est qu'après que l'on pourrait tenir la contribution des forces danoises à l'opération Barkhane pour acquise. Cependant, cela devrait être un formalité, le Danemark étant déjà engagé au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilité du Mali [MINUSMA], via des avions de transport et des forces spéciales.

Quoi qu'il en soit, a commenté le Quai d'Orsay, la « solidarité et l'appui de nos partenaires européens, dans le cadre de l'opération Barkhane comme dans celui des missions de l'Union européenne, sont à cet égard précieux et contribuent à développer une culture stratégique européenne commune. Nous saluons, notamment, la contribution du Royaume-Uni et de l'Estonie à l'opération Barkhane. »

Dans une déclaration conjointe publiée en août dernier, la France et le Danemark avait indiqué qu'ils continueraient de « coopérer étroitement sur un certain nombre de questions essentielles, comme le soutien à la présence avancée renforcée de l'Otan en Estonie ainsi que la lutte contre le terrorisme et le renforcement de la stabilité au Sahel. »



État-Major Armées Compte certifié @**EtatMajorFR**

Lieutenant-colonel Mat, chef de détachement britannique « Les soldats français en train de monter dans les Chinook […] c'était un vrai moment de fierté. » **#InterviewP4** Opération **#Barkhane**

4:58

08:30 - 2 mars 2019

Barkhane va voler danois (suite)

http://lemamouth.blogspot.com/ dimanche 3 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Dans la foulée des annonces du milieu de semaine, on sait désormais que Barkhane disposera de deux AW101 de l'**armée de l'air danoise** en fin d'année. Des Français, notamment des **GCM**, ont déjà volé sur AW101 danois, à l'automne.

Cet apport tombe à pic pour Barkhane, l'appareil a de la capacité d'emport, bien supérieure au plus gros des hélicoptères français, mais moins qu'un Chinook.

Or a priori, les deux AW101 arrivent en décembre, et rien ne semble indiquer que les trois Chinook de la **Royal Air Force**, resteront, eux. En clair, donc, il y aura une perte sèche de capacités.

C'est aussi sans compter sur ce que pourront réellement faire les AW101 : les Chinook britanniques ont régulièrement dépassé le spectre des missions évoqué en début de mandat.

Sous les couleurs danoises, ce sera aussi sa première exposition au sable, et en Afrique. Cet environnement n'est pas toujours un long fleuve tranquille, comme les Français l'ont vu avec le Caracal par exemple. C'est le cas pour les machines, mais aussi pour les équipages, avec la technique du poser poussière qu'il faut bien maîtriser.

Les Britanniques se sont vus demandés de prolonger leur présence. Ils sont, de fait, très utiles pour la logistique courante, mais aussi les relèves dans certaines zones complexes. Une relève en Chinook, c'est potentiellement plus calme qu'un convoi routier.

D'autres Chinook peuvent-ils venir prêter main forte, à leur place ? L'Amérique a manifestement d'autres chats à fouetter, et l'Italie ne se sent pas très concernée, par delà d'une mission assez minimaliste de formation au Niger.

Les plus prêts sont peut-être les Espagnols, qui s'étaient vus solliciter par JYLD dès le début de Serval. A moins que les Allemands, régulièrement cités comme les partenaires les plus fiables, se sentent prêts à se redéployer, cette fois pour une mission Barkhane, et non sous béret bleu.

BARKHANE : Opération chirurgicale conjointe au profit d'un militaire des Forces armées maliennes

Mise à jour : 04/03/2019

Le 1er mars 2019, un militaire des Forces armées maliennes a été pris en charge au Groupement Médico Chirurgical (GMC) de la plateforme opérationnelle de Gao. Il a ensuite été opéré par deux chirurgiens orthopédiques, l'un français, du service de santé des armées, l'autre malien.

A 08h00 ce vendredi 1er mars, le médecin principal Camille retrouve son homologue des forces armées maliennes, le lieutenant Ibrahim, médecin des armées.

Le patient à opérer ce matin est un militaire malien, victime d'un accident de la route. Il souffre d'une fracture de l'humérus. Les deux spécialistes vont alors travailler côte à côte durant plus d'une heure et demie. Le lieutenant Ibrahim a mené l'opération.

Le lieutenant Ibrahim a étudié à Bamako avant de suivre durant un an le cursus de l'école militaire interarmes (Emia) de Koulikouro. Il se destinait déjà à servir comme médecin militaire et la crise de 2012 au Mali a renforcé ses convictions. Cela fait maintenant cinq ans qu'il pratique la chirurgie.

Le médecin principal Camille précise : « *Nous opérons régulièrement ensemble. Nous avons ici les locaux et le matériel nécessaire. L'objectif est d'appuyer les chirurgiens maliens dans la montée en puissance de leur propre structure médico-chirurgicale.* »

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-

Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Les équipes CIMIC lancent la rénovation d'un puits à Ménaka

Mise à jour : 05/03/2019

Le 7 février 2019, la force Barkhane a conduit une patrouille particulière dans l'agglomération de Ménaka : une occasion pour le détachement des équipes civilo-militaires (CIMIC) de la force d'identifier un nouveau projet à soutenir au profit des habitants du Liptako.

Dans la zone agraire bordant le « premier quartier » et celui de Taikaren, les militaires français ont constaté, sur indication de la population, que l'eau ne remontait plus à la surface du puits. L'accès à l'eau est pourtant indispensable à l'irrigation des cultures voisines qui emploient au sein de ces deux quartiers plus d'une quarantaine d'agriculteurs. Il en va de l'avenir de ces familles, dépendantes des récoltes qui sont vendues au marché de la ville.

Peu après, le chef d'équipe CIMIC a pu rencontrer le comité des entrepreneurs qui a sélectionné une entreprise locale pour mener à bien ce projet financé par la force Barkhane. Après un entretien avec son directeur, l'adjudant David s'est entendu sur un devis qui permettra de rendre le puits à nouveau fonctionnel dans quelques semaines. Cette rénovation s'avère d'autant plus indispensable que la saison sèche doit encore durer trois mois.

La rénovation de ce puits intervient alors que plusieurs projets d'appui au développement vont être lancés dans les prochains mois par différents investisseurs. Projets qui comptent entre autres, la formation agricole de plus de deux cents jeunes sur cette même zone de Ménaka.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : La brigade prévôtale forme les futurs prévôts tchadiens

Mise à jour : 06/03/2019

Du 30 janvier au 1er février, la brigade prévôtale de la force Barkhane basée au camp Kossei, à N'Djamena, a dispensé une formation spécifique à des officiers de la prévôté tchadienne. Cette prévôté a été récemment créée dans le cadre de la dynamique d'opérationnalisation de la force conjointe du G5 Sahel (FCG5-S). Treize officiers de police judiciaire tchadiens ont pu suivre cette instruction et pourront ainsi assurer des missions de sécurité générale et de renseignement dans le cadre du G5 Sahel.

Au cours de leur formation, les officiers stagiaires ont été pris en charge par le lieutenant Emmanuel et le major Nicolas. Ils ont pu découvrir dans un premier temps les différentes missions de la prévôté : police judiciaire, police générale ou encore missions de renseignement. Puis, des cas concrets ont permis la mise en pratique des instructions reçues au cours de la semaine. Au cours de ce stage, une attention toute particulière a été portée aux relations entre les autorités judiciaires et les autorités militaires.

La formation a pris fin par une remise de diplômes en présence du procureur de la République tchadienne et du directeur « organisation emploi » de la gendarmerie. Le procureur de la République du Tchad, compétent en matière de terrorisme sur l'ensemble du territoire, est désormais le contact privilégié des futurs prévôts.

Cette formation, première de ce genre dans la région, s'inscrit dans le cadre du partenariat militaire opérationnel (PMO) de la force Barkhane avec les différentes forces armées du G5 Sahel.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Ravitaillement par hélicoptère Chinook lors d'une opération dans le Liptako

Mise à jour : 07/03/2019

Le 8 février, un hélicoptère britannique *Chinook*, intégré au sein du groupement tactique désert aérocombat (GTD-A) a réalisé une mission de ravitaillement au profit d'une colonne engagée en opération dans la région du Liptako. Cette dernière était composée d'une section des forces armées maliennes (FAMa) et de trois sections des forces armées nigériennes (FAN), appuyées par une section d'un groupement commando.

Opérant dans des zones souvent isolées et sur des périodes relativement longues, les commandos et leurs partenaires sont contraints dans leurs capacités d'emport. Le ravitaillement du CH-47 *Chinook* leur permet de poursuivre leur mission en conservant leur autonomie en carburant, mais aussi en vivres et en eau.

Le maréchal des logis-chef Philippe, JTAC (*Joint Terminal Attack Controller*), contrôleur aérien avancé du groupement de commandos a pour mission de coordonner par radio les manœuvres entre la section évoluant au sol et l'hélicoptère. Après confirmation du lieu et de l'horaire de la livraison, les séquences s'enchaînent. Ainsi, depuis la base permanente de Gao, le commandant du détachement britannique donne ses derniers ordres avant le décollage du CH-47 *Chinook*.

« Le Chinook peut transporter des véhicules, et jusqu'à 21 personnes. Il peut également acheminer près de 4 tonnes de fret, en fonction de la distance et de la température extérieure. De plus il dispose de mitrailleuses et de leurres pour assurer sa sécurité » explique le lieutenant Alexander, officier de liaison du détachement britannique.

Peu après avoir quitté Gao, le *Chinook* se pose sur la zone prévue. Sa sécurité est assurée au sol par les commandos qui forment un dispositif à 360 degrés et dans les airs par un hélicoptère *Tigre*. Très rapidement, les vivres, le fret et l'essence sont déchargés par les équipiers du groupe. Alors que le *Chinook* redécolle, les commandos organisent minutieusement la répartition de la livraison avant de reprendre le cours de leur mission dans la région Liptako.

Depuis juillet 2018, le détachement britannique a effectué près de 600 missions. « *Nous travaillons côte à côte avec les Français. Les* Chinook *font des missions en coopération avec des* Caïman *et des* Tigre*. Cette coopération se fait à tous niveaux, de la planification à la conduite vol* » précise le lieutenant Alexander, avant d'ajouter : « *Petit à petit notre partenariat évolue. Les processus de planification, après six mois de travail en commun, sont bien rodés. Les militaires anglais sont à l'aise avec les soldats français et réciproquement* ».

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Formation au profit des infirmiers des Forces armées maliennes

Mise à jour : 07/03/2019

Le 19 février 2019, les militaires français du service de santé des armées (SSA) engagés au sein de l'opération Barkhane ont conduit à Gao une action de formation à destination de cinq infirmiers des Forces armées maliennes (FAMa).

Menée par le médecin en chef Julien, cette formation visait à perfectionner les savoir-faire des jeunes sous-officiers et militaires du rang des services de santé militaires maliens. La séance d'instruction du jour portait sur des procédures radio à mettre en œuvre dans le cadre d'une demande d'évacuation médicale.

Pour le médecin en chef Julien, cette formation est complémentaire des mises en situation de secourisme au combat: « les infirmiers présents ici ont déjà reçu plusieurs formations par Barkhane, notamment lors d'ateliers dédiés au secourisme au combat. Aujourd'hui, l'enjeu est d'uniformiser nos procédures radio pour améliorer les évacuations médicales. Nous faisons un effort particulier sur la qualité du message à transmettre et la description précise de l'état du blessé ».

Pour les infirmiers maliens, cette formation leur permet d'expliquer avec précision les premiers soins qu'ils ont effectués sur le blessé afin d'en faciliter la prise en charge.

Enfin, désormais formés sur ces procédures, les infirmiers pourront à leur tour transmettre ce savoir-faire au sein de leurs propres unités.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-

Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Création d'un poste de commandement de coordination et de sécurité (PCCS) à Ménaka

Mise à jour : 08/03/2019

Le 13 février 2019, à l'initiative du chef de corps du groupement tactique déser *Bir-Hakeim*, tous les acteurs de la sécurité de Ménaka se sont réunis au Gouvernorat afin d'entériner la création d'un poste de commandement de coordination et de sécurité (PCCS). Outre les représentants de la force Barkhane et des forces armées maliennes (FAMa), ce PCCS, qui a vocation à se réunir toutes les semaines, rassemble les autorités des forces de police et de gendarmerie, ainsi que celles de la garde nationale malienne et du bataillon nigérien de la Mission multidimentionnelle intégrée des Nations-Unies pour la stabilisation du Mali (MINUSMa).

« *Il est important que des patrouilles conjointes aient lieu les jours de marché mais également dès lors qu'il y a du monde en ville* » annonce le capitaine Igona de la Garde Nationale. Le capitaine Marc, commandant le SGTD NOIR a quant à lui tenu à ce que chacun contribue à cette initiative à la hauteur de ses moyens. Ainsi, plusieurs véhicules, dont un sanitaire, seront fournis par la police. La Garde Nationale en proposera également, qu'elle renforcera de personnels de la gendarmerie locale. Les FAMa ainsi que le bataillon nigérien de la MINUSMa déploieront également des pickups et des véhicules blindés. La force Barkhane, quant à elle, sera en charge de coordonner les efforts, mission qu'elle effectuera à l'aide de ses propres unités blindées.

Trois zones de responsabilité ont été créées et réparties entre les différentes autorités. A l'intérieur de la première, la police de la MINUSMa et la police malienne effectueront des patrouilles à pied. Les FAMa et le bataillon nigérien évolueront en véhicules au sein de la seconde. Enfin, la force Barkhane conduira un contrôle de zone dans la troisième.

Les premières actions de sécurisation de la ville de Ménaka coordonnées par le PCCS ont d'ores et déjà débutées.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Sécurisation des travaux de construction du camp malien d'Andéramboukan

Mise à jour : 08/03/2019

Les soldats de la force Barkhane mènent une opération visant à sécuriser les travaux de construction d'une base opérationnelle avancée temporaire (BOAT) des forces armées maliennes (FAMa) à Anderamboukan, au cœur du Liptako, à la frontière avec le Niger.

Début février au départ de Ménaka, 68 véhicules se sont élancés le long de la Route Nationale 20 qui relie Ménaka à Anderamboukan. Sur près de 100 km de piste, les transporteurs de la MINUSMa en charge de l'acheminement des matériaux de construction étaient escortés par des éléments FAMa et un détachement du groupement tactique *Bir-Hakeim*. La préparation et la coordination entre les partenaires ont permis au convoi de rejoindre Anderamboukan rapidement.

Sur place, les chefs de détachements français et maliens ont été reçus par les autorités locales. A cette occasion, les responsables du chantier ont rappelé le projet de construction du camp et ses bénéfices sécuritaires.

Accompagnés par les militaires de Barkhane, les sapeurs maliens ont pris les premières mesures, marquant les angles de la future emprise, suivant le plan de défense du camp, proposé par les sapeurs français. Les différents véhicules de chantier ont enfin chargé du sable afin d'ériger les premiers murs d'enceinte et permettre la construction des postes de combat et de surveillance.

Le chantier se poursuit et la base d'Anderamboukan devrait être opérationnelle sous peu afin d'accueillir à terme une garnison FAMa, marquant de manière significative le retour des forces de sécurité dans le Liptako malien.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

CHAMMAL (IRAK)

CHAMMAL : Chancelier sur la base aérienne projetée

Mise à jour : 04/03/2019

Le sergent-chef Fatih est chancelier sur la base aérienne projetée (BAP) au Levant. Il est chargé de l'établissement des décorations, récompenses et notations, mais également de l'établissement des sanctions si nécessaire.

Déployé au sein du pôle appui commandement de la BAP pour sa deuxième opération extérieure, le sergent-chef Fatih occupe un rôle central pour les militaires déployés de l'opération Chammal.

Seul chancelier de l'Armée de l'air déployé sur le théâtre, il est engagé pour un mandat de quatre mois.

Affecté en métropole sur une base aérienne du sud-est de la France, il y occupe le poste de chancelier depuis septembre 2017. « J'ai passé neuf ans à l'état-major des Armées à Paris en qualité de secrétaire d'autorité et de division, détaille le sous-officier. En quittant la région parisienne, j'avais envie de me spécialiser en chancellerie. » Ce poste représente le début d'une nouvelle carrière pour ce sous-officier.

En opération extérieure, au vu du caractère particulier des opérations, le chancelier est amené à proposer des lettres de félicitations, des témoignages de satisfaction et des décorations comme la médaille Outre-mer ou la croix de la valeur militaire. Il est chargé de vérifier et d'analyser les travaux réalisés par les chefs de détachement, puis de présenter ce travail au commandant de la base aérienne projetée. « *La croix de la valeur militaire est délivrée pour des actions d'éclat,* souligne le sergent-chef*. C'est un travail de rédaction intéressant pour mettre en avant les missions et les actions des équipages* ». Outre les décorations et les récompenses, le sergent-chef s'occupe également du suivi des notations du personnel de la BAP au travers des feuillets de notation intermédiaire délivrés avant leur départ, ainsi que des sanctions. « *Sur demande du commandant de la base, je peux également établir des lettres de mise en garde et demander des jours d'arrêt voire des rapatriements pour raison de service, plus communément appelés "vols bleus"* » explique Fatih.

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation » au profit d'unités de sécurité nationales irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

CHAMMAL : Exercice d'engagement du brin d'arrêt

Mise à jour : 06/03/2019

Le 28 janvier, un F-15 américain a procédé dans le cadre d'un entrainement à l'engagement des deux brins d'arrêt de la piste de la base aérienne projetée au Levant. Une certification annuelle obligatoire, fruit d'une coopération entre Jordaniens, Américains et Français.

Le brin d'arrêt est un câble tendu en travers de la piste qui permet de stopper un avion de chasse dans l'impossibilité de s'arrêter par ses propres moyens sur la longueur de piste disponible (atterrissage d'urgence, panne de freinage, vitesse trop élevée en fin de bande). Sur la base aérienne jordanienne, ce système de brin d'arrêt mobile est mis en place par les Américains. Il a vocation à arrêter un aéronef d'une masse allant jusqu'à 31 tonnes lancé à une vitesse maximale de 330 km/h, pour une distance d'arrêt de 382 mètres maximum. Pour ce faire, les avions doivent accrocher le brin en fin de bande avec la crosse de l'appareil. Il permet ainsi de ralentir l'avion dans de bonnes conditions pour l'appareil et le pilote.

L'avion américain rejoint le point d'arrêt de la piste 31 afin de simuler un décollage. Il prend progressivement de la vitesse. Brutalement, il effectue un freinage, sort la crosse puis engage le brin d'arrêt situé en fin de bande. Le système d'arrêt d'urgence fonctionne et stoppe l'appareil.

Cet exercice annuel programmé depuis plusieurs semaines, a permis de certifier les deux brins. C'est sur cette piste que décollent tous les jours, les Rafale français en mission dans le cadre de l'opération Chammal. C'est également la plateforme de déroutement des avions américains de la base voisine.

Cette certification était donc indispensable pour garantir la sécurité des équipages. Il représente un élément de sécurité indispensable en cas de panne au décollage ou à l'atterrissage.

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation» au profit d'unités de sécurité nationales irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

CHAMMAL : Pompier de l'air sur la base aérienne projetée au Levant

Mise à jour : 08/03/2019

Le capitaine Sam, pompier de l'air, commande un détachement de onze aviateurs sur la base aérienne projetée au Levant.

Déployé en Jordanie pour sa deuxième opération extérieure, le capitaine Sam assure le commandement de l'escadron de sécurité incendie et sauvetage de la base aérienne projetée au Levant. « *En France, nous nous entraînons toute l'année pour intervenir, détaille le capitaine. Ici, nous percevons la finalité de notre travail : l'appui aux opérations aériennes* ».

Engagé dans l'Armée de l'air en 2008, le capitaine a suivi durant trois mois une formation militaire à Salon-de-Provence, avant de se spécialiser au centre de formation des techniciens de la sécurité de l'Armée de l'air à Cazaux. Depuis, il gravit progressivement les échelons et gagne en expérience. « *A Lyon Mont-Verdun, j'ai appris les spécificités d'un ouvrage enterré puis j'ai basculé en état-major où j'ai pu suivre les évolutions du NRBC (Nucléaire, radiologique, biologique et chimique) »* souligne l'officier. Actuellement affecté sur une base aérienne du sud-est de la France, il y commande depuis 2017 un détachement de 110 pompiers de l'air.

Sur la base aérienne projetée au Levant, les pompiers ont trois missions principales. « *Nous sommes présents pour la protection aéronautique des aéronefs et des équipages, souligne l'officier. Nous sommes également responsables de la protection des infrastructures et du personnel de la base. Enfin, nous devons être prêts à réagir dans le domaine de la défense NRBC* ». Avec un effectif de onze militaires sous son commandement, le capitaine Sam, est aussi qualifié pour être le commandant des opérations de secours en cas de crise. « En cas d'évènement grave, mon rôle serait de coordonner l'intervention des secours et de conseiller le commandant de base », insiste-t-il.

Les moyens humains sont dimensionnés selon les besoins de la plateforme. « *Les types d'aéronef en fonction du volume de kérosène embarqué déterminent le nombre de pompiers sur la plateforme, souligne l'officier. Un A400M, par exemple, nécessite l'intervention de neuf pompiers et de quatre véhicules. Pour un Rafale, nous ne sollicitons que deux véhicules* ». Avant chaque

mouvement, les pompiers préparent leur prise de garde en vérifiant le bon fonctionnement du matériel. « Après le décollage, les pompiers restent systématiquement d'alerte pour assurer un retour en cas de panne » explique le capitaine.

Ponctuellement, les militaires français et jordaniens organisent des exercices pour favoriser les échanges et apprendre à se coordonner en situation d'urgence.

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation» au profit d'unités de sécurité nationales irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

MISSIONS MARITIMES

Mission Clémenceau

Une belle danoise et une portugaise généraliste

http://lemamouth.blogspot.com/ lundi 4 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Elles sont arrivées ce weekend et repartiront demain, constituant la garde rapprochée du fer de lance de la marine, qui appareille demain.

La **Niels Juel** danoise est la plus récente des deux. Construite au Danemark, ce navire racé est entré en service en début de décennie. Sa vocation est la défense antiaérienne, elle arbore d'ailleurs le même radar SMART-L que la FDA française qui suivra le porte-avions en mer, et un radar multifonctions APAR (tous deux issus de Thales Nederland). Pour ses 5850 tonnes à la mer, c'est un très beau réservoir à missiles et elle emploie aussi la torpille légère franco-italienne Mu-90. Elle n'est servie que par 101 marins, c'est-à-dire moins qu'une FREMM.

Il faut noter que cette participation s'inscrit dans un resserrement des liens franco-danois. Le pays a annoncé la semaine dernière apporter deux précieux hélicoptères AW101 à l'opération Barkhane, en décembre.

La Portugaise **Corte-Real** a été construite en Allemagne, et est entrée en service en 1992. Cette frégate de la classe des 3000 tonnes est plutôt une généraliste.

A ce stade, on ignore combien de temps ces deux navires seront intégrés au GAN. Des navires britannique, australien, américain, doivent aussi rejoindre durant la mission Clémenceau.

Ses défenses « cyber » renforcées, le porte-avions Charles de Gaulle a appareillé de Toulon pour la mission Clemenceau

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 5 mars 2019



Cela faisait plus de deux que le porte-avions Charles de Gaulle n'avait plus quitté Toulon et ses environs en raison d'un arrêt technique majeur [ATM], qui aura permis de moderniser son système de combat et ses installations aéronautiques ainsi que de recharger ses chaufferies nucléaires et de vérifier plusieurs points critiques [usine électrique, les catapultes, les lignes d'arbre, et les ailerons de stabilisation].

Désormais, le porte-avions est doté de nouveaux capteurs : le radar SMART-S a remplacé les DRBJ-11B et deux tourelles optroniques EOMS NG pour la surveillance, l'acquisition et la poursuite de cible complètent désormais le système ARTEMIS, qui permet d'assurer une surveillance permanente à 360° des menaces conventionnelles et asymétriques.

Si les radars DRBV-26D [veille air lointaine en bande D, avec portée de 500 km] et l'Arabel [utilisé pour désigner les cibles aux missiles Aster 15, en bande X et d'une portée de 100 km] ont été conservés, les deux DRBN-34 ont été démontés pour mettre à la place des Terma Scanter 6000 pour la navigation.

La fibre optique a remplacé les fils de cuivre et le système d'exploitation naval des informations tactique [SENIT-8] repose sur le protocole IP. Le central opérations a été modernisé avec le remplacement des vieilles consoles par des interfaces dignes de l'époque [écrans plats, claviers, etc…]. Des écrans géants fixés sur les cloisons permettent de suivre la situation en temps réel, de même qu'une table traçante numérique tactile.

Le risque cyber a évidemment été pris en compte, comme l'expliqe le commandant des opérations [COMOPS] du navire dans les colonnes de la revue Air Fan.

« Les serveurs du porte-avions ont été rénovés et un système de surveillance a été installé pour contenir les cyber-attaques. Il est scindé en plusieurs centres de surveillance armés par des spécialistes formés à détecter et contrer ce type d'attaque. Nous sommes résolument entrés dans une logique de développement de la cyber-résilience à tous les niveaux. Nous avons un noyau de personnes affectées à différents services du bord. Ils s'attachent à vérifier que tous nos systèmes demeurent étanches aux éventuelles tentatives d'intrusion et de perturbation en utilisant des outils spécifiques, des sauvegardes et des techniques avancées », a confié le COMOPS.

Étant que la prédominance des systèmes informatiques, cet accent sur la défense « cyber » d'un navire tel qu'un porte-avions montre que les menaces auxquelles il s'expose désormais ne se limitent plus à une torpille bien envoyée ou à une attaque aérienne…

Après sa sortie du bassin, ses essais en mer et la qualification du groupe aérien embarqué [GAé], le porte-avions Charles de Gaulle, avec 30 Rafale à bord, a terminé sa remontée en puissance en prenant part, en février, à l'exercice FANAL, au cours duquel près de 250 catapultages et appontages ont été effectués.



Désormais fin prêt pour reprendre les opérations, le « Charles de Gaulle a donc appareillé de Toulon, ce 5 mars, pour une mission de 4 mois, appelée « Clemenceau ». Cette dernière, détaille le ministère des Armées, doit lui « permettre de participer aux opérations aéromaritimes en Méditerranée orientale et au Levant, d'accroître la connaissance des zones traversées, de renforcer la coopération européenne et de nourrir les partenariats stratégiques que la France entretient au Proche et Moyen-Orient, ainsi qu'en océan Indien. »

Malgré la demande de Tokyo de le voir faire une escale au Japon, le groupe aéronaval français ne devrait pas s'aventurer dans les eaux de la mer de Chine méridionale. Du moins n'est-ce pas « prévu »… Il faut dire que cela froisserait Pékin…

En effet, le ministre britannique des Finances, Philip Hammond, a ainsi récemment reconnu que l'annonce faite par Gavin Williamson, son collègue de la Défense, au sujet d'un déploiement à venir du porte-avions Queen Elizabeth en mer de Chine méridionale avait rendu plus compliquées encore les relations entre Londres et Pékin, alors que les échanges commerciaux sino-britanniques ont atteint un niveau record en 2017.

Quoi qu'il en soit, le porte-avions Charles de Gaulle et son escorte auront un programme assez chargé, avec une participation à l'opération Chammal au Levant [alors que le califat auto-proclamé par l'État islamique vit ses dernières heures] ainsi qu'à plusieurs manœuvres aéronavales [Ramsès en Égypte, « Varuna » en Inde et un exercice avec la marine japonaise dans l'océan Indien]. Enfin, il est prévu une escale à Singapour, à l'occasion de la tenue du Shangri-La Dialogue, en juin.

Pour ce déploiement, le « Charles de Gaulle » dispose de 20 Rafale Marine, de 2 E2C Hawkeye [pour le guet aérien], de 2 Dauphin Pedro et d'un hélicoptère NH-90 NFH Caïman. Son escorte [Task Force 743] se compose de la frégate de défense aérienne [FDA] « Forbin », de la frégate multi-missions [FREMM] « Provence », du Bâtiment de commandement et de ravitaillement [BCR] « Marne » et d'un sous-marin nucléaire d'attaque [SNA]. Deux autres frégates – l'une danoise [Niels Juel], l'autre portugaise [Corte Real] – complètent ce dispositif.

Car, en effet, la TF 473 accueillera, au fil de ce déploiement, d'autres navires, notamment européens. Elle « pourra en effet s'appuyer, en son sein et au cours de différents moments de la mission Clemenceau, sur des bâtiments issus de plusieurs marines étrangères. Ce sont le Portugal, le Danemark, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Australie et les Etats-Unis qui nous rejoignent dans le déploiement du groupe aéronaval », souligne le ministère des Armées.

« C'est d'abord un message européen. Car chaque frégate alliée qui se joint au GAN, chaque hélicoptère qui apponte sur le Charles de Gaulle, c'est une des étoiles de notre drapeau européen. Celles qui, ensemble forment ce cercle parfait, symbole d'unité et de coopération », a commenté Florence Parly, la ministre des Armées, en s'adressant à l'équipage du porte-avions.

Clemenceau tire ses premières GBU

http://lemamouth.blogspot.com/ jeudi 7 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

A peine quitté le port, le **Charles-de-Gaulle** a tiré ses premières bombes guidées laser hier après-midi. Quatre Rafale ont été catapultées avec deux fois plus de bombes, pour des tirs d'entraînement, avant d'éventuels, au-dessus de la Syrie ou de l'Irak.

Le commandant du groupe aérien figurait parmi les tireurs. Les deux flottilles déployées, **12F** et **17F** se sont partagé les avions et les tirs.

Outre les missions dans OIR, qui devraient commencer rapidement, le navire et son groupe aéronaval seront placés de fait en Medor, donc capable également d'assurer des missions aéromaritimes.

Aucune communication n'a été faite sur la nature précise des missions sur le pourtour du bassin méditerranéen, que cela soit en Libye ou en ZIS.

Mission Jeanne-d'Arc

Jeanne d'Arc 2019, "une mission mythique"

Mise à jour : 04/03/2019 – Direction : Sirpa Marine

Le 25 février 2019, le Porte-hélicoptères amphibie (PHA) Tonnerre et la Frégate (FLF) La Fayette ont appareillé pour la mission Jeanne d'Arc 2019, avec, à leur bord, 130 officiers-élèves qui, durant cinq mois, se prépareront à leurs futures responsabilités à bord des unités de la Marine nationale. La cérémonie de départ a été présidée par le Général d'armée François Lecointre, Chef d'Etat-Major des Armées, qui s'est adressé directement aux officiers-élèves et a rappelé les enjeux de la mission : "*Une mission mythique, qui est d'une certaine manière la mère de toutes les missions de la Marine nationale.* »



Au cours de leur déploiement, le PHA *Tonnerre* et la frégate *La Fayette* formeront, avec les détachements de l'armée de Terre embarqués (150 militaires et 2 hélicoptères Gazelle), un groupe amphibie capable d'intervenir sur un parcours de plus de 22 000 nautiques, de la mer Méditerranée, au golfe du Mexique en passant par l'océan Indien. Il s'agit du premier déploiement opérationnel de longue durée pour cette nouvelle promotion de l'école d'application des officiers de marine. Au fil des jours en mer, ces 130 officiers français et étrangers seront amenés à participer à des activités opérationnelles, mettant en œuvre des moyens modernes. D'autres stagiaires d'horizons variés les rejoindront pour découvrir la vie embarquée en équipage : administrateurs des affaires maritimes, médecins des armées, ingénieurs de la Direction Générale de l'Armement, sous-lieutenants de l'Ecole militaire de Saint-Cyr Coëtquidan…

Le groupe « Jeanne d'Arc » apportera son soutien aux opérations de lutte contre le terrorisme et de lutte contre la piraterie (opérations Sea Guardian, Enduring Freedom, Atalanta). Il remplira aussi des missions de souveraineté, affirmant la présence française en mer, en particulier dans le canal du Mozambique, au large de la Guyane ou encore dans la zone des Antilles. Cette mission opérationnelle constitue un cadre idéal pour la formation pratique des officiers de marine avant leur affectation dans les forces, à l'été prochain.

A lire aussi : Départ de la Mission Jeanne d'Arc 2019 https://www.colsbleus.fr/articles/11253

A propos de la mission Jeanne d'Arc 2019 https://www.colsbleus.fr/articles/11251

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Autres missions

Une frégate et un avion Falcon 200 de la Marine pour surveiller le trafic maritime au large de la Corée du Nord

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 8 mars 2019



À la suite des essais nucléaires et des tirs de missiles balistiques nord-coréens, le Conseil de sécurité des Nations unies a pris une série de sanctions à l'égard de la Corée du Nord. Il est ainsi interdit à cette dernière d'exporter du charbon, de l'acier et du textile. Et ses approvisionnements pétroliers ont été drastiquement limités.

Au niveau diplomatique, Pyongyang ne cesse de réclamer la levée de ces sanctions internationales en échange de son engagement en faveur de la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Ce qui, en l'état, n'est pas possible, d'autant plus que les dirigeants nord-coréens sont soupçonnés de tenir un double discours, les rapports d'un groupe d'experts des Nations unies ainsi que ceux de centre d'études [en particulier américains] assurant que la Corée du Nord poursuit ses activités nucléaires et balistiques alors qu'elles sont censées être à l'arrêt.

Quoi qu'il en soit, la Corée du Nord arrive à se jouer des sanctions grâce à certaines complicités [ou à une bienveillante indifférence] et en ayant recours des sociétés écrans, aux paradis fiscaux, à des documents falsifiés ainsi qu'à des navires « maquillés » ou naviguant sous des pavillons de complaisance.

En décembre 2017, l'imagerie satellitaire avait permis de découvrir que des navires chinois et nord-coréens se rencontraient en pleine mer pour transférer illégalement du pétrole. Entre janvier et août 2018, un tel scénario se serait répété 148 fois, selon le Wall Street Journal, citant un source diplomatique.

D'où la mission de la frégate de surveillance « Vendémiaire » et d'un avion Facon 200 de la Marine nationale. En effet, indique l'État-major des armées [EMA], et comme cela avait été annoncé en janvier dans le cadre du dialogue 2+2 franco-japonais, ces moyens seront prochainement déployés en mer du Japon [ou en mer Jaune] au titre de la « coopération interalliée » visant « à lutter contre le contournement des sanctions du Conseil de Sécurité des Nations Unies par la Corée du Nord. »



« Cet engagement aérien et maritime permet, grâce aux capacités d'observation et de détection des moyens français déployés, de contribuer à la lutte contre les transbordements illicites réalisés par la Corée du Nord. Il témoigne de la volonté française de faire appliquer le droit international en lien avec ses autres partenaires impliqués, dont le Japon, et les États-Unis », fait valoir l'EMA.

Un officier de liaison français sera affecté à bord de l'USS Blue Ridge, qui fait office de navire amiral de la VIIe flotte de l'US Navy basée dans l'océan Pacifique.

Avec 25 commandos marine à son bord, la frégate « Vendémaire » est habituée à intervenir contre les trafiquants de drogue et les chalutiers pêchant illégalement dans les eaux françaises. Là, elle aura à faire face à des navires au tonnage plus imposant et qui ne se montreront pas forcément coopératifs… Niveau armement, elle est dotée d'une tourelle de 100 mm, de 2 canons de 20 mm, de 4 mitrailleuse de 12,7 mm et de deux missiles anti-navires MM-38 Exocet.

Quant au Falcon 200 « Guardian », mis en œuvre par un équipage de 6 personnes, dont un chef de bord, un pilote un mécanicien navigant [« MecBo »], un radio et 2 radaristes-navigateurs, il est aussi habitué à mener des missions dites de « tenue de situation de surface ». Pour cela, il est équipé d'un radar à compression d'impulsion lui permettant de repérer des navires croisant jusqu'à 140 nautiques de sa position.

MISSIONS OTAN

Actualités OTAN

12 mines au tableau de chasse de l'Otan en Manche

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 07.03.2019 Par Philippe Chapleau



Du lundi 18 février à ce jeudi 7 mars, une opération internationale de guerre des mines, organisée dans le cadre de la mission *Historical Ordnance Disposal* (HOD), s'est tenue en Manche et mer du Nord.

Assurée par des bâtiments de guerre appartenant au *Standing Nato Mine Countermeasures Group 1* (SNMCMG 1) et placée sous les ordres du commandant du *HDMS Thetis* (Danemark), le groupe se composait des chasseurs de mines *BNS Bellis* (Belgique), *FGS Dillingen* et *Homburg* (Allemagne) et *CMT Andromède* (France).



Intégré à la *NATO Response Force* (NRF), le groupe a assuré à l'Alliance une capacité permanente de guerre des mines et a multiplié les découvertes et destructions de munitions historiques lors de ce déploiement en Manche.

Le mercredi 20 février, le BNS *Bellis* a détruit une *Luftminen* de type B (LMB) représentant 697 kg d'équivalent TNT. Le jeudi 21 février, le *FGS Homburg* a détruit une LMB représentant 700 kg d'équivalent TNT. Le vendredi 22 février, le *CMT Andromède* et le *FGS Dillingen* ont détruit respectivement une LMB pour 845 kg d'équivalent TNT et une une bombe américaine de 1000 livres pour 250 kg d'équivalent TNT. Le dimanche 24 février, le *FGS Dillingen* a détruit une *Luftminen* de type A (LMA) représentant 330 d'équivalent TNT. Le lundi 25 février, le *BNS Bellis* a détruit six bombes américaines de 1000 livres pour 1274 kg d'équivalent TNT.

Une dernière opération de contre-minage s'est déroulée le jeudi 28 février par le *FGS Dillingen* qui a détruit une LMA pour 430 d'équivalent TNT.

Au bilan de cette opération, douze engins explosifs historiques ont été neutralisés au large du Tréport, représentant 4526 kg d'équivalent TNT. Il s'agit d'un bilan record depuis dix ans pour la force otanienne déployée en Manche chaque année.

MISSIONS DE L'UNION EUROPÉENNE

Mali

Un drone survole le QG d'EUTM Mali, la force protection réagit

http://www.bruxelles2.eu/ 9 Mar 2019 Bamako, drone, EUTM Mali, Force protection

(B2) Les soldats européens qui assurent la protection de la mission de l'UE de formation de l'armée malienne (EUTM Mali) ont « *répondu avec feu ciblé sur un drone qui a été détecté alors qu'il survolait illégalement* » le quartier général à Bamako a précisé jeudi (7 mars) la mission dans un tweet. Une « *mesure défensive limitée* [qui] *ne constituait à aucun moment une menace pour la population locale* » a ajouté le porte-parole, afin de rassurer la population des alentours.

Trois coups de feu

Il était 13h30 environ. Deux des sentinelles qui montaient la garde, se sont dirigés sur la route « *à 100 mètres de leur poste pour tirer sur un drone qui survolait la zone en progressant vers la base de l'EUTM. Les tirs n'ont pas touché la cible et l'appareil a aussitôt rebroussé chemin* » précise Mohamed Salaha du journal malien Nord Sud qui a recueilli plusieurs témoignages sur place.

Une peur dans le quartier

Les trois coups de feu qui ont retenti ont semé la panique dans ce quartier d'affaires, dénommé ACI 2000, selon notre confrère malien. « *Tout le monde dans le coin a eu peur. Certains couraient dans tous les sens. La scène n'a pas dépassé cinq minutes. Ils ont tiré et ont regagné tranquillement leurs postes sans dire mot à quelqu'un* », témoigne un homme qui tient un kiosque juste en face de la base. « *Dès que les coups de feu ont retenti, l'appareil a automatiquement fait demi-tour. C'est comme si le manipulateur de l'appareil était là avec nous*. »

Les raisons du survol inconnues

On ne connait pas la fonction du drone, ni raison du survol ou son propriétaire. « *Les autorités maliennes ont été averties* » précise-t-on du côté d'EUTM Mali. Une enquête doit être diligentée.

Nicolas Gros-Verheyde

8 – MISSINT

SERVICE NATIONAL

Le SNU sera lancé le lundi 4 mars, à Évreux

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 03.03.2019 Par Philippe Chapleau



Le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, Gabriel Attal, lancera la campagne de recrutement du futur "Service national universel" demain lundi, dans l'Eure. Près de 2 000 jeunes suivront le SNU dès cette année, du 16 au 28 juin.

Cet entretien avec mon confrère Stéphane Vernay est paru ce matin dans *Dimanche Ouest-France*.

À quoi ressemblera le futur « Service national universel » ?

Il se fera en deux phases, une obligatoire et une facultative. La phase obligatoire sera divisée en deux périodes de quinze jours : deux semaines de cohésion en hébergement collectif pour commencer, puis deux semaines de mission d'intérêt général, auprès d'une association, d'une collectivité ou d'un corps en uniforme, type pompiers, police, gendarmerie, armée… La phase facultative se fera sous forme d'un volontariat de trois mois dans un dispositif existant, comme le service civique, le service sanitaire, la garde nationale ou les jeunes sapeurs-pompiers volontaires.

Qui le fera, et quand ?

À terme, tous les garçons et les filles l'année suivant la classe de troisième. Les deux semaines en hébergement collectif, qui vont débuter pour 2000 jeunes dès le mois de juin, comprendront un bilan de santé et de maîtrise de la langue française, des activités de plein air, des moments autour des valeurs de la République, des questions d'environnement et des formations à la sécurité civile : gestes qui sauvent, réaction à un accident, une catastrophe, un attentat.

Ils feront tout cela dans leur région d'origine ?

Non, pas pour cette première partie en hébergement collectif. Un des principes du SNU est de retrouver le creuset républicain qui était visé autrefois par le service national, recherchant la mixité sociale et la cohésion des territoires. Nous voulons préparer les jeunes à vivre dans une société dans laquelle les risques ont évolué, les encourager à s'engager et leur faire découvrir de nouveaux horizons. D'où l'obligation de faire ces quinze jours loin, au contact de camarades qui viendront de toute la France. Ce sera différent pour les 15 jours de mission d'intérêt général, qui pourront être répartis sur plusieurs semaines et seront à faire au sein d'une structure près de chez soi. Les jeunes recevront plusieurs propositions de missions et de structures d'accueil dans cette phase-là. Ils pourront faire le choix de leur engagement.

Qui est concerné par le test de juin que vous évoquez ?

150 à 200 jeunes qui se porteront volontaires dans treize départements pilotes. Dans l'Ouest, cet hébergement aura lieu au lycée Lesage de Vannes (Morbihan), au lycée professionnel Olivier-Guichard de Guérande (Loire-Atlantique) et dans trois établissements, les lycées Senghor, Aristide Briand et le lycée horticole d'Évreux (Eure). J'ai demandé aux préfets et aux recteurs d'académie concernés de dresser le profil de la jeunesse de chacun de ces départements de façon à ce que ces premiers groupes soient représentatifs, en termes de milieu social d'origine, de jeunes en situation de handicap, en apprentissage ou en décrochage scolaire.

Vous aurez suffisamment de candidats pour cela ?

J'en suis persuadé. C'est même l'inverse que je redoute. Les premières remontées montrent que les jeunes sont très, très intéressés. Les filles, notamment, sont très demandeuses. Qu'est-ce qui les motive ? Les formations de protection civile, l'envie très forte de rencontrer d'autres jeunes, de milieux sociaux différents, d'autres régions…

Qui assurera les formations ?

Des experts dans chacun des domaines concernés : Croix-Rouge, pompiers, éducateurs spécialisés… L'encadrement des centres, organisés en maisonnées de 10 jeunes, sera assuré à la fois par des professionnels volontaires de l'Éducation nationale et des militaires, à raison d'un adulte pour cinq jeunes, ce qui assure un encadrement très élevé.

Il a été dit qu'ils porteraient un uniforme ?

Je préfère parler de « tenue commune » plutôt que d'uniforme. Nous avons lancé un challenge auprès de treize lycées dotés d'une filière mode ou design, en leur demandant d'imaginer un ensemble qui comportera les couleurs tricolores, les symboles et la devise de la République. Nous réunirons un jury la semaine du 24 mars, au ministère, pour choisir. Il sera composé de quatre personnalités, dont une jeune lycéenne d'Angers, membre du conseil national de la vie lycéenne.

La tenue sera disponible dès juin ?

Oui, et elle sera donnée aux jeunes, qui seront invités à la conserver. Je voudrais qu'ils puissent l'utiliser en cas de crise, de façon à être identifiés tout de suite comme des gens formés aux premiers secours, capables de participer. Elle pourra également être portée lors des cérémonies patriotiques.

Que chercherez-vous à évaluer lors du test de juin ?

Nous voulons nous assurer que nos organisations fonctionnent, que le système d'affectations est bon, que le taux d'encadrement est adapté, nos modules d'enseignement efficaces. Nous évaluerons également l'intérêt de ces quinze jours pour les jeunes, pour voir si c'est bien facteur de cohésion et si ça leur ouvre de nouvelles perspectives, notamment en ce qui concerne les jeunes décrocheurs.

Quand étendrez-vous le dispositif à toute la France ?

Un premier rapport sur la question nous a suggéré de le faire progressivement pour un déploiement complet en 2026, mais je voudrais aller plus vite. Si toutes les conditions matérielles et de sécurités étaient bien réunies, nous pourrions accélérer et tenter de le faire d'ici à 2022 ou 2023. Dès l'année prochaine, tous les départements accueilleront 150 à 200 jeunes volontaires. Nos treize départements pilotes continueront aussi, mais avec des effectifs en augmentation. À terme, il y aura 800 000 jeunes à former chaque année.

Combien tout cela coûtera-t-il, une fois le SNU pleinement déployé ?

Les estimations sont en cours, mais nous pensons être en deçà de 1,5 milliard par an. Ce sera très, très en deçà des estimations alarmistes qui chiffraient la proposition d'Emmanuel Macron à 7 milliards. Et il faut voir le SNU comme un investissement. En faisant le bilan de santé de chaque jeune, nous pourrons détecter des maladies à un stade précoce et en prévenir le développement. Le SNU aidera également à réduire le nombre de décrocheurs. Il y en a 3 millions aujourd'hui, à raison de 100 000 nouveaux par an, sachant que le coût moyen de prise en charge pour chacun est estimé à 230 000 €. À moyen et à long terme, le SNU se traduira par des économies.

Dans un autre registre : les jeunes participent-ils au Grand débat en cours ?

Les inquiétudes que nous avions se sont éloignées : ils se sont mobilisés grâce aux rendez-vous organisés pour eux, par les MJC, les Jeunes chambres économiques, les maisons des lycéens, le collectif Animafac et de multiples initiatives lancées sur Internet. Je réunirai tous ces collectifs au ministère mercredi prochain pour échanger sur les premières remontées. Vous avez vous-même participé à des réunions.

Qu'avez-vous observé ?

J'en ai suivi une vingtaine, effectivement. J'ai surtout entendu des préoccupations liées aux conditions de vie des jeunes, notamment en matière de mobilité et de pouvoir d'achat. L'avenir de la planète et l'environnement étaient également des thèmes très présents dans les échanges.

Que pourriez-vous proposer en réponse à cela ?

Je commence à avoir quelques idées. Sur le pouvoir d'achat, la réflexion s'ouvre sur le revenu universel d'activité aux jeunes. Prévu dans le cadre du plan pauvreté, il permet de regrouper plusieurs aides en une seule, et donc d'obtenir toutes celles auxquelles vous avez droit. Mais les jeunes ne font pas partie du dispositif, alors qu'ils sont nombreux à ne pas demander toutes les aides auxquelles ils peuvent prétendre. Je regarde aussi du côté de la prime d'activité, dont les étudiants ne peuvent pas bénéficier. Il faut travailler à plus de 78 % d'un temps plein pour la toucher. Nous pourrions l'ouvrir aux jeunes qui travaillent à mi-temps, ou à tiers-temps.

Et sur la mobilité ?

J'avance beaucoup sur le sujet du permis de conduire. Il a déjà été décidé que les jeunes auront un module de formation au Code de la route pendant la phase obligatoire du SNU, et que nous leur fournirons un accès gratuit à une plateforme internet qui leur permettra de s'entraîner. Nous

leur paierons ensuite le passage du code, sans doute dans la foulée de la mission d'intérêt général. Et nous étudions la possibilité d'étendre cette prise en charge à la conduite pour ceux qui suivront la phase volontaire du SNU.

Les réservistes et les anciens de l'armée de terre sollicités pour encadrer le SNU

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 08.03.2019 Par Philippe Chapleau

Ce n'est pas surprenant... Le ministère des Armées est en recherche de cadres pour le SNU, même si "la contribution des Armées est en cours d'affinage".

On se souviendra que le recrutement des jeunes volontaires pour le service national universel (SNU) est officiellement lancé depuis lundi, avec un site dédié qui permet à des jeunes de participer à une première phase test au mois de juin. Entre 2 000 et 3 000 volontaires participeront à la première phase du service national universel du 16 au 28 juin prochain, en internat. Puis ils réaliseront une mission d'intérêt général auprès d'associations, de collectivités, ou de corps en uniforme pendant deux semaines entre juillet 2019 et juin 2020.

Pour cette phase test, la première quinzaine se déroulera en internat ou dans des bâtiments de l'armée. Les jeunes en uniforme seront encadrés par des militaires et éducateurs rémunérés.

Pour prendre les devants, un appel a été lancé par le MinArm pour sensibiliser les réservistes et les anciens militaires pour qu'ils encadrent "la préfiguration du SNU":

OBJET : recrutement de réservistes opérationnels et d'anciens militaires pour l'encadrement du SNU.

PRIMO :

Le service national universel (SNU) est en cours de montage sous la responsabilité du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse (MENJ). La contribution des armées est en cours d'affinage. L'encadrement de la phase 1 (internat obligatoire pendant 15 jours) sera constitué en partie de personnes ayant une expérience militaire. Dans le cadre de la préfiguration du SNU qui débutera dans quelques mois dans 13 départements, la chaine OTIAD sollicite en ce moment les volontaires parmi les anciens militaires et les réservistes.

SECUNDO :

Tout en veillant à la satisfaction de leur propre besoin en personnel de réserve, les unités des FT sont invitées, en appui des DMD, à contribuer à la recherche, parmi les anciens militaires d'active, militaires de réserve opérationnelle et anciens militaires de réserve opérationnelle, de volontaires pour encadrer la préfiguration du SNU sous statut civil.

TERTIO :

Les volontaires se rapprocheront de leur DMD pour postuler. A fins de suivi, les volontaires réservistes rendront compte de leur démarche à leur unité de rattachement.

Le commandement des forces terrestres, par exemple, a diffusé cette note, le 26 février, pour lancer un appel aux volontaires.

9 – Défense de par le Monde

Lettonie : le Ministère de la Défense commande des drones d'UAV Factory

Actualité Armées Actualité Défense Actualité Drones Actualité Drones militaires 7 mars 2019 | Par Justine BOQUET Apps & Drones



Les forces armées de Lettonie se dotent de drones Penguin C. © UAV Factory

Les forces armées lettones seront équipées de drones à voilure fixe produits par UAV Factory.

UAV Factory a annoncé le 5 mars avoir remporté un contrat avec le ministère de la défense letton en vue d'équiper les forces armées de drones à voilure fixe. Le nombre de plateformes commandées par la Lettonie n'a pas été révélé, de même que le montant du contrat.

Les drones, des Penguin C, permettront aux forces armées du pays de conduire des missions de surveillance et de reconnaissance. Ils pourront également être mobilisés lors d'opérations de lutte contre les incendies. Ils seront donc mis à contribution pour différents types d'opérations civiles, telles que la recherche et le sauvetage.

Etablie aux Etats-Unis et en Lettonie, l'entreprise UAV Factory a réussi à obtenir la confiance de la Défense lettone. « En général, les entreprises lettones parviennent à assurer la sécurité des systèmes même en cas de crises, ce qui représente un avantage notable au regard des défis sécuritaires de la région », a ainsi rapporté le Ministère de la Défense.

La flotte de drones développée par UAV Factory a à l'heure actuelle accumulée plus de 6 000 heures de vol. Le Penguin C'est la dernière version du Penguin développée par l'entreprise. Cette aile fixe dispose d'une endurance moyenne de 20 heures et peut réaliser des vols hors vue. Il peut ainsi évoluer dans un rayon de 100 km. « Le système complet, composé de trois drones, est mis en œuvre par une équipe de deux personnes. Il est transportable dans un minivan et peut être assemblé en moins d'une heure », détaille UAV Factory.

La France et l'Inde ont signé un accord dans le domaine de la surveillance maritime par satellite

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 7 mars 2019



L'océan Indien est vital pour l'économie chinoise. D'où ses investissements dans cette partie du monde, dans le cadre de sa stratégie dite des « nouvelles routes de la soie » [OBOR, pour One Belt, One Road] et le déploiement de ses forces navales afin de sécuriser ses approvisionnements et, plus généralement, ses flux commerciaux.

Or, cette présence navale est perçue par New Delhi comme une menace, voire un défi à sa sécurité. En effet, l'Inde voit dans cette stratégie chinoise une tentative d'endiguement, voire

d’encerclement. Et cela d’autant plus que la Chine a fait du Pakistan l’un de ses plus proches alliés.

Les relations indo-pakistanaises n’étant déjà pas les meilleures du monde, New Delhi et Islamabad ont également un différend territorial qui, appelé la « Sir Creek dispute », porte sur la limite de leurs zones économiques exclusives respectives au niveau du golfe d’Oman. Cette zone passe pour receler d’importantes ressources halieutiques ainsi que des réserves de pétrole et de gaz.

Outre la rivalité avec ses homologues pakistanaises et chinoises et la nécessité de protéger les voies commerciales, l’Indian Navy a évidemment la mission de surveiller la ZEE indienne ainsi que les approches maritimes du pays, notamment contre la menace terroriste.

En 2018, et afin de « casser » ce qui est vu comme un endiguement chinois, New Delhi a conclu un accord avec Paris afin de permettre aux navires de l’Indian Navy d’utiliser les bases navales françaises établies dans l’océan Indien, lequel revêt aussi un enjeu majeur pour la France et, plus largement, l’Union européenne [75% de ses exportations y transitent].

Et, le 6 mars, à l’occasion d’une visite à New Delhi de son président, Jean-Yves Le Gall, le Centre national d’études spatiales [CNES] a signé un autre accord de coopération afin de développer un système de surveillance maritime via l’imagerie spatiale avec l’Indian Space Research Organisation [ISRO].

Cet accord vise « à fournir un dispositif opérationnel de surveillance et de suivi du trafic maritime dans la région de l’Océan Indien, prévoit l’implantation en Inde, dès mai 2019, d’un centre de surveillance maritime, le partage de capacité permettant le traitement de données spatiales existantes et le développement en commun des algorithmes adaptés », explique le CNES.

Et cette dernier d’ajouter : « En ce qui concerne la phase suivante du programme, les études d’une infrastructure orbitale conjointe, dont l’exploitation sera partagée entre les deux pays, suivent leur cours. Le CNES travaille avec ses partenaires industriels et avec l’ISRO à l’élaboration de la solution technique la plus adaptée. »

« Nous avons avec l’Inde une relation qui s’intensifie et la surveillance maritime depuis l’espace constitue un sujet d’intérêt stratégique pour nos deux pays. C’est en nous appuyant sur l’intégration remarquable des équipes du CNES et de l’ISRO que nous avons pu faire preuve d’une très grande réactivité dans le déploiement de ce programme, lancé lors de la visite d’Etat en Inde du Président de la République, il y a tout juste un an », a fait valoir M. Le Gall.

Pour rappel, la Marine nationale française assure la surveillance maritime par satellite via le contrat Trimaran 2, attribué au consortium Airbus Defence & Space / Telespazio France en 2016, pour une durée de quatre ans. L’avenir sera sans doute aux nano-satellites de surveillance, développés par la start-up rennaise Unseenlabs.

Par ailleurs, M. Le Gall a profité de l’occasion pour évoquer, avec Sivan K, son homologue indien, les technologies relatives aux lanceurs réutilisables, les vols spatiaux habités [l’Inde a en effet des ambitions dans ce domaine] ainsi que les satellites climatiques franco-indiens [Megha-Tropiques et Saral-AltiKa, ndlr].

Photo : ESA

10 – Nos Forces Armées

Le ministère des Armées lance une procédure pour acquérir 75.000 pistolets semi-automatiques

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 4 mars 2019



« Nous avons également un pistolet qui date des années 1950! Très franchement, aujourd'hui, ni les forces de sécurité intérieures, ni les soldats étrangers que j'ai rencontrés cette année ne sont dotés d'une arme de poing des années cinquante! Nous devons donc étudier ces questions avec beaucoup d'intérêt », s'était exclamé le général Jean-Pierre Bosser, le chef d'état-major de l'armée de Terre [CEMAT], lors d'une audition parlementaire, en juillet 2017.

Et, depuis, il n'a cessé de mettre cette question sur le tapis dès qu'il en a l'occasion. Comme en septembre 2017 : « Je souhaite ainsi obtenir davantage d'effets physiques et de symboles liés à la remontée en puissance. […] Si l'on peut remplacer, à l'horizon 2022, l'ensemble des pistolets modèle 1950 par des pistolets plus modernes, cela aurait du sens et, politiquement, ce serait recevable », avait-il dit.

Même chose, un an plus tard : « Si les effets capacitaires les plus importants sont attendus dans le temps long, la LPM [Loi de programmation militaire, ndlr] peut et doit également produire des effets rapides et très concrets en matière de petits équipements, d'habillement, de condition de vie et d'entraînement, bref tout ce qui fait le quotidien de nos soldats. C'est […] la raison pour laquelle j'insiste sur des projets qui peuvent apparaître secondaires, mais que j'assume sans complexe et pour lesquels nous sommes prêts, comme […] le successeur du pistolet automatique – avec un coût de 35 millions d'euros pour l'acquisition de 60.000 armes, soit un peu plus de 500 euros par arme », avait avancé le général Bosser.

Le CEMAT a-t-il obtenu gain de cause? Le site spécialisé FOB a en effet déniché un avis de marché publié le 2 mars par la Direction générale de l'armement [DGA] et portant sur l'acquisition de 75.000 pistolets semi-automatiques [PSA] de calibre 9 mm, de 45 millions de cartouches de 9 x 19 mm à balle ordinaire homologuées OTAN, de 2 millions de cartouches de 9 x 19 mm subsoniques et de 4 millions de cartouches de 9 mm marquantes. Il est également question de 9.000 pistolets d'entraînement, de 7.000 kits de réducteur de son, de 25.000 valises anti-écrasement et de 800 outillages de simbleautage laser.

Le général Bosser ayant parlé d'acquérir 60.000 armes de poing, le nombre de PSA susceptibles d'être commandés laisse supposer que ce marché concerne également les autres armées.

Cet avis de marché précise que « conformément à l'article 53.I du décret 2016-361 », les composants et les pièces détachées « soumis à autorisation administrative d'un État tiers à l'union Européenne ou à l'espace Économique Européen » seront susceptibles de ne pas être autorisés. Toutefois, cette exigence pourrait « ne pas concerner le système d'entraînement et les capacités d'aide à la visée nocturne. »

Comme pour de précédents appels d'offres, la DGA a reconduit une disposition qui a encore récemment fait couler beaucoup d'encre à l'occasion de l'avis concernant les Fusils de Précision Semi-Automatiques [FPSA], appelés à remplacer les Fusils à Répétition modèle F2 [FR-F2]. En effet, pour pouvoir participer à cette procédure, il est demandé aux candidats d'avoir réalisé un

chiffre d'affaires égale ou supérieur à 30 millions d'euros au cours du dernier exercice [ou en moyenne, au cours des trois dernières années].

Cela état, il est possible à plusieurs industriels de se regrouper pour faire une offre commune. En tout cas, les candidats éventuels ont jusqu'au 12 avril prochain pour soumettre les documents demandés ainsi que leurs offres.

Enfin, l'avis indique que le candidat ayant soumis l'offre « économiquement la plus avantageuse », appréciée en fonction des critères définis dans le cahier des charges, remportera ce marché relatifs à ces pistolets semi-automatiques.

Photo : Durant un exercice, le navigateur d'un Mirage 2000N s'entraîne a recharger son PAMAS G1 avec une seule main valide, comme s'il venait de se blesser après s'être ejecté (c) armée de l'Air / EMA

Adieu MAC et MAS ? 75 000 pistolets semi-automatique pour le MinArm

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 05.03.2019 Par Philippe Chapleau

Est-ce la fin des MAC 50 et MAS G1 en service au sein de l'armée de Terre?

Un avis de marché (un marché de 48 mois qui ne peut pas faire l'objet d'une reconduction) a été émis le 2 mars portant sur "la fourniture de pistolets semi-automatiques (PSA) de calibre 9 x 19 mm, du système d'entraînement, d'accessoires, du système de soutien et de cartouches associés".

Le besoin porte sur les quantités prévisionnelles suivantes, données à titre indicatif :
-75 000 PSA de calibre 9 mm avec unité collective, leurs étuis avec leurs systèmes de fixation,
-7 000 kits réducteur de son,
-15 000 capacités d'aide à la visée nocturne (éclairage et désignation laser) visible et infra rouge et leurs étuis pour pistolet avec capacités d'aide à la visée nocturne,
-25 000 valises anti-écrasement,
-9 000 pistolets d'entraînement,
-800 outillages de simbleautage laser,
-45 millions de cartouches de 9 x 19 mm à balle ordinaire homologuées OTAN,
-2 millions de cartouches de 9 x 19 mm subsoniques,
-4 millions de cartouches de 9 mm marquantes.

Les prestations à réaliser sont les suivantes :
-la fourniture des éléments documentaires de justification de la sécurité et des performances du système d'arme PSA,
-la fourniture de PSA de calibre 9 mm avec chacun une unité collective,
-la fourniture de kits réducteur de son, d'étuis pour pistolet, d'étuis pour pistolet avec capacités d'aide à la visée nocturne, de systèmes de fixation, de poches porte-chargeur, d'outillages de simbleautage laser, de valises anti-écrasement,
-la fourniture de capacités d'aide à la visée nocturne (éclairage et désignation laser) visible et infra rouge,
-la fourniture de pistolets d'entraînement,
-la fourniture de cartouches de 9 x 19 mm à balle ordinaire homologuées OTAN,
-la fourniture de cartouches de 9 x 19 mm subsoniques,
-la fourniture de cartouches de 9 mm marquantes,
-la fourniture du système de soutien (moyens de maintenance, pièces de rechange, moyens d'instruction et d'entraînement, formations et documentations techniques).

Le MinArm prolonge son effort d'éducation et de sensibilisation sur le nucléaire de défense

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 05.03.2019 Par Philippe Chapleau

Comment préserver une "culture" nationale de la dissuasion?

Le ministère des Armées a lancé un avis d'appel public à la concurrence qui porte sur "l'animation d'un réseau d'éducation et de sensibilisation sur le nucléaire de défense" (Avis N° : AO-1911-0085), réseau qui rassemblera entre 30 et 40 auditeurs issus du monde étudiant.

Dans une annexe technique de l'avis, il est précisé que le ministère des Armées souhaite poursuivre son soutien à la recherche stratégique française dans le domaine du nucléaire, et y attirer de nouveaux étudiants et chercheurs. Ce soutien a été lancé dès 2015. L'avis porte donc sur la recherche d'une structure académique d'animation.

Cette mission, en 2015, avait été mise en oeuvre conjointement par la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS, qui pilote aussi un Observatoire de la dissuasion) et l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI). L'enveloppe était alors de 500 000 €.

Extrait du document technique de l'avis de 2019 :

"La recherche stratégique française dans le domaine du nucléaire de défense a besoin d'être encouragée et soutenue, afin d'attirer vers ces sujets de nouveaux étudiants et chercheurs, et d'élargir le vivier constitué de spécialistes de ces sujets pouvant intervenir dans les débats et contrat-cadres associés.

C'est dans ce cadre que le ministère des Armées a confié à la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) la charge de mettre en place en 2015 un marché triennal visant à confier à un prestataire la constitution et l'animation d'un réseau d'éducation et de sensibilisation sur le nucléaire de défense (Réseau nucléaire et stratégie – nouvelle génération, RNS-NG dans la suite de ce document).

La Direction des applications militaires du Commissariat à l'énergie atomique (CEA/DAM) s'est impliquée dans la mise en place et le déroulement de ce marché au travers d'une convention assurant le remboursement d'une partie de son financement auprès du ministère des Armées. Le CEA/DAM fut ainsi associé, au sein de l'équipe de pilotage, au pilotage des prestations du marché.

La prestation consistait à proposer une formation, répartie sur une année universitaire (de mi-septembre année N, à mi-juillet année N+1), au profit de promotions constituées en priorité de jeunes étudiants français (hors administration), intéressés par les affaires relatives à la dissuasion et au nucléaire de défense et ayant vocation à intégrer le monde de la recherche, de l'administration ou de l'industrie française (nucléaire ou de défense). Cette formation visait à informer ces jeunes participants (dénommés auditeurs RNS-NG dans la suite du document) pour les amener à réfléchir aux grandes questions touchant la dissuasion, aussi bien en France qu'à l'international, et à participer à un débat politique et stratégique dans ce domaine. Au-delà de cette formation, il a été proposé de maintenir un lien avec les auditeurs RNS-NG des promotions successives, afin de poursuivre leur implication dans les réflexions relatives à la dissuasion et au nucléaire de défense, et de constituer ainsi un réseau d'intérêt. Le recrutement de ces auditeurs RNS-NG s'est fait principalement au sein des formations déjà existantes en France se rapprochant des domaines visés : instituts d'études politiques, grandes écoles (littéraires et scientifiques), universités (départements de sciences et de sciences humaines et politiques), universités d'entreprises, écoles militaires, en veillant à un équilibre entre les institutions localisées en région parisienne, et celles situées en province.

Au-delà de ce cœur de cible, le recrutement a été étendu à des personnes ayant rejoint récemment l'industrie ou l'administration, à titre complémentaire.

La démarche initiée en 2015 est un succès : une trentaine de jeunes a pu être recrutée chaque année, et le nombre de volontaires pour rejoindre le réseau est en augmentation constante.

Le ministère des Armées souhaite donc poursuivre ce soutien efficace à la recherche stratégique française dans le domaine du nucléaire, et y attirer de nouveaux étudiants et chercheurs, tout en maintenant les liens avec les anciens membres ayant rejoint l'industrie ou l'administration, sans déséquilibrer l'objectif de recrutement initial et en recherchant un équilibre de parité. Le besoin est à satisfaire à partir de la fin du premier semestre 2019, afin de pouvoir assurer la continuité dans la prise en compte d'une nouvelle promotion (calée sur l'année universitaire 2019-2020), puis pour les années universitaire 2020-2021 et 2021-2022."

Les hélicos du GIH transporte le RAID à Condé-sur-Sarthe

https://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/ 05 Mars 2019 à 14h59 Par Jean-Dominique Merchet

Les hélicos du COS en appui des policiers alors que le GIGN ne s'entraine plus avec eux pour des histoires de gros sous.

Pour la première fois depuis 2010, les policiers du RAID ont été transportés pour une opération par le Groupement interarmées d'hélicoptères (GIH), une unité militaire relevant du COS et implantée à Villacoublay. Le RAID a été dépêché à la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) où un détenu radicalisé a attaqué au couteau deux surveillants. Il s'agit de la deuxième opération conjointe RAID/GIH (*et non de la première, comme nous l'indiquions précédemment*)

Le GIH opère surtout avec les gendarmes du GIGN, comme récemment en Corse pour une opération en montagne. Avec ses six Pumas, le GIH tient une alerte H24 et 7j/7j à Villacoublay, à proximité de la caserne du RAID et du GIGN.

Si les policiers s'entraînent avec le GIH, il existe actuellement un « point de blocage » d'ordre financier entre les armées et la gendarmerie. En effet, la Police nationale paye les heures de vol du GIH (entre 9 000 et 15 000 euros l'heure), à raison d'environ 75 heures/an, alors que ce n'est pas le cas de la gendarmerie, qui relevait encore du ministère de la Défense lorsque l'unité a été créée en 2006. A la suite de désaccord entre les ministères, le GIGN ne s'entraîne plus avec le GIH depuis mai 2018, même s'il continue de conduire des opérations avec lui. En régime normal, le GIGN consommait de l'ordre de 300 heures d'hélicos par an.

Cette situation absurde ne peut pas durer, tant pour la pérennité du GIH - dont le COS aimerait récupérer les hélicoptères pour les Opex - que pour le GIGN : avant d'intervenir, il faut s'entraîner régulièrement ! Surtout lorsque l'on met en œuvre des techniques aussi particulières que la corde lisse, la grappe et surtout la nacelle, mise au point par le GIGN, pour les extractions d'urgence. Ou pour des missions comme le CTM, contre-terrorisme maritime.

Les hélicoptères légers de la gendarmerie EC135 et EC145 permettent de maintenir provisoirement les compétences, mais pas complètement. L'achat d'hélicoptères plus lourds pour la gendarmerie et la police mériterait d'être étudié sérieusement, à l'exemple de la Bundespolizei allemande, qui possède une vingtaine de Super-Puma, appuyant notamment le GSG-9, le GIGN allemand.

Régiments, foyers clos, je vous h..s

http://lemamouth.blogspot.com/ jeudi 7 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Dans sa veille chirurgicale et fidèle de la littérature administrative, mon camarade Philippe Chapleau a dégotté un avis du BOMAP qui vise à moderniser des foyers et lieux de vie des militaires, pas toujours pourvus en capacités modernes et/ou en état de fonctionnement.

On sait que l'infra a été sacrifiée ces dernières années, et que la minarm a dit, notamment dans l'hémicycle, sa volonté de remettre au carat les lieux de vie des militaires, avec du wifi, mais pas que.

L'avis promet, sans trop s'étendre, quelques changements en "décoration et aménagements d'intérieur", avec un style fleuri qui m'a rappelé, en forme de madeleine de Proust, celui qu'on peut retrouver dans "Astérix Légionnaire".

La liste des 37 sites n'est pas si longue que ça : parmi les heureux élus, on trouve, dans l'**armée de terre** :

Un régiment de forces spéciales à Martignas (33), un site à Vincennes (94), à Biscarosse (40) avec un 450 m² à équiper, à Pau, à Angoulême (16), les écoles à Guer (56), le **2e RIMa** à Champagné (72), le **13e RG** à Valdahon (25), trois sites à Belfort dont le **1er RA** et le **35e RI**, les camps de Suippes, le **1er Chasseurs** à Thierville, trois sites à Nîmes (dont le **2e REI**),

Dans l'armée de l'air

La **BA120** à Cazaux (33) avec un très beau 500 m² à aménager, la **BA709** de Cognac (16) , la **BA105** d'Evreux (27) qui décroche la timbale de la surface (696 m² !), la **BA133** d'Ochey (57), les sites Air d'Orange.

Dans la marine

Les bases navales de Brest (29) et Toulon (83), la base aéronavale de Landivisiau (29), la base de Saint-Mandrier (83) qui abrite notamment le pôle école Méditerranée et le **commando Hubert**), la base de Lanester (56) qui regroupe à la fois l'école des fusiliers marins, l'état-major de Forfusco et six des sept Commandos marine (ce qui explique sans doute la surface atypique de 485 m²), la BAN de Hyères.

Dans l'interarmées ou non classé explicitement : Un site au Kremlin Bicêtre (94), sans doute la DIRISI, un site à Strasbourg (qui héberge le CFIAR), un site à Lyon,

Plan mixité H/F : réaction de AF1D2

http://lemamouth.blogspot.com/ jeudi 7 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Présidente du réseau **Avec les Femmes de la Défense**, le médecin général **Chantal Roche** nous a livré ses réactions au plan mixité dévoilé ce matin par la minarm. "C'est un plan courageux qui est lancé et porté par une femme ministre courageuse, dont je suis certaine de l'engagement. Le lancement ce matin par les chefs d'état-major d'armée présents est un signe fort de l'engagement de ces derniers, un engagement qui a valeur d'exemple pour les échelons intermédiaires. Dans cette institution fortement masculinisée et hiérarchisée (influence de la parole et du comportement du chef), la mixité n'est pas QUE le sujet des femmes mais aussi celui des hommes, en particulier en position de commandement. Hier soir, j'ai échangé avec le patron de Microsoft France qui disait avoir signé des engagements écrits sur le sujet égalité F/H. A l'instar de ces grands patrons hommes du privé, nos chefs doivent être les premiers à porter cette thématique. Intégrer plus de femmes à tous les niveaux, c'est moderniser le ministère et ne pas se priver de talents. C'est un enjeu fort. A suivre dans la durée."

La minarm a présenté ce matin 22 mesures. Pour être un observateur attentif de ces questions depuis plus de 25 ans (quelques références peuvent être trouvées sur ce blog), je reste néanmoins circonspect. Un clapet anti-retour a vraisemblablement été franchi avec le plan Parly, qui inscrit donc son nom dans l'évolution de la mixité dans les armées, mais on le sait bien, tout plan est surtout à suivre, comme le rappelle Chantal Roche, dans son application. Ce blog, comme il le fait depuis 10 ans, continuera donc à être un observateur attentif. On peut par exemple déplorer que le dossier de presse livré ce matin n'ait pas comporté le nom de **Marjorie Kocher** (deux croix de la valeur militaire, morte en service commandé à Albacete), d'**Audrey Michelon** (qui a perdu la vie dans le crash de son Mirage 2000D) ou de **Géraldine Guyomard** (pilote Puma partie avec son appareil).

La convivialité a un coût: 5 268 700 euros. Et ses limites...

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 07.03.2019 Par Philippe Chapleau

5,26 millions d'euros : c'est le prix que le ministère des Armées estime qu'il pourrait payer pour faire réaliser des travaux d'aménagement et de décoration d'intérieur dans trente-sept lieux de convivialité.

Comme il l'est expliqué dans l'avis No 19-32634 publié le 2 mars 2019 :

Le marché a pour objet de rendre attractifs et conviviaux les bars, foyers, espaces de vente et cafétérias des sites choisis par le du SCA afin d'optimiser la qualité de vie au travail et de développer l'esprit de fraternité des hommes et femmes au service des armées, au sein des emprises militaires.

Il s'agit d'offrir une amélioration du cadre de vie des militaires par une dynamisation des prestations proposées.

Le SCA souhaite offrir aux personnels militaires et civils un environnement moderne et attractif, intégrant des prestations identiques à l'existant ou nouvelles et élargissant, le cas échéant, les amplitudes horaires d'ouverture par la mise en place de distributeurs automatisés.
Sur l'aspect fonctionnel, les prestations proposées actuellement devront être repensées dans la perspective d'une meilleure attractivité et devront être agrémentées de concepts innovants (machines, distributeurs, …) pour un agencement futur.

Il s'agira de :

- rendre agréable ce lieu de rencontre, de détente et de convivialité afin de capter la population présente sur le site, notamment avant ou après les repas du soir, en lui offrant un espace d'échanges dans une atmosphère familière et paisible. A ce titre, l'acoustique, l'éclairage et la connectivité du lieu devront être pris en compte ;
- proposer un espace ouvert et accessible, y compris en l'absence de personnel dédié, avec accès à des prestations de cafétéria automatisée de manière sécurisée. A ce titre, les accès aux espaces « Bar » et « Boutique » devront être intégrés et des capacités techniques permettant un usage modulaire ou non de l'espace seront proposées éventuellement ;
- identifier cet espace en apportant au lieu une ambiance identitaire et personnalisée de l'unité soutenue.

37 lieux (dont on imagine qu'ils ne sont guère attractifs, conviviaux...) ont été listés et ils s'inscrivent dans 13 lots dont on retrouve la liste **ici** https://www.boamp.fr/avis/detail/19-32634/13

Prometteur, cet avis ? La précision qui suit montre qu'il ne faudra pas s'attendre à des aménagements luxueux :

Il est à noter que les prestations d'amélioration du cadre de vie doivent rester d'ordre mineur (peinture, sols, mobiliers, cloisons mobiles, déplacements de prises électriques, …) et ne pourront modifier la configuration du bâti. Elles comprendront des offres de mise en peinture, éclairage, mise en place de mobiliers adaptés à la typologie de la clientèle et conformes à la sobriété qui sied à un site militaire.

Sobriété avant tout...

a – Armée de Terre

Quand les plongeurs de combat du génie passent par la voie des airs

Mise à jour : 01/03/2019

Le 20 février dernier, les plongeurs de combat du génie (PCG) du 17e régiment du génie parachutiste (17e RGP) ont réalisé un entraînement aéromobile avec l'appui de l'aviation légère de l'armée de Terre (ALAT). Dans le cadre de leur entraînement continu à l'aérocordage, six plongeurs ont revu leurs procédures de sauts en eaux vives depuis un hélicoptère de l'ALAT.

Les six PCG du 17e RGP ont pu parfaire leur expertise dans le domaine aéromobile grâce à un **exercice sur les techniques spécifiques en eaux vives**. L'expérimentation, avec l'appui de l'ALAT venue s'entraîner conjointement, a permis de jouer deux procédures différentes.




Expérimentation d'une nouvelle procédure aéromobile

La première, appelée « drop », consiste à sauter d'un hélicoptère en vol sur un plan d'eau à une hauteur d'environ cinq mètres. Cette technique permet aux plongeurs de s'infiltrer depuis une zone fluviale jusqu'à la cible (à la nage ou en kayak).

La seconde est inédite. Mise en place par les plongeurs lors de leur dernière projection en Guyane en 2018, elle a pour particularité l'i**nsertion en milieu aquatique par corde lisse**. Véritable nouveauté, elle permet au plongeur de s'insérer dans le milieu aquatique en se laissant glisser le long d'une corde, depuis l'hélicoptère. Cette technique réduit considérablement le temps de vol stationnaire et ainsi la vulnérabilité de l'aéronef et de l'équipe.

Huit équipes PCG de l'armée de Terre sont déployées en permanence en Guyane depuis 2015. Elles s'auto-relèvent afin d'assurer des missions de reconnaissance, de surveillance ou d'infiltration en milieu aquatique. Objectif pour elles, détruire du matériel ou de sécuriser des zones dans le cadre de la lutte contre l'orpaillage illégal. Elles se relaient également dans les atolls du Pacifique pour réaliser des chantiers subaquatiques et peuvent être amenés à des missions de service public en cas de catastrophes naturelles.

Droits : Armée de Terre 2019

Comment se loger en Ile-de-France ?

Mise à jour : 04/03/2019

Trouver un logement est une étape difficile notamment en Ile-de-France. Chaque année, à partir du mois de janvier, les premiers ordres de mutation sont envoyés aux militaires. Il faut alors trouver un logement. Le bureau logement en région Ile-de-France (BLRIF) est l'organisme qui s'occupe de satisfaire les demandes de plusieurs milliers de personnes affectées.




Trouver un logement est l'étape incontournable pour chaque mutation. Source d'inquiétude pour les militaires, surtout en Ile-de-France, la BLRIF s'occupe de répondre aux très nombreuses demandes. Son objectif : satisfaire dans un délai contraint les demandes des militaires mutés, les nouveaux arrivants ou encore les changements de situations familiales.

Une aide au profit des administrés

« *C'est un défi permanent*, admet le lieutenant-colonel François, adjoint du bureau. *Le parc immobilier est conséquent ; il s'est d'ailleurs enrichi de près de 500 nouveaux logements en 5 ans.* » Avec environ 12 000 logements réservés au personnel du ministère des Armées, le BLRIF est l'intermédiaire entre le futur locataire et les bailleurs.

La constitution du dossier, étape laborieuse, est essentielle pour trouver un logement. « *Nous sommes là pour les accompagner. Une fois le dossier enregistré, le candidat bénéficie d'un interlocuteur unique* » explique Fabienne, responsable de plateau.

Avec l'afflux de demandes à partir de janvier, la réponse du BLRIF peut varier dans la mesure où les logements se libèrent massivement en juillet août.

En 2018, le bureau logement en région Ile-de-France a traité 2 743 dossiers.

Droits : Armée de Terre 2019

Armes de guerre et munitions saisis dans l'Aude: pourquoi la PJ va s'intéresser au 3e RPIMa de Carcassonne

Accueil Faits divers Aude, Carcassonne https://www.ladepeche.fr/ Publié le 05/03/2019 à 18:02 , mis à jour le 06/03/2019 09:14 Lionel Laparade



Des militaires du 3e RPIMa à l'entraînement./ Photo DDM, archives. DDM-BRUNO HUET

L'essentiel Parce qu'un ancien parachutiste du 3e RPIMa de Carcassonne, au moins, figure parmi les individus interpellés ces dernières heures et soupçonnés d'avoir rassemblé un énorme arsenal, le régiment audois fera logiquement l'objet d'investigations menées par la police judiciaire de Montpellier. 130 armes, dont des kalachnikov et des Uzi, et 770 kg de munitions ont été saisis.

Une source proche de l'enquête le confirme à « La Dépêche du Midi » : parce qu'un ancien parachutiste du 3e RPIMa de Carcassonne, au moins, figure parmi les suspects interpellés ces dernières heures, le régiment audois fera logiquement l'objet d'investigations menées par la police judiciaire de Montpellier.

Contacté ce mardi matin, le « 3 » n'est pas surpris.« Vous voulez savoir si ces hommes viennent du régiment ? », nous dit-on avant toute question…

« On ne sait pas, on ne peut pas confirmer ni infirmer tout ça. Pour l'instant on n'a pas d'information, l'enquête est en cours donc on ne peut pas vous le dire puisqu'on ne le sait pas nous-mêmes…/… L'arsenal a été découvert à côté de Carcassonne, des anciens militaires sont impliqués, donc on relie naturellement ça au régiment. Nous, on n'est absolument pas en mesure de dire si c'est vrai ou faux », déclare le 3e RPIMa pour tout commentaire.

Notre source ne dit pas le contraire. « Le profil des suspects va être étudié par les enquêteurs de la police judiciaire. Il faudra probablement entre trois semaines et un mois d'investigations avant que les policiers de la PJ disposent d'éléments sérieux ».Ils s'intéresseront en particulier aux historiques téléphoniques des trois personnes mises en cause. S'ils trouvent des parachutistes carcassonnais d'active parmi leurs contacts, alors l'hypothèse de complices des trafiquants au sein du 3e RPIMa sera examinée de plus près.

Deux ex-paras du "3" impliqués dans un trafic d'armes en 2003

« L'acheminement clandestin et illégal sur le territoire national d'armes de guerre saisies à l'étranger dans le cadre des Opex auxquelles auraient participé les parachutistes de Carcassonne pourrait alors être étudié comme une source d'approvisionnement, parmi d'autres, de ce trafic », ajoute notre source.

Elle précise qu'à ce stade, rien ne prouve qu'un ou plusieurs militaires du 3e RPIMa sont impliqués dans le trafic d'armes sans précédent qui vient d'être démantelé dans l'Aude.

En 2003, deux anciens militaires de ce régiment avaient été interpellés par le SRPJ de Toulouse dans le cadre d'un vaste trafic d'armes. Les perquisitions menées à Carcassonne dans le cadre

de l'enquête avaient permis de découvrir plusieurs armes de guerre et plus de 5 000 munitions et l'un des deux ex-paras avait été soupçonné d'avoir équipé un truand toulousain écroué pour assassinat. L'hypothèse d'armes rapatriées de l'étranger à la faveur d'opérations extérieures avait alors été évoquée.

Atlas : simplification des démarches du combattant

Mise à jour : 06/03/2019

Des espaces Atlas (accès en tout temps tout lieu au soutien) du service du commissariat des armées (SCA) seront bientôt disponibles dans toute l'armée de Terre. Simplification des procédures, permanence d'accueil, Atlas transforme les démarches du soldat.



L'espace Atlas est un **point unique pour entreprendre les démarches administratives et de soutien** : il permet un accès rapide à l'information grâce à des bornes numériques, la prise en charge des dossiers complexes, l'accès à l'offre de loisirs. Commande habillement, dépôt/réception courrier, rendez-vous administratif, coiffeur, renouvellement de la carte SNCF, sont autant de démarches qui peuvent être entreprises via Atlas.

Il se situe dans les zones les plus fréquentées, comme les sites de restauration. Un interlocuteur du soutien commissariat y est présent pour accompagner le militaire. L'offre Atlas est délivrée de manière différenciée, en fonction des spécificités opérationnelles des unités soutenues.



Les avantages d'Atlas

- Un soutien centralisé ;
- Une simplicité d'accès ;
- Un gain de temps ;
- Une simplification de l'accès au soutien ;
- Une information facile et réactive, fiable, suivie et tracée, accompagnée et coordonnée ;
- Un traitement des demandes individuelles et collectives ;
- Un soutien plus lisible ;
- Une amélioration continue du service rendu aux soutenus.

Atlas s'inscrit dans le cadre du plan famille, ensemble de mesures ayant pour objectif de mieux accompagner les militaires et leurs familles. Rendre le soutien plus proche est certainement gage de la simplification de leur quotidien.

Onze espaces Atlas sont déjà fonctionnels depuis fin 2018 au profit des unités. **Ils seront 47 à voir le jour cette année et plus d'une centaine d'ici à 2022.** La simplification des démarches du combattant de l'armée de Terre ne s'arrêtera pas là. Demain, la borne d'accès « e-Atlas » sera consultable depuis un poste de travail, voire un smartphone. **Un processus de réflexion constant afin de répondre aux besoins des militaires.**

Droits : Armée de Terre 2019

Dans les coulisses de fabrication du Griffon

Mise à jour : 07/03/2019

Premier véhicule du programme SCORPION, le Griffon est produit sur le site Nexter de Roanne depuis 2018. Sa fabrication se fait étape par étape en deux semaines avec une chaîne de montage élaborée et connectée. A compter de 2019, débutera la livraison des premiers Griffon.

Entrée dans les coulisses du montage du Griffon.

Véhicule emblématique du programme SCORPION, le Griffon est un véhicule blindé multi-rôles (VBMR). L'usine Nexter de Roanne comprend plusieurs lignes de montage comme celle du Griffon mais aussi du VBCI, du maintien en condition opérationnelle de véhicules et équipements ou de l'emblématique char Leclerc.



Un assemblage par étapes

Au cours de sa fabrication, le Griffon se déplace de station en station. Cette organisation facilite la logistique, les pièces étant spécifiques à chaque étape. Occupant environ 110 mètres sur 20, il faut d'abord fabriquer l'exosquelette avec des plaques de tôle de 8 mètres sur trois qui sont ensuite usinées, percées, soudées et traitées.

Le train pour les roues, le câblage, la boîte de transfert et le réservoir à carburant sont assemblés dès le début. Le véhicule est à l'envers dès le début de sa fabrication pour faciliter le travail. « *Garder le véhicule sur le dos durant ces deux premières phases permet de réduire la pénibilité du travail et les risques d'accident* », explique Julien, responsable de la ligne de production.

Puis, le véhicule est retourné à l'aide d'un bras articulé pour pouvoir assembler l'ensemble du câblage. Vient ensuite l'aménagement intérieur (sièges, portes, volant, etc), l'installation du groupe motopropulseur et le moteur.

Une ligne de montage connectée

Sur toute la ligne de montage, les monteurs ont en main des outils de dernière génération qui facilitent l'assemblage du Griffon : tablette tactile et clés dynamométriques connectées. Le *manufacturing execution system* connecté à la tablette permet aux opérateurs de disposer d'une documentation à jour, d'éviter les erreurs de lecture de référence des pièces, de faciliter la traçabilité du véhicule ou encore de demander la livraison des pièces auprès de la plateforme logistique.

Véritable progrès, ces outils connectés sont appréciés par les opérateurs comme le souligne Marc, ingénieur méthode : « *alors qu'il était auparavant obligatoire de procéder à un double serrage, cette clé permet de connaître la puissance du couple tout en la contrôlant et en l'enregistrant. Même les opérateurs les plus anciens apprécient la simplification de leur travail apportée par ces outils connectés ».* En deux semaines, le Griffon est fabriqué et prêt à passer quelques jours en essais constructeur.

En plus du Griffon, le site Nexter montera également les autres véhicules emblématiques du programme : le Jaguar dès 2020 et le Serval dès 2021.

Droits : Armée de Terre 2019

Nouvelle enquête sur les conjoints de militaires

Mise à jour : 08/03/2019

Du 11 mars au 12 avril prochain, la DRHAT propose une nouvelle enquête sur les conjoints de militaires de l'armée de Terre. Lancée une première fois en juin 2017, elle a pour objectif de comprendre les attentes des familles afin de mettre en place des mesures répondant au besoin exprimé.



Cette enquête en ligne reprend en grande partie le questionnaire de la première session sur le **ressenti** et la **satisfaction** concernant les dispositifs existants au profit des familles. Cette année, elle sera complétée par une série de questions visant à connaître leur appréciation sur les premières mesures réalisées du « Plan famille ».

En 2017, plus de 7 500 conjoints avaient répondu permettant ainsi à l'armée de Terre d'être force de proposition au moment de l'élaboration du « Plan famille ». Par exemple, le bénéfice de la **carte famille SNCF pour les conjoints et les enfants en l'absence du militaire** est une mesure directement issue de cette enquête.

Totalement anonyme, accessible sur internet via un ordinateur, une tablette ou un smartphone, l'enquête des conjoints est l'occasion pour les familles d'**exprimer plus facilement leurs demandes**.

Pour répondre à l'enquête :

https://s1.sphinxonline.net/SurveyServer/s/MINARM_TERRE/LESCONJOINTSDEMILITAIRES/questionnaire.htm

Droits : Armée de Terre 2019

b – Marine Nationale

Pour la disponibilité de ses navires, la Marine nationale mise sur la maintenance prédictive

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 5 mars 2019



Depuis une réforme conduite en 2003, le Maintien en condition opérationnelle [MCO] Naval repose sur trois piliers : l'équipage, qui prend soin de son navire au quotidien, les actions du SSF [Service de soutien de la flotte], du SLM [Service logistique de la Marine] et du SID [Service d'infrastructures de la défense, pour les infrastructures portuaires], sans oublier celles de la Direction générale de l'armement [DGA], et, enfin, les industriels, qui travaillent étroitement avec les services étatiques.

Cette organisation a depuis donné pleinement satisfaction, avec une disponibilité de 71% pour la flotte française [et de 50% pour les sous-marins, selon le ministère des Armées], avec un budget annule dédié au MCO d'environ un milliard d'euros.

Ce dernier « remplit ses objectifs dans les budgets impartis et donne satisfaction aux utilisateurs finaux ; et il est bien positionné en comparaison avec d'autres pays », souligne-t-on à l'Hôtel de Brienne.

Pour autant, il s'agit de faire encore mieux. D'où la mission de modernisation du MCO Naval confiée par la ministre des Armées, Florence Parly, au chef d'état-major de la Marine nationale, l'amiral Christophe Prazuck et au directeur central du SSF, l'ingénieur général Guillaume de Garidel, sur la base d'un rapport remis par l'expert indépendant Jean-Georges Malcor.

La première priorité est de « transformer la gouvernance du MCO Naval », en insistant sur le renforcement de la coordination entre les différents acteurs concernés, en particulier entre le SSF et le SID. En outre, la maintenance représentant jusqu'à 60% du coût de possession global d'un navire, elle devra être prise en compte dès la conception ou la réalisation de nouveaux bâtiments. C'est ce que prévoit d'ailleurs, pour l'ensemble des programmes d'armement, la nouvelle version de l'instruction ministérielle sur les opérations d'armement [IMOA].

« Il est nécessaire de donner au SSF les moyens d'assumer ses responsabilités dès le stade de conception de sorte que le MCO ne soit plus une variable d'ajustement. Le SSF sera donc mieux associé et intégré au sein des équipes de programme », explique le ministère des Armées, qui précise aussi que sa politique industrielle devra être « davantage explicitée pour permettre aux industriels d'avoir suffisamment de visibilité sur leurs opportunités. »

En outre, poursuit-il, « la capacité des ingénieurs de la DGA à prendre en compte, dès la conception des programmes, les enjeux de la maintenance de systèmes navals, ne sera possible qu'en permettant des respirations entre les différents organismes », ce qui signifie qu'il faudra encourager le « brassage des expériences » avec des « périodes d'embarquement » afin de permettre « un véritable partage de culture, un melting pot de la DGA et de nos armées. »

Quant au SLM, il devra évoluer pour « MCO naval du XXIème siècle », en devenant une « université technologique pour les marins. »

Une autre priorité porte sur l'exportation, en faisant connaître davantage les compétences françaises en matière de MCO naval aux partenaires étrangers et fournir à ces derniers un meilleur accompagnement. Pour cela, sur la proposition de l'amiral Prazuck, il est question de mettre en palce une « offre de formation de niveau master 'MCO maritime', à l'interface entre la Marine nationale, les universités et écoles d'ingénieurs, les entreprises de la filière navale », afin de valoriser les savoir-faire en matière de MCO sur la « scène universitaire internationale ».

Enfin, l'innovation, un thème cher à la ministre, n'est pas oubliée. Et l'accent sera mis sur la maintenance prédictive. « Anticiper les besoins de réparation ou de modernisation de nos navires grâce à l'analyse de données massives [big data], entraîner des modèles statistiques sur ces données [machine learning], rendre nos bateaux plus intelligents et plus autonomes [smart ship] : ce sont autant d'initiatives étatiques et industrielles engagées ces dernières années par les acteurs étatiques et industriels, toutes pleines de promesses pour un MCO naval modernisé », relève le ministère des Armées.

Pour autant, il n'est pas question d'innover pour le plaisir de le faire [« le mieux est l'ennemi du bien », dit-on…]. En clair, chaque innovation doit avoir une « pratique, explicite, nécessaire en fin de compte. » D'autant plus que cela suppose de prendre quelques risques…

Aussi, Mme Parly a décidé « d'ouvrir des discussions sur le partage de responsabilité et du risque dans le cadre de la maintenance prédictive [ou prévisionnelle] » avec les industriels. Elles devront aborder les « enjeux de gestion et de partage de la donnée dans un écosystème ouvert à la concurrence », précise le ministère. Et le tout, en prenant en compte évidemment la menace « cyber ».

Avant d'aller plus loin en matière de maintenance prédictive, un des Bâtiments de soutien et d'assistance métropolitain [BSAM, ex BSAH] sera utilisé comme banc d'essai pour « conformer les opportunités » qu'elle peut offrir au MCO Naval. Le navire désigné pour cette expérimentation n'a pas été précisé. Peut-être qu'il s'agit du BSAM « Seine », qui, alors qu'il vient d'être réceptionné à Toulon par la DGA ce 5 mars, devra accomplir un déploiement de longue durée avant d'être admis au service actif.

Reste que mettre en place un modèle de maintenance prévisionnelle, considérée comme « disruptive », doit se faire avec méthode et prudence. En effet, l'enjeu est de pouvoir constituer des bases de données exploitables et fiables sur ce qui peut provoquer des pannes. Ce qui suppose de collecter, en continu, les informations les plus pertinentes.

Illustration : Naval Group

Cherbourg : cérémonie de fin de cours à l'École des matelots

Mise à jour : 07/03/2019 – Direction : Sirpa Marine

Le 01 mars 2019, le capitaine de vaisseau Régis de Cacqueray-Valmenier, commandant de l'école des applications militaires de l'énergie atomique (EAMEA), a présidé la cérémonie de fin de cours de l'École des matelots à Cherbourg.



Après 6 semaines de formation initiale intensive, les 49 matelots dont 10 femmes, de la promotion « Matelot Victor Outin » vont maintenant continuer leur formation dans leur spécialité respective comme la restauration, la navigation ou la sécurité logistique.

La cérémonie a débuté par le discours du commandant de l'EAMEA, qui a rappelé aux matelots l'importance de leur engagement et de leur formation initiale : « *Vous pouvez être légitimement fiers de ce premier pas dans la marine. Il en appelle d'autres car une carrière n'est jamais immobile* ». Le major de promotion et celui ayant eu le meilleur esprit de camaraderie ont été mis à l'honneur. Un défilé devant les familles venues nombreuses pour l'occasion est venu clôturer la cérémonie.

Cette promotion doit son nom au Matelot Victor Outin. Né le 17 avril 1888, il s'est engagé dans la Marine à 20 ans. Disparu en avril 1917, il a reçu la médaille militaire et la médaille commémorative de la Grande Guerre.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Le Réseau Intranet des Forces Aéronavales va être amélioré pour 150 millions d'euros

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 7 mars 2019



Développé à partir de 2008 par un groupement formé par Airbus Defence & Space, Naval Group et Rohde & Schwarz dans le cadre d'un marché de 242 millions d'euros, le Réseau Intranet des Forces Aéro-Navales [RIFAN] Phase 2 avait été qualifié par la Direction générale de l'armement [DGA] en novembre 2015.

Pour rappel, le RIFAN 2, dont le fonctionnement repose sur la technologie IP [Internet Protocol], est déployé à bord de 116 navires [surface et sous-marins], des hélicoptères NH90 Caïman, ainsi que des avions Atlantique 2 [patrouille maritime] et E2C Hawkeye [guet aérien] de la Marine nationale.

Comme son nom l'indique, il s'agit en réalité d'un réseau intranet à haut débit, permettant des communications entre les navires en mer et les unités à terre. Il utilise des ondes radio, moins coûteuses que les liaisons par satellite, pour transmettre des fichiers volumineux, comme des photographies en haute résolution ou bien encore des vidéos.

« Le système RIFAN étape 2 a également pour fonction d'apporter une capacité de management de réseau (CMR) qui permet depuis deux centres à terre de superviser et d'administrer l'ensemble des réseaux à bords des bâtiments RIFAN étape 2 », avait encore expliqué la DGA au moment d'annoncer la qualification de ce réseau.

Les technologies et les menaces évoluant vite, il est apparu nécessaire de traiter les obsolescences de ce système ainsi que de l'adapter aux besoins futurs de la Marine nationale, qui recevra de nouveaux navires au cours des prochaines années [Frégates de défense et d'intervention, Bâtiments ravitailleurs de forces, etc…].

D'où le nouveau marché, appelé RIFAN 2.1, que la DGA vient de notifier aux prestataires qui en assurèrent le développement pour un montant de 150 millions d'euros.

« Les adaptations du réseau porteront tant sur son architecture centrale que sur la mise à jour du système de surveillance et de détection des incidents de cyber-sécurité », ont expliqué Airbus Defence & Space, Naval Group et Rohde & Schwarz dans un communiqué commun, après avoir précisé que le contrat notifié par la DGA a une durée maximale de 8 ans.

« Le programme vise à doter la force navale française, d'un véritable réseau sécurisé à haut-débit. Il est conçu pour échanger entre les navires à la mer et les centres de commandement à terre, des données de différents niveaux de classification allant de 'non protégé' jusqu'aux niveaux 'secret' », ont rappelé les industriels.

Photo : Marine nationale

Cérémonies commémoratives des 75 ans de la disparition de Charles Trépel aux Pays-Bas

Mise à jour : 07/03/2019 – Direction : Sirpa Marine

En février dernier, une délégation du commando Trépel, accompagnée de représentants de l'amicale des fusiliers marins et commandos et du fils du lieutenant de vaisseau Charles Trépel, s'est rendue aux Pays-Bas pour commémorer la disparition de Charles Trépel, lors d'un raid sur les côtes de Hollande en février 1944, 75 ans plus tôt.



La semaine a débuté par une cérémonie en petit comité au cimetière militaire de Kapelle, où sont enterrés le Lieutenant de vaisseau Charles Trépel ainsi que plusieurs soldats français tombés

durant le 2ème conflit mondial. Après un discours du commandant du commando et un dépôt de gerbes, les commandos marine ont entonné le chant "Commandos mes frères".



Le mercredi 27 février, 75 ans jour pour jour depuis le décès de Charles Trépel, les membres du commando Trépel se sont rendus à Wassenaar pour participer à la cérémonie internationale organisée devant la stèle érigée sur le lieu de disparition de Trépel et ses hommes. Cette cérémonie, à laquelle participaient plusieurs délégations françaises et étrangères, s'est déroulée en présence de l'amiral Prazuck, chef d'état-major de la Marine, et du contre-amiral Lucas, amiral commandant les fusiliers marins et commandos.

Enfin, au terme de son périple, le commando a fait retour vers la France pour raviver la flamme du soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe, continuant ainsi d'entretenir la mémoire et l'héritage de leurs grands anciens.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

3 questions à… Portrait du maître Caroline, chef de poste du sémaphore d'Alistro

Mise à jour : 08/03/2019 – Direction : Sirpa Marine

Situé sur la côte Est de la Corse, le sémaphore d'Alistro voit sa conduite assurée par la maître Caroline depuis le 1er février 2019. S'il s'agit d'une première pour la façade méditerranéenne, cette prise de fonction de chef de poste par une femme doit permettre d'encourager d'autres vocations sur un poste particulièrement polyvalent.

Un chef de poste doit en effet afficher des connaissances dans de multiples domaines, opérationnels, techniques et administratifs et ce en quasi-autonomie, loin des centres décisionnels.

Entrée dans la Marine nationale en 2002, la maître Caroline dispose d'une riche expérience en sémaphore mais également en centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS).

Pouvez-vous nous présenter le parcours qui vous a conduit à ce poste ?

Je suis entrée dans la Marine nationale à l'âge de 18 ans après l'obtention d'un baccalauréat scientifique.

J'ai rejoint cette institution pour ses valeurs et par affection profonde pour le milieu maritime. Je suis plongeuse depuis l'âge de 10 ans et cette activité a fait naître en moi une vraie passion pour la mer et l'envie de la protéger. Sportive et attirée par la vie militaire, j'ai souscrit un contrat en tant que Matelot Guetteur de la Flotte, « l'ancêtre » des actuels MONAV (matelot navigation).

C'est à Saint-Jean Cap Ferrat, que j'ai appris ce métier de guetteur sémaphorique et ainsi pu accéder au bout de 10 mois au brevet d'aptitude technique de cette spécialité.

Après une affectation au Centre Régional Opérationnel de Surveillance et de Sauvetage en Mer en Méditerranée (CROSS Med à La Garde - 83), j'ai rejoint en 2007 le sémaphore de Couronne (entre Marseille et Fos-sur-Mer) afin de continuer mon apprentissage dans cette spécialité et accéder aux fonctions de chef de quart. J'ai choisi ce sémaphore car je savais qu'il était très formateur par son importante activité opérationnelle.

J’ai obtenu le brevet supérieur en juin 2010 toujours au sémaphore de Couronne où j’ai poursuivi mon évolution professionnelle En 2013, je suis retournée au CROSS MED afin d’accéder à la fonction de chef de quart en CROSS, puis en 2017, je rejoins le sémaphore d’Alistro en Corse où je deviens chef de poste par intérim en septembre 2018 puis chef de poste en titre, tout récemment, en février 2019.



Quel est votre rôle en tant que chef de poste et quelles missions particulières pour ce sémaphore dans cette zone ?

Le sémaphore d’Alistro est situé au sud du dispositif de séparation du trafic (DST) du Canal de Corse et sa zone de surveillance s’étend de la pointe d’Arcu à Solenzara. Il s’assure que tous les navires en provenance de Méditerranée orientale ou d’Italie disposent des informations nécessaires afin d’emprunter le DST en toute sécurité. Le rôle de ce sémaphore, comme pour les 19 sites qui jalonnent la façade Méditerranéenne est d’assurer en temps réel une surveillance de la situation maritime dans les approches maritimes françaises afin de permettre au Préfet maritime de la Méditerranée de disposer d’informations consolidées et de l’orienter, le cas échéant, dans ses choix opérationnels en matière de sauvegarde de la vie humaine, de lutte contre la pollution, ou contre les trafics illicites.

Mon rôle de chef de poste est de m’assurer que toutes les missions ainsi que la formation du personnel soient effectuées correctement et donc de veiller, en lien avec les services de soutien de proximité que les infrastructures du sémaphore et les situations personnelles de mon équipage soient opérationnelles pour pouvoir conduire la mission qui m’a été confiée.

Avez-vous un conseil pour une jeune femme qui souhaiterait s’orienter vers les métiers de la Marine ?

La Marine nationale est une belle institution qui demande une implication personnelle et de passion.

Je suis la deuxième femme à d’accéder à la fonction de chef de poste. Au vu de l’évolution de la spécialité et des effectifs actuels, j’ai bon espoir dans les années à venir de voir ce nombre augmenter.

En ce qui me concerne, c’est par le travail et la compétence que je pense avoir obtenu le respect de ses subalternes et de sa hiérarchie. C’est en tout cas, ce que j’ai appliqué tout au long de ma carrière et qui m’a permis, je pense, à 34 ans et bientôt 17 ans de marine, d’occuper ce poste à responsabilité.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

c – Armée de l’Air

Première session 2019 de PMIP-DN à Évreux

Mise à jour : 05/03/2019 – Direction : Armée de l'air

Du 10 au 24 février, 40 stagiaires ont été accueillis sur la base aérienne 105 d’Évreux pour effectuer leur période militaire d’initiation (ou de perfectionnement) à la défense nationale (PMI-DN).



La PMIP-DN est une session de formation qui permet aux jeunes entre 16 et 30 ans de découvrir l'esprit de défense et les valeurs portées par les armées. Les stagiaires sont ainsi amenés à partager le savoir-faire et le savoir-être des aviateurs. Ils apprennent à vivre en collectivité et expérimentent le dépassement de soi.



Certains ont pour ambition de devenir réserviste opérationnel. Ceux-là suivront la formation militaire initiale de réserviste (FMIR). Pour d'autres, c'est une préparation aux différentes écoles de formation des militaires du rang, sous-officiers ou officiers et un premier pas vers l'engagement.

Pour Roxane, de Gisors (76), étudiante en psychologie, la PMIP-DN, «*c'est l'opportunité d'en apprendre un peu plus sur le monde militaire et éventuellement s'engager dans l'Armée de l'air, en tant que pilote de transport ou bien dans la communication*.»



Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

France – Belgique, une équipe gagnante

Mise à jour : 05/03/2019 – Direction : Armée de l'air

Mardi 26 février 2019, la base aérienne 702 et le centre de compétences Air (CC Air) de Beauvechain ont renouvelé leur charte de jumelage.



En présence de M. Goffinet, maire d'Avord, commune elle aussi jumelée avec la commune de Beauvechain, les deux signataires, le colonel Patrick Goossens et le colonel Géraud Laborie, commandant la base aérienne 702 d'Avord, ont ainsi réaffirmé la vocation de coopération du CC

Air et de l'école de l'aviation de transport (EAT) «Capitaine Jean Dartigues» dans la formation des pilotes de transport militaire.

Pour mémoire, les pilotes de transport de la composante air de l'armée belge sont formés à l'EAT depuis 2005. Un instructeur pilote belge affecté à Avord supervise la formation des élèves pilotes belges tout en concourant à la formation des autres élèves pilotes, français et étrangers.

Riche de ce croisement des cultures que la participation conjointe à des opérations extérieures a encouragé, l'école forme aujourd'hui à l'interopérabilité de demain des pilotes de transport militaire européens. En juin prochain, la remise du brevet de pilote aux stagiaires belges en cours de formation sera l'occasion de resserrer encore davantage ces liens fraternels.



Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

Un stage de survie temps froid pour le personnel navigant

Mise à jour : 06/03/2019 – Direction : Armée de l'air

Chaque année, les nouvelles recrues de jeunes pilotes et mécaniciens navigants sont convoquées, dans le cadre de leur formation, pour un stage de survie temps froid dans les Pyrénées, à proximité de Barèges, où l'Armée de l'air dispose d'un Centre Montage Air (CMA). L'objectif principal : savoir réagir en cas de crash ou d'éjection et se maintenir en vie dans un environnement hostile.



Le centre de formation à la survie et sauvetage (CFSS) de la base aérienne (BA) 120 Cazaux organise huit stages en haute montagne par an. En 2019, ils seront environ 140 stagiaires à passer quatre jours et demi en milieu froid et montagneux. C'est un passage obligatoire pour le personnel navigant (PN) de l'Armée de l'air. Le CFSS de la BA 120 est le seul centre assurant cette préparation en France. Cette semaine se décompose en une phase d'instruction, suivie d'une phase pratique. En peu de temps, l'équipage apprend à gérer le choc d'un crash (technique et psychologique) et à survivre avec un matériel adapté.

Avant de suivre ce stage, les élèves en école de pilotage et les mécaniciens navigants participent à un stage survie maritime – survie terrestre. La partie terrestre leur est utile à Barèges. L'encadrement se compose d'un chef de stage accompagné de trois instructeurs et d'un soutien technique médical. Le kit de survie varie en fonction des appareils pilotés. Certains bénéficient d'une pelle pour creuser dans la neige, d'autres pas. Aussi, les stagiaires doivent gérer leur survie avec leurs propres moyens. Lors de la phase pratique, ils apprennent à construire des raquettes en bois, des pièges et des abris. Ils s'exercent au signalement de leur position en territoire enneigé. Se protéger avec peu de moyens, s'hydrater et se prodiguer des soins sont autant de

savoirs qu'il leur faut acquérir. Les PN sont confrontés à des conditions extérieures difficiles, les températures variant entre 0°C à -15°C.





Les abris changent en fonction de l'aéronef. Ils peuvent parfois s'apparenter à un igloo. À l'intérieur peuvent se réfugier jusqu'à quatre personnes. Les occupants veillent à tour de rôle la nuit pour surveiller l'entrée de l'igloo, qu'une chute de neige trop importante pourrait bloquer, les privant d'oxygène. Le CFSS apprend également aux stagiaires à faire un feu, réguler leur température corporelle, rechercher de la nourriture, etc. L'évaluation des stagiaires entretient une forme d'émulation entre eux. Les conditions sont rudes, mais ce travail de groupe permet à chacun de se connaître soi-même un peu mieux.

La formation évolue au rythme du changement de matériels de survie. Les retours d'expériences au lendemain de crashs ou d'éjections sont également pris en compte. Tous les trois ans, les CMA de Barèges et Méribel dispensent aux PN des stages d'une semaine destinés à leur permettre de réviser les acquis de cette formation temps froid.



Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

Challenge Mars@hack à Mont-de-Marsan

Mise à jour : 08/03/2019 – Auteur : © Lieutenant Lise Moricet – Direction : Armée de l'air

Mercredi 6 mars 2019, les aviateurs de l'escadron des systèmes d'information opérationnels et de cyberdéfense (ESIOC) et de l'équipe de marque cyber de l'Armée de l'air, ont mené à Mont-de-Marsan un challenge numérique appelé "Mars@hack".



Pendant plus de dix heures, 50 étudiants répartis en 12 équipes, se sont challengés sur un CTF «Capture the flag», composé de 36 énigmes de différentes niveaux et techniques de *hacking* (*stegano/crypto, wargame, exploit, remote, forensic, programmation, reverse, web*). Un défi créé et organisé par 30 personnels de l'ESIOC (escadron des systèmes d'information opérationnels et de cyberdéfense) et de l'équipe de marque cyber de la base aérienne 118 en partenariat avec la ville de Mont-de-Marsan et l'université de Pau et des pays d'Adour. L'objectif de cette journée était multiple : déceler d'éventuels des profils à fort potentiel cyberdéfense pour un recrutement au sein des forces d'active et de réserve, partager une passion et des activités ludiques autour du *hacking* et enfin démontrer le savoir-faire cyber de l'Armée de l'air au grand public.



Près de trois mois ont été nécessaires à ces aviateurs experts dans le domaine pour concevoir ce challenge numérique ouvert à tous. L'ESIOC étant l'unité experte de l'Armée de l'air dans la lutte informatique défensive. Elle est en particulier chargée de détecter les attaques cyber sur les systèmes d'information métiers de l'Armée de l'air et d'intervenir à un niveau tactique afin de contrer ce type d'attaque.

Retrouvez un article complet l'ESIOC dans le prochain numéro d'Air actualités 721 de mai 2019.



Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

d – Gendarmerie Nationale

Interdiction des prises de vue au-dessus du fort de Brégançon (version actualisée)

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 4 mars 2019 A la une, Brèves, L'actualité PACA, Officiel P-M.G



Un fusil antidrones exposé à Eurosatory sur le stand de la Gendarmerie (DR).

Les prises de vue aérienne au-dessus du fort de Brégançon (Var), résidence officielle d'été des présidents de la Ve République, sont désormais interdites par un arrêté du Premier ministre.

Le Journal officiel a publié dimanche une nouvelle liste des 291 "*zones interdites à la prise de vue aérienne par appareil photographique, cinématographique ou tout autre capteur".* Le fort de Brégançon, un piton rocheux situé au large de la commune de Bormes-les-Mimosas, ne figurait pas dans la dernière liste des 289 zones interdites aux prises du vue, publiée milieu octobre 2018.

A mois d'août 2018, un drone qui survolait le fort où se trouvait Emmanuel Macron, avait été neutralisé par un fusil brouilleur d'ondes de la Garde républicaine, chargée de la protection du président.
Le fort de Brégançon, comme toutes les résidences présidentielles (Elysée, La Lanterne …) est

surveillé par la Garde républicaine. Le Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR) assure la protection rapprochée du président.

Le non-respect de l'interdiction de survol et de prises de vues aérienne au dessus d'une zone déterminée est passible d'un an d'emprisonnement et de 75.000 euros d'amende.

Parmi les 291 zones interdites aux prises de vue aérienne figurent les établissements pénitentiaires, les centrales nucléaires et d'autres installations sensibles.

Une zone interdite au-dessus de Brégançon

En 2005, une zone réglementée d'interdiction de survol – une zone où la pénétration est soumise à certaines conditions – a été instaurée par un arrêté du 10 août 2005 afin d'assurer la protection du fort. Cet arrêté a été remplacé par un arrêté du même type, en date du 14 mars 2008. Ce dernier, enfin, vient d'être remplacé par un arrêté du 28 janvier 2019 "portant création d'une zone interdite identifiée LF-P 48 Fort de Brégançon (Var), dans la région d'information de vol de Marseille" qui impose cette fois-ci l'interdiction totale de survol du fort en dessous de 1.000 mètres d'altitude.

Gilets jaunes : le "cacatov" et le "pipitov", nouvelles armes contre les forces de l'ordre

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 4 mars 2019 A la une, Brèves, Société



A Notre Dame des Landes , des catapultes ont été utilisées pour lancer des "pipitov" Angeleses / Pixabay

Le phénomène était déjà apparu à Notre-Dame-des Landes ainsi qu'à Bure avec des bombes d'urine, projetées sur les gendarmes avec des catapultes.

Lors du dernier acte des Gilets jaunes, des policiers ont essuyé des jets d'excréments à Marseille et Montpellier.

Ce phénomène qui, hélas, se développe, est appelé "cacatov" pour "caca" et cocktail molotov, ou "pipitov"

Il vient du Venezuela où il a été utilisé par les opposants au régime Maduro.

Le "cacatov" peut représenter un réel danger pour les forces de l'ordre. *« C'est plein de bactéries, c'est vraiment dangereux »,* a assuré au site *Métropolitain,* un médecin urgentiste.

"*Des sacs remplis de merde ont été jetés sur des policiers de la BAC (brigade anti-criminalité) et ont explosé. Trois fonctionnaires ont été souillés à un point inimaginable* !", a relaté à La Provence. Rudy Manna, du syndicat Alliance. *"Les policiers se sont sentis profondément humiliés", a-t-il ajouté.*



La Provence

✔ @laprovence

#Marseille : des policiers souillés par des jets d'excréments hier lors de la manifestation http://sur.laprovence.com/hWX-3 #Faitsdivers

41

21:10 - 3 mars 2019

Mineurs victimes : l'association « la mouette » et la gendarmerie nationale signent une convention de partenariat

Accueil Actualités 2019 https://www.gendinfo.fr/ 7 mars 2019 - Par le commandant Céline Morin



© Sirpa Gend - BRC Florian Garcia

La gendarmerie nationale a signé avec l'association « la mouette » une convention de partenariat visant à créer et à aménager, au sein des casernes de gendarmerie, des salles spécialement agencées pour les auditions de mineurs victimes d'agressions, notamment sexuelles.

Le 6 mars, au sein de la direction générale de la gendarmerie nationale, le général de corps d'armée François Giéré, directeur des opérations et de l'emploi, a signé avec Mme Annie Gourgue, présidente de l'association « la mouette », une convention de partenariat visant à créer et à aménager, au sein des casernes de gendarmerie, des salles spécialement aménagées pour les auditions de mineurs victimes, dites « salle Mélanie ».

Cette convention a été signée en présence du général de division Jean-Philippe Lecouffe, sous-directeur de la police judiciaire et de Mme Pascale Sig-Fertilhanges, vice-présidente de l'association.

L'objectif de ce document est de fixer un cadre national auquel les formations administratives de la gendarmerie pourront se référer pour décliner localement un partenariat avec l'association, en vue de l'aménagement d'une ou de plusieurs salles.

Au cours des dix dernières années, quinze salles « Mélanie » ont déjà vu le jour grâce à l'association « la mouette », dont l'objet est la défense et la protection de l'enfant, l'aide et le soutien aux familles de victimes, la recherche d'enfants disparus et la lutte contre la pédophilie.



La montée en puissance attendue de la Gendarmerie dans la lutte contre la délinquance financière

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 7 mars 2019 A la une, Opérationnel Gabriel Thierry



Bureau Nouvelles technologies. (Photo d'illustration S.D L'Essor)



La Cour des comptes (Crédit photo: TouN

En matière de délinquance financière, l'Intérieur et la Justice peuvent mieux faire. La Cour des comptes vient de publier récemment un référé daté du 12 décembre 2018. Son constat? Les deux ministères ont des belles marges d'amélioration dans l'organisation des enquêtes et des poursuites judiciaires en matière de délinquance financière. Une criminalité qui, écrivent les magistrats de la rue Cambon, fait l'objet *"d'une attention insuffisante au regard de son impact sur le tissu économique et social"*.

Escroqueries bancaires, fraudes ou affaires de travail illégal forment le lot quotidien de cette forme de criminalité. Tous services de police confondus, cela correspond à environ 7.000 affaires par an, souvent suivies localement. "*La très grande majorité des infractions constatées sont traitées par les directions départementales de la sécurité publique et les groupements de gendarmerie départementaux*", détaille la Cour des comptes. On dénombre également, selon la Cour des comptes, pour le moment 19 groupes financiers dans les 30 sections de recherches de métropole, mais aucun dans les sept sections de recherches d'outre-mer.

A travers la réponse du ministre de l'Intérieur au référé, on en sait un peu plus sur la montée en puissance de la Gendarmerie contre cette délinquance en col blanc. Visiblement attendu par les magistrats de la Cour des comptes, l'ordre de bataille de l'Institution répond en partie aux cinq recommandations formulées dans le référé. Ainsi, la proposition des magistrats de la rue Cambon de créer une instance de concertation sur ce sujet en Île-de-France est accueillie favorablement par les directions générales de la Police et de la Gendarmerie nationales. Même si, précise l'Intérieur, "*la coordination entre acteurs dans la lutte contre la délinquance économique et financière existe"* déjà. Les magistrats de la Cour des comptes avaient relevé une dispersion et une mauvaise répartition des moyens existants dans cette région.

Effort de formation continue



Au Centre national de la formation à la police judiciaire (CNFPJ), en octobre 2018 (Crédit photo: GT/ L'Essor).

Par contre, l'Institution estime que la recommandation de la Cour des comptes de créer une filière de recrutement d'officiers adaptée pourrait être difficile à mettre en œuvre. Une telle filière spécialisée, estime la direction générale, pourrait remettre en cause l'unité de la filière généraliste *"et affaiblir l'attractivité des perspectives de carrières*". L'Institution propose plutôt de qualifier des officiers sans créer une filière interne spécifique.

Surtout, l'Arme veut placer l'essentiel de l'effort sur le terrain de la formation continue. Le cursus de formation en matière de délinquance financière, assuré par le Centre national de la formation à la police judiciaire (CNFPJ), a ainsi été revu. Il est depuis deux ans structuré en trois niveaux. "*Le dispositif est connu et apprécié des unités territoriales*", note la Cour des comptes.

Si l'on comptait dans l'Arme environ 400 officiers et sous-officiers formés en 2017, la direction générale espère tripler ce chiffre dans les cinq ans à venir. Concrètement, l'Institution prévoit de former 900 enquêteurs en brigades de recherches au niveau "Defi 1". Deux cent militaires de groupement départemental seront eux formés au niveau 2. Enfin, tous les effectifs des unités financières de sections de recherches et offices centraux, environ 200 gendarmes, le seront également au niveau trois. Soit en tout 1.300 militaires, un effort de formation conséquente.

Fidélisation

Pour fidéliser ces enquêteurs très pointus, la Gendarmerie a mis en place une prime de haute technicité. "*Depuis l'extension du périmètre de cette prime de fidélisation des compétences en 2017, 73 % des 226 sous-officiers qualifiés Defi et remplissant les conditions en sont attributaires*",

note la direction générale. Le nombre de primes distribuées devrait suivre l'effort de formation, avec un contingent en forte hausse en 2019.

Une gratification sans doute nécessaire : la Cour des comptes relève que tous les services de police "*font état de difficultés pour pourvoir les postes spécialisés". "Les fonctions d'investigation semblent, en effet, être de plus en plus désaffectées et de moins en moins encadrées"*, notent de manière générale les magistrats de la rue Cambon.



La gendarme Karine Beguin, chef du département Atteintes aux systèmes de traitement automatisé de données du C3N, devant une démonstration de Perceval (Crédit photo: GT/L'Essor).

Les magistrats de la rue Cambon délivrent au passage un bon point aux gendarmes. *"La pratique innovante du devis judiciaire par la Gendarmerie, qui consiste à proposer au magistrat qui suit l'affaire (parquet ou juge d'instruction) un volume donné d'investigations à mener au regard de l'enjeu du dossier, est sans doute à encourager, parallèlement aux simplifications de la procédure pénale mises en chantier*", soulignent-ils.

Autre initiative à mettre au crédit de la Gendarmerie, le lancement de la plate-forme Perceval de lutte contre la fraude aux cartes bancaires. Le nouvel outil, développé par le service central de renseignement criminel (SCRC) et lancé au printemps 2018, avait été rapidement saisi par les victimes.

La commission des Lois valide la réforme du maintien de l'ordre

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 7 mars 2019 A la une, Société G.T.



Maintien de l'ordre lors d'une manifestation contre la loi Travail à Paris en juin 2016. Photo d'illustration. Crédit photo : Jacques Billaudel.

L'agenda parlementaire s'accélère sur la question du maintien de l'ordre. La commission des Lois du Sénat vient d'adopter, sans modifications, ce mercredi 6 mars, la proposition de loi sur le maintien de l'ordre. Initialement déposée par le sénateur (LR) de la Vendée Bruno Retailleau, ce texte a été repris par l'exécutif qui en a fait son vecteur pour sa réforme du maintien de l'ordre, mis à l'épreuve dans la crise des Gilets jaunes.

"Le texte remanié et complété par l'Assemblée nationale maintient les objectifs poursuivis par le Sénat, observe dans un communiqué la commission des Lois de la chambre haute. *Plusieurs modifications lui ont utilement été apportées, de manière à garantir une meilleure opérationnalité des dispositifs."*

Les sénateurs s'interrogent toutefois sur la constitutionnalité de l'article deux de la proposition de loi, relatif à l'élargissement de la mesure d'interdiction administrative de manifester. Mais les élus de la commission des Lois, estimant qu'il y a urgence, sur le front du maintien de l'ordre, ont mis un mouchoir sur leurs réticences.

Une réforme attendue

"Nous ne saurions tolérer plus longtemps que, chaque week-end, des groupes organisés de casseurs sèment le trouble et s'en prennent, avec une violence inédite, à nos forces de l'ordre",

souligne la sénatrice (LR) du Haut-Rhin Catherine Troendlé. "*Il convient de ne pas retarder l'entrée en vigueur d'instruments juridiques fortement attendus par nos forces de l'ordre"*, poursuit la rapporteure de cette proposition de loi.

Le texte, étudié en séance publique en deuxième lecture ce mardi 12 mars, sera précédé par un premier débat, ce jeudi 7 mars, sur les lanceurs de balles de défense (LBD). La chambre haute va en effet se pencher sur une autre proposition de loi, visant elle à interdire cette arme intermédiaire dans le cadre du maintien de l'ordre. Si un vote favorable ne semble guère probable, elle devrait être cependant l'occasion de débattre sur ses usages – une proposition de loi similaire vient d'être déposée, ce 6 mars, à l'Assemblée nationale.

Selon les derniers chiffres officiels disponibles, 9 228 tirs de LBD, dont 8 163 par la Police et 1 065 par la Gendarmerie, ont été effectués au cours de manifestations liées aux Gilets jaunes. Arme indispensable pour contenir les émeutiers les plus violents, pour les forces de l'ordre, elle est accusée par ses détracteurs d'avoir provoqué des blessures graves chez des manifestants.

Promotion sociale: les gendarmes peuvent croire aux étoiles

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 8 mars 2019 A la une, Vie des personnels Matthieu Guyot (avec Pierre-Marie Giraud)



Sous-officiers de la Gendarmerie dans la cour d'honneur des invalides (M.GUYOT/ESSOR)

Mercredi, la Gendarmerie a changé de directeur des ressources humaines. Au-delà de l'importance que cette nomination revêt pour les gendarmes, elle est hautement symbolique car celui qui est désormais le quatrième personnage de l'Institution, le général de division Armando de Oliveira, est un ancien sous-officier. Général trois étoiles depuis le 1er février, il devrait finir sa carrière au moins comme général de corps d'armée (quatre étoiles).

Escalier ou ascenseur social?

L'un de ses prédécesseurs de 2013 à 2016, le général de corps d'armée (2S) Philippe Mazy avait également commencé sa carrière comme sous-officier, et même comme gendarme auxiliaire puisqu'il avait effectué son service en Gendarmerie. Finir au sommet de l'Institution quand on y est entré au plus bas de l'échelle hiérarchique montre que l'ascenseur social fonctionne encore au sein de l'Arme. Ou plutôt l'escalier social. En effet, comme l'expliquait le général Mazy il y a un an à *L'Essor*, *"il ne suffit pas d'appuyer sur le bouton pour que l'ascenseur monte. Il faut monter les marches une par une, à la force des jarrets"*.

Des généraux qui ont commencé monogalon

Ces carrières exemplaires demandent des efforts mais restent donc possibles, comme en témoignent, au hasard, les parcours du général de corps d'armée, Michel Labbé, inspecteur général de la Gendarmerie nationale, ou des généraux de brigade Pierre Bouquin, commandant l'école de Gendarmerie de Chaumont, Jean-Marc Descoux, commandant la gendarmerie de Guadeloupe, Anne Fougerat, secrétaire générale de la Garde nationale et Philippe Guichard, commandant de la gendarmerie de l'air. A leurs tout débuts, ces cinq généraux ont porté sur leur uniforme un galon de gendarme.

Trafic d'armes entre les USA et la France et un atelier clandestin mis au jour par les gendarmes

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 8 mars 2019 A la une, Brèves, L'actualité Pays de la Loire, Opérationnel D.C.



Après celles de fin 2017 et de juin 2018, la section de recherches (SR) d'Angers vient de réaliser une nouvelle fois une très belle affaire de trafic d'armes. Assistée des groupements de gendarmerie du Maine-et-Loire, de Mayenne et de la Sarthe, un trafic d'armes en bande organisée en provenance des Etats-Unis, a été mis au jour dans le cadre d'une enquête pilotée par la juridiction interrégionale spécialisée (Jirs) de Rennes.

Quatre personnes ont été mises en examen pour *"infraction à la législation sur les armes de catégorie A et B en bande organisée et participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation de délits punis de 10 ans d'emprisonnement*". Elles ont été écrouées.

Avec l'aide d'Europol et avec le soutien de l'antenne GIGN de Dijon, une opération d'envergure a été menée le mardi 26 février dans le Loiret, la Nièvre, la Savoie, la Seine-et-Marne et le Val-de-Marne. Elle a permis d'interpeller sept suspects et de mettre la main sur les armes.

Les saisies sont spectaculaires : une soixantaine d'armes de poing, dont près d'une dizaine de pistolets-mitrailleurs de type Uzi et une vingtaine d'armes d'épaule, selon le communiqué du parquet.

450 armes écoulées

Mais, ce qui est inédit, c'est la découverte d'un "*véritable atelier de confection d'armes à Nemours*" (Seine-et-Marne), avec une cinquantaine d'armes de poing prêtes ou en cours de préparation. Deux cadres du bâtiment, des quinquagénaires discrets, précise Ouest France, travaillaient dans cet atelier clandestin. Ils pouvaient revendre les pièces entre 2 000 et 2 500 euros l'unité à des délinquants de banlieue.

9 bâtons de dynamite d'origine suisse et plusieurs grenades défensives ont été trouvées dans une cache enterrée chez un autre suspect.

Les armes de poing étaient achetées "*en toute légalité*" aux Etats-Unis et étaient ensuite envoyées en France *"en toute illégalité" sous la forme de pièces détachées réparties en de multiples petits colis vers de nombreuses adresses"*, détaille le parquet.

Une personne a ainsi été interpellée début février aux Etats-Unis par les policiers de la sécurité intérieure (HSI) alors qu'elle tentait "*d'envoyer des colis contenant une vingtaine de carcasses et canons de pistolets-mitrailleurs Uzi*".

Trois jours plus tard, trois autres colis étaient interceptés à l'aéroport de Roissy, contenant *"30 culasses, canons, tiges guides et ressorts récupérateurs de pistolets Beretta 92S".* Les enquêteurs estiment que 450 armes ont ainsi pu être écoulées.

L'affaire avait débuté dans le Morbihan. Lors d'une perquisition, les enquêteurs de la SR avaient été très intrigués par un habitant de Seine-et-Marne qui faisait commerce d'un nombre important d'armes. Les gendarmes ont tiré les fils de la pelote qui les a conduits aux États-Unis.

Info L’essor – Gilets jaunes : les gendarmes ont tiré seulement 35 balles de défense depuis le 1er février

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 8 mars 2019 A la une, Brèves, Opérationnel P-M.G



Illustration (MG/L'Essor).

Les gendarmes mobiles et départementaux ont utilisé seulement à 35 reprises les lanceurs de balles de défense (LBD 40) depuis le 1er février, selon les informations de *L’Essor*. Dans le même temps, la Police a fait usage de cette arme controversée 3.832 fois. Par ailleurs, pendant la même période, le pourcentage des tirs effectués par les militaires de la Gendarmerie a encore diminué par rapport à ceux des fonctionnaires de Police, toujours selon nos informations.



Un lanceur de balles de défense de 40 mm (Photo/MG/L’Essor).

Le secrétaire d’Etat à l’Intérieur Laurent Nunez a annoncé jeudi au Sénat, lors de l’examen d’une proposition de loi visant à interdire l’usage des LDB 40, que 13.095 tirs de cette arme avaient été enregistrés au total depuis le 17 novembre jusqu’à la veille de l’acte XVII (samedi 9 mars) des manifestations de Gilets jaunes. Selon les informations de *L’Essor*, pendant la même période, les gendarmes ont utilisé le LBD 40 a seulement 1.100 reprises, soit un ratio de 8 %.

35 tirs pour les gendarmes, 3.832 pour les policiers

La dernière fois que le ministère de l’Intérieur avait publié des chiffres, c’était à la veille de l’acte XII (samedi 2 février), au moment où le Conseil d’Etat avait refusé de suspendre l’utilisation de cette arme. La place Beauvau alors avait dénombré officiellement 9.228 tirs de LBD 40. Parmi eux, selon nos informations, 1.065 étaient du fait des gendarmes (mobiles ou départementaux), soit un pourcentage de 11,5 %. Entre le 1er février et le 7 mars, les gendarmes ont donc utilisé le LBD 40 à 35 reprises, le reste, soit 3.832 tirs, étant le fait des policiers.

D’une manière générale, les chiffres disponibles montrent que les forces mobiles (gendarmes mobiles et CRS) ont beaucoup moins utilisé le LBD que les compagnies d’intervention de la préfecture de police et les détachements d’action rapide (DAR), formés de policiers de BRI ou de la BAC. Les escadrons de gendarmerie mobile (EGM) et les compagnies républicaines de sécurité (CRS) sont effet davantage rompues au maintien de l’ordre et mieux encadrés que les compagnies d’intervention ou les DAR.

Arme très controversée, le LBD 40 est soupçonné d’avoir causé des dizaines de blessures graves, comme des éborgnements. Son utilisation a provoqué l’ouverture de 83 enquêtes des inspections internes de la Police et de la Gendarmerie : 81 pour l’IGPN et 2 pour l’IGGN.

Haute-Savoie : les gendarmes réalisent le rêve d'un jeune garçon atteint d'une maladie grave

Accueil Actualités 2019 https://www.gendinfo.fr/ 8 mars 2019 - Par le commandant Céline Morin



@ D.R.

Le petit Paul en rêvait, les gendarmes de Chamonix l'ont fait. Entre deux interventions, le jeune garçon a en effet pris avec bonheur son envol à bord de l'hélicoptère de la section aérienne de gendarmerie de Chamonix-Mont-Blanc.

S'associant au projet solidaire contre le cancer pédiatrique, « Espoir haut sommet », porté par six pompiers lyonnais, les gendarmes de Chamonix ont permis à Paul, un jeune garçon atteint d'un cancer au cerveau, de réaliser son rêve.

Dimanche 3 mars, le petit garçon de 5 ans s'est ainsi rendu à la DZ des Bois, sur laquelle stationne l'hélicoptère de la section aérienne de gendarmerie de Chamonix-Mont-Blanc, qui assure la sécurité de la vallée.

Passionné d'engins motorisés en tous genres, il a tout d'abord pu observer depuis le tarmac le ballet aérien des hélicoptères, avant d'avoir la joie d'embarquer à son tour avec son papa et son doudou à bord de l'hélicoptère bleu de la gendarmerie pour un baptême du ciel au-dessus du Mont-Blanc.

Après quelques turbulences, Paul a même pu prendre les commandes de l'appareil, sous le regard vigilant du pilote.

À l'occasion de cette journée, il a également pu visiter la caserne des pompiers de Chamonix et effectuer un tour sur leur engin à chenillette, utilisé pour les secours.

C'est avec joie que gendarmes et pompiers se sont attachés à rendre ces instants inoubliables pour le petit garçon.

Source : Gendarmerie de la Haute-Savoie

e – Service de Santé

Imagerie d'urgence : un nouveau mannequin de simulation pour la formation BSPP/forces

Mise à jour : 05/03/2019 – Direction : ©BCISSA

La division santé de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) développe depuis quelques années un partenariat privilégié avec la Fondation des Gueules Cassées. Celui-ci s'est traduit par l'acquisition récente d'un nouveau mannequin d'échographie U/S mentor de Simbionix qui vient compléter la gamme de matériels de simulation.



Un premier stage BSPP/forces s'est tenu en semaine 7 pour l'acquisition d'image en urgence : abdomen, échographie cardiaque et thoracique d'urgence. Le mannequin de simulation venant compléter la formation théorique et pratique sur sujets sains. Celui-ci est doté de modules d'entraînement permettant de procéder à des examens échographiques et à la réalisation des différentes coupes de référence en cœur et abdomen. Enfin, il permet de faire des cas cliniques de pathologies diverses dans ces domaines et de suivre l'évolution des apprenants. Situé au sein des locaux de l'école du Val-de-Grâce, il est aussi utilisé lors de la formation First Aid & Security Training (formation aux premiers secours) écho effectuée par les médecins au profit des forces.

De manière plus générale, la cellule formation de la division santé de la BSPP, l'École du Val-de-Grâce forme des médecins, internes et infirmiers du SSA ainsi que des partenaires civiles (internes civils, SAMU d'Ile de France...). Une centaine de jours de formation sont proposés sur des thématiques pour lesquelles la BSPP possède une expertise : voies d'abord, intubation difficile, pédiatrie d'urgence, simulation de traumatismes sévères.

En savoir plus sur l'association les Gueules Cassées : https://www.gueules-cassees.asso.fr

Sources : ©BSPP Droits : ©DCSSA

Les AURORA sont arrivés au CTSA !

Mise à jour : 07/03/2019 – Auteur : ©CTSA – Direction : ©BCISSA

Le Centre de Transfusion Sanguine des Armées (CTSA) a reçu il y a quelques jours les nouveaux automates de plasmaphérèse Aurora®. Après une fin d'année compliquée suite à l'arrêt brutal de l'utilisation des machines d'aphérèse MCS+® de la société Haemonetics, par décision de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), le CTSA peut grâce à ces Aurora® de nouveau collecter du plasma.

Le prélèvement par aphérèse de plasma ou de plaquettes est vital et irremplaçable pour soigner chaque jour des milliers de patients. Il se fait au bras du donneur et permet, lors d'un don de moins d'une heure, de recueillir le plasma et de rendre, au donneur, les autres constituants du sang (globules rouges et plaquettes) : c'est la plasmaphérèse.

Le système de plasmaphérèse Aurora peut supporter une communication de données, sans fil, bidirectionnelle, conçue pour éliminer les étapes manuelles et augmenter la satisfaction de l'opérateur et du donneur.

Après qualification sur place de ces automates et formation des infirmier(e)s de prélèvement, le CTSA a donc pu reprendre cette activité, indispensable à la production de plasma lyophilisé (PLYO), au sein des sites de l'ilot Percy à Clamart (92) et sur le site de l'HIA Sainte Anne à Toulon (83).

La mise en place de ces automates permet de répondre aux objectifs opérationnels du CTSA pour l'année 2019.



Sources : ©DCSSA Droits : ©DCSSA

f – Renseignement

La DGSE ne cherche pas qu'à pirater Fortnite

https://korii.slate.fr/ Jean-Marc Manach 24/01/2019 à 6h13, mis à jour le 24/01/2019 à 12h09



Ce garçon est sans doute un peu jeune pour intégrer les rangs de la DGSE, mais il a déjà les bons réflexes. | Teddy Kelley via Unsplash

Des stages très, très qualifiés, à choisir parmi 153 offres: la DGSE ne s'intéresse pas qu'aux jeux vidéo, mais à tous les domaines de l'espionnage numérique et du hacking.

La Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) ne se contente pas, comme l'a récemment relevé le Monde, reprenant une info dénichée par la lettre spécialisée Intelligence Online, de recruter un stagiaire pour dénicher d'éventuelles failles informatiques contenues dans les jeux vidéos multijoueur à succès comme *Fortnite*, *PUBG*, *World of Warcraft*, *League of Legends* ou *Counter Strike*.

Elle cherche encore moins à espionner celles et ceux qui y jouent sans arrière-pensée, mais bel et bien à se donner les moyens propres à débusquer les *wanabees* terroristes, espionnes ou espions qui, d'aventure, pourraient un jour chercher à s'en servir. *Le Bureau des Légendes* avait déjà montré des espions de la DGSE communiquant via des messageries de sites lambda, *a priori* plus furtifs que les messageries sécurisées type Telegram, WhatsApp ou Signal.

Le «Domain Fronting», surfez masqués

Son catalogue de stages techniques, réservés aux titulaires de diplômes supérieurs (de quatre à six années d'études après le bac) dénombre ainsi pas moins de 153 offres de stage, véritable inventaire à la Prévert des (boîtes à) outils dont elle souhaite doter ses ingénieures, ingénieurs et hackers. La comparaison avec le catalogue de l'an passé témoigne par ailleurs de la montée en gamme de sa direction technique (DT).

Les fans de «jamesbonderie» risquent cela dit d'être quelque peu déçus: un seul de ces stages vise explicitement à doter les agents de la DGSE d'un gadget espion, le stagiaire devant *«étudier les différentes possibilités pouvant amener à donner l'illusion qu'un smartphone est éteint (arrêt de l'écran, leds, vibrations, haut-parleur, connectivité, etc.)»*, tout en étant capable d'activer *«certaines fonctionnalités et capteurs (réseau, caméra, GPS, etc.) si besoin»*.



La DGSE est désormais sur YouTube, où elle promeut ses embauches. Notamment ses embauches de stagiaires hautement qualifiés.

Les autres stages sont très (très) techniques –et généralement truffés de termes scientifiques imbitables pour le grand public–, mais ce n'est pas une raison pour s'empêcher de les vulgariser. La DGSE s'intéresse ainsi au *Domain Fronting, «une technique permettant de masquer l'identité réelle d'un communiquant, utilisée avec succès par plusieurs applications comme TOR, Signal ou Telegram pour contourner la censure sur internet, ainsi que par certaines familles de* malwares [logiciels malveillants]*»*. Pour ce faire, les applications passent par les infrastructures de cloud de Google ou d'Amazon, par exemple, afin de noyer les requêtes qui pourraient potentiellement être censurées dans l'énorme masse du trafic que ces prestataires de mégadonnées génèrent, au

point qu'aucun pays ne saurait se permettre de censurer l'intégralité du trafic transitant par Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft (les GAFAM).

Le DGSE sur le «darknet»

Mieux: la DGSE veut également pouvoir créer des sites web et serveurs de messagerie sur un *darknet*, ces réseaux superposés à internet et qui sont conçus pour essayer de garantir l'anonymat des internautes comme des développeurs et développeuses. Un stage vise en effet à *«concevoir et développer une infrastructure complète permettant de déployer à la volée des services cachés sécurisés»* (du nom donné aux serveurs relais anonymisant utilisés par le réseau TOR notamment, le plus connu des *darknets*), mais également *«réaliser l'interconnexion avec les infrastructures internes existantes»*.

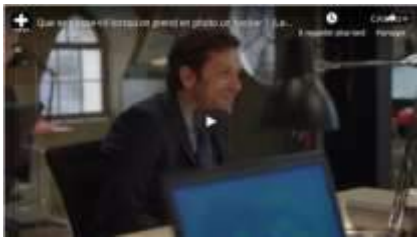
Étudier les faiblesses cryptographiques dans les blockchains La DGSE, dans une offre de stage

On sait en effet qu'au-delà de sa caricature sensationnaliste consistant à les présenter comme un «internet clandestin» utilisé par des escrocs, pédophiles et dealers ainsi que par leurs clientes et clients, les *darknets* sont également utilisés par des médias, journalistes et ONG pour communiquer de façon sécurisée avec des lanceurs d'alerte –à ce titre, si vous voulez communiquer de façon sécurisée voire anonyme avec moi, c'est par là. Ces réseaux de l'ombre sont aussi soupçonnés de constituer des canaux clandestins pour les conceptrices et développeurs de logiciels malveillants, de sorte que l'on puisse remonter jusqu'à eux. Or, la DGSE développe et exploite elle aussi, à l'instar de la National Security Agency (NSA) et des principaux autres services de renseignement techniques, ses propres *malwares* et logiciels espions.

Du fait de leurs succès croissant, la direction technique cherche également à *«évaluer et tester la solidité des cryptomonnaies et leur résistance à diverses attaques, qu'elles concernent l'anonymat, le traçage de devises volées, le vol de bitcoins ou de portefeuilles»*, ainsi qu'à étudier les *«faiblesses cryptographiques dans les blockchains»* afin, dans un deuxième temps, de *«fournir une implémentation de ces attaques»*. L'intitulé du stage ne précise pas s'il s'agit de se prémunir de ces failles ou, *a contrario,* d'apprendre à les exploiter. Mais on sait que la DGSE est, depuis des années, passée à ce qu'elle qualifie de *«lutte informatique active»* (LIA) –un euphémisme désignant les (cyber) opérations «offensives» de la DT.

Et l'IA ? L'IA aussi

De nombreux autres stages portent à ce titre sur le développement ou l'amélioration d'outils d'*«analyse dynamique de recherche de failles web»* (et donc côté serveur), ou bien *«facilitant l'exploitation de vulnérabilités dans un navigateur web»* (côte client), voire ciblant des applications Android, iOS ou Windows Phone. Un autre propose d'aller encore plus loin, en aval, afin d'identifier les vulnérabilités d'un *«bootloader, le premier élément sur lequel démarre un téléphone portable»*. Il est ainsi expliqué que *«compromettre le bootloader casse le premier maillon de la chaîne de démarrage et permet de compromettre en cascade l'ensemble du système»*, de sorte que même un antivirus ou *antimalware* ne puisse l'en protéger.



«C'est basique, mais il faut quand même savoir le faire»: cet extrait du *Bureau des Légendes*, série de Canal+ consacrée à la DGSE, donne (peut-être) une bonne idée de ce qui est attendu des candidats.

À défaut de pouvoir s'attaquer directement aux terminaux, la DT cherche aussi à étudier *«la plus-value des méthodes d'apprentissage automatique appliquées à la reconnaissance automatique des échanges chiffrés»*, et notamment des *«traces identifiables et exploitables laissées dans les*

applications associées pour la protection des données de l'utilisateur» –en particulier dans les *«conteneurs chiffrés»* servant de coffre-fort électroniques.

«De nombreux exemples existent, précise l'offre de stage, parmi lesquels certains cookies utilisés lors de la navigation sur internet, certains gestionnaires de mots de passe, certaines bases de données employées par le système d'exploitation, etc. Combinées, ces informations permettent d'accéder à des secrets protégés par le système d'exploitation et à tout ou partie de l'historique des actions réalisées par l'utilisateur.» L'internet des objets (IOT) ayant le vent en poupe, un autre stagiaire devra de son côté effectuer un *«état de l'art concernant le fonctionnement des systèmes IOT les plus présents en insistant particulièrement sur leur sécurité et les méthodes de chiffrement employées pour les systèmes sécurisant leurs communications»*.

En matière d'intelligence artificielle, un stage vise par ailleurs à *«construire une plateforme d'annotation de données permettant de produire de manière collaborative des données d'entraînement fondées sur des techniques de Machine Learning afin de pouvoir reconnaître un visage, une langue, une thématique, une voix»*. Un autre cherche encore à développer des *«traitements d'analyse d'images (détection de visage et d'objets, alimentation de tags dans les métadonnées...)»* et un troisième à étudier les bases de données orientées permettant de *«mettre en relation différentes entités et objets (type réseaux sociaux)»*.

Planquez vos m0ts d3 p4sse

Sans que l'on sache, là non plus, s'il s'agit d'un prototype de LIA («lutte informatique active») ou bien de LID (pour «lutte informatique défensive», le qualificatif militaire appliqué à la cyberdéfense), d'autres stages visent à *«recenser les différents outils d'attaque de mots de passe, tel que Hashcat ou JohnTheRipper»* (les deux logiciels de cassage de mots de passe les plus connus), mais également à *«développer un outil automatique de recouvrement»* desdits mots de passe.

À cet effet, un stage cherche à étudier le *«recours aux l33ts»,* du nom donné par une élite de hackers et de geeks des années 1990 au fait de remplacer la lettre *e* par un *3,* le *a* par un *4,* le *5* par un *$,* etc., depuis surtout utilisés pour complexifier les mots de passe, à mesure qu'ils requièrent le recours à des lettres, chiffres et caractères spéciaux.

L'intérêt de la DGSE pour les mots de passe ne date pas d'hier: en 2010, Bernard Barbier, alors directeur technique de la DGSE, avait ainsi expliqué que *«la mémoire humaine n'étant pas infinie, les utilisateurs utilisent souvent les mêmes mots de passe»*, ce qui permet d'identifier les apprentis terroristes qui utilisent les mêmes types ou bases de mots de passe lorsqu'ils interviennent sous leurs pseudonymes de guerre, la nuit sur les forums de discussion, que lorsqu'ils s'expriment, le jour, sous leurs vrais noms et sur les réseaux sociaux. *«Ils mènent une double vie, mais ont les mêmes mots de passe. Et nous stockons bien évidemment tous les mots de passe, nous avons des dictionnaires de millions de mots de passe.»*

En l'espèce, les stagiaires devront vérifier *«la robustesse des mots de passe "l33ts" face aux attaques connues»* et estimer si *«ces mécanismes de remplacement de lettres et de groupes de lettres par des chiffres et caractères spéciaux rendent nos mots de passe plus robustes», «constituer un état de l'art quant à leur utilisation et leur potentiel supposé afin d'identifier les mots de passe faibles»*, *«mesurer la menace qu'ils représentent pour la sécurité des systèmes»*, *«permettre d'extraire facilement les mots de passe aux normes, mais ne résistant pas aux attaques»* et *«constituer une base de mots de passe conformes aux politiques de sécurité»*. Ce qui n'est pas forcément gagné, vu le nombre de clichés et approximations véhiculés en la matière et entraînant un faux sentiment de sécurité, au détriment d'une sécurité opérationnelle véritablement efficace.

Six mille abonnés sur LinkedIn

J'avais déjà eu l'occasion de parler de l'opération de séduction lancée par la DGSE en général, et sa DT en particulier, ces dernières années. Cette opération de charme l'a depuis conduit à se créer des profils sur YouTube et LinkedIn, explicitement dédiés au recrutement, et même à

distribuer des *goodies* lors du salon VivaTechnology, vitrine internationale de l'écosystème start-up français.

Dans la dernière vidéo de sa chaîne YouTube, mise en ligne à l'occasion du lancement de sa campagne de stages techniques le mois dernier, la DGSE avançait le chiffre de *«70% d'embauche»*, mais aussi que *«c'est la plus grande porte pour y entrer»*. Signe que ses besoins sont pressants, sur LinkedIn, où elle vient de dépasser les 6000 abonnées et abonnés, la DGSE a déployé rien moins que neuf «chargé(e)s de recrutement», dont huit arborent, accolés à même leurs identité de légende, la formule *«la DGSE recrute»*.

Le Collège du renseignement en Europe est désormais sur les rails

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 5 mars 2019



Après le lancement de l'Initiative européenne d'intervention [IEI] qu'il avait appelée de ses vœux lors de son discours de la Sorbonne, en septembre 2017, afin de promouvoir une culture stratégique commune aux pays européens désireux d'y participer, le président Macron, a inauguré, ce 5 mars, à Paris, un « Collège du renseignement en Europe », dans lequel sont représentés 66 des 80 services européens, avec 30 directeurs, 9 coordinateurs nationaux et 13 représentants des institutions européennes.

À la Sorbonne, ayant fait le constat d'une « inflation de menaces » à l'égard de l'Europe, sur fond de remise en cause des alliances passées et même de la « grammaire » des relations internationales; M. Macron avait justifié la création d'une « Académie européenne du renseignement » en expliquant qu'il fallait « renforcer les liens » entre les pays européens dans ce domaine en favorisant les « actions de formation et d'échanges ».

Dix-huit mois plus tard, la situation ne s'est guère améliorée. « Notre continent est attaqué par des puissances qui n'hésitent plus à faire acte d'ingérence dans la vie démocratique de nos nations, à utiliser leurs positions sur le marché européen pour se livrer à une guerre de la donnée. Attaqué par des menaces de plus en plus hybrides, ciblé par des cyberattaques toujours plus violentes visant nos administrations et nos entreprises. Menacé par le terrorisme. Et la chute du califat territorial […] ne signifie clairement pas ni la fin de Daesh, ni la fin de cette menace », a fait valoir M. Macron.

Quoi qu'il en soit, la vocation de ce « collège » est de « sensibiliser les institutions européennes et nationales aux enjeux du renseignement. » À noter que les services britanniques, suisses et norvégiens ont été invités à y participer.

Les « Britanniques sont fondamentaux dans les dispositifs d'échange de renseignement en Europe. Le pays partage nos mêmes préoccupations en matière de contre-terrorisme. » Et leur proximité avec les services américains [le Royaume-Uni fait partie des « Five Eyes », ndlr] n'est pas a priori pas un problème.

Qui plus est, explique l'Élysée, ce « collège ne sera pas un lieu d'échange opérationnel, ni un collège de formation » et il « ne se substituera pas aux structures en place » et « ne sera pas une entité communautaire de l'Union européenne ». Et pour cause : le renseignement est exclusivement une prérogative nationale.

Ce Collège européen du renseignement fait penser au Club de Berne, un forum créé en 1971 afin de faciliter les échanges d'informations, d'expériences et de points de vue entre les différents responsable des services spécialisés du Vieux Continent.

À Paris, il a donc été question du « rôle du renseignement dans la prise de décision », du « continuum entre renseignement intérieur et extérieur » ou encore de la « position du renseignement dans l'Union européenne. » D'autres sessions doivent se tenir par la suite, à raison de quatre par an, dans différentes villes européennes.

g – Cybersécurité

19

https://korii.slate.fr/ Repéré par Thomas Burgel sur Wired 25/02/2019 à 11h28



Derrière ce bureau se cache peut-être un garçon ou une fille capable de faire trembler le monde en quelques lignes de code. | Kaur Kristjan via Unsplash

C'est, en minutes et en moyenne, le temps que mettent les hackers russes pour prendre le contrôle d'un système. Huit fois plus rapide que leurs challengers.

Que ce soit pour leur propre compte ou pour obéir directement aux ordres du Kremlin, les hackers russes font cauchemarder le monde de la cybersécurité dans son ensemble, et fantasmer les scénaristes –jusqu'à occuper la place centrale de la quatrième saison de l'excellente série *Le Bureau des Légendes*.

Il y a apparemment de quoi: les pirates russes sont, sans conteste, les meilleurs et les plus douées au monde, sachant pénétrer comme personne dans un système protégé. Elles et ils parviennent surtout, une fois ce premier vérou explosé, à aller plus loin: s'emparer d'une cible pour y exercer leur contrôle total ou sauter d'une machine à l'autre pour faire ce qu'il y a à y faire ne semble avoir aucun secret pour ces flibustiers.

Huit fois plus rapides

C'est cette rapidité d'exécution qui sidère Dmitri Alperovitch, patron de la firme spécialisée CrowdStrike. Selon ses recherches, qui portent sur plus de 30.000 intrusions pirates, actions de hackers d'états ou d'acteurs privés, les Russes sont en moyenne capables d'étendre leur emprise sur le système visé en 18 minutes et 49 secondes.

Ce nombre, tel quel, ne semble pas particulièrement signifiant pour qui n'est pas experte ou avisé en la matière. Il le devient, en revanche, lorsqu'on le compare aux performances des Nord-Coréens, qui se classent seconds en termes de rapidité: ceux-ci mettent environ huit fois plus de temps pour atteindre les mêmes objectifs, soit deux heures. Viennent ensuite les Chinois, qui mettent quatre heures à effectuer la même tâche. Impossible de trouver des informations relatives à l'efficacité des hackers occidentales et occidentaux, en particulier quand elles et ils sont issus des pays alliés –parmi les «Five Eyes», tels qu'on a coutume de les nommer: les recherches de CrowdStrike les ont laissé de côté, sans doute à leur demande et pour ne pas dévoiler leur puissance.

«Nous avons eu affaire à eux sur diverses enquêtes, nous les découvrons, nous les affrontons, et ce temps qu'ils mettent à prendre le contrôle est un bon indicateur de leur niveau. Ça montre quel est leur tempo opérationnel, ils sont incroyablement rapides», a expliqué Dmitri Alperovitch à Wired.

Cette extrême vitesse ne peut être considérée comme le seul indicateur de leur qualité technique brute. Elle donne cependant une indication claire à celles et ceux qui, en face, sont chargés de la protection des systèmes contre des intrusions hostiles: pas vraiment le temps de se faire un café-

filtre et d'aller fumer une cigarette en réfléchissant à la meilleure manière de repousser les pirates, la détection du hacking doit être immédiate, et les contre-mesures décidées et exécutées en quelques secondes seulement.

Créé pour tuer en masse, le virus Triton angoisse les experts en cybersécurité

https://korii.slate.fr/ Repéré par Thomas Burgel sur MIT Technology Review 06/03/2019 à 11h07, mis à jour le 06/03/2019 à 18h02



Un virus destiné non pas à s'attaquer aux machines mais à faire couler le sang: le monde s'en serait sans doute bien passé. | Joel Filipe via Unsplash

Des hackers ciblent des installations industrielles sensibles, avec un sinistre objectif. Une catastrophe de très grande ampleur est envisageable.

L'histoire de la cybersécurité a déjà été traversée par des virus, malwares et attaques informatiques variées capables d'impacter directement le monde physique. Stuxnet, conçu au début des années 2010 par la NSA avec l'appui d'Israël, reste le plus fameux. Il avait permis de rendre folles jusqu'à la rupture les centrifugeuses servant en Iran à produire un uranium très redouté, donnant *de facto* un coup d'arrêt majeur au programme nucléaire du pays.

Plus près de nous, en 2015 puis 2016, BlackEnergy et CrashOverride ont été utilisés par des hackers russes pour s'en prendre aux installations et aux réseaux électriques de l'ennemi ukrainien et provoquer de vastes coupures dans l'approvisionnement.

Un nouveau type d'attaque semble se préparer –voire est peut-être déjà, dans l'ombre, prête à frapper. L'homme qui l'a découverte le premier est un expert australien en cybersécurité, Julian Gutmanis, appelé en 2017 dans une usine pétrochimique saoudienne ayant détecté coup sur coup deux dysfonctionnements majeurs nécessitant une investigation poussée. Ce qu'il a trouvé et qui est désormais connu sous le nom de Triton ou de Trisis lui a *«glacé le sang»*, écrit la très sérieuse Technology Review du MIT.

Des hackers avaient réussi à s'introduire dans le réseau et à installer divers malwares leur permettant de prendre le contrôle des systèmes de sécurité de l'usine, conçus par le Français Schneider Electric, nommés Triconex et destinés à parer, en dernier ressort, à tout dysfonctionnement potentiellement catastrophique. Parce qu'ils avaient, en parallèle, pu introduire leurs mortelles créations logicielles dans les systèmes gérant la machinerie propre à l'usine, ils pouvaient déclencher des désastres qu'aucun garde-fou ne pouvait plus arrêter.

Pire que Bophal ?

En l'occurrence, des explosions meurtrières ou le rejet massif de gaz toxiques. Il est ici fait référence à la tristement célèbre catastrophe de Bophal, en Inde, où l'explosion en 1984 d'une usine appartenant à la firme américaine Union Carbide avait provoqué immédiatement ou dans le temps des milliers de morts –12.000 selon un journaliste du Washington Post, jusqu'à 35.000 selon certaines associations de victimes, plusieurs centaines de milliers de personnes vivant dans la région ayant été blessées.

«C'était la première fois que le monde de la cybersécurité voyait un code délibérément écrit pour mettre des vies en danger, souligne l'auteur de l'article, Martin Giles. *Ces systèmes de sécurité ne se trouvent pas uniquement dans les usines pétrochimiques, ils sont aussi la dernière ligne de défense à peu près partout, des systèmes de transports aux centrales nucléaires, en passant par les réseaux de traitement de l'eau.»*

Angoissant ? L'alerte n'est que la première. Et le groupe de hackers à l'origine de Triton, décrit comme extrêmement compétent, patient, disposant d'importants moyens et possiblement lié à une

agence russe, semble être en train de se chercher d'autres cibles, en Amérique du Nord notamment.

Dans un contexte où des pays pas forcément très amicaux tels que la Corée du Nord, l'Iran, la Chine ou la Russie semblent muscler leur capacité de cyber-nuisance, la sécurité américaine prend la chose très au sérieux. Son patron Dan Coats a même, dans un discours que l'on n'espère pas prophétique, dressé un parallèle entre ces indices concordants et le «bruit» diffus généré par les discussions entre groupes terroristes qui aurait dû alerter ses services de la préparation des attentats de septembre 2001.

«Nous voici près de deux décennies plus tard, et je suis ici pour expliquer que tous les voyants sont de nouveaux au rouge, avait ainsi déclaré Coats. *Aujourd'hui, les infrastructures numériques qui servent ce pays sont littéralement prises d'assaut.»* Le nombre important d'installations sensibles en France –on pense notamment aux usines classées Seveso, mais aussi à des centrales nucléaires nombreuses et critiquées– pose également la question de notre propre sécurité si le pays entrait dans le collimateur de ces terroristes numériques.

h – Service du commissariat des armées

Il faudrait 600 millions d'euros pour remettre en état les restaurants militaires

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 4 mars 2019



Lors des réformes conduites entre 2008 et 2015, le Service du commissariat des armées [SCA] n'a pas été à la fête étant donné qu'il a perdu pas moins de 30% de ses effectifs, avec 9.000 postes supprimés. Et, outre le fait qu'elles l'ont éloigné des soutenants [avec les groupements de bases de défense], elles se sont également traduites par une « sous-capitalisation chronique » dans ses infrastructures et ses équipements.

Aussi, pour son directeur, le commissaire général Stéphane Piat, récemment invité à s'exprimer devant la commission de la Défense, à l'Assemblée nationale, la « combinaison » de ces facteurs « n'a pas été favorable à la modernisation et à l'amélioration de la qualité du soutien, ce dernier ayant globalement été maintenu à niveau par le professionnalisme et l'engagement des personnels, visant toujours en priorité la satisfaction des besoins opérationnels. »

Le moment critique aura été l'année 2015, avec la remontée en puissance des effectifs du ministère des Armées. Ce qui a conduit le commissariat des armées a soutenir toujours plus de soldats avec moins de personnels pour le faire. « C'est ce que l'on appelle l'effet ciseau, qui a été destructeur pour le moral de mes collaborateurs et qui a fortement touché les capacités du SCA », a souligné le commissaire général Piat.

Quoi qu'il en soit, le temps des suppressions de poste au sein du SCA est désormais révolue. Et, il s'agit désormais de mener à bien un plan de transformation appelée « SCA 2022 », qui vise à renforcer le soutien de proximité au profit des forces tout en le modernisant et en améliorant sa qualité. Et cela, en ayant recours à la « digitalisation, la rationalisation et l'externalisation. »

Justement, s'agissant de l'externalisation, la fonction restauration est la principale concernée. « Les fortes déflations d'effectifs enregistrées dans ce secteur, la moyenne d'âge élevée de son personnel ainsi que la dégradation des infrastructures et des matériels imposaient des décisions rapides pour remettre à niveau une fonction durement éprouvée et pourtant centrale pour la condition du personnel », a fait valoir le directeur du SCA.

Actuellement, sur 315 restaurants gérés par le commissariat, environ 25% « souffrent d'une dégradation avancée de leur infrastructure ». Et leurs matériels de restauration collective affichent une moyenne d'âge de 14 ans, contre 4 à 5 ans pour le secteur privé.

Selon le commissaire général Piat, il faudrait une enveloppe de 600 millions d'euros pour financer les travaux de mise à niveau de ces restaurants militaires. Or, si Loi de programmation militaire [LPM] 2019-2025 devrait permettre d'y remédier en partie, l'effort consenti sera insuffisant. D'où la décision de recourir à des externalisations.

« Pour répondre à cette exigence, la ministre des Armées a décidé d'externaliser une partie de cette fonction à l'économat des armées (Eda) en lui confiant l'exploitation de 73 restaurants, soit un quart des restaurants de métropole actuellement opérés par le SCA », a expliqué le commissaire général Piat aux députés.

Établissement public sous tutelle du ministère des Armées, l'Eda « conservera la direction des restaurants et la maîtrise des approvisionnements, mais sous-traitera la production comme c'est déjà le cas sur certains sites », a-t-il continué, avant de préciser que cette concession « sera réalisée de manière progressive entre 2020 et 2025 » et qu'elle « constituera, grâce à la capacité d'investissement de l'économat, un levier d'accélération de la modernisation de la fonction. » En outre, elle permettra un renouvellement rapide du matériel de restauration ainsi qu'une « remise à niveau des infrastructures. »

Enfin, grâce à cette externalisation, le SCA pour redéployer des effectifs au profit des restaurants qu'il gardera en régie.

Seulement, la fonction restauration contribue au contrat opérationnel des armées. C'est à dire que le personnel militaire travaillant dans un mess ou un ordinaire doit être « projetable » sur un théâtre extérieur. Ce que cette externalisation évoquée par le directeur du SCA pourrait éventuellement compromettre.

Mais, a priori, il n'y aurait pas lieu de s'en inquiéter. « Lorsque nous aurons terminé la phase d'externalisation que nous avons engagée, nous passerons de 15 à 37 % de restaurants externalisés. 63 % resteront en régie. Les décisions ont été prises de manière à garantir le socle capacitaire du service. Pour tenir les scénarios opérationnels les plus critiques, j'ai besoin de 2.700 militaires dans cette spécialité. Aujourd'hui, j'en ai 4.200 dans la filière restauration. Je dispose donc de marges. À l'issue la manœuvre d'externalisation à venir, il en restera environ 3.200 », a fait valoir le commissaire général Piat.

Voici une mesure qui devrait satisfaire la Cour des comptes qui, il y a trois ans, trouvait que le prix de revient des repas servis dans les mess et les ordinaires était trop élevé par rapport à la restauration collective civile, justement parce qu'ils employaient trop de personnels militaires.

Cela étant, le coût « denrées » d'un repas servi dans un restaurant militaire est d'environ 3,10 euros TTC. Or, la loi Agriculture et Alimentation [EGalim], qui prévoit de porter à 20% la proportion de produits « bio » dans les menus, « aura un impact économique non négligeable », a averti le directeur du SCA. « Il faudra supporter un surcoût de l'ordre de 10 % », a-t-il en effet indiqué.

La « bascule » vers le nouveau logiciel de paiement de la solde attendue d'ici la fin du premier semestre 2019

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 6 mars 2019



Le logiciel Source Solde, dont le développement a été confié à Sopra Steria sous l'égide de la Direction générale de l'armement [DGA] afin de remplacer le système LOUVOIS [Logiciel unique à vocation interarmées de la solde], responsable d'innombrables dysfonctionnements ayant plongé les militaires et leurs familles dans de grandes difficultés financières, aurait dû être fin prêt en 2017. Mais, finalement, cela n'a pas été le cas, en raison de « quelques difficultés, comme l'avait expliqué l'ingénieure générale de l'armement Caroline Gervais aux députés.

Qui plus est, les changements législatifs, comme la retenue de l'impôt à la source, par exemple, n'ont pas évidemment pas facilité les choses… Ce qui a conduit à repousser encore la date de mise en service de Source Solde… et à trouver 48 millions d'euros supplémentaires par rapport au devis initial pour financer l'allongement des phases de tests et la prise en compte des évolutions réglementaires.

D'autant plus que le ministère des Armées n'a pas le droit à l'erreur, des dysfonctionnements dans le versement des soldes dues aux militaires étant susceptibles d'avoir des conséquences incalculables sur le moral et la confiance de la base à l'égard de la administration et de leur hiérarchie.

« L'échec n'est pas permis », a assuré le commissaire général Stéphane Piat, directeur central du commissariat des armées [SCA], qui est en grande partie responsable de la « bascule » de Louvois vers Source Solde.

« Les travaux de fiabilisation menés depuis 2015 sur ce projet majeur, ainsi que ceux consentis pour stabiliser le calculateur Louvois, garantissent la robustesse retrouvée de notre chaîne solde. Le prélèvement à la source sur la solde des militaires, instauré en janvier sans incident majeur, en atteste également », a ajouté le directeur du SCA devant les députés de la commission de la Défense.

Cependant, a-t-il admis, le SCA est « confiant mais vigilant ». En effet, a continué le commissaire général Piat, le fait d'avoir « passé plusieurs étapes importantes dans le cadre de la solde à blanc » a de quoi susciter un certain optimisme.

Pour rappel, la phase dite de « solde à blanc » consiste à tester le nouveau logiciel en lui injectant des données déjà exploitées afin de vérifier sa capacité à les traiter correctement.

« La confiance dans la maturité du nouveau calculateur a été jugée suffisante pour basculer à la phase suivante, celle de la solde en double : nous calculons les soldes selon le même calendrier et sur la base des mêmes données, à la fois grâce au calculateur existant Louvois et au futur calculateur Source Solde », a ensuite expliqué le directeur du SCA. « Cette phase permet de tester l'ensemble de l'écosystème et de s'assurer de la fiabilité et de l'exactitude des interactions entre tous les acteurs. Nous sommes actuellement dans cette phase », a-t-il ajouté.

Cela étant, il est naturellement hors de question de basculer vers Source Solde tant que « tous les critères de qualité de la solde » ne seront pas respectés. « Mois après mois, nous cochons ceux qui le sont », a indiqué le commissaire général Piat. Aussi, a-t-il continué, « nous avons bon espoir de pouvoir basculer vers la fin du premier semestre. » Pour rappel, il reviendra à la Marine nationale d'essuyer les plâtres.

Le Service du commissariat des armées s'attaque aux problèmes d'habillement des militaires

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 7 mars 2019



Depuis des années, et en particulier depuis la réforme du soutien entamée en 2008, l'habillement cristallise le mécontentement chez les militaires. Et les problèmes d'approvisionnement sont plus aigus pour ceux les aviateurs et les marins.

Ainsi, en octobre 2015, Jean-Yves Le Drian, alors ministre de la Défense, n'avait pas hésité à parler de « crise dans l'habillement » au sein de la Marine nationale. « C'est une question récurrente mais qui n'est pas si secondaire car ça contribue au moral » des personnels », avait-il souligné.

Plus de deux ans après, cette « crise » n'était toujours pas terminée, le magazine de la Marine nationale, « Cols Bleus », ayant évoqué, à l'époque, des problèmes de qualité pour certains effets, malgré des contrats passés avec des marques « renommées », notamment pour les chaussures de sécurité. De même qu'il fit état de « pénuries » pour les chemisettes blanches ainsi que pour les tenues de protection de base [TPB] que les marins portent à bord des navires.

La situation est sans doute encore plus catastrophique pour l'armée de l'Air si l'on se fie aux chiffres donnés par le Centre interarmées de coordination du soutien [CICoS] : moins de 20% des aviateurs de disaient « satisfaits » de l'habillement en octobre 2016. Un sentiment confirmé lors de l'audition, l'automne dernier, des associations professionnelles nationales de militaires [APNM] par les députés de la commission de la Défense.

« Sur les bases aériennes, les aviateurs veulent voir des améliorations dans le domaine de l'habillement. Trop de ruptures de stock et impossibilité de fournir un paquetage complet aux jeunes engagés sont monnaies courantes. Ce n'est pas acceptable et ça dure depuis le début de la réforme des soutiens. […] Ça pourrait être anecdotique mais ça ne l'est pas. La tenue, c'est important, y compris dans l'armée de l'Air », avait ainsi témoigné le président de l'APNM Air.

Dans une réponse écrite faire récemment à un député, Francis Lamy, le président du Haut comité d'évaluation de la condition militaire [HCECM] a dit avoir constaté « depuis plusieurs années la fragilité du processus de délivrance de l'habillement dont les conséquences touchent tant à l'exécution du service qu'au moral. »

Et M. Lamy de préciser que, au début de l'année 2018, 40% des bases de défenses rencontraient des difficultés dans ce domaine : lenteur du processus de distribution des effets, pénuries d'équipements, « y compris les effets de protection individuels », ruptures régulières de stock, dysfonctionnements de délivrance conduisant à une « hétérogénéité de tenue en opération ou à la persistance de pratiques d'achats personnels d'effets par les militaires. »

Pour le HCECM, les raisons de ces difficultés sont « complexes ». Toutefois, estime-t-il, « l'absence de système d'information unifié de gestion de l'ensemble des stocks disponibles, la transformation profonde des échelons de proximité du Service du commissariat des armées et les revirements de positions sur le sujet de l'externalisation de tout ou partie de la fonction habillement n'ont pas aidé les armées à améliorer, au cours des dix dernières années, une situation déjà exposées à de fortes contraintes de ressources ».

Invité à s'exprimer devant la commission de la Défense, à l'Assemblée nationale, le commissaire général Stéphane Piat, le directeur central du Service du commissariat des armées [SCA] a expliqué que ces « difficultés structurelles » dans le domaine de l'habillement résultent de « la conjonction de plusieurs facteurs : absence de système d'information logistique de bout en bout, tissu industriel fragile et peu réactif, gamme encore trop large d'articles et de références, règles de gestion complexes. »

Et de rappeler que « l'option de l'externalisation de cette fonction a été écartée en 2013 au profit d'une modernisation du dispositif en régie. » Or, cette « modernisation » ne devrait se concrétiser qu'en 2019, avec, a expliqué le directeur du SCA, l'ouverture d'un « entrepôt logistique ultramoderne à Châtres, suivie de la généralisation de la distribution par correspondance accessible par internet » à partir de juin prochain. L'armée de l'Air, au sein de laquelle l'habillement est actuellement « réalisé au comptoir » ouvrira d'ailleurs le bal.

« Ces actions seront combinées avec une rénovation en profondeur de la stratégie d'approvisionnement en lien avec nos fournisseurs et à une rationalisation des règles de gestion et de dotation en lien avec l'état-major des armées et les armées », a ensuite continué le commissaire général Piat.

Quant à l'approvisionnement, ce dernier a assuré que le SCA essaie « d'entretenir une politique d'achat favorable aux entreprises françaises », avant de relever que « dans le secteur phare de l'habillement, 100 % des fournisseurs sont européens et 80 % sont français, dont la moitié de PME. » Toutefois, a-t-il dit, si « nous sommes attentifs à entretenir le lien avec ces entreprises », leur « point de difficulté » est « leur réactivité. »

En outre, a poursuivi le directeur du SCA, la filière française de l'habillement « a été détruite par la concurrence internationale au cours des quarante dernières années » et il « n'existe quasiment plus de confectionneurs militaires sur le territoire national. » Et d'ajouter : « Nous cherchons à les aider, mais il faut savoir que la plupart confectionnent nos tenues ailleurs – en Afrique du Nord et à Madagascar notamment, mais aussi au sein de l'Union européenne. »

« Nous pouvons acheter des tissus, mais il n'existe plus réellement d'offre de production en France. Pour certains articles de confection, nous faisons travailler des entreprises françaises, mais cette possibilité devient très limitée », a encore expliqué le commissaire général Piat.

Le recours à la sous-traitance par ces entreprises peut poser un problème, comme pour les nouveaux treillis F3 de l'armée de Terre.

« La procédure de réalisation de cet effet est décomposée : les tissus sont achetés à certains fournisseurs, notamment français, et la confection des treillis est réalisée par d'autres. Pour chacune de ces deux opérations, le cahier des charges est très strict. Aucun article n'est livré sans avoir été testé. Je ne peux pas vous en dire davantage concernant le contrôle des sous-traitants des confectionneurs. Mais je puis vous affirmer que mes équipes font des recettes en entreprise sur la base de ces cahiers des charges extrêmement rigoureux », a rassuré le directeur du SCA.

S'agissant du treillis F3, 245.000 exemplaires seront livrés en 2019, sur les deux millions qu'il est prévu de commander sur la période de la Loi de programmation militaire 2019-25. « Tous les combattants engagés sur un théâtre d'opérations pourront ainsi être équipés de ce treillis très haut de gamme, dont le coût représente le double de celui de l'équipement précédent », a précisé le commissaire général Piat.

Photo : armée de Terre

i - Service des essences des armées

Devenir agent technique au SEA

Mise à jour : 07/03/2019

Au travers deux portraits, nous vous proposons de découvrir différents parcours professionnels de sous-officiers du service des essences des armées ainsi que les nombreuses perspectives de carrières offertes.

Agent technique Esther

L'agent technique (AT - équivalent d'adjudant) Esther a débuté son parcours professionnel dans l'armée de Terre en tant que sergent en 2011. Désireuse d'évoluer et de changer de spécialité, elle s'oriente très vite vers des métiers techniques et passe alors le concours des sous-officiers du service des essences des armées en 2015.

A l'issue de son année de formation initiale, elle prend la fonction de deuxième adjointe au chef de dépôt de Tours (25 personnels). Elle est chargée d'organiser de bout en bout le soutien pétrolier des aéronefs de la base aérienne (approvisionnement, stockage, distribution des produits pétroliers). Elle planifie et conduit l'ensemble des opérations des avitaillements des aéronefs en

fonction des disponibilités et des besoins de l'armée de l'air. Le faible nombre de cadres sur les dépôts et la participation de tous au contrat opérationnel du SEA sur les théâtres d'opérations extérieures font que les jeunes sous-officiers du SEA se retrouvent très rapidement en situation de commandement.

À la fois technique et opérationnel, le métier de sous-officier du SEA conserve son caractère militaire : ainsi, en plus de ses fonctions, l'AT Esther est également chargée de l'entrainement physique et militaire des personnels du dépôt. Elle a effectué une mission de courte durée de juillet à novembre 2018 au Gabon au cours de laquelle elle a dû assurer à plusieurs reprises le commandement du dépôt en plus de sa mission de conduite des opérations.

Elle est depuis 2018 la 1re adjointe du chef de dépôt de Tours. Elle porte également la casquette de chef de la cellule infrastructure. Garante du maintien en condition opérationnelle des infrastructures et du matériel de dépôt, elle est en parallèle référente « exploitation » aux projets de grande envergure pour le SEA. Hier chef d'exploitation autonome, aujourd'hui référente, l'adjudant Esther est passé de carrière au 1er décembre 2018, et compte bien ne pas s'arrêter là.



Agent technique Yvonnick

Entré au service des essences des armées (SEA) en 2012, l'agent technique (AT), équivalent d'adjudant) Yvonnick occupe depuis l'été 2018 la fonction de premier adjoint du dépôt essences air (DEA) de Cazaux.

Il a débuté son parcours militaire dans l'armée de Terre en 2007 où il était maréchal des logis et occupait un poste d'opérateur de peloton. Il apprend l'existence du SEA, auprès d'amis qui avaient passé le concours et par les militaires dudit service rencontrés lors de plusieurs exercices en camp de manœuvre. Comprenant les enjeux de ces missions, il s'intéresse peu à peu au domaine pétrolier et décide de passer à son tour le concours des sous-officiers du SEA.

Dès la fin de sa formation, l'agent technique (AT) Yvonnick occupe un poste autonome, celui d'adjoint au chef du dépôt pétrolier de Lanvéoc Poulmic (15 personnels), dont il va rapidement prendre le commandement. Cette expérience riche lui apporte un socle solide de compétences managériales. Il rejoint ensuite le dépôt proche de Brest (50 personnels) comme chef de service matériels. En septembre 2016, il est affecté au dépôt de Cazaux (35 personnels) comme chef de service exploitation puis premier adjoint à partir de l'été 2018. Cette succession de postes à forte valeur ajoutée lui a permis d'accroître son aptitude au commandement.

Aujourd'hui, l'AT Yvonnick se dit fier et heureux de son parcours au service des essences des armées avec 3 OPEX effectuées en moins de 4 ans et plus de 20 personnels aujourd'hui sous son commandement. À court terme, il pourra par la diversité des postes qu'il a occupés, choisir de se spécialiser dans une filière d'expertise du service sans pour autant rompre avec le commandement en opération

Comment rejoindre le Service des essences des armées :

Concours interne du sous-officier du SEA (SOSEA), ouvert aux sous-officiers et militaires du rang

Les sous-officiers spécialistes du Service des essences des armées exercent des responsabilités valorisantes (Chef de dépôt pétrolier ou adjoint ; Chef de section ou sous-officier adjoint dans une formation de type régimentaire...) dès le début de leur carrière alliant commandement militaire et compétences techniques. Ce recrutement SOSEA permet à des militaires du rang ou sous-

officiers après un an de scolarité d'atteindre le grade d'agent technique (équivalent adjudant), d'obtenir l'échelle 4 et de passer militaire de carrière.

Pour plus d'informations :

Tél : 01.55.58.80.62 / 01.55.58.80.79 / 01.55.58.80.39 ;

Mail : dcsea.resp-formation.fct@intradef.gouv.fr ;

Date limite de dépôt des dossiers : ***18 mars 2019***



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

j - Forces Prépositionnées

Forces de Souveraineté

FORCES ARMÉES AUX ANTILLES (FAA)

FAA : stage d'aguerrissement d'un détachement canadien au 33e RIMa

Mise à jour : 07/03/2019

Du 4 au 22 février 2019, le 33e régiment d'infanterie de marine des forces armées aux Antilles a accueilli un détachement de l'armée canadienne dans le cadre d'un stage d'aguerrissement organisé au sein du centre nautique et d'entrainement en forêt (CNEF), en Martinique.

Le détachement arrivé du Québec a été formé aux techniques et savoir-faire spécifiques du CNEF durant trois semaines.

La première semaine a été à dominante nautique et s'est déroulée sur un site situé sur la commune du François. Les stagiaires ont effectués des parcours nautiques, de l'escalade et des combats au corps à corps. La deuxième partie a été axée sur la forêt et la tactique. Enfin la troisième et dernière semaine ont permis la restitution de l'ensemble des savoir-faire acquis au travers d'un raid final. L'objectif était de s'infiltrer et de lancer un assaut sur la montagne Pelée au Nord de l'Ile.

Au terme du stage, 32 soldats canadiens ont été brevetés, dont 28 au niveau argent. Ils se sont par ailleurs vus remettre l'insigne « entrainement commando » des mains de leurs instructeurs. Lors de la cérémonie de remise des brevets, le lieutenant-colonel Denis Brisset, commandant le 33ème RIMa, a souligné l'importance et la qualité des liens qui unissent les forces armées françaises et canadiennes, ainsi que la fraternité d'armes des deux pays.

Les 1 000 militaires des FAA garantissent la protection du territoire national et animent la coopération régionale depuis les départements de la Martinique et de la Guadeloupe. Ils constituent un dispositif interarmées de premier plan sur le théâtre Caraïbe, en coordination avec les forces armées en Guyane. Aux Antilles, les forces armées assurent des missions de souveraineté et de coopération régionale, et conduisent trois missions spécifiques : l'action de l'Etat en mer, sous l'autorité du délégué du Gouvernement pour l'action de l'Etat en mer afin de combattre efficacement le narcotrafic en mer et de coordonner la mise en œuvre des plans d'urgence en mer ; le secours aux populations en cas de catastrophes naturelles ou de situations

humanitaires graves dans la zone ; la participation à une opération militaire dans un environnement national ou multinational comme à une évacuation de ressortissants.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FORCES ARMÉES EN GUYANE (FAG)

FAG : La Confiance en escale à Belém

Mise à jour : 05/03/2019

Du 30 janvier au 2 février, le patrouilleur Antilles Guyane (PAG) *La Confiance* et son équipage ont effectué une escale dans le port de Belém, capitale de l'état brésilien du Para. Cette escale s'inscrit dans une dynamique plus large de rapprochement et d'interopérabilité croissante entre les forces armées françaises et brésiliennes. Les Forces armées en Guyane (FAG) constituent en effet un atout décisif dans ce partenariat essentiel pour la France dans la région.

Belém est une escale courante pour les bâtiments français, notamment dans le cadre de leur déploiement dans la mission Corymbe, opération qui offre aussi des opportunités de coopération. La coopération maritime entre les deux nations passe aussi par des échanges d'officiers, à l'image de l'élève officier intégré à la mission Jeanne d'Arc 2019. Au quotidien, les marines françaises et brésiliennes se coordonnent régulièrement pour assurer la sécurité maritime, notamment pour lutter contre la pêche illégale.

Les FAG conduisent également des coopérations bilatérales avec les autres composantes des forces brésiliennes. Ainsi, les forces armées en Guyane ont organisé en 2018 la douzième réunion régionale d'échanges militaires (RREM) avec les forces armées terrestres brésiliennes, visant notamment à procéder à des échanges de connaissances et d'informations dans des domaines d'intérêts partagés comme la sécurité de la frontière ou la lutte contre l'orpaillage illégal. Au travers du centre d'entrainement en forêt équatoriale (CEFE), les FAG offrent un certain nombre de stages de formation tactique et technique à des armées étrangères dont l'armée brésilienne.

Les aviateurs français et brésiliens mènent des exercices conjoints réguliers, comme l'exercice Cruzex, conduit en novembre dernier sur la base aérienne de Natal, à l'est du Brésil. Divers échanges d'équipages et de spécialistes de la maintenance Casa ont été réalisés en 2018. En termes de perspectives, un échange de mécaniciens est prévu dans le courant de l'année dans le but de développer un retour d'expérience sur l'exploitation de l'hélicoptère CARACAL mis en œuvre par la France et le Brésil.

Enfin, au cours de cette escale, le lieutenant de vaisseau Kuhn a reçu à bord de *La Confiance* de nombreux officiers généraux et supérieurs de l'armée brésilienne, parmi lesquels l'amiral Edervado Teixeira de Abreu Filho, commandant du 4e District Naval de Belém. Le capitaine de frégate Hays attaché de défense naval au Brésil étaient également à bord, ainsi que M. Sergio Galvão consul honoraire de France à Belém et Mme Maïwenn le Nedellec présidente de l'Alliance française de Belém, ces deux derniers œuvrant au rayonnement de la culture française au Brésil.

Fortes de 2 100 militaires, les FAG exercent des missions de soutien de l'action de l'État et contribuent aux missions de souveraineté. À ce titre, elles garantissent la protection du territoire national, et contribuent au maintien de la sécurité dans la zone de responsabilité permanente unique Caraïbes (ZRP), à la lutte contre l'orpaillage illégal (opération Harpie), à la sécurisation du centre spatial guyanais (opération Titan), et à la lutte contre la pêche illégale. Dans le cadre de

leur mission de police des pêches, les FAG garantissent la souveraineté de la France sur les eaux placées sous sa juridiction, répondent aux engagements internationaux pris par la France dans le domaine de préservation des ressources halieutiques, et combattent les activités maritimes illicites.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Formation au profit des sauveteurs au combat des forces armées en Guyane

Mise à jour : 05/03/2019 – Auteur : ©DIASS Guyane – Direction : ©BCISSA

Les 21 et 22 février 2019 derniers, à l'initiative du médecin principal Morgane, le centre médical interarmées (CMIA) de Cayenne a organisé une séance de recyclage au sauvetage au combat de niveau 2 (SC2).



Ce recyclage concernait tous les personnels des forces armées de Guyane qualifiés, soit 11 militaires. Ceux-ci réalisent régulièrement des soutiens en forêt, souvent de manière isolée, dans le cadre de l'opération « Harpie ». En outre, ils seront amenés à être déployés en opérations extérieures à leur retour en métropole.



La formation s'est déroulée sur trois demi-journées et faisait suite à des révisions préalables sur la plateforme pédagogique Gediss@.La première demi-journée, les personnels ont pu réviser les gestes propres au SC2 grâce aux vidéos disponibles sur cet outil et au matériel d'exercice et de secourisme. L'après-midi a été consacré à des cas concrets sur une seule victime par personnel formé. Lors de la troisième demi-journée, des simulations de cas multiples ont été réalisées grâce à la participation de militaires du 9^{e} régiment d'infanterie de marine (9^{e} RIMa) de Cayenne, de la marine nationale et de la direction interarmées du service de santé. Deux cas concrets basés sur des faits réels issus de retours d'expériences ont pu être simulés.



Cette action de recyclage a permis à tous de s'entraîner et de remettre à jour ses connaissances. Appréciée par l'ensemble des participants, cette expérience est appelée à se renouveler sur ce territoire aux conditions difficiles, où les forces armées sont quotidiennement engagées dans des missions dangereuses pour la protection du territoire national.

Sources : ©DIASS Guyane Droits : ©DCSSA

FAG : Les militaires mobilisés pour le 21e lancement Soyouz

Mise à jour : 08/03/2019

Le 27 février, 414 militaires des forces armées en Guyane (FAG) étaient déployés afin de sécuriser le décollage du lanceur Soyouz, mettant sur orbite les six premiers satellites de la constellation « OneWeb ».

Initialement prévu mardi 26 février, ce 21e lancement Soyouz depuis Kourou, s'est déroulé le lendemain à 18h37. Pour assurer une protection hermétique du centre spatial guyanais (CSG), les militaires des FAG étaient déployés en mer, dans les airs et sur terre.

Au large de la Guyane, la vedette côtière de surveillance maritime *La Mahury* assurait, avec le patrouilleur Antilles Guyane (PAG) *La Confiance*, la surveillance des approches maritimes.

Dans les airs, les moyens rapides d'intervention de l'escadron de transport 68, composés de deux hélicoptères *Fennec* embarquant des tireurs d'élite, assuraient la sécurité d'une zone d'environ 700 km², composée essentiellement de forêt et de savane.

Ce lancement Soyouz a également mobilisé sur terre le 9e régiment d'infanterie de marine (9e RIMa), en plus du 3e régiment étranger d'infanterie (3e REI). Depuis octobre 2011, date de la création de la zone du lanceur russe sur le terrain de la ville de Sinnamary, le CSG a étendu la zone de protection terrestre. Ainsi, les deux régiments d'infanterie des FAG participent au dispositif Soyouz.

Le lanceur russe avait à son bord six satellites d'une masse de 148 kg chacun. Ils ont été mis en orbite basse à 1000 kilomètres de la surface terrestre, précise Arianespace. Initié en 2014 par l'entrepreneur américain Greg Wyler, le projet « OneWeb » s'est donné pour mission de réduire la fracture numérique dans le monde en promettant « un internet pour tous ».

Fortes de 2 100 militaires, les FAG exercent des missions de soutien de l'action de l'État et contribuent aux missions de souveraineté. À ce titre, elles garantissent la protection du territoire national, et contribuent au maintien de la sécurité dans la zone de responsabilité permanente unique Caraïbes (ZRP), à la lutte contre l'orpaillage illégal (opération Harpie), à la sécurisation du centre spatial guyanais (opération Titan), et à la lutte contre la pêche illégale. Dans le cadre de leur mission de police des pêches, les FAG garantissent la souveraineté de la France sur les eaux placées sous sa juridiction, répondent aux engagements internationaux pris par la France dans le domaine de préservation des ressources halieutiques, et combattent les activités maritimes illicites.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FORCES ARMÉES EN NOUVELLE-CALÉDONIE (FANC)

FANC : Le Vendémiaire en Nouvelle-Zélande

Mise à jour : 07/03/2019

Du 10 au 13 février, la frégate de surveillance (FS) Vendémiaire a fait escale à Auckland, en Nouvelle-Zélande. Ce passage à la base navale Néo-Zélandaise a offert à l'équipage l'occasion de rencontrer les marins du pays hôte et de s’entrainer avec eux.

A quai, le Vendémiaire a accueilli des représentants néo-zélandais pour préparer des exercices impliquant deux bâtiments de leur marine : le HMNZS Te Mana et le HMNZS Canterbury. Le Vendémiaire a ensuite pris le large avec ces deux bâtiments pour réaliser des évolutions tactiques. Pour l’occasion, six volontaires du bord ont échangé leur place avec des marins du Te Mana. Les entrainements se sont poursuivis par des présentations pour ravitaillement. Le Vendémiaire a ensuite envoyé son équipe de visite prendre en main le Te Mana, transformé pour l’exercice en navire de commerce.

Le Vendémiaire a repris le large escorté de deux navres néo-zélandais, afin de conduire différents entrainement conjoints.

Au sein de leur zone de responsabilité permanente, les 1 450 militaires des forces armées en Nouvelle-Calédonie ont pour principales missions d’assurer la souveraineté de la France, d’animer la coopération régionale et d’entretenir des relations privilégiées avec l’ensemble des pays riverains. Les FANC engagent régulièrement leurs moyens pour des opérations d’aide aux populations, en appui des autres services de l’État.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FORCES ARMÉES DANS LA ZONE SUD DE L'OCÉAN INDIEN (FAZSOI)

FAZSOI : Coopération avec le Mozambique pour le Floréal

Mise à jour : 06/03/2019

Du 5 au 9 février 2019, la frégate de surveillance Floréal a réalisé une escale à Maputo, au Mozambique. Cette relâche opérationnelle a permis d'entretenir la coopération opérationnelle avec ce pays tout en constituant un vecteur de rayonnement et de réaffirmation de l'action française dans la région.

Le Floréal a reçu à bord une soixantaine d'élèves-officiers mozambicains. L'équipage a pu partager ses savoir-faire dans les domaines de la lutte contre les incendies et de la « protection défense » avec les jeunes officiers de la marine mozambicaine.

Une vingtaine de lieutenants de vaisseau mozambicains, en passe de devenir capitaines de corvette, ont également été conviés à bord. Ils ont assisté, dans le cadre de leur formation, à une conférence préparée par l'équipage du Floréal relative au fonctionnement organique et opérationnel du bateau. Cette présentation et la visite qui a suivi leur ont permis de mieux appréhender le fonctionnement d'une frégate, de ce tonnage et des moyens, notamment aériens, qu'elle met en œuvre. Après avoir rendu visite au commandant de la Marine de guerre, au chef d'état-major des armées, puis au secrétaire permanent du ministère de la Défense, le commandant du Floréal, le capitaine de corvette Carrard, a reçu la presse locale à bord.

En présence de M. Bruno Clerc, ambassadeur de France, le Floréal a reçu de nombreux militaires ayant participé au séminaire « CUTLASS EXPRESS 2019 Senior Leader's Seminar » à Maputo traitant les enjeux de la sécurité maritime dans la zone, des ambassadeurs, des expatriés français et quatre classes du lycée français Gustave Eiffel dans le but de faire connaitre les missions de la Marine nationale et de leur faire découvrir une frégate de surveillance.

Ces rencontres ont permis de consolider la coopération bilatérale entre nos deux pays.

Les 1 700 militaires déployés aux FAZSOI garantissent la protection du territoire national et animent la coopération régionale depuis La Réunion et Mayotte. Les FAZSOI constituent le point d'appui principal du théâtre « océan Indien » pour lutter contre de nouvelles menaces comme la piraterie ou l'immigration illégale, assurer la surveillance des zones économiques exclusives (ZEE) associées à l'ensemble des îles de la zone de responsabilité et conserver une capacité régionale d'intervention rapide.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Forces de Présence

FORCES FRANÇAISES EN CÔTE D'IVOIRE (FFCI)

FFCI : « Mission de connaissance et d'accompagnement » avec les forces ivoiriennes dans le Bounkani

Mise à jour : 08/03/2019

Du 14 au 26 janvier 2019, les forces françaises en Côte d'Ivoire ont mené une « mission de connaissance et d'accompagnement (MCA) » aux côtés des forces armées et de sécurité de Côte d'Ivoire (FACI) dans la région du Bounkani au nord-est du pays.

Armé par le 43e BIMa, un sous groupement tactique interarmes (SGTIA) a rejoint le groupement tactique interarmes ivoirien à Bouna pour la réalisation de cette mission. Le SGTIA était soutenu par une équipe médicale, un détachement de la section ravitaillement transport et une équipe des systèmes d'information et de communication. L'objectif de cette action militaire franco-ivoirienne était de renforcer les liens entre les deux armées partenaires, tout en consolidant l'opération ivoirienne de contrôle de zone actuellement engagée dans la région du Bounkani.

Aux côtés de trois compagnies et des forces de sécurité ivoiriennes, les FFCI ont été totalement intégrées au dispositif mis en place dans le Bounkani. Ils ont participé à la coordination d'actions pour la protection des frontières ivoiriennes de la région, notamment par la mise en place d'une vingtaine de patrouilles de contrôle de zone franco-ivoiriennes.

S'inscrivant dans le cadre du partenariat militaire opérationnel signé entre la France et la Côte d'Ivoire en 2012 et ratifié en 2015, cette mission de connaissance et d'accompagnement intervient dans le prolongement d'autres MCA engagées depuis plusieurs années. Ce partenariat vise notamment à soutenir la Côte d'Ivoire dans la consolidation de son outil de défense.

Parallèlement à ces actions militaires franco-ivoiriennes, les forces françaises et ivoiriennes, soutenues par les autorités administratives et coutumières locales, ont organisé des actions civilo-militaires au profit des populations. Les FACI et les FFCI ont effectué des distributions de kits scolaires et de matériels sportifs dans trois écoles primaires du Bounkani et ont réalisé des travaux au sein de l'école maternelle Notre Dame de la Paix de Bouna.

Créées le 1er janvier 2015, les forces françaises en Côte d'Ivoire s'inscrivent dans la continuité de l'accord de partenariat de défense de 2012 qui scelle une proximité ancienne entre la France et la Côte d'Ivoire. Les 900 militaires engagés forment la réserve opérative pour l'AFCO et sont chargés d'appuyer et de soutenir les opérations dans la zone, mais aussi de mettre en œuvre un partenariat militaire opérationnel avec la République de Côte d'Ivoire et en coopération avec les forces partenaires de la région.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FORCES FRANÇAISES A DJIBOUTI (FFDj)

FFDJ : Première formation technique au profit de la marine soudanaise

Mise à jour : 06/03/2019

En janvier, durant deux semaines, deux officiers de la marine soudanaise ont bénéficié d'une formation dans le domaine de la maintenance mécanique navale légère de niveau ingénierie au sein de la base navale (BN) des forces françaises stationnées à Djibouti (FFDJ).

Cette formation de deux semaines s'est principalement déroulée au sein des ateliers de la base navale. La première était consacrée essentiellement au fonctionnement des moteurs hors-bords (circuit électrique, air, essence, recherche de pannes électrique et fluide, choix des hélices, planification des travaux…) et aux systèmes de climatisation (circuit de refroidissement, recherche de pannes…). La deuxième semaine était dédiée aux techniques mécaniques comme les différentes techniques de soudure à bord ou l'utilisation d'outillages spécifiques.

Les stagiaires ont également pu assister à la présentation de la machine d'un CTM (chaland de transport de matériel).

C'est la première fois qu'est conduite une telle action de formation au profit de la marine soudanaise. Dans le cadre de ses actions de coopération militaire au profit des partenaires africains, les FFDJ réalisent des détachements d'instructions opérationnelles ou techniques à Djibouti, en Ouganda et plus récemment en Éthiopie.

Le 24 janvier, le capitaine de frégate Yann Pernel, commandant la base navale (BN) de Djibouti, a remis une attestation de formation à deux officiers de la marine soudanaise. La cérémonie de clôture de stage s'est déroulée en présence du commandant Jean-Jacques, officier de coopération régionale à l'état-major interarmées des forces françaises stationnées à Djibouti, des officiers-mariniers instructeurs et des personnels civils recrutés localement.

Les 1 450 militaires des forces françaises stationnées à Djibouti (FFDJ) sont implantés à Djibouti conformément au traité de coopération de défense signé en 2011 avec ce pays. La base opérationnelle avancée (BOA) qui les accueille, offre aux armées, à l'instar de la BOA de Côte d'Ivoire, des capacités diverses : véritable réservoir de forces, elle participe à la défense des intérêts français, au soutien logistique des opérations sur le continent, tout en contribuant aux actions de coopération militaire au profit notamment de plusieurs pays africains. Par ailleurs, les forces françaises stationnées à Djibouti soutiennent leurs partenaires de la communauté économique régionale de l'Afrique de l'Est en vue de consolider leurs capacités militaires, notamment dans le cadre de leur participation aux opérations de maintien de la paix.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FORCES FRANÇAISES AUX ÉMIRATS ARABES UNIS (FFEAU)/OCEAN INDIEN (ALINDIEN)

FFEAU : Khunjar-Hadd, exercice de coopération navale majeur pour le Cassard au large des côtes omanaises

Mise à jour : 05/03/2019

Après une escale à Mascate, l'équipage de la frégate anti-aérienne (FAA) *Cassard* a repris la mer pour participer, du 10 au 14 février, à la 24e édition de l'exercice annuel Khundjar-Hadd organisé par la *Royal Navy of Oman*.

Près d'une quinzaine d'unités navales omanaises, françaises, américaines et britanniques, appuyées de plusieurs aéronefs de la Marine et de l'Armée de l'air, étaient réunies pour prendre part à cet exercice multilatéral. Elles ont conduit des entraînements de défense anti-aérienne au travers notamment d'ADEX (*Air Defence Exercise*) impliquant deux *Rafale* de la BA 104 mais également d'entraînements de lutte antisurface, de guerre des mines, de police en mer ou encore des exercices de tir (*Gunex*).

Au cours d'un VIP DAY présidé par le chef d'état-major de la Marine omanaise, les autorités militaires et diplomatiques des nations participantes sont montées à bord du bâtiment amiral omanais *Al Dhafirah*.

Cet exercice commun vise à renforcer les liens bilatéraux et l'interopérabilité des forces françaises avec Oman, l'un de nos principaux partenaires dans la région.

Point d'appui stratégique pour les bâtiments militaires français déployés au proche et moyen Orient, le sultanat d'Oman a, depuis 2010, accueilli une centaine d'escales. Ces dernières sont, la plupart du temps, l'occasion d'interactions (PASSEX, Cross Deck…) et d'échanges d'embarquement de personnel.

Par ailleurs, la réunion de préparation à la présidence française de l'*Indian Ocean Naval Symposium* (IONS 2020), qui se tiendra à Oman en octobre 2019 sera une occasion supplémentaire d'entretenir la coopération bilatérale avec ce pays.

Avec près de 650 militaires déployés, les FFEAU constituent l'une des bases opérationnelles avancées françaises à l'étranger. A ce titre, elle appuie les moyens militaires français déployés dans le Golfe arabo-persique et le Nord de l'océan Indien. Grâce à ses conditions d'aguerrissement, elle permet également d'entraîner les militaires français aux actions de combat en zone désertique et en zone urbaine. En tant que commandant de la zone maritime océan indien (ALINDIEN), le COMFOR FFEAU exerce son autorité sur une zone maritime s'étendant du Sud du canal de Suez à l'Ouest, et à l'Est jusqu'aux limites Ouest des eaux de la Birmanie, de l'Indonésie et de l'Australie. Il y promeut la politique de défense de la France et anime les relations militaires bilatérales.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

ÉLÉMENTS FRANÇAIS AU GABON (EFG)

EFG : Bilan 2018 des partenariats militaires opérationnels des éléments français au Gabon

Mise à jour : 07/03/2019

En 2018, les éléments français au Gabon (EFG) ont formé 7 500 soldats issus des différentes forces armées de 10 pays africains partenaires. Au total, 295 actions de formation ont été conduites dans le cadre du partenariat militaire opérationnel (PMO). Outre les 4 700 militaires gabonais, plus de 1 100 stagiaires étrangers ont été accueillis à Libreville pour suivre leur formation au Camp de Gaulle ou au centre d'entrainement au combat en forêt au Gabon (CEC FOGa). Ce stage d'aguerrissement est par ailleurs intégré à la formation des élèves officiers du Gabon, du Tchad, et de la Guinée Équatoriale.

Auprès des forces gabonaises, l'effort a porté sur la formation et la préparation du bataillon n 5 avant son engagement en décembre 2018 au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCa). Au sein de cette mission, les soldats gabonais luttent notamment pour garantir la protection des populations civiles centrafricaines et prévenir toute résurgence de conflits armés.

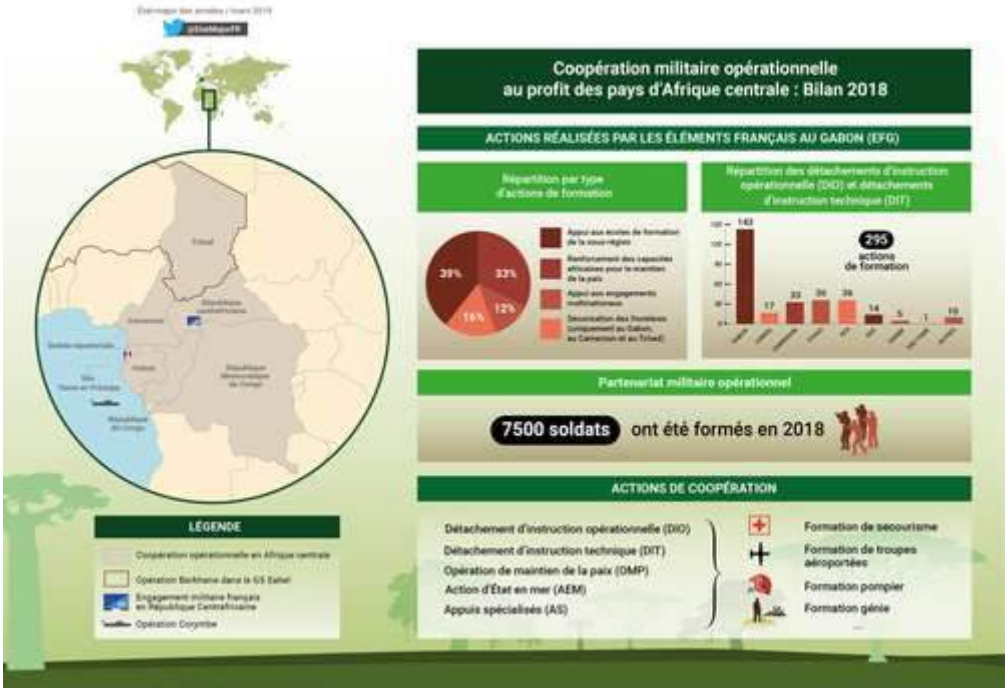
En République centrafricaine (RCA)**,** dans le cadre de l'appui des EFG à la reconstruction des Forces armées centrafricaines (FACA), 821 soldats ont bénéficié de la formation des détachements d'instruction opérationnelle et technique (DIO/DIT). Ces formations ont notamment été dispensées par les instructeurs du groupement de coopération opérationnelle - 6^{e} Bataillon d'infanterie de Marine (GCO-6^{e}BIMa) des EFG ou par le détachement d'appui opérationnel (DETAO) basé à Bangui. Un effort particulier s'est porté sur le bataillon amphibie [lien brève].

Les forces armées camerounaises (FAC) et tchadiennes ont quant à elles bénéficié de 33 et 36 actions de formation au profit de leurs soldats.

Enfin, le partenariat militaire opérationnel a fortement augmenté en 2018 dans les domaines de l'instruction « troupes aéroportées » (TAP) ainsi que la formation des états-majors.

Tout au long de ces actions de formation, les EFG mettent l'accent sur la formation des formateurs et celle des cadres, dans le cadre de l'opérationnalisation croissante et la prise d'autonomie des forces partenaires.

Pôle opérationnel de coopération, les EFG complètent la formation des militaires des pays partenaires de la communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) durant leur mise en condition avant engagement dans des opérations intérieures ou extérieures. Près de 8 400 stagiaires sont répartis chaque année au sein de plus de 200 stages hautement spécialisés. Les EFG sont également un point d'appui opérationnel et logistique (Base de Soutien Interarmées de Théâtre – BSIAT) en Afrique centrale pour la conduite éventuelle d'une opération par l'armée française ou pour le transit des forces.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

ÉLÉMENTS FRANÇAIS AU SÉNÉGAL (EFS)

EFS : Formation « Moniteur de combat en zone urbaine » au profit de militaires togolais

Mise à jour : 06/03/2019

Du 7 au 18 janvier 2019, un détachement des éléments français au Sénégal (EFS) a conduit une formation « moniteur de combat en zone urbaine » au profit d'officiers et sous-officiers des forces armées togolaises. L'instruction s'est déroulée au centre d'entrainement aux opérations de maintien de la paix (CEOMP) à Lomé.

Durant ces 10 jours, les futurs formateurs togolais se sont perfectionnés aux techniques de combat en zone urbaine. Ils l'ont fait dans l'optique de pouvoir dispenser eux-mêmes cette formation au sein de leurs unités.

Les stagiaires ont effectué des reconnaissances de rues, des franchissements de carrefours, des reconnaissances d'habitations, incluant les techniques de pénétration dans une pièce. Ces exercices ont d'abord été faits de manière individuelle puis en trinôme, et enfin, en groupe.

Le second volet de la formation portait sur la pédagogie militaire. Après une explication sur l'organisation d'un cours et les techniques pédagogiques, les stagiaires se sont exercés lors de mises en situation d'instructeur.

Signe d'une autonomie toute proche, les instructeurs togolais formés lors d'un précédent détachement ont participé à l'encadrement de ce stage.

La cérémonie de remise d'attestations a eu lieu en présence du colonel GNAKOUAFRE YAO EINDRE. Il a exprimé sa satisfaction quant aux résultats concrets que rencontrait le partenariat militaire opérationnel entre la France et le Togo.

Créés le 1er août 2011, par le traité signé entre la France et le Sénégal, les 350 éléments français au Sénégal (EFS) constituent, à Dakar, un « pôle opérationnel de coopération » (POC) à vocation régionale, dont les principales missions consistent à assurer la défense et la sécurité des intérêts et des ressortissants français, appuyer nos déploiements opérationnels dans la région et contribuer à la coopération opérationnelle régionale. Les EFS disposent par ailleurs de la capacité d'accueillir, de soutenir voire de commander une force interarmées projetée.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

EFS : Instruction sur le tir de combat au profit d'élèves officiers au Sénégal

Mise à jour : 07/03/2019

Du 7 au 18 janvier 2019, un détachement de l'unité de coopération régional (UCR) des éléments français au Sénégal (EFS), a mené une formation dans le domaine de l'instruction sur le tir de combat (ISTC) au profit de 62 stagiaires de l'école d'application de l'Infanterie (EAI) à Thiès au Sénégal.

Il s'agissait à travers ce détachement d'instruction opérationnelle de former des élèves officiers, du grade d'aspirant à capitaine, à la pratique de l'ISTC (instruction sur le tir au combat) et plus particulièrement sur le M16, fusil d'assaut de l'armée américaine. Cette formation obligatoire fait partie intégrante de leur cursus en école d'application.

Chaque brigade a suivi une formation d'une semaine organisée en deux temps. La première partie était consacrée à la maîtrise opérationnelle de l'armement léger (MOAL). Les stagiaires ont travaillés sur le chargement de l'arme, les mesures de sécurité et le réglage des incidents de tir. La deuxième partie du stage était dédiée au tir de formation initiale. Cela s'est concrétisé par des tirs réalisés de 25 à 100m de distance.

A la fin du stage, tous les élèves sénégalais ont obtenu la qualification de tireur ISTC arme d'épaule.

La cérémonie de fin de stage s'est déroulée sous la direction du colonel Ousmane ALY KANE, commandant l'Ecole d'application de l'Infanterie, et en présence du lieutenant-colonel Hervé, du lieutenant-colonel Ludovic et du capitaine Philippe, coopérants et responsables de la formation des stagiaires.

Pendant cette cérémonie il a été rappelé à tous l'importance de cette action de formation et la volonté de continuer la coopération avec les experts français.

Créés le 1er août 2011, par le traité signé entre la France et le Sénégal, les 350 éléments français au Sénégal (EFS) constituent, à Dakar, un « pôle opérationnel de coopération » (POC) à vocation régionale, dont les principales missions consistent à assurer la défense et la sécurité des intérêts et des ressortissants français, appuyer nos déploiements opérationnels dans la région et contribuer à la coopération opérationnelle régionale. Les EFS disposent par ailleurs de la capacité d'accueillir, de soutenir voire de commander une force interarmées projetée.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

EFS : Stage ONU de formateur des formateurs des officiers d'état-major.

Mise à jour : 08/03/2019

Du 21 janvier au 1er février 2019, le formateur ONU des éléments français au Sénégal (EFS) s'est rendu à l'état-major spécialisé pour l'outre-mer et l'étranger à Paris dans le cadre de la « formation des formateurs » de l'ONU, pour instruire des stagiaires issus de 24 pays partenaires de l'organisation des Nations unies (ONU).

Pour la quatrième année consécutive, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et le Ministère des Armées se sont associés pour organiser cette formation. Les EFS y ont participé par le biais d'un instructeur.

Cette fois-ci, l'objectif était d'instruire 40 officiers d'état-major francophones provenant des 5 continents.

Lancé en 2016 en lien avec la France, ce programme francophone est destiné à des officiers formateurs des pays contributeurs en troupes/police aux opérations de maintien de la paix (OMP). Ce stage est essentiel au succès des opérations en environnement francophone et notamment dans la stratégie de sortie de crises.

Pendant deux semaines, les stagiaires ont été formés aux procédures d'état-major des opérations de maintien de la paix (OMP) en vue de pouvoir reproduire eux-mêmes ces standards d'instruction.

Le stage a pris fin le vendredi 1er février en présence d'autorités civiles et militaires des différentes forces armées impliquées. Cette formation a permis aux EFS de confirmer leur engagement dans le processus de formation de l'ONU.

Créés le 1er août 2011, par le traité signé entre la France et le Sénégal, les 350 éléments français au Sénégal (EFS) constituent, à Dakar, un « pôle opérationnel de coopération » (POC) à vocation régionale, dont les principales missions consistent à assurer la défense et la sécurité des intérêts et des ressortissants français, appuyer nos déploiements opérationnels dans la région et contribuer à la coopération opérationnelle régionale. Les EFS disposent par ailleurs de la capacité d'accueillir, de soutenir voire de commander une force interarmées projetée.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

k - Réserves

Gendarmerie

Les réservistes militaires du rang vont prendre du galon

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 6 mars 2019 A la une, Réserve, Vie des personnels Gabriel Thierry



Les réservistes de la première compagnie de réserve territoriale avant leur départ pour les îles touchées par l'ouragan Irma (Crédit photo: GT/ L'Essor).



Contrôle routier par la brigade territoriale autonome (BTA) de Mer dans le Loir-et-Cher. Photo d'illustration (N.D/L'Essor).

Info L'Essor – La réserve de la Gendarmerie (30.000 hommes et femmes) s'apprête à connaître un avancement d'ampleur. Les 16.000 militaires du rang de réserve devraient, d'ici la fin de l'année, être promus au grade de gendarme de réserve. La décision, prise par le patron des gendarmes, Richard Lizurey, en décembre 2018, a été annoncée discrètement le 15 janvier à l'occasion d'un séminaire.

Ce plan "*stratégique 2019 de formation*" concerne tous les militaires du rang recrutés comme réservistes avant le 1er janvier 2019. *"Ceci conduira à une augmentation consécutive et immédiate de leur rémunération*", précise un message adressé le 26 février aux réservistes sur leur site dédié, Minotaur.

Haut niveau d'engagement

Selon une source interne, cet avancement accéléré vise à récompenser l'engagement des réservistes dans la crise des Gilets jaunes. "*Cette démarche consacre le haut niveau d'engagement et de responsabilités de nos réservistes depuis plusieurs années"*, signale le message interne publié sur Minotaur.

Concrètement, un gendarme-adjoint de réserve va être promu, au fil des commissions d'avancement qui vont s'étaler dans l'année, brigadier de réserve, brigadier-chef de réserve puis enfin gendarme de réserve. Les premiers avancements ont déjà débuté en mars. Autre bonne nouvelle à souligner pour les réservistes: l'engagement à servir dans la réserve est maintenu en cas de déménagement dans une nouvelle région depuis la mi-février.

La décision du directeur général est saluée par l'Anorgend, qui souligne une "*reconnaissance*" et une attention au "*professionnalisme*" des réservistes de la Gendarmerie. "*L'avancement accéléré s'accompagne de la mise en œuvre d'une journée de formation*", ajoute le capitaine de réserve Renaud Ramillon-Deffarges, le président de l'Anorgend.

Mise en place d'Agorha

Cet avancement massif devrait compenser une perte de solde pour certains militaires du rang de réserve liée au passage au nouveau logiciel de paye, Agorha soldes. Ce logiciel de gestion des soldes gendarmes, mis en service au début de l'année, se traduit, selon des réservistes, par la disparition d'une indemnité spéciale. La perspective d'un avancement futur est ainsi contrebalancée, chez des réservistes, par la perte d'une indemnité.

Si, assure-t-on dans la Gendarmerie, aucun réserviste ne va y perdre avec ce double mouvement, certains ne cachent par leur inquiétude. Exemple avec ce brigadier-chef de réserve dans le Nord. Contacté par *L'Essor*, il signale craindre paradoxalement avec cet avancement une baisse de volume de ses missions, et donc de sa rémunération de réserviste, explique-t-il, à cause du coût

plus élevé que représenterait un sous-officier de réserve comparé à un militaire du rang de réserve.

Le message du 26 février publié sur Minotaur évoque lui "*des incidences sur les soldes*" à la suite de la mise à jour de données et de reparamétrages de calculs. Il souligne également que le logiciel "*permet aujourd'hui de solder plus rapidement tous les réservistes à partir de données fiabilisées*".

I - D.G.A.

Le ministère des Armées réceptionne son troisième bâtiment de soutien et d'assistance métropolitain

Mise à jour : 05/03/2019 https://www.defense.gouv.fr/dga/

La Direction générale de l'armement (DGA) vient de réceptionner à la base navale de Toulon la *Seine*, troisième bâtiment de soutien et d'assistance métropolitain (BSAM) d'un programme de quatre navires destinés à la Marine nationale.



Après l'admission au service actif de la *Loire* en juillet 2018 et du *Rhône* en janvier dernier, la *Seine* devrait être admise au service actif au cours de l'année 2019, après un déploiement de longue durée.

Ce nouveau bâtiment vient renforcer et moderniser les capacités de la Marine nationale. Navire extrêmement polyvalent, le BSAM est conçu pour mener trois types de missions : le soutien des forces (remorquage de bâtiments de fort tonnage, accompagnement et soutien au profit de sous-marins, entraînement des forces...), la sauvegarde maritime (sauvetage en mer, assistance à navires en détresse, lutte contre les pollutions maritimes...) et des tâches de servitudes au profit des forces (remorquage d'engins, travaux d'ancrage et d'entretien des coffres d'amarrage, relevage d'épaves…).

La livraison du 4e et dernier BSAM, la *Garonne*, est également prévue cette année sur la base navale de Brest.

A télécharger:

> La fiche LPM relative au BSAM https://www.defense.gouv.fr/dga/actualite/le-ministere-des-armees-receptionne-son-troisieme-batiment-de-soutien-et-d-assistance-metropolitain

> Le volet industriel du BSAM https://www.defense.gouv.fr/dga/actualite/le-ministere-des-armees-receptionne-son-troisieme-batiment-de-soutien-et-d-assistance-metropolitain



La Direction générale de l'armement va se doter de deux radars de surveillance côtière auprès de Thales

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 8 mars 2019



La Direction générale de l'armement [DGA] va se procurer deux radars de surveillance côtière Coast Watcher 100 auprès de Thales afin de surveiller les approches de ses deux centres d'essais de missiles implantés à Biscarosse, dans les Landes, et l'Île du Levant [Var]. L'annonce de ce contrat a été faite par l'industriel, lequel précise qu'il assurera le maintien en condition opérationnelle [MCO] de ces systèmes pendant sept ans.

Le Coast Watcher 100 est un radar de longue portée en bande X ayant la capacité de détecter tout ce qui flotte à une distance de 100 nautiques, du canot pneumatique au navire de guerre, en passant par le jet-ski. Même choix pour les drones, avions et hélicoptères évoluant à basse altitude.

Pour la DGA Essais de missiles [DGA EM], ces radars permettront de sécuriser ses deux centres de tests face à la « multiplicité des risques et menaces à prendre en considération », comme l'intrusion de navires ou d'aéronefs trop curieux.



« Le Coast Watcher 100 a pour mission de sécuriser les zones d'essai tactique de manière optimale et de surveiller le trafic maritime au sein et autour des zones d'essais en détectant les menaces intrusives », explique ainsi Thales, dans son communiqué. « Réagir instantanément, fournir en temps réel les positions des différentes plateformes participant aux essais tels sont les enjeux de notre client », ajoute-t-il.

« Les hautes technologies de Thales aident nos clients à prendre la meilleure décision en temps réel. Les radars de surveillance maritime Coast Watcher 100 permettront à la Direction générale de l'armement de bénéficier de l'état de l'art en matière de détection, de surveillance et de contrôle », fait valoir Serge Adrian, directeur des activités surface radar chez l'électronicien français.

Pour rappel, la DGA « Essais de missile » est chargé de conduire la mise au point, la qualification et les essais technico-opérationnels des « systèmes d'armes en milieux aérien, terrestre, marin et sous-marin », comme, par exemple, le M-51. Elle est également sollicitée pour l'entraînement des forces armées avec la « mise en œuvre des systèmes d'armes et tir réel de missiles sur cibles dans un environnement réaliste et sécurisé ou simulé. »

Photos : Thales

11 – France : Armements & Industries

Finances

Pour Le Maire, la taxation des Gafa peut rapporter 500 millions d'euros par an

Économie Conjoncture Par Le figaro.fr AFP agence Mis à jour le 04/03/2019 à 10:11 Publié le 03/03/2019 à 11:17



Bruno Le Maire présentera son projet de taxe Gafa mercredi en conseil des ministres ERIC PIERMONT/AFP

La taxe touchera les entreprises effectuant au moins 750 millions de chiffres d'affaires au niveau mondial dont 25 millions en France. Une trentaine de sociétés sont visées dans différents domaines d'activité, dont la française Criteo.

Demandez le programme... fiscal. Le ministre de l'Économie et des Finances détaille dans un entretien au *Parisien Dimanche* le fonctionnement de la taxe de 3% sur le chiffre d'affaires réalisé en France par les géants du numérique, qui pourra rapporter selon lui 500 millions d'euros par an.

Mis en place à compter du 1er janvier 2019, le dispositif fait l'objet d'un projet de loi que Bruno Le Maire présentera mercredi prochain en conseil des ministres, avant d'aller au Parlement. Cette taxe «touchera les très grandes entreprises qui font un chiffre d'affaires mondial sur leurs activités numériques de 750 millions d'euros au niveau mondial et un chiffre d'affaires en France de plus de 25 millions d'euros», et ne concerne donc pas les start-up françaises, explique le ministre. Une trentaine de sociétés sont visées: Google, Amazon, Facebook et Apple (les Gafa) mais aussi Uber, Airbnb, Booking et le français Criteo.

États vs GAFA : qui gagnera le bras de fer ?



Des amendes records, des régulations et des projets de taxe… depuis peu, l'artillerie lourde est sortie pour imposer une bonne pratique aux géants du net. Un combat prioritaire pour les uns, perdu d'avance pour les autres.

Criteo est une pépite de la «French Tech»: fondée en 2005 par trois Français, elle est cotée au Nasdaq et emploie 2 700 personnes dans le monde pour un chiffre d'affaires de 966 millions de dollars (hors reversements). L'entreprise est spécialisée dans le marketing personnalisé à partir des données des internautes, notamment à partir de leur historique de navigation. Un secteur d'activité visé expressément par Bruno Le Maire, évoquant le ciblage publicitaire et «la revente de données personnelles à des fins publicitaires». «Nous visons en premier lieu les plateformes qui touchent une commission pour mettre en relation des clients et des entreprises», ajoute le ministre, même si bien sûr, «aucun particulier et aucun utilisateur de services ne seront concernés».

Les entreprises «classiques» payent 83 impôts différents

Pour éviter de pénaliser les entreprises vertueuses, «le montant acquitté sera déductible du résultat comptable sur lequel est calculé l'impôt sur les sociétés», dit-il. «Cela aura pour effet de réduire jusqu'à un tiers du montant de cette taxe pour les entreprises qui payent leurs impôts en

France.» Fin janvier, Bruno Le Maire s'était dit confiant dans la possibilité pour les pays de l'Union européenne de se mettre d'accord d'ici fin mars sur une taxation des géants du numérique. Dans un entretien au *Journal Du Dimanche* le PDG de Carrefour, Alexandre Bompard, se «félicite que la taxation des Gafa soit sérieusement à l'ordre du jour». «Mais il faut aussi impérativement mettre un terme au déséquilibre fiscal entre des enseignes comme les nôtres et les plateformes universelles américaines ou chinoises», ajoute-t-il.

«Nous payons 83 impôts différents, à chiffres d'affaires équivalents, nous créons quatre fois plus d'emplois et eux déversent leurs produits sur le marché sans même payer la TVA, ni d'ailleurs quasiment aucun impôt. C'est insoutenable. Je ne demande pas de faveur mais au moins un principe simple : à chiffre d'affaires égal, imposition égale.»

Industries

À La Hague, l'élimination des déchets radioactifs est un chantier titanesque

https://www.ouest-france.fr/ L'édition du soir Reportage vendredi 8 mars 2019 Par Arnaud LE GALL



Pour la filière nucléaire, le « grignotage » de l'usine UP2-400, dans la Manche, est un chantier de démantèlement sans précédent. Entamé en 2009, il devrait durer encore plus de quinze ans.



Combinaisons de radioprotection bleues sur le dos et masque dissimulant leurs visages, les deux silhouettes s'extirpent du passage, devant lequel des parois de plastiques ont été posées. Après deux heures de « plongée » en zone contaminée, c'est la relève. **« Les deux heures, c'est surtout lié au port des tenues. Pour des raisons de pénibilité, il faut tourner »,** explique Jérôme Coulomb directeur du démantèlement sur le site Orano (ex-Areva) de la Hague, à la pointe du Cotentin.



L'usine UP2-400, remplacée dans la Hague par deux nouvelles lignes de production, avait démarré en 1966. (Photo : Thomas Brégardis / Ouest-France)

Depuis 2009, l'entreprise a démarré un travail de titan : faire disparaître l'usine UP2-400. Lancée en 1966, elle était la première unité de la Hague, spécialisée dans la découpe et le retraitement

des combustibles nucléaires usés. **« Il n'y a pas beaucoup de chantiers équivalents dans le monde »,** présente le responsable des près de 800 salariés attelés à cette tâche.

Durée estimée des travaux : au moins vingt-cinq ans. Budget engagé : un milliard d'euros. À ce jour, Orano DS (démantèlement et services) estime avoir réalisé 30% du chantier **« d'une grande complexité technique ».**

Des déchets anciens sur les bras

Dans cette partie du site conçue dans les années 1950, la difficulté vient du caractère unique des installations et de la présence de nombreux déchets issus de la période de production. **« À l'époque, il n'y avait pas les filières que nous avons aujourd'hui. Dans certains ateliers, nous ne pouvons pas démarrer tant qu'il y a ces déchets »,** observe Jérôme Coulomb.



L'usine UP2-400 abrite la première piscine de la Hague. Des déchets y sont toujours plongés dans l'attente d'être traités. (Photo : Thomas Brégardis / Ouest-France)

Cet héritage a conduit Orano à un paradoxe : pour démanteler, quatre nouveaux ateliers de traitement des déchets doivent être construits. Ils seront à leur tour démantelés par la suite. Au second semestre, les équipes rouvriront notamment un silo contenant des résidus issus des premières générations de réacteurs graphite.



Autour de ce silo, un nouvel atelier est en cours de construction pour traiter les déchets qui s'y trouvent. (Photo : Thomas Brégardis / Ouest-France)

Démanteler se fait toujours en trois temps, salle par salle. D'abord, il faut rincer, pour enlever le gros de la radioactivité, et mener des investigations pour lancer l'étape 2 : la décontamination. Cette fois, il s'agit de retirer tous les radioéléments déposés. Enfin, il faut gratter les murs et le sol, plusieurs centimètres de profondeur. **« À la fin on reçoit un décret de déclassement : ça signifie que le site n'est plus soumis à la réglementation nucléaire »,** présente Jérôme Coulomb.



Les premières zones 4, les plus radioactives, ont été traitées et ouvertes. (Photo : Thomas Brégardis / Ouest-France)

Le tout se fait dans un environnement contraint. Les pièces sont classées selon leur niveau de dangerosité pour les travailleurs. Des zones 1 jusqu'aux zones 4, où personne n'a jamais pu pénétrer à cause de la radioactivité. Dans ces espaces, lorsque l'usine fonctionnait, chaque opération se faisait à distance, à l'aide d'automates. Pour éviter d'exposer trop les équipes, Orano DS a mobilisé ses bureaux d'études. **« Notre activité demande beaucoup d'innovation. Nous**

avons tous les types d'interventions, de la robotisée aux manipulations plus simples au contact. Nous utilisons aussi des outils de scénarios pour calculer les doses reçues par le personnel », indique Jérôme Coulomb.



Devant les salles contaminées, les équipes installent des sas de décontamination. (Photo : Thomas Brégardis / Ouest-France)



Des combinaisons pour le personnel. (Photo : Thomas Brégardis / Ouest-France)



Un contrôle de sécurité (mesure des rayonnements ionisants), avant de sortir de l'usine. (Photo : Thomas Brégardis / Ouest-France)

De ce chantier pilote, Orano espère tirer profit. Dans la Drôme, au Tricastin, le démantèlement de l'usine d'enrichissement d'uranium, qui doit démarrer prochainement, devrait bénéficier du retour d'expérience. Mais l'entreprise ambitionne aussi de vendre ce savoir-faire. Déjà sélectionnée pour s'occuper de la centrale de Brunsbüttel en Allemagne, elle prospecte aussi aux États-Unis et lorgne forcément sur Sellafield, en Angleterre. Sur ce marché d'avenir, elle n'est cependant pas seule. Rien qu'en France, Veolia se lance, Onet et Nuvia (filiale de Vinci) déjà bien installés.



Que faire des déchets issus des sites nucléaires démantelés ?

Imbriqué dans le débat sur le stockage des déchets nucléaires, le dossier du démantèlement pose aussi des questions environnementales nouvelles.

Alors que le débat sur le stockage des déchets nucléaires devrait surtout tourner autour de l'épineux projet d'enfouissement de Bure, destinés aux résidus de combustible, un autre dossier va également être abordé. Celui du démantèlement, générateur d'autres déchets radioactifs.

Quel que soit l'avenir de l'atome dans le mix énergétique, certaines installations vont arriver en bout de course. À commencer par la centrale de Fessenheim, qui doit être arrêtée au démarrage de l'EPR de Flamanville.

Pour l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), la déconstruction des 58 réacteurs du parc français pourrait représenter autour de 2 millions de mètres cubes de matières irradiées. Pour la plupart, celles-ci seraient de très faible, de faible ou de moyenne activité, et donc programmées pour être stockées en surface.

Les sites de l'Andra, dans l'Aube, sont prévus à cet effet. **« Tous les réacteurs ne pourront pas passer,** prévient toutefois Jean-Christophe Niel, directeur de l'IRSN. **On pourrait imaginer de commencer le démantèlement, mais la question du stockage va forcément se poser quand la déconstruction des premiers réacteurs va commencer. »**

Pour les opposants au nucléaire, il semble clair que les industriels vont tenter de réduire le volume de déchets à prendre en charge. **« Sur la quantité et sur la qualité des déchets que ça va générer, ce n'est pas clair du tout,** estime Yannick Rousselet, chargé de campagne nucléaire chez Greenpeace. **La réglementation actuelle prévoit que tout ce qui se trouve sur zone est considéré comme déchet radioactif, quel que soit le taux. Les discussions ont déjà commencé autour d'un seuil de libération. »** Toute pièce contrôlée en dessous de ce seuil ne serait plus considérée comme un déchet nucléaire.

« Nous ne sommes pas forcément pour un seuil de libération, mais il faut étudier au cas par cas, dans une optique d'économie circulaire, prône Valérie Faudon, déléguée générale de la Société française d'énergie nucléaire (Sfen). **Nous allons avoir beaucoup d'acier, est-ce que ça a du sens de mettre tout ça au trou ? Toutes ces questions doivent être posées. Ce sont des enjeux environnementaux nouveaux. »**

La Sfen, vantant une **« traçabilité exigeante »,** imagine par exemple que certains métaux ou bétons puissent resservir pour des usages spécifiques, loin du public, sous condition que des études soient conduites. Difficile à envisager pour Greenpeace. **« L'expérience montre qu'on a pu trouver de la radioactivité dans des produits de consommation »,** rappelle Yannick Rousselet, qui se dit ouvert à une réutilisation au sein de l'industrie nucléaire.

Le gros des déchets ne va pas être produit tout de suite. Après le retrait du combustible nucléaire d'un réacteur, il faut cinq ans pour mener les études et obtenir les autorisations de démantèlement. Chaque chantier doit durer ensuite une quinzaine d'années.

Industries d'armement

Le planeur hypersonique, arme du futur

https://www.sciencesetavenir.fr/ Par Sylvie Rouat le 03.03.2019 à 08h00 Abonnés

La France va développer un engin volant autonome et non motorisé capable de déjouer les systèmes de défense antimissiles. Cet article est extrait du magazine Sciences et Avenir n°865 (mars 2019).



Le projet HTV-2, conçu par la Darpa, l'agence de recherche de la défense américaine (vue d'artiste). SIPA

"*Nous avons décidé de notifier un contrat pour un démonstrateur de planeur hypersonique. […] D'ici à fin 2021, nous assisterons au premier essai en vol"*, a annoncé la ministre des Armées Florence Parly lors de ses vœux aux armées le 21 janvier 2019. Baptisé V-max (Véhicule manœuvrant expérimental), le projet a été confié à l'européen Arianegroup. Cet engin autonome et non motorisé, dont la vitesse dépassera les 6000 km/h (la limite inférieure du vol hypersonique) aura pour mission de démontrer sa capacité à atteindre sa cible sans être intercepté par les systèmes de défense antimissiles. Il devrait permettre à la France - classée cinquième puissance militaire mondiale par le portail américain Global Firepower - de rejoindre le club restreint des nations en passe de se doter de cette nouvelle arme (États-Unis, Russie et Chine).

La course aux armements entre le glaive et l'armure

Dans la lutte constante entre la stratégie de l'épée (offensive) et celle de la cuirasse (défense), cette dernière a repris l'avantage ces dernières années. *"Les défenses antiaériennes et antimissiles sont de plus en plus efficaces"*, observe Bertrand Guy, directeur de communication à la Délégation générale de l'armement (DGA). Dans les prochaines décennies, la militarisation de l'espace et les progrès de l'intelligence artificielle vont décupler leurs capacités de repérage et d'interception des missiles balistiques, dont la trajectoire, soumise à la seule gravité, est parfaitement prévisible. Les planeurs hypersoniques pourraient être la parade grâce à leur très grande vitesse - les planeurs russes ou américains atteignant les 25.000 km/h, soit dix fois plus que les avions de combat.

Technologie

Voile. Avec leur nouvel Ultime, Sodebo et Thomas Coville révolutionnent la catégorie

Accueil Sport Voile Thomas Coville https://www.ouest-france.fr/ Guillaume Nédélec Modifié le 02/03/2019 à 13h00 Publié le 02/03/2019 à 12h27



Sodebo a présenté ce samedi, son nouvel Ultime. Un trimaran répondant à la jauge de la classe 32/23. | MARC OLLIVIER

En avant toute ! Sodebo a présenté ce samedi, son nouvel Ultime. Un trimaran répondant à la jauge de la classe 32/23, mais qui se veut très différents des bateaux engagés par la concurrence. L'équipe du skipper Thomas Coville tente le pari de changer l'architecture vue habituellement sur ces trimarans géants.

Thomas Coville est quelqu'un qui sait transmettre ses émotions. Aussi, au moment de dévoiler son nouveau trimaran, le skippeur morbihannais, né à Rennes, a beaucoup de mal à cacher son excitation. Et pour cause, c'est un secret bien gardé de plus d'un an et demi qu'il se prépare à révéler : **« Je n'ai même pas mis de photos sur mon portable, pour ne pas céder à la tentation de le montrer »**, sourit-il. Et pour cause, Sodebo Ultime 3, nom de code S5, est un vrai pari. Qui pourrait faire changer l'approche dans la catégorie.



Sodebo a présenté ce samedi, son nouvel Ultime. Un trimaran répondant à la jauge de la classe 32/23. | MARC OLLIVIER

Bien centré

C'est bien sous le mat qu'il faut regarder pour comprendre à quel point Sodebo prend des risques avec son trimaran. Là où la tradition met la cellule de vie derrière le mât, sur ce nouvel Ultime, elle est à l'avant. **« Je me suis rendu compte de l'importance du centrage des masses, comme on fait en voiture. Romain Dumas, double vainqueur des 24 Heures du Mans, m'a montré l'influence des masses sur le comportement d'une voiture. »**

Ainsi, tout est centré sur ce bateau. **« Je ne sais pas encore comment ça va se ressentir sur le pilotage du bateau »,** avoue Thomas Coville. De l'arrière vers l'avant, le skippeur va devoir s'habituer à regarder de l'avant vers l'arrière ! Les premiers essais, à partir de la mi-mars seront donc très importants. Côté allure, c'est évidemment aussi la révolution, avec ce cockpit digne d'un avion, et de grandes surfaces vitrées.

Plus d'efficacité

Ce centrage des masses permet également de modifier le comportement de la voilure. La cellule de vie étant à l'avant, il est possible de descendre le bas de la voile. Le pont arrière, désormais inutile, est léché par la bôme. De fait, le mât est plus court de 2,50 m, permettant d'abaisser le centre de voilure avec « effet de plaque », comme l'explique Thomas Coville. Auparavant, une partie du vent pouvait s'échapper par l'espace nécessaire au travail du skippeur, désormais, celui-ci peut être optimisé.



Sodebo a présenté ce samedi, son nouvel Ultime. Un trimaran répondant à la jauge de la classe 32/23. | MARC OLLIVIER

Un autre détail est intéressant sur ce bateau, les bras de liaison à l'arrière. Il s'agit en fait d'une pièce de 8 m, en carbone, moulée en une fois, en Italie.

Solutions éprouvées

Partir sur un concept révolutionnaire, c'est aussi prendre le risque de se casser les dents. L'équipe de Thomas Coville ne le sait que trop bien. Aussi, certaines pièces, comme le mat, les flotteurs, sont issues d'un bateau déjà vu en course, en l'occurrence sur Banque Populaire IX. **« Sodebo Ultime 3 sera dans une configuration assez simple, et ne sera pas amené à voler tout de suite »,** prévient Thomas Coville. L'idée étant de valider et fiabiliser le bateau dans un premier temps, avant d'entrer dans une montée en puissance petit à petit.

Développement en équipe

Le changement, c'était aussi avant cette présentation. Plutôt que de faire appel à un architecte, Thomas Coville a préféré monter une équipe au fonctionnement horizontal autour de lui. Qui n'est pas sans rappeler celui de l'équipe néo-zélandaise en Coupe de l'America.

On y retrouve des spécialistes de la trempe de Vincent Lauriot-Prevost (VPLP), ou de l'Allemand Martin Fischer (qui vit en Nouvelle-Calédonie), spécialiste des foils, mais également, quelques anciens de l'aventure hydroptère. **« Ce qui me plait beaucoup, c'est que nous sommes dans le collaboratif. Ce qui a permis de faire foisonner les idées, et se risquer sur des solutions différentes que celles habituellement adoptées. J'ai également demandé à ce que l'équipe continue de travailler sur le bateau pendant un an. »** Histoire d'assurer un suivi dans le développement. Qui va commencer dès la mi-mars, et la mise à l'eau du bateau.

Technologie numérique

Ce que la 5G va changer pour vous: on récapitule

https://korii.slate.fr/ Clément Lasserre 08/03/2019 à 9h29


La 5G arrive et pourrait bien bouleverser le monde qui nous entoure. | israel palacio via Unsplash

Des voitures connectées à la médecine, du gaming à l'industrie, la cinquième génération de réseaux mobiles promet de profonds bouleversements.

La 5G arrive dans le monde et avec elle, la promesse de faire franchir un nouveau palier à nos réseaux de télécommunications. Cette nouvelle étape permettra de décupler la vitesse de connexion des smartphones mais, bien plus encore, de révolutionner l'industrie. Le timing peut paraître prématuré alors que la 4G n'est présente à grande échelle que depuis 2013 en France et que la fibre optique ne traverse pas encore tous les foyers de l'Hexagone. Pourtant, les contours de la cinquième génération commencent à se dessiner et les enjeux sont nombreux.

La 5G prévoit de battre tous les records mesurés jusqu'à aujourd'hui, sur trois axes principaux. Un débit dix fois plus rapide que celui de la 4G est déjà annoncé. Cette avancée arrive à point nommé pour s'adapter aux nouveaux usages en vigueur sur les smartphones, comme le streaming de vidéo ou de musique.

Face à ces concours de chiffres, la «latence» n'est sans doute pas le point le plus sexy pour convaincre le grand public de l'utilité du projet: elle est pourtant un point fondamental. Avec la 5G, elle passerait de dix à une milliseconde. Une donnée indispensable pour permettre l'arrivée des voitures connectées, notamment. La densité aussi va pouvoir être grandement étendue et permettre à des milliers d'objets au kilomètre carré d'être connectés au même moment.

Applications diverses et variées

Cette démultiplication des connexions simultanées d'appareils est possible grâce à l'importante vitesse de connexion offerte par la 5G et la possibilité de la fragmenter grâce au *network slicing*. Cette technologie permet de distinguer trois types différents: la 5G pour les réseaux mobiles, la 5G pour les objets connectés et la 5G à très faible latence pour une utilisation demandant beaucoup de précision et de fiabilité –comme les voitures autonomes, par exemple.

De cette façon, les trois couches sont paramétrées différemment en fonction des trois caractéristiques principales (débit, latence et densité) pour correspondre à des utilisations spécifiques.

Cet internet des objets pourra contribuer à faire du concept de ville intelligente une réalité. Selon une étude de l'École polytechnique fédérale de Zurich, d'ici 2025, 150 milliards d'objets divers et variés seront connectés entre eux et avec des milliards de personnes.

Les voitures autonomes sont particulièrement concernées. Malgré des premiers tests ponctués de quelques ratés, Waymo (Google), Uber ou encore Tesla, avec sa fonctionnalité de pilotage automatique, veulent investir ce marché le plus rapidement possible. La latence joue un rôle crucial pour une voiture lancée à plusieurs dizaines de kilomètres-heure.

Des champs d'application très variés pourront bénéficier de la 5G, comme la médecine. Le 27 février dernier, la première intervention chirurgicale «télémonitorée» a été réalisée par un médecin espagnol à l'occasion du Mobile World Congress de Barcelone. Lors de cette démonstration grandeur nature, le chirurgien était en liaison directe pour apporter ses conseils à une équipe chirurgicale située à cinq kilomètres de distance.

La réalité virtuelle et la réalité augmentée sont également susceptibles de se démocratiser. Les smartphones afficheraient sans peine des vidéos en 4K et tout le monde aurait accès au *cloud gaming* ou *cloud computing*.

Toutes ces avancées technologiques rendues possibles par la 5G conduiraient à une nouvelle révolution industrielle, notamment en ce qui concerne la production des usines et la généralisation de l'automatisation industrielle.

Le déploiement se précise

Avant une commercialisation pour le grand public prévue à partir de 2020, au plus tôt, le réseau se déploie déjà. En France, l'Arcep (Autorité de régulation des communications électroniques et des postes) en collaboration avec les opérateurs a commencé à mettre en place des expérimentations dans plusieurs villes. La feuille de route prévoit de tester différentes applications de la 5G dans les villes choisies pour préparer l'arrivée du réseau.

Comme lors des débuts de la 4G, les opérateurs vont livrer bataille pour obtenir les meilleures fréquences. Le gouvernement a confirmé que le système de vente aux enchères serait utilisé pour l'attribution des fréquences. Il faudra attendre début 2020 pour en connaître les résultats.

Au niveau européen, l'arrivée de la 5G pourrait néanmoins se heurter à la question de la neutralité du net. Depuis 2016, une directive européenne garantit cette dernière dans l'ensemble de l'Union, mais la technologie de *network slicing* pourrait changer la donne. Un opérateur pourrait alors proposer un forfait uniquement pour la couche dédiée au réseau mobile ou un autre pour celle allouée aux objets connectés de sa maison.

Aux États-Unis, le modèle de déploiement reste en débat au plus haut niveau de l'État, mais il soulève déjà d'importantes questions de sécurité et de cyber-souveraineté, que se posent également nombre de pays alliés. Le géant chinois Huawei, soupçonné de constituer un potentiel

cheval de Troie pour les opérations de surveillance du pays, a ainsi bruyamment été écarté de la course.

Impact à définir

L'introduction de la 5G interroge aussi l'impact sur la santé. Le wifi est parfois décrié pour son omniprésence dans les foyers, la 4G était crainte pour la puissance de ses antennes: la cinquième génération pourrait être l'ajout de trop au brouillard électromagnétique.

La 5G utilise aussi des ondes millimétriques, qui sont plus puissantes mais dont la portée est plus courte. Pour éviter cela, l'OMS a imposé une limite d'exposition équivalente à celles pour la 4G ou le wifi.

Pour l'instant, tous ces projets sont encore à l'état d'expérimentations. Les résultats des tests à travers la France serviront à tracer le chemin pour les étapes à venir. En tout cas, les opérateurs sont déjà dans les *starting blocks* et commencent à présenter des smartphones compatibles 5G.

Transports

La France et les Pays-Bas devront-ils lancer une OPA sur Air France-KLM ?

Économie Entreprises http://www.lefigaro.fr/ Par Ivan Letessier Mis à jour le 06/03/2019 à 06:23 Publié le 05/03/2019 à 20:08



Wopke Hoekstra et Bruno Le Maire ont annoncé vendredi que leurs équipes allaient travailler ensemble afin de «renforcer la coopération entre la France et les Pays-Bas» dans la gestion d'Air France-KLM. GONZALO FUENTES/REUTERS

La montée de l'État néerlandais au capital du groupe a non seulement indisposé la France et le conseil d'administration, mais elle pourrait aussi déclencher une obligation à offrir une porte de sortie aux actionnaires minoritaires...

Confortablement assis dans leur fauteuil de première classe à bord d'Air France-KLM, les 19 membres du conseil d'administration pensaient avoir le privilège exclusif de piloter la stratégie du groupe. Certains ont des haut-le-cœur tant ils ont traversé de zones de turbulences depuis des mois. La dernière en date? La création d'un groupe de travail entre les deux principaux actionnaires: la France (14,3 %) et les Pays-Bas, qui ont pris à la hussarde 14 % du capital la semaine dernière, déclenchant une crise diplomatique avant que leurs deux ministres de l'Économie ne signent l'armistice.

Bruno Le Maire et Wopke Hoekstra ont annoncé vendredi que leurs équipes allaient travailler ensemble afin de «renforcer la coopération entre la France et les Pays-Bas avec comme objectifs la bonne gouvernance du groupe, son développement, sa croissance et l'amélioration des résultats». Cette paix des braves reste en travers de la gorge du board. «Certains administrateurs se sentent dépossédés de leur fonction et de leur mission», assure un proche du conseil. Et de souligner qu'un tel groupe de travail pourrait être assimilé à une action de concert. «Si l'AMF était saisie, elle pourrait contraindre France et Pays-Bas à lancer une OPA sur Air France-KLM», estime un expert.

Avec les droits de vote doubles dont bénéficie l'État français, les deux réunis ont en effet dépassé la barre des 30% des droits de vote, qui oblige à offrir une porte de sortie aux actionnaires. Mais Le Maire et Hoekstra, qui assurent ne pas définir ensemble la stratégie du groupe, n'ont pas l'intention d'activer les toboggans d'évacuation pour les minoritaires…

12 – Le Monde : Modernisations & Équipements

Finances

«Blanchisserie Troika»:plusieurs banques mondiales dans l'embarras

Économie Conjoncture http://www.lefigaro.fr/ Par Claudia Cohen Mis à jour le 05/03/2019 à 23:56 Publié le 04/03/2019 à 23:50



L'argent circulant dans le réseau comprend des espèces pouvant être liées à des proches amis du président russe Vladimir Poutine. MIKHAIL KLIMENTYEV/AFP

Le système de blanchiment, d'une valeur de 9 milliards de dollars, aurait été géré par la plus grande banque d'investissement privée de Russie. Dévoilée par le Projet de lutte contre la corruption organisée et le crime organisé, l'affaire pointe notamment du doigt des banques européennes et met en cause plusieurs proches de Vladimir Poutine.

Une enquête publiée lundi par une vingtaine de journaux internationaux, dont le quotidien britannique The Guardian, a dévoilé l'existence d'un système international de blanchiment d'argent, reposant en outre sur une septantaine de sociétés offshore et sociétés écran. Surnommé «Blanchisserie Troika», en référence à la banque d'investissement privée russe Troika Dialog, le système aurait permis à plusieurs politiciens et personnalités du crime organisé de blanchir près de 8,9 milliards de dollars de fond, ainsi que de soustraire des impôts et dissimuler des avoirs à l'étranger.

L'affaire, débusquée par le Projet de lutte contre la corruption organisée et le crime organisé (OCCRP) basée à Sarajevo, émane de l'une des plus grandes fuites de transactions bancaires jamais enregistrée, obtenues avec le site Lituanien 15min.lt. L'enquête s'appuie ainsi sur près de 1,3 million d'opérations bancaires en provenance de plus de 238.000 entreprises et personnes, et effectuées dans une cinquantaine de pays. Au total, 3,5 milliards de dollars ont été envoyés sur le continent européen ainsi qu'aux États-Unis par la banque privée russe d'investissement Troika Dialog.

Plusieurs banques européennes pointées du doigt

Selon les informations de l'OCCRP, plusieurs courriels révèlent que des dirigeants de la Troïka Dialog ont maintenu depuis plus de huit ans l'argent qui coulait dans le pipeline. L'OPCRP indique que la «Blanchisserie Troika» a fonctionné de 2006 à 2013 et a été formée par plus de 75 sociétés offshores interconnectées. La moitié de ces sociétés aurait des comptes chez Ukio Bankas, une banque lituanienne en difficulté qui a fermé en 2013. «Sous la direction de la Troïka Dialog, des milliards de dollars de la Russie ont été versés dans ces comptes Ukio», souligne ainsi l'enquête.

Mais le rapport du collectif de journalistes pointe également du doigt plusieurs banques européennes, dont l'allemande Deutsche Bank, l'autrichienne Raiffeisen Bank ainsi que les banques néerlandaises ING et ABN AMRO. Outre ces dernières, une des filiales dela banque française Crédit Agricole, la banque privée Indosuez Wealth Management est également mise en cause. Selon le quotidien suisse la «Tribune de Genève», une filiale de Indosuez basée à Genève aurait reçu entre 2005 et 2012 près de 500 virements pour une valeur de 150 millions de dollars, sur plusieurs comptes appartenant à des sociétés écrans dirigées par des Russes. «Beaucoup de transactions ont vraisemblablement été légitimées avec de faux contrats», écrit le quotidien suisse, évoquant des ventes d'habits ou encore d'ordinateurs. En réponse à la polémique, une porte-parole du Crédit Agricole a assuré que «Indosuez Wealth Management a rempli toutes ses

obligations relatives à la gestion de la lutte contre le blanchiment», ajoutant que la filiale «va bien au-delà de la réglementation en matière fiscale et n'ouvre de compte qu'à des clients qui résident dans un pays qui a annoncé son adhésion au mécanisme d'échange automatique d'information».

Des yachts de luxe et des billets pour le Mondial de football

Le réseau de sociétés du système a permis le transfert de l'argent aux quatre coins du pays, utilisé ensuite à des fins commerciales et personnelles. Parmi les dépenses, des propriétés au Royaume-Uni et en Espagne, des avions, des yachts de luxe, des œuvres d'art et même des billets pour la Coupe du Monde de football. «L'argent a été divisé et transféré entre les sociétés avant d'être envoyé à différents destinataires, connus ou inconnus. Les transactions étaient pour la plupart fausses, étayées par de faux papiers décrivant le commerce de marchandises inexistantes. À la sortie du système, l'argent est passé par les comptes bancaires des correspondants en Occident», précise ainsi l'OCCRP. Si pour l'heure, aucune preuve tangible n'indique que les destinataires des fonds étaient au courant de l'origine de l'argent, les documents de l'enquête révèlent néanmoins que des fonds criminels ont pu être mélangés avec des fonds légitimes, ce qui a rendu ainsi la traçabilité de la source originale de l'argent impossible.

Des proches de Vladimir Poutine mis en cause

Reuben Vardanyan, un riche banquier russe qui a dirigé à l'époque des faits la banque d'investissement Troika Dialog, est l'un des principaux acteurs mis en cause. Ce dernier est accusé d'avoir transféré des milliards de dollars par l'intermédiaire de la banque, sous la signature d'Armen Ustyan, qui pour sa part affirme n'avoir jamais signé les documents. Contactés par la BBC, les avocats de Vardanyan ont précisé qu'il n'était «aucunement impliqué dans les opérations, la gestion ou les activités du groupe de gestion de patrimoine du groupe Troika Dialog et qu'il avait toujours agi en toute transparence».

L'argent circulant dans le réseau comprend également des espèces pouvant être liées à des proches amis du président russe Vladimir Poutine. L'enquête désigne notamment le violoncelliste russe Sergei Roldugin, qui aurait bénéficié d'un transfert de 70 millions de dollars grâce au stratagème. Un autre proche du Kremlin, Vladîmir Artiakov, serait également intimement lié à l'affaire, en ayant fait l'acquisition notamment de plusieurs propriétés sur la Costa Brava.

Par ailleurs, ces révélations embarrassent également la Couronne britannique. L'association caritative du Prince Charles aurait reçu des donations venues d'une des sociétés offshore impliquée dans l'affaire de blanchiment d'argentn selon les informations du *Guardian*. En 2009, 2010 et 2011, trois virements de Reuben Vardanyan, totalisant près de 180 000 euros, ont été versés à la Prince's Charities Foundation. En réponse à la polémique, un porte-parole de Clarence House, la résidence du prince de Galles, a déclaré que «les œuvres de bienfaisance du prince opéraient indépendamment du prince lui-même pour toutes les décisions relatives à la collecte de fonds».

Industries

Huawei contre-attaque en justice face aux États-Unis

Home Économie Flash Eco Par Le Figaro avec AFP Mis à jour le 07/03/2019 à 08:00 Publié le 07/03/2019 à 06:57



Le logo de Huawei sur un centre commercial à Shanghai Reuters

Soupçonné d'espionnage potentiel par les Américains, le groupe chinois Huawei a contre-attaqué jeudi en annonçant une plainte contre les États-Unis pour avoir interdit l'achat de

ses équipements télécoms par l'administration. Le géant mondial des smartphones porte ainsi la bataille dans les prétoires. Il avait déjà lancé une campagne médiatique destinée à contrer les accusations de Washington, selon qui les équipements de l'entreprise pour les futurs réseaux 5G pourraient être infiltrés par Pékin.

Huawei a indiqué que la plainte avait été déposée à Plano, dans l'État du Texas (sud). Elle vise l'interdiction faite aux administrations américaines d'acheter les équipements et services du groupe chinois, ou de travailler avec des entreprises tierces qui sont ses clientes. «Le Congrès américain n'a jamais pu fournir la moindre preuve pour justifier ses restrictions visant les produits Huawei. Nous sommes contraints de prendre cette action en justice en dernier recours», a indiqué dans un communiqué Guo Ping, l'un des présidents tournants de l'entreprise. «Si cette loi est retirée, comme il se doit, Huawei pourra apporter aux États-Unis des technologies plus avancées et les aider à construire les meilleurs réseaux 5G», la cinquième génération de technologie mobile, a souligné M. Guo.

Il a précisé que le groupe privé chinois allait demander des dommages et intérêts en raison des restrictions «inconstitutionnelles» le visant. «Le gouvernement américain ne ménage aucun effort pour salir l'entreprise», a-t-il par ailleurs dénoncé lors d'une conférence de presse organisée au siège de Huawei dans la métropole de Shenzhen (sud de la Chine).

Piratage

Guo Ping a également accusé les États-Unis d'avoir piraté des serveurs de l'entreprise et d'avoir volé courriels et codes sources. Selon Washington, le Parti communiste au pouvoir en Chine pourrait utiliser les équipements de Huawei afin d'espionner d'autres pays ou de perturber des communications. Les États-Unis ont interdit à l'entreprise, leader planétaire dans ce domaine, de participer au déploiement de la 5G sur le sol américain. Et ils poussent leurs alliés occidentaux à prendre des mesures similaires. Huawei a lancé ces dernières semaines une intense campagne de communication pour défendre sa réputation. Et le jadis discret fondateur du groupe, Ren Zhengfei, 74 ans, est monté au créneau, accordant plusieurs interviews aux médias étrangers.

Dans son offensive contre Huawei, Washington entend également juger sa directrice financière, Meng Wanzhou, pour violation des sanctions contre l'Iran. Arrêtée début décembre au Canada et actuellement en liberté surveillée, c'est aussi la fille du fondateur du groupe. La prochaine comparution de Mme Meng doit avoir lieu le 8 mai à Vancouver, où elle avait été arrêtée début décembre lors d'une escale entre deux vols.

«Un suicide»

Dans la foulée, deux Canadiens avaient été interpellés en Chine, dans ce qui est largement perçu en Occident comme une mesure de représailles. Ils sont soupçonnés d'avoir mis en danger la sécurité nationale. Huawei est le leader mondial des équipements de télécommunications. Mais sa domination suscite les inquiétudes croissantes des États-Unis, qui veulent rester à la pointe du secteur technologique. Ceux-ci disent s'inquiéter du fait que Pékin puisse utiliser des «backdoors», ces portes d'entrée dans les équipements permettant potentiellement d'espionner les communications.

Des inquiétudes qui trouvent leurs origines dans le passé du fondateur de Huawei -- un ex-ingénieur de l'armée -- et dans une loi obligeant les groupes dont le siège social est en Chine à apporter une aide technique aux services de renseignement. Sur ce dernier point, le responsable juridique de l'entreprise a reconnu mercredi que le groupe répondrait bien aux demandes du gouvernement chinois, mais uniquement pour les affaires de terrorisme ou les activités criminelles. «Mais si cela allait au-delà des stipulations expresses mentionnées par la loi, nous rejetterions une telle demande», a indiqué Song Liuping. Selon lui, l'installation de «backdoors» constituerait un «suicide» commercial si l'affaire était révélée.

Industries d’armement

Boeing dévoile un avion de combat futuriste sans pilote

https://www.bfmtv.com/ BFMTV Economie Entreprises 03/03/2019 à 12h37 Mis à jour le 03/03/2019 à 12h42



La division défense de Boeing a dévoilé cet avion de chasse sans pilote à bord - Boeing Defense

C'est en Australie que Boeing a dévoilé un projet de drone militaire destiné à former des escadrilles de six appareils pilotés par un humain. Le premier vol de cet appareil est prévu pour 2020.

En un siècle, les avions de combat seront passés du biplan équipé de mitrailleuses centrales a une escadrille pilotée par un seul pilote. C'est ce que dévoile Boeing en Australie sur le salon **Avalon 2019**, un rendez-vous de l'aéronautique qui se tient jusqu'au 3 mars à Geelong dans l’État du Victoria. Il s'agit de **Boeing Airpower Teaming System**, un drone militaire.

C'est un drone un peu particulier. D'abord par sa taille, 11,7 mètres de long, qui est celle d'un avion plus que d'un modèle réduit. Mais aussi par son pilotage qui se fait à distance, mais pas depuis la terre. C'est le pilote d'un avion de chasse -il sera compatible avec les Boeing F/A-18E/F Super Hornet- qui en a le contrôle depuis son cockpit. Il pourra même en gérer plusieurs à la fois afin de composer une escadrille de six drones.



Boeing -

Pour le moment, son rôle n'est pas offensif. Il ne sera pas armé pour mener des attaques. Mais grâce à ses capteurs et ses caméras, sa mission sera d'informer et de protéger les missions longues grâce à sa portée de plus de 3700 km. Sera-t-il connecté à des satellites espions comme le sera le SCAF (système d'avion de combat du futur) franco-allemand ? Boeing ne le précise pas.

Enfin, comme le rapporte Reuters, cet aéronef ne sera pas assemblé aux Etats-Unis, mais en Australie. Lors d'Avalon 2019, le ministre de la Défense, Cristopher Pyne, a annoncé que pour ce projet le gouvernement australien a débloqué un budget de 40 millions de dollars australiens (25 millions d'euros). Le premier vol est prévu pour 2020. Reste encore à en connaitre le prix et la date d'ouverture des commandes. Sur ces points, le seul élément que le constructeur laisse entendre est que son coût sera "faible".



Nouveau contrat pour Raytheon pour poursuivre le développement d'un planeur hypersonique

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Défense Actualité Systèmes 6 mars 2019 | Par Emmanuel Huberdeau



Raytheon participe au projet "Tactical Boost Glide" © Raytheon

La Darpa a attribué un contrat de 63,3M$ à Raytheon pour poursuivre le développement du Tactical Boost Glide (TGB).

Les planeurs hypersoniques sont des vecteurs pouvant dépasser la vitesse de Mach 5. Le planeur reçoit dans un premier temps une impulsion donnée par un lanceur puis il termine sa trajectoire sans être propulsé.

Le programme TGB est conduit avec l'US Air Force. Il s'agit, selon la Darpa, de déterminer la faisabilité du concept en étudiant l'aérodynamique du futur véhicule, ses performances thermiques, sa résistance et son mode de contrôle.

Le programme doit aussi permettre de déterminer l'efficacité du concept et son coût. Le programme TGB doit être réalisé en deux phases comprenant des essais au sol et en vol. TGB se base sur de précédentes recherches réalisées dans le domaine des planeurs et véhicules hypersoniques, notamment le programme Hypersonic Technology Vehicle 2 (HTV-2), un concept de vecteur devant être capable d'atteindre Mach 20.

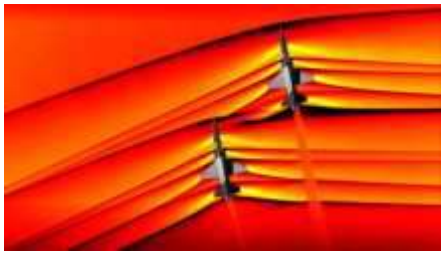
Le véhicule a été produit par Lockheed Martin. Un vol a été réalisé en 2010 et a permis, selon la Darpa, de récolter neuf minutes de données (le contact a ensuite été perdu avec le véhicule), dont 139 secondes de vol réalisé à des vitesses comprises entre Mach 17 et Mach 22. Cet essai avait permis d'effectuer plusieurs premières, dont le maintien du contact avec le GPS, malgré la très haute vitesse, l'établissement d'une communication montante et descendante entre le véhicule et un centre de contrôle, et la validation du système de contrôle. Le deuxième vol d'essai du HTV-2, réalisé en 2011, a été un échec.

La Chine et la Russie ont aussi des programmes de planeurs hypersoniques. La France a lancé cette année un programme de démonstrateur.

Technologie

De fascinantes images inédites d'avions franchissant le mur du son

Accueil Sciences Espace NASA https://www.ouest-france.fr/ avec AFP Modifié le 08/03/2019 à 18h31 Publié le 08/03/2019 à 17



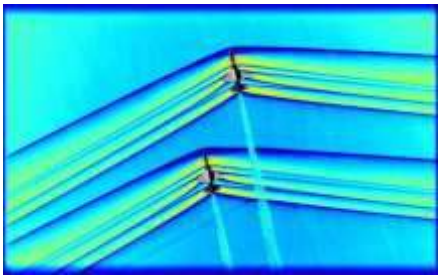
Une image colorisée par la Nasa de deux avions T-38 franchissant le mur du son. | AFP PHOTO /NASA

La Nasa a pris des nouvelles photos des ondes de choc provoquées par deux avions supersoniques. Des clichés impressionnants qui permettent de visualiser pourquoi un bang retentit à ce moment-là.

Lorsqu'un avion dépasse la vitesse du son (environ 1.225 kilomètres/heure), il crée des ondes de choc. La pression de l'air est très soudainement modifiée, ce qui se traduit par le **« bang »** caractéristique que beaucoup ont déjà entendu. Mais peut-on le voir ?

Depuis un centre de recherches situé dans le désert de Mojave en Californie (États-Unis), le Neil A. Armstrong Flight Research Center, deux pilotes aux commandes de deux supersoniques T-38 ont décollé. Ils ont ensuite volé à seulement neuf mètres l'un de l'autre.

Un troisième avion avait pour mission de photographier les ondes de choc créées par les deux supersoniques passant presque côte-à-côte le mur du son, à l'aide d'équipements de pointe, a expliqué La Nasa, l'agence spatiale américaine qui a diffusé ces photos le 5 mars prises en décembre 2018.



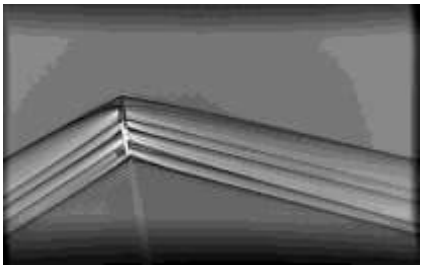
Une image colorisée par la Nasa de deux avions T-38 franchissant le mur du son. | AFP PHOTO /NASA

Avec des avions positionnés l'un derrière l'autre, avec un léger décalage, **« les ondes de chocs ont une forme différente »**, explique Neal Smith, d'AerospaceComputing Inc, une société d'ingénierie qui travaille avec la NASA, dans un article sur le site internet de l'agence américaine. **« Ces données vont vraiment nous aider à mieux comprendre comment ces chocs interagissent »**, ajoute-t-il.

Concevoir des avions qui ne font pas « bang »

Les **« bangs soniques »** génèrent des nuisances importantes : non seulement, ils peuvent effrayer les personnes au sol, mais également causer des dommages, comme des bris de vitres.

Pouvoir prendre des images aussi détaillées des ondes de choc est **« crucial »** pour la mise au point du X-59 de la NASA, explique l'agence. Cet avion expérimental supersonique, espère-t-elle, sera capable de franchir le mur du son en produisant un simple grondement.



Une image de la Nasa d'un avion franchissant le mur du son. | AFP PHOTO /NASA

Une telle avancée pourrait conduire à l'assouplissement des restrictions de vol et au retour des avions supersoniques commerciaux, une première depuis le retrait du Concorde en 2003. Certains pays et certaines villes avaient interdit à l'avion de ligne franco-britannique d'entrer dans leur espace aérien justement en raison de ses bangs supersoniques.

Technologie numérique

L’annonce de Mark Zuckerberg qui va révolutionner Facebook

https://korii.slate.fr/ Repéré par Thomas Burgel sur New York Times 07/03/2019 à 10h28



Mark Zuckerberg en 2018 lors d'une conférence organisée par sa firme en Californie. | JOSH EDELSON / AFP

Le 6 mars 2019 restera-t-il comme une date historique dans l'ère des réseaux sociaux?

Nous ne nous souvenons pas du 4 février 2004 –du moins sans doute pas pour cette raison. La journée fut pourtant historique, l’une des plus importantes de ces dernières décennies, car elle ouvrait une nouvelle perspective qui allait durablement bouleverser notre rapport aux autres, à l’information, à la démocratie, à l’économie: le 4 février 2004, Mark Zuckerberg lançait Facebook avec quelques potes de Harvard et inventait l'ère des réseaux sociaux.

Peut-être nous souviendrons-nous du mercredi 6 mars 2019 comme d’une autre date majeure dans l’histoire du monde moderne: c'est le jour où Mark Zuckerberg a annoncé un changement de paradigme si profond pour sa plateforme que ses implications sont encore difficiles à évaluer.

De la sphère publique à la sphère privée

Sous pression après les scandales qui ont touché sa firme –peut-être plus proche d’un effondrement qu’on ne le pense– semaine après semaine au cours de ces derniers mois, l’Américain a ainsi annoncé que Facebook allait désormais privilégier les conversations privées et cryptées, éventuellement en groupe, plutôt que les prises de parole publiques.

D’une *«place publique»* à un *«salon privé»:* c’est ainsi que le Californien présente la chose. *«Nous construisons les fondations d’une communication sociale alignée avec ce qui importe de plus en plus aux gens: pouvoir discuter de manière privée»,* a expliqué Monsieur Z. au New York Times.

Dans un post de blog, il explique également de manière plus surprenante, voire osée eu égard au passif de sa compagnie en termes d'utilisation des données privées: il croit qu’une *«plateforme fondée sur la vie privée deviendra encore plus importante que les plateformes ouvertes d’aujourd’hui»*.

Un virage à 180°, et beaucoup de questions

Le contre-pied est donc total. Mais la nouvelle ne tombe pas de manière complètement inattendue pour toute personne informée qui écoutait déjà attentivement les signes diffus qu’envoyaient depuis quelques semaines les troupes de Menlo Park. La compagnie a ainsi, il y a peu, annoncé la fusion des messageries de Facebook, WhatsApp et Instagram, ses trois grandes possessions.

Tout aussi significatif, on sait que Facebook se penche avec un intérêt de plus en plus croissant sur la question de la blockchain, garantie technique d’échanges très sécurisés, ainsi que sur la possibilité de créer sa propre crypto-monnaie et d'investir le monde des transactions financières.

Un ensemble d'indicateurs qui pointaient donc dans cette nouvelle direction –un virage à 180°, ou presque. Mais un tel changement soulève bien évidemment des questions complexes auxquelles seul l'avenir pourra répondre. Le modèle économique de Facebook est principalement fondé sur les publications publiques de ses membres et la publicité qu'elles génèrent: comment transformer l'essai si la priorité est désormais réservée aux communications privées? Ces échanges privés le seront-ils réellement, et quelles seront les garanties? Comment les médias, et notamment les médias en ligne devenus facebooko-dépendants, pourront-ils survivre si le *«reach»* de leurs publications se rabougrit sur des fils d'actualité n'étant plus centraux?

«Sincèrement, nous n'avons pas pour l'instant une très bonne réputation pour ce qui est de construire des services protégeant la vie privée, et nous nous sommes historiquement concentrés sur des outils servant plutôt le partage public», a écrit Zuckerberg dans son propre texte.

Evan Spiegel, l'un des patrons de Snap, créateur du très populaire Snapchat, avait récemment partagé une analyse plutôt lucide sur l'influence de la structure même de Facebook, rapporte également le New York Times. Selon lui, le fait que le géant bleu se concentre sur les posts publiques et la manière dont se construit le fil d'actualité pour chaque utilisateur ou utilisatrice font que *«les choses négatives se répendent plus vite et plus largement que les choses plus positives»*. Il ajoute que le moment est peut-être venu pour une correction de trajectoire –c'est précisément ce qui a été fait.

«Gangsters digitaux»

Les desseins purement économiques ne sont bien entendu jamais loin –le New York Times évoque le modèle du Chinois Tencent, dont WeChat est devenu l'application centrale de l'intégralité de la vie numérique, achats compris, de ses utilisateurs et utilisatrices.

Mais ce net recentrage sur la sphère privée est peut-être, pour Mark Zuckerberg, le signe d'une prise de conscience réelle, philosophique et morale que son bébé a échappé à son contrôle, en créant des dégâts profonds sur son passage. Les rodomontades permanentes et chantages de reprise en main, les menaces d'amendes records ou la grande violence de la critique émise par une commission parlementaire britannique (*«gangsters digitaux»*, a-t-il été écrit) ont probablement joué leur rôle.

Influence des réseaux sociaux sur la propagation des *fake news*, utilisation des données privées à des fins d'ingérence politique étrangère comme lors du scandale Cambridge Analytica: le poids pris dans nos sociétés et nos vies intimes par la plateforme aux 2,7 milliards d'âmes est immense, et il est temps pour Zuckerberg d'apprendre à mieux maîtriser le monstre social auquel il a donné naissance.

13 – Rubriques divers (Conférences, etc)

Salons

Deux salons en septembre autour du Mémorial de l'Otan

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 06.03.2019 Par Philippe Chapleau



A vos agendas ! Le 2e salon du livre et le salon culturel autour du mémorial de l'Otan aura lieu les 14 et 15 septembre.

Le programme sera le suivant :

Samedi 14 septembre à Frethun :
- 10h: cérémonie religieuse
- 11h: cérémonie militaire
- 12h : réception à Bonningues les Calais

- 14h à 19h ; salons culturel et du livre militaire

Dimanche 15 septembre :
-ouverture des deux salons de 10h à 19h.

14 – Livres & Publications

Livres

LIVRE "Entrer en stratégie". INTERVIEW du général (2s) Vincent DESPORTES.

https://www.asafrance.fr/ Posté le mardi 05 février 2019



Le Général Vincent Desportes vient de publier *Entrer en stratégie,* un essai dans lequel il enjoint les décideurs politiques, économiques et militaires à prendre goût à la stratégie. Il explique ce qu'il entend par là et trace les modalités de ce que doit être une pensée stratégique à notre époque.

FIGAROVOX.- Pourquoi faut-il «entrer en stratégie» ?

Vincent DESPORTES.- C'est simplement vital, tant pour le succès de toutes les entreprises humaines d'une certaine ampleur… que pour la survie du monde que nous aimons. Et pourtant, toujours davantage, les dirigeants, quel que soit leur champ d'action, sont dévorés par l'instantané. Si l'on n'y prend garde, la tentation du court terme frappe. Partout. Sauf exception, le politique se consacre d'abord au succès des prochaines élections. Il délaisse le long terme qui, quoi qu'il arrive, ne lui appartient pas et ne lui profitera pas ; il abandonne aisément les grands principes pour les petits choix et les faciles arrangements. La focalisation se fait sur les questions locales de court terme où des progrès tangibles peuvent être produits au cours des cycles électoraux. On promet beaucoup pour l'avenir - on y rasera gratis! - mais on ne le construit pas, puisqu'il sera celui des autres. L'entrepreneur succombe à la même obsession. Les patrons de petites ou moyennes entreprises, peu secondés, sont accaparés par leur quotidien qu'accélèrent les flux croissants d'information. Ceux des grandes entreprises cotées, obsédés par la dictature des résultats trimestriels, sont facilement victimes de «myopie managériale» ; ils privilégient les bénéfices rapides au détriment de la création de valeur à long terme. L'actionnaire, souvent anonyme, attend des résultats immédiats dont l'absence le priverait de revenus et dégraderait le cours de Bourse. Les responsables sont jugés et remerciés sur leur capacité à mettre en œuvre de soi-disant stratégies… dont les résultats sont évalués toutes les douze semaines! Il faut donc absolument que les dirigeants s'obligent à «entrer en stratégie»: c'est la seule solution pour sauver le monde qui vient.

Mais «entrer en stratégie», n'est-ce pas une démarche incertaine et risquée ?

Certes… mais infiniment moins que de ne pas oser le faire! Oui, la pratique stratégique est aussi nécessaire que périlleuse. Elle est en effet engagée en sens unique: ce qui fut ne sera plus jamais. La stratégie modifie de manière définitive le champ dans lequel elle se déploie. Elle se développe d'états nouveaux en états nouveaux, non rationnellement anticipables mais aussi irréversibles que le temps. La boîte de vitesses stratégique ne dispose pas de marche arrière et le billet d'envol ne peut qu'être qu'un aller simple et définitif pour un temps qui n'a pas de limite: en stratégie jamais de victoire définitive, pas de début, de milieu et de fin de partie, celle-ci n'étant que le début de la partie suivante. Le temps ne s'arrête jamais dans l'espace stratégique en

reconfiguration permanente. L'exercice stratégique est hasardeux: mieux vaut s'y engager plus fort d'une bonne compréhension de ce qu'il est et de ce qu'il sera. Fruit de mes réflexions et de mon expérience, mon dernier ouvrage veut y aider.

Y a-t-il véritablement des écoles stratégiques différentes ?

Toute pensée stratégique est spécifique: la stratégie et son stratège sont indissolublement liés. C'est là tout l'intérêt de la notion même de culture stratégique. L'inné, la culture du stratège jouent un rôle important. La relation de tout acteur stratégique au monde, à son adversaire et à lui-même est spécifique. Confronté au même dilemme stratégique, un Occidental, habitué à l'action ponctuelle et rapide, en puissance, dans le temps court, choisira une stratégie très différente de celle d'un Asiatique penchant naturellement à l'action progressive dans le temps long, à l'économie des moyens par le contournement indirect de la volonté adverse. Au sein de cultures plus proches, comment pourrait-on imaginer qu'un Français - pétri de centralisme, de hiérarchie et de cartésianisme - puisse juger de la même manière qu'un Allemand naturellement fédéraliste, cogestionnaire et kantien ? Ou que le même Français, imprégné des alignements symétriques des jardins «à la française» saisis d'un seul coup d'œil, puisse aborder son espace concurrentiel avec le même esprit que son camarade britannique amoureux des courbes et des recoins, des irrégularités et surgissements successifs des jardins «à l'anglaise» d'un pays où la jurisprudence remplace Code civil et Code pénal ? Inévitablement, les uns et les autres auront des lectures différentes de la réalité.

La pensée stratégique française a donc de vraies particularités ?

Oh, oui: elle est le fruit de notre géographie, de notre histoire, de notre culture. Mieux vaut connaître ses racines pour comprendre la force mais aussi les pièges de notre culture stratégique. Fortement influencée depuis le XIXe siècle par la pensée positive d'Antoine de Jomini, la réflexion stratégique française souffre d'une faiblesse historique.

Chez le général suisse, l'ennemi n'est pas considéré comme une volonté en conflit, mais comme une addition de capacités destinée à recevoir les effets de la stratégie de son adversaire plus qu'à y réagir. Cette objectivation trompeuse de l'adversaire permet à Jomini de postuler l'existence d'un adversaire passif, privé d'initiative, et donc de définir des règles précises pour la conduite de la guerre. Ce paradigme jominien a favorisé en France une représentation positive de la guerre, formulable en principes autonomes. Cet effacement du caractère éminemment dialectique de la confrontation stratégique s'est renforcé de la tendance naturellement cartésienne de notre pensée. Ceci est un vrai piège qui nous a valu de cuisantes défaites, en 1870, 1940 et même août 1914 face à une culture stratégique allemande fondamentalement clausewitzienne et concevant donc au contraire l'espace stratégique comme celui de la confrontation de deux volontés libres et indépendantes.

La pensée stratégique militaire s'applique-t-elle dans d'autres domaines d'action ?

Absolument ! La stratégie est «une»: ce n'est pas parce que la stratégie est née dans les champs de guerre et n'a imprégné que beaucoup plus tard les autres champs de l'action humaine que les grands principes ne sont pas identiques. Il est même fascinant de constater que l'entreprise est un arrivant fort tardif dans le monde de la stratégie. Il a fallu pour cela que les entreprises aient à faire face à des conditions concurrentielles sévères dans un monde devenu à la fois plus ouvert et plus opaque. La stratégie des affaires est ainsi encore un art nouveau: la fin des Trente Glorieuses, le choc pétrolier des années 1970, la progressive transformation du marché de la demande en un marché de l'offre, la croissance de la concurrence étrangère en ont engendré le besoin. Il faut attendre le milieu des années 1960 pour que le premier livre de stratégie d'entreprise soit publié, qu'un premier cours de stratégie soit mis sur pied à la Harvard Business School, que les cabinets de consultants commencent à proliférer. L'un des précurseurs en ce domaine, Bruce Henderson - le fondateur du fameux BCG, le Boston Consulting Group - observe alors que *«la plupart des principes de base de la stratégie proviennent de l'art de la guerre».* A cette brève expérience entrepreneuriale, s'opposent en effet des millénaires de pensée et d'action stratégiques militaires. Puisque la stratégie est une quel que soit le milieu dans lequel elle se déploie, il est raisonnable

de s'appuyer sur cette solide expérience militaire pour réfléchir la stratégie, et donc la complexité qui la rend nécessaire.

Au fond, faire une stratégie n'est-il pas simplement un pari sur l'avenir !

Inévitablement, mais un pari conscient et réfléchi! Le premier point est que l'explorateur-stratège doit «entrer en stratégie» en conscience des multiples pièges tendus, afin de les déjouer et de construire l'avenir qu'il s'est choisi. L'avenir y est difficilement prévisible même si, aujourd'hui, les grands prêtres du big data tentent de nous faire croire le contraire: aucune conjonction de données et de calculs ne permettra de percer le secret des ricochets des réactions d'acteurs aussi indénombrables que toujours plus interconnectés. La connaissance stratégique ne peut prétendre à la perfection et toute décision stratégique est subjective par essence. Elle ne peut être qu'un pari étroitement lié au parieur-stratège, relatif à son inclination et à l'état momentané de sa compréhension de l'espace stratégique. Notre parieur-stratège doit décider sans aucune certitude quant aux résultats de sa décision.

Ici se conjuguent l'angoisse et l'espoir volontariste du stratège. Si l'avenir est toujours conditionné par le passé, il n'est en rien déterminé à l'avance: chaque instant possède un nombre infini de futurs possibles. Et c'est l'objet même de la stratégie que de peser sur le cours des événements pour les conduire, malgré les volontés antagonistes, vers l'avenir que le stratège a choisi. Rappelons-nous la belle perception d'Henri Bergson: ***«L'avenir, ce n'est pas ce qui va nous arriver, mais ce que nous allons faire»!*** La stratégie, c'est d'abord la question d'un avenir à vouloir puis à construire avec et malgré le présent. Mais, ne pouvant prédire l'avenir, le stratège va le créer afin de se libérer de l'incertitude et de la fatalité, puis modifier le présent pour le conduire vers son ambition: il choisit et façonne le monde.

Vous avez effectivement raison, la nature même de l'espace stratégique implique que toute stratégie soit fondée sur des présuppositions - dont on recherchera cependant la robustesse par le biais de la science et du raisonnement - et que toute action humaine y relève du pari.

N'est-ce pas un peu inquiétant tout de même? Il n'y a donc pas de vérité, de recette stratégique ?

Et non! Aucune stratégie n'a de garantie de bon fonctionnement. Penser que la vérité, traduite en plan, permet d'atteindre l'objectif témoigne d'une prétention irréaliste à ce que la stratégie puisse maîtriser le réel. La tentation de vérité stratégique est dangereuse car elle conduit à l'aliénation intellectuelle, à l'idéologie, c'est-à-dire à l'inverse du doute, donc à l'échec. Pas de projet stratégique qui puisse se construire sur la certitude de la connaissance et de la compréhension: il s'agira tout au plus de parvenir à une approximation fiable de l'environnement et de la capacité causale des décisions. Dans ces conditions, il est évidemment illusoire de rechercher le succès stratégique à partir d'artifices et de raisonnements qui ne varient pas. Pas de livre de cuisine en stratégie, ni de solution universelle: pas de drill, mais un lent apprentissage de l'art du questionnement. Il existe des vérités techniques, il en existe de tactiques, mais il n'existe de vérités stratégiques que ponctuelles et momentanées, forgées d'adaptations, donc d'initiatives. La stratégie ne peut prétendre qu'à un compromis idéal sans cesse remis en cause: l'équilibre stratégique est par nature un équilibre dynamique qui ne se trouve que dans le mouvement et sa propre déformation. La vérité, le prêt-à-porter stratégique, sont des leurres pour stratèges incompétents. S'il en existait, la stratégie ne servirait à rien!

Un conseil encore pour l'explorateur-stratège ?

Sûrement. Une idée forte: la stratégie, c'est la question d'un avenir à vouloir puis à construire avec et malgré le présent. Cela exige vision, volonté et adaptation permanente focalisée sur l'ambition. En dépit des contestations que ne manquent jamais d'engendrer ses décisions, il «veut» fermement, afin de dépasser les difficultés rencontrées par son action dans un monde toujours nouveau, modifié de surcroît par ses propres agissements. Interface entre la pensée et l'action, navigant entre rationalisme et empirisme, rigoureux dans sa démarche mais jamais rigide, il doit à la fois douter et croire, concilier l'inconciliable et faire preuve de capacités rarement rassemblées chez un être humain

Aussi, celui qui entre en stratégie doit-il ***penser en architecte et non en maçon***. Loin de construire le futur à partir du passé et du présent, prêt à affronter ce qui n'a jamais été, il doit accueillir le flot continu des circonstances nouvelles comme autant d'opportunités et, sans s'en abstraire, se dresser au-dessus d'elles pour aller vers son ambition. Il doit refuser toute attitude seulement réactive face aux circonstances émergentes: ce serait nier la capacité de l'homme à engendrer des opportunités nouvelles. Il ne peut se contenter d'anticiper les évolutions prévisibles et de s'y préparer. Par son action, il s'efforce au contraire de modeler le futur, de provoquer les changements nécessaires à la réalisation de son ambition. Ne pouvant prédire l'avenir, il va le créer afin de se libérer de l'incertitude et de la fatalité, puis modifier le présent pour le conduire vers son ambition: il choisit et façonne le monde qui vient.

L'homme entre en stratégie parce qu'il ne se résigne pas: il entend créer son destin

FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN

Le Général Vincent Desportes est professeur des universités associé à Sciences Po Paris, enseignant en stratégie à HEC et ancien directeur de l'Ecole de guerre. Il vient de publier.

Livre du général (2s) Desportes "Entrer en stratégie" - édition Laffont, 2019

Rediffusé ur le site de l'ASAF : www.asafrance.fr

Publications

Le CREC Saint-Cyr annonce la sortie de deux nouvelles publications

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 04.03.2019 Par Philippe Chapleau

Le CREC Saint-Cyr annonce deux publications sous le format de cahiers de la *Revue Défense Nationale*:

A) "Autonomie et létalité en robotique militaire", accessible sous format numérique **ici** https://fr.calameo.com/read/000558115a2727297e70a



B) "Le soldat augmenté : les besoins et les perspectives de l'augmentation des capacités du combattant" accessible **ici** : https://fr.calameo.com/read/0005581159f5e895e1a2c



Les actes du colloque du 30 janvier 2019 "l'IA au service de la Défense" prendront la forme d'un hors-série de la revue D*éfense et Sécurité Internationale* (DSI) qui sera disponible dans vos kiosques en avril 2019.

15 – Société

Écologie, féminisme, éducation... Les nouvelles leaders d'opinion n'ont pas vingt ans

http://madame.lefigaro.fr/ Sofiane Zaizoune | Le 07 mars 2019



En ce 8 mars, zoom sur ces leaders d'opinion ultra-précoces, qui entraînent leur génération derrière elles. (Emma Gonzalez, Washington DC, 24 mars 2018.) Jim Watson / AFP

Greta Thunberg, Zuriel Oduwole ou Hylde Lysiak sont encore des ados. Cela ne les empêche pas de lancer des manifestations de dizaines de milliers de personnes, de révéler des meurtres ou de s'exprimer à l'ONU. En ce 8 mars, zoom sur ces leaders d'opinion ultra-précoces, qui entraînent leur génération derrière elles.

Elle a commencé seule, mais ils étaient un millier à la suivre dans les rues de Paris le 15 février. À seize ans, la Suédoise Greta Thunberg a lancé un mouvement de grèves scolaires pour le climat. D'abord chaque jour, puis une fois par semaine, le vendredi depuis le mois d'août dernier, elle fait l'école buissonnière pour aller manifester devant le parlement suédois. L'adolescente est vite propulsée dans la lumière. Son franc-parler et son initiative font des émules : des milliers de lycéens commencent à faire grève à leur tour lors des #FridaysForFuture (#VendredisPourLeFutur). En Belgique, Anuna de Wever et Kyra Gantois, 17 et 19 ans, réussissent le tour de force de mobiliser 70.000 personnes en un mois grâce à une page Facebook, *Youth for climate* (La jeunesse pour le climat). En Allemagne, près de 15.000 personnes se mobilisent chaque semaine. En France, en Australie ou encore en Ouganda, de nouveaux leaders de la mobilisation écologique émergent, tout juste sortis de l'enfance.

Les manifestations, qui devraient continuer jusqu'à une grève mondiale le 15 mars, rappellent celles de «March for our lives», un mouvement lycéen né de la tuerie perpétrée dans un lycée à Parkland, en Floride, en mars 2018. L'une des rescapées du massacre, Emma Gonzalez, 16 ans, est devenue l'une des figures de proue de la lutte anti-armes à feu aux États-Unis. Ses discours poignants ont été écoutés par plusieurs dizaines de milliers de personnes lors de manifestations impressionnantes. Pour Emma Taylor-Collins, doctorante à l'université de Birmingham, chercheuse spécialisée sur les obstacles à l'engagement social des jeunes filles, on assiste à une «normalisation de l'action sociale ces dernières années, depuis les manifestations contre la guerre d'Irak en 2003, qui comptaient un nombre important de jeunes, jusqu'aux récentes marches pour le climat. Il ne s'agit pas seulement d'individus qui passent à l'action, mais d'un mouvement qui mobilise énormément de personnes».

Des enfants aux côtés des puissants



À 15 ans, Zuriel Oduwole a rencontré 30 chefs d'État, plusieurs premières dames et autant de chefs d'entreprises. (Los Angeles, 16 juin 2015.) AFP

Greta Thunberg, Zuriel Oduwole ou encore Malala Yousafzai : outre leur âge, ces jeunes filles ont en commun de s'adresser directement aux grands de ce monde. Des Nations unies à Davos en passant par les bureaux des chefs d'État, ces militantes précoces ont accès aux tribunes les plus prestigieuses. Zuriel Oduwole, née aux États-Unis d'un père nigérian et d'une mère mauricienne, a un pedigree impressionnant. À 9 ans, elle part tourner un documentaire sur la révolution ghanéenne. Rapidement, elle fait de l'éducation des jeunes filles d'Afrique son cheval de bataille. Bilan à 15 ans : elle a rencontré 30 chefs d'État, plusieurs premières dames et autant de chefs d'entreprise, s'est exprimée à l'ONU, à l'Unesco et à la COP23. Elle suit les traces de Malala Yousafzai, une Pakistanaise de 21 ans, icône de la lutte contre les talibans et pour l'éducation. À 15 ans, elle est visée par un attentat, auquel elle survit. À partir de 2012, tout s'accélère : Malala reçoit de nombreux prix, l'Unesco créé un fonds à son nom et, en 2013, elle est récompensée du prix Nobel de la paix. Autant de scènes prestigieuses qui assoient durablement l'aura de ces militantes. «Une jeune fille de 16 ans à l'ONU sort des schémas traditionnels audibles, c'est une rupture avec le monde des tribuns», explique Mathilde Aubinaud, enseignante en communication, spécialiste du *leadership*. Pour elle, l'âge est un facteur de différenciation dans un flux continu d'information. «Si on les retient pour ce qu'elles disent, le contraste entre leur âge et le cadre très instutionnalisé dans lequel elles s'expriment marque les esprits».

D'autant que ces ados, nées avec les réseaux sociaux, semblent avoir un sens quasi inné de la communication politique. Leurs discours, ponctués de slogans à haut potentiel viral, restent en mémoire. «Marchez pour votre vie, avant que quelqu'un d'autre ne doive le faire», lâche Emma Gonzalez en conclusion d'un discours en mars 2018. «Nous sommes venus vous dire que le changement arrive, que cela vous plaise ou non», déclare calmement Greta Thunberg aux délégués de la COP24, en décembre 2018. Autant de phrases-chocs rapidement reprises dans les médias, qui «jouent un rôle de coconstruction» de la parole militante et publique de ces adolescentes, d'après Mathilde Aubinaud.

Ces jeunes résistants de moins de 20 ans



Ahed Tamimi

Nom : Ahed Tamimi
Âge : 17 ans
Territoire : Cisjordanie

Surnommée «Boucle d'or de la Cisjordanie occupée», elle est devenue une icône de la résistance palestinienne. Issue d'une famille engagée dans la «résistance civile», l'adolescente à la chevelure dorée aurait été témoin de l'assassinat de trois proches par l'armée israélienne. Elle s'est dressée notamment contre les soldats, en giflant deux gardes. Honorée depuis par Mahmoud Abbas et le président turc, Recep Tayyip Erdogan, elle a été arrêtée dans la nuit du 18 au 19 décembre avec sa famille pour trahison puis emprisonnée. Libérée ce dimanche 29 juillet, elle a déclaré : «la résistance continue jusqu'à ce que l'occupation prenne fin». (Betunia, Israël, 25 décembre 2017.)



Bana Al-Abed

Nom : Bana Al-Abed
Âge : 8 ans
Pays : Syrie

La petite Syrienne s'est rendue célèbre en tweetant depuis la ville d'Alep assiégée. Un compte créé par sa mère pour témoigner du quotidien d'une enfant dans un lieu dévasté par la guerre. Évacuée depuis, elle est désormais citoyenne turque. (Ankara, Turquie, 22 décembre 2016.)



Marley Dias

Nom : Marley Dias
Âge : 12 ans
Pays : États-Unis

Plus jeune personnalité citée au classement Forbes 2018 des «moins de 30 ans», Marley Dias a lancé en 2015 la campagne #1000BlackGirlsBooks, une plateforme en ligne qui recense aujourd'hui 700 livres dont les héroïnes sont des femmes noires. Depuis, elle a rencontré Hillary Clinton, Michelle Obama et Kim Kardashian. (New York, 13 juin 2017.)



Zuriel Oduwole

Nom : Zuriel Oduwole
Âge : 15 ans
Pays : États-Unis

Elle est née à Los Angeles, d'un père nigérian et d'une mère mauritanienne, Zuriel Oduwole s'est engagée très tôt réalisant notamment un documentaire sur le Ghana. La jeune fille a rencontré 24 présidents ou premiers ministres dans le cadre de sa mission de promotion pour l'éducation des filles en Afrique. À l'AFP, elle confie «la nécessité de prendre des décisions concrètes pour que les filles puissent aller à l'école jusqu'à l'âge de 18 ans». (San José, Californie, 25 février 2015.)



Olivia Hallisey

Nom : Olivia Hallisey
Âge : 16 ans
Pays : États-Unis

Lycéenne américaine, Olivia Hallisey a remporté le premier prix de la Google Science Fair pour avoir inventé un test de dépistage du virus Ebola, plus simple et plus rapide à utiliser que ceux existants. La jeune fille a reçu 45.000 euros de la part de Google sous forme de bourse d'études. (Californie, 21 septembre 2015.)



Malala Yousafzai

Nom : Malala Yousafzai
Âge : 20 ans
Pays : Pakistan

Militante des droits des femmes, elle est le symbole de la lutte pour l'éducation des filles et de résistance aux talibans. Elle a reçu plusieurs distinctions alors que sa région était le lieu d'une lutte entre les talibans pakistanais et l'armée. Le 9 octobre 2012, elle est même victime d'une tentative d'assassinat où elle est grièvement blessée. En 2014, alors âgée de 17 ans, elle obtient le Prix Nobel de la paix. (New York, 20 septembre 2017.)



Fahma Mohamed
Nom : Fahma Mohamed
Âge : 19 ans
Pays : Royaume-Uni

Installée à Bristol, Fahma Mohamed est devenue la plus jeune doctorante de la ville, sans aller à l'université. Elle a reçu un diplôme d'honneur pour sa campagne contre l'excision des femmes. À seulement 14 ans, elle a développé une campagne contre les violences faites aux femmes, et a rencontré Ban Ki-moon, alors secrétaire général des Nations unies, pour lui présenter son travail. (Bristol, Royaume-Uni, 2014.)



Rowan Blanchard

Nom : Rowan Blanchard
Âge : 16 ans
Pays : États-Unis

Héroïne de la série *Le Monde de Riley*, diffusée sur Disney Channel, Rowan Blanchard est actrice et activiste. La jeune fille a pris la parole pour défendre les droits des femmes dans un post Instagram, aimé plus de 100.000 fois. Revendiquant une identité «*queer*», elle a donné un discours lors du sommet annuel de l'ONU Femmes dans le cadre de la campagne HeForShe, et s'est exprimée lors de la Women's March en janvier 2017. (Los Angeles, Californie, 12 juillet 2017.)



Juan Rios Cantu

Nom : Julian Rios Cantu
Âge : 18 ans
Pays : Mexique

Le tout récent majeur a créé un soutien-gorge «intelligent» qui aide à détecter le cancer du sein. L'étudiant a remporté le premier prix du Global Student Entrepreneur Awards. (Londres, 26 avril 2017.)



Mohamad Al Jounde

Nom : Mohamad Al Jounde
Âge : 12 ans
Pays : Liban

Réfugié syrien dans le camp de réfugiés de la vallée de la Bekaa, au Liban, Mohamad a décidé d'y créer une école. Avec l'aide de proches et de volontaires, il a construit un bâtiment, qui compte aujourd'hui plus de 200 élèves. Le 4 décembre 2017, le jeune garçon a reçu le Prix international de la Paix des enfants à La Haye pour son engagement, des mains de Malala Yousafzai. (Pays-Bas, 4 décembre 2017.)



Emma Gonzales

Nom : Emma Gonzales
Âge : 18 ans
Pays : États-Unis

Emma Gonzales a survécu à la fusillade perpétrée par Nikolas Cruz le 14 février au lycée Marjory Stoneman Douglas, à Parkland, en Floride qui a fait 17 morts - des étudiants pour la plupart. Depuis samedi 17 février, la lycéenne est aussi devenue la porte-parole de la lutte anti-armes à feu aux États-Unis en s'en prenant directement à Donald Trump et à la NRA. (Fort Lauderdale, février 2018.)

Leur avenir est en jeu, et entre leurs mains



Marley Dias. (Los Angeles, 5 mai 2018.) Valerie Macon / AFP

Ces très jeunes militantes renvoient l'image d'une génération qui prend son destin en main. Si Marley Dias a lancé à 11 ans son mouvement #1000BlackGirlBooks pour mettre en avant les livres présentant des héroïnes noires, c'est parce qu'elle était frustrée comme lectrice. Un peu plus d'un an plus tard, elle a pris la parole à la Maison-Blanche aux côtés de Michelle Obama et Oprah Winfrey, et publié un livre - *Marley Dias gets it done, and so can you !*. L'adolescente est aussi la plus jeune personnalité de l'histoire à figurer dans le prestigieux classement *Forbes* des moins de 30 ans.

En montrant aux jeunes de son âge que ses talents pouvaient être mis au service d'une cause, Marley Dias, comme d'autres militantes, les appelle à la suivre. «Il y a une façon de dire qu'on se reconnait, explique Mathilde Aubineau. Elles parlent de façon plus franche, elles évoquent le quotidien et le futur sous un angle tangible et concret». Alors que «le plus souvent, on parle des jeunes à la troisième personne», une ado Afro-Américaine peut s'identifier à Marley Dias, se dire qu'elle a trouvé une semblable capable de porter son discours et de partager son expérience. Un phénomène d'identification fort, qui joue à fond dans la mobilisation des plus jeunes.

Tenir tête aux adultes

L'opposition frontale aux adultes a aussi du bon, surtout quand ils ont tort. Dans une vidéo postée sur son compte Twitter, Hilde Lisyak, 12 ans, tient tête au chef de la police locale. «Qu'est-ce que je fais d'illégal, exactement ?», lui demande la fillette alors qu'il la menace de l'arrêter, affirmant qu'elle serait hors-la-loi si elle publie la vidéo sur internet.



Hilde Lysiak @orangestreetnew

A law officer threatened to have me arrested today for doing my job. Luckily, I have it on video: “I don’t want to hear about any of that freedom of the press stuff,” said Patterson.The Marshal continued “I’m going to have you arrested and thrown in juvey.

https://orangestreetnews.com/2019/02/18/patagonia-marshal-theatens-to-arrest-osn-publisher-see-the-video/ …

359

1:29 AM - Feb 19, 2019



Patagonia Marshal Theatens to Arrest OSN Publisher SEE THE VIDEO

By Hilde Kate Lysiak The OSN was working on a story in Patagonia, Arizona when a law enforcement officer threatened the reporter with arrest unless she stopped reporting the news. The OSN was bikin…

orangestreetnews.com

Hilde Lisyak affirme que, alors qu'elle lui expliquait être en reportage, le policier lui aurait rétorqué : «je ne veux pas entendre parler de ces histoires de liberté de la presse». L'affaire attire l'attention des médias et l'officier est finalement recadré par sa hiérarchie. La jeune fille n'en est pas à son coup d'essai : elle est devenue célèbre en 2016, lorsqu'elle est la première journaliste à couvrir un homicide commis près de chez elle, en Pennsylvanie. À l'âge de 9 ans. Son reportage fait sensation et de grands médias comme le *Washington Post* ou le *Guardian* parlent d'elle. Alors que certains internautes s'insurgent, arguant que la place d'une fillette n'est pas sur une scène de crime, elle leur répond sèchement dans une vidéo.

Le soutien sans faille de leurs parents

Il faut dire que la fillette a grandi à bonne école : enfant, Hilde Lisyak suit son père, journaliste pour le *New York Daily News*, dans ses reportages. Plus tard, il l'aide à concevoir et imprimer son propre journal, l'*Orange Street News,* qui touche aujourd'hui près de 600 lecteurs papiers et plusieurs centaines de milliers en ligne. Elle-même reconnaissait sa chance dans une interview au *New York Times* déplorant «que beaucoup d'adultes disent à leurs enfants qu'ils peuvent tout faire, mais ne les laissent finalement rien faire du tout».

La réalisatrice et activiste Zuriel Oduwole, 16 ans, est elle aussi soutenue par ses parents : son père a quitté son travail pour l'accompagner lors de ses voyages en Afrique. Quant à Greta Thunberg, elle a souffert d'une grave dépression à 11 ans, et ses parents ont transformé radicalement leur mode de vie vers plus d'écologie pour l'aider à guérir. De l'autre côté de la Méditerranée, la Palestinienne Ahed Tamimi, icône de la lutte anti-occupation pour les uns, propagandiste anti-israélienne pour les autres, doit aussi son image médiatique à sa famille - son oncle a créé une agence de presse pour diffuser les images de ses actions.

La relation des filles à leur famille a une influence forte sur leur engagement *Emma Taylor-Collins*

Un soutien parental sans lequel ces adolescentes auraient bien du mal à s'engager. Dans le cadre de ses recherches, Emma Taylor-Collins s'intéresse aux obstacles à l'engagement social de jeunes filles. Son étude «montre que la relation des filles à leur famille a une influence forte sur leur engagement dans l'action sociale, comme la foi ou la religion peut l'avoir», explique-t-elle. Voir ses parents rédiger des pétitions, les accompagner à des manifestations ou avoir leur soutien pour faire la grève de l'école sont des moteurs : un milieu militant donne des ados militants.

Mais Emma Taylor-Collins s'intéresse à d'autres aspects de la vie de ces jeunes, comme leur origine ethnique ou le niveau économique de leur famille. 51% des jeunes issus des familles les plus aisées du Royaume-Uni se sont engagés dans une action sociale en 2017, contre 31% des

jeunes des familles les plus pauvres, d'après une enquête Ipsos. Car certains facteurs socio-économiques peuvent peser lourd : familles nombreuses où les filles doivent s'occuper de leur fratrie, enfants d'immigrés qui accompagnent leurs parents partout pour traduire, ou encore adolescents qui travaillent après l'école... «Il est crucial d'observer comment les jeunes utilisent leur temps, à quelles pressions ils sont soumis et comment cela influence leur participation», détaille Emma Taylor-Collins. Pour la chercheuse, qui veut généraliser l'engagement social des adolescents, «nous devons creuser ce type de barrières pour les comprendre».

Sciences

Ces maladies que propage le dérèglement climatique

https://www.ouest-france.fr/ L'édition du soir Climat par Mandi Heshmati



Le choléra, le paludisme ou encore la fièvre typhoïde sont autant de maladies propagées par le dérèglement climatique. Un phénomène que nous explique Stéphane Gayet, médecin infectiologue et hygiéniste au CHRU de Strasbourg.

El Niño : ce n'est pas le nom d'un chanteur latino, mais celui d'un phénomène climatique assez inquiétant. Car selon une étude menée par des chercheurs de la NASA et publiée dans la revue *Scientific Reports,* ses pluies diluviennes seraient à l'origine de la propagation de maladies, dont le choléra, qui a connu un pic en Tanzanie en 2015.

Mais ce n'est pas qu'El Niño qu'il faut craindre : le dérèglement climatique, de manière générale, entraîne un déplacement des maladies et une augmentation de leur fréquence. **« Actuellement, nous vivons une période d'instabilité climatique. C'est-à-dire qu'on passe du froid au chaud et du chaud au froid de manière plus brutale – avec une tendance au réchauffement »,** explique Stéphane Gayet, médecin infectiologue et hygiéniste au CHRU de Strasbourg. Cela entraîne des tempêtes, de la sécheresse, une montée des eaux… autant de phénomènes qui agissent sur les maladies, de différentes manières.

Les maladies transmises par l'eau et les moustiques

Il y a d'abord les maladies liées à l'eau, telles que le choléra ou la fièvre typhoïde. **« Ce sont des maladies bactériennes. Les violentes tempêtes peuvent entraîner un manque d'accès à l'eau douce, car elles vont polluer toute l'eau disponible. »** La maladie peut alors se transmettre en buvant, mais aussi en ingérant des aliments lavés avec de l'eau contaminée.

Puis, il y a celles qui sont apportées par les moustiques. **« Dans certaines régions montagneuses d'Afrique, les populations qui vivaient en altitude étaient jusqu'à maintenant préservées du paludisme, car les moustiques ne volaient pas à des niveaux si élevés à cause de la température. Maintenant, avec les effets du réchauffement climatique, ils peuvent aller plus haut dans cette zone. Et de nombreux nouveaux cas de paludisme sont donc recensés. »**



Le choléra et la fièvre typhoïde sont des maladies qui peuvent être transmises par l'eau. (Photo d'illustration : Wikimedia Commons)

La chaleur, autre vecteur de problèmes de santé

Certains problèmes de santé sont directement liés à la température : le coup de chaleur – aussi appelé insolation – peut parfois tuer. Les populations fragiles telles que les enfants, les personnes âgées ou encore les malades chroniques en sont particulièrement victimes. **« C'est quelque chose qui arrive souvent en Inde, où il y a une augmentation constante de la température, majorée par l'effet de serre entraîné par les camions et voitures »,** illustre Stéphane Gayet.

D'autre part, quand la chaleur s'élève de manière répétée, on constate une usure anormale du corps humain, qui **« se défend beaucoup mieux contre le froid que contre le chaud ».** Une usure qui peut entraîner **« une déshydratation, de la fatigue et donc de l'insomnie. Les organes sont également moins perfusés** *(le processus qui alimente un organe en nutriments et oxygène nécessaires à son métabolisme, NdlR.)***, et cela peut causer une insuffisance rénale, des maladies cardio-vasculaires, cérébrales… »**

Puis il y a les conséquences indirectes : le réchauffement climatique et ses vagues de sécheresse vont faire diminuer la production agricole, ce qui dans certaines régions du monde, va conduire à des famines.



L'Inde est un pays où les coups de chaleur sont fréquents. (Photo d'illustration : Max Pixel)

Pour autant, Stéphane Gayet n'est pas fataliste. **« Je pense que l'Homme a beaucoup de ressources, et qu'il va avoir une prise de conscience. »** Mais il insiste : **« Maintenant, pour limiter ces phénomènes, il faut un changement à la fois des politiques publiques, mais aussi des comportements personnels. Et malheureusement, encore trop peu d'individus adaptent réellement leurs habitudes pour lutter contre le dérèglement climatique. »** Nous sommes prévenus.

La question pas si bête : Les arbres sont-ils vraiment doués d'intelligence ?

https://www.ouest-france.fr/ L'édition du soir Sciences vendredi 8 mars 2019 Par Karine Albertazzi (Agence France Presse)



Ils perçoivent la gravité, le vent et leur position qu'ils peuvent corriger : les arbres possèdent une forme « d'intelligence » qui fascine scientifiques et grand public.

Dans les locaux de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) de Clermont-Ferrand, l'installation a des airs de décor de cinéma pour film de science-fiction. Dans une sphère de lumière blanche aveuglante, alimentée par plus de 90 néons, le chercheur Bruno Moulia installe une jonquille inclinée à l'horizontale, maintenue au milieu par un arceau métallique.

Une fois cette boule de lumière refermée, à l'abri de toute autre lumière extérieure dans une structure octogonale digne d'un vaisseau spatial, la plante – partageant le même comportement que l'arbre – va opérer une drôle de chorégraphie.

« Baignant de toute part dans cette lumière, elle ne peut pas l'utiliser pour savoir où est le haut, où est le bas. Pourtant, elle va complètement se redresser vers le haut. Elle perçoit la gravité », explique le directeur de l'Unité de recherche sur la Physique et physiologie intégratives de l'arbre en environnement fluctuant (Piaf).

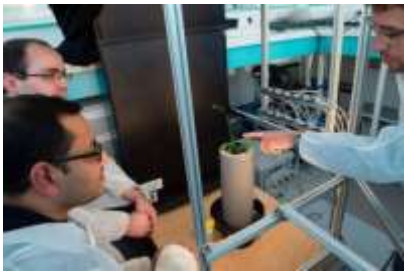


Les chercheurs clermontois se sont aperçus que les plantes perçoivent le toucher, le vent et son intensité. (Photo : Thierry Zoccolan/AFP)

Pourtant, si les plantes et donc les arbres poussent droit, ce n'est pas uniquement grâce à l'attraction terrestre. Avec son équipe, Bruno Moulia a fait la découverte d'un autre sens, que l'on croyait pourtant réservé à l'homme : la proprioception ou autrement dit la perception de la configuration de son propre corps dans l'espace.

Dans une autre expérience, les scientifiques auvergnats ont positionné à l'horizontale des arabettes des dames – une modeste plante servant d'organisme modèle en biologie – avant de les faire tourner sur elles-mêmes pour les empêcher de s'orienter par rapport à la gravité. Résultat : le petit végétal va continuer de pousser de manière rectiligne, sans chercher à se redresser. **« L'arbre perçoit s'il est bien rectiligne ou courbé et a la capacité de se rectifier et de contrôler son équilibre »,** précise l'agronome-physicien.

L'arbre a le sens du toucher



Comité scientifique et grand public sont de plus en plus sensibles à la sensibilité des végétaux. (Photo : Thierry Zoccolan/AFP)

Chose encore plus inattendue, l'arbre possède le sens du toucher. En soumettant des plantes à des **« impulsions d'air »,** les chercheurs clermontois se sont aperçus que celles-ci savent très bien percevoir le vent et son intensité.

« Un arbre qui va se trouver confronté à un vent inhabituel va réduire sa croissance en hauteur et augmenter sa croissance en diamètre et faire plus de racines », résume Bruno Moulia. Grâce à des électrodes placées sur la tige de jeunes peupliers, ils ont aussi enregistré des réactions électriques, similaires à **« l'influx nerveux »** chez l'homme, lorsque ceux-ci ont été fléchis par le vent. Des informations que ce végétal enregistre dans sa **« mémoire »**, pouvant varier **« d'une semaine à un an ».**

L'arbre serait-il donc intelligent ? L'épineuse question interroge la communauté scientifique. **« Les arbres combinent beaucoup d'informations. C'est plus complexe que de simples réflexes mais est-ce pour autant de l'intelligence ? »,** questionne le scientifique. D'autres études démontrent encore que les arbres sont capables de percevoir des sons et des odeurs, de distinguer leurs voisins et communiquer avec eux, grâce à une série de capteurs.

Pour percer le mystère et appréhender s'il existe chez les plantes une **« intelligence sans cerveau »** et éviter tout **« anthropocentrisme »**, l'Inra collabore désormais avec des spécialistes de l'intelligence artificielle.

« Hurluberlus »



Chercheur à l'Inra, Bruno Moulia travaille sur « l'intelligence » des arbres. (Photo : Thierry Zoccolan/AFP)

Car depuis peu, la thématique a trouvé un nouvel écho au sein de la communauté scientifique, longtemps sceptique. **« Au début on nous prenait pour des hurluberlus. Aujourd'hui, on sent un effet générationnel. Nos étudiants, ça les botte ! »,** sourit encore Bruno Moulia, qui pointe aussi **« l'effet Avatar »,** fable écologiste réalisée par James Cameron.

L'intérêt se fait aussi sentir auprès du grand public. La preuve avec le succès du livre du garde forestier allemand Peter Wohlleben *La vie secrète des arbres,* traduit en plus de 40 langues et vendu à plus d'un million d'exemplaires en France. Une prise de conscience de la sensibilité du végétal qui pourrait faire évoluer des croyances bien ancrées. **« Nos recherches font tomber le mur que notre civilisation occidentale avait dressé depuis Aristote entre animaux, sensibles et capables de mouvement actifs, et les plantes seulement capables de… végéter,** souligne Bruno Moulia. **Les plantes sont des êtres pleins de tact, bougeant tout le temps, mais à leur rythme, plus calme que le nôtre. »**

On sait maintenant combien pèse la Voie Lactée

Sciences http://www.slate.fr/ Repéré par Jasmine Parvine — 8 mars 2019 à 17h44 Repéré sur The Guardian

Notre galaxie serait l'une des plus lourdes de l'univers.



Son poids est constitué à 85% de matière noire. | Greg Rakozy via Unsplash

Les astronomes ont réussi à mettre la Voie Lactée sur une échelle cosmique: notre galaxie pèserait environ 1.500 milliards de masses solaires. Un poids qui comprend toutes les étoiles, planètes, poussières et gaz, ainsi que le trou noir supermassif. C'est une prouesse dans le monde de l'astronomie, puisque les scientifiques tentaient de définir ce poids depuis des décennies. Les estimations antérieures s'échelonnaient de 500 à 3.000 milliards de masses solaires. *«Connaître la masse totale [de la Voie Lactée] nous aidera à mieux comprendre la galaxie»*, déclare au Guardian Laura Watkins, astronome au siège de l'Observatoire européen austral à Garching, en Allemagne. En tonnes, son poids est de 3.000 milliards, de milliards, de milliards, de milliards.

Pour peser la Voie Lactée, Watkins et ses collègues ont d'abord rassemblé toutes les données du télescope spatial Hubble de la Nasa et du satellite Gaia de l'Agence spatiale européenne –un observatoire qui enregistre les positions des étoiles afin de produire des cartes en trois dimensions. À l'aide de télescopes, ils ont mesuré les mouvements de quarante-six groupes distincts –nommés *«amas globulaires»*– de milliers d'étoiles gravitant autour du centre de la galaxie. Après ces analyses, ils ont pu calculer l'attraction gravitationnelle exercée sur eux, ainsi que la masse générant la force d'attraction. En clair, en mesurant et additionnant ces amas globulaires les scientifiques ont pu estimer le poids de la Voie Lactée

Étoiles, planètes et matière noire

Avec ses 1.500 milliards de masses solaires, la Voie Lactée serait une des plus grosses de l'univers. Les plus légères sont environ un milliard de fois plus lourdes que le Soleil, et les plus

massives trente fois plus grosses. Les quelque 200 milliards d'étoiles que notre galaxie héberge ne représentent que 4% de sa masse. Les planètes correspondent à une fraction encore plus petite. Environ 85% du poids est constitué de matière noire: une substance insaisissable et invisible en dehors du champ gravitationnel, qui s'agglomère autour de la Voie Lactée. La luminosité de ses étoiles est, quant à elle, relativement normale par rapport aux autres, d'après l'étude.

Watkins perçoit notre galaxie comme un laboratoire géant, dont le rayon mesure 129.000 années-lumière. *«Une des raisons pour lesquelles il est important de mesurer la Voie Lactée est que nous y vivons, c'est la galaxie la plus proche dont nous disposons*, explique la scientifique. *Nous essayons souvent de comprendre l'univers en le situant dans le contexte de la Voie Lactée.»*

16 – Vie de l'UOROI

Assemblée générale ordinaire 2018 de l'UOROI le samedi 16 mars 2019 en mairie de La Possession (Report de l'AGO prévue le 17 novembre 2018, empêchée par le mouvement des Gilets jaune.)